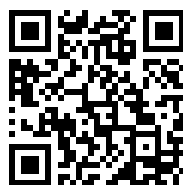

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

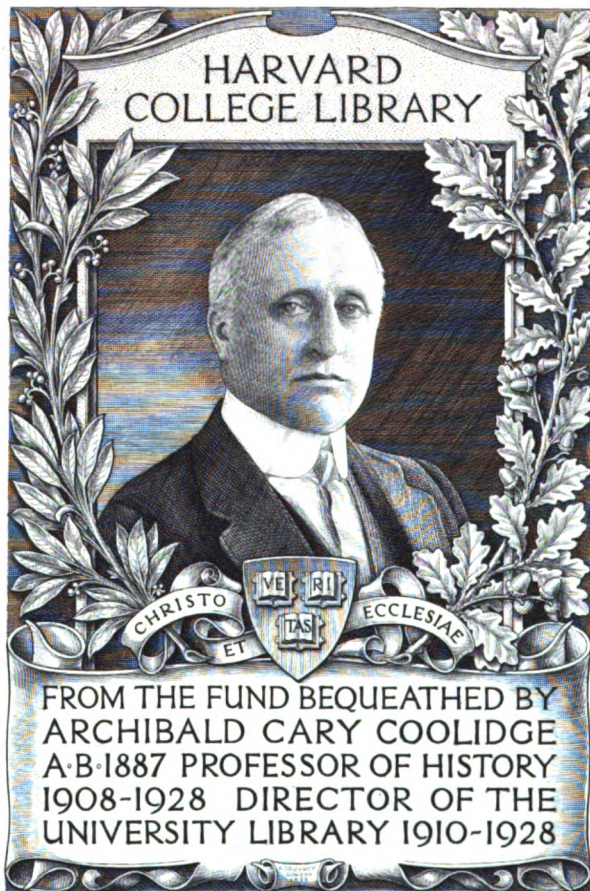
Nous vous demandons également de:

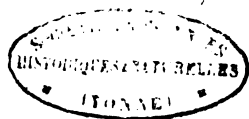
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Fr 45.2.21





FR 75.241.22

REVUE

1327

99-22

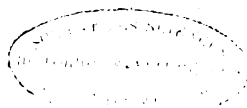
DE

SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

DES ARCHIVES HISTORIQUES

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



XXVI^e Volume. — 1^{re} Livraison.

1^{er} Janvier 1906.



SAINTES

LIBRAIRIE DE M^{me} FRAGNAUD

RUE ALSACE-LORRAINE, 42

1906



ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1906

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.

Vice-présidents : Le comte PIERRE DE CROZE-LEMERCIER, au château du Ramet, par Saintes.

CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.

Secrétaire : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.

Trésorier : AUGUSTE DERUELLE, *, chef d'escadrons en retraite, rue Saint-Macoux, 33, à Saintes.

Trésorier-adjoint : M. GATINEAU, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue Ernest Renan, 24.

Le baron EUGÈNE ESCHASSERIAUX, O. *, ancien député.

MACHET DE LA MARTINIÈRE, archiviste du département de la Charente, Angoulême.

GEORGES MUSSET, I. O., archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.

JULES PELLISSON, A. O., juge au tribunal civil, rue Victor Hugo, 76, à Périgueux.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AUGUSTE BITEAU, *, A. O., maître principal de 1^{re} classe des constructions navales en retraite, conseiller municipal, rue du Perat, 50, à Saintes.

FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.

EDMOND BOILEVIN, négociant, grande rue, 23, à Saintes.

JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.

ABEL MESTREAU, négociant, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, cours National, 99.

La société publie tous les deux mois un *Bulletin, Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs ; 11 fr. 50 pour l'étranger ; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1^o de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2^o de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3^o de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU 1^{er} JANVIER 1906

AVIS ET NOUVELLES : Admission ; Monument Audiat ; Bibliothèque Eschas-seriaux ; Une petite-fille de Pétion ; Cloche de Sainte-Colombe ; Numisma-tique ; Cheminée Renaissance, à La Rochelle ; Papeterie santone.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL. — I. *Décès* : Phelippot ; Mortreuil ; Général d'Abzac ; H. Inquinbert ; M^{me} de Fonrémis. — II. *Mariages* : de Loriol-Perthuis de La Salle ; Rabault-Gautreau ; Delestrée-Gautreau ; Beltrémieux-Chevreau.

VARIÉTÉS : *Glorieuse canonisation de Notre Père Saint Jean de Dieu*, par M. de Richemond ; *Etude sur la vie et le secret de l'abbé Richard, hydro-géologue*, par le docteur Ch. Vigen ; *Saintes ancienne*, par M. Ch. Dangibeaud.

QUESTION ET RÉPONSES.

LIVRES ET REVUES : *Analecta* ; *Bulletin de la Société de géographie de Roche-fort* ; *Essai sur les Prévôts royaux*.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

M. Fleurimon, inspecteur aux chemins de fer de l'Etat, à La Roche-sur-Yon, présenté par M. Noël Texier.

Addenda à la liste des souscripteurs au monument L. Audiat :

M. le commandant Deruelle, à Saintes (omis).

M. le colonel de Faucher de La Ligerie, à Saintes (nouveau).

M. le D^r Vallot, médecin de la marine à Cherbourg et M^{me} Val-lot (nouveaux).

Notre confrère, M. Delavaud, est nommé ministre plénipoten-tiaire en Norvège.

Le 9 novembre 1905, M. Babinot, adjoint au maire de Saintes, a annoncé au conseil municipal de cette ville que notre confrère,

M. le baron Eschasseriaux donnait à la bibliothèque de Saintes ses riches collections de livres saintongeais, ses documents administratifs sur le département depuis la Révolution, sa collection d'estampes, sa bibliothèque politique (journaux, brochures, dossiers, livres), plusieurs liasses d'autographes d'hommes politiques ou mêlés aux événements politiques depuis cinquante ans, sous la condition qu'une salle spéciale sera aménagée et entièrement affectée à sa donation.

Le conseil accepta la magnifique donation à l'unanimité et décida de donner le nom du généreux donateur à la salle où sa bibliothèque sera installée.

En répondant à la lettre par laquelle l'administration municipale lui transmettait les remerciements du conseil et les siens, ainsi que cette délibération, M. Eschasseriaux a adressé au maire la belle lettre suivante qui a été lue au conseil, le 16 du même mois :

« Thenac, le 11 novembre 1905.

« Monsieur,

« J'ai l'honneur de vous remercier du concours que vous avez bien voulu apporter à la réussite du projet de donation de ma bibliothèque à la ville de Saintes avec la condition que j'y mettais de l'appropriation d'un local spécial.

« Veuillez avoir l'obligeance d'exprimer à Messieurs les membres du conseil municipal mes sentiments de gratitude pour le vote unanime avec lequel ils ont accueilli ma proposition.

« Au déclin de ma vie, loin des luttes politiques dont le temps efface chaque jour les traces, je tenais à donner à la ville de Saintes, où j'ai passé les premières et les meilleures années de ma jeunesse, une marque de mon souvenir sympathique et reconnaissant.

« Je voulais aussi lui donner une nouvelle marque de l'intérêt que j'ai toujours porté à son développement moral et matériel et à sa prospérité.

« Veuillez recevoir, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« ESCHASSERIAUX. »

La lecture de cette lettre a profondément touché les Saintais.

Pour en comprendre toute l'élévation et la grandeur il faut se rappeler que M. Eschasseriaux avait été justement indigné de la décision du conseil municipal de 1878, rayant le nom de son père

de la nomenclature des noms des rues de la ville. C'était un acte de mesquine vengeance politique à son égard, et injustifié par surcroît, car le nom d'Eschasseriaux est intimement lié à l'administration du département et de la ville sous la Révolution.

On aurait dû se souvenir que si Saintes n'a jamais pu reprendre son rang de préfecture de la Charente-Inférieure cela n'a pas été la faute de M. Eschasseriaux père, qui a remué ciel et terre pour y réussir.

Voilà pourquoi M. le baron Eschasseriaux, en pardonnant cet oubli des services rendus, a fait une belle action, telle qu'en est seul capable un chrétien doublé d'un Saintongeais foncièrement attaché à la bonne renommée de son pays natal.

Tous les travailleurs lui seront sincèrement reconnaissants de sa décision. Grâce à sa générosité inespérée, la bibliothèque de Saintes possède un fonds de livres imprimés dans le département ou relatifs à son histoire d'une richesse presque unique. M. Eschasseriaux ayant collectionné pendant quarante ans, livres, gravures, brochures, journaux anciens et modernes, il n'en pouvait être autrement.

Et maintenant ?

Maintenant on s'occupe activement du catalogue et des réparations de la salle où la collection doit entrer.

Mais pendant ce temps-là, nous espérons qu'un conseiller indépendant, se mettant au-dessus des rancunes politiques, proposera au conseil de rendre le nom d'Eschasseriaux à une de nos rues, non pas en remettant les choses en l'état où elles étaient avant 1878, mais en donnant ce nom à la rue des Chanoines, aujourd'hui de l'Amiral Cuvilliers, parce que dans cette rue habitait la famille Eschasseriaux. Quant à l'amiral, l'excellent Reverseaux, déjà titulaire d'un cours, lui cédera très volontiers la petite rue qui fait communiquer la rue Hôtel de Ville et le quai.

—

La Petite Gironde du 28 novembre, répétant *L'Eclair* (de Paris) du 21, s'empare de l'article de notre confrère Pière Marcut sur Catulle Mendès, paru dans la *Revue*, et conclut que Catulle Mendès est bordelais. *L'Eclair* nous avait appris que l'auteur de *Scarron* est un savant latiniste, comme on l'était au XVI^e siècle, qu'il connaît en outre assez ses vieux auteurs français « pour trouver sous sa plume, chaque fois qu'il écrit, des mots qui ne sont pas du saintongeais, mais simplement du vieux français ! »

La *Revue* n'avait pas attendu pour faire la même remarque qu'on la lui suggérât.

Au cours d'un procès jugé pendant la dernière session des assises de la Charente-Inférieure, à Saintes, on a entendu comme témoin, une demoiselle Germaine Pétion, arrière-petite-fille authentique du conventionnel Pétion.

Elle va, paraît-il, devenir Charentaise, par son prochain mariage avec un cordonnier de l'île d'Oleron.

La cloche de Sainte-Colombe (arrondissement de Jonzac), dont Rainguet a relaté l'inscription (*Etudes*, p. 405), fondue en 1816, par Bernard Martin, a été descendue pour être refondue.

Parmi les 63 monnaies romaines trouvées dans le camp ou autour du camp de Chatelard, près Royan, dont M. Morin-De-lisse a parlé dans le dernier numéro de la *Revue*, il ne s'en trouve aucune de bonnes. Toutes ont beaucoup servi. La plupart se rapportent aux empereurs du haut empire, et consistent en grands bronzes usés : quelques pièces des empereurs de Gaule, et quelques autres de Constantin. On ne peut citer parmi les premières que plusieurs Adrien (les plus anciennes) (*R.*: Italia), Marc-Aurèle, Antonin le Pieux, Faustine, Commode (la Santé), Crispine (*SALVS*).

La pièce la plus curieuse est une petite monnaie gauloise très oxidée, ressemblant beaucoup à une monnaie des Allobroges ou des Essui. (Voir de La Tour, *Atlas*, n^{os} 2884 et 7116.)

M^{me} Roland, à La Rochelle, a fait transporter dans sa maison du faubourg de Lafond la cheminée Renaissance, ornée d'un bas-relief représentant Jésus et la Samaritaine, décrite par M. de Richemond dans *La Rochelle*.

La papeterie de Baunant, commune de Corne-Ecluse, s'est transformée en société anonyme sous le nom de Papeterie Santone, aux termes d'un acte passé devant M^e Massiou, notaire à Saujon, le 10 août 1905.

Mouvement de la population de la Charente-Inférieure en 1904.

Population, 452.149 habitants.

Mariages, 3.479 ; divorces, 124.

Naissances, 8.117, dont 4.111 gargons et 4.006 filles ; enfants morts-nés, 400.

Décès, 8.037, dont 4.205 du sexe masculin, et 3.832 du sexe féminin.

Excédent des naissances sur les décès, 80.

—

Le numéro du 4 novembre 1905 du *Monde illustré* contient une page entière consacrée au *Sanatorium marin de Saint-Trojan*, avec huit photographies : *pavillon central, la récréation des enfants, l'heure de la baignade, le Dr Cristofini dans son cabinet de travail, le réfectoire, un dortoir, un enfant rachitique à l'arrivée, le même après la cure.*

Situé à l'extrémité sud de l'île d'Oleron, le sanatorium, inauguré le 18 septembre 1896 par M. Félix Faure, se compose de treize pavillons séparés, aménagés selon les règles de l'hygiène moderne et affectés chacun à un service différent. Il peut recevoir 170 pensionnaires. Depuis sa création on y a soigné 1.598 enfants. Les enfants atteints de maladies contagieuses et surtout les tuberculeux pulmonaires ne sont admis sous aucun prétexte. Le traitement consiste en cure d'air, suralimentation, balnéation maritime.

L'établissement de Saint-Trojan, ainsi que celui de Banyuls-sur-Mer, appartient à l'œuvre privée des sanatoriums marins. Le siège social est à Paris, 62, rue de Miromesnil.

—

La *Revue Universelle* du 15 novembre 1905 donne une vue de l'ancien phare de La Coubre et celle du nouveau, accompagnées d'une courte notice.

—

Le 26 novembre, a paru, à Saintes, le premier numéro du journal *Le Vigneron des Charentes*.

La République de l'Ouest reprend sa publication.

—

La *Revue des Autographes* de décembre 1905 offre : un reçu daté du 16 août 1792, signé de plusieurs conventionnels, notamment de Bernard, de Saintes ; — de Billaud-Varennes ; — réqui-

sition du Comité de salut public du 20 fructidor an II, signé de..... Delmas, Eschasseriaux et autres. Ils requièrent le citoyen Odune, instituteur et professeur de langues étrangères, « pour être employé à continuer l'enseignement des langues étrangères, d'après la demande de l'Assemblée générale de la section des Piques » : — lettre de G. Desgraves, datée de Paris, 22 prairial an V, relative à la succession de Nourry-Grammont, acteur de la Comédie-Française ; — lettre de Pils, datée de 1809, dans laquelle il prie de placer « avec recommandation et succès quelques prospectus de l'édition que je veux faire de mes œuvres (avant le grand voyage) ».

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

M. Phelippot, Théodore-René, dont nous avons annoncé le décès dans le dernier numéro de la *Revue*, était fils de Jacques-Mathurin et de Marie-Angélique Sourisseau. De son mariage avec Dupeux, Angélique-Suzanne, sont nés : un fils, Phelippot Ulysse, inspecteur à la Compagnie du gaz à Paris, et une fille, mariée à Nantes.

M. Phelippot est mort le 27 septembre.

Le 25 octobre 1905, est décédé, à Rochefort, M. Dieudonné-Samuel-Nicolas-Alfred Mortreuil, médecin de 1^{re} classe de la marine en retraite, chevalier de la légion d'honneur, âgé de 48 ans.

Il était fils de M. et de M^{me} Mortreuil, ancien libraire à Saintes.

Le 28 octobre 1905, est décédé, en son château de Ballet, près de Castillonès (Lot-et-Garonne), le général de brigade en retraite marquis d'Abzac, commandeur de la légion d'honneur.

Il était né à Saintes, le 22 mars 1822. Il entra à Saint-Cyr en 1841 et fut promu général le 30 septembre 1875.

Pendant plusieurs années aide-de-camp du maréchal de Mac-

Mahon, il devint chef de sa maison militaire quand le maréchal fut nommé président de la République.

Le 28 octobre 1905, est décédé, à Saintes, M. Henri Inquinbert, négociant, âgé de 78 ans, fils de Elie-François et de Coustaneaux Marie-Pulchérie. De son mariage avec M^{lle} Louise-Apolline Bonneau sont nés deux fils et trois filles : MM. Abel et Louis Inquinbert ; M^{lles} Marie, décédée, Henriette et Marguerite.

Le 4 novembre 1905, est décédée à Saintes, M^{me} Amélie Fonrèux de Jallais, âgée de 79 ans, née à Saint-Germain-en-Laye, fille de Pierre-Gustave et de Claire-Victorine Genet. Elle était veuve de Adrien-Benoni Méthé de Fonrémis de la Motte.

MARIAGES

Le 10 octobre 1905, en la chapelle Saint-Joseph, à Mâcon, a été célébré le mariage du vicomte de Loriol avec M^{lle} de La Salle, fille de M. Perthuis de La Salle, ancien officier de mobiles, ancien conseiller de préfecture, président du conseil d'administration de la Caisse d'épargne de Mâcon.

M. Perthuis de La Salle, aujourd'hui fixé en Mâconnais, par suite de son mariage, est originaire des environs d'Aulnay.

Le frère du marié, le comte de Loriol, capitaine au 9^e chasseurs, a, lui aussi, épousé une Saintongeaise, M^{lle} Madeleine de La Crouzille (Saintongeaise par sa mère, née Brung).

Le 21 novembre 1905, ont été célébrés, à la mairie de Saint-Jean d'Angély, les mariages de :

1^o M^{lle} Gautreau, Justine-Marguerite-Germaine, fille de feu M Emile-Apollin Gautreau, ancien notaire, décédé président du tribunal civil de Saint-Jean d'Angély, et de dame Aline Ebrard, avec M. Rabault, Raymond-Joseph-Olivier, ingénieur des arts et manufactures, fils de M. Joseph-Prudent-André Rabault, maire de Saint-Jean d'Angély, et de dame Marie-Joséphine-Blanche Himbourg, et petite-fille de M. Jean-Baptiste Himbourg, ancien maire de Varaize, conseiller d'arrondissement ;

2^o M^{lle} Gautreau, Aline-Enma-Renée, sœur de la précédente,

avec M. Delestrée, Louis-Pierre-Joseph, procureur de la République, substitut du procureur général de l'Indo-Chine, son cousin, fils de feu Paul-Charles-Eugène Delestrée, inspecteur d'académie des Deux-Sèvres, et de dame Marguerite-Céline-Françoise Gautreau, actuellement résidant à Paris.

Les témoins étaient : MM. Gérault-Richard, Alfred Léon, homme de lettres, député de la Guadeloupe, Clémenceau Paul, ingénieur à Paris, Poitevin Eugène, conseiller général de Burie, Léculliez Emile, propriétaire à Villeneuve-la-Comtesse, Himbourg Jean-Baptiste, et M^{me} Chéneau, née Fernande Gautreau, sœur des mariées.

Le 30 novembre 1905, Mgr Petit, archevêque de Besançon, a béni, dans l'église du Sacré-Cœur de La Genette (Saône-et-Loire), le mariage de M. André Beltrémieux, lieutenant aux batteries alpines du 14^e corps d'armée, avec M^{lle} Isabelle Chevreau, fille du colonel directeur du génie à Oran, et de M^{me} Chevreau, née Brunauld des Houlières.

VARIÉTÉS

I

GLORIEUSE CANONISATION DE NOTRE PÈRE SAINT JEAN DE DIEU.

Après la réduction de La Rochelle, le roi donna aux religieux de la Charité la direction de l'hôpital de Saint-Barthélemy, fondé en 1203 par Alexandre Aufrédi, armateur de La Rochelle, et administré ensuite par le maire, assisté de dix membres de la commune : *Volo quod statutus procurator ad consilium majoris et X proborum virorum de Rocella.....* Pierre Barbe fut le premier administrateur.

L'article sixième de la déclaration de 1628 porte que « l'hôpital « Saint-Barthélemy servant à présent aux hommes et aux femmes, sera séparé en deux... et qu'en la part qui sera jugée la « plus convenable pour les hommes, seront établis les frères de « la Charité, du consentement dudit sieur évêque. » Aussi le père Charles Treton-Duruau, grand vicaire et juge de la cour

ecclésiastique en la Rochelle, Aulnis et isle de Rhé, prêtre de l'oratoire, en qualité de député de M. l'Evêque de Saintes, mit en possession de l'hôpital les religieux de la Charité, y bénit la croix et l'autel et célébra la messe, le 19 mars 1629. Les lettres patentes de l'établissement des religieux de la Charité sont datées de Saint-Germain-en-Laye, au mois de juin 1631, et les lettres patentes confirmatives du mois d'avril 1642, registrées en Parlement le 8 janvier 1643.

Conformément aux instructions ministérielles, les archives hospitalières sont aujourd'hui réunies à la bibliothèque municipale de La Rochelle, classées et sauvegardées par la reliure, grâce aux soins de M. G. Musset.

Parmi les documents inconnus à M. le docteur L. Delmas, auteur de l'histoire de l'hôpital militaire d'Aufrédi, figure la *Canonisation de Saint-Jean de Dieu*, conservée avec les actes de donation et les testaments faits au profit de l'hôpital. Ce manuscrit est sous sa forme originale, avec des corrections marginales et interlinéaires, mais ne porte pas de signatures. C'est l'œuvre d'un religieux, témoin oculaire.

Quelques phrases ont été effacées probablement par le Père prieur de la Charité : Donatien Thoinard : *Un buste d'argile représentant le glorieux Saint-Jean de Dieu, au bas duquel est un reliquaire qui renferme entre autres reliques des morceaux de la porte de Saint-Jean de Dieu avec des pierres de la grotte de Bethlém. Ce buste faisoit l'admiration de plusieurs paysants qui se demandoient si sa robe estoit d'argent, et qui ne pouvoient comprendre comment on avoit pû la vestir au saint.*

On a effacé également à la suite des mots *tableau d'un sçavant maître représentant Saint-Jean de Dieu dans sa gloire*, le membre de phrase dans un coin duquel est le *tray portrait* du Père Maximin de la Chasse. A la suite des mots : *Les marchands ont quitté leur boutique, les procureurs leur étude, les artisans leur atelier, et les médecins leurs malades*, la phrase satirique : *et les malades n'en estoient que mieux. On n'a pas pû empêcher les femmes d'entrer dans nos jardins, elles se sont donné le plaisir de vendanger nos groseilles et autres fruits naissants.*

Enfin, dans l'analyse de la prédication du Père Gauffier, le correcteur a effacé deux phrases : *Il a dit de plus qu'il en a esté de Saint-Jean de Dieu comme de plusieurs illustres pénitents dans lesquels le Saint-Esprit estant une fois entré, ils renoncent plus fortement que jamais au péché, et se conduisent par la suite*

avec plus de circonspection..... Il s'est servy de plusieurs comparaisons prophanes que l'on s'efforce ce me semble de bannir de la chaire de vérité, et sa division n'a pas eu toute la néleté possible.

DE RICHEMOND.

Ce document est précédé de la pièce que nous transcrivons, et dont le verso servait d'étiquette à la liasse :

Louis Bouchet, prestre, chanoine théologal dans l'église cathédrale de La Rochelle, licencié dans la Faculté de Paris, et vicaire général de Monseigneur l'Illustrissime et Révérendissime Evêque de La Rochelle, au Révérend Père prieur des religieux de la Charité de cette ville, salut et bénédiction. Nous vous mandons d'assister avec votre communauté au *Te Deum* qui se chantera, dimanche prochain, deuxième de février, dans l'église Saint-Barthélemy, à l'issue des vespres de la cathédrale *en actions de grâces pour la paix avec l'Empereur et l'Empire*, suivant les ordres de Sa Majesté. A La Rochelle, le trantiesme janvier mil six cent nonante-huit.

BOUCHET,	Par le commandement
vicaire général.	de Monsieur le Vicaire général.
	E. GUIGNE, sec. com.

Monsieur le Révérend Père prieur de la Charité.

Glorieuse canonisation de notre Père Saint-Jean de Dieu.

(Archives hospitalières de La Rochelle.)

Sub Ludovico Magno.

Le 3^e juillet 1701, ayant esté déterminé par Monseigneur Antoine Girard, illustrissime évesque de Poitiers, pour faire l'ouverture de l'octave solennelle pour la canonisation de Saint-Jean de Dieu, patriarche de l'ordre de la Charité, tout se trouva très bien disposé par les soins du R. P. Donatien Thoinard, prieur de l'hospital. L'église et l'infirmerie furent proprement tapissées et parfumées pendant toute l'octave, aussi bien que le portail qui fut orné de cartouches représentant les armes de l'Eglise, celles de N. S. P. le Pape, du Roy, de Mgr l'Evesque, de la ville de Poitiers et celles de nostre ordre, toutes environnées de lauriers.

Le premier objet qui a frappé les yeux des personnes dévotes a esté onze lits neufs garnis de très belle étoffe verte de draps

garnie de galons aurore, et les malades revestus de robes de même.

Proche l'église estoit un buste représentant Saint-Jean de Dieu au bas duquel sont enfermées des reliques.

L'église est séparée des infirmeries par une grille de fer, il y avoit sur le maistre-autel un très beau tabernacle à la Romaine de deux faces, un corps rond estoit posé sur trois gradins d'une architecture et sculpture très régulière, ayant aux deux côtés de très belles figures aussy dorées de Saint Louis et Saint-Jean de Dieu à peu près semblables... de très beaux chandeliers neufs d'un métal précieux, et des bouquets qui imitoient le naturel estoient artistement rangés sur l'autel, les ornements neufs sont de velours rouge à grandes fleurs et à fond de satin blanc, la surface de la muraille est couverte d'un tableau d'un scavant maistre représentant Saint-Jean de Dieu dans sa gloire. Les deux petits autels furent ornez à proportion, la sculpture, la peinture et la dorure n'y furent pas épargnées. L'église, la chapelle, l'infirmerie furent ornées de fleurs et de très riches tapisseries. Il y a eu pendant toute l'octave une très grande affluence de monde, grand nombre de messes et beaucoup d'aumônes.

Les exercices ont cessé pendant plusieurs jours dans l'université, les marchands ont quitté leur négoce, les artisans leur boutique, les médecins leurs malades et les malades même s'y traînaient en foule.

Il y a eu, ledit jour 3 juillet, procession générale depuis la cathédrale jusqu'à l'hôpital, nous y fûmes processionnellement précédés de douze clercs tonsurez revêtus de surplis qui portoient des banderolles et des emblèmes de ses vertus. Tout le chapitre, clergé régulier et séculier, y assistaient en tête de leurs paroisses, la bourgeoisie estoit en haye des deux costés des rues, et les cloches de toutes les églises sonnèrent. M^{on}seigneur l'Evesque officia pontificalement tout le jour et dina avec la communauté; il y eut musique tout le jour, le lendemain et le jour de l'octave et presque à tous les saluts. On nous a envoyé de Paris des motets, des antiennes et une hymne nouvelle.

M. Bardon, curé de Montier-Neuf, prononça le premier panégyrique. Son texte fut tiré du 3^e chapitre de l'Apocalypse, verset 21: *Qui vicerit, dabo ei sedere mecum in throno meo*. Celui qui sera victorieux sera assis avec moy dans mon trône. Il fit voir dans son exorde la différence qu'il y avoit entre les triomphes de l'ancienne Rome et ceux de la nouvelle, ceux-là ne du-

roient qu'un jour, ceux-cy estoient éternels ; ceux-là coustoient des larmes à une infinité de personnes, et ceux-ci les essuioient ; il expliqua dans son premier point ces paroles : *Hic vir despicens mundum et terrena triumphans* ; Cet homme méprisant le monde et triomphant des choses d'ici-bas. Dans son second, celles-cy : *Divilius celo condidit ore manu* : A caché dans le ciel de grandes richesses, par son oraison et ses œuvres. Il fit remarquer très éloquentement qu'il avoit dépouillé le monde de ses richesses en faveur des pauvres, qu'il n'avoit point craint ny la mort, ny l'humiliation, ny la douleur, trois choses que nous craignons tous et qui ont fait tomber trois fois Notre-Seigneur Jésus-Christ en agonie dans le jardin des Olives. Il a fait l'éloge de l'ordre, le comparant à la femme de l'Ancien Testament qui n'avoit pas assez de vases pour mettre son huile, disant que nous n'avions pas assez d'hôpitaux pour satisfaire notre zèle, etc.

Lundy, nous avons été quérir MM. de Sainte-Radégonde. M. Guillot, chantre, prêcha. Son texte fut : *Beatus qui intelligit super egenum et pauperem in die mala liberabit eum Dominus*. Ps. 40, v. 1. : Bien heureux celui qui est attentif aux besoins des pauvres, etc. Dans son premier point, il a fait voir Saint Jean de Dieu sensible aux misères des pauvres, et, dans son second point, il l'a fait voir insensible à ses propres misères. Il a très bien expliqué ces paroles : *Tibi dereliens est pauper et orphanus tu es adjutor* : Dieu vous a laissé le soin du pauvre et de l'orphelin, en sorte qu'il n'y a personne qui ne les doive appliquer.

Mardy, nous avons esté quérir MM. de Saint-Pierre le Puellier ; le P. Roatin de la Société a presché : il est professeur de rhétorique. Son texte fut : *Laudemus viros gloriosos et parentes nostros in generatione*. Ecclesiastiq., c. 44, v. 1. : Louons ces hommes environnez de gloire et qui nous ont engendrez. Il s'est fort estendu à expliquer ces paroles de Saint Paul : *Spectaculum facti sumus mundo et angelis* : Nous sommes devenus un spectacle au monde et aux anges...

Il a fait, conformément aux paroles de son texte, l'éloge de l'ordre et de la société. qu'un mesme siècle avoit vu naistre, il a exposé que nous estions des Jean-Baptiste et qu'en administrant aux pauvres des secours temporels, nous les disposions à recevoir des secours spirituels de leur part, et qu'ainsi nous annoncions qu'ils estoient le Messie. Je souhaite qu'il soit applaudi de la façon qu'il a tourné sa pensée. Les grammairiens et les philosophes ont eu congé ce jour-là.

Mercredy, les religieux de l'abbaye de la Celle sont venus. Le Révérend Père Bastard, son prieur, curé, a prêché. Son texte fut : *Inspice et fac secundum exemplar*. Genèse : Voyez et faites suivant le modèle qui vous est présenté.

Il a montré dans son premier point la nécessité des humiliations ; dans son deuxième, l'utilité des humiliations, il a prouvé au long que Saint-Jean de Dieu estoit véritablement saint. Il a détruit élégamment le Pyrrhonisme et secte d'hérésie qui ne reconnoit point le mérite des saints. Voyez le *Dictionnaire historique*. Il a fait voir dans son sermon du caresme dernier que Saint Jean de Dieu, comme un autre Saint Jean-Baptiste, avoit annoncé et fait connoître Jésus-Christ aux hommes. Et qu'aujourd'huy, Jésus-Christ le faisoit connoître à son tour aux hommes dans ceste solennité.

Jeudy, nous avons esté quérir MM. du Séminaire. M. le curé de la Chandelière, a presché. Son texte fut : *Hunc Pater signavit Deus* : Dieu le Père a imprimé en luy les caractères de la Divinité. Il a éloquemment expliqué ces paroles de Saint Augustin : « *Quæ vidistis hæc agite*. » « Faites ce que vous voyez ». Il a dit de plus, avec Saint Jean-Chrysostôme, qu'un orateur devoit trembler, ainsi que son auditoire en prononçant et en entendant le panegyrique d'un saint, sans se déterminer fortement à l'imiter.

Vendredi, nous avons esté quérir les RR. PP. Augustins. Le R. P. Dauphin, prieur, a presché fort languissamment et seulement en déclamateur. Son texte a été semblable à celui de M. Guillot.

Samedy, nous avons esté quérir les RR. PP. Jacobins. Le P. Gauffier a presché. Son texte fut ce seul mot : *Dilexit* : Il a aimé. Il a presché à La Rochelle pendant la canonization. Son texte et son sermon furent les mesmes, excepté qu'il a retranché plusieurs choses qu'il dit alors au sujet des Huguenots. Saint Jean de Dieu a aimé Dieu en luy donnant toutes choses, ce fut là son premier point. Il a aimé son prochain en luy procurant toutes choses, ce fut son second point, fort solidement établis et prouvéz. Il a comparé sa providence à celle du ciel qui fait entrer les mouches dans le bec des petits corbeaux, lesquels ouvrent le bec et le tournent vers le ciel, lorsque leur mère les ayant abandonnéz ils ne sont pas en estat d'aller chercher à manger. Il a très bien fait voir que de tous les saints qui l'avoient précédé, les apostres avoient imité Jésus-Christ dans ses soins

apostoliques, les docteurs dans ses instructions, les martyrs dans ses souffrances, les vierges dans sa pureté, et qu'ainsi il falloit un Saint Jean de Dieu pour l'imiter dans son ardente charité. Les théologiens ont eu congé ce jour-là. — Musique très belle tous les jours.

Enfin, nous fusmes quérir MM. de Saint-Hilaire, pour faire la closture. Le R. P. Soulas, minime, prescha. Son texte fut : *Res-pice*, comme dessus. Il fit en peu de mots la récapitulation des autres sermons, et l'éloge des orateurs, et montra en deux points la pénitence et la charité de Saint Jean de Dieu.

Le lendemain, lundy matin, nous fûmes présenter la bannière à MM. du chapitre de la cathédralle, lesquels nous ont fait entrer dans leur chœur, chantant le *Te Deum*, et ils nous reconduisirent jusqu'à la porte, précédés d'un porte-masse ; laditte bannière est au milieu du chœur, dans un des plus éminents endroits.

*Emblèmes en l'honneur de Saint Jean de Dieu faciles à appliquer
à ses vertus particulières.*

Un aigle qui porte ses regards vers le soleil. *Despicit ima.*

Le tournesol qui suit le soleil dans sa course. *Quo fertur tendere gaudet.*

La sensitive qui ne peut souffrir qu'on la touche (au sujet du mariage qu'il a refusé). *Suffusa pudore repugnat.*

Le feu dont les flammes sont vives et agissantes. *Olia nescit.*

Le nard, petite plante odoriférante. *Volens diffundit odorem.*

Le soleil qui darde ses rayons sur les campagnes. *Lucet et ardet.*

Une fontaine qui donne ses eaux avec abondance. *Nulli denegat undas.*

Le castor dont la peau sert de vêtement, la chair de nourriture et quelques parties de médicaments. *Nutrit, sanat, et induit artus.*

Une ruche d'abeilles, dont quelques-unes volent au dehors. *Vulnerat atque medetur.*

La femme de l'Ancien Testament qui verse de l'huile dans des vaisseaux de différentes grandeurs qui ne se trouvent point en assez grand nombre pour la contenir. *Desunt vasa liquori.*

La poule qui couvre ses petits de ses ailes et s'irrite contre l'oyseau de proie qu'elle aperçoit dans l'air. *Sedula servat.*

La salamandre dans le feu d'un bastiment qui brule. *Illarsa moratur.*

Le pélican qui s'ouvre les entrailles. *Nec vivere curat.*

Le cèdre sur le hault d'une montagne. *Lactatur montibus altis.*

Le cigne agonizant qui chante. *Gaudia funus adauget.*

L'oyseau de Paradis qui ne demeure sur la terre qu'avec peine. *Surgit et advolat astra.*

Le phoenix sur son bûcher. *Turere gignit.*

La grenade entr'ouverte qui montre ses grâins mûrs. *Unita coronat.*

Cette grenade est le simbole de la charité de l'ordre de ce saint. Elle fait connoître par l'union de ses grains que cette mesme charité ne couronnera que ceux qui seront unis par ce sacré lien.

Hymne nouvelle.

O Pulchræ acies, castraque fortia
Quæ spes, unus amor, una regit fides,
Omnes lege sub una, uno sub duce militant.

Heu ! quantis rapiunt Astra laboribus,
Pulsant perpetuis quæstibus æthera.
Et concordibus armis vim cælo simul inferunt.

Æternas ut opes, certa que gaudia
Securi rapiunt omnia ludicra,
Sano pectore temnunt confisi melioribus.

Illis summa fuit gloria despici.
Illis divitiæ pauperum pati,
Totus siluit orbis, dum cælestia cogitant.

Æternus sit honos in genito Patri,
Sit par unigenæ maxima Filio,
Sacri nexus amoris, Laus compar tibi Spiritu.

Amen !

II

ETUDE SUR LA VIE ET LE SECRET DE L'ABBÉ RICHARD, HYDROGÉOLOGUE.

Tout le monde, au moins dans la Charente-Inférieure, a entendu parler de l'abbé Richard, l'hydrogéologue mort il y a bientôt vingt-quatre ans, et aussi du fameux secret pour découvrir

les sources qu'il avait déposé à l'Académie des Sciences, en promettant à plusieurs reprises de le révéler au public, avec tous les éclaircissements désirables. Plusieurs fois aussi a été manifesté le désir de connaître cette loi merveilleuse et le contenu des papiers Richard (*Voy. Bulletin*, V, p. 148 et 327 ; *Revue*, XXI, p. 62, 82, 163.)

En 1881, ayant déjà eu l'occasion de lire ce secret, alors aux archives du séminaire de Montlieu, j'entrai en rapports avec notre estimable confrère, M. le baron A. de Beaucorps, qui venait de publier une brochure très intéressante sur la baguette divinatoire que fait fort bien tourner son jeune fils ; et j'eus l'idée d'étudier plus à fond le système et les papiers de M. Richard, persuadé d'ailleurs que son vrai secret était, non la loi des failles énoncée au pli officiel, mais plutôt une sensibilité spéciale, aidée de l'expérience de l'hydroscope. J'obtins facilement de l'Evêché de La Rochelle l'autorisation de compiler et d'utiliser les notes nombreuses laissées par notre compatriote. J'interrogeai ceux qui avaient connu mon héros, et dont beaucoup avaient déjà cette idée. J'approfondis de mon mieux la question, ma conviction s'en trouva plus fermement établie, et je fus laissé libre de la publier. J'en remercie très sincèrement qui de droit.

Bref, je crois qu'il serait intéressant aujourd'hui de faire imprimer ce secret dont la révélation a plutôt une valeur historique que commerciale, et qui a peut-être le tort d'être trop posthume par rapport à son auteur. J'y joins mes notes et réflexions sur la vie et les œuvres de l'hydrogéologue saintongeais, en condensant beaucoup du reste celles que j'ai rédigées pour ma satisfaction personnelle.

I. — *Vie de Richard jusqu'en 1861.*

L'abbé Pierre Richard est né à Tesson, près Saintes, le 2 février 1822, de Pierre Richard, cultivateur, et de Suzanne Tesseron, illettrés ; il était le troisième de six enfants, dont la plupart ont laissé de la postérité. Il s'était dit quelquefois né en 1826 et avait signé Théophile Richard ; mais à l'état civil il ne porte que le prénom de Pierre, et à son baptême ceux de Pierre-Denis.

Il eut pour premier maître et protecteur le curé de Tesson, Robert, qui avait remarqué ses heureuses dispositions, et le fit entrer en 1839 dans la Maison d'éducation de Montlieu, où il demeura jusqu'en 1844 avec M. Rainguet comme supérieur. Il entra alors en rhétorique à Pons, et fut admis en 1845 au grand

Séminaire. Après deux années de préceptorat chez M. de Saint-Légier d'Orignac, il reçut les ordres sacrés en 1852, et fut ordonné prêtre, à 31 ans passés, le 21 mai 1853.

A partir de 1852, nous le trouvons professeur au séminaire de Montlieu, avec le même supérieur, Rainguet, et où, tout en enseignant le dessin, il occupa successivement jusqu'en août 1861 les chaires de septième, de troisième et de seconde. Il encourageait fort ses élèves dans leurs essais littéraires ; aussi, en 1858, ceux-ci ayant composé en commun une tragédie : *La Mort de Roland*, leur professeur présenta lui-même à Lamartine cette poésie avec une dédicace spéciale, et en reçut les compliments les plus flatteurs. « Tel maître, tels élèves, répondait celui-ci. Quand nous étions au collège d'Annecy, aucun de nous, même moi, n'aurions fait d'aussi bons vers. » Mais on sait ce que valent les réponses élogieuses des grands poètes à leurs jeunes admirateurs. C'était pourtant à cette même époque (printemps 1859), que l'auteur des *Méditations*, sacrait comme un nouvel Homère, le père du félibrige, F. Mistral, qui venait de lui présenter son beau poème de Mirailles.

Dès cette époque, Richard a conservé un grand nombre de notes ; il a gardé et enliassé les lettres qu'il recevait, et la plupart de ses réponses ; de sorte qu'il serait possible de reconstituer le détail de son existence. Il se révéla dès lors avec deux aptitudes tranchées qu'il eut l'occasion de développer largement dans la suite : le goût des voyages, et une certaine absence de timidité. Et j'y note aussi un signe qu'on a donné comme propre aux hommes remarquables : c'est qu'il se fit dès le début, et conserva toute sa vie, un certain nombre d'amis fidèles et de partisans dévoués.

C'est ainsi qu'il fit de 1853 à 1859 quatre saisons aux Pyrénées, et qu'en 1855 et 1858 il visita Paris et suivit en Allemagne une famille Farish, avec laquelle il parcourut les rives du Rhin, Bruxelles, Berlin, Dresde, Francfort, Vienne, etc. Dans la première de ces excursions, il se trouvait à Cologne le 3 octobre 1855, au moment où Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse, inaugurait le portail de la cathédrale ; il se faufila dans le cortège officiel, se fit adresser la parole par le souverain, et lui écrivit quelques jours après pour solliciter un souvenir de ce rapide entretien. Le roi lui envoya par son ambassadeur sept grandes et belles gravures et photographies qui font encore l'ornement de son salon. Dans la seconde, étant à Vienne, il demande et obtient une au-

dience du comte de Chambord à Frohsdorf, y est très bien reçu, y dine et y couche (26 septembre 1858) ; et note longuement par écrit les propos de ses augustes hôtes, et ses propres impressions ; il se fait encore donner un souvenir, un cadeau : une chasuble de soie blanche, brodée, dont il fait hommage à l'église de Tesson.

En 1859, tout en continuant à professer la littérature, Richard se procure l'*Art de découvrir les sources*, de Paramelle ; et, guidé par cet ouvrage ou par ses propres remarques, il parcourt la région, et étudie toutes les fontaines des environs de Montlieu, où se trouvent des terrains fort différents, et des accidents assez prononcés du sol. Cette idée de la recherche des eaux souterraines paraît l'occuper tout entier, de 1859 à 1860 ; et son air distrait et rêveur est remarqué par ses co-professeurs et ses élèves, qui le plaisantent quand ils le voient ainsi *noyé dans ses sources*. Mais il ne fait part à personne de ses impressions, et n'en écrit pas un mot (1).

Il essaie plusieurs fois de se mettre en rapports avec Paramelle, qui lui répond d'abord froidement : « Inutile de venir me voir ; tout est dans mon livre. » Entre temps, et aux vacances de 1860, il se hasarde à indiquer trois ou quatre sources pour quelques amis : un paysan de Montlieu ; Jamain, maire de Sainte-Lheurine ; Dubreuilh, juge de paix d'Archiac, et voit ses prévisions couronnées de succès. Il publie dans l'*Indépendant* de Saintes du 14 mars 1861 un article fort élogieux sur ces découvertes, où il se dit hydroscopie, disciple de Paramelle, et se fait fort de préciser la situation, la profondeur, et jusqu'à la qualité des eaux souterraines. Cet article est reproduit par les journaux locaux, puis par la presse catholique parisienne, et commence la réputation spéciale de l'auteur, qui reçoit aussitôt des demandes, même pour l'étranger.

Richard récrit alors à Paramelle pour lui annoncer ces premières réussites obtenues, dit-il, d'après les principes du sourcier cadurcien, mais en y adaptant une découverte personnelle

(1) Voir dans la *Semaine des familles* du 29 décembre 1866 un article de Nettement fils où Richard raconte tout autrement la genèse de sa vocation. Se promenant, un jour, auprès de la fontaine du Séminaire, en compagnie du professeur d'histoire naturelle, le bon et savant de Meschinot, il prétend avoir alors trouvé, par une intuition subite, le principe de la découverte des sources, et s'être aussitôt résolu à garder pour lui ce secret et à l'exploiter après vérification.

qu'il juge très importante ; et aussi pour lui demander son patronage. Cette fois le vieil abbé répond : « Vous êtes le seul, Monsieur, des 4.000 lecteurs de mon ouvrage, qui l'ait étudié à fond et l'ait vérifié sur le terrain. C'est donc avec une vive joie que je vois en vous un jeune confrère capable de me remplacer avantageusement auprès de ceux qui ont besoin d'eau et que je n'ai pu visiter. Je serai charmé de vous voir et de recevoir vos observations, qui pourraient prendre place dans une réédition de mon Traité. » Richard n'a garde de manquer à cette invitation ; il se rend à Saint-Céré le 29 juillet 1861, et peut se dire dès lors le successeur en titre de l'illustre Paramelle, avec lequel il demeura depuis en correspondance. Celui-ci est mort à Saint-Céré le 20 août 1875, âgé de 85 ans, dans une honnête aisance, et léguant sa fortune à l'hospice de cette ville.

II. — *Voyages hydrologiques (1861-1881).*

Dès l'été de 1861, les premiers succès de Richard annoncés par lui dans les journaux, la publicité organisée jusqu'en Allemagne par un fervent ami, le docteur Bücheler, de Dusseldorf, qu'il avait connu en 1858, et qui devint dès lors et resta son grand admirateur et son réclamate zélé, comme d'ailleurs en France l'abbé Moigno, le savant directeur des *Mondes* ; cette publicité, dis-je, attire de toutes parts des demandes au professeur de Montlieu. Il abandonne sa chaire de seconde, dont il garde pourtant le titre quelques années encore, et part aussitôt les vacances pour son premier grand voyage.

Il explore rapidement Muron, Niort, Tours, La Ferté-sous-Jouarre (où il fait connaissance de la comtesse de La Rochejacquelin qui le prit dès lors comme un vrai thaumaturge et l'introduisit dans la clientèle de ses châteaux). Puis il travaille pour les communes de Cunfin et de Fontettes (Aube), pour la ville d'Aix-la-Chapelle et le domaine de Rosenberg près Bonn, pour le banquier Baüer, de Brunn en Moravie, pour d'autres châtelains d'Allemagne ou d'Autriche ; le tout avec peu de mécomptes en regard de succès éclatants.

Il revient par l'Istrie, où la municipalité de Trieste l'invite à jalonner pour elle le cours souterrain de la Recca, rivière importante qui passe à une grande profondeur sous le plateau calcaire du Karst, pour aller sortir à trente-cinq kilomètres de là, sur les rivages de l'Adriatique, aux belles sources du Timave, chantées

par Virgile. En un seul jour (27 décembre 1861), se basant dit-il sur une loi physique qu'il vient de découvrir, Richard explore la contrée, puis remet un rapport où il conseille d'atteindre la Recca au fond d'un aven profond de trois cent cinquante mètres et déjà visité avant lui, mais qu'il faut atteindre par un canal horizontal de quatre mille mètres de long. Quel que fut son désir de se procurer de l'eau potable en abondance, j'ajoute que la ville de Trieste ne s'est jamais décidée à faire creuser, sur la simple autorité d'un hydroscope de passage, ce tunnel de quatre kilomètres. L'archiduc Maximilien, depuis empereur du Mexique, qui fait alors construire tout près de là son magnifique château de Miramar, maude l'abbé Richard pour procurer de l'eau à son domaine ; il le reçoit très aimablement, le garde plusieurs jours, et pour lui témoigner sa satisfaction de ses indications hydrologiques (1) lui donne encore un superbe album de photographies et le fait décorer par son frère l'empereur d'Autriche de l'ordre de François-Joseph.

Or, cette brillante campagne où Richard a parcouru la France, la Province rhénane, la Prusse, la Moravie, Vienne et l'Istrie, n'a duré que quatre mois : septembre à décembre 1861, pour être couronnée par l'octroi d'une décoration enviée. Je laisse à deviner le triomphe qui accueillit les débuts du chercheur de sources, quand il retrouva sa famille, et le séminaire de Montlieu, desquels il devenait dès lors le bienfaiteur et la gloire.

Je ne suivrai pas l'abbé Richard dans toutes ses pérégrinations, qui durèrent plus de vingt ans, tant en France qu'à l'étranger, et dont j'ai pourtant relevé l'itinéraire détaillé. Je me contenterai de les résumer en disant qu'il parcourut ainsi à plusieurs reprises environ les trois quarts des départements français. Ses voyages les plus fréquents, en dehors des Charentes, eurent lieu dans les départements de l'Ouest, et dans ceux où se trouvent beaucoup de châteaux. Il fut appelé en outre par un grand nombre de particuliers et de communes, et même par une dizaine de villes : Bayonne, 1878 ; Brest, 1868 ; Cholet, 1864 ; Fontenay-le-Comte, 1863 ; Noyon, 1867 ; Poitiers, 1877 ; Rennes, 1867 ; Les Sables d'Olonne, 1868 ; Saint-Malo, 1876 ; et Vitré, 1868 ; pour le camp du Ruchard, près Tours, où il réussit à merveille.

J'ajoute que, pour des motifs divers, aucune des indications

(1) Il paraîtrait que le résultat ultérieur ne fut pas très favorable. D'ailleurs Richard ne revint jamais à Miramar, et n'en parle pas dans ses circulaires.

qu'il fit dans les grandes villes ci-dessus ne fut suivie d'effet (Brest, Rennes, Saint-Malo, Poitiers), qu'il eut un échec avéré à Bayonne. Par contre, à Rochefort, les travaux qu'il conseilla en octobre 1866 furent exécutés et lui procurèrent le succès le plus brillant de sa carrière, puisque la ville put se procurer l'eau à trois ou quatre kilomètres de là, aux coteaux de Villeneuve, près Tonnay-Charente, au lieu d'aller la chercher à trente kilomètres, à Saint-Germain de Marencennes, comme on était décidé à le faire auparavant.

Je citerai enfin, parmi les amis et les clients les plus connus de Richard, MM. d'Andigné, Arnauld d'Abbadie, Benoist d'Azy, le marquis de Beaucorps, le prince de Broglie, de Boissy, pair et sénateur, Anatole de Bremond d'Ars, Paul de Cassagnac, de Chabrol, Aug. Cochin, de Cugnac, à Epannes, Duchâtel, des Francs, de Grandville, préfet de la Meuse, le comte de Falloux et son frère le cardinal, de La Bouillerie, de Lur-Saluces, Marc Arnauld, de Montalembert, de Tallhouët, de Villiers ; M^{mes} Blanc (de Monaco), d'Aubin, Girod de l'Ain, et Auguste de La Roche-jacquelin, sa correspondante et admiratrice pendant vingt ans ; les chanoines de Saint-Denis Cadoret et Moigno (le premier son condisciple de Montlieu), l'abbé Duilhé de Saint-Projet ; Nosseigneurs Cortet, évêque de Troyes, Bouvier, évêque du Mans, Brosais Saint-Marc, archevêque de Rennes, de Dreux-Brézé, évêque de Moulins, Pallu du Marc, évêque de Blois, les cardinaux Donnet et Lavigerie, celui-ci surtout, qui l'ayant demandé en Algérie avant la guerre, le fit revenir en 1880 pour Alger et Tunis ; les familles de Frétart, de Saint-Légier, de Lestranges, et leurs alliées, qui conservèrent avec lui les plus cordiales relations, etc.

Richard visita de même à sept reprises à peu près toute l'Allemagne, tant du Nord que du Sud, y compris la Prusse, l'Autriche et la Hongrie ; il y passa en tout vingt-cinq à vingt-six mois, de l'automne 1861 à l'été 1867 ; il n'y reparut plus après cette date. Il y compta, comme principaux partisans ou clients, en dehors du docteur Bücheler et de l'archiduc Maximilien, ci-dessus nommés ; Théodore Bäuer, banquier à Brunn ; le prince de Metternich au Johannisberg ; le prince Blücher à Radün ; le baron Sina, riche financier viennois ; Schlieper, châtelain de Rosemburg, près Bonn ; le comte Potocki, ancien ministre, à Glouchow ; le comte de Beust, ministre de Saxe-Altembourg. Le grand-duc de Hesse-Darmstadt l'employa : ainsi que le roi de Bavière, pour des recherches à Bayreuth, pour le Maximilianéum de Munich,

et pour son château de Starnberg, où il devait plus tard si tragiquement périr. Les villes d'Aix-la-Chapelle, Buckebourg, Coblenz, Neustadt, Trèves, aux pays rhénans, et Debreczin en Hongrie, eurent recours à ses lumières. S'il travailla enfin à plusieurs reprises pour le roi de Prusse, et explora le domaine royal de Minden et, pour la marine, le territoire de la Jade, à l'embouchure du Weser, il en toucha de beaux honoraires, et fut reçu à Berlin plusieurs fois par les ministres, et obtint en décembre 1863 et janvier 1865 deux audiences très bienveillantes du Roi et de la Reine, dont il a conservé la relation détaillée : cette dernière lui valut l'ordre de la Couronne de Prusse, 3^e classe, qu'il porta jusqu'à la guerre.

J'ai relaté sur son carnet cette réflexion écrite en 1858 : *L'Allemagne dominerait l'Europe, si elle s'entendait*. La prophétie s'est réalisée, hélas ! à notre détriment, après Sadowa.

La Belgique fut visitée neuf fois par Richard : en 1863, pour le domaine royal d'Ardenne, et de 1873 à 1879 pour divers. Le chevalier de Moreau, député, puis ministre, le sénateur de Fabriceckers, furent ses clients, puis ses zélateurs, et le présentèrent à MM. de Montellano, de Caulaincourt, baron J. Houtard, Bouché (de Salzinnes), de Beaufort, gouverneur de Namur, au couvent de Notre-Dame de la Sarte, à la Sucrerie de Wanze-Huy, au collège de Renaix, de tous lesquels il énumérait dans ses circulaires les explorations comme des succès. Je le trouve aussi consulté par la ville de Roulers, par le collège de Bellevue près Dinant, et par MM. Carrette-Delobel à Mouscron, et Albert Du Chastel à Spa, qui eurent chacun un voyage spécial.

Je note de plus une courte apparition à Maëstricht en Hollande (décembre 1873); et trois voyages en Suisse, 1867 à 1874, presque uniquement d'agrément et avec des amis.

Dans la péninsule Ibérique, Richard revenant d'Algérie, étudie les eaux de Lisbonne en juin 1869, puis celles de Barcelone en mai 1876. Il fait en Espagne trois autres séjours, de trois à cinq mois chacun, en 1879, 1880 et 1881, patronné par un sénateur madrilène, le marquis de Riscal, et par un curé andalou, Francesco Navarrete, d'Illar. Outre les particuliers presque tous titrés comme des Espagnols, il est consulté par plusieurs municipalités et par les villes de Tafalla, de Santander, de Santona. Dans cette dernière, située en Biscaye (septembre 1879), il tombe de voiture en explorant les environs, et se casse l'avant-bras gauche, ce qui

l'oblige à quelques jours de repos. En janvier 1880, il est fait commandeur de l'ordre d'Isabelle la Catholique.

Au mois d'août 1871, Richard assiste avec son ami Moigno au congrès d'Edimbourg et y présente ses silex taillés de Josué.

Il avait fait deux pèlerinages à Rome aux printemps de 1865 et de 1875, et y fut reçu par le pape Pie IX et par l'ex-roi de Naples; mais à proprement parler, et sauf la Campagne romaine pour le gouvernement pontifical, il n'avait jamais exploré l'Italie. Il y commençait tout juste son premier voyage hydrologique, en octobre 1881, quand il tomba malade dans un orphelinat ouvrier tenu par un prêtre, à Monza. Il ne put aller plus loin, et y succomba quatre mois après.

Richard a longuement voyagé en Algérie à deux reprises, avec la Tunisie (1868-1869 et 1880-1881). Il a parcouru la Basse-Egypte, la Palestine et le Liban (novembre 1869 à juin 1870). Il y a lieu de revenir sur ces campagnes, surtout pour les découvertes préhistoriques.

III. — *Le secret. La loi des failles.*

On connaît la carrière de l'abbé Paramelle, le vrai créateur de l'art de découvrir les sources. Placé comme desservant dans une pauvre paroisse du Lot, à la limite du terrain granitique où abondent les fontaines, et du terrain calcaire qui absorbe toute l'eau superficielle par ses innombrables fissures, il observe, il compare, il raisonne, il déduit; il reconnaît que la plupart des fontaines sourdent à la naissance des petits plis de terrain; il en conclut (ce qui est inexact comme loi absolue), que les couches profondes sont parallèles à la superficie, et qu'en descendant jusqu'à la couche imperméable qu'il a appris à deviner, on aura grande chance de trouver de l'eau. Il indique quelques sources d'après ces données, étend peu à peu ses investigations, puis finit par acquérir le merveilleux coup d'œil, et par obtenir les étonnants succès qui ont immortalisé son nom et son système. Enfin, après trente-cinq ans de pratique, il condense la science hydroscopique qu'il a créée dans un livre resté classique depuis un demi-siècle. Bien plus, un de ses admirateurs, un négociant de Reims, M. Lefebvre, vient de lui élever une statue au-dessus d'une source qu'il a découverte d'après ses principes.

Tout autre a été la vie de l'abbé Richard, surtout pour la sou-daineté et l'éclat de ses débuts, où il obtint des succès qu'il ne

surpassa jamais. Mais son système, qu'il ne voulut jamais révéler, périt avec lui ; et, quelques années après sa mort, il est presque entièrement oublié, en dehors peut-être de ses compatriotes charentais.

Ce n'est pas tout. Depuis quatre ans, il avait parcouru la France et l'Allemagne dans tous les sens, avec des succès incontestés, quand, le 15 mai 1866, il écrit textuellement sur son agenda : *A Vichy, y trouve la formule ou définition de mon système hydrogéologique.*

Puis, le 2 juillet suivant, il dépose à l'Académie des Sciences son pli cacheté, qui ne fut ouvert qu'après sa mort, à la requête de Mgr Thomas, et dont voici le contenu entier : (1)

« Exposé sommaire de ma théorie scientifique sur l'art de
« découvrir les sources.

« Les eaux de l'atmosphère, à l'état de pluie, de brouillards,
« de neige et de rosée, pénétrant les couches perméables de la
« terre, s'enfoncent à travers les *fentes* et *fissures* des stratifica-
« tions, mues par les lois de la gravitation jusqu'à une profon-
« deur variable, pour ressortir plus bas aux affleurements des
« formations imperméables, ou former des nappes latentes dans
« les dépressions qui n'ont pas de déversoir complet.

« Cette théorie est entièrement basée sur cette assertion, dont
« je démontre la vérité dans un livre qui sera prochainement
« publié.

« Toute faille, fente, fissure, vallée, pli ou dépression de
« l'écorce terrestre devient le passage ou le réservoir d'un cou-
« rant d'eau apparent ou caché, permanent ou temporaire, as-
« cendant ou descendant, proportionné à l'étendue du bassin, et
« d'une nature en rapport avec celle du sol ou avec la profon-
« deur.

« Ce principe explique l'existence et l'émergence des sources,
« de quelque nature qu'elles soient ; les eaux ordinaires, les
« eaux artésiennes naturelles, les eaux minérales et thermales,
« et même les sources d'huile (pétrole, naphte, etc.).

« Les eaux thermales arrivent toujours à la surface par des
« fentes, qui leur servent comme de cheminées d'ascension, soit
« que ces fentes communiquent directement à la pyrosphère, à
« laquelle ces eaux emprunteraient leur thermalité et leurs prin-

(1) Voyez *Revue*, XXI, 163, la description de cette pièce par l'abbé A. de Laage.

« cipes minéralisateurs ; soit qu'elles servent simplement de
« tubes naturels à des eaux de nappes artésiennes assez pro-
« fondes pour leur faire acquérir la thermalité, en vertu de la
« chaleur centrale, et leur minéralisation en délayant les roches
« qu'elles traversent.

« Les gisements de pétrole connus sont dans le voisinage des
« failles et dislocations du globe.

« Le moyen de connaître les courants d'eau ou d'huile, consis-
« tera à trouver la faille et *fente* d'une formation donnée. Or,
« comme le dit Elie de Beaumont, si les montagnes ne sont pas
« répandues au hasard sur la surface du globe, les failles et
« *fentes*, intimement liées aux systèmes de montagnes, sont dis-
« tribuées avec une grande régularité ; et de même que le mineur
« trouve les filons métalliques avec son cadran d'orientation, de
« même l'hydrogéologue, armé des mêmes instruments, décou-
« vrira les courants d'eau et les gisements d'huile.

« Ce qui donne une grande valeur à ce système, et ce qui le dif-
« fère de celui de M. Paramelle, c'est que celui-ci exige une
« *dépression* pour trouver le point de la source, tandis qu'avec
« les failles et fentes on en trouve dans les coteaux et les mon-
« tagnes.

« Si en creusant vous ne tombez pas tout à fait sur la *fente* ou
« *faille*, vous l'atteindrez bien vite à l'aide d'une excavation hori-
« zontale, perpendiculaire à la direction des failles ou fentes.
« C'est ce que j'ai fait faire déjà, pour les eaux ordinaires ou
« pour les eaux thermales.

« Dans l'ouvrage que je prépare, j'indique tous les moyens de
« trouver les sources partout où elles se trouvent.

« L'abbé Richard, chan. hon., à Montlieu (Char.-Inf.).

C'est là tout le *secret* dont on a fait tant de mystères. Qui ose-
rait se baser sur lui seul pour découvrir des sources ? Il faut pour
y réussir un art bien plus difficile et compliqué.

Mais Richard ne l'avait formulé que pour établir une théorie
scientifique de la circulation souterraine de l'eau dans des failles
ou fissures *régulièrement orientées*. Cette idée, d'ailleurs
inexacte dans sa généralité, flottait sans doute dans son esprit ;
et il venait justement d'en trouver la plupart des termes dans un
Traité de Géologie qui paraissait alors en fascicules, et dû à
Alexandre Vézian, professeur à la Faculté des sciences de Be-
saçon ; il en avait noté au crayon les principaux passages, où je
reconnais à mon tour des phrases copiées presque entières dans

le secret. C'est ce qui explique la note de l'agenda destinée à préciser la date où a pris corps cette idée de l'orientation régulière des failles comme chemins d'eau.

Elle mériterait d'ailleurs une discussion scientifique et des développements qui seraient ici peu justifiés. Qu'il me suffise de dire qu'après maintes études personnelles, et notamment après avoir lu et analysé les *Eaux souterraines* de Daubrée, j'ai tenu l'an dernier à soumettre moi-même cette loi à MM. Auscher, ingénieur hydraulicien très répandu, et auteur d'un *Traité* sur la découverte des sources parvenu à sa 2^e édition, A. de Lapparent, professeur de géologie à l'Institut catholique et membre de l'Académie des sciences, L. de Launay, ingénieur et professeur à l'École des mines, et Martel, le spéléologue bien connu, celui qui dans ses multiples explorations de cavernes a pu étudier *de visu* les modes de circulation souterraine de l'eau, et les a établies avec précision dans son beau livre des *Abîmes*.

Eh bien, ces quatre savants spécialistes ont été unanimes à déclarer formellement que la loi Richard est inexacte, qu'elle confond les failles avec rejet et les simples fissures, que les sources thermales viennent bien de la profondeur par les failles, mais que les eaux superficielles circulent à travers les fissures irrégulières et entremêlées du sol. Les gisements de pétrole sont soumis à de tout autres lois. Ils ne font pas de difficulté, surtout M. de Lapparent, à admettre comme moi qu'il peut exister chez certaines personnes une sensibilité hydroscopique particulière, leur faisant reconnaître la présence de l'eau souterraine, mais ils n'ont jamais approfondi la question. Cependant, M. Auscher, dans la réédition de son livre (1905) se refuse à croire à cette sensibilité personnelle des sourciers, tout en prenant acte de ma propre conviction.

Et d'ailleurs cette loi des failles fût-elle exacte, il faudrait, pour repérer leur tracé, une étude approfondie des couches du sol enfouies sous l'humus, et surtout des fossiles qui caractérisent chaque strate ; et Richard ne consacrait jamais plus de quelques heures à ses explorations, et il opérait souvent sur des sols bouleversés, même parfois à travers la neige et dans des pays à lui tout à fait inconnus.

Ce n'est pas tout : dans ses notes éparses, et dès avant 1864, Richard paraît s'être arrêté sur un tout autre principe, qu'il appelle « *mon système* », pour expliquer l'existence et la découverte par lui des sources souterraines : la présence d'angles sail-

lants, de croupes indiquant l'émergence ou le peu de profondeur de l'eau, et qui ne seraient que les débris apportés par l'eau dans les temps anciens. D'autres fois, il signale les arbres énormes, accrus souvent au-dessus des belles sources ; ou une couche de gravier, dénotant la présence d'une eau peu profonde.

Il serait difficile, en adoptant l'un ou l'autre de ces systèmes, ou même tous réunis, d'en faire un moyen pratique, universel, de découvrir au premier coup d'œil des sources souterraines, et d'expliquer par eux les incontestables succès qui ont illustré la carrière de notre hydrogéologue.

C'est qu'en plus de ses remarques habiles, il utilisait, tout en en faisant mystère, une sensibilité spéciale, que bien des gens possèdent plus ou moins, mais très peu à un degré utilisable, et qui chez ceux-ci peut être mise en évidence par la baguette divinatoire ou le pendule hydroscopique, absolument comme l'aiguille du galvanomètre révèle en les amplifiant les courants électriques.

IV. — *Sensibilité hydroscopique de Richard.*

Cette faculté de sentir plus ou moins confusément l'eau, et même quelquefois certains minéraux à travers la terre, est niée, ou du moins méconnue par la généralité des savants officiels. Ce n'est pourtant pas au moment des découvertes des rayons X, de la télégraphie sans fil, et du radium, qu'ils devraient nier *a priori* la possibilité d'une loi de la nature, parce qu'ils n'en conçoivent pas la cause ou le mode d'action. Je prépare justement un ouvrage pour établir scientifiquement l'existence de cette sensibilité, ouvrage dont la carrière de l'abbé Richard ne serait qu'un chapitre, bien qu'elle m'en ait fourni la première idée.

Comme je ne pourrais résumer ici les raisons qui motivent ma conviction, ni les faits qui l'appuient, je me borne à dire que je considère comme démontrée cette *possibilité* d'une sensation de l'eau chez certaines personnes. Ce thème sera facilement admis, je l'espère, chez mes lecteurs saintongeais, où tant de sourciers à baguette indiquent et creusent des puits..... et réussissent généralement ; car la Saintonge est, avec le Dauphiné, la patrie par excellence des tourneurs de baguette.

Je n'ai donc qu'à donner sommairement les motifs m'ayant amené à attribuer à Richard cette sensibilité, qui selon moi, aurait été son secret véritable, sans nier bien entendu son expérience hydrologique et ses qualités d'observateur.

Ces arguments, dont plusieurs figurent déjà dans les lignes ci-dessus, sont : l'insuffisante préparation scientifique du professeur de seconde à sa nouvelle profession ; l'intuition subite à laquelle lui-même attribue sa découverte ; la soudaineté, et en même temps l'éclat de ses débuts dans la carrière hydroscopique ; l'époque tardive après cinq ans de courses dans toute l'Europe, où il formule enfin sa loi technique de l'orientation des failles ; le sommeil même qu'il impose à cette loi dans les cartons académiques jusqu'à la fin de sa vie ; l'inexactitude, ou tout au moins l'insuffisance de ce procédé pour résoudre les cas si divers de la pratique ; la rapidité de ses explorations sur le terrain et le verdict absolu qu'il y rendait sans aucune explication à l'appui.

J'en ajoute d'autres, qu'il me serait aussi facile de développer : dans le volumineux amas de ses papiers, l'absence presque complète des considérations vraiment scientifiques et surtout du *Traité* qu'il promettait toujours, mais n'écrivit jamais, alors qu'il a laissé une foule de notes et impressions de voyage ; la défiance qu'il entretenait constamment vis-à-vis des savants, des géologues, et surtout des sourceiers techniques, ou son mutisme absolu quand il était forcé de les rencontrer, au risque d'être pris pour un ignorant, ainsi que cela lui arriva avec le professeur Raulin ; la remarque enfin, qu'il se garda bien de faire aucun disciple dans sa spécialité, abstention trop explicable.

Et beaucoup de ceux qui l'ont approché de près ont eu de son vivant cette conviction qu'il était un hydroscope sensitif. Tels, ses collègues dans le professorat, MM. Sellier et de Meschinot, M. Périer, curé de Notre-Dame à Rochefort, qui a remarqué chez lui, en présence de l'eau, une secousse nerveuse, mais vite réprimée, M. Morvant, curé-doyen de Surgères, qu'il prit quelques mois comme secrétaire, mais auquel il n'avoua jamais sa sensibilité ; l'abbé Brodut, curé de Tonnay-Charente, d'autant plus convaincu qu'il était lui-même un sensitif, éprouvant une sensation bien nette, comme l'impression d'un bain, chaque fois qu'il passait au-dessus d'un cours d'eau souterrain, et n'en faisant pas d'ailleurs mystère ; d'autres abbés que je connais, qui, fort compétents dans la question technique des sources, confirment et précisent chaque fois leurs conclusions par un indice révélateur : un aimant ou une baguette.

Il y a encore les propres aveux de l'intéressé, plus ou moins explicites. « Mon secret est si simple, disait-il souvent, qu'au bout d'un quart d'heure, un enfant intelligent est en état de l'ap-

pliquer. » A l'abbé Duilhé de Saint-Projet, au savant M. de Longueumar, il déclarait « que la présence de l'eau se manifeste par des signes certains, comme l'existence du feu par la fumée, et qu'il voyait une source en passant et à distance comme un autre voit un arbre ou une maison ». Dans une conférence publique qu'il fit à Namur en 1875, il racontait que dans un collège voisin, la nuit, il venait de reconnaître, comme coulant *actuellement*, une source connue débouchant plus loin, et qu'on croyait tarie ; et la vérification faite aussitôt, lui donna raison. Une autre fois, un soir de novembre, il arrivait dans un château silésien ; et quand après dîner on voulut l'interroger sur son talent. « Je connais, dit-il, une loi qui m'indique l'endroit précis de l'eau ; je regarde, j'étudie le terrain ; et tenez, ici, dans ce salon s'il y avait une source, je n'en saurais rien ». Et tout en parlant, il regarda autour de lui, s'arrêta tout à coup et changea de place. « Pardon, ajoute-t-il, je viens précisément de reconnaître une source ici ; toutefois, ce n'est que d'une façon exceptionnelle ». On creusa le lendemain au-dessous de la salle, et l'on mit à jour une source magnifique.

Autre aveu implicite, qui touche de plus près la Société des Archives de Saintonge et d'Aunis, et qui vient de m'être communiqué par M^{me} la comtesse de Saint-Légier d'Orignac, mariée en 1856 à l'élève de Richard, et dont la famille était toujours restée en relations suivies avec celui-ci. Un jour, probablement en 1876, que l'hydroscope explorait le domaine d'Orignac, en Saint-Ciers-du-Taillon, il déclara formellement que les trois puits connus, quoique assez distants, provenaient de la même nappe aquifère, et qu'il n'y avait que celle-là. « Mon baromètre, affirmait-il, ne me trompe jamais ; si c'étaient des sources vives, lui ou moi les sentirions ».

Dans toutes les circonstances sus-visées, il me paraît difficile de faire intervenir la connaissance topographique ou géologique du sol, la loi des failles, ou tout autre procédé purement physique basé sur la constitution du terrain.

Toutefois, ma pensée ne serait pas exactement rendue si l'on inférait des considérations précédentes que Richard utilisait *uniquement* la sensibilité spéciale que je lui reconnais. J'admets au contraire, et bien volontiers qu'il complétait et corrigeait ses sensations par des données tirées de la configuration, et même de la constitution du terrain, qu'il utilisait en un mot et les indices superficiels de l'antiquité, et le système topographique de Para-

melle, et sa propre expérience longue et variée, le tout mis en œuvre par sa remarquable intelligence. Je crois même que, comme cela est arrivé à plusieurs sourciers, Gabriel de Mortillet entre autres, cette sensibilité peut s'atténuer et se perdre avec l'âge.

Mais si, comme je le pense, il possédait réellement cette qualité, je ne puis m'empêcher de lui reprocher de ne pas l'avoir enregistrée par écrit, l'écrit n'eût-il dû être connu qu'après sa mort.

Ses meilleurs et plus fidèles amis, comme les abbés Cadoret, Moigno, Poyet, vicaire général de Jérusalem, M^{me} de La Roche-jacquelin, l'ont souvent exhorté à ne pas laisser périr sa science avec lui. Or, si un tel aveu eût été divulgué sous son nom quand ce nom était célèbre en Europe et en Afrique, nul doute qu'il n'eût amené la science officielle à s'occuper enfin de ce phénomène qu'elle méconnaît encore : la sensibilité de certaines personnes à l'eau souterraine. Qu'en est-il résulté pour sa mémoire ? c'est qu'elle est presque entièrement perdue aujourd'hui, en dehors de la Saintonge, et plus spécialement de Montlieu !

Et pendant ce temps-là le livre de Paramelle, qui pourtant n'a jamais quitté la France, se vend toujours, traduit en plusieurs langues ; et s'il a été modifié ou remplacé, n'a jamais été surpassé par ceux qu'on a publiés depuis.

V. — *Ses procédés et ses instruments.*

Richard a fait imprimer dix ou douze modèles de circulaires qui, à part les développements successifs, diffèrent peu les unes des autres. Elles contiennent ses conditions ordinaires et l'énumération, de plus en plus étendue, des découvertes françaises et étrangères faites d'après ses indications.

Il réclamait le paiement, dès le jour de sa visite : 1° de ses frais de voyage, ou de la quote-part répartie entre tous les sous-cripteurs d'une région ; 2° de 50 fr. pour l'examen hydrogéologique de la propriété ; 3° de 100 fr. par chaque source ou puits indiqués. S'il s'agissait d'une commune importante, d'une ville, d'un grand établissement industriel, il prenait pour honoraires, un prix fixe, convenu à l'avance, s'échelonnant de 500 à 4.000 fr. et comprenant toutes les explorations à faire, et, en plus, le remboursement des frais de voyage et de séjour. Ces honoraires, stipulés et reçus ainsi aussitôt et pour la seule indication des sour-

ces, indépendamment du résultat ultérieur, ont donné lieu parfois à des réclamations et à des retraits de demandes. Richard y répondait que c'était affaire de confiance du client envers lui, qu'il ne pouvait tenir une comptabilité et un contrôle s'étendant sur toute l'Europe et pendant plusieurs années, que pour sa réputation scientifique il était le premier intéressé à la réussite de ses promesses.

Quand donc il avait réuni plusieurs demandes pour la même région, il combinait son itinéraire, et prévenait les intéressés. Arrivé chez eux, il ne négligeait pas la mise en scène, il explorait l'endroit et recueillait sans avoir l'air d'y attacher d'importance tous les renseignements qu'il jugeait utiles : topographie, régime hydrographique, nature du sol, végétation, profondeur et qualité des puits voisins. Bien entendu, il faisait une large part aux données de sa sensibilité hydroscopique. Puis, solennellement, en présence de toute la maisonnée attentive et respectueuse, et fichant sa canne dans le sol au point choisi, il prononçait l'oracle attendu : « Creusez là, et à ou vers tant de piøds, vous trouverez une bonne source, ou une médiocre, ou des *simis*. Enfin, il rédigeait un sommaire de son indication, avec un croquis des lieux, et en gardait un double pour s'y reporter en cas de besoin. Il ne motivait jamais d'ailleurs ses décisions, et se gardait bien de préciser à l'avance les couches de terrain à traverser, ce qui aurait nécessité une science géologique bien plus approfondie.

Il portait toujours avec lui trois instruments, dont un double : 1° un *baromètre* à double cadran, très sensible, qui lui donnait les altitudes ; 2° une *boussole* de poche, qu'il aurait pu utiliser avec son système des failles, mais dont il ne note presque jamais les indications ; 3° une canne ordinaire, à bout inférieur ferré, et sur la poignée de laquelle est fixé transversalement un petit niveau d'eau à bulle d'air, mais trop courte pour servir de moyen de nivellement ; elle est seule conservée pieusement dans son musée et figure sur sa photographie la plus répandue ; un jour, en Allemagne, on lui en avait dérobé une semblable, croyant sans doute pouvoir trouver des sources avec elle. C'était peut-être en effet pour lui un appareil révélateur ou amplificateur de sa sensibilité hydroscopique, ainsi qu'en utilisent secrètement plusieurs professionnels, et qui serait comparable à la baguette de coudrier mise en mouvement par les sourciers ordinaires.

(A suivre.)

D^r CH. VIGEN.

III

SAINTES ANCIENNE

(Suite).

PIGEON BLANC (rue du). *Rue de la Souche.*

1600. — Location d'une maison, rue du Pigeon blanc, paroisse Saint-Michel. (*Minutes de Maréchal.*)

1682, 7 janvier. — Daniel Péraud, procureur au présidial, vend à Marc Mestreau, huissier, une maison, rue du Pigeon blanc, paroisse Saint-Michel, confrontant d'un bout à la rue qui vient du palais à la rue Saint-Michel, d'autre à M. Duval, procureur du roi, d'autre côté à Bertrand Lestellier, archer huissier dans la maréchaussée de Saintonge, d'autre à l'écurie de la veuve Aubert. (*Minutes d'Arnaud.*)

1687. Rue du Pigeon blanc, appelée vulgairement La Souche.

PILIERS DE LA BACULLE.

Ils sont nommés dans une délibération du présidial du 3 août 1726, à propos de la perception des droits d'octroi ; ils sont situés en Saint-Eutrope, mais tout près de la Porte Saint-Louis. Dans un acte du 14 mai 1669, ce mot revient deux fois : « un emplacement sous l'arceau ou voûte de pont de ladite porte (Saint-Louis), qui est le plus proche de La Baculle, du côté du faubourg... » (Voir page 53.)

« Un emplacement proche ladite porte Saint-Louis, contenant trois carreaux, pris à vingt pieds de distance de la Baculle ou pillier, depuis la contrescarpe du fossé en tirant vers le chemin qui descend au port des Taneries et vers la rivière. » (*Minutes de Cassoulet.*)

Les prieur et religieux de Saint-Vivien avaient érigé un poteau et collier pour mettre ceux qui offensaient quelqu'un au bourg de La Berthonnière. Le maire de la ville le fit rompre et démolir vers 1502. (Mss. 12, Bibliothèque de Saintes, *Inventaire de pièces concernant le fief et seigneurie de Saint-Vivien.*)

Il y avait un pilier où l'on mettait « l'avis » au coin de l'église des Jacobins (Voir ce mot, 1612). Voici un spécimen des annonces qu'on pouvait y lire, recueilli en manuscrit dans un cahier de minutes :

DE PAR LE ROY.

L'on faict assavoir à tous qu'il appartiendra que les réparations de la tour et maison des pons, pallays royal, les hasles et prizons despandans du dhomayne du roy, de la ville et prévosté de Xaintes, ainsy qu'elles sont contenes dans le procès-verbal du 29 juillet 1653, faict pardevant Monsieur le présidan et lieutenant général, en présance [et] du consantement de Monsieur le procureur du roy audit siège, suyvant les arrests du conseil d'estat du roy et commission y mantionnés et autres arrests dudit conseil donné en concéquence, sont à bailler et livrer au rabays et moings dizan, au pallays royal de laditte ville de Xaintes, pardevant ledit sieur prézidan et lieutenant général et dudit sieur procureur du roi, à la poursuite et dilligence de Monsieur Estienne Blays, engagiste dudit dhommayne, à sapmedy prochain, heure d'une après midy. Et aux fins que personne n'en prétende cause d'ignorance, aye mis et apposé la présante affiche au présent quanton, et que c'est pour la quatriesme et dernière, suyvant l'appointement rendu sapmedy dernier par ledit sieur prézidant et lieutenant général, le 16^e may 1656, présens les nommés en mon procès-verbal par moy.

GAULTREAU, huissier audiancier.

PILORI (Le).

Il y en avait un près des Halles (*Voir ce mot*) ; un autre, à Saint-Pallais, près de la rivière, presque en tête du pont : le port voisin en prit le nom.

1664, 13 juin. — Location d'une maison, à Saint-Pallais, au lieu appelé le Pilori. (*Minutes de Marcoullier.*)

1676, 20 juin. — Une maison ainsi confrontée : au levant à la rue qui va du pont et du port du Pilori dudit Saintes à l'église Saint-Pallais et à l'abbaye, par derrière, au couchant, à l'hôpital nouvellement construit, au nord, à la maison et jardin du sieur Mariaud, avocat. (*Minutes d'Arnaud.*)

1689, 9 août. — Jean Brillouet, savetier, afferme à Jean Dubois, marchand blanconnier, demeurant à Matha, une maison, située au Pilori du faubourg Saint-Pallais, confrontant d'un côté à Pierre Cherbonnier, au levant à la rue publique qui va du faubourg Saint-Pallais au Pré le roy.

PLACE D'ARMES. (Voir *Cordeliers*.)

PLACE DES CORDELIERS. (Voir *Cordeliers*.)

PLACE ROYALE. (Voir *Cordeliers* et *Cours National*). Elle s'est appelée aussi *place des Justices* sous la Révolution.

PLACE SAINT-PIERRE (rue).

En 1815, elle comprend quinze numéros : Chappare, pharmacien, y habite (la pharmacie existe encore), ainsi que Fr. Fabvre, adjoint.

Le cartulaire de l'abbaye indique une place Saint-Pierre aux banes, *ad Scanna*, comme si ces deux mots latins étaient un des nombreux qualificatifs de Saint-Pierre (par exemple Saint-Pierre de Puellier (*Puellarum*), Saint-Pierre le vif...).

Je crois que *ad scanna* signifie simplement *pour les changes*, d'autant plus qu'il s'agit de retrait de monnaies. (Cf. *Charte* 52).

PLÂTREURS (rue des). *Venelle des Plâtreurs* (1671). *Rue des Plâtriers*, près l'abattoir (1851).

1786, 31 août. — Marie Boullard, veuve de Jean Robert, maître cordonnier, afferme à Jacques Ribéreau, peintre en faïence, demeurant au faubourg Saint-Palais, une maison, rue des Plâtreurs, seigneurie de Beaupuy. (*Minutes de Bellou*.)

1787, 30 avril. — François Comte, charpentier, demeurant au faubourg Saint-Palais, afferme à Elisabeth Moriaud, une petite maison et un chai, faubourg et paroisse Saint-Palais, près le Pré Le roy, autrement rue des Plâtreurs, derrière l'auberge de l'Épée royale. (*Minutes de Chély*.)

POINT DU JOUR (rue du). — Si ce n'est pas la petite rue qui va de la rue Saint-Michel au canton aux Herbes, je ne sais pas où placer cette rue.

1716, 4 septembre. — Gabriel Joubert, sieur de Langlade, mari de Anne Bachellot, arrente à Jean Guillet, boulanger, une maison, paroisse Saint-Michel, confrontant au levant aux maisons de Paul Patron et de Chesnières, d'autre côté à celle de Luc Ardouin et à l'église Saint-Michel, au nord à la grand'rue des Ponts au canton des Forges, au midi à la rue du Point du jour. (*Minutes de Marsay*.)

POISSONNIER (chemin).

1657, 5 novembre. — Jean Rousselet, conseiller, garde des sceaux au présidial, échange à Pierre Prieur, mar-

chand de Saint-Palais, quatorze journaux de terres labourables, au lieu appelé Les Mérignac, paroisse de Nieul, confrontant audit Rousselet, à Prieur, d'un bout au chemin qui va de Saintes à Marennes, et d'autre bout au chemin appelé le chemin Poissonnier, contre une pièce de terre, appelée la Grand'Anclose, en Saint-Eutrope, confrontant à Rousselet, et au chemin Poissonnier. (*Minutes de Richard.*)

POISSONNERIE (rue de LA).

A l'inverse de la boucherie et des marchés, qui ont changé de place plusieurs fois, la poissonnerie est toujours restée où elle paraît s'être installée *ab antiquitate*. De nos jours seulement, le marché principal s'est transporté dans une annexe du marché couvert, mais une ou deux marchandes de poissons ont continué pendant quelque temps encore à vendre un peu de poisson dans une maison à droite en venant de la Grande rue.

Les maisons touchaient le cimetière Saint-Michel (*Voir ce mot*).

Nous possédons de l'ancienne poissonnerie une intéressante description datée du 26 juin 1745. C'est le procès-verbal de visite fait à la requête de Jacques Compagnon, avocat du roi au présidial, « en la maison qui lui appartient, où se tient actuellement la poissonnerie, située en la ville de Saintes, paroisse de Saint-Michel, joignant le pont, à main droite en sortant de la ville. » (*Minutes de Marsay*, 26 juin 1745.)

Notons, en passant, que ce préliminaire est textuellement la traduction d'un passage d'une charte de l'abbaye des Dames, datée de 1137-1174 (1) : « *Domus que juxta arcum pontis sita est ex euntibus de civitate ad dexteram.* » Il n'y est cependant pas question de poissonnerie.

Elle se compose d'un rez-de-chaussée et d'un étage, mesure cinquante-cinq pieds de longueur sur dix-huit de largeur; façade en moellons à la hauteur de huit pieds : sept ouvertures y sont pratiquées, cinq pour la poissonnerie proprement dite, une à chaque bout formant deux boutiques ; trois sont en arceau et garnies de vieux barreaux de bois. Il y a deux bancs de pierre

(1) Grasilier, *Cartulaire* de Notre-Dame, p. 67. En marge : arrentement de la maison nommée la poissonnerie.

pour le poisson. Une des fenêtres ouvre sur le cimetière de Saint-Michel (1).

Elle comprend encore une boutique « joignant le pont », séparée d'elle par la rue, haute de quinze pieds, large d'autant environ.

Elle touche les murailles, si bien que pour arriver au premier étage, il faut monter par un escalier pratiqué dans le rempart. Voici, d'après un acte du 4 décembre 1718, les confrontations de la grande maison : « Au levant à la rivière de Charante, une ruelle entre deux qui conduit sur les remparts, d'autre côté à la rue de la Poissonnerie, au midi au cimetière de Saint-Michel, d'autre bout à la rue qui conduit des ponts au canton des Forges (2). »

Primitivement, le bâtiment appartenait au roi, sur le domaine de qui il était édifié. Mais, à une date que je ne sais préciser, il fut aliéné, moyennant une redevance de 2 liv. 10 sols par an (3).

En 1681 (21 décembre), Jean Ducreux stipule le paiement de cette rente, dans le bail à ferme qu'il consent à Joseph Fougerat, poissonnier, de la poissonnerie de la ville (4). Toutefois, l'aliénation remonte plus haut, car le 16 mai 1665, l'apothicaire Daniel Angibaud, fondé de procuration de Judith et Elisabeth Baudouin, loue au même Fougerat (*aliàs* Fougerou), cette même poissonnerie pendant cinq ans, à raison de 70 livres par an. (*Minutes de Gillet*). Il n'est pas question de redevance.

Le marché principal est là, mais il existe, à côté, de petites boutiques, ainsi que le prouve le bail consenti le 28 septembre 1673, par le curé de Saint-Michel, Guillaume Maréchal, à Jean Gibelin, d'une « boutique, chambre au-dessus, plus une grande pierre à débiter le poisson, dépendant de la fabrique Saint-Michel, confrontant à la rue de la Poissonnerie, ladite pierre étant du côté de la Poissonnerie, par derrière aux fenêtres de Saint-Michel, d'autre part aux boutiques dépendant de la fabrique. » (*Minutes de Gillet*.)

C'est le centre principal du marché au poisson, et du poisson

(1) V. aussi le procès-verbal fait par Arnauld le 4 octobre 1692.

(2) *Minutes de Marsay*.

(3) Cf. *Mémoire sur le domaine du roi engagé à Charles de Lorraine. Mss. de la bibliothèque de La Rochelle, n° 670.*

(4) Acte aux minutes de Gillet. Voir aussi 1692, 4 octobre, minutes d'Arnauld ; 1718, 4 décembre, minutes de Marsay.

frais seulement, car on trouvait en ville des marchands de poissons salés, contre lesquels le maire dut prendre plusieurs fois des arrêtés, en raison des odeurs nauséabondes que répand leur marchandise (1).

Le 10 novembre 1582, il est défendu de vendre du poisson salé qu'il ne soit lavé dans la rivière et de le porter vendre au canton qui est devant le cimetière Saint-Michel. Le 18 juillet 1587, ordonnance qui interdit la vente du poisson salé sur les boutiques qui sont à l'intérieur de la ville, de jeter dans les rues l'eau où a trempé le poisson, « le tout afin d'obvier à pestilance et contagion ».

On assigne cependant un lieu de vente, c'est le canton du cimetière Saint-Michel, près la Poissonnerie. (*Documents.*)

Le plan Lacurie comprend cette rue dans la *rue aux Herbes*. Un plan de 1836, aux archives de la ville, prolonge la rue aux Herbes jusqu'à la rue du Pont. Elle existait sous ce nom anciennement.

Le plan Boutinet mène, à tort, la rue de la Poissonnerie jusqu'à la rue Saint-Michel.

(Voir les plans et les légendes de Masse.)

1502, 21 février. — Elie Jarriau (*alàs* Jarryau), prêtre, curé de Saint-Macoul-les-Xaintes, prévôt et receveur des clercs et choristes de Saint-Pierre, Michau de Lau-mosne, Jehan Maillet et Jean de Castris, prêtres, choristes, arrentent à Jacques Mestivier et Jehanne Chadelle, sa femme, « une maison, située et assise en la ville de Xaintes, qui fut à feu messire Jehan Charrier, prestre, tenant d'une part à la maison de maistre André Colineau et sa femme, qui fut de feue Margarite Giraulde, d'autre à la maison de Guillaume Dizave, escuier, par devant à la rue publique par laquelle l'on va de l'église des Jacobins à la pessonnerye..... en présence de Pierre Bernard, cousturier, et de Colas Aumont, aguilletier, demourant à Xaintes.

CORBINEAU

(*Archives de Saint-Pierre, cote V. V.*)

(1) Voyez *Archives*, t. I. p. 113. deux pièces où l'on énumère une suggestive nomenclature de salaisons et les provisions de carême pour Louise de Valentinois, femme de Louis de La Trémouille 1521-23: langues de baleine, tripes d'esturgeon et de morue, etc. Dans le tome XXVI il y a des indications sur ces poissonneries de poissons salés à Saint-Jean d'Angély.

1631, 3 février. — Henri Baudouin, avocat, demeurant au Port d'Envaux, mari de Anne Foncey, vend à Antoine Combault, marchand, une maison tubline, sise près Saint-Michel, au devant de la Poissonnerie, confrontant d'un côté à la maison de feu Guy Guenon, procureur au présidial, d'autre côté et par derrière aux maisons des héritiers de Marguerite Testaud, d'autre bout à la rue de la Poissonnerie, tenue à rente du roi au devoir de 4 deniers pour le droit d'anguillage et 5 sols à l'hôpital. (*Minutes de Sanson.*)

1637, 22 février. — Catherine Bernard, veuve de François Angibaud, vivant écuyer, sieur de La Potinière, conseiller du roi, prévôt général et provincial de la maréchaussée de Naintonge, loue à Luc Chauveau, marchand, la maison située au devant de la poissonnerie, qui fait coing de rue. (*Minutes de Limouzin.*)

1665, 16 mai. — Daniel Angibaud, apoticaire, demeurant à Saintes, fondé de procuration de Judith et Elisabeth Bauldoun, filles de feu Paul Bauldoun, avocat, afferme à Joseph Fougere, marchand, demeurant à Saintes, une maison, sise au lieu La Poissonnerie, en laditte ville, avecq toutes ses appartenances et les droits que lesdittes Bauldoun ont et qui leur appartiennent dans la poissonnerie, pour cinq années, moyennat 70 livres par an.

Aliàs (21 décembre 1681). — Le fermier est tenu de payer la rente au roi à raison de ladite poissonnerie.

Titre : *Ferme de la poissonnerie faite par Daniel Angibaud à Joseph Fougere.* (*Minutes de Gillet.*)

1673, 28 septembre. — Guillaume Maréchal, curé de Saint-Michel, afferme à Jean Gibelin, marchand, une boutique, chambre au-dessus, plus une grande pierre servant à débiter le poisson, paroisse Saint-Michel, dépendant de la fabrique Saint-Michel, la boutique et la chambre confrontant par devant à la rue de la Poissonnerie, ladite pierre étant du côté de la poissonnerie, devant, depuis la porte de celle-ci jusqu'à la boutique, par derrière aux fenêtres de Saint-Michel, et d'autre part aux boutiques dépendant de la fabrique. (*Minutes de Gillet.*)

1675, 31 janvier. — Jacques de Léglise, docteur en théologie, curé de Saint-Pierre, loue, comme chapelain de la chapellenie de Nicolas Fabry, desservie à Saint-Maur,

une maison, en dépendant, paroisse Saint-Michel, confrontant à la rue publique par laquelle on va de la poissonnerie à l'église des Récollets (*aliàs* du pont aux Récollets) d'un côté, et faisant le coin de la rue qui descend à la rivière. (*Minutes de Cassoulet.*)

1692, 4 octobre. — Jean Duzon, marchand blanconnier, fermier judiciaire des biens de Judith Baudouin (veuve du sieur Biétry), saisis à la requête de Jacques de Médis, sous-ferme à Joseph Fougerat, marchand, le lieu où se tient la poissonnerie, avec les trois chambres au-dessus, proche la porte des ponts.

A ce bail est joint un procès-verbal de visite. Cette maison avait une fenêtre « regardant » sur le cimetière de Saint-Michel ; il y avait « deux portes à la poissonnerie et les boutiques d'icelles se fermant à clef. (*Minutes d'Arnaud.*)

Il faut en rapprocher un autre procès-verbal de visite, aux minutes de Marsay (voir plus haut).

1720, 6 février. — Henry Moyne, chevalier, seigneur de Lépineuil, vend à René de Beauchamp, seigneur de Bussac, officier de vaisseau, une maison, paroisse Saint-Michel, confrontant d'un bout à la rue publique qui conduit aux ponts, d'autre bout et d'un côté à la maison du sieur Angibaud, ancien prévôt de Saintonge, d'autre côté à une ruelle qui conduit sur les murs. (*Minutes de Senné père.*)

1747, 12 avril. — Louis Esnard, praticien, receveur des domaines du roi en Saintonge, chargé de procuration de Pierre Jeudy, avocat au parlement de Paris, demeurant rue des Juifs, paroisse de Saint-Gervais, afferme à François Prou, marchand, demeurant à Saint-Palais, les droits appartenant au petit domaine du roi qui sont dus en raison de la vente des poissons salés et d'eau douce débités à la poissonnerie de Saintes, dans la ville et fauxbourgs, pendant neuf ans, à 25 livres par an. (*Minutes de Gougnon.*)

POISSONNERIE (Porte de la), près du pont.

On la répare en 1571. (*Documents*, p. 183.)

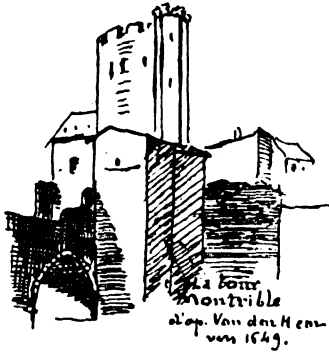
En 1572 on décide de faire une autre porte. (*Ibid.*, p. 195.)

PORT (LE). (Voir *Tour Montrible.*)

J'ai donné dans le *Recueil* de la Commission, t. XVI, une longue monographie sur le vieux pont de Saintes. On s'y reportera

le cas échéant. Je pourrais tout au plus fortifier certains détails et donner quelques autres références. L'ensemble reste intact.

Isembert, écolâtre, a refait, vers 1200, le pont romain, l'a réduit de largeur, ne laissant passer la chaussée que sous une seule arche de l'arc. Il a prolongé la chaussée au delà de l'arc, de manière à donner plus de débit à la rivière et empêcher autant que



possible une aggravation des inondations amenées ou augmentées par le défaut d'élévation des arches, garnies de moulins. Le même inconvénient se produisit à la chaussée Saint-James, les moulins en moins, et on y remédia de la même façon. L'arc (comme l'arc d'Orange, par exemple), devint un ouvrage de défense. La tour Montrible, à l'autre extrémité du pont, et une porte, barraient le passage du côté de la ville.

Les derniers moulins furent démolis en l'an II. (Cf. *Procès-verbal des séances du conseil général*, p. 28.)

Le pont a été détruit en 1842-44.

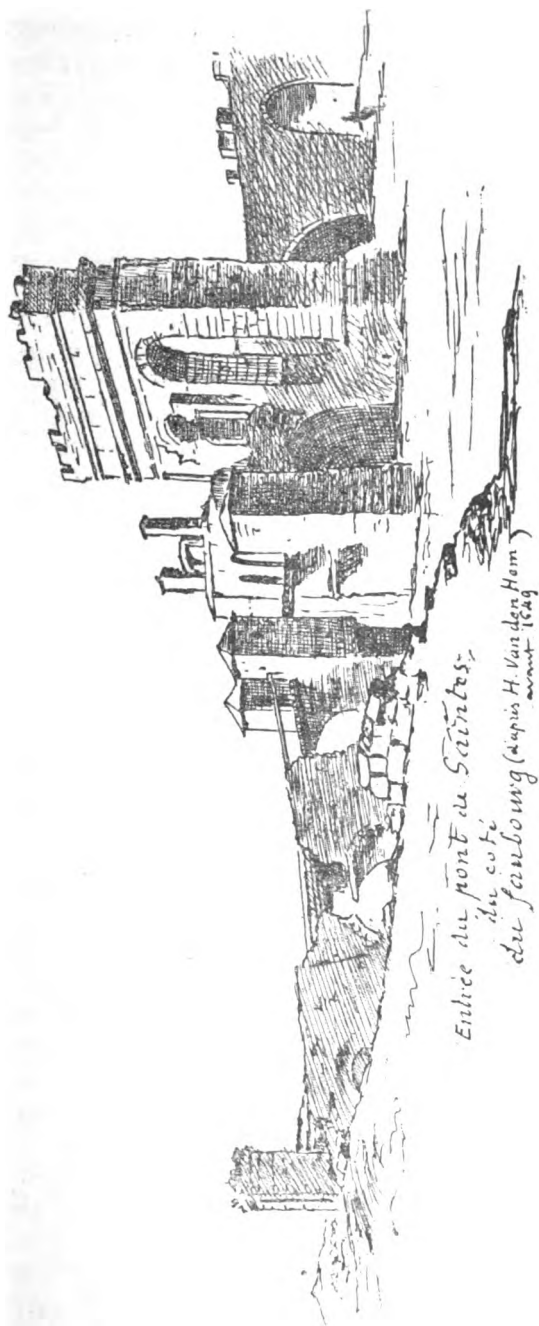
Le pont actuel date de 1875-79 (inauguré le 26 juillet 1879), en remplacement d'un pont suspendu entrepris en 1839 et refait en 1841-42, à la suite de la chute du tablier lors des essais, en mai 1840. (Cf. *Délibérations du conseil général*, 1841, p. 14, 203.)

La Société des Archives de la Gironde a publié, dans son tome XXIX, un album de vues de Bordeaux et autres villes du Sud-Ouest, qui renferme (pl. L.), une vue du pont de Saintes, très instructive, car elle a été dessinée sur nature par Hermann van den Heem, un véritable artiste, qui habita Bordeaux pendant dix ans environ, de 1638 au moins à 1649, année de son décès.

Comme le plus ancien dessin de son album est daté de 1638, notre vue du pont se trouve comprise entre ces deux dates, ce qui lui donne un grand intérêt, parce qu'à ce moment-là le pont n'avait pas été réparé et la tour Montrible démantelée.

La partie de beaucoup la plus curieuse est celle qui va du faubourg Saint-Palais à l'arc. On comprend ce que les anciens titres désignent par barrières et guérites.

On voit en quel état pitoyable était cette portion du pont, les réparations incessantes qu'elle exige à chaque instant, le



danger qu'elle présente, la nécessité de sa réfection. On ne s'explique pas cependant la construction en avant de l'arc. On devine un arceau ; mais quoi au-dessus ?? On voit aussi que Viollet-le-Duc avait raison de parler de créneaux sur les parapets. Mais alors pourquoi Masse, en apparence si scrupuleux, en a-t-il supprimé les traces ? Blondel, lors des réparations de 1665, les aurait-il enlevés ? C'est la seule explication plausible. D'autre part, comment a-t-on pu placer des créneaux, puisqu'au moyen âge le pont était garni de maisons presque tout le long ?

La portion où nos connaissances s'embrouillent fortement c'est celle de la tour Montrible. Nous voyons bien certains points de ressemblance entre Masse et Van den Hem, mais aussi de très fortes différences. La tour, d'après ce dernier, se composait d'une grosse construction cylindrique flanquée d'une tour carrée. Rien de semblable chez Masse.

Enfin, Van den Hem a supprimé tous les moulins et la chapelle existant certainement à son époque sur le pont. Par contre, il confirme le plan de 1560 en nous montrant le passage de la chaussée sous une seule arche de l'arc, l'arche de gauche en venant du faubourg. Bassompierre n'a pas encore fait travailler au pont.

PONCEAU (rue du). — En mai 1894 elle est transformée ; le sol est exhaussé.

C'est aujourd'hui *rue du Port-So* depuis novembre 1894.

Rien ne justifie son nouveau nom. Aucun document ne le mentionne. L'abbé Briand affirme qu'il en a vu un, mais selon sa fâcheuse habitude, il ne donne aucune référence, et ajoute que ce mot est corrompu. Nous avons, au contraire, des titres dans lesquels on voit le *Port-Soleil*.

Le 13 mai 1756, j'ai trouvé la « petite rue de la Porte du Soleil ». D'où Port-So ? ?

Le Soleil est le nom d'enseigne d'une maison ayant vue sur le quai. (Cf. *Recueil*, tome XV : *Les Enseignes*.)

1672, 2 août. — Mathurin Ballistre, curé de Saint-Hilaire, affirme à Jean Delestre, sa maison, sise au lieu du Soleil, confrontant à une ruelle qui conduit de la ville à la rivière, d'un côté à Elie Marion, maître apothicaire, d'un bout à la rue, d'autre au quai des murs de la ville joignant la rivière. (*Minutes de Richard*.)

POXT (rue du). 1815-1835. (Voir *Grande Rue*).

Elle compte, en 1815, dix-neuf numéros : Patron, juge ; ou-

vriers du 11^e régiment de dragons (Voir *rue Saint-Maur*), Bergeat, cartier, Lecomte, maître de musique.

Jean Journault fit « refaire la porte qui était à la sortie de l'arc de triomphe, en allant à Saint-Pallais, et celle du *Pont neuf*, située vis-à-vis la rue Saint-Maur. »

Quel est ce pont neuf ? Où était-il placé ? Je n'en sais rien. Masse ne marque aucun pont dans ces parages, mais je n'ignore pas que Journault vivait un siècle avant lui ; une modification a bien pu se produire au cours du XVII^e siècle. Il peut arriver encore que le pont soit indiqué sans qu'il y paraisse : un simple ponceau peut être un pont.

PONT AMILLON (rue du). — N'a pas de nom sur le plan de Lacurie. Il est très ancien. (Cf. *Documents*.)

Il faudrait écrire, je crois, pont à Millon. Millon est un nom de famille. Mais je fais toutes réserves sur cette étymologie.

Il était au moins d'un mètre en dessous du niveau de la chaussée actuelle.

PONT DES MONARDS (rue du).

Monards = marais. (Cf. Grasilier, *Cartulaire*, I, prolégomènes, p. ix.)

En 1718, le pont était tombé en ruines. (*Archives*, III, p. 83.)

Avant l'ouverture du cours Reverseaux et du cours National, la circulation des voyageurs et du roulage, venant de Bordeaux, se faisait par l'allée Castagnary, jadis allée des Soupirs, la rue du Pont des Monards et la Bertonnière.

Dès 1765, Mathurin Routier tenait le bureau de la diligence de Saintes à Paris. C'est de là que partait, une fois par semaine, la diligence. Un registre destiné à l'enregistrement des paquets, paraphé par le président du présidial, était confié au buraliste. Lors de l'ouverture du cours Reverseaux et du cours National, le bureau fut transféré au bas du cours. En 1828, Pierre Bonnain, neveu de Routier, le tenait, et son fils Armand Bonnain lui succéda. La création du chemin de fer le fit disparaître. Ce bureau était installé sur l'emplacement d'une partie de la Maison universelle. Il avait pour concurrent l'entreprise veuve Naud, située dans la rue Arc de Triomphe.

(Note fournie par M. le baron Eschasseriaux.)

PORTS. (Voir *Bouchers*, *Chapître*, *Escorche*, *des Frères*, *Mouclier*, *Petit-Port*.)

PORTE-AIGUIÈRE (rue). *Eguière*, *rue de la Commune*, *de l'Hôtel*

de Ville, Mirabeau (?) (1), rue Eschasseriaux (12 nov. 1831), rue Alsace-Lorraine. — Coupée en deux portions par délibération du 16 décembre 1878, du conseil municipal (2). La première va des cours à la rue Saint-Pierre, s'appelle *rue Alsace-Lorraine* ; la seconde, de la rue Saint-Pierre à la rue Saint-Maur, *rue de la Mairie* ou de *l'Hôtel-de-Ville*.

AIGUIÈRE (PORTE). (Voir *Porte-Évêque* (1666), *Port des Tanneries* (1420).

Aigadiera, *aigassiera*, rigole, fossé, aiguière en provençal. Le fossé établi au bas des remparts a pu lui donner son nom.

D'après le cartulaire de l'abbaye (page 67), s'il faut en croire une note marginale, elle se nommait, au XII^e siècle, *Porta Merderia* (voir ce mot), qu'on a dû abandonner de bonne heure, car je ne l'ai relevé nulle part ailleurs. A Arles, à Nîmes, au Puy, à Rennes, dans les villes romaines fortifiées, en un mot, se retrouve la *Porta Aquaria*, la Porte Aiguière ou la Porte Aivière. Est-ce une raison de croire que cette porte soit romaine ? C'est une présomption très possible. On a reconnu à Rennes (3) des substructions romaines, à la base des murs, mais aussi des reconstructions « peu anciennes et de diverses époques ». Bourignon (4) est d'avis que « c'était une porte, de la cité romaine ». Chaudruc parle d'un mur avec rangs de briques.

En réalité, elle datait seulement du moyen âge, en remplacement d'une porte romaine, évidemment, car il faut bien admettre que, lors de la construction des murs de Mediolanum, les Gallo-Romains avaient ménagé une sortie de ce côté-là. Le plan de Masse indique nettement un agencement médiéval.

La Porte-Aiguière, placée sur la ligne du rempart (près de la rue du Hâ), était précédée d'un boulevard enfilant le fossé qui communiquait avec la rivière.

C'était un point très important de la défense de Saintes. En cas de danger, les populations voisines avaient l'obligation d'accourir et d'assurer sa garde (5).

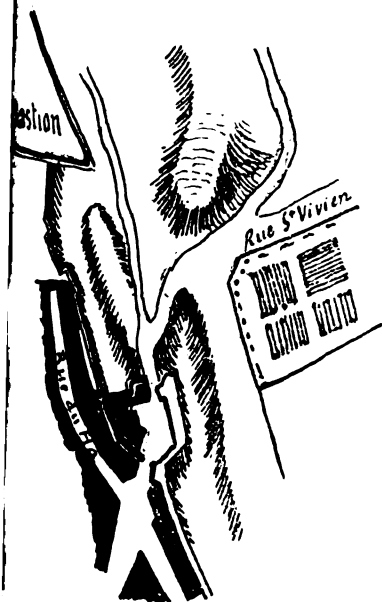
(1) Cf. *Revue des sociétés savantes*, 1870, p. 456. L. Audiat, *Mirabeau à Saintes*.

(2) Voir *l'Indépendant* du 16 mai et 19 décembre 1878 et le *Courrier* du 19 mai.

(3) Bizeuil, *Les voies romaines*, p. 163.

(4) *Recherches*, p. 26 en note et page 34.

(5) Cf. *Documents, Archives de Saintonge*, III, p. 367. Th. de Bremond d'Ars, *Roles*, p. 90.



Le plan de Masse donne la disposition des lieux. Il est à croire que les maisons construites dans l'angle gauche du boulevard n'ont pas toujours existé.

Démolie pendant les guerres de religion, rebâtie par Etienne Goy (1), elle fut définitivement « abattue, dit Bourignon (2), pour prendre l'alignement du chemin de Rochefort ». Il n'en subsiste « qu'une voûte à moitié détruite et un puits carré enduit de ce mortier impénétrable, signe certain auquel on reconnaît les ouvrages des Romains (3) ».

Habitants près la Porte-Aiguière: Berger, directeur des aides (1778), de Beaucorps de la Bucherie (*id.*), Hutaud (*id.*).

D'après une liste appartenant à la fabrique de Saint-Pierre, la rue Porte-Aiguière comprend, en 1815, trente et un numéros de maisons, presque toutes occupées par des marchands. On y voit cependant: Baudry, procureur du roi, Brung, avocat, B. Nadaud, greffier.

Le plan de Lacurie met juste en face de l'entrée de la Grand' Rue l'Hôtel de France, ayant façade sur la rue Porte-Aiguière. Ce sont aujourd'hui les magasins de nouveautés des Villes de France.

Rappelons en passant qu'un hôtel de France a été placé au commencement du XIX^e siècle sur la place des Cordeliers.

1671, 25 février. — Paul Guillon, avocat, demeurant à Mouillepied, paroisse de Saint-Sorlin, vend à Etienne Joubert, juge de Crazannes, une maison, sise rue qui va du canton des Forges à la Porte-Eguière, sur main gauche, confrontant au levant à ladite rue, au couchant à N..., au

(1) *Documents*, p. 37.

(2) *Recherches*, p. 34. Cf. plus haut. *Cours National*.

(3) *Ibidem*.

midi à [] Grégoireau (*sic*), échevin, du nord à [] Coudreau, conseiller au présidial. (*Minutes de Gillet.*)

1680, 10 février. — Marie Goussé, veuve de Pierre Pelletan, vend à Jacques Pichon, seigneur de Montereau, conseiller du roi, président lieutenant général de la sénéchaussée de Saintonge et présidial, la moitié d'un masureau, proche la Porte-Eguière, seigneurie de l'évêché, confrontant d'un côté à la maison de Dominique Coudreau, sieur de La Devaudrie, d'un côté au sieur Nouly, d'un autre, par devant, sur la rue qui va à la maison dudit sieur acquéreur. (*Minutes d'Arnaud.*)

1738, 14 février. — Marie Herbère, veuve de Pierre Chaillot, employé dans les affaires du roi, à Saintes, loue à Joseph Thomas, sieur de La Taboisière, conseiller, greffier des insinuations ecclésiastiques, demeurant en la maison de La Pichonnerie, paroisse Saint-Vivien, une maison, près la Porte-Eguière, paroisse Sainte-Colombe, dans le fonds du roi, au devoir de 4 deniers d'anguillage, confrontant par devant à la rue, par derrière aux douves de la ville, d'un bout à la maison de la veuve Eschasseriau du Ramet, d'autre bout à la tour de la Porte-Eguière. (*Minutes de Senné.*)

1743, 28 novembre. — Ferme, par Bernard Fontou, prêtre, chanoine semi-prébendé, chapellain de la chapellanie fondée par Emery Coindreau, à Saint-Pierre, à Marianne Bibard de La Touche, d'une maison, dans la petite rue qui est près de la Porte-Eguière, à main droite, en entrant, confrontant d'un côté à l'écurie de M. de Bellefonds, d'autre côté à M. du Sablon, par derrière à feu Péraud, par devant à la rue qui conduit de la Porte-Eguière à la maison du sieur Bellefond. (*Minutes de Maréchal.*)

PORTE-EVÊQUE.

De toutes les questions relatives à la topographie saintaise, aucune ne présente autant d'obscurité que celle de la Porte-Evêque. Il est extrêmement difficile de se reconnaître au milieu des documents, lorsqu'on veut les appliquer sur le terrain, non plus parce qu'ils sont rares, mais parce qu'ils manquent de clarté [— pour nous tout au moins —] et se contredisent parfois les uns les autres, enfin, parce que le relief du sol a été beaucoup modifié. Il y a même des erreurs dans ces documents. Ainsi, en parlant de Saint-Agnan, un copiste, distrait, nous jette dans une

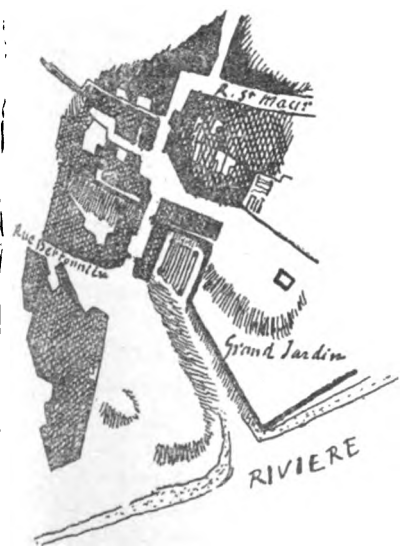
inquiétante perplexité quand il place à gauche ce qui est à droite. S'il ne s'agissait d'une chose (dans l'espèce le rocher), qui ne peut pas avoir varié, nous serions fort embarrassés pour rectifier le lapsus. Des travaux ont changé l'aspect de ce coin de notre ville.

En 1581, on décide la destruction d'un banc de rocher qui pouvait faciliter l'escalade du côté de Saint-Agnant (1). Nous savons cependant que la paroi était déjà taillée à pic sur une grande étendue, puisqu'il existe encore dans la cour d'une maison de la Bertonnière, un bel escalier, antérieur à 1580, presque sous le rocher.

Du reste, les anciens eux-mêmes s'embrouillaient un peu. A la fin du XVII^e siècle, les intéressés ignorent déjà beaucoup de choses. Le roi, l'évêque, le prieur de Saint-Vivien avaient des droits dans ce même espace ; ils se querellèrent plus d'une fois, jusqu'à soumettre le différend à « Messieurs du Parlement de Bordeaux ». Car c'est chose curieuse, et bien de l'ancien temps, de rencontrer dans un espace aussi restreint, trois seigneuries, exerçant personnellement des droits différents sans doute, mal définis probablement : le roi, à cause des remparts (— la ville en devint propriétaire au cours du XVII^e siècle par cession du roi —) ;

l'évêque, le plus important, à raison de la Porte-Evêque qui lui appartenait ; le prieur de Saint-Vivien, dont la juridiction s'étendait sur la Cabaudière et pénétrait jusqu'à l'entrée de la ville. On lira avec intérêt la pièce datée du 30 octobre 1666 se référant à ce sujet.

Le premier point à élucider serait l'emplacement de cette porte. Elle se trouvait entre l'angle nord-ouest de la place Blair et l'entrée de notre rue de La Bertonnière. Le plan de Masse ci-joint ne donne qu'une indication approximative, néanmoins il montre qu'elle se trouvait très près de La Bertonnière. Le second point serait de fixer l'époque de sa construction.



(1) *Documents*, p. 332.

Malheureusement aucune indication ne jette sur cette question la moindre lumière. On est en droit de se demander comment les Romains du IV^e siècle défendirent leur nouvelle ville, au sud de la récente enceinte. J'ai dit dans la préface ce que j'en pense.

Il est tout à fait inadmissible qu'ils aient laissé libre, tout au moins faiblement défendu, l'accès de la cité par la Bertonnière. Un ouvrage, un châtelet quelconque a dû précéder la Porte-Evêque. Nous n'en savons absolument rien cependant. C'est une hypothèse en l'air, car sur toute l'étendue de terrain, entre le pont et la Bertonnière, je ne sache pas qu'à aucune époque on ait rencontré trace de rempart romain. Il a existé des tours, mais étaient-elles romaines (1) ?

On remarquera toutefois, sur le plan, la différence de disposition du rempart. En haut et jusqu'au pont (partie romaine), tours multiples, du pont à La Bertonnière absence de tours ou à peu près.

Quoi qu'il en soit, l'évêque avait la pleine propriété de la muraille depuis la tour neuve ou tour de l'Evêque, jusqu'à l'escalier dit de Saint-Agnan (2) : il était tenu aux réparations, à l'entretien du pont. Cette porte qui, selon toute apparence, remonte seulement au moyen âge, formait corps en dehors des remparts, ouvrage avancé, séparé de ceux-ci par un fossé, sur lequel s'abattait un pont-levis. Un bail du 15 juillet 1630 nous parle, en effet, « de l'emplacement qui est *entre* la Porte-Evêque et celle de Saint-Louis, où estoit autrefois l'ancien fossé de la ville ». En 1671, un acte mentionne le boulevard entre les deux portes.

Le plan de 1560 donne une figure de cette porte, mais ce document est dessiné avec tant de négligence qu'il est difficile de le prendre au sérieux. La topographie de ce quartier jusqu'aux arènes est particulièrement fausse. On y rencontre cependant, conformément aux textes, les ponts, mais il manque la grande « eschelle de la Porte-Evêque (3) ».

Le ruisseau au fond du fossé est exact, puisque vers 1553, Pierre Goy fait refaire « l'eschelle ou escalier de la fontayne sous le pont de la Porte-Evêque (4) ». Cette fontaine ne doit pas être

(1) Dangibeaud, *Saintes au XVI^e siècle*, p. 60.

(2) *Documents*, p. 406.

(3) *Documents*, p. 387.

(4) *Idem*, p. 33 et 38.

confondue avec celle qui fut enfermée dans un bassin d'or (?) (ou doré), car on ne découvrit cette dernière qu'en 1619 (1).

Ce fossé se retrouve aussi bien en 1420 qu'en 1673 et 1675.

Je me garderai bien de suppléer au défaut de plan, de refaire une description imaginaire des abords de la Porte-Evêque et de la porte Saint-Agnan (voir ce mot et *Port des Tanneries*), qui, en réalité, sont inséparables, au moins pour les années antérieures au XVII^e siècle. Il faut, en effet, réunir les documents se référant à ces deux portes, si on veut acquérir moins un ensemble de notions précises et satisfaisantes, qu'un peu de lumière seulement.

On verra une porte dite la Porte-Evêque, une autre, dite la Porte Saint-Agnan, distinctes l'une de l'autre, mais très voisines: un pont à deux arches et un autre en bois, sur un fossé se dirigeant vers la rivière: un éperon, agrandi par les travaux de de Pernes, des murailles refaites à côté des anciennes: un escalier montant vers le cimetière dit de Saint-Agnan. Mais on ne trouvera rien relatif à l'aspect de la porte elle-même. Ce serait le plus important et c'est précisément le détail qui manque le plus.

1663. — Jean Bragny, peintre, demeure proche la Porte-Evêque.

Le corps de ville décide de demander du bois au prieur de Saint-Eutrope pour réparer le pont de la Porte-Evêque. (*Documents*, p. 190.)

1432 ou 1427, 21 février. — Pardevant Jehan Milher, prêtre, notaire et juré de la court du seel roial..... Aynor de Lislea, *alias* La Limousine, demeurant à Xainctes, laquelle de son bon gré..... confesse devoir bien et léalement à messire Johan Gaillon, prestre, en non et comme procureur de l'université des cleres du cuer de l'église cathédrale de Sainct-Pierre, la somme de lxxviii sols pour cause de certains arrérages de rente par elle dehus ausditz cleres de six années derrière passées, finies et complies en la prochaine feste Sainct-Jehan-Baptiste..... C'est assavoir à cause de une roche, assise en la ville de Xainctes, en la paroisse de Sainct-Pierre de Xainctes, soulz les rochers de Sainct-Frion, tenant d'un cousté à la maison et roche que tient Nolet Coteaux, d'autre cousté à la maison que tient Johan Caillhier, et du bout d'avant à la ruhe qui

(1) *Documents*, p. 33 et 38.

vient de la Porte à l'Evesque et vait vers les Jacopins. (Archives de Saint-Pierre, cote A. A.)

Inventaire des pièces concernant le fief et seigneurie que la ville de Saintes a sur le terrain qui est entre la porte l'Evesque et celle de Saint-Louis et sur l'ancien fossé de ladite ville et boulevard joignant lesdites portes, qui font partie des dépendances et territoire de l'ancienne paroisse de Saint-Aignant, dont l'église étoit bâtie sur le rocher qui est à main gauche desdites portes, sortant de ladite ville, où est aujourd'hui l'ancien château du roy et l'hôpital de Saint-Louis. (Mss. à la bibliothèque de Saintes.)

1609, 29 mai. — Baillette à Jean Seuillet, maître boucher, d'une petite place et mas de terre joignant un des piliers du tapeçu de la Porte-Evesque, vers le lieu appelé Saint-Aignant.

Ce terrain fut revendiqué en 1630 par le prieur de Saint-Vivien, qui soutenait que le fonds avait été concédé par un de ses prédécesseurs, le 6 mai 1416, à Jean Sigouneau.

Baillette (renouvelée le 29 août 1567) de certaine place sous la tour de la Porte-Evesque, à main droite en sortant de ladite ville, avec pouvoir d'y faire une bonne boucherie, et une petite place à faire jardin, en la doue de la ville, joignant le pont de la Porte-Evesque.

1630, 15 juillet. — Bail de l'emplacement qui est entre la Porte-Evesque et celle de Saint-Louis, où étoit autrefois l'ancien fossé de la ville qui séparoit la place en forme de bastion qui estoit audit lieu, dépendante anciennement du domaine du roy.

Ce terrain étoit tenu du roi au devoir de deux mares d'argent. L'ancien fossé qui séparait le bastion d'avec la ville faisant la plus grande partie de la place, a été comblé au dépens de la ville, qui a rejoint la muraille dudit bastion à celle de la ville. Les travaux commencèrent en 1625. Le 19 juillet de cette année 1625 le roi accorda à la ville cet emplacement.

Cette place mesure, avec le fossé comblé et à combler, au plus large 45 brasses, au milieu 27, et au plus étroit 17, près de la porte, longueur 4.

Deux baillettes des 6 juin 1639 et 11 janvier 1640, en faveur de Sébastien Labbé, médecin.

1° Dans la première, d'un emplacement sis derrière la maison où demeure Labbé, appartenant à Bernard de

Coterousse, avocat, « en lequel souloit estre l'ancienne muraille fossé de la ville et partie de l'éperon appelé de la Porte-Evesque, contenant quinze carreaux.

En note : il y a lieu de croire que les quinze carreaux composent aujourd'hui les maisons ou tout au moins le derrière de quelques maisons de la rue Saint-Maur, du côté de la place Blair.

2° Dans la seconde : vingt-neuf carreaux au dedans l'emplacement de l'éperon joignant la Porte-Evesque, confrontant à la rue qui doit estre laissée entre ledit emplacement et celui qui a été destiné pour les propriétaires des maisons de la rue Saint-Maur, d'un bout à la muraille de l'éperon, l'espace du passage autour dudit éperon réservé.

1639, 13 avril. — Transaction entre Jacques Raoul, évêque de Saintes, le prieur de Saint-Vivien, et le maire, au sujet de tout l'emplacement de l'ancienne muraille, fossé et bastion nouvellement fait (bâti depuis trente ou quarante ans), appelé l'éperon, renfermé de pierres de taille, contenant cent trente-huit carreaux, confrontant d'un bout à la rivière et au fossé qui est entre le bastion et le faubourg de La Bertonnière, continuant jusqu'au pont-levis et tour qui est dessus la Porte-Evesque.

Nota : Il parait par cette baillette que l'ancien fossé était de quinze à dix-huit pieds de large, et que la muraille avait sept à huit pieds.

L'évêque avait le droit d'avoir une clé de la Porte-Evesque, comme lui appartenant, ainsi que le fossé et pont-levis qu'il entretenait.

L'évêque avait la seigneurie directe, mais la seigneurie utile appartenait au roi.

Il y eut procès à ce sujet.

Villemonté jugea que l'évêque aurait la directité et la seigneurie, mais qu'il en rendrait hommage au roi, comme « du parsus de l'évêché », et paierait les deux marcs d'argent, sauf à les recevoir de la ville, entretiendrait le pont-levis de la Porte Saint-Louis au lieu de celui de la Porte-Evesque (1643, 20 juin). Il y eut arrêt du grand conseil confirmatif le 13 juillet 1643.

1666, 30 octobre. — Transaction entre Louis de Bascompierre, évêque de Saintes, et Jacques de Tanouar de Couvrant, prieur, commandataire de Saint-Vivien, pour la juridiction et seigneurie directe « des maisons sises au

dedans du boulevard d'entre l'ancienne Porte-Evesque et celle de Saint-Louis, à prendre depuis le jardin de Buhet, inclus, appelé de Saint-Agnant, sans comprendre les caves qui sont au-dessous dudit jardin, tirant le long des murailles anciennes de la ville jusqu'à la Porte-Evesque, et d'icelle le long des murailles qui renfermaient autrefois la ville et qui sont de présent ruinées, et retournant le long des murs nouveaux et ancien éperon qui servait autrefois de jardin au sieur du Massay, lieutenant du roy, jusqu'à laditte Porte de Saint-Louis, et de ladite porte le long des murs jusques au lieu de Saint-Agnant et jardin de Buhet ». Le prieur de Saint-Vivien abandonne le droit de seigneurie directe et de justice moyenne et basse. L'évêque, en échange, fait abandon de la seigneurie directe et de la justice moyenne et basse sur les maisons, jardins, contigus à la Charente, proche le Port des Frères, qui confronte au chemin qui conduit du dit port à la Porte-Eguière, à main droite, seulement.

(— Le champ des Cordeliers appartient à l'évêque à cause de la seigneurie de Saint-Crépin —). L'évêque abandonne en outre toutes les rentes et devoirs seigneuriaux, avec droit de justice moyenne et basse sur le pré de la petite rivière, de la paroisse Saint-Vivien, et autres prés, dépendants du fief de Saint-Crépin, situés en la grande prairie de Bussac; en outre, une rente sur le fief du Clouzy, se réservant les autres droits qui lui sont dus sur ce fief dépendant de Saint-Crépin.

(Cet acte, mentionné dans un contrat de 1671, a été passé devant Tourneur.)

1668. — Boulevard entre les deux portes dans lequel est la fontaine.

Antoine Le Givre ayant acquis le droit de bâtir dessus, prend l'engagement de construire un puits pour l'usage des habitants.

1680, 27 décembre. — Antoine Legivre afferme un emplacement à la Porte Saint-Louis, du côté gauche en sortant pour aller au faubourg de La Bertonnière jusqu'à l'autre muraille du pont-levis de ladite porte, avec droit de bâtir, de se servir du pont sans nuire au passage du public.

1660, 14 mai. — Déclaration fournie par Jean Guerri, marchand, demeurant au faubourg de La Bertonnière,

parroisse Saint-Vivien, devant le juge du prieuré de Saint-Vivien, des biens qu'il possède en la seigneurie dudit prieur :

Une maison, proche la Porte Saint-Louis, qu'il a fait bâtir par suite de l'arrentement à lui fait par messire Jacques Raoul, évêque de Saintes, et prieur de Saint-Vivien, par baillette du 18 mai 1643, reçu Tamisier, contenant un carreau et demi, confrontant, au levant, à la hutte et issue d'icelle de Jean Guérineau, éguilletier, au couchant à autre emplacement des héritiers de feu Jacques Fromy et Louis Lemastre, du midi à la grand'rue, d'autre côté à la doue ou fossé qui renferme la ville ;

Un emplacement sous l'arceau ou voûte du pont de ladite porte qui est le plus proche de la Baculle, du côté du faubourg, lequel emplacement lui fut délaissé verbalement par l'évêque de Saintes, parce qu'il s'était désisté d'une poursuite contre Braud et Matias de Fontcouverte, du village de La Grimauderie, devant le prévôt ;

Un petit emplacement proche ladite porte Saint-Louis, contenant trois carreaux, pris à vingt pieds de distance de la baculle ou pilier, depuis la contrescarpe du fossé, en tirant vers le chemin qui descend au port des Taneries et vers la rivière. (*Minutes de Cassoulet.*)

Le 5 août 1668, jour de dimanche, estant au devant la porte de l'église parroissiale de Saint-Pallais-lès-Saintes, issue de grand'messe, a comparu et esté présent en sa personne Jehan Guillebon, maistre chirurgien et sindicq de la paroisse Saint-Pallais, lequel adressant ses parolles à Arnaud Mollis, Mathieu Cassoulet, Pierre Prieur..... tous habitans de laditte parroisse, faisant la plus grande partie d'iceulx et les plus principaux, leur a dict et déclaré qu'il a esté adverty que les maistres bouchers de la ville et faubourgs ont faict procès aux maistres cabriers quy sont au nombre de six, quoy qu'il y a deux des maitrize, vaquant et qu'ils ont obtenu arrest contre quelques-uns des dits cabriers, portant qu'ils se retireroient au faubourg de La Bertonnière, ès certaines chopes, situées près la Porte de Saint-Louis, destinées pour le débit des chers desdits maistres cabriers, voullant lesdits bouchers, quoy qu'il y ait que trois chopes en estat et qu'il n'y ait jamais eu que quatre, dont l'une est apprésan ruynée, réduire tous les-

dits maistres cabriers en ce petit espace et détourner ceux quy font leur demeure ordinaire audit faubourg Saint-Pallais pour les envoyer en ladite Bertonnière, sy bien que par ce moyen les habitans dudit faubourg Saint-Pallais et l'estandue de toute la parroisse souffriroient un dommage considérable, attendu que la plus part sont de très pauvres gens quy subsiste que avecq gran peine, eux et leur famille, achetant à bas prix des viandes débitées par lesdits cabriers quy ont de tous temps demeuré et vandu des chers dans ledit faubourg Saint-Pallais, quy seul suporte autan de charge que celluy de La Berthonnière, quy est en la parroisse de Saint-Vivien et celle de Saint-Hutrope, et comme lesdits faubourg Saint-Pallais sont séparés de la rivière de Charante et de toute la ville d'avecq ceulx de La Berthonnière et Saint-Hutrope, se seroit une trop grande incommodité au peuple d'aller jusque en La Berthonnière faire leur petite provision, outre l'incommodité que en auroient les particuliers quy ont des vandanges à faire du costé desdits faubourg Saint-Pallais, dont le nombre est cent fois plus considérable que du côté de La Berthonnière, où il n'y a presque pas de vignes, et parlant ledit sieur Guillebon, sindicq, somme lesdits habitans cy-dessus nommés de donner leur advis présentement sur un sujet cy important à toute la parroisse, aux fains d'intervenir en la cour pour demander que attendu qu'il n'y a jamais eu que quatre chopes audit faubourg La Bertonnière pour loger quatre cabriers qui doibvent estre huit (*sic*) en nombre et que présentement il n'y a que trois des chopes en estat et qu'il n'y a aussi que six desdits maistrises remplies, et plaise à la cour ordonner que les trois autres feront leur débit en ledit faubourg Saint-Pallais pour le soulagement du pauvre peuple. (*Minutes de Richard.*)

1672, 8 janvier. — Pierre Dubourg, sieur de Porcheresse, conseiller, pair, eschevin, maire et capitaine de la présente ville et fauxbourgs de Saintes, et Cosme Béchet, advocat au parlement, aussi conseiller, pair, eschevin dudit Saintes, y demeurants, d'une part; et Antoine Le Gyvre, marchand de ladite ville, y demeurant, d'autre part : lesquels dits sieurs Dubourg et Béchet, ez noms et en vertu de la délibération de l'hostel de ville dudit Saintes, en date du deuxième de septembre dernier, ont de leur bon

gré et volonté arranté et arrentent par ces présentes audit Le Gyvre, stipulant et acceptant, l'emplacement vuide qui est entre le corps de garde de la Porte Saint-Louis (dans lequel le nommé Martin, l'un des sergents gagés dudit sieur maire, fait sa boutique), et la maison du nommé Verdeau, cordier, en est au dehors de laditte porte, et sur ledit pont et suivant l'alignement de la muraille où il y a quelques canonnières qui regardent sur le fossé dudit pont, lequel alignement tant à l'égard de ladite muraille qu'à l'égard de celui de la muraille où finist ledit corps de garde, du costé qui regarde directement sur le fossé, sera suivi par ledit Legyvre en faisant la construction de la boutique ou bastiment qu'a ledit Legyvre y entend faire et que lesdits sieurs Dubourg et Béchet esdits noms luy ont doné et donent pouvoir de faire en vertu du présent arrantement, pour laquelle construction ou bastiment ledit Legyvre pourra appuyer sur le mur dudit corps de garde et prendre tel fonds et hauteur qu'il advisera pour ledit bastiment et construction, lesdits deux alignements suivis come dit est ; ledit arrantement ainsi fait par ledit Legyvre pour luy et les siens à l'advenir, moyennant le prix et somme de cinq sols de rante seconde, payable par ledit Legyvre à la récepte dudit hostel de ville, à chacun jour et feste de Saint Jean-Baptiste...

DUBOURG, maire. BÉCHET. B. GROLLADE. RICHARD.

(*Minutes de Richard.*)

1672, 8 août. — François Tereimier, échevin, receveur du corps de ville, en vertu de la délibération du corps de ville datée du 20 juillet, arrente à Denis Asseline, marchand éperonnier, demeurant à Saint-Eutrope, un emplacement situé proche le pont et sur les arcades de la Porte Saint-Louis, à main sénestre, en sortant de la ville, contenant six pieds de large, à prendre depuis la muraille du tapeçu, tirant vers la rue, et de seize pieds de long, à prendre depuis la muraille du tapeçu tirant en longueur vers la Porte Saint-Louis, dans lequel emplacement et étendue ledit Asseline pourra construire une boutique, à condition qu'elle n'incommodera pas le passage, et qu'il la démolira en cas de guerre ou autres nécessités publiques pour l'établissement du corps de garde, moyennant 30 sols de rente annuelle. (*Minutes de Marcouiller.*)

1673. — (Voir *Rue de l'Anguille*, note.)

1673, 4 juin. — Jacques Ozias, prêtre, « scolastique » et chanoine de l'église cathédrale de Saint-Pierre de Naintes, porteur de la procuration de Jacques de Thanouarn de Couvran, prieur de Saint-Vivien, demeurant à Saint-Brieuc, arrante à Antoine Legivre, marchand droguiste, un petit emplacement de quatre carreaux, « situé au dedans le fief dudit prieuré de Saint-Vivien, hors le boulevard et pons de la Porte Saint-Louis, à prendre le long du fossé qui va de ladite porte de Saint-Louis à la rivière de Cherante, tenan d'une part à un emplacement autrefois arranté à Jean Guerry, du costé du couchant, du midy au chemin et rue qui va et vient du faubourg La Bertonnière au port des Tanneries, et du costé du nort au fossé, et du costé du levant vers la rivière, de la largeur de vingt-quatre pieds, conformément à l'arantement ci-devant faict audict Guerry, comme aussi environ les deux tiers d'un carreau de terre, à prendre du costé du midy à la maison de Denis Anselin, nouvellement construite, jusques à vis-à-vis le pillier qui soustient les deux arcades du pons, et ce suivant l'alignement dudit Anselline, avec faculté d'y pouvoir faire construire. » Six sols de rente noble directe et foncière.

GILLET, notaire royal.

(*Papiers Dières-Montplaisir.*)

1674, 5 mai. — Antoine Legivre, marchand, demeurant à Naintes, achète de Etienne Perruchon, chirurgien, demeurant au village des Maisons Neuves, paroisse de Soullignonne, une maison, située au lieu appelé Le Ballouard, en la paroisse de Saint-Vivien-lès-Naintes, en la seigneurie de l'évêché, à cause de l'échange fait entre Monseigneur l'évesque et le prieur de Saint-Vivien, avec deux caves sous le rocher de Saint-Aignan, confrontant d'un côté à la muraille de la ville..... par derrière au rocher. (*Minutes de Cassoulet.*)

1675, 30 juillet. — Cosme Béchet, avocat, maire de Naintes, Jean Raymond, échevin, François Tournour, échevin, procureur syndic, arrentent à Antoine Legivre, marchand, cinq carreaux deux tiers de terre en deux emplacements : le premier, contenant un carreau deux tiers, à prendre dans le fossé du pont de la Porte Saint-Louis, entre la maison d'Anseline et le pont de bois, suivant l'ali-

gnement de la maison dudit Anseline, dans lequel emplacement ledit Legivre pourra faire un bâtiment qui sera entièrement hors dudit pont et y aura néanmoins entrées et sorties sans incommoder ledit pont et sans que ledit bastiman puisse avancer au delà dudit parapet, lequel bâtiment ne pourra néanmoins empêcher la liberté du passage pour aller à la fontayne de Saint-Louis, comme aussi à la vouste dudit pont arrantée par ledit corps de ville aux nommez Guérineau et Tabois ; et l'autre desdits emplacements est au dessoubz de celui arranté à Jean Guerri, lequel contient quatre carreaux ou environ, et ce comporte et suit à prendre au-dessous (*sic*) de l'emplacement dudit Guerri et tout le long de la contrescarpe dudit fossé allant du costé de la rivière, sans toutefois que le chemin public par lequel on va à ladite rivière puisse estre empêché ne incommodé, dans lequel emplacement ledit Legivre pourra faire les chais ou bastiment que bon luy semblera à la hauteur de seize pieds de muraille du rez-de-chaussée. » 15 sols de rente annuelle payables à la Saint-Hilaire, 13 janvier.

GIRAUDOT, notaire royal à Saintes.

(*Papiers Dères-Montplaisir.*)

Délibération du corps de ville du 19 juin 1677.

Au conseil tenu en la maison commune de cette ville de Xaintes, par nous, Pierre Dubourg, seigneur de Porcheresse, maire capitaine de la dite ville, y assistant Messieurs Grégoireau, l'esné, Dominique Duplaix, Jean Bibard, Bernard Bille[au], François Tercinier, Guillaud, Duplaix le jeune, Richard, Dangibaud et Grégoireau le jeune, eschevins, et pendant le conseil est entré M. Huon, aussi eschevin.

A esté proposé par ledit sieur maire que le sieur Legivre, marchand, habitant de la présente ville, qui tient à renthe de ce corps une maison qu'il a fait bastir depuis peu, à la main dextre de la porte Saint-Louis, en sortant, demande qu'il luy soit permis d'user du rempart, sur les murs duquel appuye sa maison, offrant à cet effaict d'en payer renthe à ce corps, de l'entretenir en bon estat, et de le laisser libre en cas de guerre ou autre nécessité publique.

Sur ce dellibéré a esté arresté que MM. Grégoireau

l'esné et Billeau, eschevins, visiteront ledit rempart pour leur advis rapporté estre ordonné ce qu'il apartiendra. Signé : Dubourg, maire, L. Grégoireau, Duplaix, Bibard, Billeau, Huon, Tercinier, Guileau, Richard, Grégoireau et Dangibaud.

Du 3 d'aoust 1677.

Au conseil tenu en la maison commune de la ville de Xainctes, tenu par nous, Pierre Dubourg, seigneur de Porcheresse, maire cappitaine de laditte ville, y assistans Messieurs Grégoireau l'esné, Billeau, Tourneur, Duplaix le jeune, Demessacq et Grégoireau le jeune, eschevins,

A esté propozé par ledict sieur maire que messieurs Grégoireau l'esné et Billeau, eschevins, ont faiet la visitte du rempart et courtine de la muraille de Saint-Louis, tirant au rocher Saint-Aignan, le long de la maison du sieur Legivre, le tout en exécution de la délibération du 19^e juin dernier, lequel ils ont dit contenir quatre-vingt-seize pieds de longueur et quatre de largeur, et qu'ils ne jugeoient pas qu'il y eust lieu de reffuzer l'usage dudit rempart audit sieur Legivre, à la charge d'une renthe raisonnable tant qu'il en jouira, et de le conserver en bon père de famille. Lesquels dits sieurs commissaires ont aussy rapporté qu'estant sur lesdits lieux ils ont veu un vidde à main gauche, en sortant de la porte Saint-Louis, lequel étoit autrefois la doue de laditte porte et muraille, et comme tout le corps a inthéréts d'establiir quelques revenus audit ostel quy n'en a que très peu, ils croyent qu'il seroit à propos d'arrenter ledict espace et vidde audit sieur Legivre, quy a demandé de l'arrenter sous une renthe modique, ledit endroit estant inutile et plain d'ordures et immondices. Lequel dit sieur Legivre, moyennant ledit arrentement, leur a offert de donner cours à la fontaine de la ditte porte Saint-Louis quy est arrestée (1) la plus part du temps par lesdits immondices, lequel espace ayant fait arpenter en

(1) Voilà un passage qui n'est pas facile de concilier avec celui de l'acte du 1^{er} juin 1671 où il est dit que Legivre enlevant au public l'usage de la fontaine fera un puits. Sa maison est construite ; cela résulte de la délibération ci dessus. Le puits n'a donc pas été construit ? S'il a été construit, la fontaine devrait couler dans le puits.

leur présance ils ont treuvé qu'il contenoit dix carreaux trois carts.

Sur ce déllibéré a esté arresté qu'il sera passé baillette audit sieur Legivre pour l'usage dudit rempart, derrière sa maison, dans la longueur et largeur cy-dessus prescrite, moyennant 15 [sols] de renthe annuelle, payable à la recepte de ce corps, à chascun jour et feste de Saint Jean-Baptiste, et à la charge qu'en temps de guerre et autre nécessité publique ledit sieur Legivre laissera ledit rempart libre, et que par mesme baillette il luy sera aussy accordé l'usage desdicts dix carreaux trois carts à main gauche de laditte porte Saint-Louis en sortant, et dans l'endroit où estoit autrefois la doue et fossé de laditte porte, à la charge d'une renthe annuelle de 30 sols, payable à la recepte dudit corps à la feste de Saint-Jean, le tout sous laditte condition de laisser ledit endroit libre en cas de guerre ou autre nécessité publique, sans que pour raison de ce ledit sieur Legivre puisse prettandre aucun desdommagement contre ledit corps pour raison de l'abandon. Ledit sieur Givre sera tenu de laisser un passage libre pour aller à la fontaine, qui sera de huit pieds de largeur au moins, aussy tenu de donner cours et entretenir le passage des eaux de la fontaine qui est dans la doue oppositte et aux eaux qui sont au-dessus de laditte fontaine vulgairement appelé le rocher de Saint-Aignan, et pour passer ledit acte est commis le sieur procureur scindicq avec lesdits sieurs commissaires, lequel dit sieur Legivre sera tenu d'en remettre une grosse entre les mains du sieur receveur de ce corps. Ainsi signé : Dubourg, maire, Grégoireau, Billeau, Tourneur, F. Duplaix, Grégoireau et Demessacq (1).

RONDEAU, greffier.

PORTE-SAINT-LOUIS. (*Voir Porte Evêque.*)

La porte Saint-Louis ou Porte Royale, commencée en octobre 1619, pendant la présence de Jean Richard à la mairie, fut achevée sous Jacques Badiffe et inaugurée par Louis XIII à son retour de Béarn (2). Elle faisait double emploi avec la Porte-

(1) La baillette a été passée, le 7 août 1677, devant Gasquet, notaire, par Laurent Grégoireau, Bernard Billeau et François Tourneur, procureur syndic, d'une part, et Antoine Legivre, marchand droguiste, d'autre part.

(2) *Documents*, p. 38.

Evêque (*voir ce mot*), qui ne fut démolie que plus tard (1). On trouve même des actes où les deux noms sont synonymes (2).

Elle devait s'appeler, primitivement, Porte-Royale, mais après le passage de Louis XIII, elle reçut la dénomination sous laquelle elle a toujours été connue.

Masse a conservé l'inscription gravée sur la frise ou le fronton :

DV PLVS GRAND DES ROIS LA MAJESTE SACREE
REVENANT DV BEARN FIT LA PREMIERE ENTREE

Une statue du saint roi la décorait.

Barrère, dit-on, fut enfermé « dans une chambre au-dessus de la porte » (*Bulletin*, II, p. 134), ce qui indiquerait un monument très large.

Une légende raconte la découverte tout proche, d'une source « à laquelle le maire, Jean Richard, fit faire un *bassin d'or* ». Ce maire était donc bien riche et bien confiant dans le respect de ses administrés pour la propriété privée ou la propriété communale ! Un bassin d'or est sûrement une histoire invraisemblable, *doré* serait plus admissible... et encore ! (*Voir plus haut*, p. 52.)

Le plan de Lacurie met dans la nomenclature une rue *Petit Saint-Louis*, avec un numéro qui n'est pas reproduit sur ce plan. Cette rue doit être placée très sûrement entre la rue Bertonière et la rue des Ballets, peut-être celle qui descend de la porte Saint-Louis à la rue Bertonière.

J'ignore à quelle époque on démolit la porte Saint-Louis. Voici une curieuse pièce qui montre comment on s'y prenait en 1819-1820 pour élargir une rue de Saintes.

« Je soussigné, commissaire de police de la ville de Saintes, reconnais avoir reçu de M. Dangibeau, propriétaire, la somme de vingt-cinq francs dont il a fait don pour contribuer à faire l'acquisition de la maison située rue Porte Saint-Louis en cette ville, appartenant au sieur Laborde, sur laquelle M. Seuillet de Montigon a une rente de 120 francs au capital de 2.400 francs, laquelle somme de vingt-cinq francs n'a été comptée qu'à condi-

(1) 1671, 1^{er} juin « boulevard de la porte Saint-Louis entre les deux portes ». Voir l'acte plus loin.

(2) *Archives*, II, p. 423. A esté convenu que ce jourd'hui (8 mai 1685) ... nous faisons porter ledit chef devant la porte Evesque autrement de Saint-Louis.

tion que ladite maison sera de suite démolie et le sol rendu à la voie publique.

Saintes, le 17 janvier 1820.

JOUBERT. »

La rue Porte Saint-Louis, en 1815, comprend vingt-neuf numéros de maisons occupées par des ouvriers, des marchands. A noter seulement la grande maison, au milieu de la place qui est celle du médecin Foreau.

Le 11 avril 1630, le maire et les échevins permettent à Pierre Moreau, boucher, de « bastir à ses propres cousts, frais et despens, le lieu et place qui est joignant la porte de Saint-Louis de la dite ville, du costé de l'escalier par lequel l'on monte de l'esperon de la dite porte au-dessus d'icelle, à prendre au coing de la dite porte, le plus proche du dit esperon, tirant du costé d'iceluy vers la rivière de Charente de la longueur de 15 pieds, au bout desquels il fera une cloison de la mesme largeur que est l'espace qui est jusques au plan pied dudit escalier, et par où commence le bastion de pierres de taille. Moreau paiera 15 livres 8 sols, plus une rente annuelle de 4 livres. (*Minutes de Verjat.*)

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

QUESTIONS ET REPONSES

QUESTIONS

N° 790. — *Biographie de Busoni.* — On serait reconnaissant à un de nos confrères de signaler les principaux actes de la vie du poète Philippe-Gérard Busoni, né à Saintes, le 25 floréal an XIII, fils de Pierre-Charles, agent en chef des hôpitaux militaires, et de Anne-Marthe Leclerc.

CH. D.

RÉPONSES

N° 789. — *Lieu de naissance de Boyveau-Laffeteur.* — Voici quelques renseignements qui formeront réponse à ma propre question. Ils me sont venus de plusieurs côtés, et notamment de M^{me} la comtesse de Saint-Légier d'Orignac.

Il est tout probable que ce Boyveau était saintongeais, et né aux environs de Saint-Genis. François Boyveau, médecin, était électeur pour ce canton lors de la formation de l'Assemblée légis-

lative (1791). Au XVIII^e siècle, il y a des notaires du même nom à Cosnac, et juges de la seigneurie d'Orignac. En 1800 et 1844, on trouve encore des Boyveau maîtres de poste à Saint-Genis.

La *Biographie saintongeaise* de P.-D. Ranguet (p. 114) assure qu'il est né à Saint-Ciers-du-Taillon (mais M^{me} de Saint-Légier, qui en a compulsé les registres paroissiaux, ne croit pas que son nom y figure).

Il ajoute que ce médecin spécialiste s'appelait Pierre Boyveau, que par convention du 1^{er} juillet 1778 il aurait pris pour prêtre-nom et bailleur de fonds Denis Laffecteur, ancien inspecteur des vivres.

J'ai alors parcouru plus soigneusement son ouvrage, qui est intitulé *Traité des maladies vénériennes et Méthode de leur guérison par le Rob antisyphilitique*, par le citoyen Boyveau-Laffecteur, médecin, rue de Varennes, n^o 460, Paris, an VIII^e. In-8^o, 388 pages.

Il se compose de six parties : 1^o Histoire de la maladie vénérienne et de ses divers traitements ; 2^o Méthodes curatives, insuffisance et danger du mercure ; 3^o Histoire du rob ; 4^o Théorie et guérison de la gonorrhée et de toutes les maladies vénériennes par le rob ; 5^o Observations de guérisons à l'appui, constatées par divers chirurgiens de marine et docteurs parisiens ; 6^o Pièces officielles : rapports, approbations, etc.

L'auteur est partisan de l'unicité de toutes les maladies vénériennes : blennorrhagie, chancrelle et vérole, conception dont Ricord a fait depuis définitivement justice. Il réprouve toutes les préparations mercurielles. Son rob, d'après les pharmacopées subséquentes, est un sirop composé d'une trentaine de plantes dont beaucoup passent pour dépuratives. Celles qui y sont en plus grande proportion sont la saponaire, la salsepareille, le séné, les roses pâles, la bourrache, la buglosse, la cynoglosse et la mercuriale. D'après d'autres formulaires, ce ne serait qu'une variante du sirop de Cuisinier, ou de salsepareille composé. Son emploi paraît aujourd'hui presque entièrement abandonné, bien qu'il ait quelque analogie avec les dépuratifs vantés à jet continu comme spécifiques universels et que le bon public absorbe avec persévérance et conviction.

L'auteur dit encore avoir été connu sous le nom de Laffecteur, et y ajoute son vrai nom, conformément à la loi. Il s'est livré dès sa jeunesse à l'étude de la médecine et au traitement des vénériens ; il appliqua son système dès 1764 au dépôt militaire de

Saint-Denis, il le perfectionna ensuite, et l'étendit aux maladies serofuleuses, qui ne sont que des syphilis anciennes, atténuées, ou héréditaires. En 1777 et 1778 son traitement fut expérimenté sévèrement devant des commissaires choisis par la Société de médecine de Paris, reconnu efficace même dans les cas désespérés et après l'échec du mercure ; et son emploi fut autorisé et encouragé tant dans la marine qu'ailleurs, par arrêté du Conseil d'Etat du 12 novembre 1778.

Les observations consignées ne concernent que des marins de divers ports, des soldats, des personnes résidant à Paris, ou qui sont venues s'y faire traiter. Aucune mention d'étude ou de clientèle saintongaise.

Mais Boyveau reproduit une pétition adressée par lui à la Convention le 20 brumaire an III, où il offre son remède au prix coûtant pour les indigents de Paris ; cette demande est accueillie favorablement par le Comité des secours publics, dont faisait partie un médecin, Eschasseriaux jeune (3 brumaire an IV).

De plus, le 27 frimaire suivant, la députation de la Charente-Inférieure adresse au Directoire exécutif une lettre très chaude de recommandation en faveur du « citoyen Boyveau-Laffeteur, médecin, fournisseur des hôpitaux de la marine, *notre compatriote* ». On y trouve un éloge emphatique de sa médication, qui est, disent-ils, un bienfait national. La lettre est signée : Eschasseriaux aîné, Eschasseriaux jeune, Vinet (qui était de Saint-Ciers-du-Taillon).

L'ouvrage se termine par une ode pindarique sur le rob antisyphilitique, par le citoyen Luce.

En résumé, Boyveau, s'il exerça et se fit connaître à Paris, devait être saintongais d'origine. Reste à trouver la date et le lieu de sa naissance.

D^r C. V.

En tête des *Observations sur l'histoire et les effets du Rob* est insérée cette note :

« J'ai annoncé que, dans l'origine, par des motifs particuliers, je me suis déterminé à présenter mon remède à la Société de médecine sous le nom de LAFFECTEUR, aujourd'hui que la loi ordonne de porter son nom propre, je reprends celui de mon père et je signerai à l'avenir Boyveau-Laffeteur. »

M.

LIVRES ET REVUES

Les *Analecta bollandiana*, tome XXIV, p. 497, rendent compte des *Notes critiques sur l'histoire des comtes de Poitou*, de Jean le Saintongeais, parues dans la *Revue* (t. XXIV).

Elles s'occupent surtout de celle relative à la découverte du chef de Saint Jean : « L'érudit qui signe « Jean le Saintongeais » a utilisé plus qu'aucun de ses prédécesseurs, les cartulaires locaux récemment publiés, notamment celui de Saint-Jean d'Angély, qui lui a permis d'établir, avec une approximation suffisante, la chronologie des abbés du monastère au commencement du XI^e siècle. Son étude aboutit à ces conclusions qui paraissent acceptables : la découverte de la tête du Précurseur eut lieu en février-mars 1016, et son ostension solennelle en 1017. » Cette dernière date est un *lapsus*. Jean le Saintongeais a mis cette ostension au mois suivant la découverte, c'est-à-dire en 1016 et non 1017.

Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, 1905, n^o 2.
— M. Courcelle-Seneuil reprend, sous le nom du *Mythe de Persée*, ses broderies sur un thème qu'il nous avait déjà montré : Andromède, attachée à un rocher de notre côte saintongaise, Persée la délivrant du monstre qui la garde. Pas plus aujourd'hui qu'hier ou avant-hier, M. C.-S. ne fait la lumière. Qui s'en étonnera ? Lui seul sans doute ! Quant à moi, je reste incrédule, obstinément incrédule. C'est peut-être de l'entêtement brute de ma part, mais..... non !..... je ne peux pas comprendre.

La même livraison contient *Le Sonnet*, de M. Dyonnet, une comédie en un acte et en vers, représentée sur le théâtre de Rochefort le 10 février 1905. Ça ! c'est à la portée de mon intelligence ! Ça ne fatigue pas les méninges ! C'est une bleuette fraîche, gentille, claire, alerte, simple, amusante, de bonne et élégante facture sur le vieux canevas toujours charmant de

. l'imposture chassée
Au dénouement et la vertu récompensée.
.
. C'est du théâtre de famille,
Chacun y peut apprendre en écoutant ; la fille
A bien choisir l'époux parmi ses amoureux,
Les parents à ne pas être abusés par eux.

Le *Bulletin religieux* du 4 novembre commence l'impression de la *Relation de ce qui m'est arrivé, à moi, Barthélemy-René Boulton, prêtre, vicaire de Saint-Nicolas de La Rochelle, nommé à la cure de Périgné au mois de décembre 1791, pendant la Révolution de France des années 1789, 1790 et suivantes, jusqu'au 27 juillet 1792.*

Il insère un épisode curieux d'histoire religieuse sous le titre *Un maire en 1830*. C'est la lutte violente entre le curé desservant Villars-en-Pous et le maire de cette commune : lutte qui aboutit à la fermeture de l'église et à la révocation du maire.

La Bibliographie générale des travaux historiques et archéologique, publiée par les Sociétés savantes de la France, dressée par M. de Lasteyrie pour 1902-1903, contient le sommaire des articles parus dans nos volumes.

Sous le n° 3802, l'auteur attribue à M. Dangibeaud les biographies du général Léchelle, l'abbé de Feletz, la comtesse de Boufflers, signées D. C'est une erreur.

Essai sur les prévôts royaux du XI^e au XIV^e siècles, par M. H. Gravier, ancien élève de l'Ecole des Chartes. Ce livre récent (1904) se compose de la réunion des notes prises par l'auteur en vue de la rédaction de sa thèse à l'Ecole des Chartes, en 1902. Ce ne sont que des notes, car M. G. est décédé quelques jours avant la soutenance. Elles ont été publiées telles quelles en raison du nombre de documents réunis dans les dépôts d'archives sur une question fort obscure et peu étudiée jusqu'ici. Nos volumes d'*Archives* ont fourni à M. G. quelques indications utiles, qu'il a complétées par des découvertes de documents que nous signalerons plus loin.

M. G. a limité ses recherches aux seuls prévôts royaux jusqu'au XIV^e siècle, c'est-à-dire « aux prévôtés qui faisaient partie de l'ancien domaine des Capétiens, et à celles qui ont été créées successivement dans les différentes provinces acquises par la royauté pour agrandir son domaine. »

« L'institution des prévôts royaux apparaît sous les premiers Capétiens. En effet, avec la nouvelle dynastie, l'organisation de l'administration du domaine royal évolue lentement. Ces nouveaux fonctionnaires, qui vont jouer un rôle si important au moyen âge, existent d'abord en même temps que les anciens fonctionnaires carolingiens ; ensuite, nous les trouvons seuls à la

tête de l'administration locale du domaine royal, résumant en eux toutes les fonctions de l'ordre administratif, financier et judiciaire. »

M. Gravier ne partage pas l'opinion de quelques érudits qui ont cru à l'origine romaine de ces fonctionnaires. Il aime mieux « voir dans l'institution des prévôts par les Capétiens une imitation du mode d'administration des propriétés ecclésiastiques. » Elle était devenue une nécessité par suite des empiètements continuels que commettaient les agents du pouvoir. Ceux-ci, « avec l'hérédité de leur charge, avaient acquis l'indépendance et exploitaient à leur profit la part des droits qui leur avaient été confiés. » On crut trouver le remède à cette situation désastreuse dans l'institution des prévôts, chargés désormais de l'administration des biens et des droits du domaine royal. Tantôt les prévôts remplacèrent les vicomtes, tantôt ils furent établis à côté d'eux pour les surveiller, les contrôler et les combattre. De leur côté, les grands feudataires, tous les princes féodaux, créèrent des prévôts dans leurs domaines. Seulement, il arriva que la royauté, en s'efforçant de supprimer un grave abus, inventa un système qui ne tarda pas à produire les résultats les plus funestes. Elle substitua, en effet, le fermage à l'hérédité qui transformait ses créatures en de trop puissants adversaires. Il est infiniment probable que les prévôtés étaient déjà affermées dans le dernier quart du XII^e siècle. On admettait même la surenchère. Le bail de trois ans est très employé. Il aurait été facile de prévoir à quels abus un pareil système allait aboutir. Les prévôtés s'adjugeaient souvent à des prix élevés. L'adjudicataire devait donc d'abord payer le prix de sa ferme, rentrer dans ses déboursés, ses frais de toutes sortes, et vivre. Il employait tous les moyens possibles, *per fas et nefas*, pour y parvenir. Comme il était à la fois administrateur et justicier, c'était un personnage redoutable.

Dans un *appendice* très copieux, M. G. donne la *Géographie des prévôtés et la liste des prévôts royaux jusqu'en 1400*.

La liste de Saint-Jean d'Angély est presque entièrement rédigée d'après nos volumes d'*Archives*, tomes XXIV et XXVI (*Les délibérations*). Celle de Saintes ne comprend que deux noms : Marangot, en 1146-1152 (d'après Luchaire, *Actes de Louis VII*), et Guillaume Mehé, en août 1349 (Biblioth. Nat., mss fr. 22998, n^o 538).

A La Rochelle, il y a sept noms de prévôts, de 1222 à 1397.

Girard Doré, Guillaume de La Porte, Aimé de Soubise, Jean de Thaims, Jean de Luzarches, Pierre Guellin, Jean Remogis, et un garde de la prévôté Pierre Dessars. (*Trésor des chartes, Archives nat., Bibliothèque nat. Archives hist. de la Saintonge.*)

Ces listes sont incomplètes ; l'auteur le savait du reste et il le dit, mais il aurait pu les rendre un peu moins écourtées s'il avait dépouillé nos volumes, au lieu de se contenter des tomes XXIV et XXVI qu'il cite presque uniquement, et s'il avait consulté nos cartulaires, où il aurait trouvé quelques prévôts pour les XI^e et XII^e siècles : Geoffroy Pichamber, prévôt de Saintes, en 1128-1134 (Cf. *Cartulaire de l'abbaye*, chartes 75, 93 ; *Archives*, t. II, p. 269) ; Maingot, en 1145 (*Cartulaire*, charte 87), peut-être le même que le Marangot de 1146 de M. Luchaire. Robert de Gemaudach (ou Gémozac) (*Cartulaire*, charte 89), en 1079-1099. Hélie Droin, en 1338 (*Archives*, tome XIX, p. 234).

Au surplus, nos prévôts ne paraissent point avoir eu une administration pire ou meilleure que celle de leurs collègues des autres domaines royaux. En 1147 ou environ, le roi fait défense à ses prévôts et aux sergents des prévôts en Saintonge et en Poitou de molester les moines dépendants de l'abbaye de Vendôme. (*Archives*, tome XXII, p. 103). La même injonction aurait pu être adressée à tous les prévôts en général.

M. G. ne s'est pas occupé des prévôts particuliers. Leurs actes ressemblent tellement à ceux des prévôts royaux que les uns peuvent éclairer la conduite des autres. Le *Cartulaire* de l'abbaye contient un exemple typique des agissements de ces agents à l'égard de leurs supérieurs. Le prévôt de Corme-Royal ne veut ni plus ni moins que supplanter l'abbesse et rendre sa charge héréditaire (Charte 112 ; voir aussi la charte 227, relative aux embarras que le prévôt de Vix créa à l'abbaye). En revanche, il en est d'animés de bons sentiments. En 1076-78, Seniorulus intercède contre son propre seigneur une franchise en faveur de religieuses et il le supplie « les larmes aux yeux, *lacrymabiliter* », (*Archives*, t. XXII, p. 63.)

Si l'on veut savoir en les mains de quels gens les prévôtés tombèrent par suite du système d'affermage au plus offrant, il faut lire dans le tome V des *Archives*, p. 40, la supplique de « Berthoumé Collinet, pauvre homme de labour, disant que par cy-devant il a pris la ferme de la prévosté de Sainet-Savenyen et des Noulliers, pensant que l'on fist toujours la court et juridiction d'icelle ainsi que l'on avoit accoutumé. » La peste ayant entravé

le cours des affaires, il demanda remise de sa ferme. Il semble toutefois qu'il ne soit que fermier du greffe.

A Meschers, en 1493, Bolo, prévôt fermier, s'entendait publiquement injurié et accusé de condamner « à tout propoux ung chascun des bonnes gens estant en laditte court en ung hardi d'amende, qui n'estoit pas chose raisonnable... » (*Archives*, t. I, p. 141.)

Enfin, en 1620, on voit la déclaration grotesque d'Henry Baudouin, notaire royal, qui s'affuble du titre de substitut du procureur du roi en la prévôté royale de..... Saint-Saturnin de Séchaux !! (*Archives*, t. VII, p. 410.)

Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest, t. XXVIII. — *L'imprimerie et la librairie à Poitiers pendant les XVII^e et XVIII^e siècles, suivi d'un supplément concernant le XVI^e siècle*, par M. A. de La Bouralière.

Les médailleurs et graveurs de monnaies, jetons et médailles en France, par M. Natalis Rondot. A noter la notice sur l'orfèvre Jean Ghiselin le charpentier, qui, après avoir été condamné à la prison pour avoir forgé des coins à l'imitation de ceux du roi, obtint des lettres de rémission en janvier 1377, et le 5 décembre de la même année fut nommé, par le roi, tailleur de la monnaie, à La Rochelle.

Notes d'art et d'archéologie, revue de la Société de Saint-Jean, N^o de novembre 1905. — *Dans les mélanges critiques de bibliographie campanaire*, à noter que la paroisse de Cussac (Haute-Vienne) possède deux cloches datant, la plus grosse de 1781 et la plus petite de 1856.

Cette dernière qui est signée : « FAITE A SAINTES PAR L'ANOAHLE DUMAS ET PEIGNEY », a été en réalité fondue à Cussac.

M. Girodie reproduit la conclusion de l'article nécrologique sur Bouguereau paru dans la *Revue* et ajoute : « Ce jugement est le meilleur que nous connaissions sur l'artiste. »

Les *Notes* félicitent les organisateurs de « l'hommage bien mérité » adressé à Louis Audiat par le monument placé sur sa tombe.

--

SOMMAIRE DU 1^{er} NOVEMBRE 1905.

INAUGURATION DU MONUMENT LOUIS AUDIAT : Discours, Liste des souscripteurs.

AVIS ET NOUVELLES : Séance du bureau ; Distribution du volume ; Théâtre poitevin ; Cèdre de Ballans ; Changement de noms de rues à Saint-Jean d'Angély et à La Rochelle ; Nominations ; Monument Fromentin ; *Chansons de geste*.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : I. *Décès* : W. Bouguereau ; M^{me} de Roumefort ; M^{me} d'Ornano ; M. Boursier ; M. Ch. Delarue ; Sœur Saint-Joseph ; M. Vignier ; M. L. Journet ; l'abbé Barbraud ; M. Bouchoir ; M. Phelippot ; M. P. Charron ; M. Martineau ; M^{me} Pottier. — II. *Mariages* : de La Croix-Cossé-Brissac ; Proust-Bourrand ; Boinot-Lauze ; Mestayer-Durand.

VARIÉTÉS : *Camp romain du Chatelard*, par M. Delisse-Morin ; *Saintes antienne*, par Ch. Dangibeaud.

QUESTION.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin du protestantisme* ; *Correspondant* ; *Fêtes de l'année et dictons agricoles* ; *Bulletin monumental*, date du XII^e siècle en chiffres arabes fausse.

BIBLIOGRAPHIE, avec comptes rendus.

La *Revue-Bulletin* est adressée gratuitement aux membres de la société, qui paient par an une cotisation de 13 francs.

La *Revue-Bulletin* mentionne ou analyse tout ouvrage composé, imprimé dans la région, ou par un auteur habitant ou né dans la région, ou concernant la région, dont un exemplaire aura été adressé au président, à Saintes.

Les idées ou les opinions émises dans la *Revue-Bulletin* sont personnelles.

On s'abonne à Saintes: 10 francs par an.

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 1905
DES VOLUMES D'ARCHIVES
DISPONIBLES EN DEHORS DES COLLECTIONS

Tomes	Exempl.	Prix	Tomes	Exempl.	Prix
I.	1	12 »	XVIII.	73	3 »
II.	1	12 »	XIX.	64	3 »
III.	4	10 »	XX.	70	3 »
IV.	17	5 »	XXI.	53	3 »
V.	20	5 »	XXII.	6	10 »
VI.	30	4 »	XXIII.	46	3 »
VII.	38	4 »	XXIV.	52	3 »
VIII.	40	3 »	XXV.	10	10 »
IX.	86	4 »	XXVI.	34	4 »
X.	40	3 »	XXVII.	87	3 »
XI.	11	6 »	XXVIII.	37	3 »
XII.	41	3 »	XXIX.	40	3 »
XIII.	55	3 »	XXX.	44	5 »
XIV.	51	3 »	XXXI.	55	8 »
XV.	25	3 50	XXXII.	77	4 »
XVI.	45	3 »	XXXIII.	24	8 »
XVII.	28	4 »	XXXIV.	40	10 »

Il y a seulement six collections complètes des 34 volumes, plus dix collections à partir du tome IV.

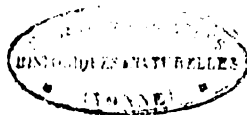
Le papier vergé sera coté 3 fr. de plus par volume.

La collection complète : 150 fr.

BULLETIN-REVUE

Tomes	Exempl.	Prix	Tomes	Exempl.	Prix
I.	41	15 »	XIII.	19	5 »
II.	11	6 »	XIV.	15	5 »
III.	44	4 »	XV.	16	5 »
IV.	34	4 »	XVI.	42	4 »
V.	38	4 »	XVII.	40	4 »
VI.	42	4 »	XVIII.	17	5 »
VII.	52	4 »	XIX.	19	5 »
VIII.	34	4 »	XX.	18	5 »
IX.	27	5 »	XXI.	18	5 »
X.	1	15 »	XXII.	...	» »
XI.	43	4 »	XXIII.	...	» »
XII.	17	6 »	XXIV.	...	» »

Il n'y a que trois collections complètes.



REVUE

DE

SAINTONGE & D'AUNIS

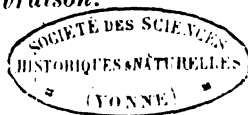
BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

DES ARCHIVES HISTORIQUES

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

XXVI^e Volume. — 2^e Livraison.

1^{er} Mars 1906.



SAINTES
LIBRAIRIE DE M^{me} FRAGNAUD

RUE ALSACE-LORRAINE, 18

1906

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1906

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.

Vice-présidents : Le comte PIERRE DE CROZE-LEMERCIER, au château du Ramet, par Saintes.

CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.

Secrétaire : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cu villier.

Trésorier : AUGUSTE DERUELLE, *, chef d'escadrons en retraite, rue Saint-Macoux, 33, à Saintes.

Trésorier-adjoint : M. GATINEAU, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue Ernest Renan, 21.

Le baron EUGÈNE ESCHASSERIEUX, O. *, ancien député.

MACHET DE LA MARTINIÈRE, archiviste du département de la Charente, Angoulême.

GEORGES MUSSET, I. O, archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.

JULES PELLISSON, A. O, juge au tribunal civil, rue Victor Hugo, 76, à Périgueux.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AUGUSTE BITEAU, *, A. O, maître principal de 1^{re} classe des constructions navales en retraite, conseiller municipal, rue du Perat, 50, à Saintes.

FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes

EDMOND BOILEVIN, négociant, grande rue, 23, à Saintes.

JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.

ABEL MESTREAU, négociant, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, cours National, 99.

La société publie tous les deux mois un *Bulletin, Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs; 11 fr. 50 pour l'étranger; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1^o de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2^o de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs; 3^o de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° DU 1^{er} MARS 1906

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; Monument Audiat ; Nominations ; Distinctions ; Dons aux musées : Saintes, Rochefort ; Découvertes ; Restaurations de monuments publics ; Situation financière.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL. — I. *Décès* : Colonel Boscal de Réals ; de Guippeville ; Julien-Laferrière ; P. de Lacroix ; de Cathelineau ; Poitou ; Roche ; de Maugras ; Niox ; M^{me} Planty ; Bazinet ; Ed. Charruyer ; Fellmann ; M^{me} Poirault ; M. R. Eschasseriaux. — II. *Mariages* : de Loriol-de la Salle ; Mörch-Meyer ; Boubal-Cantaloube.

VARIÉTÉS : *Aventure d'un émigré*, racontée par M^{me} de Bremond d'Ars et M. de la Tasse ; *Passage de Napoléon I^{er} à Saintes*, raconté par B. de Laval ; *Quatre mariages saintais dotés par l'Etat en 1810*, par M. E. Guérin ; *Le Clergé de la Charente-Inférieure pendant la Révolution*, par M. l'abbé Lemonnier (suite) ; *Saintes ancienne* (suite), par M. Ch. Dangibeaud.

QUESTIONS ET RÉPONSES : Oléron ou Oleron ; Rhétais ou Rétais ; Boucholeur ou bouchoteur ; Gémozac ou Gemonzat ; Boyveau.

LIVRES ET REVUES : *Armorial du Bordelais*, par M. Meller ; *Le Général Ordonneau* ; *Le Mois* ; *Notes sur Monbéliard* ; *Bernard de Saintes*, par M. Sahler ; *Notice sur Garnier dans le Peuple* ; *Revue des questions historiques* ; *La propriété foncière du Clergé dans la Charente-Inférieure* ; La thèse de M. Wiske sur les *Chansons de Geste*, de M. Gourdon ; *La Revue des Deux-Mondes* : *Louis XVIII et le Comte d'Artois*.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

M. le D^r Barraud, 33, rue Ferrère, à Bordeaux.

M. Vigen, Raoul, maire de Saint-Vallier, présenté par M. le D^r Ch. Vigen.

La Bibliothèque poitevine de la ville de Niort.

M. Léon Massiou, 4, rue Rigaud, à Neuilly-sur-Seine.

SOUSCRIPTIONS AU MONUMENT AUDIAT

M. Marcel Pellisson (omni-).

M. Barraud, pharmacien à Saintes (nouveau).

Les tables du tome XXV de la *Revue* ne peuvent être distribuées qu'avec le numéro de mai.

Une erreur typographique sur la couverture du dernier numéro

Revue, Tome XXVI, 2^e livraison. — Mars 1906.

de la *Revue* annonce le premier volume du *Bulletin* comme ayant 41 exemplaires disponibles.

En réalité, ce volume est *très rare*. Nous n'en avons plus qu'un seul exemplaire disponible en dehors des collections.

Notre confrère M. Charles de Lalande d'Olce est nommé chef de bataillon au 10^e régiment d'infanterie, à Auxonne.

Notre confrère, M. l'abbé du Vauroux, chanoine à La Rochelle, est nommé évêque d'Agen.

L'empereur d'Allemagne vient de conférer à notre illustre confrère M. Léopold Delisle l'ordre « pour le Mérite », la plus haute distinction accordée aux savants et aux artistes.

M. Saudau, bibliothécaire-archiviste de Saint-Jean d'Angély, notre confrère, reçoit les palmes académiques.

M. le baron Oudet a fait une conférence à Royan, le 17 décembre 1905, sur Saint Louis et son temps.

Les *Annales du Midi*, tome XVIII^e, rendant compte du tome XXXIV des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, écrivent à propos des délibérations de la Société des amis de la liberté et de l'égalité d'Ars en Ré, publiées par M. de Richemond : Ce document, moins rare en son genre que ne l'estime l'éditeur, était pourtant fort digne d'être publié. Il s'étend du 3 juin 1792 au 6 vendémiaire an III. La Société dont il retrace l'histoire agitée a subi les mêmes modifications rapides que toutes les autres, sur le mot d'ordre venu de Paris.

M. le baron Eschasseriaux a donné au musée de Saintes le portrait à l'aquarelle du colonel d'artillerie Pache, fils du maire de Paris, par François Sieurac.

M. le docteur Guillaud a fait transporter au musée de Saintes la tête d'idole trouvée à Villepouge-Chagnon.

Le docteur Ardouin a donné à la bibliothèque de Rochefort la photographie du seul portrait connu de l'ingénieur Toufaire, actuellement entre les mains de M. de La Forge, petit-fils de

Toufaire, qui habite le château de La Croiserie, près Vendôme.

Il existait un autre portrait au pastel du constructeur de l'hôpital de la marine de Rochefort, du fondateur d'Indret et du Creuzot. Il fut brûlé à Châteaudun pendant la guerre de 1870.

Un comité vient de se constituer à Paris pour ouvrir une souscription entre les membres des diverses sociétés d'artistes, architectes, etc., de Paris, les amis et admirateurs de W. Bouguereau, en vue d'élever un monument à cet artiste.

On a découvert, à Préguiillac, dans la propriété de M. Vallein, quatre sillos à côté les uns des autres.

M. Victor Billaud a édité une série de cartes postales de Saintes en couleurs.

Le dernier numéro de la *Commission des Arts* (octobre 1905) donne l'inventaire, par notre confrère, M. Ch. Roy, de deux trouvailles de monnaies : à Lafond, près La Rochelle (pièces de Henri II, Henri III, Charles IX, Charles X); à Neuviq, canton de Matha (Edouard IV, Charles V, Edouard, prince Noir, monnaies de Melle, d'Orange).

Dans la revue de *L'Art ancien et moderne*, M. Fournier-Sarlovèze signale de nombreuses œuvres du peintre polonais Kucharski, entre autres le portrait de M^{me} de Lage de Volude.

La ville de Saintes a acquis le couvent de Chavagnes, avec l'intention d'y installer un collège de jeunes filles.

Au budget des beaux-arts de 1906 sont inscrites les dépenses suivantes :

Eglise de Fléac, 400 fr.; chapelle Saint-Gilles, à Pons, 2.792 fr. 11 cent.; église d'Echebrune, 13.000 fr.; église de Rétaud, 2.000 fr.

Monuments classés en 1905 :

Le vieux phare des Baleines (île de Ré); église de Jazennes; arc romain de Saintes.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1905

RECETTES

En caisse au 1 ^{er} janvier 1905.	2.330 80
Cotisations 1905.	4.332 35
— 1906.	128 70
Vente de volumes et de bulletins	174 25
Escompte sur les factures	40 18
Intérêts des sommes placées.	556 03
Remboursement des avances à l'imprimeur	1.395 »
Remboursement par divers de frais d'impression. .	142 15
Vente de deux obligations	1.006 75
Monument L. Audiat. — Souscriptions individuelles de 1905, y compris 600 fr. envoyés par le comité Marchat.	955 »
Total des recettes . . .	<u>11.061 21</u>

DÉPENSES

Avances à l'imprimeur	1.095 »
Impression du volume.	1.890 70
Frais d'expédition dudit volume	100 »
Impression de la Revue	2.181 15
Frais d'expédition des bulletins	62 21
Appointements de l'employé aux écritures. . . .	260 »
— de la concierge.	50 »
Primes d'assurances	30 20
Photogravure.	166 55
Impôts	13 62
Frais de correspondance.	130 35
Dépenses diverses	24 20
Monument L. Audiat	2.506 80
Total des dépenses . . .	<u>8 510 78</u>
A la Caisse d'épargne 1.500 30	} 2.550 43
Au Crédit Lyonnais 1.043 15	
En numéraire 6 98	
Total des recettes . . .	<u>11.061 21</u>

COMPTES DU MONUMENT L. AUDIAT

(Arrêtés le 3 février 1906).

RECETTES

Cotisations individuelles en 1903	305 »	}	1 107 »
— — — 1904	442 »		
— — — 1905	355 »		
— — — 1906	5 »		
Comité Marchat de Saint-Jean d'Angély	663 »		
Cotisation de la Société	1.000 »		
Total des recettes	<u>2.770 »</u>		

DÉPENSES

Payé au sculpteur M. Peyronnet	2.500 »
Port du buste L. Audiat	6 80
Supplément de dépenses et buste en terre cuite payés à M. Peyronnet	325 »
Total des dépenses	<u>2 831 80</u>

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le colonel Boscal de Réals (Charles-Louis-Marie), est mort au château de Troherin, par Landivisio, en Bretagne, au mois de mai 1905 ; il était né le 14 octobre 1830 ; sorti de Saint-Cyr en 1852 dans le corps d'état-major, il fit la campagne d'Italie comme aide-de-camp du général Cassagnole ; il fut plus tard aide-de-camp du maréchal Niel, servit en Algérie, fut aide-de-camp du général de Sonis pendant la guerre de 1870, passa dans l'infanterie à la suppression du corps d'état-major, devint colonel du 93, en garnison à La Roche-sur-Yon, et fut nommé commandeur de la légion d'honneur en 1890, au moment de son admission à la retraite.

Il avait épousé, en 1867, M^{lle} Julie-Ernestine-Marie-Henriette Maillard de La Gournerie ; il laisse deux fils et deux filles : l'aîné de ses fils, capitaine breveté, a épousé M^{lle} de la Lande de Calan, dont il a trois enfants ; le second, lieutenant de cavalerie, est

veuf de M^{lle} de Féron, dont il a deux enfants. Ses filles ont épousé MM. de Cazenoves de Pradines et Auber de Vincelles.

La famille de Boscal de Réals est originaire des environs de Béziers ; sa filiation suivie remonte au XIV^e siècle. Léon Boscal de Réals, chevalier, seigneur d'Anjac, Champagnac, etc., épousa Marguerite de Courbon et acquit, en 1659, la terre et baronnie de Mornac (sur la Seudre). Les descendants de son fils aîné ont conservé la terre de Mornac jusqu'à la Révolution et en ont pris le nom ; cette branche est représentée à Saintes par le général de division vicomte de Mornac.

Le fils puîné de Léon de Boscal de Réals fut le chef de la branche de Bretagne, à laquelle appartenait le colonel qui vient de mourir.

Le 30 novembre 1905, est décédé, au Maine-Moreau, commune d'Annepont, M. Marie-Joseph-Jean *Armand* de Guippeville, âgé de 68 ans, époux de N. de Saint-Mathurin.

Le 8 décembre 1905, est décédé, à Neuilly-sur-Seine, M. Marcellin Julien-Laferrière, âgé de 74 ans. Il laisse de son mariage avec M^{lle} Dumorisson six enfants : *Alfred*, chef du service des succursales à la Banque de France ; *Paul*, médecin principal de la marine en retraite, chevalier de la légion d'honneur ; *Raymond*, commis principal des postes ; *William* ; *Marcellin*, chef de comptabilité à la succursale de la Banque de France, à Dunkerque ; M^{lle} *Anne*.

L'inhumation a eu lieu à Saintes.

C'est avec un vif regret que le *Bulletin* enregistre le décès d'un de ses plus anciens collaborateurs, M. Paul de Lacroix, membre de l'Institut historique de France, bibliothécaire de la ville de Cognac, auteur de très nombreuses monographies concernant presque toutes la Saintonge et l'Angoumois.

Pierre Lacroix, dit Paul de Lacroix, naquit le 25 septembre 1826, à Chardon, commune de Gensac, canton de Segonzac, de Pierre Lacroix et de Jeanne Couillaud.

Il manifesta de bonne heure un goût très prononcé pour les études d'histoire locale et fit partie du groupe de jeunes gens qui fonda en 1857 l'*Almanach de Cognac*.

Il avait débuté en 1852 par des *Impressions de voyage en Italie*, publiées en feuilleton. Pendant plus d'un demi-siècle il

n'a cessé d'écrire dans les journaux et les bulletins des Sociétés savantes de notre circonscription. Compulsant avec passion les minutes des notaires, les registres paroissiaux, les archives publiques et privées, hôte assidu des bibliothèques de Paris et de la province, étudiant les hommes et les choses des deux Charentes, il s'est attaché à faire revivre le passé sous une forme souvent attrayante.

Ses recherches généalogiques sur nos familles aristocratiques et municipales sont appelées à rendre de grands services aux érudits qui lui succéderont dans la transcription de nos annales. Il lui est arrivé plus d'une fois de faire connaître aux représentants de nos plus vieilles maisons nobles et bourgeoises des parents et des alliés dont ils n'avaient pas soupçonné l'existence.

Nommé, en 1885, conservateur de la bibliothèque de Cognac, en remplacement de notre collègue, M. Jules Pellisson, appelé aux fonctions de juge au tribunal de Bergerac, il termina le classement de la riche collection de livres et de manuscrits légués à sa ville natale par Emile Albert et présida à son installation dans le nouveau local du boulevard Denfert-Rochereau. Son affabilité pour les travailleurs n'avait d'égale que son érudition, et il n'y eut qu'une voix pour le féliciter, lorsqu'en 1900 il fut nommé officier d'Académie, récompense bien tardive de cinquante années d'un labeur assidu.

Il laisse une œuvre considérable. Parmi les personnages qu'il a biographiés, on remarque notamment : Octavien de Saint-Gelais, Jacques Favreau, l'abbé de Villiers, Bernard de Javerzac ; parmi les châteaux dont il a fait revivre les possesseurs, citons ceux de Jarnac, Roissac, Montchaude, Taillebourg, Chalais. Sa monographie la plus importante qui parut à Paris en 1876, à la librairie Dumoulin, est intitulée : *Chroniques, faits historiques et traditions de l'Angoumois occidental*.

Il avait donné dernièrement à l'*Ere nouvelle des Charentes* une étude qui fut tirée à part et qui mérite de rester comme un modèle de patientes recherches : *Les anciennes faïenceries de Cognac, Châteauneuf et Gardépée*.

Jusqu'au dernier moment il a tenu la plume : il est mort à Cognac, le 14 décembre dernier, dans sa 80^e année, emporté en quelques jours par une congestion pulmonaire. Ses obsèques ont eu lieu le lendemain, au milieu d'un grand concours d'amis. Au cimetière, M. Briand, maire, s'est fait l'interprète des regrets de la population dans le discours suivant :

Messieurs,

« Avant que cette tombe ne se ferme, la municipalité de Cognac, qui a connu plus particulièrement M. Paul de Lacroix, son bibliothécaire, tient à lui dire un dernier adieu et à rappeler sa longue et utile carrière.

Passionné dès sa jeunesse pour les études historiques, il y a consacré toute sa vie et n'a pas voulu garder pour lui seul le fruit de ses recherches.

Ses publications sont nombreuses et se rapportent presque toutes à l'histoire de l'Angoumois et de la Saintonge, et surtout à la région de Cognac. On peut citer notamment : *La Fronde en Angoumois*, contenant le siège de Cognac, en 1651. — *Saintes et Taillebourg pendant la Fronde*. — *Les Gouverneurs de Cognac*. — *Les Gouverneurs de l'Angoumois*. — *La Chronique de l'Angoumois occidental*. — *La Conférence de Saint-Brice entre Catherine de Médicis et le roi de Navarre, en 1586*. — *Françoise d'Aubigné en Poitou et en Saintonge*, etc., etc.

Toutes ces œuvres, écrites sobrement mais non sans charme, se distinguent surtout par une grande sûreté d'informations.

M. de Lacroix n'avance rien qu'il n'ait vérifié sur documents authentiques. Il avait la probité de l'écrivain.

Il était en outre de ceux qui pensent que si notre histoire générale de la France est aujourd'hui plus complète et mieux comprise, c'est que les annales provinciales et locales sont mieux connues, c'est que certains hommes ont fouillé les archives, les bibliothèques, tous les dépôts d'actes publics ou privés, et que ces recherches ont eu pour résultat de jeter parfois une plus vive lumière sur des faits généraux jusqu'alors mal expliqués.

M. de Lacroix a été l'un de ces chercheurs, et ses œuvres serviront certainement aux historiens de l'avenir.

Il avait du reste des connaissances bibliographiques très variées et se trouvait dès lors tout indiqué pour être placé à la tête de notre bibliothèque publique ; tous ceux qui fréquentent habituellement cet établissement se rappelleront longtemps l'homme aimable qui les accueillait toujours avec une complaisance marquée.

Tel a été M. de Lacroix, et ce fut sans doute la consolation de sa vieillesse de pouvoir se dire : « J'ai été utile à mon pays. »

Adieu, cher et vénéré bibliothécaire : vous êtes de ceux qu'on n'oublie pas, et c'est avec une profonde émotion que vos concitoyens vous accompagnent au champ de repos. »

Nous ajouterons que Paul de Lacroix n'avait reçu que l'instruction primaire et qu'à ce titre il mérite une place d'honneur parmi les ouvriers de la première heure, dont les efforts persévérants ont tant contribué à mettre en faveur les études d'histoire locale, si négligées autrefois.

On pourra consulter pour la liste aussi complète que possible de ses très nombreuses publications, l'*Annuaire historique et littéraire de Cognac* de 1892, imprimé chez Bérauld, à Cognac, page 56, la notice nécrologique de l'*Indicateur de Cognac* du 17 décembre 1905, et celle de l'*Ère nouvelle des Charentes* du même jour.

Parmi ses autres publications, nous signalerons : *Les châteaux de Jarnac, de Roissac, de Bouleville*, in-8°, 1854-1870 ; *Ochricien de Saint-Gelais, Prévost de Sansac, Favereau, l'abbé de Villiers, Bernard de Javerzac*, 1860-1870 ; *La Fronde en Angoumois, les gouverneurs de Cognac, les gouverneurs de l'Angoumois*, 1872 ; *Etudes historiques sur Archiac, Malha, Saint-Mégrin* (articles parus dans l'*Ère nouvelle*, en 1877) ; *Recherches sur Royan, Saujon, Châteauneuf-sur-Charente et Vibrac*, 1883-1888 ; *Les châteaux de Taillebourg et de Chalais*, 1883 ; *Les châteaux aux environs de Cognac* (articles parus dans l'*Ère nouvelle* et analysés dans la *Revue*) ; *Beillant et ses environs* ; *Le château de Montchaude*, etc.

M. Gaston-Louis-Marie de Cathelineau, époux de Jeanne-Marie de Laage de Meux, est décédé le 17 décembre 1905, à Méry-Coubon (Calvados), à l'âge de 53 ans, sans enfants. Il s'était marié le 7 octobre 1884, et était fils de Louis de Cathelineau, décédé, et de Madame, née Beauchef de Servigny.

Il a été inhumé dans le caveau de famille, au château du Bois-Roger, près Caen.

Le 19 décembre 1905, a été enterré à Saintes notre confrère M. le commandant Alphonse Poitou, percepteur à Villeneuve-la-Comtesse, chevalier de la légion d'honneur, ancien capitaine au 6^e de ligne, chef de bataillon au 137^e territorial, décédé à Villeneuve-la-Comtesse.

Le colonel du 6^e, M. Mercier, a prononcé sur sa tombe une allocution reproduite dans le *Progrès*.

Le 19 décembre 1905, ont eu lieu les obsèques civiles de

M. Frédéric Roche, président de la chambre de commerce de Rochefort, chevalier de la légion d'honneur, ancien maire de Rochefort, décédé à Bordeaux, âgé de 67 ans.

Le 20 décembre 1905, est décédé, à Saint-Jean d'Angély, M. Gustave-Adolphe-Clément de Maugras, professeur de l'Université en retraite, âgé de 65 ans.

L'inhumation a eu lieu à Vethouil (Seine-et-Oise), le 23.

Le 5 janvier 1906, est décédé, à Paris, M. Léon Niox, âgé de 48 ans. Il était l'époux de M^{me} Marie-Eugénie Crespin.

Les obsèques ont eu lieu à Brest.

Le 22 janvier 1906, est décédée, au Logis des Quatre-Portes, quai des Roches, à Saintes, M^{me} Ernestine-Mathilde-Marina Raëckelboom, âgée de 66 ans, femme de notre confrère M. Louis Planty, et mère de notre confrère M. Marino Planty, avocat à Cognac.

Le 23 janvier 1906, ont eu lieu, à La Rochelle, les obsèques de M. Bazinet, officier d'administration de 1^{re} classe de la direction d'artillerie à Bourges, décédé à Vichy, et originaire de Gémozac.

(Voir le *Courrier de La Rochelle* du 28 janvier 1906.)

M. Edouard Charruyer, député de La Rochelle, est décédé à Paris, le lundi 22 janvier 1906.

Né à Paris, le 25 avril 1861, M. Charruyer, sorti de l'Ecole centrale avec le diplôme d'ingénieur des arts et manufactures, fut longtemps directeur du gaz à Saint-Martin de Ré. Conseiller général de ce canton, il fut élu, en 1893, député de l'arrondissement de La Rochelle, et constamment réélu depuis cette époque.

Les obsèques ont eu lieu à La Rochelle, le 27 janvier.

M. Ossian Pic, dans l'*Echo rochelais* du 27 janvier 1906, lui consacre une colonne presque tout entière, où il explique son rôle politique.

« M. Edouard Charruyer n'avait pas d'ennemis ; il ne fut jamais possédé de l'esprit jacobin..... Il affirmait ses convictions sans brutalité ; il défendait son mandat sans aigreur ; il avait horreur de la calomnie électorale. Il ne se vengeait pas..... et cet admirable parti-pris valut à notre Aunis un progrès im-

mense, qu'on apprécierait bien davantage encore autour de nous si nos amis avaient eu le malheur de vivre dans telle ou telle autre circonscription du voisinage. L'avènement de M. Charruyer fut la condamnation des tyranicules de village ; les délateurs ne furent pas encouragés et rémunérés..... Les délégués furent sans emploi. »

La famille de M. Charruyer paraît être poitevine et appartenir au canton de Lezay.

La filiation remonte à Jean Charruyer, protestant, décédé en 1655, procureur et notaire de Couhé-Vérac. Puis on trouve Jean Charruyer, sieur de Breuillac, greffier du siège royal de Civray ; Louis Charruyer, sieur de Breuillac, capitaine au régiment de Touraine, marié deux fois, établi à La Rochelle. Son fils, Etienne, armateur, épousa, le 13 juillet 1791, Suzanne Van Hoogwerff, et mourut en 1834 ; il fut beau-père de Jean-Jacques Rasteau, député, et de Jean Lescure de Bellerive, inspecteur général des ponts et chaussées. Sa fille, Adèle, légua le capital qui permit la création du parc Charruyer.

Jacques-Edouard Charruyer, négociant, époux de Julie Penote, est le père du député, Edouard Charruyer, et de M^{me} Ernest Elie, qui habite le château de Lacroix, près Bordeaux.

M. l'abbé Fellmann, curé doyen de Courçon, notre confrère, est décédé le 26 janvier 1906.

Ancien élève de Montlieu, il débuta comme vicaire à Tonnay-Charente, devint curé de Crazannes, de Chérac, et en 1880 curé doyen de Courçon.

Le 3 février 1906, est décédée, à Saintes, M^{me} Berthe-Marie Ramard, épouse de M. Th. Poirault, pharmacien, trésorier de la Commission des Arts, âgée de 58 ans. Elle laisse un fils et deux filles.

Le 20 février 1906, est décédé, à Paris, M. René Eschasse-riaux, ancien député de Jonzac, âgé de 53 ans (né le 11 mai 1850).

Il avait été élu par 11.246 voix en 1876, à l'âge fixé pour l'éligibilité, représentant de l'arrondissement de Jonzac, puis réélu en 1877. Il renonça à la vie politique militante à l'expiration de son mandat.

De son mariage avec M^{lle} Marianne Raoul-Duval (1880, 7 décembre), est née une fille, *Gabrielle*.

MARIAGES

Le mariage de M. Charles de Lorient et de M^{lle} Marguerite Perthuis de La Salle, indiqué dans le dernier numéro avec la date en blanc, est du 26 octobre.

Le mariage Beltrémieux-Chevreau a été béni dans l'église du Sacré-Cœur de La Genette, paroisse Saint-Maurice de La Rochelle, et non en Saône-et-Loire. (Voir le dernier numéro).

Le 8 janvier 1906, dans le temple de La Rochelle, a été béni, par le pasteur Gustave Meyer, de Paris, le mariage de Eugène-Peder-Maurice Mörch, courtier maritime interprète, fils de M. Peder-Normand-Constant Mörch, inspecteur des forêts, chevalier du mérite agricole, et de Fanny-Julia Meyer, avec M^{lle} Hélène-Suzanne Meyer, fille de M. Alfred-Ernest Meyer, courtier maritime interprète, et de M^{me} Marguerite Gaulard.

Les deux nouveaux mariés sont les petits-enfants de M. Louis-Eugène Meyer, vice-président de la chambre de commerce, officier de l'instruction publique, ancien conseiller général, ancien adjoint de la ville de La Rochelle, et de M^{me} Louise-Amélie Vincens.

M^{me} Marie-Anne-Alexandrine Meschinot de Richmond, épouse (1796) de M. Samuel-Rodolphe Meyer, courtier maritime interprète (1766-1848), était la trisaïeule des mariés.

Blason de la famille Meyer : *D'azur à trois épis d'or ligés, feuillés et terrassés du même.* Timbre : *Un heaume de face avec ses lambrequins d'azur et d'or ayant pour cimier un faucheur issant, tête nue, habillé d'azur, tenant le manche de sa faux de sa main dextre, appuyé sur son épaule dextre.*

(Dictionnaire, annuaire et album Flammarion.)

Le 23 janvier 1906, a été célébré, à Saint-Pierre de Saintes, le mariage de M. Fernand Boubal, garde général des eaux et forêts à Langeac, avec M^{lle} Clémence Cantaloube, fille de feu notre confrère M. Cantaloube, capitaine de frégate, et de Madame, née Mathys.

VARIÉTÉS

I

AVENTURE D'UN ÉMIGRÉ SAUVÉ PAR L'INTRÉPIDE INTERVENTION DE SES AMIS

(Extrait d'une lettre du 6 juillet 1797 adressée par M^{me} de Bremond
à son mari, alors émigré à Hambourg).

« Il s'est passé ici une aventure bien faite pour toucher les cœurs sensibles. Un émigré, âgé de 62 ans, homme comme il faut et parfaitement honnête, a été arrêté à trente lieues d'ici, et conduit de brigade en brigade pour être jugé dans son département.

Huit jeunes gens, bien montés et bien armés (qui ne sont pas du pays, je te prie de le croire), le suivaient de loin depuis plusieurs jours : lorsque le bonhomme fut, hier matin, à demi-lieue de notre commune, la petite troupe armée se présente au conducteur, qui étoit un gendarme de notre ville, et lui demande fièrement de lui livrer son prisonnier, s'il ne veut pas faire la triste épreuve de l'infériorité de ses forces. Notre gendarme se rendit sans peine à cet argument irrésistible, et revint, non pas à toute bride, parce qu'on avoit eu la précaution de la couper, ainsi que les sangles de son cheval, mais le plus vite qu'il pût, conter sa piteuse aventure aux inflexibles exécuteurs des lois qui, au désespoir de voir échapper la proie, expédient dans un clin d'œil toute la gendarmerie pour la ressaisir, demie satisfaction pour ceux qui ne cherchent que des victimes. Cet émigré, ce grand coupable, étoit sauvé, mais quatre de ses libérateurs qui faisoient l'arrière-garde, ont été pris et amenés dans la prison. Voilà bien une consolation pour les cœurs jacobins. Mais ce n'est pas assez : l'émigré est toujours le morceau le plus friand à dévorer, et il leur échappe ! On dit que parmi les quatre jeunes gens pris se trouve un fils du bonhomme qu'ils ont sauvé. Si cela est vrai, son cas devrait être trouvé bien gracieux, d'autant qu'ils n'ont fait aucune résistance et qu'il n'y a eu aucune effusion de sang. Du reste, je te tiendrai au courant de la suite de cette intéressante affaire..... »

Nous avons sur ce petit événement une autre relation. Elle est extraite d'une lettre adressée de Bordeaux, le 3 thermidor an V

(27 juillet 1797), par M. Pierre de La Taste à son beau-frère, le comte Pierre de Bremond d'Ars.

M. de Bremond d'Ars, séparé de sa famille depuis plusieurs années, était résolu de tout braver pour revenir en France, projet téméraire que ses amis blâmaient, entre autres son beau-frère, M. de La Taste, frère de sa femme.

« Je voudrais bien que vous eussiez la patience d'attendre le résultat des démarches de vos amis avant de mettre à exécution le plan que vous vous êtes tracé, et qui fait frémir tous ceux qui vous sont attachés, malgré toute la joie et le plaisir qu'ils auroient de vous revoir. Je crois que les choses ne sont pas encore assez consolidées pour de pareilles tentatives (1). Il est vrai que vous ne seriez pas le seul qui l'eût fait. Mais ce n'est pas une raison d'imiter l'extrême imprudence de quelques-uns. Nous avons sous les yeux un exemple très récent qui fait frémir, et qui, cependant, a fort bien tourné.

Un émigré de Rennes, nommé *La Tremblais*, a été arrêté à Bordeaux, conduit à Saintes pour être de là conduit de brigade en brigade dans son département, où sans doute, et sur sa seule identité, il eut été mis à mort.

Six jeunes gens de Bordeaux, très déterminés, après avoir été instruits du départ de ce malheureux de la ville de Saintes, forment le projet d'aller l'enlever le jour de son départ; chose qu'ils firent. Ils partent de Bordeaux, arrivent à Saintes, trouvent le moyen de communiquer avec leur malheureux ami et lui assurent qu'ils veulent le sauver. En conséquence, ils vont devant la voiture, à deux lieues de la ville, se cachent dans un bois sur le bord de la route, et lorsque la voiture est devant eux, couchent en joue le gendarme et sauvent le pauvre émigré.

Aussitôt, la gendarmerie est sur pied pour aller à la poursuite du malheureux émigré et de ses valeureux libérateurs, lesquels sont pris au nombre de quatre, et les deux autres se sauvent avec l'émigré, qui n'a pas pu être découvert depuis. Ces quatre jeunes gens sont conduits en prison pour leur procès être fait. Les honnêtes gens, qui sont en très grand nombre, se sont intéressés à eux, et, en conséquence, ont employé tous les moyens pour les faire acquitter : ce qui n'a pas été difficile par le bon choix que fit le directeur du jury des jurés d'accusation, qui déclarèrent qu'il n'y avoit pas lieu à accusation : et, de suite,

(1) La peine de mort contre tout émigré rentrant en France était encore appliquée.

les estimables, braves et intrépides jeunes gens furent mis en liberté, à la grande satisfaction des honnêtes gens qui allèrent en foule leur témoigner leur joie par des accolades les plus tendres, et les accompagnèrent en pompe à deux lieues de la ville.

Cet événement a fait un grand bien à notre ville, en ravivant l'esprit public, et a réveillé l'énergie des braves gens qui en avoient grandement besoin : de manière qu'ils sont maintenant très prononcés pour comprimer les coquins de jacobins qui n'offrent qu'un nombre de cinquante au plus.

Paris ne paroît pas encore très tranquille : je crains bien qu'il y ait du bruit sous peu, tout l'annonce. Le dernier serment à exiger de ceux qui exerceront le culte cause une grande fermentation des esprits, joint à cela le changement des ministres, etc. (1)»

II

RELATION DU PASSAGE DE NAPOLÉON I^{er} A SAINTES (2).

(Communication de M. le comte de Croze-Lemercier).

Saintes, le 9 aoust 1808.

Au sénateur Lemercier, commandant de la légion d'honneur, comte de l'Empire.

Monsieur le comte,

Immédiatement après le départ de leur Majesté impériale et royale, ayant concouru, autant qu'il m'était possible, aux fêtes qui leur avaient été préparées ; ayant été présent à leur arrivée, aux démarches faites dans leur palais, durant le court espace qu'elles y ont demeurées, enfin les ayant suivies jusques hors de la ville ; quelques personnes qui connaissent la manière forte et solide avec laquelle j'exprime ma pensée et surtout le respectueux sentiment que je porte à leur Majesté impériale et royale, m'ont engagé à rédiger un précis de ce qui s'était passé et à l'envoyer aux rédacteurs des journaux à Paris. Pour me bien pénétrer de mon sujet j'ai recueilli tous les faits dont j'avais été le témoin, ainsi que ceux qui m'ont été rapportés par des personnes dignes de confiance.

(1) Extrait de l'ouvrage sous presse *Dix ans d'exil*, dont nous avons parlé dans la *Revue*, XXV, p. 436.

(2) Voir dans *Bulletin*, t. XXI, p. 54, la relation de cet événement, par Pierre de Bremond d'Ars.

Lorsqu'il s'agit de rapporter des événements qui peuvent parvenir jusqu'aux pieds du trône et qui, par leurs essences, le touchent de si près, la vérité, tout en étant la vérité, par la fiction doit être embellie.

J'ai donc broché, aussi vite qu'on l'exigeait, le récit que vous trouverez joint à cette lettre.

Soit que j'aie assez bien rempli la véritable intention de ceux qui m'en avaient chargé, ou soit que la grandeur de mon sujet les ait séduit au point de me juger d'une manière trop favorable, je n'ai pas eu plutôt fait la lecture de ce détail qu'on m'a demandé si je ne pourrais pas trouver quelques moyens de faire mettre cette description sous les yeux de Sa Majesté l'empereur, ou, au moins, sous ceux de l'impératrice.

Au moment où je m'occupais de la rédaction de deux lettres, l'une au prince de Neuchâtel, l'autre au général Bertrand, aide-de-camp de Sa Majesté, avec lequel j'ai conféré pendant le court séjour qu'il a fait dans cette ville, j'ai pensé qu'aucun autre qu'un des sénateurs du département ne devait être chargé d'une semblable démarche. C'est donc à vous, MONSIEUR LE COMTE, que j'ai cru devoir l'adresser ; mais en y réfléchissant sérieusement, je n'ose vous demander d'en faire l'usage qu'on se propose avant d'en avoir référé à votre prudence. Quelques circonstances que je crois nécessaire de vous faire connaître vous mettront à même de juger si ce qu'on veut est prudent et possible.

Leur Majesté impériale et royale qui ne devaient demeurer qu'un jour à Bordeaux y sont resté cinq jours à jouir des fêtes brillantes qui leur avaient été préparées ; elles devaient en rester deux à Saintes et n'y ont passé que trois heures. Arrivant au grand jour et en repartant avant la nuit, tout ce qui avaient été préparés c'est trouvé perdu. Jugez des regrets de ceux qui avaient passés les jours et les nuits à s'occuper de cette fête.

La préférence accordée au département de la Gironde, dans lequel leur Majesté impériale et royale avaient déjà passés dix jours, n'a pas peu contribué à augmenter la jalousie qu'une telle faveur avait fait naître. Chacun s'est dit : « Le faste de Bordeaux a séduit l'empereur, mais si sa Majesté eût demandé à ses ministres lequel des départements de l'Empire avait le plus de droits à sa bienveillance, celui des finances aurait répondu : le département qui, depuis dix ans, paye le plus exactement ces contributions ; ceux de la guerre et de la marine auraient dit : celui qui a fourni le plus exactement son contingent aux classes, à la

levée, à la conscription ; celui de la guerre aurait peut-être ajouté encore : ainsi que les Xantons (les Saintongeais) grossissaient autrefois les armées de César, les Xantons grossissent encore aujourd'hui les armées de celui qui l'a fait oublier. Enfin le ministre de l'intérieur interrogé à son tour, aurait répondu : le département dans lequel l'esprit public est le meilleur et celui qui porte le plus sincère attachement à votre personne. »

SÉNATEUR ! Je ne suis point payé pour aimer votre département, dans lequel depuis quatre années j'éprouve toute espèce de vexation, d'injustice et d'outrage, mais vous reconnaîtrez en moi l'apôtre de la vérité, et je ne balancerai pas un moment à vous garantir que, sous ces trois rapports, aucun département de la France ne peut lui disputer la priorité.

Vous ne pouvez pas vous imaginer, MONSIEUR LE COMTE, avec combien de zèle ces mêmes habitants viennent encore d'obéir aux réquisitions de voitures pour le transport des troupes. Eh ! dans quel temps ? dans celui où ils étaient en pleine récolte de leur foin, de leur blé et où un seul orage pouvait leur enlever toutes leurs espérances.

Des citoyens qu'on sait être très malheureux ont donné une partie de leurs subsistances pour le rafraîchissement des troupes ; un grand nombre d'entre eux se sont privés du nécessaire pour soulager des malheureux que huit à dix jours de route, de chaleur et d'insomnie avaient réduit à la situation la plus déplorable.

Vous savez, MONSIEUR LE COMTE, combien la ville de Saintes est pauvre. Faute d'autres moyens, il a fallu prendre sur les fonds qui subviennent aux dépenses de l'hôpital, et ceux-là qui ont vu dépenser leur seul moyen d'existence avec des larmes de joie, quand ils ont vu l'emploi qu'on en voulait faire, ceux-là qui se sont arrachés mourants de leurs lits pour aller contempler l'ange consolateur qui devait adoucir leur misère, n'ont pas même obtenu un seul regard de pitié. Sa vue aurait produit sur eux le même effet du serpent d'éraîn des Israélites, mais ils ne l'ont pu voir.....

Un grand nombre de pétitions avaient été préparées, l'impossibilité de les remettre à leur Majesté a déterminé ceux qui les avaient faites à prier les personnes de sa suite de vouloir bien s'en charger. Après leur départ, on en a trouvé la plus grande partie déchiré et jeté dans les entichambres ; ceux qui les ont reçû et qui paraissaient même s'intéresser aux personnes qui les

leur remettaient n'ont pas même eut la délicatesse de les soustraire ; puisqu'elles ne voulaient pas les présenter, elles leur auraient au moins laissé quelque espérance.

Voilà, sénateur, les divers détails dont j'ai cru devoir vous instruire, voilà les véritables motifs des larmes qui coulent encore et que vous pouvez essuyer. Il ne s'agirait que d'une seule démarche auprès de l'empereur ou seulement auprès de l'impératrice pour consoler vos concitoyens de l'insouciance, j'ose même dire du mépris qu'ils craignent d'avoir inspiré.

Jadis, Esther, en faveur des Hébreux, osa se présenter devant Assuérus : demander, obtenir leur grâce, fut pour elle l'affaire d'un jour. Implorez des bontés de l'impératrice de mettre aux pieds d'un souverain, bien plus puissant encore que ce monarque d'Asie, tous les regrets de vos concitoyens. Qu'il dise à leur égard un seul mot favorable et ces regrets sont oubliés.

Examinez et pesez dans votre sagesse, MONSIEUR LE COMTE, les raisons et les faits que j'ai cru devoir vous exposer, veuillez encore avoir la bonté de lire le récit que j'ai l'honneur de vous transmettre, peut-être jugerez-vous qu'il est de nature à être mis sous les yeux du ministre de l'intérieur. Quelque soient vos déterminations, auxquels en ce moment je me réfère, je ne vous demande d'autre faveur que de me savoir gré de mon zèle.

Je suis avec respect,

Monsieur le Comte,

Votre très humble
et très obéissant serviteur.

B. DE LAVAL,
Ingénieur de la marine.

.
.

DÉTAIL DU PASSAGE DE LEURS MAJESTÉS IMPÉRIALES ET ROYALES
DANS LA VILLE DE SAINTES, LE 4 AOUT 1808.

Ainsi qu'en 1758, on a vu tous les astronomes occupé du passage de Vénus sur le disque du soleil, et l'un d'eux (l'abbé Chappe) traverser les déserts de la Californie et mourir de fatigue après l'avoir observé, ainsi tous les habitants de la France s'empressent à l'envie sur les routes que parcourent en ce moment ces deux astres brillants dont la salutaire influence se fait si bien sentir dans la portion de l'orbe qu'ils ont déjà décrite.

Tandis que nos contrées admirent le mouvement majestueux et rapide qui tantôt les entraîne, du nord au midi, du midi au

septentrion, Albion inquiète, attentive, voit déjà tous ces ports, ces cités, ces vaisseaux engloutis ou réduits en cendres, et la présence des météores brillants qui planent sur notre émisphère lui cause autant d'effroi que l'apparition de la comète de 1680 (1). Ecartons loin de nous ces idées de terreur qui ne doivent frapper que notre implacable ennemie et revenons à la description d'un événement que la postérité appellera, sans doute, la conjonction de Mars et de Vénus (2).

Déjà depuis cinq jours l'arrivée de leur Majesté impériale et royale était annoncée aux habitants du département de la Charente-Inférieure ; de tous côtés, ils étaient accourus et passaient même les nuits à les attendre sur la route.

En quarante heures, un arc de triomphe avait été élevé. Sur le frontispice on lisait :

A NAPOLEON LE GRAND
SAINTES RECONNAISSANTE

Sur les deux portes latérales du côté de l'orient, on avait mis :

SES LOIS A L'UNIVERS ASSURENT LE BONHEUR,
PÈRE DE SES SUJETS, IL EN EST ADORÉ.

Du côté du couchant et sur les mêmes portes, on lisait :

PAR SA VALEUR IL AFFERMIT LE TRÔNE,
PAR SA PUISSANCE IL GARANTIT LA PAIX.

Enfin, pour former le point de perspective de ce même portique, deux projets avaient été proposés : le premier consistait en une croix d'honneur suspendue et illuminée ; le deuxième, en un obélisque surmonté par l'image du soleil, dans laquelle on aurait placé une tête de l'empereur avec cette inscription :

TANDIS QUE LE SOLEIL, EN PARCOURANT LA TERRE,
Y PORTE LA LUMIÈRE ET LA FÉCONDITÉ, NAPOLEON
LA COUVRE DE CES BIENFAITS ET DE SA GLOIRE.

(1) Lors de l'apparition de cette comète, les astronomes anglais parurent les plus effrayés de l'Europe, l'un d'eux (Witton) calcula que d'après sa direction, si elle fut arrivée au mois de mars, au lieu d'arriver en décembre, elle aurait soulevé les eaux de l'Océan à 200 pieds anglais au-dessus des Cordelières, ce qui surpasse, comme on voit, les quinze coudées du déluge.

(2) Conjonction : situation de deux planètes qui parcourent une portion du ciel à côté l'une de l'autre ou qui sont à la même latitude. Cet état est celui qui précède ou qui suit l'éclipse.

L'auteur de ce dernier projet, en en remettant l'esquisse à l'un des aides-de-camp de sa Majesté l'empereur, avait ajouté au bas :

« Le mérite d'un sacrifice ne peut s'apprécier qu'en raison des mérites de celui qui présente l'offrande. Philémon et Baucis ne purent offrir aux dieux qui vinrent visiter leur modeste réduit que des fruits secs, avec du pain cuit sous la cendre. O toi, qui surpasse en puissance et en grandeur tous ces dieux mensongers dont nous parle la fable, daigne agréer l'hommage d'un descendant de Bayard et permet qu'il consacre ce simple monument à ta gloire. »

Enfin, après cinq jours d'attente et d'inquiétude, tandis qu'à l'orient le char du Soleil venait de se lever, celui du grand Napoléon apparut. Déjà depuis deux heures sa venue était annoncée, déjà tous les clochers, les monuments publics, la route, la ville et l'arc de triomphe étaient illuminés. Ces feux récemment allumés offraient le même éclat, la même scintillation que la lumière qui nous vient des étoiles et formaient avec l'aube du jour le spectacle le plus imposant et le plus magnifique.

Dix-huit à vingt mille âmes jonchaient la route que leur Majesté devaient parcourir et remplissaient l'air de leurs cris. Le son des cloches, le bruit des armes, des canons, des tambours, celui des fanfares dont la ville éclatait sur tous les points, embellissaient encore cette fête magique.

C'est au milieu du torrent des bénédictions publiques que l'empereur et l'impératrice à leur palais sont arrivés. Leur Majesté qui, dès longtemps, sont accoutumés à ces justes hommages, y parurent néanmoins très sensible et donnèrent aux autorités qui s'étaient réunies pour les recevoir les témoignages les plus flatteurs de leur satisfaction, mais, au moment où tous les citoyens se livraient à l'allégresse et s'attendaient à contempler à loisir le chef suprême de l'État, l'ordre de son prochain départ (pour Rochefort) a jeté la consternation dans tous les esprits.

Les gardes nationales et départementales, les gardes d'honneur à pied, à cheval, qui s'étaient organisées pour veiller à la conservation de leur auguste personne, espéraient être passées en revue. Là, tous les citoyens auraient put contempler leur monarque, suivis de sa maison, de sa garde, et tel qu'on l'a vu au milieu de ces camps, environné de sa gloire. Des raisons d'intérêt public que les habitants de Saintes ne se permettent pas d'approfondir ont déterminé leur Majesté à quitter Saintes,

après y avoir demeuré environ trois heures et à se dérober à l'empressement que leurs avait témoigné cette modique portion de leurs immenses Etats.

Autant la joie avait été vive, autant la tristesse devint profonde. Les cris de : *Vive l'empereur, vive l'impératrice*, qui s'étaient élevés jusqu'au ciel, partaient encore avec éclat, mais il se terminaient avec un son lugubre et qui peignait la consternation publique.

Entraîné par le sentiment de ces mêmes regrets, aussitôt que les voitures sortirent de la ville, les habitants coururent en foule vers l'arc de triomphe, forcèrent la garde qui l'environnait et semblaient faire un dernier effort pour retenir le héros qui leur échappait.

Pour bien rendre l'effet de cette scène touchante, nous ne croyons pouvoir mieux faire que de rapporter celle du quatrième acte de *Castor*, dans laquelle ce fils de Jupiter, au moment de son arrivé dans ses Etats, annonce à ses sujets qu'il retourne aux enfers pour y délivrer Pollux, son frère. Au même instant, il est environné par son peuple qui lui récite le beau cœur qu'il faut avoir entendu pour en connaître l'effet et qui commence par ces paroles :

Pourquoi vous dérober à des transports si doux ?

Identité de lieu et de circonstance, même situation sous un portique environné de festons et de guirlandes, même plaisir à son aspect, même regret à son départ.

Pour terminer ce récit dont le début nous inspirait un si grand intérêt, mais dont la fin si sensiblement nous affecte, nous dirons que si, dans ce moment, le grand Napoléon pouvait (sans être vu) planer sur la ville de Saintes, il jugerait de tout l'attachement qu'on lui porte, bien moins par la satisfaction qu'on lui a témoignée que par tous les regrets que son absence y cause.

B. DE LAVAL.

III

QUATRE MARIAGES SAINTAIS DOTÉS PAR L'ÉTAT EN 1810

Les documents que nous offrons à la *Revue* répondent à l'invitation par laquelle l'auteur de *Six mille mariages en un jour* terminait son article, en 1901 (*Revue*, XXI, p. 180), sur la dotation accordée à six mille militaires en retraite par Napoléon I^{er}, à l'occasion de son mariage avec Marie-Louise d'Autriche.

« Cherchons, disait-il, dans les registres d'autres actes semblables. »

Nous avons cherché et nous avons trouvé les actes suivants.

Un mot cependant pour rappeler les conditions imposées aux candidats à la libéralité impériale.

Le deux avril 1810, Napoléon I^{er}, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération Suisse, comme il s'intitulait pompeusement, faisait bénir par son oncle, le cardinal Fesch, dans le grand salon du Louvre, où avait été préparée une chapelle éblouissante d'or et de lumières, le mariage, qu'il avait contracté la veille, devant l'officier de l'état civil de la petite ville de Saint-Cloud, avec l'archiduchesse d'Autriche, Marie-Louise, la descendante des altières maisons de Habsbourg et de Lorraine.

Heureux et fier de son alliance avec la fille des Césars, celui qui, selon la forte expression d'un historien, « malgré le manteau de Charlemagne, dont il couvrait sa casaque de plébéien, fut toujours la Révolution incarnée et le jacobinisme assis sur le trône (1) », voulut marquer son union avec la nièce de Marie-Antoinette par des actes de bienveillance et d'indulgence.

Un décret de l'Empereur et Roi, en date au palais de Compiègne du 25 mars 1810, contresigné par le ministre secrétaire d'Etat, H.-B. Maret, duc de Bassano (2), ordonna la mise en liberté des individus condamnés correctionnellement et qui n'étaient plus détenus que pour le paiement des amendes et des frais ; la décharge de la contrainte par corps des débiteurs de l'Etat ; l'amnistie à tous sous-officiers et soldats déserteurs des troupes de terre et de mer, et constitua, en outre, des dots à des filles à marier sous les conditions spécifiées au titre IV, ainsi conçu :

« Six mille militaires en retraite, ayant fait au moins une campagne, seront mariés le 22 avril prochain avec des filles de leur commune, auxquelles il sera accordé une dot de 1.200 fr. pour Paris et 600 francs dans le reste de l'Empire, savoir :

« 60 dans la ville de Paris ;

« 10 dans chacune des villes, dont l'état (A) est annexé au présent décret ;

(1) Théophile Lavallée, *Hist. des Français*, t. IV, p. 375, Paris, Charpentier (1865).

(2) *Bulletin des lois*, 1^{er} semestre 1810, n° 277.

« 5 dans chacune des villes, dont l'état (B) est annexé au présent décret (1);

« 2 dans chacune des villes, dont l'état (C) est annexé au présent décret (2);

« 1 dans chacune des justices de paix de l'Empire.

« Les militaires et les filles à marier seront choisis de la manière suivante, savoir :

« Pour la ville de Paris, par délibération du conseil général, faisant fonction de corps municipal, approuvée par le préfet ;

« Pour les villes, chefs-lieux de département, par délibération du conseil municipal, également approuvée par le préfet ;

« Pour les villes, qui ne sont pas chefs-lieux de département, par une délibération du conseil municipal, approuvée par le sous-préfet ;

« Pour les justices de paix, par une commission, composée de deux maires et de deux curés, désignés par le sous-préfet, et du juge de paix, qui présidera la commission et la réunira dans son domicile. »

Les personnes sur lesquelles se portèrent les choix des commissions, réunies en exécution du décret du 25 mars 1810, furent :

Pour la ville de Saintes :

1^o Barthélemy Trébuchet, ex-tambour de la 4^e compagnie du 1^{er} bataillon du 45^e régiment de ligne, en retraite, âgé de 29 ans, né à Saintes, le 11 germinal 1781, domicilié audit lieu, fils légitime de feu Guillaume Trébuchet, cordier, décédé à Saintes, le 3 thermidor an XII de la République, et de Marianne Mauraud, demeurant en la même ville : — et Marie-Anne Tonnais (3), âgée de 34 ans, née le 22 octobre 1775, fille majeure et légitime de feu François Tonnais, décédé à Saintes, le 2 avril 1781, et de feue Marie Mallard, aussi décédée à Saintes, le 8 septembre 1791 ;

2^o Pierre Hervaud, ex-voltigeur du 4^e bataillon du 57^e régiment de ligne, en retraite, âgé de 32 ans, né le 15 septembre 1777, paroisse Saint-Vivien de Saintes, fils de feu Elie Hervaud, décédé à Saintes, le 24 fructidor an IX de la République, et de feue Catherine Gabet, décédée à Saintes, le 9 septembre 1786 ; — et Catherine Vallet, âgée de 26 ans, née au Geay, arrondissement

(1) Les villes de La Rochelle et Rochefort étaient comprises dans l'état B.

(2) Saintes, Saint-Jean d'Angély, Marennes, Pons, Marans, Saint-Martin (Ile de Ré) figuraient dans l'état C.

(3) Son nom est écrit Thaunay dans son contrat de mariage ; elle a signé : Marie Thaunay.

de Saintes, le 16 janvier 1784, domiciliée à Saintes, fille des époux Blaize Vallet, cultivateur, et Marie Testaud, demeurant à Saintes.

Pour le canton sud de Saintes :

Jean Négrier, chasseur du 14^e régiment d'infanterie, 1^{re} compagnie, 3^e bataillon, en retraite, âgé de 37 ans, né le 29 mars 1773, à Saintes, paroisse Saint-Vivien, domicilié à Saint-Georges-des-Coteaux, fils de feu Michel Négrier, décédé à Saintes, le 8 pluviôse an II de la République française, et de feu Marie Guichard, son épouse, décédée à Saintes, le 1^{er} brumaire an VIII de la République ; — et Marie-Catherine Vallet, âgée de 28 ans, née à Saintes, le 3 avril 1782, paroisse Saint-Vivien, domiciliée à Saintes, fille majeure et légitime de Blaize Vallet et Marie Testaud, susnommés.

Pour le canton nord de Saintes :

Jean Tauraux, ancien chasseur à cheval, en retraite, âgé de 39 ans, né à Chaniers, le 13 septembre 1770, domicilié dans cette commune, fils de Jacques Tauraux et de défunte Anne Chassériaud, son épouse ; — et Michelle Labbé, âgée de 29 ans, née aussi à Chaniers, le 1^{er} novembre 1780, domiciliée au même lieu, fille majeure et légitime de vivants Pierre Labbé et Marie Garnier.

La délibération du conseil municipal de Saintes désignant les militaires et les filles à marier n'existe plus ; elle a péri dans l'incendie du 11 novembre 1871, qui a causé la destruction des Archives et de la Bibliothèque de cette ville.

Nous avons compulsé les minutes de la justice de paix du canton Sud sans pouvoir y découvrir le procès-verbal constatant les choix faits pour ce canton, mais nous avons eu la bonne fortune de retrouver dans les archives du greffe de la justice de paix du canton Nord, aimablement mises à notre disposition par notre collègue M. Thublier, le procès-verbal dressé à cette occasion par le juge de paix de ce canton et que nous croyons devoir transcrire à titre de curiosité historique :

« Aujourd'hui, douze avril 1810, la commission, nommée par M. le préfet de ce département, suivant sa lettre du cinq de ce mois, composée de MM. les maires de Chaniers et de La Chapelle (des Pots), et de MM. les desservants de Saint-Pallais (de Saintes) et Le Douhet, présidée par Monsieur le juge de paix du canton de Saintes, arrondissement du Nord (1), étant réunie dans

(1) Brejon (Mathieu-Gabriel), né le 21 octobre 1753, avocat au Parlement

son domicile conformément à l'invitation qu'il leur en a faite par sa lettre du sept aussi de ce mois, après avoir pris lecture du décret impérial du 25 mars dernier, portant diverses dispositions de munificence, ordonnées par Sa Majesté à l'occasion de son prochain mariage et particulièrement du titre IV du susdit décret qui ordonne que six mille militaires seront mariés le 22 de ce mois avec des filles de leur commune et que, dans chaque justice de paix de l'Empire, il sera célébré un mariage.

« Ayant considéré qu'il importe de répondre aux vues bienfaisantes de Sa Majesté en faisant un choix qui réponde à son attente.

« Vu à cet effet le tableau des militaires et des filles qui se sont fait inscrire et qui sont :

« Jean Tauraux, du village des Charpentiers, commune de Chaniers, âgé de 38 ans, lequel a servi dans le 15^e régiment de chasseurs à cheval pendant seize ans, a fait dix campagnes, et dont la solde de retraite est de 200 francs, et sa prétendue, Michelle Labbé, fille de Pierre, cultivateur, et de Marie Garnier, âgée de 29 ans, dudit lieu de Chez-Charpentier, susdite commune de Chaniers ;

« François Perthus, fils de Pierre, et de Catherine Guilleau, âgé de 38 ans, lequel a servi dans la 2^e compagnie du 1^{er} bataillon de la 106^e demi-brigade, où il est entré le 23 août 1793, et en est sorti le 22 prairial an VIII, a fait huit campagnes, et s'est retiré pour cause de blessures avec cent francs de pension, et dont la prétendue est Marie Guilleau, fille de Jean, cultivateur,

et au siège présidial de Saintes, ex-greffier de la juridiction consulaire de cette ville, fut juge suppléant au tribunal criminel du département le 26 vendémiaire an IV (18 octobre 1795), puis juge de paix du canton nord de Saintes de frimaire an IV de la République au mois de juillet 1823, époque où il donna sa démission. Il est mort à Saintes, rue Saint-Maur, le 23 juin 1830, âgé de 76 ans, époux de Anne-Elisabeth Prouteau, dont il eut deux enfants : 1^o Laurent-Germain Brejon, juge au tribunal civil, mort le 13 novembre 1821, à l'âge de 38 ans, époux de Caroline Rondeau ; lequel eut deux filles, dont l'une, Elisabeth-Claire, devint épouse de Antoine-Constantin de Prévost, depuis général de division et sénateur, mort à Paris en 1858 ; 2^o et Mathieu-Elisabeth Brejon, avocat, marié à Madeleine Levesquot, qui lui donna deux fils, dont l'un, M. Pierre-Mathieu-Gabriel-Gustave Brejon, né le 18 novembre 1823, devenu, par son mariage avec Mlle Léontine Gaillard, beau-frère de M. Vacherie, avocat et ancien maire de Saintes, dont l'administration (avril 1849 au 6 septembre 1870) fut si remarquable et si utile à la ville, fut secrétaire du bureau de l'état civil de 1865 au 31 décembre 1899, et, plus qu'octogénaire, habite aujourd'hui rue Saint-Maur, dans la maison paternelle.

et de Marie Onze ans (*sic*), âgée de 23 ans, native de la commune de Bussac, et demeurant avec ses père et mère.

« La commission, examen fait du temps de service de ces deux militaires et de ceux qu'ils ont rendus à l'Etat, a fixé son choix sur ledit Tauraux, en conséquence a arrêté à l'unanimité que ce militaire sera marié le 22 de ce mois avec ladite Michelle Labbé.

« Charge son président d'adresser copie de la présente délibération tant à Monsieur le préfet qu'à Monsieur le maire de cette commune.

« Fait et arrêté à Saintes, les jour, mois et an que dessus.

« BREJON, président ; SARRAZIN, P., maire de Chaniers ;
BREMONT D'ARS, maire de La Chapelle ; MORIN,
desservant de Saint-Pallais ; DENÉCHAUD, desservant du Douhet. »

Les mariages Trébuchet, Hervaud et Négrier furent célébrés à Saintes le 30 avril 1810, sur les dix heures du matin, devant François Fabvre, adjoint, par délégation du maire officier de l'état civil de la commune. Les témoins furent : MM. Jean-Baptiste-Edme Cossard, inspecteur des droits réunis ; Louis-Xavier Dangibeaud, conseiller municipal ; Ambroise Redon, administrateur de la marine, et Etienne Apert, président du tribunal de commerce, demeurant tous à Saintes.

Le mariage de Jean Tauraux avec Michelle Labbé eut lieu à Chaniers, le même jour (30 avril), devant Pierre Sarrazin, maire et officier de l'état civil de la commune de Chaniers.

Barthélemy Trébuchet, l'un des militaires mariés, était le trisaïeul de M. Camille Trébuchet, chef actuel du bureau de l'état civil de Saintes, qui nous a gracieusement communiqué le contrat de mariage de son ascendant, reçu par Durivault (1), notaire impérial à Saintes, en la mairie de cette ville, le trente avril 1810, et qui se termine par la clause suivante :

« Article 7. — Dans cet instant est intervenu M. Louis-Charles Poitevin-Moléon, membre du collège électoral de ce département et maire de cette ville, y demeurant, lequel, conformément au décret de Sa Majesté Impériale et Royale du 25 mars dernier, et d'après le choix qui a été fait desdits époux pour profiter des avantages accordés par Sa Majesté, a, tout présentement, constitué en dot à ladite future épouse la somme de six cents francs, qui lui ont été à l'instant payés par M. Laurent Prouteau, phar-

(1) Minutes de M. Julien-Laferrière fils.

macien, et caissier de ladite mairie, laquelle ledit futur époux a pris et serré, en accorde quittance et reconnaît aussi à ladite future épouse, qui déclare, ainsi que lui, être très sensible à cet acte de magnanimité et de bienfaisance de la part de Sa Majesté Impériale et Royale, en conserver éternellement la plus grande reconnaissance, d'en retracer le souvenir à leur postérité, de leur inspirer, par là, l'amour des armes pour la défense de leur patrie et un dévouement absolu à leur souverain. »

Ce contrat, en outre des signatures des parties contractantes le sachant faire, et des notaires (Mouchet et Durivault), porte les signatures des autorités et des fonctionnaires présents : Poitevin-Moléon, maire; Boyer et Fabvre, adjoints; Brejon, juge de paix; Prouteau, caissier municipal; Dangibeaud, Delorme et Démon-tis, commandant et lieutenant de la garde nationale; Garnier, président de la cour (1); Godet, juge au tribunal criminel du département; Dangibeaud, Landreau et Bonneau de Mongaugé fils, juges et juge suppléant au tribunal civil; Rondeau, président du conseil général; Labretonnière, ingénieur en chef; Decrugy, commissaire de police; Lacoste, secrétaire de la mairie.

La célébration des six mille mariages, prescrits par le décret du 25 mars 1810, fut accompagnée dans toute la France de réjouissances publiques, qui prirent le caractère d'une véritable fête nationale. Le *Journal politique et littéraire de Saintes* (2) du

(1) L'ex-conventionnel Jacques Garnier, de Saintes, devenu le chevalier Garnier, alors président du tribunal criminel du département de la Charente-Inférieure depuis 1798; fonction qu'il remplit avec distinction jusqu'en mai 1811, époque où les tribunaux criminels firent place aux cours d'assises.

(2) Cette feuille hebdomadaire, in-8°, qui cessa de paraître en 1811, avait pour rédacteur Lemaitre-Bonniféau, et était publiée, depuis le 1^{er} mars 1810, par Hus et Corinthe, imprimeurs. Jean-Baptiste-François Hus, né à Rennes, paroisse Saint-Germain, le 17 août 1761, fils de Louis Hus, teinturier, et de Marie Guiny, épousa à Saintes, où il était depuis 3 ans, le 16 novembre 1793, Marie Fayard, fille de Benoît Fayard, lieutenant de la gendarmerie nationale. Il fonda une imprimerie dans cette ville vers 1792 (Louis Audiat, *Essai sur l'imprimerie en Saintonge et en Aunis*, Pons, Noël Texier, 1879). D'autre part, M. Louis de Richemond (*Biographie générale de la Charente-Inférieure*, p. 841), fait remonter la création de cette imprimerie au 18 février 1777. Il s'associa pendant plusieurs années avec Jean-Baptiste Corinthe, de son vrai nom Jean Couraing, mort, à Saintes, en 1837, qui exerçait le métier de typographe depuis 1782. D'après les renseignements, qui nous ont été fournis par M. A. Hus, ils eurent leur imprimerie *rue du Collège, vis-à-vis de celle de Saint-Maur*, en face de l'immeuble de M. Pinasseau, an-

jeudi 3 mai 1810, donne en termes lyriques et enthousiastes le compte rendu de la fête célébrée dans cette cité le 30 avril de ladite année. Le voici presque en entier :

« L'aurore colorait à peine les bords de l'horizon que le bruit du canon s'est fait entendre. Tous les citoyens se sont arrachés des bras du sommeil pour se préparer à la fête à laquelle ce jour était consacré. Leur empressement était inexprimable ; la quantité des habitants des campagnes, qui se rendaient de tous les environs pour jouir de cette fête solennelle, était innombrable. Les tambours parcourant les rues pour appeler les corps militaires sous les armes, la joie et l'allégresse répandues sur tous les visages offraient un de ces spectacles difficiles à décrire : il était loin d'égaliser encore l'intérêt que prennent tous les habitants de cette ville à l'union auguste que vient de former Sa Majesté Impériale avec l'archiduchesse Marie-Louise.

« A neuf heures du matin, toutes les autorités civiles et militaires étaient réunies à l'hôtel de la mairie. Les époux, conduits par MM. les maire et adjoints, ont été présentés à toute l'assemblée.

« Les jeunes mariés ont offert des fleurs, liées par des rubans de couleurs différentes, à toutes les personnes qui se trouvaient dans la salle. Les actes ont été dressés en présence de tous les assistants. Le mariage civil terminé, le nombreux cortège s'est mis en marche, précédé d'une musique guerrière ; il s'est rendu à l'hôtel de M. le préfet (1), à qui les époux ont été présentés. Une des mariées lui a offert un superbe bouquet, lié avec un

cien notaire (servant actuellement d'annexe aux cours secondaires de jeunes filles), puis place Saint-Pierre, dans une maison occupée aujourd'hui par la boucherie Clair. Après la dissolution de leur société (vers 1814), ils continuèrent séparément leur industrie. Hus (Jean-Baptiste-François) noté : *Citoyen paisible et de bonnes mœurs*, obtint du gouvernement de la Restauration un brevet d'imprimeur, et eut la clientèle de la sous-préfecture et de la mairie ; il édita un journal : *Affiches-annonces et avis divers de l'arrondissement de Saintes*, qui vécut de 1816 à 1852. Il mourut à Saintes, à l'âge de 67 ans, le 7 janvier 1832, laissant pour son successeur son fils, Martin-Alexandre, décédé le 12 mai 1866, époux de Jeanne Lagorce, qui transmit à ses trois fils, Prosper, Léon et Pierre-Henri-Alexandre, son imprimerie, dont ce dernier est resté seul propriétaire. M. Alexandre Hus continue, sous le nom de *Moniteur de la Saintonge* la publication du *Courrier des Deux-Charentes*, journal bi-hebdomadaire, dont le premier numéro parut le 1^{er} novembre 1862. On voit que les Hus constituent une véritable dynastie d'imprimeurs saintais.

(1) Saintes était alors le siège de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, qui, par décret du 19 mai 1810, a été ensuite transporté à la

ruban blanc, et de suite le cortège s'est de nouveau mis en marche pour se rendre à la cathédrale. La garde départementale était sous les armes dans la cour de la préfecture ; elle s'est réunie aux grenadiers et chasseurs de la garde nationale et au corps de la gendarmerie, pour augmenter, par sa belle tenue, la pompe de cet intéressant spectacle. Il offrait, en effet, le coup d'œil le plus imposant et le plus pittoresque. Toutes les personnes du cortège étaient parées de leurs fleurs et de leurs rubans, et cette noce brillante marchait entre deux haies de soldats.

« L'affluence était si grande que le cortège n'a pu qu'avec peine se faire jour à travers la multitude rassemblée dans cette belle et vaste cathédrale, où la bénédiction nuptiale a été impartie par M. Derup (1). Ce respectable ecclésiastique, quoique malade, n'a pu laisser échapper cette occasion de donner des preuves de son zèle. Il a, dans un discours, plein d'onction, fait sentir aux époux quelle devait être l'étendue de leur reconnaissance et de leur attachement envers le Héros puissant qui les comblait de ses bienfaits. La musique a succédé à ce discours intéressant et n'a cessé de se faire entendre pendant la célébration de la messe. Cette cérémonie religieuse terminée, le cortège s'est transporté au bruit du canon sur la place *Impériale* (2), où

Rochelle à dater du 1^{er} juillet suivant. Le préfet était M. J. E. Richard, chevalier de la Légion d'honneur.

(1) M. Sigisbert *Derup* (comme son nom est écrit dans son acte de décès) ou de *Rupt* né à Heudicourt (Meuse) en 1743, fut sous-principal, puis directeur du collège de Saintes en 1788, après la démission de l'abbé Hardy. Il refusa de prêter serment lors de la promulgation de la constitution civile du clergé, devint curé de la paroisse Saint-Pierre au mois d'août 1807, après le décès de l'abbé Hardy, son ancien chef, et mourut à Saintes, dans son domicile, rue de la *Marine* (aujourd'hui de *l'Évêché*) le 19 janvier 1819, pensionné du Gouvernement. « C'était un prêtre éminent, entouré du respect de tout le monde et de la plus haute considération. » Il eût comme successeur Pierre-Etienne Réveillaud, curé de Saint-Fort sur Gironde (voir Moufflet, Notice sur le Collège de Saintes et M. Paul Drilhon, Notes sur St-Pierre de Saintes de 1804 à 1900, dans le *Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure*, T. XV, p. 427 et suiv.

(2) Ci-devant des Cordeliers. Elle devait ce nom au couvent que les religieux de cet ordre, établis à Saintes depuis 1240, y avaient édifié. Après la Révolution, le cloître des Cordeliers servit d'assemblée aux corporations ouvrières de la ville. Le Palais de Justice, inauguré en 1863, ainsi que la gendarmerie, occupent l'emplacement de l'ancien couvent. La place, dont il vient d'être parlé et qui a encore porté successivement les noms de *Place des Justices* pendant la période révolutionnaire, d'*Impériale* pendant la durée du règne de Napoléon 1^{er} et de Royale sous la Monarchie, existe toujours et est deve-

s'est faite l'inauguration de la nouvelle fontaine, qui vient d'y être érigée. L'eau, qui jaillissait de la bouche de quatre mascacons, sculptés sur la colonne, offrait, ainsi que le grand nombre de dames, placées aux fenêtres, le coup d'œil le plus agréable.

« Le cortège, d'après les ordres de M. le préfet, s'est mis en haie au milieu de cette place, embellie par ses soins, et toutes les troupes ont exécuté plusieurs évolutions militaires, ensuite elles ont défilé par section. Le cortège s'est reformé de nouveau pour conduire ce magistrat respectable dans son hôtel, et les époux à celui de la mairie, où un superbe repas les attendait.

« L'après-midi, les habitants des campagnes et ceux de la ville ont formé plusieurs danses sur la place dite de Blair. Des rafraichissements les y attendaient, et plusieurs ménestriers égayaient leurs danses champêtres par les accords de leurs instruments.....

« Sur les six heures du soir, un ballon d'une grandeur prodigieuse, lancé dans la cour du collège, s'est majestueusement élevé dans les airs, a plané quelques instants sur la cité et s'est ensuite dirigé du côté de l'Océan. Aussitôt la nuit, une illumination brillante a eu lieu dans toutes les rues ; les citoyens semblaient rivaliser entre eux pour célébrer l'heureux événement qui faisait le sujet de la fête. La place où s'étaient formés les danses et les jeux était éclairée par tous les réverbères de la ville suspendus aux arbres dont elle est plantée ; des poteaux étaient placés de distance en distance depuis le commencement du quai Reverseaux jusqu'au bout de celui appelé nouvellement quai Palissy (1). Ces poteaux étaient chacun garnis d'un pot à feu, dont la lumière était reflétée dans la Charente.

« Cette illumination s'est prolongée très avant dans la nuit.....

« Le bal qui a eu lieu dans la salle du Wauxhall (2) a été des plus brillants ; il était composé de plus de quatre cents per-

nue le square actuel, appelé en langage officiel *square des Cordeliers*, et en langage populaire *square du Palais de Justice*, mais la fontaine, qui y jaillissait au milieu, a été supprimée. *Res habent fata sua* (Voir l'ouvrage de MM. Proust et Dangibeaud, *Saintes à la fin du XIX^e siècle*, Saintes, 1900).

(1) Ci-devant quai des Roches.

(2) On donnait le nom de Waux-Hall à une salle de concerts et de réunions, dont le propriétaire était François-Xavier Bourignon, maître de pension à Saintes, rue de la Comédie, frère de François-Marie Bourignon, principal du Collège de cette ville, fondateur et rédacteur d'une feuille hebdomadaire, *Les Affiches de Saintonge et d'Angoumois* qui, après la Révolution, prit le titre de *Journal patriotique et littéraire de Saintes* ; mais François Marie Bourignon est surtout connu par son remarquable ouvrage, intitulé : *Recherches*

sonnes ; les femmes, qui en faisaient au moins la moitié, étaient mises avec la plus parfaite élégance. On a dansé jusqu'au jour. »

Il nous a paru intéressant de retirer de la poussière, qui les recouvrait depuis si longtemps, ces curieuses pages d'histoire locale, qui pourraient encore être d'actualité.

Rajeunissez le style du journaliste, remplacez l'éclairage à l'huile par le gaz ou l'électricité, changez les noms des personnages, la soif des plaisirs, l'amour de la danse et des illuminations, le désir de festoyer, l'exaltation des puissants du jour, n'existent-ils pas aujourd'hui, chez nous, aussi ardemment qu'en 1810 ?

Nil novi sub sole.

EDMOND GUÉRIN.

IV

LE CLERGÉ DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE

PENDANT LA RÉVOLUTION

(Suite).

SAINTE-COLOMBE, cure, paroisse supprimée. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Guillebot*, né le 29 février 1749, était avec *Bonne-rot* prieur commandataire du prieuré de Saint-Nicolas, à Mornac, valant 5.400 l., insermenté, décédé curé de Saint-Martin de Pons, le 15 juin 1815.

topographiques, historiques, militaires et critiques, sur les antiquités Gauloises et Romaines de la Province de Saintonge, (Saintes-Meauce, an IX.)

La salle du Waux-Hall avait été ouverte dans l'ancienne église de l'hôpital Saint-Pierre-ès-liens ou de la Charité, le premier hôpital de Saintes, tout d'abord entretenu par le chapitre de la Cathédrale Saint-Pierre, puis donné par Louis XIV aux frères de la Charité en 1653 (Voir le savant travail de M. Charles Dangibeaud, *Saintes Ancienne*, Bull. Société des Archives du 1^{er} mars 1995). Lors de la vente des biens nationaux, F. Xavier Bourignon avait acquis cet immeuble suivant procès-verbal d'adjudication du district de Saintes du 9 brumaire an 3 (30 octobre 1794). Par acte de Lambert, notaire à Saintes, du 23 septembre 1856 (Min. de M^e Bourcy), Madame Victorine Honorine Bourignon, veuve de Charles Philippe Lainé, demeurant à La Rochelle, fille et héritière de F.-Xav. Bourignon revendit à la ville de Saintes le corps de bâtiments appelé le Waux-Hall, qui en 1874, fut, à cause de son état de vétusté, démoli pour l'élargissement de la rue Eschasseriaux (aujourd'hui de l'Hôtel de Ville) et en outre donna place à une construction nouvelle, destinée aux magasins de la ville, transformés depuis partiellement, en un musée Gallo-Romain.

SAINT-MICHEL, cure. Collateur : le doyen du chapitre.

Titulaire : *Chassériaux-Duchiron* (Henri-Benjamin). Voir : évêché constitutionnel.

SAINT-MAUR, cure, paroisse supprimée. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Bonnerot* (Thomas-Joseph), né à Landrecies (Nord), le 7 janvier 1744, vint à Saintes, en 1768, comme professeur de physique au collège, était avec *Guillebot*, prieur commandataire du prieuré de Mornac (5.400 l.), également titulaire du prieuré de Montendre, insermenté, s'échappa de Saintes, sous l'habit d'un charretier, resta en Saintonge, exerça clandestinement son ministère, décédé vicaire général de La Rochelle, à l'âge de 88 ans, le 1^{er} décembre 1832.

BUSSAC, cure. Collateur : le prieur de Saint-Eutrope ; ancien revenu : 1.800 l.

Titulaire : *Bonniflcrau* (Jean-Baptiste), né le 22 décembre 1754, assermenté, reçut un traitement de 1.200 l., se repentit, décédé curé de Bussac, le 18 décembre 1812.

CHANIERs, vicariat perpétuel. Collateur : le chapitre de Saintes.

Titulaire : *Férier*, congruiste, assermenté, reçut un traitement de 1.800 l., persécuta ses confrères, la misère le porta à retourner à l'Eglise, il trompa ses supérieurs, fut interdit la même année, en 1797.

Serre, vicaire, né le 30 octobre 1760, assermenté.

Deschamps (L.-A.-Pierre), ancien vicaire de Chaniers, né à Saintes, le 14 octobre 1755, apostasia dans les termes les plus impies, fut le fléau des prêtres fidèles, dénoncé par le Directoire du département comme royaliste, en 1798, il fut condamné à la déportation et embarqué sur la *Vaillante*, qui fut prise par les Anglais. Il fut mis en liberté. Curé de Germignac en 1804, il mourut le 6 septembre 1844, on a écrit sur sa tombe : « Il fut bien aimé de tous, son souvenir ne périra pas, et son nom sera répété de race en race. »

FONT-COUVERTE, vicariat perpétuel. Collateur : l'évêque de Saintes.

Titulaire : *Périneau*, congruiste, assermenté, reçut un traitement de 1.200 l., fut intrus de Vénérand.

CHAPELLE-DES-POTS (la), vicariat perpétuel. Collateur : le chapitre de Saintes.

Titulaire : *Leloup-des-Vallées*, congruiste, par résignation de *Fialeix*, retiré à Saintes, à qui il paie une rente de 200 l. D'une

réputation douteuse, il prêta serment, reçut un traitement de 1.200 l., mais, au moment de la déportation, il se joignit à ses confrères envoyés en exil.

Prudent, ex-bernardin, curé intrus à la fin de 1792.

DOUHET (Le), cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 1.850 l.

Titulaire : *Denéchaud* (Augustin-Jean-Baptiste), né le 28 décembre 1837, son traitement fut fixé à 1.525 l., insermenté, resta dans sa paroisse sans être inquiété, décédé curé du Douhet, le 7 décembre 1823.

SAINT-VAIZE, prieuré-cure. Collateur : l'abbé de Celles, diocèse de Poitiers ; ancien revenu : 3.193 l.

Titulaire : *Julien*, chanoine prémontré, assermenté, reçut un traitement de 2.196 l.

Gallonde (Louis-Antoine), assermenté, vicaire, devint curé intrus de Saint-Romain-de-Benet, fut curé d'Antezant après la Révolution.

VÉNÉRAND, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 1.200 l.

Titulaire : *Chaudière* (Georges), insermenté, fut remplacé par *Périneau*, curé de Font-Couverte.

Doyenné de Saint-Eutrope.

SAINT-EUTROPE, cure. Collateur : le prieur de Saint-Eutrope.

Titulaire : *Bonnifleau* (Jean), congruiste, reçut un traitement de 2.400 l., assermenté, fut un zélé défenseur de la constitution civile du clergé. Il était titulaire de la chapelle des Ramades dans l'église Sainte-Colombe.

Martineau (Jean), vicaire, assermenté.

SAINT-VIVIEN, vicariat perpétuel. Collateur : le curé de Saint-Louis de Rochefort comme prieur de Saint-Vivien.

Titulaire : *Doussin* (Eutrope), congruiste, reçut un traitement de 2.400 l., assermenté, abandonna sa paroisse, se maria et se fixa à Tonnay-Boutonne.

Arsonneau (André-Charles-Henri), vicaire, né le 19 janvier 1756, prieur commandataire de Sainte-Radegonde à Ligneul, (revenu, 500 l.), fut traîné à l'hôtel-de-ville de Saintes, pour avoir célébré un mariage. Nommé, après la Révolution, curé de Courant, décédé curé de Rochefort-sur-Mer, le 19 août 1827.

CHERMIGNAC, vicariat perpétuel. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 800 l.

Titulaire : *Lintilhac* (Jean), né le 11 novembre 1751, traitement : 1.200 l.; assermenté, se rétracta, curé de Thenac après la Révolution, décédé curé de Chermignac, le 26 avril 1844.

COLOMBIERS, vicariat perpétuel. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Lavaur*, insermenté, fut remplacé pendant trois mois par *Planier*, ex-cluniste de Saint-Eutrope, vicaire d'Ecoyeux en janvier 1791 ; plus tard intrus de Saint-Léger-en-Pons, et par *Monge*, clerc de Saintes, titulaire de la chapelle d'Elie Monge, à Floirac.

COURCOURY, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 3.026 l.

Titulaire : *Lay* (Guillaume); traitement : 1.200 l.; assermenté, célébra la messe à la suite de l'élection de Robinet à l'évêché de Saintes. Le 30 mars 1791, il achète pour 13.200 l. les biens de la cure, il se rétracta et fit amende honorable en 1797.

ECURAT, cure. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 1.555 l.

Titulaire : *Ardouin*, assermenté ; traitement : 1.200 l.; devint curé des Essards, fut remplacé par *Lafargue-Desfort*, vicaire perpétuel de Trizay, qui abandonna sa paroisse. Le 3 juin 1791, un *Lafargue* dit tantôt curé de Saint-Sornin, tantôt curé de Saint-Symphorien, achète à Marennes pour 1.025 l., les biens de la cure.

SAINT-GEORGES-LES-COTEAUX, cure. Collateur : l'abbé de Saint-Jean d'Angély ; ancien revenu : 1.800 l.

Titulaire : *Grenon* (Pierre), assermenté ; traitement : 1.500 l.

GONDS (les), vicariat perpétuel. Collateur : l'évêque de Saintes.

Titulaire : *Albert*, congruiste, reçut un traitement de 1.200 l. assermenté, ne fut pas inquiété.

JARD (la), vicariat perpétuel. Collateur : l'évêque de Saintes.

Titulaire : *Garlopeau*, congruiste, insermenté, remplacé par *Lacroix*, ancien curé de Saint-Romain-de-Beaumont en 1789. Traitement : 1.200 l.

NIEUL-LES-SAINTEs, cure. Collateur : le prieur de Saint-Eutrope.

Titulaire : *Cussac*, assermenté, fut curé intrus de Pessines.

CLISSE (la), cure. Collateur : l'abbesse de Saintes.

Titulaire : *Vallée* (Jean-Baptiste), congruiste, insermenté, émigra en Espagne, remplacé par *Coudreaux*, en 1792. Un prêtre de

ce nom fut vicaire constitutionnel à Tonnay-Charente, se retira à Saint-Parcoult et se maria.

PRÉGUILLAC, cure. Collateur: l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 3.000 l.

Titulaire : *Vandais* (Jean-René), né le 3 juillet 1740, mort retiré à Saintes, le 4 mars 1827, jura « en ce qui n'était pas contraire au spirituel », regardé comme insermenté, il fut remplacé par *Bigot* (Jean-Baptiste). Ce dernier, né le 14 août 1754, étant curé de Thézac, fut accusé d'avoir conspiré contre la République, il est cité devant le tribunal révolutionnaire de Rochefort, condamné (le 17 nivôse an II) à la déportation jusqu'à la paix. Nommé curé de Neuillac en 1803, il y mourut le 12 mai 1836.

THENAC, vicariat perpétuel. Collateur : l'abbé de Saint-Cyprien de Poitiers ; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Gourgues*, insermenté, remplacé par *Peyre*, auquel succéda *Lemercier*, ex-récollet de Saint-Savinien, qui exerça le ministère à Rochefort pendant les dernières années de la Révolution, et fut nommé curé de Fouras en 1803.

VARZAY, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 2.400 l.

Titulaire : *Carrille* (Henri-Louis-Benjamin), né le 5 février 1761, insermenté, émigra en Espagne, revint dans sa famille à Tonnay-Charente, fut curé des Nouillers en 1802, décédé curé de Tonnay-Boutonne, le 16 décembre 1823.

Mesnier, ex-récollet, curé de Varzay en 1792, assermenté.

PESSINES, prieuré-cure. Collateur : le recteur de Saint-Louis de Rochefort ; ancien revenu : 1.500 l.

Titulaire : *Arnault* (Pierre), né le 14 juillet 1753, de la congrégation de Chancelade, prêta et rétracta deux fois le serment, émigra en Espagne, décédé curé de Grezac, le 26 mars 1813.

Doyenné de Burie.

BURIE, vicariat perpétuel. Collateur : l'abbé de Fontdouce ; ancien revenu : 1.500 l.

Titulaire : *Bac* (Jean-Pierre), par résignation de *Lacout* à qui il paie une rente de 300 l., né le 25 avril 1760, jura, se rétracta, émigra en 1792, son traitement était de 1.500 l., redevint curé de Burie après la Révolution, y mourut le 15 juillet 1826.

Vincent, desservant de Burie au 1^{er} janvier 1793. Un prêtre de ce nom, (Jean-Jacob), né le 25 décembre 1756, ancien titulaire

de la chapelle Saint-Martin à Vervant, mourut desservant du Breuil-Magné, le 14 mars 1813.

SAINT-BRIS-DES-BOIS, cure. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 900 l.

Titulaire : *Roquefort* (Autoine), né en 1736, assermenté ; le 30 mars 1791, il rachète les biens de la cure ; traitement : 1.200 l. ; décédé curé de Saint-Bris-des-Bois en 1814.

SAINT-CÉZAIRE, cure. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 991 l.

Titulaire : *Guérin* (Jacques), né le 15 octobre 1763, assermenté ; traitement : 1.200 l. ; se rétracta, émigra en Espagne, décédé aumônier de la Providence de Saintes, en février 1830.

CHÉRAc, vicariat perpétuel. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 1.333 l.

Titulaire : *de Laroche* (Charles-Pierre), assermenté ; traitement : 1.200 l., né à Chérac, défendit le schisme par ses écrits, fut déporté à l'île de Ré le 19 octobre 1798, et mourut à Saint-Martin de Ré, le 22 février 1799.

Barret, vicaire, insermenté.

DOMPIERRE, cure. Collateur : l'abbé de Saint-Jean d'Angély ; ancien revenu : 2.856 l.

Titulaire : *Péronneau* (Jean-Jacques), né à Saintes, le 29 octobre 1742, insermenté, émigra en Espagne, fut nommé curé de Juicq en 1801, il y mourut en 1812. Son frère, *Péronneau* (Henri-Etienne), curé de Rioux-Martin, émigra avec lui.

Deschamps (L.-A.-Pierre), ancien vicaire de Chaniers, le remplaça à Dompierre avec un traitement de 1.200 l. (Voir Chaniers).

ECOVEUX, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 3.080 l.

Titulaire : *Viculle*, assermenté ; traitement, 2.140 l. ; était titulaire du prieuré de Chanteloube et de celui de Saint-James de l'île d'Oléron valant 1.000 l. et qu'il afferma 650 l.

Planier, ex-cluniste de Saint-Eutrope, assermenté, vicaire au 24 janvier 1791, fut intrus de Saint-Léger-en-Pons.

MIGRON, cure. Collateur : le chapitre de Saintes.

Titulaire : *Joubert* (B.-J.-B.), congruiste, insermenté, émigra en Espagne à Placentia. *Genet*, ordonné prêtre par Robinet le 13 juin 1791 et de *Loménil*, sont dits vicaires de Migron.

SEURE (LE).

Titulaire : *Duc* ; ancien revenu : 2.433 l. ; chanceladai, asser-

menté, reçut un traitement de 1.846 L., posa sa candidature à l'évêché de Saintes, renonça à la prêtrise et fut commissaire de la commune.

SAINT-SAUVANT, vicariat perpétuel. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 1.500 L.

Titulaire : *Guillemoteau*, assermenté, mourut dans sa paroisse. *Berny*, vicaire au 24 janvier 1791, assermenté.

VILLARS-LES-BOIS, prieuré-cure. Collateur : le curé de Saint-Louis de Rochefort ; ancien revenu : 1.800 L.

Titulaire : *Duc* (Etienne), insermenté ; traitement : 1.200 L. ; la cure fut proposée à *Hirvoix*, assermenté, avec cette note « on n'est pas sûr qu'il accepte cette cure ».

Doyenné de Cozes.

COZES, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne ; ancien revenu : 2.600 L.

Titulaire : *Moutauzon*, chanceladai, insermenté, fut emprisonné, revint à Cozes et fut de nouveau emprisonné à Saintes.

Aman'ou (Jacques), né à Chepniers, le 8 juin 1755, vicaire de Roch-Montlieu, assermenté, fut curé de Cozes (traitement, 1.500 L.), de 1791 à 1812, fut alors nommé à Coux, décédé curé du Fouilloux le 28 août 1817.

ARCES, prieuré-cure. Collateur : l'abbé de Vaux ; ancien revenu : 3.508 L.

Titulaire : *Delpesch*, assermenté ; traitement : 2.354 L.

BARZAN, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 1.803 L.

Titulaire : *Marsay* (Pierre), le premier à Saintes, il prêta le serment le 20 janvier 1791, il avait abandonné sa paroisse.

Allenet, desservant le 24 janvier 1791, assermenté. Un prêtre du même nom, dit curé de Champagnolles, remit ses lettres de prêtrise en 1794, un autre dit curé d'Asnières fut détenu à Brouage.

ROUTEXAC, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne ; ancien revenu : 1.360 L.

Titulaire : *Juillard-Desplaines* (François-Jacques), né à Saint-Marial de Mirambeau, en 1741, quitta sa paroisse, prêta le serment : liberté-égalité, fut déporté à bord du vaisseau *Les Deux Associés*, y mourut le 5 juillet 1794, inhumé à l'île d'Aix.

BRIE-SUR-MORTAGNE, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne ; ancien revenu : 1.200 L.

Titulaire : *Guari*, insermenté, émigra en Espagne, fut remplacé par *Allenet* (Pierre), né le 8 janvier 1763, décédé curé de Corme Royal, le 30 août 1822. Voir : Barzan ? *Sabatier*, desservant, en 1792.

CHENAC, cure, Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 1.809 l.

Titulaire : *Képler* (François-Xavier), né à Thenac, assermenté, se rétracta, émigra, fut remplacé par *Guérin*, qui épousa sa servante. (Il y avait en Aunis et Saintonge plusieurs prêtres de ce nom. *Guiertin* vint ensuite).

EPARGNES, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne ; ancien revenu : 3.000 l.

Titulaire : *Ferbos*, insermenté. Le procès-verbal de son refus de serment dit : « s'est permis une discussion sur la constitution civile du clergé jusque à égarer et à fanatiser ses paroissiens, en leur représentant la perte prochaine de la religion et de ses pasteurs, la privation des sacrements et des cérémonies religieuses qui accompagnent la sépulture des morts. » Il fut remplacé par *Pelletier*, qui épousa une nommée *Simon*.

Delamothe, ex-moine, assermenté, vicaire au 24 janvier 1791.

FLOIRAC, cure. Collateur : l'évêque de Luçon ; ancien revenu : 1.470 l.

Titulaire : *Barré*, insermenté, remplacé par *Closse* (Gilles-Joseph), ex-vicaire capitulaire de Saintes ; traitement : 1.200 l.

Chasseuil (Guillaume), de Saintes, vicaire au 24 janvier 1791.

SAINT-ROMAIN-DU-BEAUMONT, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne, ancien revenu, 1.200 l.

Titulaire : *Argentine*, chanceladai, insermenté. Le procès-verbal de son refus de serment dit : « a prétendu qu'exiger de lui le serment, était vouloir le faire huguenot, et que, comme ses paroissiens ne l'avaient pas nommé curé, ils ne pouvaient pas le dénommer ». Emigra avec ses confrères, en Espagne, remplacé par *Lacroix*, assermenté.

GRÉZAC, vicariat perpétuel. Collateur : le prieur de Saint-Eutrope.

Titulaire : *Bouigne*, congruiste, assermenté ; traitement : 1.500 l.

Rougé, desservant, en 1793. Un prêtre de ce nom, dit curé de Longèves, remit ses lettres de prêtrise à Rochefort, en 1794.

MESCHERS, cure. Collateur : le prieur de Didonne ; ancien revenu : 1.500 l.

Titulaire : *Garnier* (Henri), né le 14 décembre 1756, frère du

Conventionnel Garnier de Saintes, insermenté, émigra en Espagne, décédé curé de Saint-Genis le 8 août 1819. *Duffaud*, curé intrus.

MORTAGNE, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne ; ancien revenu : 1.200 l.

Titulaire: *Gallion*, chanceladais, assermenté; traitement: 1.500 l., se maria dit-on ?

SAINT-SEURIN-D'UZET, prieuré-cure. Collateur : l'abbé de Mortagne.

Titulaire : *Argentine*. Voir Saint-Romain-de-Beaumont.

SEMUSAC, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne ; ancien revenu : 2.700 l.

Titulaire : *Laforest* (Etienne), chanceladais, par résignation de *Lasalle*, à qui il paie une pension de 1.350 l., insermenté, émigra en Espagne, revint en 1797.

Simonneau, curé intrus.

TALMONT, cure. Collateur : l'abbé de Saint-Jean d'Angély ; ancien revenu : 900 l.

Titulaire: *Rouhier*, insermenté. Le procès-verbal de prestation de serment dit : « a déclaré à la municipalité que dut-il souffrir les horreurs de la mort la plus cruelle, il ne ferait pas un serment qui trahirait sa conscience et le ferait renoncer au salut éternel de son âme. »

Il fut remplacé par *Fleury*, curé de Saint-Hilaire-des-Bois, frère du curé de Sainte-l'Heurine.

Mallet, vicaire, assermenté. Il y avait plusieurs prêtres de ce nom.

Doyenné de Gémozac.

GÉMOZAC, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne; ancien revenu : 5.000 l.

Titulaire : *Robert* (André-Bertrand), insermenté ; traitement : 2.000 l. Il fut arrêté à Rochefort le 11 septembre 1792 et embarqué le lendemain pour Saint-Sébastien, remplacé par *Vanderquand*, curé de Virollet.

VIROLLET, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne ; ancien revenu : 1.200 l.

Titulaire : *Vanderquand* (Jean), né à Courcoury, le 10 juin 1754, assermenté, intrus de Gémozac, dénonça son évêque, brigua l'évêché de Saintes, épousa sa servante : Suzanne Renaud, âgée de 26 ans, née à Saint-Fort, remit ses lettres de prêtrise,

eût une nombreuse famille, fut professeur à l'école centrale de Saintes, mort aux Gonds, le 3 octobre 1812. Sa sœur épousa *Louvet*, vicaire à Gémozac.

SAINT-ANDRÉ-DE-LIBOX, vicariat perpétuel. Collateur : le prieur de Saint-Eutrope ; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Delmas*, insermenté, remplacé par *Hilbiret* et par *Maréchal* en 1792.

BERNEUIL, vicariat perpétuel. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 800 l.

Titulaire : *Baduel*, assermenté ; traitement : 1.500 l., le 14 décembre 1790, il soumissionna pour l'achat des biens de la cure.

CRAVANS, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne ; ancien revenu : 3.000 l.

Titulaire : *Beaurivier* (Jean-Baptiste), né le 5 mai 1746, insermenté, émigra en Espagne, revint dans son ancienne paroisse où il mourût le 22 mars 1820.

JAZENNES, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 2.400 l.

Titulaire : *Landreau* (Jean-Baptiste), insermenté, émigra en Espagne.

MEURSAC, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Meursac ; ancien revenu : 2.400 l.

Titulaire : *Majeur*, insermenté ; traitement : 1.500 l. Le procès-verbal de prestation de serment dit que : « le curé *Majeur* et son vicaire *Mongel*, ont déclaré être prêts à souffrir plutôt toutes sortes de tourments qu'à prêter le serment exigé », émigra en Espagne, fut remplacé par *Bonifleau*, curé de Saint-Michel, près Pont-l'abbé.

MONTPELLIER, cure. Collateur : l'abbé de Baignes ou l'évêque ; ancien revenu : 1.527 l.

Titulaire : *Baron-Duclos* (Simon), fut élu maire, insermenté, émigra en Espagne, revint avant la Pentecôte 1797.

SAINT-QUENTIN DE RANÇANNE, prieuré-cure. Collateur : le recteur de Rochefort, prieur de Saint-Vivien ; ancien revenu : 2.400 l.

Titulaire : *Chateauneuf* (Joseph), chanceladai, né le 19 mars 1731, insermenté, émigra en Espagne, fut curé de Saint-Germain-du-Scudre après la Révolution, décédé curé de Bussac, le 3 octobre 1815.

MAZEROLLES, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 1.500 l.

Titulaire : *Normand*, né en 1752, assermenté, remit ses lettres de prêtrise, se retira dans sa famille, décédé à Saint-Jean d'Angély, le 25 novembre 1826.

GIVRESAC, cure. Collateur : l'évêque de Saintes.

Titulaire : *Héraud*.

RÉTAUX, vicariat perpétuel. Collateur : le prieur de Saint-Eutrope ; ancien revenu : 1.200 l.

Titulaire : *Bernard* (P.-S.), insermenté, fut remplacé par *Alavoine*, ex-cordelier ; traitement : 1.500 l.

RIOUX, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 3.000 l.

Titulaire : *Bertry*, insermenté. Le procès-verbal de refus de serment porte : « le fanatisme l'a égaré à ce point de dire à ses paroissiens que le roi et le peuple devaient plutôt obéir aux ministres de la religion que de leur donner les lois. »

Guillemeteau, vicaire, né le 22 mars 1755, mort curé de Rioux, le 23 juin 1823.

Paulhers, desservant en 1792.

SAINT-SIMON-DE-PELLOUAÏLE, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 2.000 l.

Titulaire : *Saulnier* (Pierre), né à Cognac. Le 6 février 1791, il soumissionne pour l'achat d'un pré dépendant de la cure ; emprisonné à Angoulême, puis au fort du Hâ et aux Catherinettes à Bordeaux, décédé âgé de 44 ans à l'hôpital de Blaye, le 8 février 1795.

TANZAC, cure. Collateur : le chapitre de Saintes, ancien revenu : 2.400 l.

Titulaire : *Pain* (Pierre), né le 20 juillet 1755, insermenté, déporté, curé de Mosnac en 1803 ; avait été remplacé par *Louvet* (Antoine), vicaire de Gémozac, qui épousa la sœur de Vanderquand, remit ses lettres de prêtrise et fut aide-bibliothécaire à Saintes.

TESSON, vicariat perpétuel. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 1.200 l.

Titulaire : *Dulard* (Pierre), assermenté ; traitement : 1.200 l.

THAÏMS, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 1.381 l.

Titulaire : *Quercy*, insermenté ; traitement : 1.200 l. *Berry*, vicaire, assermenté.

VILLARS-EX-POISS, cure. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 3.389 l.

Titulaire : *Lannau* (Jean-Pierre), insermenté, émigra en Espagne, mort retiré dans sa famille à Saintes, le 4 août 1821.

Doyenné de Pons.

SAINT-MARTIN DE PONS, vicariat perpétuel. Collateur : l'abbé de Saint-Florent de Saumur ; ancien revenu : 800 l.

Titulaire : *Ferret* (Guillaume), né à Dolus, le 12 janvier 1750, insermenté, émigra en Espagne, mort retiré à Pons après 1836.

Dubois, curé intrus, persécuteur de ses confrères, a demandé en mourant, pour toute grâce, qu'on écrivit sur sa tombe : « Dubois, premier curé constitutionnel de Pons. »

Nadaud (Jacques), vicaire, né le 6 novembre 1766, insermenté, émigra en Espagne avec MM. Bommerot et de Crugy, décédé chanoine honoraire, ancien curé de Surgères, le 2 décembre 1854.

SAINT-VIVIEN DE PONS, cure. Collateur : l'abbé de Saint-Florent ; ancien revenu : 2.400 l.

Titulaire : *Barraud* (Charles), né à Saintes, le 29 décembre 1747, se cacha à Bordeaux, ne quitta la France qu'en 1797 pour aller rejoindre son frère en Espagne, à Astorga, depuis 1791, revint dans sa paroisse, fonda les Ursulines et le petit séminaire de Pons, décédé le 7 février 1842. Il avait été remplacé par l'intrus *Gounin de la Coste*, curé de Crazannes.

HOPITAL DE PONS.

Monnoir, chapelain-aumônier, insermenté, resta en Saintonge, exerçant le ministère, fut deux fois emprisonné.

BOUGNEAU, prieuré-cure. Collateur : l'abbé de Saint-Florent ; ancien revenu : 900 l.

Titulaire : *Baudelle*.

BRIVES, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 2.000 l.

Titulaire : *Delany* (Jean), né à Pons, le 6 janvier 1739, insermenté, émigra en Espagne, revint à Bordeaux en 1797. Il avait été remplacé par un des deux *Berny*, vicaire de Pérignac et plus tard par *Juin*.

SALIGNAC, prieuré-cure. Collateur : l'abbé de la Couronne (Angoulême) ; ancien revenu : 1.000 l.

Titulaire : *Robert J.*, insermenté, fut incarcéré à Angoulême.

CHADENAC, cure. Collateur : l'abbé de Charroux (Poitiers) ; ancien revenu : 4.337 l.

Titulaire : *Hospitel-de-L'Houmandie* (François-Louis), asser-

menté ; le 16 octobre 1792, il achète les biens de la cure ; se sécularisa, vécut au Douhet.

COULONGES, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 2.855 l.

Titulaire : *Prieur* (Jean-Baptiste), né le 7 avril 1757, curé de Chaniers en 1803, mort curé du Douhet, le 17 juin 1835, insermenté.

Bouchard, vicaire, fut arrêté à Rochefort, le 11 septembre 1792 et embarqué le même jour pour l'Espagne. Un prêtre de ce nom, né le 6 août 1754, mourut curé de Saint-Aignan, le 14 septembre 1826, insermenté.

ECHEBRUNE, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 4.000 l.

Titulaire : *Texier* (Louis-Antoine), insermenté, émigra en Espagne, revint au mois d'août 1797, décédé chanoine honoraire de La Rochelle et pro-vicaire général, à Saintes, en 1812 ; avait été remplacé dans sa cure par *Charlery de l'Épinay*.

BIRON, prieuré-cure. Collateur : le curé de Saint-Louis de Rochefort ; ancien revenu : 3.152 l.

Titulaire : *Charlery-de-L'Épinay* (François-Guillaume), né en 1748, intrus d'Echebrune, procureur de la commune, remit ses lettres de prêtrise, s'engagea au 11^e régiment de chasseurs à La Rochelle, renommé en 1803, curé d'Echebrune, il y mourût le 9 mai 1821, repentant et vénéré de tous.

FLÉAC, prieuré-cure. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 3.278 l.

Titulaire : *Brillouin*, né le 6 juin 1745, émigra en Espagne, fut en 1803, curé de la succursale de Saint-Jean d'Angély, où il mourût le 26 octobre 1820.

AVY, prieuré-cure. Collateur : le prieur de Bouteville ; ancien revenu : 1.000 l.

Titulaire : *Laplaine*, né le 11 avril 1740, décédé curé de Jarnac, le 23 avril 1819.

SAINT-LÉGER, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Marga*, remplacé par *Planier*, ancien prêtre du bas-chœur de Saint-Pierre de Saintes.

MARIGNAC, cure. Collateur : l'abbé de Charroux ; ancien revenu : 900 l.

Titulaire : *Pautard*, émigré en Espagne, revint avant la Pénecôte 1797, insermenté.

MONTHILS, vicariat perpétuel. Collateur : le chapitre de Saintes , ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Sicard* (J.), assermenté; traitement : 1.500 l. *Macou*, vicaire au 24 janvier 1791.

Un prêtre du nom de Sicard fut intrus d'Arthenac, se maria, et s'établit aubergiste à Gémozac.

PÉRIGNAC, cure. Collateur : l'abbé de Saint-Jean d'Angély; ancien revenu : 2.000 l.

Titulaire : *Chaudière* (Guillaume-Toussaint), insermenté, exerçait encore en 1792.

ROUFFIAC, prieuré-cure. Collateur : le curé de Saint-Louis de Rochefort ; ancien revenu : 5.200 l.

Titulaire : *Durand* (Guillaume-Denis), chanceladais, insermenté, émigra, décédé aumônier de l'hospice de Saintes, en 1812.

SAINT-SEVER, prieuré-cure. Collateur : l'abbé de Saint-Jean d'Angély ; ancien revenu : 1.948 l.

Titulaire : *Dussaud de la Mirande*, assermenté ; traitement : 1.574 l.; se retira à Poitiers.

Berry, vicaire au 24 janvier 1791, assermenté, le remplaça et émigra en Espagne.

SAINT-SEURIN-DE-PALERNE, vicariat perpétuel. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 900 l.

Titulaire : *Feily*, né à Niort.

Doyenné de Saint-Porchaire.

SAINT-PORCHAIRE, cure. Collateur : l'évêque de Saintes ; ancien revenu : 2.400 l.

Titulaire : *Depain* (Pierre), né à Saintes, le 4 août 1751, insermenté ; traitement : 1.200 l.; fut emprisonné, émigra en Espagne, revint pour la Pentecôte 1797, décédé aumônier de l'hospice de Saintes, le 25 décembre 1820. Il avait été remplacé par *Jousseume*, curé de Sainte-Gemme.

BERREY, cure. Collateur : l'abbesse de Saintes ; ancien revenu : 800 l.

Titulaire : *Ferluc*, insermenté.

CRAZANNES, cure. Collateur : le prieur de Saint-Saturnin-de-Séchaud ; ancien revenu : 800 l.

Titulaire : *Gouin-de-la-Coste* (Jean-Baptiste), né le 11 décembre 1748, assermenté, fut curé intrus de Saint-Vivien de Pons, employé à la Salpêtrière de cette ville, vicaire épiscopal de Ro-

binet, remit ses lettres de prêtrise, décédé curé de Saint-Martin de Ré, le 4 octobre 1822. *Marc-Gilles*, à la fin de de 1792.

ESSARDS (LES), cure. Collateur : l'abbé de Montierneuf (Poi-tiers); ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Glatron* (François), né le 27 mai 1732, insermenté, emprisonné, décédé curé de La Vallée, le 7 avril 1813 ; avait été remplacé par *Ardouin*, curé d'Ecurat ; traitement : 1.200 l.

GEAY, prieuré-cure. Collateur : l'abbé de La Chaise-Dieu ; ancien revenu : 1.376 l.

Titulaire : *Dugué*, assermenté ; traitement : 1.288 l.

SAINTE-GENNIE, cure. Collateur : le prieur de Sainte-Genne ; ancien revenu : 1.250 l.

Titulaire : *Jousseau* (Jean-Baptiste), assermenté, intrus de Saint-Porchaire ; le 14 janvier 1785, il demande à la municipalité de Rochefort, l'autorisation d'ouvrir une école secondaire. *Delord*, vicaire, assermenté.

MUNG (LE), cure. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 1.650 l.

Titulaire : *Laneau*, insermenté, remplacé par *Marc-Gilles*, ex-récollet, assermenté ; traitement : 1.200 l. ; et par *Valette* (Jean-Placide), assermenté, ex-récollet de Saintes.

PLASSAY, vicariat perpétuel. Collateur : le chapitre de Saintes ; ancien revenu : 900 l.

Titulaire : *Mesnard* (Pierre), insermenté ?, né le 27 mars 1755, décédé curé de Meschers, le 10 février 1834, avait été remplacé par *Voisin* (Jacques-François), ex-récollet de Marennes, assermenté ; traitement : 1.200 l.

PONT-LABBÉ, cure. Collateur : l'abbesse de Saintes ; ancien revenu : 1.000 l.

Titulaire : *Bonneau* (Jean), né le 22 janvier 1750, assermenté ; traitement : 1.200 l. ; remit ses lettres de prêtrise, fut pensionné à 800 l. en 1794.

SAINTE-RADEGONDE, vicariat perpétuel. Collateur : l'abbesse de Saintes ; ancien revenu : 900 l.

Titulaire : *Ferluc*, insermenté. V. Beurlay.

SAINT-SATURNIN-DE-SÉCHAUD, cure. Collateur : le prieur de Saint-Saturnin ; ancien revenu : 2.200 l.

Titulaire : *Leréquot* (Pierre-André), insermenté, émigra en Espagne, décédé vicaire de Saint-Pierre de Saintes. Fut remplacé par *Oucard*, curé de Saint-Sulpice-d'Arnoult. *Sorin*, vicaire au 24 janvier 1791. *Boschatel de la Martinière*, dit an-

cien vicaire de Saint-Saturnin-de-Séchaud, remit ses lettres de prêtrise, à Rochefort, en 1794.

ROMEGOUX, pricuré-cure. Collateur : l'abbé de La Chaise-Dieu; ancien revenu : 1.786 l.

Titulaire : *Audoyer* (François-Xavier), assermenté; traitement : 1.493 l.; remit ses lettres de prêtrise. *Mallet*, vicaire, au 24 janvier 1791. Il y avait plusieurs prêtres de ce nom : 1° un Mallet, curé de Corme-Ecluse; 2° un Mallet (Gabriel), vicaire de Dolus, 1791, insermenté; 3° un Mallet (Jean), curé constitutionnel de Saint-Savinien; 4° un Mallet, décédé curé de Bus-sac en 1824.

SOULIGNONNE, cure. Collateur : l'évêque de Saintes; ancien revenu : 1.980 l.

Titulaire : *Sibillotte*, insermenté, né le 5 mai 1737, décédé, retiré à Saintes le 27 juillet 1825. *Merle* (Pierre-Jean-Charles), curé en 1792, était curé des Essards en 1813.

SAINT-SULPICE-D'ARNOULT, vicariat perpétuel. Collateur : l'abbesse de Saintes; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Ouvrard* (Jean-François), assermenté, remit ses lettres de prêtrise, épousa à Pons une protestante, nommée *Bigot*. *Gresseau* (Dominique), lui succéda, remit ses lettres de prêtrise, épousa Marie-Jacqueline Paignon; son mariage fut réhabilité en 1804 par M. Lemet, curé de Saint-Pierre d'Oléron.

TRIZAY, vicariat perpétuel. Collateur : l'abbé de Trizay; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Lafargue-Desfort*, assermenté, abandonna sa paroisse, fut curé intrus d'Ecurat.

VALLÉE (LA), cure. Collateur : le prieur de Saint-Eutrope; ancien revenu : 3.400 l.

Titulaire : *Grout* (Pierre), insermenté, né le 11 janvier 1765, mort curé de Saint-Denis (Oleron), le 14 mars 1820; fut remplacé par *Vrignault*, et par *Guesnet*. Un prêtre de ce nom, *Guesnet* (Robert-Jean), capucin-aumônier de l'hôpital de la marine à Rochefort, né le 18 mars 1847, assermenté et pensionné à Rochefort à 800 l. en 1794.

Doyenné de Saujon.

SAUJON, cure. Collateur : l'évêque de Saintes; ancien revenu : 2.400 l.

Titulaire : *Pichon de la Sablière* (Jean-Pierre), insermenté, arrêté à Rochefort le 11 septembre 1792, débarqué à Saint-Sébas-

tien, passa en Angleterre, mourut à Londres. *Niox* (Jean), né le 9 mars 1763, vicaire, insermenté, décédé curé de Saint-Georges-des-Coteaux, le 25 juillet 1832.

Migeon, curé intrus ; traitement : 1.500 l.

BALANZAC.

La chapelle dépendait du château.

CHAY (LE), prieuré-cure. Collateur : le prieur de Mortagne ; ancien revenu : 2.468 l.

Titulaire : *Beau* (Jacques-Joseph), né le 7 avril 1746, insermenté, émigra en Espagne, fut curé du Chay après la Révolution, décédé le 24 mars 1837.

Laponge, ex-récollet, gardien du couvent de Marennes, assermenté ; traitement : 1.200 l. ; remit ses lettres de prêtrise.

CLISSE (LA), cure. Collateur : l'abbesse de Saintes ; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Vallée* (Jean-Baptiste), insermenté, émigra. Un *Landreau* ou *Coudreau*, curé en 1792.

CORME-ECLUSE, prieuré-cure. Collateur : l'abbé de Saint-Jean d'Angély ; ancien revenu : 1.361 l.

Titulaire : *Mallet* (Jacques), né le 11 juillet 1763, assermenté ; traitement : 1.280 l. ; décédé curé de Bussac, le 8 septembre 1824.

CORME-ROYAL, cure. Collateur : l'abbesse de Saintes ; ancien revenu : 1.200 l.

Titulaire : *Moquay* (Joseph), insermenté, émigra, renommé en 1803, avait été remplacé par *Guillet*.

EGUILLE (L'), prieuré-cure. Collateur : le prieur de Saujon.

Titulaire : *Fage* (Pierre-Jean), né à Rochefort, assermenté, excita le peuple au pillage des châteaux, s'empara à main armée de la cure de Royan, fut persécuteur des prêtres qui s'embarquaient dans ce port, épousa la fille du chirurgien Dubois, remit ses lettres de prêtrise, devint commis de marine à Rochefort, son mariage fut réhabilité à l'église Saint-Louis de cette ville, le 9 octobre 1805.

MÉDIS, vicariat perpétuel. Collateur : le prieur de Saint-Eutrope ; ancien revenu : 700 l.

Titulaire : *Bonneaud*, dit : frère *Léoben*, ex-récollet, assermenté ; traitement : 1.200 l. ; décédé en 1812, ancien curé de Médis.

NANCRAS, vicariat perpétuel. Collateur : l'abbesse de Saintes ; ancien revenu : 800 l.

Titulaire : *Flory* (François), assermenté ; le 8 avril 1791, il

acheta un clos de vignes dépendant de la cure, se rétracta, émigra en Espagne.

Birot, ex-chanoine de Blanzac, est curé en 1792.

PISANY, vicariat perpétuel. Collateur : l'abbesse de Saintes ; ancien revenu : 800 l.

Titulaire : *Fabre*, assermenté. Un prêtre de ce nom, né en 1755, mourut retiré à Saintes, le 20 mars 1825.

LUCHAT, cure. Collateur : le prieur de Saint-Vivien, curé de Saint-Louis de Rochefort ; ancien revenu : 1.100 l.

Titulaire : *Marot*, insermenté.

SAINT-ROMAIN-DE-BONNET, prieuré-cure. Collateur : l'abbé de Sablonceaux ; ancien revenu : 2.100 l.

Titulaire : *Boutineau de Bussac* (Jean-Baptiste), chanceladai, insermenté, remplacé par l'intrus *Gallonde* (Louis-Antoine), ancien vicaire de Saint-Vaize ; traitement : 1.500 l. ; fut curé d'Antezant après la Révolution.

SABLONCEAUX, vicariat perpétuel. Collateur : l'abbé de Sablonceaux ; ancien revenu : 800 l.

Titulaire : *Rochon* (Jean), né en 1757, insermenté, émigra avec ses confrères, les religieux de l'abbaye, en Espagne.

Du Solier (Jean-Baptiste), chanceladai, né en 1757, insermenté, vicaire, émigra avec ses confrères.

THÉZAC, cure. Collateur : l'abbé de Tonnay-Boutonne ; ancien revenu : 3.000 l.

Titulaire : *Bigot* (Jean-Baptiste), assermenté, devint curé de Préguiillac, comparut le 17 nivôse an II, devant le tribunal révolutionnaire de Rochefort, accusé d'avoir conspiré contre la République, et condamné à la détention jusqu'après la paix, fut curé de Neuillac en 1803, décédé le 12 mai 1836.

(*A suivre*).

P. LEMONNIER.

V

SAINTES ANCIENNE

(*Suite*).

PORTE SAINT-LOUIS (suite).

1671. 20 mai. — Le même emplacement est arrenté au même Legivre par l'évêque de Saintes, comme subrogé aux droits féodaux et seigneurie appartenant jadis au prieur de Saint-Vivien, en toute l'étendue du boulevard, et lieux mentionnés au contrat passé le 30 octobre 1666 devant Tournour. (*Minutes de Richard*.)

1671, 1^{er} juin. — Pierre Dubourg, sieur de Porcheresse, maire, Jean Raimon, Cosme Béchet, Jean Richard et François Tourneur, échevins, ledit Tourneur procureur et syndic, tous commis en vertu des délibérations des 28 février et 29 avril 1671, arrentent à Antoine Legivre « certain empiacement situé au boulevard de la porte de Saint-Louis, entre les deux portes, que ci-devant André Bouyer, maître architecte, avoit proposé d'arander de Messieurs du corps de ville, comme il résulte de la délibération sur ce faict le 1^{er} juillet 1662, au bas de laquelle est la signature et acceptation dudit Bouyer, lequel ne se seroit pas trouvé en estat de l'exécuter, et sur ce seroit décédé, en tel estat que Messieurs dudit corps de ville n'en auroient peu tirer aucune exécution..... » Legivre aura le droit d'élever tel bâtiment que bon lui semblera, « la longueur duquel bastiman sera de quarante-huit pieds et plus, en sorte néanmoins que au bout dudit bastiment, du costé du couchant, où est basty la maison du sieur Perruchon, il y aura six pieds franc entre les deux murs dudit Legivre et dudit Perruchon, et trois pieds franc pour le passage et servitude de la maison de la vefve Lesné, maître boucher, et dudit Perruchon..... la hauteur duquel bastiment sera de vingt-cinq pieds à conter du rez-de-chaussée; pour la commodité et construction duquel bastiment ledit Legivre pourra appuier dans le mur de ladite ville et prandre jour, veue et sortie du costé dudit mur. Et d'autant que par le moien dudit bastiment et construction ledit Legivre ôtera au publicq la fontayne quy est dans le creux dudit empiacement, est dict et accordé que au lieu et place où est maintenant basty une petite chope de la vefve Ganivet, et dans l'ancoinson ou autre bout dudit bastiment, du costé du levant, ledit Legivre y fera faire et construire un puy, à ses frais et despans, pour la nécessité publique, dont l'eau viendra de ladite fontayne et y sera conduite par un canal procédant de ladite source et fontayne. Au-dessus duquel puy et écoinson susdit ledit Legivre pourra y faire un cabinet sur l'angle de l'écoinson et l'antrée de la porte de ladite ville. DUBOURG. RAYMOND. BÉCHET. TOURNEUR, sindic. RICHARD. LEGIVRE. (*Minutes de Richard.*)

POSTE AUX CHEVAUX (rue de la). — C'est la rue du Puits (plan Lacurie).

POSTE AUX CHEVAUX. — La maison était à l'entrée du cours Reverseaux, à droite, en venant du cours, à côté de la Banque de France. Elle est mise en vente le 17 juillet 1845. (*Journal littéraire.*)

L'enseigne existait encore en 1870.

En face de cette maison l'on découvrit un temple romain. (Voir *Place de La Croix.*)

En août 1904, on fait les terrassements pour la construction d'un temple protestant, dans un jardin situé entre la Banque et l'ancien bureau de la poste. On y découvre trois murs parallèles romains de très basse époque, de 1 mètre à 1^m50 d'épaisseur, ou plutôt les fondations, car les murs étaient presque détruits. On n'a guère trouvé que deux assises de parement, en moellons, taillés sur cinq faces seulement, de 0^m30 de longueur environ, maçonnés avec un mortier très friable. Les fondations étaient, au contraire, très dures. Ces fondations ont été détruites; elles n'atteignaient pas le rocher, étaient à environ 1^m50 au-dessus du cours actuel et se dirigeaient un peu obliquement de l'ouest à l'est.

Cette maison de la poste aux chevaux est devenue une annexe au nouveau temple.

1600, 22 novembre. — Noble homme Jacob Gault, conseiller du roi et général des relais de France, affirme à Bertrand Yon, sieur de Beauchail, demeurant au faubourg Saint-Eutrope, « tous les chevaux de relais qui seront nécessaires pour les correspondances de la ville de Xaintes à celles de La Rochelle, Blaye et Poitiers, ainsi qu'il sera déclaré cy-après, qui est hors que ledit Yon donnera de ses chevaux pour La Rochelle, il prandra ung escu dix sols, et ses chevaux estans à La Rochelle, ils demourront aux relais et coûteront dix sols par jour de despance, et hors qu'ils reviendra des chevaux de ladicte Rochelle audit Xaintes, sera payé pareil prix d'ung escu dix sols, lequel escu dix sols sera partagé entre ledit Yon et le maistre des relais de ladicte Rochelle, si ce sont des chevaux dudit Yon.

Aussy sera prins dudit Xaintes audit Blaye ung escu ung thiers, à pareille condiction..... laquelle dite ferme

est et sera faite pour trois années..... et ce pour le prix de quarante escus sol du prix de l'ordonnance.

Et pour la condition du relais de Poitiers, ledit Yon n'en paiera aucune chose de ferme, à la charge qu'il ne pourra prétendre aucun profit pour le retour des chevaux de Poitiers, bien les nourrira à dix sols par jour et ne pourra donner ledit Yon aucun de ses chevaux pour aller audit Poitiers s'il y en a de ceulx dudit relais de Poitiers. (*Minutes de Echasseriau, notaire.*)

POSTE (rue de LA). 1823. (Voir aussi *Rue des Chanoines.*)

1711, 19 avril. — François Billard, directeur des postes à Saintes, engage Pierre Bourgeraud, marchand, demeurant au foubourg Saint-Vivien, pour faire le service de postillon pour porter les lettres de Saintes à Saint-Jean d'Angély, deux fois par semaine, aller et retour, en passant par Taillebourg et Saint-Savinien. 80 livres par an. (*Minutes de Maréchal.*)

1767, 8 août. — Alexis Valen, mégissier, Anne Valen, et autre Anne Valen, sœurs, vendent à Philippe Perraud, praticien, une maison, rue de la Poste, paroisse Sainte-Colombe (1), confrontant à Martin, Billart et Guillart.

En 1815, la rue Poste-aux-Lettres est en Saint-Pierre. C'est la rue des Chanoines. Elle compte dix-huit numéros : Magistel, médecin, Proutière, directeur de la poste aux lettres, de Bonsonge, Valein, Eschasseriaux, maire, Lériget, receveur principal des droits réunis, Arnaud fils, Daromant, receveur de l'enregistrement, M^{me} veuve Brideau, Baudry.

PRÉ LE ROY. — Est porté parmi les revenus de la baylie de Saintes, en 1245, « *pratum regis* ». (Boutaric, *Saint-Louis*, p. 253.)

Il y a aussi, à Niort, un pré Leroy à la même date. « C'est une prairie d'atterrissement, dit M. H. Clouzot (*Cens et rentes dus au comte de Poitou à Niort*, apud *Mémoires Soc. des Antiq. de l'Ouest*, XXVII, p. 436) sur la Sèvre, qui, comme toutes les terres abandonnées par les eaux, faisait partie du domaine du comte ou du roi. »

POTIER (chemin).

1653, 27 août. — Catherine Bouyer, veuve de Jean For-

(1) Il ne faut pas s'étonner de trouver des rues de la Poste dans différentes paroisses. Le bureau de Poste changeant de place le nom de la rue a pu subir des modifications de son fait.

cel, serrurier, vend à Antoine Berry, mrachand, les deux tiers d'une maison et jardin, au Pérat, seigneurie de Beaupuy, confrontant d'un côté aux maison et jardin de Valentin Thibaud, espinglier,..... par devant à la rue publique qui conduit de l'église Saint-Pallais à la croix de Digne-Vertu, d'autre bout au chemin appelé le Chemin Potier. (*Minutes de Cassoulet.*)

1675, 29 août. — Vente d'un emplacement, devant le cimetière des pauvres, confrontant par devant à la rue, d'autre bout au jardin de feu Jean Forest, le chemin Potier entre deux. (*Minutes de Cassoulet.*)

1718, 30 avril. — Samuel Veyrel, marchand, demeurant à Saintes, vend à Louis Goguïn, marchand au faubourg Saint-Pallais, une maison et deux corps de logis séparés par une cour, avec jardin derrière, au bourg du Peyrat, paroisse Saint-Palais lès Saintes, confrontant par devant à la rue qui conduit de l'abbaye au lieu de Lormon, par derrière au chemin appelé vulgairement le chemin des Potiers..... le jardin renfermé de fossés. (*Minutes de Maréchal.*)

PRÉFECTURE (rue de la), de la *Sous-Préfecture*, *rue de l'Hôtel-de-Ville*.

La préfecture a été transférée à La Rochelle, en 1810 (Voir *Rue Monconseil*.)

En 1838, années antérieures et postérieures, Saintes réclamait la préfecture avec une persistance inouïe. Le conseil général émit plusieurs fois un vœu favorable sans résultat aucun.

En 1790, Lemercier avait pu maintenir le centre administratif à Saintes, mais personne, aucune influence, aucune réclamation ne purent le lui rendre une fois perdu. (Cf. *Moniteur*, 17 septembre 1790 ; Massiou, *Histoire*, t. VI, p. 70 et 71.)

M. Eschasseriaux fit les plus louables efforts pour ramener le chef-lieu du département à Saintes. Il ne put rien obtenir.

Habitants: Corinthe, imprimeur (1810) (Voir *Rue Saint-Maur*).

Cette rue compte, en 1815, vingt-quatre numéros : De Laage de Saint-Germain, Cauroy, receveur de l'enregistrement, la veuve de Genet père, médecin, de Montalembert, Serin, receveur particulier, Xavier Bourignon, le doyenné, la sous-préfecture.

La maison qui a une grande porte cochère en bois sculptée est celle du banquier Fauré, député sous la Révolution, qui l'avait achetée en 1793 en même temps que le château du Douhet et de

Coulange. Elle passa à son gendre, le marquis d'Argenson, puis à M. de Clervaux, gendre de ce dernier.

La grande maison en face de la sous-préfecture est celle du médecin Bobe-Moreau.

PRISONS. (Voir *Vieilles-Prisons*, Chanterie, 17 mai 1617.)

Où étaient-elles ?

C'est une question qui a été fort débattue. Le roi, l'évêque, le chapitre, l'échevinage, ayant chacun une justice à l'intérieur de la ville, devaient avoir chacun leur prison. La prison épiscopale était située près de la cour de l'évêché.

Cf. dans *Recepte véritable*, de B. Palissy, l'aventure du frère Robin, qui, enfermé dans un cachot, lima ses fers, fit un trou dans le mur, sauta dans la cour, où il fut arrêté par de grands chiens laissés en liberté afin d'avertir le gardien en cas d'évasion.

En ce qui concerne les prisons royales, il faut distinguer suivant les époques, je crois.

On pourrait même induire de certaines phrases qu'il faut distinguer les prisons en prisons criminelles et prisons pour causes de dettes, par exemple. Palissy dit en parlant de l'arrestation d'Hamelin qu'il fut emmené « *ès prison criminelle* ». Mais peut-être n'est-ce là qu'une expression.

Le château a servi de prison : la tour Montrible, sur le pont, n'avait guère d'autre destination réelle. On y enferma des individus accusés ou convaincus de crimes, mais surtout des débiteurs insolvables. Lorsque, vers la fin du XVI^e siècle, le palais royal fut construit, il n'est pas douteux que l'on sentit la nécessité de rapprocher la prison et que l'on en établit une à proximité.

En 1617, une maison particulière est transformée en prison. (Voir *Port Chapitre*.)

Une portion des bâtiments de l'abbaye, aujourd'hui disparus, a servi de prison à partir de la Révolution. (Cf. *Bulletin*, XIII, p. 283, et le plan, t. XXIV, p. 113.)

« Le curé de Saint-Pierre de Saintes représente que les prisons de la ville de Saintes sont peu sûres, malsaines et indécentes, puisque les hommes et les femmes sont renfermés dans les mêmes cachots, qui deviennent des lieux de prostitution. » (1782.)

(Extrait d'un manuscrit intitulé *Dénombrement des paroisses*,

provenant de la collection Eschasseriaux, à la bibliothèque de Saintes.)

En 1830-31, on construisit la prison actuelle. En 1843, de très grosses réparations sont nécessaires.

1733, 19 août. — Contrat de mariage de Jean Bourdeille, conseiller au présidial ; il reçoit une maison, sise au coin de la rue de la Prison, devant les pères Jésuites. (*Minutes de Senné père.*)

Prisons de l'abbaye. — 1644, 29 novembre. — Eloi-Pierre et Jean Maréchal, frères, fils de Armande Fouschier, agissant tant pour eux que pour Jean Maréchal, leur frère, et Jeanne Symon, veuve de Valentin Fouschier, praticien, afferment à Jean Guillorit, une maison tubeline, confrontant par devant à la grande rue qui va de l'église Saint-Palais au Bourgneuf, et d'un côté aux prisons de M^{me} l'abbesse de Saintes. (*Minutes de Dextruier.*)

PROVIDENCE (LA). — Le couvent de la Providence a remplacé le monastère des Carmélites, bâti, grâce aux libéralités de Louis XIII, sur l'emplacement d'une partie des bâtiments du château, qui avaient abrité la fonderie de canons. (Sur cette fonderie, Cf. *Recueil*, XII, p. 459.)

Cette maison d'éducation a été fondée à Saintes en septembre 1817 ou 1818. M^{me} Vassal, sa fondatrice, s'installa d'abord rue Saint-Pierre (*alias* rue de l'Hôtel-de-Ville, dans la même maison qui reçut les premières Carmélites), puis, en 1819, se transporta rue de l'Evêché, près du collège. Les bâtiments de l'ancien Carmel, achetés en 1824, devinrent l'établissement définitif. Il a été fermé en juillet 1904.

PUITS (rue du). — Prend de la rue Croix-Melon et va rejoindre la rue Saint-Macoult. Le plan de Lacurie l'appelle rue de la Poste aux chevaux.

PUITS DE LA LIMOUSINE (rue du), rue du Puits des Limousins, Puits de la Chanterie, rue des Cerises, rue du Marché aux cerises, rue aux Herbes. (Voir Port Anguiller et Cimelières.)

Le plus ancien nom qu'elle porta est celui de rue du Puits des Limousins, lequel est situé entre la Chanterie et les Récollets.

1625, 24 mars. — Jean Gourdon, avocat, parlant à Pierre Gombaud, sieur de Faussac, assesseur criminel au présidial, procureur des Récollets, lui déclare qu'ayant été averti de la vente faite par François « Coudreau aux pères Récollets, d'une maison, sise devant le puits de la Limou-

sine, de deux côtés et d'un bout confrontant à l'église, jardin et bâtiments desdits pères, et d'autre bout à la rue où est ledit puits, et comme F. Coudreau a été curateur, en 1586, de Marie Videuil, femme de Gourdon », il s'oppose à la délivrance des deniers provenant de la vente. (*Minutes de Sanson.*)

1408. « *Putheum à la Lemozine* ». (Voir *Cimetières.*)

Le 21 février 1432 (ou 1427), Aynor de Lislea, autrement La Limousine, demeurant à Saintes, reconnaît devoir au bas-chœur de Saint-Pierre dix sous de rente annuelle, « à cause de deux appentiz assiz au puis des Limousins, et ung petit vergier par darière..... tenant d'un cousté et d'un bout à la ruhe par laquelle on vait de la place Sainct-Pierre au puis desdiz Limousins, de qui au port Anguillier, d'autre bout et cousté aux maisons et vergiers que tient à présent ladite Aynor de Lislea, à III sols de rentes... » (*Archives de Saint-Pierre*, cote AA.)

Au XVI^e siècle, on connaît la rue sous un double nom.

1575. — « ... Plus une aultre place, qui est seize près le puy de la Chantreurye, aultrement appelée le puy de La Lemozine..... » (*Archives de Saint-Pierre.*)

Il s'agit encore de la rue du Puits de la Limousine, probablement, dans le titre suivant, que je transcris surtout pour indiquer les demeures de deux familles de robe.

1581, 15 mars. — Feu Jehan Grelaud, conseiller au présidial, avait intenté un procès à Pierre Hurtaud, chapelain de la chapellenie fondée par Michel Desmaisons, chanoine théologal, comme détenteur « de la maison qui faiet le coing de la ruelle par laquelle l'on va de Saint-Pierre à la Poissonnerie, tenant d'ung bout et cousté à laditte ruelle, d'autre bout à l'estable de maistre Jehan Coudreau, advocat audit siège présidial, d'autre cousté à l'estable dudit feu Grelaud... » (*Archives de Saint-Pierre.*)

Il est extrêmement difficile, voire périlleux, on le conçoit, de déterminer l'origine du nom de Limousine ou des Limousins, donné à ce puits, un des puits publics de la ville, très vraisemblablement. Rien ne peut guider nos recherches. On a le choix entre une légende (1) et une réalité, laquelle consiste à attribuer

(1) La belle Emma, fille de Gérard, vicomte de Limoges, d'une éclatante beauté, devenue la femme de Guillaume III, duc d'Aquitaine, est connue sous le nom de la *belle Limousine*. Son histoire est tout à fait merveilleuse ;

l'origine de ce nom à une colonie de Limousins — appelés à Saintes peut-être par de grands travaux de maçonnerie, Saint-Pierre, par exemple — et fixée dans le quartier.

Nous avons vu que la Bertonnière doit son nom à quelques familles étrangères, soit tisserands, soit marchands de toiles ou d'autres objets, établies aux portes de Saintes. Il est bien possible qu'il en soit de même pour des Limousins. Il est moins aisé de dire pourquoi on substitua Limouzine à Limousins ; Aynor de Lislea, dite la Limouzine, n'est peut-être pas étrangère au changement, à moins que la légende ne soit mêlée à l'affaire, ce que je crois guère. (Cf. dans la *Revue des langues romanes*, t. I, 1876, Boucherie : *Une colonie limousine en Saintonge.*)

Une rue Limousine existe à Niort.

La rue a dû porter aussi le nom de *Rue du Marché aux cerises*.

1743, 31 janvier. — Blaise Pacaud, boulanger, cède à Joseph Brillac, perruquier, une maison, située paroisse Saint-Michel, rue du Marché aux cerises, confrontant par derrière à l'église Saint-Michel. (*Minutes de Senné.*)

Rue des Cerises, près de la Poissonnerie (1752), proche Saint-Michel (1762).

Le bout de ruelle faisant communiquer le canton aux Herbes avec la rue Saint-Michel se nomme *rue de la Poissonnerie*, d'après le plan Lacurie.

Habitants : Paillot de Beauregard (1754).

PUITS CHICANEUR (rue du), rue récente ; nom donné pendant quelque temps à la rue Adolphe Brunaud, créée, ainsi que ses voisines (Renaud-Rousseau, place Brunaud), il y a une quinzaine d'années, lorsqu'une fièvre de construction a porté un certain nombre d'ouvriers à bâtir des maisons dans les champs avoisinant le cimetière. Beaucoup de ces terrains appartenaient à M. A. Brunaud.

Le nom de Puits Chicaneur rappelle un procès au sujet d'un puits.

Emma abuse non seulement de la faiblesse de son mari, et de l'ascendant qu'elle prit sur lui, mais le déshonora par ses mœurs. « Accusée par plusieurs témoins de ses débauches, craignant la colère du duc, elle abandonna la cour d'Aquitaine avec quelques-uns de ses complices et ne reparut plus. On publia partout qu'elle s'était envolée sous la forme d'un oiseau de proie, mais qu'on la voyait souvent la nuit courir sur les hautes tours du château de Clain et Boivre. » Cf. *Histoire des vicomtes de Limoges*, par Marvaud, Paris, Dumoulin, p. 77-102. *Annales manuscrites de Limoges. Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*. t. VII, p. 393.

Les fouilles pour les fondations et les mouvements de terres n'ont pas donné le résultat que l'on attendait dans ce sol de l'antique Médiolanum. Aucun objet de valeur n'y a été recueilli.

Place Brunaud, on a découvert, enfouies ensemble, pêle-mêle, des lagènes. Plusieurs portaient du *graffiti*; le musée les a achetées.

PUITS PÉRON. (Voir *La Brèche*.)

Marie Dalvy, veuve de François Mesnard, sergent royal, fait faire inventaire en sa maison, proche le Puy Péron, qui est près du Port Mouelier. (*Minutes de Marcouiller*, 3 mai 1696.)

PUITS PISSOUS (rue du). — Communiquait avec la rue Juive. (*Bulletin*, t. III, p. 164.)

PUYGAUDIN.

1649, 11 avril. — Marie Allaire, veuve de Daniel Eschasseriaux, se dit propriétaire d'une petite maison et d'un jardin par devant, situés au Puy-Gaudin, paroisse Saint-Vivien. (*Minutes de Dermier*.)

PUY VÉRON (L'E).

1749, 12 mars. — Vente, par Jean Lys, dit Bertrand, maçon, demeurant à Saint-Macoul, paroisse Saint-Vivien, à Marie Moureau, servante chez l'abbé de Livenne, chanoine, une petite maison avec droit de puisage au puits appelé Puyvéron, placé devant l'entrée de la cour de cette maison, située faubourg Saint-Vivien, seigneurie de Saint-Crépin, dépendant de l'évêché, confrontant par devant à la rue par laquelle on va de cette ville, passant par la Porte-Egüière, à Saint-Porchaire, du couchant et par derrière au nord au couvent des filles religieuses de Notre-Dame, d'autre côté à la ruelle servant pour aller audit Puyvéron.

RUA CAVA, à Saint-Macoul (1290). (*Archives*, t. II, p. 274.)

RÉCOLLETS (rue des).

Les Récollets quittèrent les ruines de Saint-Frion, qui les abritèrent dès leur arrivée à Saintes (1613), pour venir se fixer sur la rive gauche de la Charente (1617), grâce à une libéralité de Raimond de Montaigne et un don du roi de 10.000 livres (1). Ils occupèrent d'abord de vieux bâtiments. En 1624, ils les rasèrent et élevèrent de nouvelles constructions. Un incendie les réduisit en cendres en 1719.

(1) Cf. Briand, *Histoire de l'église saintone*, II, p. 492; *Archives*, t. XXIII, p. 36. Ch. Dangibeaud, *Raimond de Montaigne*.

Il semble qu'on se soit contenté, à ce moment-là, de consolider les murailles et de réparer tant bien que mal les dégâts. En 1757, on exécuta quelques nouveaux travaux.

L. Audiat place la maison de Nicolas Alain (1) sur le terrain occupé par la chapelle des Récollets (jadis imprimerie du *Progrès*), et la confronte au coin de la rue par laquelle on va et vient de la porte des ponts au palais, à la rue du Puits de La Limousine, à la rue qui allait de la place Saint-Pierre au Port Chapitre (pas de référence). Autrement dit, la maison d'Alain aurait occupé tout l'espace compris entre la rue Désile et la rue du Marché, en bordure de la rue aux Herbes. C'est donner à cette maison une trop longue étendue. Les confrontations de l'acte du 19 mai 1617 (Voir *Port Chapitre*) le démontrent suffisamment puisque la portion de maison vendue est à la fois sur la rue qui va de la place Saint-Pierre au Port Chapitre (rue du Marché) et sur la rue qui va de cette rue au puits de la Limousine (rue aux Herbes). Elle ne tient à la maison d'Alain que par la basse-cour. C'est donc restreindre la maison du célèbre avocat à la moitié à peu près de l'espace concédé par Audiat.

1757, 25 octobre. — Alexandre Chesnier du Chesne, bourgeois, ancien juge consulaire, procureur de Jean-Charles de Senectère, maréchal de France, gouverneur de La Rochelle, commandant en chef en Aunis, Saintonge et Poitou, d'après sa lettre missive (annexée), vend deux maisons, rue qui va des Récollets au Palais Royal, paroisse Saint-Michel, confrontant au levant au sieur Turpin-Dubreuil, au couchant à l'écurie du sieur Gallocheau, au midi à la rue des Récollets, par derrière au seigneur de Faye et à Jean Dalidet, notaire. (*Minutes de Marsay*.)

Françoise Duplais, veuve de Girard Vautier, habite cette rue en 1697.

QUATRE PORTES (LES). — Logis sur le quai des Rochers. Cette maison appartenait au prieuré de Saint-Eutrope.

Le seigneur des Gons contesta cette propriété, mais un arrêt du parlement de Bordeaux maintint le prieur en son ancienne propriété (5 septembre 1683).

1761. — Joachim Garonne de Langlade, sous-brigadier des gardes du corps, chevalier de Saint-Louis, mari de Suzanne Collet, y demeure.

(A suivre.)

CH. DANGIBEAUD.

(1) *La Saintonge et ses familles*, p. VII.

QUESTIONS ET REPONSES

QUESTIONS.

N° 791. — Pourquoi écrit-on maintenant partout, même dans le *Bulletin des Archives*, ile d'*Oléron*? Jusqu'à ce jour, on écrivait toujours, comme l'on prononçait *Oleron*, sans accent aigu. F. G.

Même question pour *Gémozac* que les naturels prononcent, — ils doivent s'y connaître, — *Gemonzat*.

N° 792. — Pourquoi écrit-on *Rhétails*, *Rhétaises*, alors qu'on écrit ile de *Ré*, sans la lettre *h*?

Pourquoi aussi, dans la région, dit-on et écrit-on *Boucholeur* et les *Bouchots*. Le dictionnaire Larousse écrit plus logiquement *Bouchoteur*? N. T.

RÉPONSES

N° 789. — Lieu d'origine des Boiveau.

Extrait des Registres de Plassac-Saint-Genis, 24 janvier 1832.

1° Mariage de François Delmas de Saint Ciers du Taillon, avec demoiselle Françoise *Boyveau* domiciliée en la paroisse de Plassac, fille mineure d'Auguste et de feu Catherine Herbellot.

Signé : AUG. BOYVEAU, RIVIÈRE, BONNEFONT.

17 juillet 1832.

Mariage de François Garreau, de Plassac, avec demoiselle Marie *Boyveau* de la paroisse d'*Allas Bocage*, canton de Mirambeau, fille majeure de feu Auguste et de feu C. Herbellot.

Signé : BONNEFONT Christophe.

2° Marie *Boyveau*, morte 20 mai 1856, âgée de 49 ans.

3° Marguerite *Boyveau*, morte 19 juin 1838, âgée de 38 ans.

LIVRES ET REVUES

Armorial du Bordelais, sénéchaussées de Bordeaux, Bazas et Libourne, par M. Pierre Meller. — L'auteur a fait hommage à la Société des Archives d'un exemplaire de son savant travail. Il contient « des notices accompagnées de la description des armoiries, de toutes les familles nobles et bourgeoises qui ont joué un rôle dans le Bordelais, ou qui, par leur situation sociale, méritent

tent d'être mentionnées. » Les notices sont classées par ordre alphabétique, et une table des noms de familles et de terres termine chaque volume.

Voici le relevé des noms de familles cités dans cet ouvrage qui intéressent la Saintonge ou l'Aunis, ou parce qu'elles en sont originaires, ou parce qu'elles y ont marqué autrefois, ou parce qu'une de leurs branches y est encore fixée.

D'Abillon, d'Abzac, Achard, d'Allenet, d'Aloigny, Arnoud, d'Ast ou Dast, d'Augeard, de Barbezières, Bardonin, de Beauchamps, de Beaupoil de Saint-Aulaire, de Béraud, Bertus, de Blois, du Bois du Fresne, de Boisbellaud, de Bonnevin, de Boudon, Brejon, de Bretinauld, de Calvimont, de Campet de Saujon, Castillon du Perron, de Caupenne, marquis de Mirambeau, de Chabot, de Charron, de Chasteigner, Chaudruc de Crazannes, du Cheyron du Pavillon, de Cours, Desmoulins, Dohet, Duchatel, Durand, Esrable, Eymery, de Faucher, de Flambart, de Froger, Gaillard, de Gombault, de Grailly, Grenier de la Sauzay, de Griffon, de Grousseau, Guenon, de Guérin, Guestier, de Guilhemanson, de Guyonnet, Guyot du Repaire, du Hamel, Hillairet, Horric, Jaulin, de Laage, de La Faye, de La Laurencie, de La Montaigne, de Laporte, de La Taste, de La Trémoille, Le Berthon, Lemer cier, de Lestrangle, de Luze, de Malartic, de Malvin, de Marin, Marsault, de Mehée, de Mercier du Paty, Methé de Fonremis, Michel, Mortier, Nicolas, de Norrigier, de Nossay, Olan yer, Otard de La Grange, de Perpigna, Phelippier, de Pils, de Pindray, de Pons, du Pont, Piqué de Guippeville, de Queux, de Rabaine, de Rabard, de Saint-Légier, des Tourrettes, de Vallée, de Vantenac, de Verthamon.

Malgré l'étendue des recherches, on aimerait un peu plus de précision dans les dates. C'est le seul reproche que nous adressons à l'auteur. Son ouvrage n'en sera pas moins un instrument d'une grande utilité entre les mains des généalogistes.

J. O.

Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme, 1905, p. 549. *Les abjurations de La Couarde* (île de Ré), 1685-1686, et de la famille Renaudin, à Saint-Pierre d'Oleron, documents communiqués par MM. H. Lehr et de Richemond.

Les abjurations de La Couarde sont au nombre de trente-trois.

Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. —

Congrès des sociétés savantes de 1904 (sciences économiques). M. Cheylud étudie l'état et le mouvement de la population (15^e question du programme) dans la commune de La Roche-Chalais, an I-an X, à laquelle la commune de Petit-Saint-Aigulin ou de l'Ami-des-Lois (Charente-Inférieure) fut réunie par décret du 6 nivôse an III.

M. Levasseur fait suivre cette communication d'observations portant sur le chiffre de la population française sous la Révolution. Celle-ci augmenta sous la Révolution ! Cela tient à ce que les campagnes n'ont pas autant souffert que les villes. Les paysans ne payaient ni leurs loyers des terres ni leurs impôts. Quand ils les ont payés en assignats, comme dans les dernières années, la valeur des assignats était de 3 sous 6 deniers pour 100 livres. Il est résulté de cette situation pour eux, pendant cette période, une prospérité qui peut expliquer l'augmentation de la population pendant la Révolution (plus de 27 millions en 1801).

Le général Ordonneau (1770-1855), par MM. Albert Terrade et Henri Allorge. — C'est l'histoire d'un ancêtre de M. Maurice Ordonneau, l'auteur bien connu de tant de pièces de théâtre. Louis Ordonneau, général de division, dont le nom figure sur l'arc-de-triomphe de l'Etoile, fils d'un humble cabaretier de Saint-Maurice, près La Rochelle, partit comme volontaire en 1792, assista à de nombreuses batailles, dont il sortit couvert de blessures, devint général de division, grand-officier de la légion d'honneur, commandeur de Saint-Louis, baron de la Restauration, et mourut âgé de 85 ans. Marbot, Thiébault, les sergents Coignet, Bourgogne, Parquin, ont laissé des mémoires où ils ne se sont pas attribué de mauvais rôles et qui nous ont renseignés sur les conditions de la vie militaire pendant les guerres continues de la Révolution et de l'Empire ; le général Ordonneau n'a laissé aucun écrit, et c'est au moyen de recherches laborieuses dans les archives du ministère de la guerre et les histoires militaires que les auteurs ont pu reconstituer la vie de ce soldat recommandable par sa bravoure. Mais il faut remarquer que si Ordonneau arriva aux hautes situations, ce ne fut pas sans sollicitations, et on a trouvé au ministère ses lettres demandant la croix de Saint-Louis, la croix de la légion d'honneur, les titres de comte, de vicomte, ou faute de mieux, de simple baron, plus des réclamations nombreuses d'indemnités pécuniaires. Au point de vue politique, c'était un paysan madré, flairant toujours

de quel côté venait le vent, saluant avec ferveur tout nouveau gouvernement (il en a vu cinq), et s'empressant de lui réclamer quelque faveur. Du 31 août 1814 au 11 juin 1815, comme général de brigade, il résida à Saint-Martin de Ré, en qualité de commandant supérieur de l'île de Ré.

D°.

Le Mois, n° de janvier 1906, est tout imprégné de senteurs saintongeaises. Il s'ouvre par une idylle signée René Gaël, agrémentée d'un dessin de M. Vacha, qui se passe entre le phare de la Coubre et la Pointe Espagnole, du côté de Maumusson. Vient ensuite une de ces adaptations de chansons de geste en français moderne, dans lesquelles M. G. Gourdon est passé maître : *Guillaume au court-nez*, illustrée par M. Victor Lhuer. L'auteur de *Guillaume d'Orange* et des *Chansons de geste* était tout désigné pour donner en vers modernes la première version française de ce vieux poème. Le *Portrait* mensuel est consacré au même M. Gourdon. « Des critiques de grande autorité en ont proclamé la valeur (des *Chansons* et de *Guillaume d'Orange*), et Georges Gourdon peut rappeler avec orgueil leurs éloges. » Suivent cinq pièces de vers. Il ne manque — par extraordinaire ! — que la *Causerie littéraire* de M. G. Audiat, qui compléterait si bien ce numéro saintongeais du *Mois*.

Le numéro du 1^{er} décembre donnait le portrait de M. Léonce Depont : « C'est un poète qui s'est désaltéré aux plus pures des sources classiques..... »

La Province du mois de novembre contient, de M. L.-G. Dyonet, un article sur un poète saintongeais : *Georges Gourdon*.

Notes sur Montbéliard : Le château d'Etupes, Bernard de Saintes, etc., par Léon Sahler.

Ce très intéressant travail, composé de notices sur des monuments et personnalités montbéliardais, consacre quelques pages à la vente du mobilier du château princier d'Etupes, faite par les ordres de Bernard de Saintes, et à la dictature du Saintongeais lors de l'annexion de la principauté à la France.

L'auteur a, dit-il, largement utilisé l'ouvrage de M. Armand Lods, sur *Bernard de Saintes et la réunion de la principauté*, extrait lui-même des *Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard*, XXIV^e volume. Mais à la page 35 de son travail,

M. Sahler cite diverses suppliques de Bernard sous la Restauration, du 18 janvier au 9 novembre 1816, qui lui sont signalées par M. Lods aux Archives nationales, dossier F, 6710. Peut-être une étude plus complète de ces pièces apporterait-elle des renseignements nouveaux sur la carrière de Bernard et les événements auxquels il fut mêlé dans notre région (1); le 18 janvier 1816 il écrivait au ministre de la police, au sujet de Napoléon : « *J'ai hautement imploré le secours des Anglais qui le combattaient à nos portes et j'ai béni sa défaite.* »

Bernard, qui séjourna en Saintonge à partir de 1796 jusqu'à son exil, en 1816, époque où il suppliait, de Madère, le ministre de l'intérieur de lui rouvrir les portes de la France, n'aurait-il rapporté dans son pays aucune de ses acquisitions d'Etupes ? M. Sahler en cite quelques-unes et semble croire, page 25, que les amis de Bernard, Naudet, Rochet et Tréfons (Dreyfons, Tréfous ou Dreyfus, dit la table onomastique) de Belfort, ont pu lui servir de prête-nom pour diverses adjudications de ce somptueux mobilier.

La personne qui a bien voulu nous communiquer le livre de M. Sahler, nous dit que du jardin du Bastion de Saintes, jadis

(1) A défaut des documents en question, en voici un, absolument inédit, qui ne manque pas de saveur. Si nous ne savions pas par ailleurs de quel caractère était Bernard, cette lettre nous édifierait suffisamment. Elle appartient à M. Dumontet père.

Saintes, le 11 mai 1815.

Bernard, de Saintes,

A Messieurs les membres du collège électoral de
l'arrondissement de Saintes.

Messieurs,

J'ai eu le malheur de déplaire à Louis XVIII, d'abord en votant contre son frère, puis en n'adhérant à son avènement au trône que sous la condition qu'il accepterait et maintiendrait la constitution que le peuple voudrait se donner, puis, en lui refusant les impôts de cette année, etc.

Ses fidèles agents ont cru devoir m'en punir, ils m'ont rayé du tableau des membres du collège électoral de ce département, quoi que je fusse nommé à vie; dans l'incertitude où je suis, dans ce moment, sur l'autorité qui doit procéder à mon remplacement, et craignant de vous voir privés plus longtemps d'un représentant au collège électoral de département, si vous ignorez ma scandaleuse illimination (*sic*), je me hâte de vous en prévenir pour que vous procédiez à mon remplacement, si cette opération vous regarde.

Croyez, Messieurs, que la plus belle vengeance que je puisse tirer de l'injustice qui m'a été faite est de vous voir faire un choix digne de vous.

J'ai l'honneur de vous saluer avec respect.

BERNARD.

occupé par Bernard, certaines figurines de bronze ayant servi à des jets d'eau, auraient été portées chez M. Nicolle, à Tesson.

Au milieu d'un bassin du jardin du bastion surgissait, en effet, il y a quelques années, un petit Mercure en bronze. C'était une réduction du *Mercury* de Jean de Bologne. (Cf. *Bulletin*, IX, p. 101.) X.

Noël consacré à l'enfant, par les *Annales politiques et littéraires* (24 décembre 1905). Un chapitre consacré à *l'enfance des contemporains célèbres* donne la photographie de Pierre Loti à l'âge de 13 ans, et deux lettres du même, âgé de 9 ans, à « son amie d'élection », Lucie D^{***}, datées de Rochefort et de La Brée (île d'Oleron) (*sic*).

Le numéro du *Peuple* (de Saintes) du 3 décembre 1905 reproduit un arrêté du Directoire de Saintes du 27 octobre 1791 sur la liberté des cultes.

Une ample notice biographique sur Jacques Garnier, l'un des signataires de l'arrêté, accompagne ce document.

Jacques Garnier, né à Saintes, le 21 mars 1755, de Simon Garnier, procureur au présidial, et de Madeleine Avrard.

Maire de Saintes, député à la Convention ; rallié à Napoléon ; exilé par les Bourbons ; noyé en 1816 dans l'Ohio, avec son fils Athanase.

Voici un très curieux échantillon inédit du style de Garnier, inconnu de l'auteur de la notice, qui montre quel revirement s'était fait dans l'esprit de cet homme. Il écrit en 1809 à sa fille, âgée de treize ans, alors en pension ; par conséquent, on peut croire qu'il est sincère..... à moins que la prudence, la politique et l'intérêt ne lui aient dicté cette apologie de Napoléon :

« Il est aujourd'hui démontré que la démocratie chez une grande nation est un volcan capable de tout engloutir dans ses explosions et d'envelopper dans ses laves les états même les plus éloignés d'elle. C'est ce que la France vient récemment d'éprouver. Rien, sans doute, ne surpasse en célébrité et en nombre les victoires qui ont illustré sa révolution et qui se perpétuent avec plus d'éclat encore, mais rien ne surpasse aussi les déchirements et les commotions qui ont ruiné ce brillant état. Il eût fini par devenir la proie de la conquête si un génie plein de courage et d'audace ne fut pas sorti des rangs de l'armée pour arrêter les convulsions d'une oligarchie sans principe et ne se fut pas mis à

la tête d'un peuple qui se déchirait pour en faire par la victoire la plus puissante des nations, comme il s'est fait avec elle le plus grand des hommes (1)..... »

Revue des questions historiques du 1^{er} janvier 1906. — *La propriété foncière du clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Charente-Inférieure*, par M. l'abbé Lemonnier.

La conclusion est celle-ci : « La propriété foncière ecclésiastique (avant la Révolution) était bien moins grande qu'on ne l'a affirmé. Elle était pour le district de La Rochelle de 3,87 %, pour le district de Rochefort de 1,56 % de la superficie totale.

C'était peu ! Mais ces quelques centaines d'hectares ont donné à la Révolution et à l'anticléricalisme leurs partisans les plus constants.

La propriété des réguliers dépassait de beaucoup celle du clergé séculier.

Les immeubles des villes furent achetés par le petit commerce. Les gros négociants se partagèrent les cabanes et les abbayes et augmentèrent la grande propriété laïque, exempte de charges sociales et se croyant trop souvent exemptes de devoirs.

Quelques cultivateurs achetèrent un bout de champ. »

Über Georges Gourdons gedichtsammlung, Chansons de geste, und ihre Quellen, thèse de doctorat présentée à la faculté de Berlin par Friedrich Wiske.

Il nous semble étrange qu'un candidat au doctorat ait présenté comme thèse, à la faculté de philosophie de Berlin, la critique littéraire de poésies françaises. A l'exception d'une ou deux pages, où il parle des tendances philosophiques du poète, il ne s'en tient qu'à la critique littéraire.

Il commence par attaquer le titre qui, dit-il, induit en erreur (irreführend). La raison qu'il en donne est un peu puérile. Le poète n'aurait emprunté qu'un peu plus de la moitié de ses sujets aux épopées populaires de l'ancien français ; pour le reste, il se serait appuyé sur l'épopée savante, sur la poésie didactique et sur la mi-légende historique.

Il prétend aussi que l'ordre chronologique dans la disposition des poésies n'est observé qu'autant que ces dernières se ratta-

(1) L'original appartient à M. Dumontet, avoué à Saintes.

dernes de parti, car il est à craindre qu'une grande partie du public républicain, trompée par un tel amalgame, ne flaire dans une renaissance de la poésie du moyen âge des dangers cléricaux monarchiques et ne se montre réfractaire aux efforts scientifiques ou purement artistiques. En outre, — c'est toujours Wiske qui parle -- il ne sera jamais possible à un esprit tendancieux de reproduire d'une façon adéquate une poésie du moyen âge. Aussi, dès le début, Gourdon ne se fixe-t-il pas pour but de rendre exactement le ton et la conception des anciennes poésies. Partout où il le peut, il élève ses figures jusqu'à un héroïsme idéal, souvent incolore. Ce sont surtout les héros nationaux de l'histoire, tels que Sigobert, Dagobert, Louis XI, les chevaliers de Saint-Jean, qu'il soumet à ce procédé ; l'empereur Charlemagne aussi, qui joue la plupart du temps dans l'épopée féodale franque un rôle défavorable, se voit élevé par le poète à un niveau plus digne. Quant aux manifestations par trop naïves de la vénération des reliques et aux autres bizarreries de pratique religieuse du moyen âge, elles sont sagement passées sous silence.

L'Allemand critique aussi la forme et le style du poète qui n'a pas donné à ses œuvres une empreinte antique. La métrique est absolument moderne. La plupart du temps Gourdon emploie les couples alexandrins et par rapport à la césure il s'y permet les libertés des romantiques et les dépasse même parfois. Quant au style, il est aussi moderne dans l'ensemble, et le poète, qui, dès l'année 1879, publia son premier volume, *Les Pervenches*, se présente par sa technique comme un échappé de l'école romantique. On ne trouve dans son œuvre guère d'essor humoristique, car il se sent obligé par sa tendance à garder un ton sérieux et pathétique. Il est donc absolument impossible au poète de faire des excursions dans le domaine de la satire et de la parodie, celles-ci s'accorderaient difficilement avec sa nature.

Wiske cite ensuite les sources auxquelles a puisé Gourdon. En dehors des *Chansons de geste*, il existe deux ouvrages plus anciens de Gourdon, où les matières du moyen âge jouent déjà un rôle, à savoir : *Le Drame de Guillaume d'Orange*, qui ne nous intéresse pas ici, et le recueil *Le sang de France*. Des poésies de la légende franque, contenues dans ce recueil, *Le fils d'Olivier* a passé entièrement dans *Les chansons de geste*, et d'une autre poésie, intitulée *La mère*, la première partie, la reconnaissance entre les fils d'Aymon et leur mère, a passé aussi

sans modification dans *Les chansons de geste*. Gourdon a parsemé ce recueil *Sang de France* d'annotations, où il dit formellement que les quatre poésies : *La mort de Roland*, *Le fils d'Olivier*, *La bataille d'Aliscan* et *La mère*, s'appuient sur *Les épopées françaises* de Gautier. Il lui en exprime même sa reconnaissance dans les vers suivants :

« Ignorant quels trésors recelaient ses annales
Et combien son génie enferma de splendeurs,
La France abandonnait aux nations rivales
Les poèmes de nos jongleurs.
Tu vins et tu redis nos vieilles épopées,
Tu réveillais les morts dans leurs vastes tombeaux,
Et tous les cœurs battaient la charge des épées,
Au son du cor de Roncevaux, etc.

Lorsqu'on lit ces vers et qu'on songe que les matières de l'ancien français, transmises par le poète, ont eu pour source *Les épopées françaises*, on peut en conclure qu'il a fait ses premiers pas dans le domaine de l'ancien français, à lui jusqu'alors inconnu, soutenu par l'œuvre de Gautier. Abstraction faite des poésies *Le duc et ses fils* (p. 65), et *Le fils d'Olivier* (p. 76), l'influence de Gautier se fait sentir d'une façon décisive dans la première partie d'*Aude et Roland* (p. 84, 1 ; p. 85, 3), et dans *La colère d'Augier* (p. 88). Dans *Le roi d'Orri* (p. 39), et *La reine Berthe* (p. 43), on trouve encore d'autres sources ; car Gourdon a très vite étendu ses connaissances de l'ancienne littérature franque ; il s'est procuré de nouvelles ressources et a lu les anciennes poésies dans l'original.

De bonne heure le poète a appris à connaître et a étudié à fond le deuxième grand ouvrage de Gautier, *La chevalerie française* ; dans l'hommage cité plus haut qu'il a rendu à son maître, la cinquième strophe dit :

Oh ! pour ton livre écrit sur la chevalerie,
Pour tout ce grand passé que tu nous as rendu
Et pour ce fier Credo que ta bouche nous crie
Bon chevalier, béni sois-tu !

On pourra souvent constater l'influence de cette œuvre sur *Les chansons de geste*, mais surtout dans la poésie *L'échanson du roi* (p. 131), dans chaque partie de *Il ne faut tenter Dieu* (p. 168) et de *Girart de Roussillon* (p. 115, 5 ; p. 117, 18).

Le critique reproche surtout à M. Gourdon de s'être trop

laissé guider dans le choix des matières et dans la façon de les traiter par les besoins de sa cause tendancieuse.

La thèse de M. Wiske ne prouve qu'une seule chose, c'est que son auteur a fait d'énormes recherches. C'est un grand compilateur et peut-être un érudit.

Quant à la valeur littéraire, elle est des plus ordinaires, gâtée par l'esprit politique et religieux. On ne sent que trop l'allemand et le protestant jugeant et critiquant les sentiments patriotiques et catholiques de notre poète charentais. Voilà toute la *philosophie* que l'on trouve dans cette thèse de philosophie. G.

La *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} février 1906, insère un article de M. Ernest Daudet sur *Louis XVIII et le Comte d'Artois*, récit des temps de l'émigration. C'est leur correspondance que l'auteur met surtout à contribution. Il n'y est pas question du *Swan* et des événements qui ont pu empêcher le comte de rejoindre Charette. Mais M. Daudet en parle et combat l'opinion de notre confrère M. l'abbé Lemonnier.

« Le comte d'Artois, dit-il (p. 566) que le Roi croyait auprès de Charette, était encore à l'île d'Yeu, victime des intrigues anglaises et de sa propre irrésolution, manquant de l'énergie nécessaire, lorsqu'il sut que l'expédition était contremandée, pour passer outre, rejoindre coûte que coûte les Chouans auxquels il était annoncé et qui l'attendaient avec une impatience qui n'avait d'égal que l'enthousiasme avec lequel ils se préparaient à l'accueillir ».

Ce dernier mot porte un renvoi à une note que voici.

« D'après une version récemment lancée par un ecclésiastique breton (*sic*), M. l'abbé Lemonnier, sur la foi de documents nouveaux, le comte d'Artois se serait effectivement embarqué sur un cutter anglais, le *Swan*, pour rejoindre Charette. Mais ce cutter ayant été arrêté, le 5 octobre 1795, par un navire français, le prince qui s'y trouvait sous le nom de Fernand Christin aurait été conduit à *Quiberon* (*sic*) avec ses compagnons, sans être, il est vrai, reconnu, et se serait échappé au moment d'être transféré à Paris avec eux ou aurait été enlevé sur la route par des gens masqués. C'est ainsi qu'il aurait été empêché de passer en Bretagne.

Les évasions et les enlèvements (1) sont fréquents à cette

(1) Nous rétablissons l'orthographe usuelle : tous les t des mots en ent sont supprimés dans le texte.

époque. Mais, s'il est vrai que le prisonnier qui déclara se nommer Fernand Christin soit parvenu à s'enfuir, on ne saurait admettre que ce fut le comte d'Artois. La *supposition* de M. l'abbé Lemonnier provient uniquement de ce fait que Fernand Christin est pour lui un inconnu. Or, ce personnage a réellement existé; il était secrétaire des princes à Coblenz, et les archives russes ont publié de nombreuses lettres de lui datées de 1830, adressées à une amie, la princesse Tourkestanof, où il évoque quelques-uns de ses souvenirs des temps révolutionnaires. J'ai reproduit des extraits de cette correspondance dans le premier volume de mon *Histoire de l'Emigration* p. 131.

Quant au comte d'Artois, sans m'attarder à démontrer par un rapprochement de dates, l'impossibilité de sa présence à bord du *Swan*, je ferai seulement remarquer que, s'il eût été le héros d'une aussi émouvante aventure, il n'eût pas manqué, ce qu'il n'a pas fait, de la raconter au Roi son frère, et de l'opposer à ceux qui lui reprochaient de n'avoir pas voulu se réunir aux Chouans ».

M. l'abbé Lemonnier, après avoir lu les lignes qui précèdent, nous envoie les réflexions suivantes :

« Je ne suis pas breton, je n'ai lancé aucune version, je n'ai jamais écrit que le comte d'Artois, fait prisonnier, eût été conduit à Quiberon. M. Daudet n'a pas lu les documents publiés par la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

J'habite Rochefort. Une tradition locale, insérée par Viaud et Fleury dans leur histoire de notre ville, raconte que le comte d'Artois aurait été fait prisonnier, conduit à Rochefort, où on aurait favorisé sa fuite.

J'ai recherché ce qu'il pouvait y avoir de vrai ou de faux dans ce récit. J'ai trouvé aux archives du port un dossier complet. Il se résume ainsi :

Dans les premiers jours d'octobre 1795, la frégate *La Tarta*, commandant Moulton, et la *Néréide* croisèrent devant l'île d'Yeu pour empêcher le débarquement du comte d'Artois. Les frégates s'emparèrent d'un cutter anglais: le *Swan*, et prirent à leur bord l'équipage et les passagers. La flotte anglaise attaqua les vaisseaux français, ceux-ci après une lutte très vive échappèrent à l'ennemi. Le 17 octobre ils arrivaient en rade de l'île d'Aix. Parmi les prisonniers se trouvaient cinq français, quatre étaient les serviteurs fidèles du comte d'Artois, le cinquième, qui avait l'âge du prince, déclara être le domestique

d'un des domestiques prisonniers. Il y avait encore un nommé Ferdinand Christin se déclarant officier anglais, ce dernier s'évada de la prison de Saint-Maurice, le 5 novembre 1795, à 8 heures du soir.

Je remercie M. Daudet de m'avoir appris que Fernand Christin était le secrétaire du prince. Mais alors, à bord du *Swan*, il y avait donc toute la maison du comte d'Artois, sans le comte lui-même?

La commission militaire nommée pour juger les prisonniers se refusa deux fois, malgré les instances de Merlin, ministre de la justice, et les prévenus furent dirigés sur Versailles, loin de leur domicile. A peine en route, ils furent enlevés des mains de la gendarmerie.

Tels sont les faits racontés par les documents authentiques présents à Rochefort. Je me borne à poser cette question: tous ces événements se sont-ils succédés pour délivrer le domestique d'un domestique du comte d'Artois???

M. Daudet dit: « ne vouloir pas s'attacher à démontrer par un rapprochement de dates l'impossibilité de la présence du comte d'Artois à bord du *Swan* ».

J'ai fait tous les rapprochements, ils ne m'ont pas satisfait.

M. Daudet ajoute: « le prince n'eut pas manqué de raconter une aussi émouvante aventure ».

Ferdinand Christin, dont la présence à Rochefort et l'évasion sont certaines, n'a également rien dit, Pourquoi? — Parce qu'à cette époque Truguet, alors ministre de la marine, plus tard pair de France sous Louis XVIII, l'amiral Lelarge, commandant des armes à Rochefort, Moulton, commandant de la *Tarta* et le plus grand nombre des officiers de l'état-major du port, après avoir été destitués et incarcérés par le comité de salut public, venaient d'être réintégrés dans leurs grades, Lelarge réintégré et nommé commandant des armes le 23 janvier 1795, Truguet réintégré le 27 avril 1795, Moulton réintégré le 3 juin 1795, etc., etc.

Raconter les faits, c'était trahir les officiers supérieurs qui venaient de sauver le prince et ses serviteurs!

P. LEMONNIER.

SOMMAIRE DU 1^{er} JANVIER 1906

AVIS ET NOUVELLES : Admission ; Monument Audiat ; Bibliothèque Eschas-seriaux ; Une petite-fille de Pétion ; Cloche de Sainte-Colombe ; Numisma-tique ; Cheminée Renaissance, à La Rochelle ; Papeterie santone.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL. — I. Décès : Phelippot ; Mortreuil ; Général d'Abzac ; H. Inquinbert ; M^{me} de Fonrémis. — II. Mariages : de Loriol-Perthuis de La Salle ; Rabault-Gautreau ; Delestrée-Gautreau ; Beltrémieux-Chevreau.

VARIÉTÉS : *Glorieuse canonisation de Notre Père Saint Jean de Dieu*, par M. de Richemond ; *Etude sur la vie et le secret de l'abbé Richard, hydro-géologue*, par le docteur Ch. Vigen ; *Saintes ancienne*, par M. Ch. Dangibeaud.

QUESTION ET RÉPONSES.

LIVRES ET REVUES : *Analecta* ; *Bulletin de la Société de géographie de Roche-fort* ; *Essai sur les Prévôts royaux*.

La *Revue-Bulletin* est adressée gratuitement aux membres de la société, qui paient par an une cotisation de 13 francs.

La *Revue-Bulletin* mentionne ou analyse tout ouvrage composé, imprimé dans la région, ou par un auteur habitant ou né dans la région, ou concernant la région, dont un exemplaire aura été adressé au prési-dent, à Saintes.

Les idées ou les opinions émises dans la *Revue-Bulletin* sont person-nelles.

On s'abonne à Saintes: 10 francs par an.

ENQUÊTE SOCIALE

sur la circonscription régionale élémentaire le « Pays ».

La Revue *la Science sociale*, dirigée par M. Edmond Demolins, a pris l'initiative d'une grande Enquête sociale dans le monde entier, pour déterminer et décrire les régions généralement désignées sous le nom de « Pays ». Il s'agit de ces petites circonscriptions territoriales présentant des caractères communs et des conditions de vie uniformes, déterminées par la nature du Lieu et du Travail, ou par les origines de la population.

Ces Pays forment partout les subdivisions naturelles de la Contrée ou de la Province. Tels sont, par exemple, en Normandie, le Pays de Caux, le Lieuvin, le Bocage, le Cotentin, le Pays d'Auge, le Vexin, le Pays de Bray, etc.; en Gascogne, le Pays d'Albret, les Landes, l'Armagnac, le Bigorre, la Chalosse, le Bordelais, le Médoc, etc. Ces petites circonscriptions naturelles existent partout, alors même qu'elles n'ont pas de dénominations précises.

C'est la connaissance du « Pays » qui permet le mieux à chacun de se connaître soi-même. Le « Pays » met, sur chacun de nous, son empreinte presque indélébile; nous émanons de lui et il vit en nous. Le « Pays » crée le type social.

Cette Enquête a pour but de décrire, d'expliquer scientifiquement ce phénomène et d'en dégager les lois.

Il s'agit pour cela de répondre aux quatre questions suivantes:

1° Quelles sont la dénomination, l'étendue et les limites géographiques de votre « Pays »?

2° Quelles sont les conditions de Lieu, qui caractérisent votre « Pays »?

3° Quels sont les principaux Travaux développés par ces conditions de Lieu?

4° En quoi ces conditions de Lieu et de Travail influencent-elles l'état social du « Pays », de manière à en former une unité distincte et un type à part?

Cette enquête a pour but d'établir la Carte sociale du monde.

Les réponses à l'Enquête seront publiées en fascicules distincts, distribués suivant les provinces et les régions du monde. Les collaborateurs recevront gratuitement un certain nombre de fascicules relatifs à la province dont ils auront décrit un « Pays » et ils recevront des droits d'auteur en argent, proportionnés à l'importance de leur communication.

Une notice détaillée sur cette Enquête, sur la manière de répondre au Questionnaire et sur les conditions faites aux collaborateurs est envoyée *franco* à tous ceux qui en font la demande.

Adresser ces demandes à M. Edmond Demolins, aux Bureaux de la « Science sociale », 56, rue Jacob, Paris.



REVUE

DE

SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

DES ARCHIVES HISTORIQUES

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



XXVI^e Volume. — 3^e Livraison.

1^{er} Mai 1906.



SAINTES
LIBRAIRIE DE M^{me} FRAGNAUD

RUE ALSACE-LORRAINE, 18

1906

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1906

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.

Vice-présidents : Le comte PIERRE DE CROZE-LEMERCIER, au château du Ramet, par Saintes.

GIL DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.

Secrétaire : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.

Trésorier : AUGUSTE DERUELLE, *, chef d'escadrons en retraite, rue Saint-Macoux, 33, à Saintes.

Trésorier-adjoint : M. GATINEAU, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue Ernest Renan, 21.

Le baron EUGÈNE ESCHASSERIAUX, O. *, ancien député.

MACHET DE LA MARTINIÈRE, archiviste du département de la Charente, Angoulême.

GEORGES MUSSET, I. O., archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.

JULES PELLISSON, A. O., juge au tribunal civil, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AUGUSTE BITEAU, *, A. O., maître principal de 1^{re} classe des constructions navales en retraite, conseiller municipal, rue du Perat, 50, à Saintes.

FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.

EDMOND BOILEVIN, négociant, grande rue, 23, à Saintes.

JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.

ABEL MESTREAU, négociant, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, cours National, 99.

La société publie tous les deux mois un *Bulletin*, *Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs ; 11 fr. 50 pour l'étranger ; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1^o de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2^o de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3^o de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° DE MAI 1906

AVIS ET NOUVELLES : Admissions; Distinctions; Loi sur le classement des sites.

ERRATA.

NOTES D'ÉTAT CIVIL. — Décès : P. de Lacroix, Chapron, M^{me} Desazars de Montgaillard, M^{me} de Mornac, M^{me} de Laage, Chapparre, Tessier.

VARIÉTÉS : *Association de chevaliers de Saint-Louis*, par M. d'Olce; *Eugène de Pradel à Cognac et à Angoulême*, par M. J. Pellisson; *La propriété foncière du clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Charente-Inférieure*, par M. l'abbé Lemonnier; *Etude sur la vie et le secret de l'abbé Richard*, par M. le Dr Vigen.

LIVRES ET REVUES : *Chansons de geste*; *La déviation de l'axe des églises*; *Dufaure*; *Camps romains*; *Saint-Maur*; *Registre de Josas*; *Aliénor d'Aquitaine*; *Inscription de l'arc de Saintes*.

BIBLIOGRAPHIE SEMESTRIELLE.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSION

M. le colonel Voyé, de Saint-Jean d'Angély, présenté par MM. Denys d'Aussy et Gabriel Godet.

Nos confrères sont instamment priés de ne pas oublier la Société des Archives quand ils rédigent leur testament, et, au besoin, de faire un testament spécial en sa faveur. Nous ne leur demandons pas un legs d'argent, qui ne gâterait pas nos affaires cependant, ni un legs de volumes, dont nous n'avons nul besoin, mais simplement de prescrire à leur famille de nous envoyer un billet de faire-part de leur décès.

La rédaction de la *Revue* n'apprend beaucoup de décès qu'en fin d'année, lors du recouvrement des quittances, par la brève et sèche mention de la poste : « décédé ».

Il est souvent difficile d'utiliser les annonces des journaux, généralement trop vagues, pour les décès du département ; il est

impossible de nous procurer par cette voie le moindre avertissement pour le loin. Voilà pourquoi notre nécrologie est souvent incomplète. Un décès doit être mentionné à une date très rapprochée de l'événement et non pas un an après.

Le legs d'un faire-part nous mettrait à même de donner une première indication et de chercher au besoin les renseignements biographiques nécessaires.

Notre confrère, M. Machet de La Martinière, archiviste du département de la Charente, a reçu les palmes académiques.

Notre confrère, M. Ch. Dangibeaud, a été nommé officier d'académie dans la promotion du congrès des sociétés savantes.

Mgr Charles-Paul Sagot du Vauroux, évêque d'Agen, sacré le 25 février, à Saint-Pierre de Rome, a été intronisé le vendredi 9 mars, dans son église cathédrale de Saint-Caprais.

Mgr Le Camus a résumé, dans une *Lettre* au clergé du diocèse de Saintes, la vie du nouvel évêque qui, rappelons-le, est né à Saintes, « issu d'une famille où le culte de la religion et de la patrie furent toujours en honneur. »

La section littéraire de l'Académie de La Rochelle ouvre un concours de poésie, d'archéologie, d'histoire ou sociologie en 1906.

La Société des Antiquaires de Picardie vient de distribuer le fascicule 2 du tome III de sa magnifique *Picardie historique et monumentale*, ainsi que le 14^e fascicule de son *Album archéologique*, comprenant *La Picardie à l'exposition des primitifs français*.

Le 5 avril, notre confrère M. Balley a fait au cercle pédagogique de Saintes, une conférence sur les monuments de la ville.

Une loi « relative à la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique » déjà votée par la Chambre des députés a été discutée au Sénat.

Voici l'esprit de cette loi : dans chaque département, il sera constitué une commission des sites, qui sera chargée de dresser une liste des propriétés foncières dont la conservation peut avoir au point de vue artistique ou pittoresque, un intérêt général.

Les propriétaires des immeubles désignés par la commission seront invités à prendre l'engagement de ne détruire ni modifier l'état du lieu sans l'approbation du ministre des Beaux-arts.

Si l'engagement est donné, la propriété sera classée, s'il est refusé, le refus sera notifié au département et aux communes.

Le préfet ou le maire pourra poursuivre l'expropriation des propriétés désignées par la commission.

Après l'établissement de la servitude, toute modification des lieux sera punie d'une amende de 100 à 3.000 francs.

NOTA. — Il n'est rien spécifié quand l'Etat ou la commune détruira par des travaux un site classé. Aucune compensation ne paraît spécifiée pour l'établissement de la servitude.

CORRECTIONS

La *Grande Encyclopédie*, t. XXX, p. 725, article Surgères, signé Charles Delavaud, conclut en ces termes :

« La ville a racheté au duc de La Rochefoucauld-Doudeauville ce qui lui restait de la terre de Surgères (1832). »

Il y a lieu d'ajouter une petite modification, attendu que le château et ses dépendances furent achetés à M. Louis Sosthène, vicomte de La Rochefoucauld, demeurant à Paris, 33, rue de Varennes, par le baron de Couppé. (Minute de M^e Lestang, notaire à Surgères, en date du 11 juillet 1832.)

Le 13 août 1834 (minute de M^e Lestang), M. Pierre-François-Charles Durand, baron de Couppé, vend à la commune de Surgères l'église-chapelle du château, douves et promenade, dite des Maronniers. M. Elie Favreau, maire de Surgères.

En date du 17 avril 1857, la baronne de Couppé cède à la commune de Surgères sa maison d'habitation, le château. M. Saugé, maire de Surgères. (Minute de M^e Ravet, notaire à Surgères.)

ED. DURET.

Tome XXXV des *Archives* : le prieur de Merpins nommait aux cures de Merpins et de Gimoux (et non Guimps, page 241) ; Lasalle y fut curé alors. Voy. Nanglard (*Pouillé*).

P. 85 : c'est Rioux, près Saintes : le curé de Rioux-Martin s'appelait alors Ruleau.

P. 231 : c'est Coux en Arvert, fief, je crois, des de Manes, et

non Coux près Montendre, comme le dit la table alphabétique, page 459.

P. 344 : il s'agit de Brie Chalais, église dédiée à saint Saturnin, dont la cure était à la nomination de l'évêque de Saintes.

V.

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

La notice nécrologique sur Paul de Lacroix, insérée dans le dernier numéro du *Bulletin*, pages 74-77, contient plusieurs erreurs d'état civil qu'il importe de rectifier au vu d'un jugement du tribunal de Cognac du 27 janvier 1859, dont une expédition vient d'être découverte dans les papiers de ce regrettable érudit.

Pierre de Lacroix, appelé en famille Paul, était né à Gensac, le 24 mars 1825, et non le 25 septembre 1826. Il était fils de Pierre Lacroix et de Marie Régnier, et non de Jeanne Couillaud.

Sur la requête par lui présentée, le tribunal, se fondant sur une très longue succession d'actes authentiques où le nom de ses ancêtres était orthographié de Lacroix, fit droit en ce sens aux conclusions par lui prises, tendant à la rectification de son acte de naissance.

Le 18 février 1906, est décédé subitement, à La Rochelle, M. Alfred-Jean-Isaac-Charles-Emmanuel Chapron, avocat, officier de la légion d'honneur, né le 22 novembre 1838, à Castres. Il avait été nommé sous-préfet de Saintes le 4 septembre 1870, il démissionna au 24 mai 1873, devint secrétaire général de Seine-et-Marne en 1878, sous-préfet de Cambrai cette même année, préfet de la Nièvre l'année suivante, préfet du Lot-et-Garonne en 1882, et en dernier lieu de la Charente-Inférieure, en 1886. Il fut mis en disponibilité sur sa demande le 23 mai 1889.

Il était fils de Pierre-Charles-Edouard et de Jeanne-Joséphine Sol, et neveu de Louise-Gabrielle-Sophie, mariée en 1832 au pasteur Louis Delmas, président du consistoire de La Rochelle. Il épousa, le 29 février 1864, M^{lle} Rosalie-Juliette Babut, dont deux fils : 1^o Jean-Maurice-André, né le 4 janvier 1865, sous-préfet, époux (24 mai 1890), de M^{lle} Nancy-Marie-Marguerite Boulineau, fille de l'amiral et de N. Fournier ; 2^o Paul-Edouard-

Marcel, né le 28 août 1869, marié avec M^{lle} Adrienne Roujasse, demeurant au château de Vaudreuil.

(Voir la *Charente-Inférieure* des 21 et 24 février 1906.)

Le 1^{er} mars 1906, est décédée, à La Barre, commune de Vouillé (Deux-Sèvres), M^{me} Laure-Marie-Thérèse de Bremond d'Ars, veuve du baron Jules Desazars de Montgaillard, âgée de 56 ans.

Le 6 mars 1906, est décédée, à la maison de l'Hay, M^{me} Marie-Anne-Françoise-Joséphine de Mornac, fille de charité, âgée de 74 ans, sœur du général vicomte de Mornac.

Le 12 mars 1906, est décédée, à Bordeaux, Madame de Laage, née Marguerite-Alix de La Seiglière, âgée de 60 ans, femme de M. Georges de Laage.

Le 22 mars 1906, ont eu lieu, à Saint-Fort-sur-Gironde, les obsèques du docteur Henri Chapparre, ancien maire de Saint-Fort.

Le 25 mars 1906, est décédé, à Rochefort, M. Tessier, âgé de 74 ans, ancien instituteur au Douhet, à Trizay, à Saint-Agnant, puis écrivain de la marine. En 1860, il fonda une librairie à Rochefort, et en 1880 il créa *Le Rochefortais*, devenu *L'Ouest républicain*.

VARIÉTÉS

I

ASSOCIATION DE CHEVALIERS DE SAINT-LOUIS CRÉÉE A SAINTES EN 1816.

Un registre que je possède, et dont j'ignore la provenance, porte au haut de sa première page cette mention : *Association paternelle des chevaliers de l'ordre royal de Saint-Louis et du mérite militaire.*

Ce registre, qui ne porte aucune signature, contient les noms de quarante-cinq membres de l'association ; une page est réservée à chaque chevalier : après ses nom, prénoms, dates de nomination et de réception, nom de la personne qui l'a reçu dans l'ordre, des colonnes sont réservées à l'inscription du versement de la cotisation annuelle. Les versements des années 1816 et 1817, et quelques-uns de 1818, sont seuls inscrits. L'association n'eût-

elle qu'une durée éphémère ? Je ne saurais le dire ; quoi qu'il en soit, les noms de ses membres sont intéressants pour nous, ainsi que ceux des chevaliers qui les ont reçus dans l'ordre, les dates le sont aussi ; je donne donc le registre *in extenso*.

d'O.

1. — Je, soussigné, Henry d'Abzac, lieutenant-colonel d'infanterie, nommé chevalier de Saint-Louis le 23 décembre 1787, et reçu par M. d'Orville, lieutenant du Roi à Rochefort, le 1^{er} janvier 1788, souscris pour une somme annuelle de soixante francs.

Fait à Saintes, le 30 juin 1816.

Payé 1816, 60 fr. — Payé 1817, 60 fr.

2. — Je, soussigné, Guy de Pindray (1), ancien officier au régiment de la Sarre-infanterie, nommé chevalier de Saint-Louis à Schwaben et reçu par M. Duboy, maréchal de camp, le 30 décembre 1799, souscris pour une somme annuelle de quinze francs, ci 15.

Fait à Saintes, le 30 juin 1816.

Payé 1816, 15 fr. — Payé 1817, 15 fr.

3. — Je, soussigné, Auguste-Cajetan Dufaur (2), ancien officier des gardes-côtes, nommé chevalier de Saint-Louis le 8 novembre 1815, et reçu par M. le vicomte de Turpin de Joué le 25 mars 1816, souscris pour une somme annuelle de dix-huit francs.

Fait à Saintes, le 30 juin 1816.

M. Dufaur de Guiteau ne peut donner à l'avenir que neuf francs.

Payé 1816, 18 fr. — Payé 1817, 9 fr.

4. — Je, soussigné, Marie-Louis-Jean-Gaspard Carré de Sainte-Gemme (3), nommé chevalier de Saint-Louis le..... et reçu par M. Serin de la Cordinière, le 2 mars 1816, souscris pour une somme annuelle de vingt francs, ci 20 fr.

(1) Chef de bataillon ; né à Barbezieux le 5 décembre 1756 ; marié le 25 novembre 1782 à Marguerite de La Croix du Repaire, dont Charles, marié à Mlle d'Escoubant (*La Morinerie, La noblesse de Saintonge*, p. 113) ; décédé à Saintes, en son domicile, rue du Collège, le 10 juin 1827, âgé de 71 ans.

(2) Né à Ecurat de Jean Dufaur et de Marie-Anne-Marguerite Poitevin. Il épousa Anne-Jeanne Dubreuil de Guiteau. Il est mort à Saintes en son domicile, rue Saint-Vivien, le 27 janvier 1852, âgé de 89 ans.

(3) Baptisé le 6 décembre 1757, mort à Saintes le 29 novembre 1841 ; marié le 1^{er} février 1780 à Mlle de Meynard.

Marie-Coma-Ferdinand de Sainte-Gemme, sous-préfet, marié à Mlle Muller, fille du général, est son fils (*La Morinerie*, p. 237).

Fait à Saintes, le 3 juillet 1816.

Payé 1816, 20 fr. — Payé 1817, 20 fr.

5. — Je, soussigné, Moreau Michel (1), capitaine d'infanterie retraité, nommé chevalier de Saint-Louis le 1^{er} février 1792, et reçu par M. le chevalier de Regnac, le 8 février 1792, souscris pour une somme annuelle de six francs.

Fait à Saintes, le 5 juillet 1816.

Payé 1816, 6 fr. — Payé 1817, 6 fr.

6. — Je, soussigné, Jean-Etienne de Laâge de Saint-Germain (2), ancien capitaine au colonel-général-cavalerie, nommé le 3 juin 1779, et nommé chevalier de Saint-Louis le 31 octobre 1815, et reçu par M. de Turpin de Joué, le 25 décembre 1815, souscris pour une somme annuelle de quinze francs, ci 15 fr.

Fait à Saintes, le 5 juillet 1816.

Payé 1816, 15 fr. — Payé 1817, 15 fr.

7. — Je, soussigné, René-Gédéon (3) Potier de Pommeroy, ancien capitaine d'infanterie, nommé chevalier de Saint-Louis le 9 mai 1768, et reçu par M. de Villejoux, brigadier, le 28 octobre 1771, souscris pour une somme annuelle de dix francs, ci 10 fr.

Fait à Saintes, le 8 juillet 1816.

Payé 1816, 10 fr. — Payé 1817, 10 fr.

8. — Je, soussigné, Michel-Henri-Nicolas, baron de Pradel, ancien capitaine de cavalerie, nommé chevalier de Saint-Louis le 22 juillet 1814, et reçu par M. le duc de Grammont, le 14 août 1814, souscris pour une somme annuelle de vingt-cinq francs, ci 25 fr.

Fait à Saintes, le 13 juillet 1816.

Payé 1816, 25 fr.

(1) Il était né à Saintes, il y est mort, en son domicile, rue Saint-Palais, le 4 septembre 1821, âgé de 80 ans.

(2) Il était frère de Anne-Jeanne de Meux. Il épousa Mlle de Sentout, dont cinq enfants : 1^o Victor, ancien directeur des contributions indirectes à Marennes ; 2^o Joseph-Léonard ; 3^o Catherine-Thérèse-Clémence ; 4^o Honorine-Marie-Louise ; 5^o Jérôme-Adolphe, chanoine honoraire de Saintes (La Morinerie, p. 81, 316).

Il est mort, à Saintes, en son domicile, rue du Capitole, le 31 janvier 1836.

(3) La Morinerie (p. 117) ne lui donne aucune qualité. Il épousa Marguerite d'Aillebout de Saint-Vilme. Il demeurait à Bellevue, commune de Corme-Royal. Il était né à Frontenac (Canada), il est mort, à Saintes, rue Saint-Eutrope, le 30 mars 1822, à l'âge de 91 ans.

9. — Je, soussigné, Jean-Jacques de Beaucorps, ancien lieutenant de cavalerie (1), nommé chevalier de Saint-Louis, le 1^{er} cotobre 1815, et reçu par M. de Beaupoil de Sainte-Aulaire, le 22 avril 1816, souscris pour une somme annuelle de douze francs, ci 12 fr.

Fait à Saintes, le 14 juillet 1816.

Payé 1816, 12 fr.

10. — Je, soussigné, Etienne Michel (2) de La Morinerie, capitaine de cavalerie, nommé chevalier de Saint-Louis, le 28 juin 1814, et reçu par le prince de Poix, le 9 juillet 1814, souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 14 juillet 1814.

Payé 1816, 6 fr. — Payé 1817, 4 fr.

11. — Je, soussigné, Métreau, Jean-Baptiste-Joseph, lieutenant-colonel, nommé chevalier de Saint-Louis, le 25 septembre 1814, et reçu par Mgr le duc de Berry, ledit jour, souscris pour une somme annuelle de dix francs, ci 10 fr.

Fait à Saintes, le 24 juillet 1816.

Payé 1816, 10 fr.

12. — Je, soussigné, Locquet, chevalier de Blossac, Charles-Augustin-Jean-Baptiste, lieutenant-colonel d'infanterie (3), nommé

(1) Capitaine de dragons ; il était fils de Guillaume, comte de Beaucorps, seigneur de l'Épineuil, incarcéré à Brouage, et de Marie Paute. Il épousa Françoise de Lambert, dont Théophile de Beaucorps, qui demeura à Terrefort, père de Mme Savary, femme du conseiller à Poitiers, et de Mme Ordonneau, mère de l'auteur dramatique (Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles de Poitou*).

Il est mort à Saintes, en son domicile de l'Épineuil, le 12 janvier 1818, âgé de 76 ans.

(2) Mort en 1820, il avait épousé Elisabeth Coffin de Frédouville, dont il eut Eugène, père du baron de La Morinerie, collaborateur de la *Revue*, mort en 1905, et deux filles qui épousèrent M. Normand de La Tranchade et M. Longueveau. Voir l'article : *Un parisien de Saintonge*, *Revue*, tome XXV, p. 248.

(3) Ce doit être le père de M. de Blossac, sous-préfet de Saintes. Comme pour M. de Turpin, il faut remarquer que le grade de lieutenant-colonel était plus honoraire que réel. Quoiqu'il en soit, si nous ne nous trompons pas, ce Charles-Augustin de Blossac fut breveté major d'infanterie dans les troupes du Roi, le 15 avril 1792. Louis XVIII le nomma chef de bataillon. Le 25 avril 1816, il vint à Saintes comme receveur principal des contributions indirectes, appelé par son fils, alors sous-préfet. Il resta en cette ville jusqu'en 1823. Il mourut à Lannion en 1830. (Cf. *Edouard de Blossac*, par L. Audiat).

chevalier de Saint-Louis, le 26 octobre 1796, et reçu par M....., le 10 décembre 1796, souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 24 juillet 1816.

Payé 1816, 6 fr. — Payé 1817, 6 fr.

13. — Je, soussigné, Martin de Bonsonge, Henri-André, ancien officier d'infanterie (1), nommé chevalier de Saint-Louis, le 26 octobre 1814, et reçu par M. le vicomte de Turpin de Jouhé, le 8 décembre 1814, souscris pour une somme annuelle de vingt francs, ci 20 fr.

Fait à Saintes, le 25 juillet 1816.

Payé 1816, 20 fr.

14. — Je, soussigné, du Sablon, Jacques, capitaine d'infanterie (2), nommé chevalier de Saint-Louis, le 20 janvier 1801, et reçu par M. Dubois, maréchal de camp, le 9 mars 1801, souscris pour une somme annuelle de douze francs, ci 12 fr.

Fait à Saintes, le 12 août 1816.

Payé 1816, 12 fr. — Payé 1817, 12 fr.

15. — Je, soussigné, Faucher de Laligerie, Pierre-Omer, ancien officier d'infanterie (3), nommé chevalier de Saint-Louis, le 31 janvier 1816, et reçu par M. de Laligerie, Paul-Sidrac, le 8 mars 1816, souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 16 août 1816.

Payé 1816, 6 fr. — Payé 1817, 6 fr.

16. — Je, soussigné, Faucher de Laligerie, Etienne-Marie, capitaine d'infanterie (4), nommé chevalier de Saint-Louis, le 31 janvier 1815, et reçu par M. de Laligerie, Paul-Sidrac, le

(1) Sous-lieutenant au régiment Royal-infanterie, né à Marennes le 20 août 1772, émigré ; mourut à Saintes, le 24 septembre 1810. C'est le grand-père de feu M. Anatole de Bonsonge, de feu M. Henri de Bonsonge et de Mlle Laure de Bonsonge (La Morinerie, p. 99).

(2) Il était né à Ecoyeux, resta célibataire, est mort à Saintes, en son domicile, rue Porte-Aiguière, le 3 mai 1838, âgé de 83 ans.

(3) Lieutenant au régiment de Provence-infanterie, émigré, c'est le grand-père du colonel de Faucher de La Ligerie, de Mme de Fonrémis, de Mme de Morineau, de Mme Filippi.

(4) Frère des précédents, né le 8 octobre 1763, émigré, marié en 1803, à Mlle Vasselot de La Chesnaye, dont un fils qui eut trois garçons : Paul-Ernest-Louis-Ewald ; Marie-Edouard (La Morinerie, p. 59 et Beauchet-Filleau).

20 mars 1815, souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 16 août 1816.

Payé 1816, 6 fr. — Payé 1817, 6 fr.

17. — Je, soussigné, Le Gentil, baron de Paroy, Louis-Jean-Marie, contre-amiral (1), nommé chevalier de Saint-Louis, le 25 avril 1781, et reçu par M. le comte d'Estaing, le 15 mai 1781, souscris pour une somme annuelle de vingt francs, ci 20 fr.

Fait à Saintes, le 18 août 1816.

Payé 1816, 20 fr. — Payé 1817, 20 fr.

18. — Je, soussigné, Pichon de Lagord, Jean-André-Norbert, capitaine de vaisseau, nommé chevalier de Saint-Louis, le 25 août 1795, et reçu par Mgr le prince de Condé, le 25 août 1795, souscris pour une somme annuelle de quarante francs, ci 40 fr.

Fait à Saintes, le 20 août 1816.

Payé 1816, 40 fr. — Payé 1817, 40 fr.

19. — Je, soussigné, Serin de la Cordinière, Antoine-Marie, ancien officier de cavalerie, nommé chevalier de Saint-Louis, le 5 novembre 1814, et reçu par M. de Turpin de Jouhé, le 10 décembre 1814, souscris pour une somme annuelle de vingt francs, ci 20 fr.

Fait à Saintes, le 20 août 1816.

Payé 1816, 20 fr. — Payé 1817, 20 fr.

20. — Je, soussigné, Chesnier Duchesne, Alexandre, colonel d'infanterie (2), nommé chevalier de Saint-Louis, le 22 septem-

(1) Louis-Jean-Marie, baron de Paroy, naquit à Paris en 1751. Son père, le marquis de Paroy, fut député de la noblesse du baillage de Provins en 1789. Sa mère, Louise-Elisabeth de Rigaud de Vaudreuil, était fille d'un lieutenant-général des armées navales. Il était capitaine de vaisseau au moment de la Révolution et fut quelque temps incarcéré à Saintes. Il épousa, le 2 juillet 1788, Marie-Rosalie-Victoire de La Barre de Vessière de Larrivau, qui lui apporta en dot la terre de Belmont, près Royan. Ses deux filles ont épousé M. du Hamel et M. de Magne. L'amiral est mort à Saintes, le 20 février 1833, en son domicile, de la rue des Ballets, maison qu'habite aujourd'hui M. le baron Oudet. L'hôpital de Royan possède un portrait de l'amiral de Paroy.

(2) Troisième fils de François-Xavier-Alexandre, avocat au Parlement, juge bailli de l'évêché de Saintes, et de Jeanne Laplanche de La Chapelle ; né le 3 mars 1773, entra au service dans le 2^e bataillon de la Charente-Inférieure, qui devint la 74^e demi-brigade, et fut nommé capitaine au choix. Colonel au 57^e régiment d'infanterie, le 10 octobre 1812. Prit part aux campagnes de 1792 à 1813. Il mourut à Saintes en 1840 (Beauchet-Filleau, II, p. 418).

bre 1814, et reçu par Mgr le duc d'Angoulême, le 2 octobre 1814, souscris pour une somme annuelle de quinze francs, ci 15 fr.

Fait à Saintes, le 21 août 1816.

Payé 1816, 15 fr.

21. — Je, soussigné, Faucher de Laligerie, Paul-Sidrac, capitaine de frégate (1) retraité, nommé chevalier de Saint-Louis, le..... et reçu par M. de Mazancourt, le 8 février 1798, souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 22 août 1816.

Payé 1816, 6 fr. — Payé 1817, 6 fr.

22. — Je, soussigné, chevalier de Saint-Estève, Antoine-Stanislas, ancien officier, nommé chevalier de Saint-Louis, le 27 décembre 1815, et reçu par M. Serin de la Cordinière, le 2 mars 1816, souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 22 août 1816.

Payé 1816, 6 fr. — Payé 1817, 6 fr.

23. — Je, soussigné, comte de Vaudreuil, Louis, chef d'escadrons (2), nommé chevalier de Saint-Louis, le 31 août 1814, et reçu par Mgr le duc de Berri, le 2 septembre 1814, souscris pour une somme annuelle de vingt-quatre francs, ci 24 fr.

Fait à Saintes, le 22 août 1816.

Payé 1816, 24 fr.

24. — Je, soussigné, de Jossey Dubreuil, Armand-Jean-Baptiste, chef de bataillon, nommé chevalier de Saint-Louis, le 7 mai 1816, et reçu par M. le comte de Caupenne, le 8 août 1816, souscris pour une somme annuelle de quinze francs, ci 15 fr.

Fait à Saintes, le 22 août 1816.

Payé 1816, 15 fr.

25. — Je, soussigné, Montalembert, Casimir, ancien capitaine d'infanterie (3), nommé chevalier de Saint-Louis, le..... et reçu

(1) Frère de Pierre Omer. Né le 31 juillet 1767, major d'infanterie, capitaine de frégate. Emigra. Marié à Mlle de La Bertinière, dont Louis-Charles, marié à Mlle de Turpin de Joubé (La Morinerie, p. 59, et Beauchet-Filleau).

(2) Jean-Louis de Rigand, comte de Vaudreuil, fils aîné du comte de Vaudreuil, chef d'escadre, né à Rochefort, le 18 mai 1768, mort à La Réole, le 21 octobre 1815. Sa fille, Anne-Jeanne-Louise, mariée à Onésime Lesueur, docteur en médecine, a habité Saintes (La Morinerie, p. 124).

(3) Il avait épousé Marie-Suzanne de Beaucorps, il est mort, à Saintes, en son domicile, rue Saint-Vivien, âgé de 78 ans, le 20 octobre 1841.

par M. Henri d'Abzac, le 2 avril 1816, souscris pour une somme annuelle de huit francs, ci 8 fr.

Fait à Saintes, le 24 août 1816.

Payé 1816, 8 fr.

26. — Je, soussigné, Gaudin Ducluzeau de Ternant, Pierre, capitaine d'infanterie, nommé chevalier de Saint-Louis, le.... et reçu par Mgr le prince de Condé, le 23 novembre 1815, souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 24 août 1816.

Payé 1816, 6 fr.

27. — Je, soussigné, Jacques Léonard Muller, lieutenant général des armées du roi, commandeur de la légion d'honneur (1), nommé chevalier de Saint-Louis, le 25 avril 1791, et reçu par M. le comte d'Affry, le....., souscris pour une somme annuelle de vingt francs, ci 20 fr.

Fait à Saintes, le 25 août 1816.

Payé 1816, 20 fr.

28. — Je, soussigné, Pierre Robert, capitaine de frégate en retraite, chevalier de la légion d'honneur, nommé chevalier de Saint-Louis, le 23 septembre 1814, et reçu par M. le comte Martin, le....., souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 25 août 1816.

Payé 1816, 6 fr. — Payé 1817, 6 fr.

29. — Je, soussigné, marquis de Grailly, chef d'escadrons, ancien page du roi (2), nommé chevalier de Saint-Louis, le....., et reçu par Monsieur, frère du roi, le 17 février 1815, souscris pour une somme annuelle de douze francs, ci 12 fr.

Fait à Saintes, le 26 août 1816.

Payé 1816, 12 fr.

30. — Je, soussigné, chevalier Auguste Fourré, capitaine de frégate en retraite (3), nommé chevalier de Saint-Louis, le.....

(1) Voir l'article consacré au général Muller, dans *Revue*, t. XXIV, p. 309.

(2) Henri, comte de Grailly, marquis de Touverac, etc., appartenait à la branche de Lavagnac, sortie de l'illustre maison de Foix-Grailly. Il naquit le 7 juillet 1760, épousa, à Saintes, le 18 juillet 1785, Marie-Anne-Michel de Saint-Dizant, et mourut le 31 janvier 1847. Le marquis de Grailly, propriétaire du château de Panloy, est son petit-fils (La Morinerie, p. 69).

(3) Il était né à Rochefort, avait épousé Marie-Henriette Romme, et est mort à Saintes, en son domicile, quai Bassompierre, le 4 septembre 1852.

et reçu par le comte Martin, le....., souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 25 août 1816.

Payé 1816, 6 fr.

31. — Je, soussigné, chevalier Dexmier d'Archiac, Louis, lieutenant-colonel d'infanterie, nommé chevalier de Saint-Louis, le 31 mai 1816, et reçu par M. de Sainte-Aulaire, le 15 août 1816, souscris pour une somme annuelle de douze francs, ci 12 fr.

Fait à Saintes, le 26 août 1816.

Payé 1816, 12 fr. — Payé 1817, 12 fr.

32. — Je, soussigné, Charles-Josué de Clervaux (1), ancien capitaine en retraite, nommé chevalier de l'ordre du mérite militaire le....., et reçu par M. le comte Etienne de Caraman, le 20 avril 1816, souscris pour une somme annuelle de vingt francs, ci 20 fr.

Fait à Saintes, le 20 août 1816.

Payé 1816, 20 fr. — Payé 1817, 20 fr. — Payé 1818, 20 fr.

33. — Je, soussigné, Anne-Joseph de Beauchamps, capitaine de frégate en non activité (2), nommé chevalier de Saint-Louis, le 23 juillet 1814, et reçu par M. l'amiral Martin, le 2 novembre 1814, souscris pour une somme annuelle de quinze francs, ci 15 fr.

Fait à Saintes, le 27 août 1816.

Payé 1816, 15 fr. — Payé 1817, 15 fr.

34. — Je, soussigné, Antoine Lamothe Tamizey, ancien petit gendarme du roi, nommé chevalier de Saint-Louis, le 9 décembre 1815, et reçu par M. le marquis d'Aiguères, le 14 février 1816, souscris pour une somme annuelle de dix francs, ci 10 fr.

Payé pour 1816, 5 fr.

35. — Je, soussigné, François-Christophe de Bouet du Portal, colonel de la légion des gardes nationales de l'arrondissement de Saintes (3), nommé chevalier de Saint-Louis, le 22 août 1814,

(1) Né à Saint-Maixent le 27 avril 1765, fit toutes les campagnes de l'émigration dans le régiment de Bardonnenche. Il mourut à Pons le 12 juin 1829. Il avait épousé Elisabeth-Marie du Bail. Il ne laissa qu'une fille, Marie-Hélène, mariée le 23 juillet 1812 à Jules d'Aunous.

(2) Né le 20 novembre 1767 ; fils de Léon de Beauchamp, seigneur de Souvigné, et de Marie-Agnès de Mariol (Beauchet-Filleau, I, p. 357).

(3) Fils de François-Raymond de Bouet du Portal, seigneur de Luchet, et de Thérèse de Brétinauld de Saint-Seurin. Né le 8 octobre 1764, à Saint-Palais.

et reçu par M. le vicomte de Turpin de Joubé, le 10 octobre 1814, souscris pour une somme annuelle de huit francs, ci 8 fr.

Fait à Saintes, le 30 août 1816.

Payé 1816, 8 fr.

36. — Je, soussigné, Jacques-Gaspard, vicomte de Turpin de Joubé, lieutenant-colonel d'infanterie (1), nommé chevalier de Saint-Louis, le 20 mars 1781, et reçu par M. le comte de Latour du Pin, le 27 avril 1781, souscris pour une somme annuelle de dix-huit francs, ci 18 fr.

Fait à Saintes, le 4 septembre 1816.

Payé 1816, 18 fr. — Payé 1817, 18 fr.

37. — Je, soussigné, Pierre-Gabriel-Claude-Thomas Dangibaud, ancien capitaine d'infanterie (2), nommé chevalier de Saint-Louis, le 5 janvier 1782, et reçu par M. le marquis de Monconseil, le même mois, souscris pour une somme annuelle de dix francs, ci 10 fr.

Fait à Saintes, le 9 septembre 1816.

Payé 1816, 10 fr. — Payé 1817, 10 fr.

38. — Je, soussigné, Henry, marquis d'Aguières, ancien capitaine d'infanterie (3), nommé chevalier de Saint-Louis en 1772, et reçu par M. le marquis d'Espagnac, gouverneur des Inva-

sur-Mer, marié à Marthe de Saint-Légier, qui fut détenue aux Sainte-Claire à Saintes. Emigra ; mourut en 1814 (La Morinerie, p. 27).

Il fut capitaine de la 3^e compagnie de la cohorte de grenadiers organisée à Saintes en 1813. Voici ses notes : « Aime le gouvernement, fait son service avec exactitude et zèle, est étranger à tout espèce de parti et dirige ses actions comme militaire d'après les ordres qui lui sont transmis, comme citoyen d'après les lois qui le régissent ».

Ces notes sont de 1814 de l'époque de la première Restauration, postérieures au 17 octobre 1814.

(1) M. de La Morinerie ne lui donne que le grade de major. Le vicomte de Turpin, né en 1732, était colonel de la milice bourgeoise de Saintes en 1790. Il émigra et mourut à Saintes le 19 avril 1818. Marié en 1764 à Françoise-Elisabeth Chevalier des Landes (La Morinerie, p. 140).

(2) Né le 21 décembre 1739, à Saintes, d'abord enseigne de la colonie de Saint-Dominique (15 mars 1760), puis incorporé au régiment de Boulounois (6 novembre 1762), décédé à Beaumaine, commune de la Chapelle-des-Pots, le 16 mars 1821 ; époux de Anne-Marie Dussault de La Mirande. C'est le bisaïeul de notre confrère M. Ch. Dangibaud.

(3) Il mourut à Saintes, sans alliance, le 17 janvier 1821, à l'âge de 88 ans (La Morinerie, p. 3).

lides, souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 10 septembre 1816.

Payé 1816, 6 fr. — Payé 1817, 6 fr.

39. — Je, soussigné, Louis Badiffe, baron de Vaujombe, capitaine d'infanterie, nommé chevalier de Saint-Louis, le 27 décembre 1815, et reçu par M. Normand de la Tranchade, le 17 janvier 1816, souscris pour une somme annuelle de douze francs, ci 12 fr.

Fait à Saintes, le 11 septembre 1816.

Payé 1816, 12 fr. — Payé 1817, 12 fr.

40. — Je, soussigné, François-Xavier-Ambroise Chesnier-Duchesne, colonel d'infanterie, nommé chevalier de Saint-Louis, par Monsieur, frère du roi, en novembre 1795, confirmé le 6 mars 1816, et reçu par M. de Turpin de Jouhé, le 16 juin 1816, souscris pour une somme annuelle de dix francs, ci 10 fr.

Fait à Saintes, le 11 septembre 1816.

Payé 1816, 10 fr. — Payé 1817, 10 fr.

41. — Je, soussigné, François Masson, chevalier de la Sauzaye (1), capitaine d'infanterie, nommé chevalier de Saint-Louis, le 1^{er} octobre 1815, et reçu par M. le vicomte de Turpin de Jouhé, le 1^{er} janvier 1816, souscris pour une somme annuelle de dix francs, ci 10 fr.

Fait à Saintes, le 21 janvier 1817.

Payé 1816, 10 fr. — Payé 1817, 10 fr.

42. — Je, soussigné, Louis-Charles Mossion de la Contrie, capitaine de cavalerie (2), nommé chevalier de Saint-Louis, le 6 mars 1817, et reçu par M. Paul-Sidrac de Laligerie, le 1^{er} avril 1817, souscris pour une somme annuelle de six francs, ci 6 fr.

Fait à Saintes, le 20 avril 1817.

Payé 1817, 6 fr.

43. — Je, soussigné, Pierre-Charles de Beaupoil, marquis de Sainte-Aulaire, colonel d'infanterie, nommé chevalier de Saint-Louis, le 1^{er} janvier 1788, et reçu par M. le comte de Montazet, lieutenant général, le 15 janvier suivant, souscris pour une somme annuelle de vingt francs, ci 20 fr.

Fait à Saintes, le 25 juin 1817.

Payé 1817, 20 fr.

(1) Il était né à Lussant, avait épousé Marie-Madeleine Syre, et est mort à Saintes, en son domicile, rue du Palais, le 1^{er} mai 1844, âgé de 91 ans.

(2) Il demeurait à Pons. Il épousa : 1^{re} Marie Fradin de Boissière ; 2^e Mme Hardy (La Morinerie, p. 108).

44. — Je, soussigné, Jean Genty, colonel, nommé chevalier de Saint-Louis, le 31 janvier 1815, et reçu par M. le lieutenant général Rivaud, le 1^{er} mai 1817, souscris pour une somme annuelle de dix francs, ci 10 fr.

Fait à Saintes, le 8 septembre 1817.

45. — Je, soussigné, Joseph-Bernard Duportal, afné.....

La liste s'arrête ici ; à la page suivante, on lit : ce 18 mai 1820. Etat des rentes qui sont dues à M^{me} de la Gontrie ; suivent des comptes. L'écriture, très bonne, est de la même main que le commencement du registre. Des expressions comme celle-ci : « Un tel a donné à Madame », font penser que le tout est de la main d'un régisseur des biens de M^{me} de Lagontrie.

J. D'OLCE.

II

EUGÈNE DE PRADEL A COGNAC ET A ANGOULÊME.

La *Revue* ayant reçu il y a quelques années plusieurs communications sur les représentations théâtrales dans notre région, j'en profite pour exhumer de mes cartons une lettre du célèbre improvisateur Eugène de Pradel, né à Saintes, sur qui je voudrais bien qu'on écrivît une notice complète. Voici cet autographe de trois pages in-8°, avec cette suscription : « A Monsieur Lainé, marchand tapissier, à Cognac », sans cachet, ni timbre de la poste :

« Angoulême, le 5 janvier 1828.

Mon cher Monsieur Lainé,

Invité par M. Auguste Martel à donner une soirée à Cognac, je m'y rendrai mardi prochain, et ma séance aura lieu le lendemain. Cette occasion me sera agréable puisque j'aurai le plaisir de vous revoir.

Je vous envoie des programmes que je vous prie de faire distribuer *avec soin* par le garçon du théâtre ; c'est celui qui est employé chez M. Martel. Ma soirée aura lieu dans la *salle d'Apollon*. Veuillez la faire balayer de suite et priez le menuisier, votre voisin, qui a fait l'autre fois mon petit théâtre, de m'en faire un tout pareil. J'apporterai avec moi les drapeaux et draperies ; vous le décorerez à mon arrivée. Comme le programme annonce qu'on trouvera des cartes chez vous, je vous [en] envoie

cinquante, pour les personnes qui voudraient en prendre d'avance. Je fais distribuer aussi soixante programmes à Jarnac. Adieu, mille choses honnêtes à M^{me} Lainé ; je compte sur votre obligeance, comme vous pouvez compter sur mes sentiments affectueux.

EUGÈNE DE PRADEL.

P.-S. — Voyez, je vous en prie, mon compatriote le musicien, de ma part, et priez-le d'engager ses collègues à me seconder avec lui de leur talent. J'aurai le plaisir de le voir à mon arrivée; c'est seulement pour qu'il soit prévenu. »

Un ami, à qui j'ai communiqué cet autographe, m'a écrit : « La lettre de Pradel à M. Lainé fixe en partie la chronologie dramatique de Cognac. Elle ne se trompe que sur un point sans importance ; elle dit : *salle*, et c'est *salon d'Apollon* qu'il faut dire. Il est permis de croire que l'immeuble Dulignon-Albert a servi de salle de spectacles et de concerts en même temps que l'immeuble Lainé, et concurremment avec lui, mais non pas antérieurement, car une personne, née en 1820, m'en parlait hier comme d'un lieu où elle était maintes fois allée avant qu'il fût affecté à la boucherie du lard. »

Nos collègues de Cognac pourront déterminer l'emplacement du salon d'Apollon ; je crois qu'il occupait une partie du théâtre actuel, rue des Balais. Quoi qu'il en soit, une des séances données à Cognac par Pradel — nous savons qu'il en donna au moins deux — fut marquée par un incident bien comique.

Les sujets de longue haleine n'effrayaient pas cet improvisateur intarissable. Ayant demandé à l'assemblée de lui indiquer une scène de tragédie, un auditeur un peu naïf répondit, au milieu d'un éclat de rire à faire crouler la salle : « La naissance de François I^{er}. »

Un autre improvisateur qui eut en son temps une grande réputation et que beaucoup de nos contemporains ont connu, Collin, ayant donné une séance à Cognac en juillet 1858, on lui proposa des bouts rimés sur l'immortalité de l'âme ; ils ont été publiés par l'*Almanach de Cognac* de 1859, qui donne à la suite, p. 39, les bouts rimés d'Eugène de Pradel, sur le même sujet et les mêmes rimes. Ce qui me donne à penser qu'ils furent improvisés à Cognac, et qu'un amateur les avait conservés. Les voici :

L'âme nous vient d'en haut ; un souffle *d'harmonie*
Anime tout mortel jusqu'au bord du *cercueil*.
C'est l'âme qui conduit son esprit, son *génie*,

Qui lui donne un loisir, qui le pousse au *fauteuil*.
Mais l'orgueilleux humain doit faire *pénitence*,
Mettre la conscience à côté de l'honneur ;
Il faut voir l'avenir avec sa *récompense* ;
Car l'homme en ce bas monde est un simple *flaneur* ;
Il boira dans le ciel aux sources d'*ambrosie*,
On inscrira son nom au sacré *calepin* !
Mortels ! vous que séduit la vaine *fantaisie*,
Pensez donc à la mort, au funeste *sapin* !
Alors qu'en un moment l'esprit se meut et *change*,
Auriez-vous sur le front quelque brillant *rameau*,
Il faut songer au ciel, la trompette de l'ange
Retentit dans les airs plus fort qu'un *chalumeau* ;
Poursuivez du salut la sublime *entreprise*,
Aussi forts qu'un lion, ardents comme un *chacal* ;
Et votre âme en défaut ne sera pas *surprise*,
Alors que l'éternel brisera le *bocal*.

Ce qui précède était écrit lorsque j'ai mis la main sur une plaquette devenue très rare. En voici le titre : *Le Panorama d'Angoulême*, poème, par Eugène de Pradel, improvisateur français, professeur de poésie et de lecture, membre de plusieurs académies et sociétés savantes. — *La Mort du Sauveur des Hommes*, fragment d'un poème du même auteur. (Cet ouvrage a été couronné en 1812, par l'Académie des Sciences et des Arts du Nord.)

Angoulême, de l'imprimerie de Jean Broquisse, imprimeur de Monseigneur le Dauphin et du diocèse. 1827, in-8°, 16 pages.

Dans les notes qui accompagnent *La Mort du Sauveur des Hommes*, Eugène de Pradel nous apprend qu'il composa ce poème en 1809, à Paris.

Ses pérégrinations furent probablement assez fréquentes dans les deux Charentes. Nous savons qu'il donna au moins deux séances à Cognac. Sa lettre à Lainé est datée de 1828, à Angoulême, où il avait déjà fait une apparition en 1827, comme le prouve la date de sa plaquette. Cette ville était alors le siège de l'école royale de marine. Notre improvisateur s'en inspira dans son *Panorama*, ainsi qu'en témoignent ces vers, qui font suite à une description de Ruelle et des bords de la Touvre :

Mais que vois-je ? sortant de ces gouffres fertiles,
Au pied d'un édifice, énormes projectiles (1),

(1) Eugène de Pradel, dit dans une note : « J'ai voulu indiquer les bombes et les canons qui ornent la grille et le trottoir du collège royal de marine ».

Des bombes aux flancs noirs, semblent, avec respect,
S'arrêter, s'incliner à son magique aspect.
Jeunes Français, sortis de la route commune,
Dans ce palais ouvert aux travaux de Neptune,
Espoir de la patrie, votre ardent bataillon
Rêve en secret l'honneur de notre pavillon.
Honorez, jeunes preux, le siècle qui commence;
Vous donnerez un jour des Tourville à la France.

J'ai cru devoir signaler cet opuscule qui servira à dresser la liste complète et probablement très difficile des œuvres de notre compatriote.

JULES PELLISSON.

III

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DU CLERGÉ ET LA VENTE DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES DANS LA CHARENTE-INFÉRIEURE.

Arrondissements de Saintes et de Marennes.

I

Une première étude des ventes des biens ecclésiastiques, dans le département de la Charente-Inférieure (1), m'a conduit à ces conclusions : à la fin du XVIII^e siècle, le clergé possédait 3,87 % du territoire dans l'arrondissement de La Rochelle, et 1,56 % dans l'arrondissement de Rochefort.

La propriété des réguliers dépassait de beaucoup celle du clergé séculier.

Les immeubles des villes furent achetés par le petit commerce; les gros négociants se partagèrent les cabanes et les abbayes. A La Rochelle, dix-huit acquéreurs devinrent propriétaires de la moitié de la propriété foncière ecclésiastique; à Rochefort, dix en achetèrent les deux tiers. Quelques paysans ajoutèrent un bout de champ aux quelques journaux de terre qu'ils possédaient.

Je voudrais essayer de faire les mêmes recherches sur la partie de la province de Saintonge qui est entrée dans la composition du département (2).

(1) *Revue des questions historiques*, 1^{er} janvier 1906.

(2) La multiplicité des anciennes mesures agraires, employées en Saintonge.

L'exploitation des terres d'Aunis remonte au X^e siècle, à l'époque de la fondation des grandes abbayes ; la grande propriété foncière ecclésiastique s'était formée par le dessèchement et la culture de la vaste étendue des *laisses* de mer. Longtemps avant l'occupation romaine, le vieux pays des Santons avait été partagé et cultivé par de nombreux propriétaires, et *Mediolanum* était une cité florissante ; Saint Eutrope y apporta le christianisme.

II

A l'origine, il n'y avait qu'un seul clergé. En 353, Saint Martin fonda à Ligugé le premier des monastères gaulois. Les moines occupés à la prière, à l'étude et au travail des mains, n'étaient que des corporations intermédiaires entre le clergé et les simples fidèles. Peu à peu les religieux furent admis aux ordres sacrés, et formèrent, à côté de l'ancien clergé, vivant dans le siècle et chargé de distribuer aux fidèles les secours de la religion, un nouveau clergé entièrement retiré du monde. Il y eut le clergé séculier et le clergé régulier.

La propriété ecclésiastique, ou *terres d'église*, est aussi ancienne que le christianisme ; on pourrait ajouter qu'elle l'a précédé. Partout où il y a eu un sacerdoce organisé, le prêtre a possédé le sanctuaire et ses dépendances, et il a reçu les dons qui devaient subvenir à l'entretien du culte.

Dès le IV^e siècle on trouve des traces de cette propriété. En 313, un édit de Maximin faisait restituer aux églises les terres que le fisc leur avait enlevées. Constantin attribua à l'Eglise les biens des confesseurs et des martyrs décédés sans parents. Théodore II et Valentinien III concédèrent aux églises et aux monastères les biens des clercs ou des moines morts sans héritiers. L'époque impériale romaine a laissé toute une législation sur les biens ecclésiastiques.

Sous les deux premières dynasties, et surtout sous la féodalité, le domaine du clergé s'agrandit considérablement par les dons, que la piété et la charité des fidèles faisaient à l'église dans un but clairement désigné.

les renseignements contradictoires, qui m'étaient fournis sur leur valeur réelle, m'ont longtemps fait hésiter à terminer ce travail ; mais de récents calculs m'ont démontré que, si l'emploi de telle ou telle valeur apportait des différences dans l'évaluation de la propriété ecclésiastique d'une commune, le pourcentage n'était diminué ou augmenté que d'une unité dans chaque canton.

L'évêque devint le propriétaire du domaine royal contenu dans le territoire de la cité. Le couvent accepta ici et là des donations, et son domaine se composa de biens disséminés. C'est ainsi qu'en 1791, l'évêque de Saintes était seigneur direct et foncier de la plus grande partie de sa ville épiscopale, et que les abbayes de Saintes et de Saint-Jean d'Angély avaient des biens dans tous les districts du département. En un mot, l'évêque était un grand propriétaire urbain, résidant à la ville; l'abbaye, située en dehors de la ville ou en pleine campagne, était un grand propriétaire rural.

A côté de ces deux riches domaines, il s'était formé un troisième domaine ecclésiastique beaucoup plus humble, et en quelque sorte plus respectable, car il appartenait aux petits : celui des fabriques, des chapellenies et des confréries. A la fin du XVIII^e siècle, ces biens n'étaient plus entre les mains de leurs légitimes possesseurs qu'une nue-propriété, dont l'usufruit allait à des bénéficiers nommés par le roi.

III

Les réguliers propriétaires dans l'arrondissement de Saintes étaient : les abbayes de Bassac, de Fontdouce, de Masdion, de Sablonceaux, de Saintes, de Saint-Jean d'Angély et de Trizay. Les abbayes de Sablonceaux et de Saintes avaient seules conservé la conventualité. La première, qui comptait douze religieux, avait pour abbé commandataire Nicolas-François de Bourgogne, conseiller au parlement de Paris. M^{me} de Baudéan de Parabère, abbesse de Saintes, gouvernait cinquante-six religieuses de chœur et vingt-six sœurs converses. L'ordre de Malte possédait la commanderie des Epaux et l'hôpital de Geay. Les Cordeliers, les Jacobins, les Récollets avaient des couvents à Saintes et à Pons. Les Jésuites étaient propriétaires dans la paroisse des Gonds. Les Clunistes, les frères de la Charité, les Clarisses, les religieuses de Notre-Dame avaient une maison à Saintes. Les sœurs de la Charité étaient à Saintes et à Saujon. Il y avait encore à Pons les Dames de la foi.

Les actes de ventes nomment vingt-trois prieurés, dont les titulaires étaient : 8 réguliers, 10 prêtres étrangers au diocèse, 2 prêtres du diocèse et 3 titulaires inconnus. Le nombre des cures était de 117. Un petit nombre de fabriques, de chapellenies, une confrérie des pénitents à Saint-Pierre de Saintes, une confrérie des pauvres à Tallemont, possédaient quelques journaux de terre.

IV

Les recherches sur la propriété foncière ecclésiastique non bâtie donnent les résultats suivants :

Cantons	Superficie du canton	Quantité vendue	Rapport entre les deux
Saintes Nord.	10.951 hect.	659 hect. 93 a. 52 cent.	6,02 ⁿⁱ / ₁₀
Sud .	17.417 —	366 — 22 — 12 —	2,10
Burie	12.209 —	231 — 14 — 39 —	1,89
Cozes	19.917 —	107 — 37 — 33 —	0,50
Gémozac.	25.866 —	115 — 06 — 90 —	0,44
Pons.	23.960 —	102 — 05 — 22 —	0,42
St-Porchaire. . .	24.258 —	306 — 62 — 46 —	1,25
Saujon.	20.732 —	239 — 64 — 27 —	1,15

La superficie de l'arrondissement est de 155.310 hect., le total de la propriété vendue est de 2.128 hect., le clergé possédait 1,36 % du territoire. Ces biens étaient ainsi partagés :

Réguliers.	1.273 hect.	30 ares	28 cent.
Evêché.	52 —	16 —	26 —
Chapitre.	87 —	94 —	66 —
Séminaire	144 —	96 —	90 —
Cures.	260 —	97 —	67 —
Fabriques	49 —	27 —	85 —
Chapellenies	44 —	95 —	53 —
Prieurés	136 —	19 —	52 —
Hôpital de Saintes	61 —	20 —	01 —

Les 117 cures de l'arrondissement étaient propriétaires de 260 hect., mais la cure de Corme-Ecluse possédait 64 hect., les autres cures avaient donc une moyenne de 1 hect. 26 ares, soit, en mesures du pays, à peu près 4 journaux.

V

Les ventes commencèrent à Saintes le 15 février 1791, et à Pons (1), le 26 février. Elles furent terminées le 12 thermidor an III (30 juillet 1795). Il y eut dans l'arrondissement 646 adjudications ; 496 eurent pour objet des biens fonciers, 97 furent exclusivement consacrées à des immeubles, 53 furent des ventes de redevances, droits d'agrières, lods, etc. A Saintes, les immeu-

(1) En 1791, Pons était le chef-lieu d'un district ; pour plus de clarté, j'ai adopté la division par arrondissement.

bles vendus furent au nombre de 57, ils appartenait presque tous aux chanoines de la cathédrale ; ils furent achetés par les fonctionnaires du district et du département, et par les commerçants.

Les acquéreurs fonciers furent au nombre de 399 pour une population qui, à cette époque, dépassait à peine 50.000 habitants.

La propriété foncière ecclésiastique était, sauf pour quelques domaines des réguliers, disséminée dans les communes de l'arrondissement. En exécution des décrets de l'assemblée, elle fut encore morcelée. Les acquéreurs sont nombreux, qui achetèrent plusieurs lots. Ils appartenait presque tous à la bourgeoisie et au commerce. Les négociants, commerçants, fonctionnaires, meuniers, aubergistes, avaient seuls quelques capitaux.

L'analyse détaillée des ventes du canton de Pons donnera l'impression exacte de l'ensemble des acquéreurs des biens ecclésiastiques dans l'arrondissement.

112 hectares donnèrent lieu à 69 ventes, qui eurent 53 acquéreurs. Ils se partagèrent ainsi : propriétaires-cultivateurs 15, laboureurs 14, artisans 5, marchands 4, bourgeois 3, avocat 1, cabaretier 1, commissaire 1, curé 1, domestique 1, huissier 1, juge 1, notaire 1, médecin 1, négociant 1, receveur de l'enregistrement 1, vigneron 1.

Les hommes politiques s'adjugèrent les plus beaux domaines. Le 7 mars 1791, Rondeau Philippe-Jacques-François, président du directoire du département, achetait, pour la somme de 79.500 livres, la ferme, métairie et petite métairie de la Cour, avec maison, meubles, dépendances et bestiaux, plus 494 journaux de terre, appartenant aux Clarisses de Saintes.

Le 25 octobre 1792, Pannetier Jean-Baptiste, négociant à Saintes, devenait acquéreur de la seigneurie, borderies, métairies de Dreux de la Pommeraye et du Port, comprenant bâtiments, prés, bois, vignes, terres, jardins, garenne, treuils, pressoirs et tous les bestiaux, plus 324 journaux appartenant aux Clarisses de Saintes au prix de 114.600 livres.

Le 11 mars 1791, Garnier Jacques, procureur-général syndic du département, acquérait la métairie de Madame, bâtiments, terres et bestiaux, plus 214 journaux, à l'abbaye de Saintes, pour 55.100 livres ; il y ajoutait plus tard le prieuré de Saint-Eutrope.

L'acquéreur ne devait payer, dans la quinzaine de l'adjudication, que 12 pour cent du prix de l'adjudication, et le surplus en

12 annuités égales. Les assignats étaient reçus avec leur valeur légale.

C'était la substitution complète du vainqueur dans les biens et meubles du vaincu.

Ainsi, seize acquéreurs devinrent propriétaires de 1.086 hect. 51 ares 87 cent., soit la moitié de la propriété foncière ecclésiastique de l'arrondissement.

Lorsque parut la loi du 19 frimaire an IV, qui ordonnait un emprunt de 600 millions, en valeurs métalliques, exigible du quart des citoyens français les plus imposables, le peuple rappela ces grosses acquisitions. On lit, dans les lettres adressées à Saintes aux membres des administrations du département : « (1) Faites peser l'emprunt sur les fournisseurs qui se sont enrichis, les accapareurs, les agioteurs, les gros négociants, *les acquéreurs des domaines nationaux*, sur tous ceux désignés par la voix publique pour avoir gagné à la révolution. »

VI

L'arrondissement de Marennes comprenait, en 1789, 73.785 hectares. Le littoral profondément découpé, le sol divisé en prés, marais salants et marais gâts, en font le prolongement du pays d'Aunis. La plaine marécageuse s'agrandit chaque jour par les alluvions. En 1588, on pouvait dire de Brouage : qu'il était le *plus beau port que la mer eût formé sur ces côtes* ; aujourd'hui, la ville abandonnée élève ses remparts à plus de huit kilomètres du rivage.

Il n'existe aucune donnée précise sur l'époque et sur les auteurs des premiers dessèchements. On fait remonter à 1560 celui des marais de La Tremblade. En 1596, l'abbesse de Saintes concéda 120 journaux, dans la paroisse de Saint-Denis, pour être transformés en 60 livres de marais salants. Ceux-ci, ruinés en 1684, rétablis en 1709, augmentés en 1714, étaient de nouveau détruits en 1778.

En 1698, la généralité de La Rochelle comptait 32.666 livres de marais salants ; il n'en restait en 1791 que 18.039 livres. Les canaux avaient été négligés, abandonnés, et les eaux stagnantes rendaient le pays insalubre.

Les maisons religieuses étaient peu nombreuses. La conventualité avait cessé dans les abbayes de Montierneuf, de Trizay et

(1) Archives municipales de Rochefort, cartons G. D.

de Vaux. Une douzaine de récollets possédaient un couvent à Brouage, au Château d'Oleron, à Marennnes et à Royan. Les frères de la Charité avaient une maison dans l'île, et les sœurs de la Charité étaient à La Tremblade. On comptait : une douzaine de prieurés, dont le plus riche en biens fonciers, était celui de Mornac : 24 ou 25 chapellenies, 38 cures, 16 fabriques possédaient quelques livres de marais salants et de marais gâts.

Les réguliers propriétaires, étrangers à l'arrondissement, étaient : les abbayes de Saintes, des Touches, de Vendôme, l'ordre de Malte, les Carmes de La Rochelle, les Jacobins de Pons, les Minimes de Surgères, les Jésuites de Saintes, les chanoines de Saint-Gatien de Tours, les Carmélites et les Clarisses de Saintes.

VII

La propriété foncière ecclésiastique, étudiée par canton, donne les résultats suivants :

Cantons	Superficie du canton	Quantité vendue		Rapport entre les deux
Marennnes	16.880 hect.	601 hect.	76 a. 03 cent.	3,56 ‰
St-Agnant. . . .	17.436 —	143 —	16—34 —	0,82
Royan.	7.440 —	81 —	45—27 —	1,01
La Tremblade. .	16.703 —	195 —	01—14 —	1,16
Le Château . . .	5.787 —	93 —	51—42 —	1,60
Saint-Pierre . . .	9.539 —	131 —	86—61 —	1,38
		1.246	76 81	

La propriété foncière se répartissait ainsi :

Réguliers.	355 hect.	47 ares	35 cent.
Prieurés	248 —	31 —	83 —
Cures.	365 —	49 —	75 —
Chapellenies	169 —	89 —	02 —
Fabriques	84 —	05 —	67 —
Chapitre	20 —	05 —	14 —

La superficie totale de l'arrondissement était alors évaluée à 73.785 hectares (1), la propriété vendue étant de 1.246 hect. 76 ares 81 cent., le clergé possédait 1,68 ‰ du territoire.

(1) Les superficies de l'arrondissement de Marennnes ont été empruntées à la *Statistique de la Charente-Inférieure*, par M. A. Gautier, La Rochelle, 1839.

VIII

Dans les dix derniers jours du mois de décembre 1790, il y eut à Marennnes quelques adjudications provisoires ; il apparaît que, sur ce point du département, on était impatient d'opérer la spoliation de l'Eglise. Les ventes commencèrent le 31 janvier 1791 et se continuèrent jusqu'au 8 floréal an III (27 avril 1795). Elles atteignent le chiffre de 491.

35 ont pour objet des droits et des redevances, 70 ont uniquement des immeubles : églises, chapelles, presbytères, couvents, maisons, granges, fours, chais, cimetières ; on trouve parmi les adjudications de marais salants et de marais gâts jusqu'à une vente de vases sacrés et d'ornements sacerdotaux !

386 ventes se rapportent à la propriété foncière. Les biens furent morcelés en quelques livres de marais ou en quelques journaux, que se disputèrent les mêmes acquéreurs, dont le nombre est de 188 sur une population de 50.000 habitants ! Ils étaient pour la plupart des bourgeois ou de petits propriétaires. Ils se partagèrent en deux catégories bien distinctes : les acheteurs de terres labourables, et les acheteurs de marais salants. Seul, le plus gros acquéreur devint propriétaire d'une grande étendue de l'un et l'autre biens.

IX

Les conclusions de ce travail seront presque identiques à celles du travail déjà paru sur la vente des biens ecclésiastiques, dans les arrondissements de La Rochelle et de Rochefort.

La propriété foncière ecclésiastique était beaucoup moins considérable que l'ont affirmé les orateurs de l'assemblée nationale et les historiens de la révolution. Elle était de 1,36 % dans l'arrondissement de Saintes, et de 1,68 % dans l'arrondissement de Marennnes.

A Saintes, les réguliers possédaient davantage que le clergé séculier. A Marennnes, les biens des séculiers l'emportaient sur ceux des réguliers ; la moyenne de la possession d'une cure était de 1 hect. 74 ares. Cette différence provient de la nature de la propriété, qui consistait en livres de marais salants et de marais gâts.

Les gros acquéreurs furent, à La Rochelle, les négociants ; à Rochefort, les fournisseurs de la marine ; ils furent à Saintes les hommes politiques et les fonctionnaires des administrations départementales ; à Marennnes, ce furent des propriétaires.

La masse des acquéreurs se composa de bourgeois et de petits propriétaires. Dans une population de 100.000 habitants, pour les deux arrondissements, 600 acquéreurs n'ont pas bouleversé, par leurs achats, l'état de la propriété foncière.

Je puis, dès maintenant, essayer de tirer quelques conclusions générales, qui ne seront pas démenties par ma prochaine étude sur les arrondissements de Saint-Jean d'Angély et de Jonzac.

Si on ajoute aux revenus de la propriété foncière possédée par le clergé du département : 1° les revenus des nombreux immeubles vendus ; 2° les revenus que représente la jouissance des vastes immeubles qui servent de sous-préfecture, casernes, hôpitaux, palais de justice, prisons, lycées, collèges, musées, etc., ou sur l'emplacement de qui on a construit de nouveaux édifices, on peut affirmer que ces revenus s'élèvent à beaucoup plus du double de la somme du budget des cultes allouée en 1905 au clergé de la Charente-Inférieure.

La vente des biens du clergé, inspirée par la haine politique et religieuse, fut une opération financière manquée. Les députés de l'assemblée nationale se trompèrent, ou voulurent se tromper sur l'estimation de ce riche domaine. Il fut émis sur ce gage la somme énorme de 45 milliards 578 millions d'assignats. La banqueroute était inévitable, elle eut lieu en l'an V.

Les conséquences morales furent aussi regrettables que les conséquences financières. La dépossession, par la loi, d'une portion des citoyens a perverti la conscience de la nation. Elle a fait entrer dans les esprits cette idée que la loi crée le juste, et que ce qui est légal est toujours honnête et permis. Le parti qui devient maître du pouvoir législatif a tous les droits et peut disposer de la fortune des particuliers.

Au Concordat de 1802, Napoléon exigea du pape l'abandon de toute revendication des biens de l'Eglise ; par là il s'attacha la bourgeoisie révolutionnaire, en lui assurant la possession paisible des riches domaines qu'elle avait acquis. Cependant, pendant la première moitié du XIX^e siècle, on trouve au fond des agitations de la bourgeoisie la préoccupation constante de la propriété des biens nationaux. On la trouverait encore au fond de revendications nouvelles.

P. LEMONNIER.



APPENDICE N° 1

LISTE DES CENT DIX COMMUNES DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINTES
AVEC LA SUPERFICIE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ECCLÉSIASTIQUE
NON BATIE DANS CHACUNE D'ELLES.

CONTENANT PLUS DE 100 HECTARES

Saintes	673 hect.	72 ares	81 cent.
Saint-Bris-des-Bois.	137 —	59 —	34 —
Sablanceaux.. .. .	119 —	77 —	35 —
Port d'Envaux.	109 —	63 —	»» —

DE 50 A 100 HECT.

Les Gonds	98 hect.	31 ares	43 cent.
Trizay	74 —	65 —	92 —
Meursac	66 —	34 —	29 —
Grézac	60 —	02 —	03 —
Fontcouverte	57 —	95 —	11 —
Saint-Romain-de-Benet.	50 —	07 —	42 —

DE 25 A 50 HECT.

Saint-Georges-des-Coteaux. ..	49 hect.	62 ares	55 cent.
Pont-Labbé	49 —	49 —	30 —
Dompierre	47 —	45 —	47 —
Pons.	46 —	52 —	30 —
Saujon	38 —	75 —	52 —
Geay.	29 —	61 —	08 —
Chérac	26 —	06 —	26 —

DE 10 A 25 HECT.

Rioux	22 hect.	26 ares	»» cent.
Floirac	21 —	52 —	36 —
Saint-Léger	21 —	22 —	84 —
Le Douhet	20 —	76 —	90 —
Corme-Royal	20 —	46 —	33 —
Sainte-Gemme.	19 —	79 —	67 —
Courcoury	19 —	09 —	35 —
Préguillac	18 —	89 —	97 —
La Chapelle-des-Pots	18 —	47 —	14 —
Chasniers.	18 —	01 —	92 —
Saint-Vaize	17 —	06 —	93 —

Bussac	15 hect.	19 ares	68 cent.
Saint-Sauvant.	10 —	» —	» —
Les Essards	10 —	» —	» —

DE 5 A 10 HECT.

Rétaud	9 hect.	37 ares	10 cent.
Avy	9 —	02 —	61 —
Bougneau	8 —	79 —	61 —
Pessines	8 —	25 —	» —
Mortagne-sur-Gironde	8 —	» —	» —
Corme-Ecluse.	7 —	38 —	21 —
Montpellier	6 —	59 —	19 —
Arces	5 —	34 —	36 —
Barzan	5 —	» —	» —

DE 1 A 5 HECT.

Le Seure	4 hect.	27 ares	28 cent.
Semussac.	4 —	10 —	» —
Chermignac	3 —	17 —	91 —
Villars-les-Bois	3 —	07 —	71 —
Fléac.	3 —	» —	» —
Saint-André-de-Lidon	2 —	83 —	73 —
Rouffiac	2 —	78 —	94 —
Montils	2 —	70 —	06 —
Saint-Quentin-de-Rançannes ..	2 —	71 —	54 —
Saint-Sever	2 —	55 —	25 —
Crazannes.	2 —	52 —	64 —
Colombiers	2 —	45 —	83 —
Soulignonne	2 —	43 —	54 —
Pérignac	2 —	27 —	78 —
Romegoux	2 —	10 —	87 —
La Jard	2 —	» —	» —
Saint-Porchaire	1 —	68 —	91 —
Thenac	1 —	66 —	» —
Mazerolles	1 —	65 —	05 —
Saint-Sulpice-d'Arnoult	1 —	49 —	» —
Le Mung	1 —	41 —	90 —
Le Chay	1 —	23 —	09 —
Migron	1 —	19 —	03 —
La Vallée.	1 —	12 —	53 —
Ecurat	1 —	02 —	57 —

Epargnes	1 hect.	01 ares	84 cent.
Nancras	1 —	» —	» —
Cravans	1 —	» —	» —

DE 0 A 1 HECT.

Ecoyeux.. .. .	85 ares	38 cent.
Saint-Simon-de-Pellouaille. ..	85 —	67 —
Boutenac.	76 —	80 —
Tanzac	74 —	20 —
Virollet	74 —	20 —
Beurlay	66 —	» —
Chenac	62 —	50 —
Gémozac	59 —	30 —
Echebrune	55 —	60 —
Saint-Seurin	50 —	12 —
Saint-Césaire	47 —	79 —
Thaïms	44 —	50 —
Burie.	43 —	» —
Villars-en-Pons	43 —	76 —
Chadenac.	40 —	76 —
Varsay	39 —	29 —
Marignac	37 —	10 —
Talmont.. .. .	32 —	» —
Saint-Romain-de-Beaumont. ..	26 —	80 —
Médis	26 —	40 —
Saint-Georges-de-Didonne.. ..	26 —	40 —
Luchat	24 —	75 —
Brives	22 —	20 —
La Clisse.	16 —	50 —
Tesson	15 —	17 —
Saint-Seurin-de-Palerne	13 —	32 —
Nieul.	13 —	» —
Sainte-Radégonde.. .. .	6 —	60 —
Pisany	2 —	31 —

Ne contenant aucune propriété foncière ecclésiastique non bâtie :

Vénérand, Brie-sous-Mortagne, Cozes, Meschers, Berneuil, Jazennes, Belluire, Biron, Coulonges, Salignac-en-Pons, Plas-say, Balanzac, Thézac.

APPENDICE N° 2

Superficie de la propriété foncière non bâtie appartenant au clergé régulier dans l'arrondissement de Saintes.

Saintes-Claires de Saintes. ..	384 hect.	75 ares	75 cent.
Abbaye de Saintes.	156 —	65 —	45 —
Abbaye de Fontdouce.. ..	145 —	11 —	36 —
Abbaye de Sablonceaux	125 —	43 —	96 —
Ordre de Malte	115 —	52 —	22 —
Jésuites	66 —	35 —	92 —
Hôpital de la Charité.. ..	61 —	30 —	01 —
Bénédictins de St-Jean d'Angély.	45 —	16 —	20 —
Cordeliers de Saintes	26 —	47 —	55 —
Jacobins de Pons	23 —	37 —	30 —
Notre-Dame de Saintes	22 —	26 —	» —
Abbaye de Masdion	17 —	55 —	32 —
Sœurs de la Charité	17 —	18 —	83 —
Jacobins de Saintes	15 —	94 —	51 —
Dames de la Foi de Pons	9 —	33 —	05 —
Abbaye de Trizay.	8 —	33 —	33 —
Cordeliers de Pons	7 —	45 —	20 —
Clunistes de Saint-Eutrope ..	3 —	16 —	21 —
Abbaye de Bassac.	2 —	39 —	33 —
Hospitalières de Saintes	1 —	88 —	87 —
Ermitage de Mortagne.	» —	60 —	61 —
Total.. ..	1.273 hect.	30 ares	28 cent.

APPENDICE N° 3

Sept catégories d'acquéreurs.

Acquéreurs ayant acheté plus de	40 hectares.. ..	16
— — — — —	20 —	12
— — — — —	10 —	11
— — — — —	5 —	26
— — — — —	2 —	59
— — — — —	1 —	73
— — — moins de	1 —	202
Total.:		399

APPENDICE N° 4

LISTE DES TRENTE-QUATRE COMMUNES DE L'ARRONDISSEMENT DE
MARENNES, AVEC LA SUPERFICIE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE
ECCLÉSIASTIQUE NON BATIE DANS CHACUNE D'ELLES.

CONTENANT PLUS DE 100 HECTARES

Saint-Just.	220 hect.	57 ares	24 cent.
Iliers-Brouage.	164 —	44 —	77 —
Marennnes.	160 —	55 —	76 —

DE 50 A 100 HECT.

Saint-Augustin.	79 hect.	82 ares	53 cent.
Saint-Georges.	72 —	90 —	44 —
Dolus	57 —	» —	67 —
Saint-Agnant.	55 —	57 —	02 —

DE 25 A 50 HECT.

Saint-Pierre.	46 hect.	83 ares	93 cent.
Arvert	36 —	17 —	73 —
La Tremblade.	36 —	17 —	73 —
Saint-Sornin.	29 —	50 —	» —
Le Château	28 —	» —	10 —
Vaux.	26 —	99 —	73 —

DE 10 A 25 HECT.

Royan	23 hect.	44 ares	10 cent.
Moëze	21 —	16 —	90 —
Saint-Symphorien.	17 —	91 —	63 —
Saint-Froult	15 —	75 —	98 —
Mornac	14 —	50 —	36 —
Saint-Denis	12 —	12 —	24 —
Saint-Nazaire.	11 —	74 —	55 —
Echillais.	11 —	17 —	88 —

DE 5 A 10 HECT.

Saint-Trojan.	8 hect.	50 ares	66 cent.
Saint-Sulpice.	8 —	22 —	60 —
Le Gua	6 —	67 —	26 —
Beaugeay.	5 —	49 —	96 —

DE 1 A 5 HECT.

Chaillevette	4 hect.	66 ares	62 cent.
L'Eguille.	4 —	28 —	52 —

Breuillet.. .. .	3 hect.	99 ares	96 cent.
Saint-Jean-d'Angle.	3 —	49 —	98 —

DE 0 A 1 HECT.

Soubise	83 ares	32 cent.
Etaules	26 —	40 —

Ne contenant aucune propriété foncière ecclésiastique non bâtie :

Champagne, Les Mathes, Saint-Palais.

APPENDICE N° 5

Superficie de la propriété foncière ecclésiastique non bâtie appartenant au clergé régulier dans l'arrondissement de Marennes.

Jésuites de Marennes.. . . .	110 hect.	33 ares	49 cent.
Abbaye de Montierneuf	47 —	83 —	90 —
Abbaye des Touches	35 —	33 —	08 —
Chapitre de St-Gatien de Tours.	30 —	83 —	26 —
Abbaye de Vaux	28 —	49 —	71 —
Abbaye de Saintes.	25 —	33 —	31 —
Minimes de Surgères.. . . .	20 —	» —	24 —
Saintes-Claire de Saintes.. . .	19 —	50 —	30 —
Carmélites de Saintes	9 —	01 —	14 —
Jacobins de Pons.. . . .	8 —	» —	54 —
Ordre de Malte	6 —	» —	48 —
Abbaye de Trizay.. . . .	5 —	» —	» —
Seigneurie de Saint-Denis.. . .	3 —	66 —	65 —
Frères de la Charité	3 —	50 —	66 —
Carmes de La Rochelle	2 —	60 —	60 —
Bénéfice de Saint-Louis	1 —	66 —	66 —
Seigneurie de Lussac	» —	33 —	33 —
Total.. ..	355 hect.	47 ares	35 cent.

APPENDICE N° 6

Sept catégories d'acquéreurs.

Acquéreurs ayant acheté plus de 40 hectares.. .. .	1
— — — 20 —	12
— — — 10 —	9
— — — 5 —	35

Acquéreurs ayant acheté plus de	2 hectares..	..	..	52
—	1	—	..	25
—	moins de 1	—	..	54

P. LEMONNIER.

IV

ÉTUDE SUR LA VIE ET LE SECRET DE L'ABBÉ RICHARD, HYDROGÉOLOGUE

(Suite et fin).

VI. — *Publicité, rapports scientifiques.*

Dès les débuts de sa carrière, Richard s'était dit hydroscopie, ce qui était alors la qualification adoptée par les chercheurs de sources, quelque fut leur système: Paramelle, Amy, Eug. de Vic (de Gozon), Carrié, etc. Un peu plus tard il tint à s'intituler *hydrogéologue*, comme qui dirait découvreur d'eau par la géologie, qualification un peu ambitieuse en ce qui le concernait. Le mot lui-même avait été créé en 1861 par l'abbé Jacquet, curé Jurassien, et auteur de *L'hydrogéologie*, action et mouvement des eaux à l'intérieur des terres, lequel se basait surtout, pour découvrir les sources, sur des indices superficiels, ou éminences légères qu'il prétendait relever comme jalonnant à la surface du sol les courants souterrains. L'épithète de Richard, au cimetière de Tesson, et sa plaque funèbre, sur la chapelle du séminaire de Montlieu, lui consacrent cette appellation à tournure scientifique, d'hydrogéologue, qui est reprise aujourd'hui par plusieurs savants professionnels: les abbés Boulangé, de Bruxelles, et Moulier, d'Aurillac.

Je note aussi que Richard sut fort bien utiliser à son profit la puissance de la presse périodique, et même de la réclame, ce dont on ne pourrait lui faire un grief sérieux. Sans revenir sur ses circulaires, où il énumérait complaisamment ses principaux succès, j'ai déjà dit qu'il avait publié dans *l'Indépendant* de Saintes du 14 mars 1861, l'annonce de ses premières réussites, et que cet article laudatif, reproduit dans les journaux religieux, lui avait valu ses clients français et étrangers du début. Les mêmes feuilles, parisiennes ou locales, célèbrent ses premières découvertes, et continuent jusqu'à sa mort à vanter ses talents. En Allemagne, son fidèle ami le docteur Bucheler, et un peu

plus tard M^{lle} de Janke, de Breslau, préconisent en même temps ses succès. En Espagne, en Italie, il a des panégyristes non moins zélés.

L'abbé Moigno, le savant directeur des *Mondes*, lui consacra bon nombre de notes élogieuses : 24 janvier 1862, 29 octobre 1863, 23 janvier 1867, 25 mai 1868, 28 janvier 1869, 28 avril, 16 juin et 21 juillet 1870, etc., etc. Ce fut aussi le rédacteur du *Cosmos* qui lança les découvertes préhistoriques de Richard, dont je parlerai bientôt.

Comme principaux articles de publicité parus dans les journaux français, et dont les éléments avaient été formés par l'intéressé lui-même, je me borne à signaler : l'*Erèment*, du 4 juillet 1866; la *Semaine des familles*, du 29 décembre 1866, longue notice de Nettement fils; les *Tablettes des Deux-Charentes*, 1868 et 1867, à propos des eaux de Rochefort; une dissertation de l'abbé Duilhé de Saint-Projet, dans le *Journal d'agriculture pratique*, d'octobre 1876; une polémique soutenue contre le *Journal de Liège*, qui critiquait les découvertes de Richard, en novembre 1876; une discussion semblable, dans les journaux de Rennes, en janvier 1877, à propos des indications hydrologiques de novembre 1867 et qui étaient contestées par les ingénieurs, comme la science de l'hydroscope. Enfin, polémique parcellaire dans les gazettes de Bayonne en 1878 et 1879.

Voici maintenant le relevé des communications faites par Richard aux sociétés savantes sur l'hydrogéologie. Le 18 mai 1862, il remet à M. Flourens, secrétaire général de l'Académie des sciences, une note disant qu'il a découvert nombre de sources importantes par l'application d'une loi hydrogéologique sur laquelle il se propose d'écrire incessamment un mémoire. Nous avons vu que le 2 mai 1866, il déposa dans les cartons de la même Académie son prétendu secret et sa loi des failles, destinés à n'être divulgués que quarante ans plus tard.

Le 20 avril 1867, au congrès des sociétés savantes, il lit une note sur l'origine des sources, où il ne sort pas des généralités classiques. La même année, il fait figurer à l'exposition universelle le relevé de ses travaux hydrologiques, pour lequel il obtient une audience de l'empereur, et une mention honorable comme récompense. Il expose de même en 1878 à côté de ses cartons de silex, un tableau plus complet de ses découvertes, et évalue à dix mille le nombre des sources qu'il avait indiquées.

Il était membre souscripteur de la société géologique de

France, et de plusieurs autres associations savantes, mais sans y avoir jamais rien communiqué de précis sur sa spécialité. J'ai déjà dit qu'il ne tenait pas à se mettre en rapports trop directs avec des techniciens de son art; et ceux-ci lui rendirent bien, car je n'ai retrouvé de mention de lui ni de sa méthode dans aucun ouvrage vraiment scientifique.

Richard avait fait dès 1862 une dizaine de pèlerinages à la grotte de Lourdes, ayant toujours eu pour la Sainte-Vierge une grande dévotion. Dans les *Annales* de ce sanctuaire, du 30 mai 1879, comparant les sources miraculeuses de l'Horeb, de la Salette et de Lourdes, il développa cette thèse, que la source de Moïse était un miracle de création, que celle de la Salette était devenue miraculeusement permanente, d'intermittente qu'elle était jusque là, et que la fontaine de Massabielle fut découverte par Bernadette, sur l'intervention surnaturelle de la Vierge Marie. Il ajoutait qu'il voyait dans cette source un exemple typique de sa théorie. (En effet, elle sort d'une *fente* du rocher, mais non d'une *faille* à rejet proprement dite, et alignée sur les autres, comme dit le secret de 1866). La grotte, enfin, ne serait que l'ancien passage d'un cours d'eau, considérablement diminué depuis, caché en 1858 sous le sable humide, et révélé alors miraculeusement à l'humble bergère de Lourdes.

VII. — *Indications dans la Charente-Inférieure.*

Je vais faire en ce qui concerne ce département, plus spécialement connu de mes lecteurs, un relevé succinct des principales indications de Richard, de celles du moins dont j'ai retrouvé les détails et les résultats. Je les rangerai par ordre alphabétique des communes.

Arthenac. -- F. Ravard, chez Boisson, 1863 et 1871. Demi-succès.

Beurlay. — M^{me} Bourdil, au Pinier La Vallée, octobre 1880. 22 mètres au lieu de 15 creusés sans eau. Echec absolu.

Bois. — M^{me} la comtesse de Lestranges, février 1868. — Colonie Saint-Antoine, juin 1876. Succès aux deux.

Breuillet. — M. de Verthamon à Taupignac 1872 ?

Breuil-Magné. — M. Gruet Villeneuve à la Maison-Neuve, juin 1874. Echec.

Brizambourg. — F. Mestreau, à Trudon, avril 1868. Très bon résultat persistant.

Chermignac. -- Docteur Menudier, au Plaud, octobre 1868 ?

Chepniers. — M. Ellie, à La Forêt, mai 1871. Sources peu profondes, pour l'irrigation et l'alimentation d'un abreuvoir. Succès.

Chevanceaux. — Auberge Bellet, mars 1864. Succès.

Courpignac. — M. d'Arche, à Bellevue, 1863. Succès.

Ecurat. — Baron Oudet, octobre 1868 ? Indications pas utilisées.

Grézac. — M. Dufaure, à Vizelle, avril 1863. Succès.

Jarnac-Champagne. — M. Pitard, au bourg, octobre 1868. Source coulant à la surface. Succès. — J. Davalle, *ibidem*. Source dans un puits déjà creusé.

Jonzac. — 1863 et 1869 pour la cure — et 1878 pour l'hôpital : deux succès probables.

Jussas. — Gourdet, maire, au bourg, octobre 1868. Succès.

Lagord. — Ecole normale — et Girardeau, à Soubien, juillet 1880. Succès aux deux.

Laleu. — Source abondante et bonne, malgré le voisinage de la mer.

La Rochelle. — La ville demande officiellement Richard en septembre 1881, mais il n'eut pas le temps d'y aller.

Léoville. — Ad. Lussaud, à Puyrigaud, octobre 1880. Echec complet.

Marcennes. — X..., jardinier, août 1861. Succès.

Mirambeau. — Mars 1868. Pour le château (puits médiocre), et pour le couvent (réussite meilleure).

Montguyon. — Bernard, à l'Espis, mai 1864. Succès, et Nancel Geneuil, à Château. Echec.

Montlieu. — Davias-Coulaud, chez Dallon, 1860. Premier succès. — Démon, au bourg, avril 1863. Succès. — Richard à Roch, septembre 1878. Demi-succès. — Rodes, au Lavoir du Cellier, 1864. Réussite.

J'ai retrouvé beaucoup d'autres indications faites dans les communes avoisinant Montlieu, mais aucune ne paraît avoir été utilisée par les intéressés, qui trouvaient les puits marqués trop éloignés ou trop profonds.

Neuvicq. — Sénat, à la Grande-Barde, avril 1864. 25 mètres dans le rocher, sans trouver d'eau.

Orignolles. — Furet, chez Furet, 1864. — Ménaud, chez Pas sereau, 1864, — et Marcadier, au Bois du Pin, 1878. Succès.

Ozillac. — M. de Cugnac, à la Barrière, mars 1862. Source système Paramelle. Non creusé.

Réaux. — Bégouin, aux Brissons, 1864. Succès probable.

Rochefort. — En 1864-65, les ingénieurs préconisaient l'aménée des sources de Chercognier, près Saint-Germain de Marennes, distantes de 28 kilomètres, et la municipalité s'était résignée à faire l'énorme dépense de cette canalisation. Richard, appelé en octobre 1866, conseilla de prendre tout simplement les eaux du coteau de Villeneuve, près Tonnay-Charente; dès les premières fouilles, en présence de la commission, une grosse anguille émergea d'une source mise à jour. Les travaux durèrent de 1867 à 1876 et procurèrent à la ville un approvisionnement quotidien de trois mille mètres cubes (1).

Pour M. Dières-Montplaisir, payeur de la marine à Fontpère, Richard avait indiqué en 1866 une source jaillissante peu profonde: elle ne fut pas rencontrée. A noter que la baguette tournait à la surface, mais restait immobile au fond du trou: sans doute on avait foré à côté du courant souterrain.

Bouffignac. — M. Giraudias, aux Boueqs, 1863. Succès.

Saint Ciers du Taillon. — Couvent, en 1868; et M. Arsonneau, au Grand Baudoire, en 1880. Succès. Une source abondante est indiquée en 1876 pour le château d'Orignac, mais n'a pas été creusée.

Saint-Eugène. — Source abondante pour le lavoir du couvent.

Saint-Germain de Lusignan. — M. de Belleville, au château. Puits médiocre.

Saint-Palais de Négrignac. — M. Dugallais, au bourg, 1863. Bon puits à 13 mètres, indiqué à 17.

Sainte-Lheurine. — M. Jamain, maire, et M. Dubreuilh, juge de paix. Vacances de 1860. Premiers succès de Richard.

Saintes. — Il y a eu plusieurs pourparlers avec la ville, mais qui n'aboutirent pas.

Pour M. Marc Arnault, à la Ransannerie, Richard avait indiqué en octobre 1866 un bon puits de 25 mètres, dont le forage fut poussé jusqu'à 100 mètres sans grand résultat, malgré les grandes dépenses faites. Choses curieuses: il existe sur le domaine un assez bon puits, jadis indiqué par Paramelle et amélioré par Rougier, de Périgueux; et de l'autre côté de la route,

(1) Consulter à ce sujet: Roche, *Les Sources de Chercognier*, 1866. — *Tablettes des Deux-Charentes* du 11 décembre 1867, 9 novembre 1876. — D^r Maker, *Les eaux de Rochefort*, 1870. — Ch. Delavaud, professeur à l'École de médecine, *Hydrologie des environs de Rochefort*, note lue en août 1882 au Congrès de l'Association française pour l'avancement des Sciences, tenu à La Rochelle.

un autre puits qu'on perçait en même temps, indiqué par une tourneuse de baguette de Saint-Georges des Côteaux, et qui se trouva excellent, comme pour narguer la science officielle.

Pour M. Anatole de Brémont d'Ars, au Cormier, juin 1879, bon puits à 15 mètres.

Pour M^{me} Richard, à Bellevue, décembre 1862, puits profond, mais bon. Succès dans les deux cas.

Tesson. — Patrie de Richard. M. Nicolle, maire, et M. Rivière, au Moulin des Guiets. Succès.

Tonnay-Charente. — Pour la ville en octobre 1866, et pour M. Rétif, en 1863. Succès mis aux circulaires.

Vallet. — Pour le pèlerinage de Croix-Gente, 1863, bon puits; et pour M. Letard, à Belair, source d'irrigation.

Mon dossier pour le département se compose de 240 fiches, comprenant pour la plupart l'indication de Richard: profondeur et quantité probables de l'eau. Beaucoup de puits n'ont pas été creusés, et pour les autres, je n'ai pu avoir de renseignements sur les résultats des travaux. J'accueillerais avec plaisir tous ceux qui me seraient communiqués à ce sujet.

VIII. — *Voyages en Algérie, Egypte et Palestine.*

En novembre 1868, Richard s'embarqua pour Alger, afin de répondre à l'appel de Mgr Lavigerie : il y séjourna six mois, et y fit un bon nombre d'explorations tant pour le diocèse et les établissements religieux (séminaires et orphelinats de Kouba, Saint-Eugène, Sainte-Hélène, Trappistes de Staouéli, etc.), que pour les particuliers, et même pour la ville d'Alger, qui lui alloua 1.500 fr. (février 1869). Richard y conseilla de mettre à jour plusieurs sources qu'il indiqua le long des aqueducs, de façon à en tripler le débit ; mais les travaux ne paraissent pas avoir été faits. Il suivit, avec le général de Sonis, une excursion dans le Sahara algérien, jusqu'à Laghouat.

L'explorateur eut d'ailleurs un assez bon nombre de succès, et conserva la confiance de l'archevêque d'Alger, qui le fit venir de nouveau en novembre 1880, pour étudier particulièrement la Tunisie, qui venait d'être adjointe à son diocèse, et le collège Saint-Louis, à Carthage, récemment fondé. Comme la première fois, après une demi-année de séjour, Richard revint en France par l'Espagne.

En 1869, Richard fut élu membre de la Société scientifique d'Alger, et Mgr Lavigerie le nomma chanoine de sa cathédrale,

puis vicaire général honoraire. En décembre 1880, sur la proposition du ministre français, il fut décoré à Tunis du *Nicham Iftikhar*.

En novembre 1869 on inaugurait le canal de Suez. Richard s'y rendit à titre privé, et explora ensuite comme touriste la Basse et la Haute-Egypte, la mer Rouge, le désert du Sinaï et le rocher d'Horeb, frappé par la verge de Moïse. Il acheta au Caire un petit nègre nommé Serour, qu'il ramena en France, mais qu'il ne put utiliser longtemps comme domestique, et qui mourut en 1876, à Marseille.

Pendant qu'il était si près, Richard ne manqua pas d'aller faire un pèlerinage aux Lieux Saints, et arriva le 2 mars 1870 à Jérusalem, d'où pendant les trois ou quatre mois suivants, il visita le pays, et principalement les curiosités hydrologiques, comme la mer Morte et le Jourdain, le torrent du Cédron, les vasques de Salomon à Hébron, le puits de Jacob et celui de la Samaritaine. Enfin, il étudia longuement, en y faisant des barrages, la fontaine et piscine de Siloé, et finit par conclure qu'il y a là une source intermittente irrégulière, naturelle ou artificielle, qui se mêle à une source ordinaire pérenne. Resterait à expliquer l'irrégularité de l'intermittence.

De toutes ces excursions, comme de celles faites en Egypte, Richard a écrit et conservé une relation assez détaillée, mais qui n'apprendrait rien après les nombreux ouvrages de ce genre, et notamment après les livres de Victor Guérin, qui explorait justement la Samarie à ce moment, et le *Voyage aux pays bibliques* de notre éminent évêque, Mgr Le Camus.

Pendant ce séjour en Terre Sainte, les particuliers et les autorités le consultèrent pour des puits et sources. C'est ainsi qu'il indiqua divers travaux à faire pour la ville de Jérusalem, bâtie sur des couches calcaires de 1.000 à 1.200 mètres ; il aurait fallu y creuser des puits de plus de 100 mètres de profondeur. Les autorités turques n'ont jamais essayé, ce qui n'étonne guère, de mettre à profit ce rapport imprimé.

A Nazareth, le 8 juin 1870, Richard indique une source importante à 15 mètres, et dès la nuit suivante la population se met à l'ouvrage avec ardeur. Aux 15 mètres promis, pas d'eau, mais un petit conduit passé inaperçu ; l'évêque fait creuser à ses frais jusqu'à 30 mètres, et le terrain est toujours aussi sec : on se rappelle l'extrême sécheresse de cette année. La confiance des habitants se tourne en injures contre le clergé local qui a fait



PORTRAIT DE M. L'ABBÉ RICHARD

**d'après une photographie faite en 1863
à Dusseldorf.**

venir un charlatan, et c'est tout juste si le puits n'est pas comblé : on le recouvre d'une grosse pierre. Arrive l'hiver et la saison des pluies : l'eau débouche par le petit canal, et un éboulis de terre vient remplir juste les 15 mètres creusés trop bas. Nouveau revirement des esprits, et Richard est devenu pour les Nazaréens un second Moïse, le prophète de l'eau. Hélas ! quelques années après, faute d'entretien, le puits se comble et se perd à peu près entièrement (1).

Richard termine ses voyages par la Syrie : au collège des Lazaristes d'Antoura, près Beyrouth, il retrouve comme professeur un de ses anciens élèves de Montlieu, Amédée Maurin, de La Rochelle, qui fait jouer en son honneur la tragédie d'*Irile*, et redire aux échos du Liban les beaux vers de l'abbé Rainguet.

Richard s'embarque enfin pour la France, et le 15 juillet 1870, débarque à Marseille, où il trouve la guerre déclarée avec la Prusse, dont il avait entrevu l'issue funeste douze ans auparavant. De ses voyages en Orient, outre ses notes, il avait recueilli le titre honorifique de chevalier du Saint-Sépulcre, et rapporté une collection fort intéressante de silex et de souvenirs divers, qui font encore l'ornement de son musée.

IX. — Archéologie et préhistoire.

Je pourrais diviser ce chapitre en trois points : le souterrain de Tesson, les silex taillés près des sources, et les couteaux de pierre du tombeau de Josué.

A. — En septembre 1876, un sieur Perraud découvrait au Maine, commune de Tesson, une excavation souterraine contenant une quinzaine de grandes urnes funéraires remplies à demi d'os calcinés et de cendres, des poteries brisées, des ossements, une corne, des morceaux de fer, deux glaives de même métal dont l'un en son fourreau, plusieurs bagues et anneaux de bronze. Cette curieuse trouvaille est communiquée à Richard, qui envoie aussitôt des notes au journal *Le Progrès* (13 et 15 septembre), au *Bulletin religieux* (16 et 23) et à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (22 septembre). Il y conclut à un souterrain-refuge utilisé comme sépulture et cachette à l'époque gallo-romaine.

(1) Le père gardien des Franciscains de Nazareth était tout dernièrement notre compatriote, Marcel Péronneau, de Neuillac, ancien élève de Montlieu et visité en 1903 par la célèbre romancière italienne, M^{me} Mathilde Serao (Voir *Revue*, XXIV, 182).

En même temps, comme il venait d'être nommé membre titulaire de la Commission des Arts, il rédige un rapport dans ce sens, avec dessins, qu'il présente à la séance du 26 avril 1877, et qui figure au *Recueil*, tome V, pages 144-152. En juillet 1879, il se fait inscrire à la Société des Archives historiques, dont le *Bulletin* (t. III, p. 270), lui a plus tard consacré un court article nécrologique.

B. — C'est une idée banale aujourd'hui en préhistoire et facile à expliquer, que les ateliers de silex taillés se trouvent dans le voisinage, ou des rivières, ou des belles sources, les hommes primitifs ne pouvant guère s'écarter des approvisionnements d'eau ; mais le premier qui paraît l'avoir conçue bien nettement, ou du moins qui l'a soumise au monde savant, ce fut notre hydroscopiste saintongeais.

Au cours de ses tournées, il avait déjà recueilli pas mal de silex, entre autres à Villegenon (Cher), chez M. de Bomault, trois jours après la formulation dans son esprit de la prétendue loi des failles, et avait aussitôt signalé cette découverte à l'Académie des sciences, six semaines juste avant le dépôt de son pli cacheté. En février et mars 1868, il trouve d'autres stations dans la Charente-Inférieure : au château de Saint-Julien, près de Saint-Genis et de l'ancienne source de la Seudre, à Neuvicq, à Montguyon, et à Fontgiraud, origine de l'aqueduc romain de Saintes. Rassemblant et comparant ses souvenirs, il dégage alors cette remarque que les ateliers de silex sont généralement dans le voisinage des sources apparentes isolées, ou actuelles, ou anciennes et disparues, comme c'était le cas de la Seudre à Saint-Julien.

Et il s'empresse de communiquer cette conclusion féconde à la Société des arts, sciences et belles-lettres de Saintes, qui vient de l'admettre comme membre correspondant (lettre du 5 mai et séance du 6 juin 1868) : à l'Académie des sciences de Paris. (Lettre du 15 mai, présentée le 22 par J.-B. Dumas.)

Au mois de novembre suivant, Richard est en Algérie, il explore en plein désert l'oasis de Laghouat ; près d'Aïn-el-Assafia (source de l'eau claire) et des montagnes siliceuses de Dakhla, sa théorie lui revient à l'esprit, et il dit que s'il y avait eu là des habitants préhistoriques, on devrait y retrouver leurs instruments de pierre. Le fait est immédiatement vérifié, et l'atelier rencontré, très abondamment pourvu. C'était d'ailleurs le premier découvert dans le Sahara, le général Faïdherbe n'y ayant

antérieurement recueilli que des pièces isolées. Autre station pareille à Ain-el-Ibel (source du chameau).

Après avoir communiqué ses trouvailles et ses conclusions à la Société algérienne, il en fait part, le 29 janvier 1869, à l'Académie des sciences de Paris, et en août 1871 au Congrès international d'Edimbourg. Sous la même idée directrice, il fit dans la suite d'autres découvertes également intéressantes, notamment à Tôr, dans le désert sinaïtique, et près d'une belle source antique, qui émerge maintenant beaucoup plus bas, et aussi dans les mêmes conditions, près de Thèbes, à la Vallée des tombeaux. On pourrait faire observer ici que l'inépuisable station du Peu-Richard, en Thenac, est située non loin de la belle source des Arènes. (Maufras, *Bulletin*, IV, 212.)

En comparant enfin les spécimens recueillis sous des latitudes si diverses, Richard arrive à cette autre conclusion, que les pierres taillées, qu'elles viennent d'Orient ou d'Occident, sont pour les formes absolument comparables entre elles : autre loi qui est passée dans les notions courantes de la préhistoire.

C. — Au printemps de 1870, après l'Égypte, Richard visitait la Palestine. Là, son savant et infatigable ami, l'abbé Moigno, qui a souvent mentionné dans *Les Mondes* ses découvertes de silex, lui écrit pour lui rappeler que, en 1863, MM. de Sauley et Victor Guérin ont cru retrouver et identifier le tombeau de Josué, et que les Livres saints racontent qu'avec le chef hébreu on ensevelit les couteaux de pierre qui avaient servi à circoncire les enfants d'Israël, et qu'ils y sont même encore. Cette mention figure non dans le Vulgate, mais dans la Version des Septante (Josué, xxiv, 30). Il le conjure de vérifier le fait.

Richard se laisse facilement gagner et se rend en caravane au lieu désigné, qui est à Khirbet Tibneh, près de Gifueh, et dans la montagne à l'ouest de Sichem. Il y fait, non pas tant dans le tombeau principal, qui a été violé depuis longtemps pour en faire une étable, que dans le champ cultivé qui le précède, une abondante moisson d'instruments en silex, la plupart sous forme de couteaux longs et tranchants (3 juin 1870) (1).

Il fait aussitôt part de cette découverte importante à l'abbé Moigno, qui l'insère dans *Les Mondes* du 21 juillet 1870, et l'année suivante, le 5 août 1871, l'emmène et le présente à Edimbourg.

(1) Voir pour la description du tombeau de Josué, Victor Guérin, *Description de la Palestine*, Samarie, II, p. 89-104, avec plan (1875).

au Congrès de l'Association britannique pour l'avancement des sciences, Richard y soumet aux savants anglais, des échantillons de ses silex et y développe ses théories : site des ateliers auprès des sources, identité des silex d'Orient et d'Occident, et même des couteaux de pierre *historiques* de Tibneh avec les instruments *préhistoriques* des stations françaises, confirmation enfin de l'authenticité du tombeau de Josué et de celle des Saintes Ecritures.

Bientôt après, Richard renouvelle devant les savants français cette communication qui est, comme en Angleterre, accueillie avec une faveur marquée : le 28 août 1871 à l'Académie des sciences, et le 1^{er} septembre à l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

J'ajoute que cette découverte des couteaux de Josué est restée un fait acquis dans la science (1), et souvent citée depuis à l'avantage de notre compatriote.

D. — Quelques années plus tard, lors de l'Exposition de 1878, Richard est prié de faire figurer les principaux types de ses instruments de pierre dans les collections de la Société d'anthropologie de Paris, qui vient de l'admettre dans son sein. Il les expose en neuf cartons, qui ont été conservés tels quels dans son musée, et pour lesquels la Société qui avait été récompensée collectivement, lui décerne une médaille de bronze.

Les 16 et 21 août, il fait partie du Congrès international des sciences anthropologiques, et y lit une note sur ses découvertes de silex en France, Algérie, Egypte et Palestine, avec les considérations ci-dessus. Puis il développe le tout dans une brochure in-8° de 24 pages, intitulée : *Les instruments de pierre, les couteaux en silex du tombeau de Josué, et autres découvertes en divers pays*, par l'abbé Richard, hydrogéologue. Paris, librairie des Lieux Saints, septembre 1878.

C'est le seul travail qu'il ait fait imprimer, et selon moi, le seul aussi de lui qui ait mérité les honneurs de la publicité, et qui vaille à son auteur, dans cette spécialité, le vrai titre de savant.

X. — *Rapports avec le diocèse et le Séminaire de Montlieu.*

Nous retrouvons dans ce chapitre un intérêt plus direct pour la Charente-Inférieure. J'ai dit plus haut quelques mots du séjour

(1) Comp. V. Guérin, *loc. cit.*, p. 103. — Vigouroux, *La Bible et les découvertes modernes*, 1879, p. 16, avec figure. — Moigno, *Les Splendeurs de la Foi*, 1881, tome II, p. 695, t. III, p. 1194.

de Richard à Montlieu, sous le supérieurat du vénérable M. Rainguet : d'abord comme élève, de 1839 à 1844, puis comme professeur de septième (1852), de troisième (1853), et de seconde (1854 à 1861). De ces quinze années de sa jeunesse, il avait conservé pour Montlieu un véritable attachement : aussi tint-il à y garder jusqu'à la mort son véritable domicile et le titre de professeur hydrogéologue.

Il prend part d'une façon très appréciable aux frais de constructions des bâtiments et de la chapelle; et dès les débuts de ses voyages il contribue par le large concours pécuniaire qu'il donne et qu'il continue, à faire cesser les velléités du transfert du séminaire à Saintes. J'ai trouvé dans les comptes plus de cent mille francs qu'il a alloués ainsi de son vivant à son cher Montlieu.

De plus, il y a ses appartements, qu'il agrandit, transforme et embellit à diverses reprises, de façon à occuper presque tout un étage d'une des ailes ; il y installe son musée (1867 à 1870); il y a un autel particulier (1877); il fait élever dans la grande chapelle une chapelle particulière à Notre-Dame des Sources, avec un magnifique autel sculpté, qui lui coûte cinq mille francs (1878-1880).

Il tenait une correspondance suivie avec les supérieurs de la maison : MM. Rainguet, Bonnin, Barbreau, Gendre et de Laage, correspondance qui m'a permis de reconstituer par là même presque toute son existence.

Il revenait donc à Montlieu aussi souvent que possible, ordinairement à l'époque de la distribution. Les anciens se rappellent encore les vivats enthousiastes qui l'accueillaient quand, la poitrine constellée de décorations, il donnait sur l'estrade la lecture solennelle du palmarès, ou quand, après une longue absence, il revenait prendre sa place à la table des professeurs.

Témoins ces vers qu'à la séance du 23 juin 1865 le jeune poète Besse de Larzes improvisait sur lui, avec les quatre rimes imposées, aux applaudissements des auditeurs :

- Quand l'Arabe altéré cherche en vain une source
Dans l'aride désert qui brûle son regard,
Il n'aurait pas la mort pour unique ressource,
S'il avait comme nous l'hydroscope Richard.

Et ces autres encore, de Gabriel Fauconnier, enchâssés dans l'*Apis romana* de mars 1867 :

Dès qu'il parle, à sa voix la source obéissante
Du sein vert des vallons, du flanc creux des coteaux,

Jaillit, et se courbant en gerbe étincelante,
Retombe sur les fleurs, et fuit en bleus ruisseaux.
A qui donne un peu d'eau, le Maître en récompense
A promis dans le Ciel un trésor précieux :
A vous qui la donnez à tous en abondance,
Quel trésor éblouissant réserve-t-il aux cieux !

Enfin, comme dernier témoignage d'affection, il lègue en mourant à son cher Séminaire ses meubles, ses collections, ses livres et ses papiers.

L'administration diocésaine, les vicaires généraux et les évêques de La Rochelle, Mgr Landriot, et après lui Mgr Thomas, ont toujours témoigné, comme il est facile de le concevoir, un grand attachement et une vive reconnaissance pour l'abbé Richard, et lui prodiguèrent à l'occasion les lettres de recommandation les plus flatteuses.

Le premier le nomma chanoine honoraire le 1^{er} août 1865. Et tous deux successivement, en 1867 et 1875, s'occupèrent avec zèle, aidés d'autres puissants protecteurs, comme Mgr Lavigerie, de lui faire attribuer la décoration de la Légion d'honneur, qui lui manquait vraiment, en regard de celles d'Autriche, de Prusse et d'Espagne, qu'il possédait déjà. Ils n'y purent parvenir.

XI. — Dernière campagne. Mort de Richard.

Richard avait parcouru tous les pays d'Europe, sauf l'Angleterre, la Russie et les Etats scandinaves. Mais il n'avait encore visité l'Italie ou plutôt Rome que comme pèlerin, d'abord en avril 1865, où il avait obtenu une audience de Pie IX, et en mars 1875, avec Mgr Thomas.

En 1881, il avait reçu plusieurs demandes de la péninsule italique, la plupart provoquées et réunies par le père Salis Scewis, jésuite, directeur de la *Civiltà cattolica*, à Florence. Il se met en route à la fin de septembre, ayant fait sa dernière indication française pour Paul de Cassagnac, dans le Gers. Il emmenait comme secrétaire et compagnon de route l'abbé Morvant, alors professeur à Montlieu.

Il arrive à Bologne, où se tenait le Congrès international de géologie, et veut s'y faire patronner par un savant des plus célèbres, l'abbé Stoppani, professeur de sciences géologiques à l'Institut de Florence. Celui-ci refuse, à moins de connaître la méthode et le système employés pour la découverte des sources, et

parce qu'il ne trouvait pas équitable le paiement des honoraires, à forfait et d'avance.

Au reste, cette recommandation n'aurait pu être d'une grande utilité pour Richard, car il n'avait pu faire encore que deux ou trois explorations, quand il arriva le 18 octobre à Monza, près de Milan, chez un abbé Zappa, directeur d'un établissement privé de petits ouvriers orphelins.

Dès le lendemain, il y tomba malade de bronchite cardiaque, et son état, malgré quelques améliorations passagères, l'obligea à s'y arrêter définitivement, sans pourtant lui faire perdre l'espoir de se rétablir et de poursuivre ses voyages. Cela dura ainsi plus de trois mois.

Son secrétaire est pris à son tour, mais se remet assez pour aller passer quelques jours à Nice, et pour revenir à Monza le dimanche 12 février 1882. Il y trouve l'abbé Richard au plus mal, et celui-ci expire en effet le soir même, quelques heures après avoir dicté ses dernières volontés.

Son corps est ramené en France, et inhumé dans le cimetière de Tesson, le 21 février, en présence d'une assistance nombreuse et recueillie.

Ses biens, ses acquisitions et améliorations de Tesson reviennent à sa famille ; ses meubles et ses papiers, ainsi que je l'ai dit, au Séminaire de Montlieu, pour l'achèvement duquel il se proposait de consacrer le produit de son voyage en Italie. Ils y sont toujours pieusement conservés, avec le souvenir de ses bienfaits et de sa gloire.

XII. — *L'abbé Caudéran, successeur de Richard.*

Cette étude abrégée de la vie et des œuvres de notre hydroscope saintongeais demande comme complément un coup d'œil rapide sur la carrière de son successeur l'abbé Hippolyte Caudéran.

Celui-ci était né le 26 février 1835, à Caudéran, près Bordeaux ; en 1858, il devint professeur au collège de Bazas, entra en 1868 chez les Bénédictins, puis de 1872 à 1874, professa les sciences physiques et naturelles au Séminaire de Montlieu, où il eut l'occasion de connaître Richard. Nous le voyons ensuite à Saint-Jean d'Angély, puis curé de Saint-Pallais de Négrignac, ensuite professeur à Fénelon. Durant ces étapes successives, il publia bon nombre d'opuscules et d'articles de linguistique, d'archéologie, d'entomologie, de botanique, d'hagiographie,

notamment la Vie de Saint Léonce le jeune, archevêque de Bordeaux (Toulouse, 1878) (1).

Il enseignait les sciences à l'Ecole Fénelon au printemps de 1882 quand mourut l'abbé Richard. Il se proposa et s'institua aussitôt son successeur, et fit paraître en cette qualité une *Notice scientifique* sur notre hydrogéologue, dont il célébrait les connaissances géologiques. Il y soutenait cette thèse tant soit peu paradoxale que Richard était un vrai savant, mais un savant volontairement muet et tenant à conserver pour lui seul son secret de sourcier technique, sans aucune allusion d'ailleurs à une sensibilité spéciale, qu'il ne lui a, je le crois, reconnue que plus tard quand, découragé, il abandonna la recherche des sources.

Dès l'année 1882, et jusqu'en 1890, il prit la suite des voyages et explorations de l'abbé Richard. Il commença par l'Italie où celui-ci n'avait fait qu'entrer, et n'y retourna pas moins de sept autres fois, y passant à diverses reprises des mois entiers pour établir ses indications, et en surveiller les travaux et les résultats, ce que n'avait jamais fait son prédécesseur. Il parcourut aussi de cette même façon diverses parties de la France et de la Belgique (1885, 1887, 1888) et de l'Algérie (1889), mais avec moins de succès, je crois, que de mécomptes.

Cet insuccès d'ailleurs, malgré la compétence très supérieure de Caudéran en histoire naturelle et même en géologie est de plus une des preuves que Richard, qui fut de son côté souvent heureux pour ses découvertes, ne se bornait pas à utiliser ce qu'il avait pu apprendre dans les livres.

Il avait été mis en possession des notes, lettres et papiers de Richard ; il écrivit un second *Mémoire sur sa vie et ses œuvres* (Niort, 1888), et conçut l'idée de coordonner et de publier ses ouvrages, qui, auraient formé cinq volumes : le premier intitulé *L'Hydrogéologie ou l'art de découvrir les sources* ; le second : *Questions préhistoriques rattachées à ce sujet* ; les trois autres : *Notes de voyages en France et à l'étranger*.

Le premier seul, dont le texte aurait été surtout composé par Caudéran, encadrant des notes éparses de Richard, et son fa-

(1) Consulter pour sa vie : Féret, *Biographie girondine*, p. 129, l'*Aquitaine* du 23 décembre 1899, le *Bulletin religieux* de La Rochelle du 30 décembre, le *Recueil de la Commission des Arts*, XV, p. 287, la *Revue de Saintonge*, XX, 99, et surtout la notice nécrologique de M. de Laage insérée dans l'*Annuaire des anciens élèves de Montlieu* pour 1900.

meux secret, réunit quelques souscripteurs, une centaine environ, aussi demeura-t-il à l'état de projet (*Revue*, XXI, 82).

Comme son prédécesseur, Caudéran avait fixé au Petit Séminaire de Montlieu son domicile de repos et son adresse permanente; comme lui aussi, il tint à subventionner la maison avec une partie de ses bénéfices. De plus, il prit l'initiative d'élever un monument funéraire à la mémoire de son illustre devancier. Il réunit à cet effet, les souscriptions de quelques amis et clients reconnaissants (1), il fit graver une longue inscription latine rappelant les talents, les voyages, les succès et la bienfaisance de Richard, sur une plaque de marbre noir que l'on plaça le 25 mars 1897 dans la chapelle de Notre-Dame des Sources, tout à côté de l'artistique autel dû à la générosité de l'ancien élève et professeur de Montlieu.

Enfin, en 1890, l'abbé Caudéran se retira dans sa patrie, à Caudéran, où il participa d'abord au service paroissial. Le 28 novembre 1893, l'archevêque de Bordeaux lui confia la paroisse voisine de Saint-Aubin de Blanquefort. C'est là qu'il est mort, à 63 ans, d'une congestion cérébrale, le 16 décembre 1899. Ses papiers concernant les sources sont réunis à ceux de son célèbre prédécesseur.

D^r CH. VIGEN.

LIVRES ET REVUES

I

Notre collaborateur, M. G..., qui a si fidèlement traduit, dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis* du 1^{er} mars dernier, l'introduction (7 pages) de la thèse du docteur Wiske sur les *Chansons de geste* de M. Georges Gourdon et leurs sources, a commis une erreur qu'il importe de rectifier. La thèse toute littéraire de M. Wiske était parfaitement à sa place à la faculté de philosophie de Berlin, par la raison qu'en Allemagne la philosophie comprend la philologie.

Pour que nos lecteurs aient une idée à la fois juste et complète de la thèse en question, nous croyons devoir reproduire quelques passages de l'appréciation donnée par le *Mois littéraire*

(1) La dernière offrande encaissée est celle de M. Georges Trouillot, avocat à Lons-le-Saulnier, récemment ministre.

et pittoresque, de novembre 1905, sur le travail du jeune philologue allemand :

« Wiske ne se borne pas à fixer par un travail d'érudition, en soi quelque peu aride, les sources plus ou moins anciennes où Gourdon a puisé; il étudie, en outre, avec un sens critique délicat et un goût presque toujours sûr, par quel travail intime nos vieilles chansons, trop souvent diffuses, grossières et mal construites, sont devenues des poèmes modernes très vivants sous une forme d'autant plus achevée que l'art y apparaît moins. A maintes reprises, le philologue allemand relève l'habileté consommée avec laquelle le poète français choisit, transforme, abrège ou complète ses sujets; il note l'idéalisation heureuse qui élève pour ainsi dire au-dessus d'eux-mêmes les héros des *Chansons de geste*; il insiste surtout, et à bon droit, sur la manière dont Gourdon sait dramatiser ses récits et atteindre par des moyens simples et toujours nobles les plus hauts effets pathétiques. Déjà, Faguet avait signalé dans *Guillaume d'Orange* ces mêmes qualités scéniques, cette même puissance d'émotion qui éclatent dans les plus belles *Chansons* de notre compatriote. Par ailleurs, et bien qu'un étranger ne soit jamais un juge absolument sûr en matière de langue, M. Wiske révèle, à diverses reprises, une connaissance approfondie du français, et l'on voit qu'il apprécie en connaisseur telle ou telle page exquise des *Chansons*, par exemple, la fuite de Berthe dans la forêt. (*La reine Berthe*.)

« Il ne faudrait néanmoins pas croire que M. Wiske abdique jamais son droit de libre critique; il en use, au contraire, volontiers, mais toujours avec une grande courtoisie et avec une sympathie évidente pour le poète dont il étudie l'œuvre. Dans un examen minutieux où il la suit pour ainsi dire vers par vers, il discute les plans, les tendances, l'exécution; mais alors même que les divergences de vues se manifestent, divergences qu'expliquent du reste les différences de race, de religion et d'orientation intellectuelle, le critique allemand n'en rend pas avec moins de bonne grâce hommage aux qualités éminentes des *Chansons*. D'ailleurs, le seul fait de les avoir prises pour sujet de sa thèse inaugurale, sous l'inspiration du savant qu'est le docteur Tobler, ne suffit-il pas à montrer en quelle haute estime on les place de l'autre côté du Rhin?... »

Dès le 15 octobre 1903, en Italie, le célèbre critique Angelo de Gubernatis avait signalé le volume de Georges Gourdon, dans

les *Cronache della civillà Elleno-Latina*; et en Danemark, le professeur Nyrop lui a consacré un article dans l'importante revue scandinave le *Nouveau siècle*, de 1905.

CH. D.

La *Revue de Saintonge et d'Aunis* a signalé la dernière Chanson de geste de M. Georges Gourdon, *Guillaume au Court-Nez*, parue dans le *Mois Viltéraire et pittoresque* de janvier 1906; or, presque à la même heure, paraissait en Allemagne une étude du professeur Hermann Suchier, de l'Université de Halle, consacrée précisément au vieux poème dont s'est inspiré notre compatriote : *La Chançon de Willame*. Cette chanson est visiblement composée de deux parties : la première, dont Vivien est le héros, se termine à la mort de celui-ci et paraît être le prototype du *Covenant Vivien* ; la deuxième partie, qui a servi de thème à M. Gourdon, est le prototype de la *Chanson d'Aliscans*, et semble remonter, dans sa forme primitive, au X^e siècle.

Selon M. Suchier, la première partie aurait pour base un fait historique précis. En 851, *Vivianus*, comte de Tours et général de Charles-le-Chauve, fut vaincu et tué par les Bretons, après un long combat, et son cadavre resta sans sépulture. Le nom du champ de bataille est inconnu; mais les probabilités sont très grandes pour Larchamp, localité de la Mayenne, qui était alors beaucoup plus voisine de la mer par la baie du mont Saint-Michel (c'est un point de géographie à éclaircir). La *Chanson de Guillaume* aurait eu pour but de célébrer ce fait d'armes. De même que dans la *Chanson de Roland*, les Basques deviennent des Sarrasins, de même on confond ici les Sarrasins avec les Bretons et leurs alliés les Vikings; car au moyen âge tous les païens indistinctement étaient désignés sous le nom de Sarrasins. Comme, à une époque presque simultanée, les Vikings pillèrent Bordeaux, que défendait Guillaume, comte de Barcelone, la légende, fusionnant les deux faits historiques, admet aussi l'identité du défenseur de Bordeaux avec son homonyme beaucoup plus illustre, Guillaume d'Orange : par une conséquence toute naturelle, elle transporte ces événements d'une localité mal connue et peu fréquentée, dans la Provence, très visitée et déjà célèbre par la Geste de Guillaume; ainsi Larchamp serait devenu les Aliscans.

Telle est la thèse du professeur Suchier; elle est hardie et bouleverse toutes les données jusqu'ici connues sur une de nos épo-

pées les plus fameuses ; mais le savant allemand apporte à la défendre tant d'érudition et d'ingéniosité qu'on est forcé de lui rendre hommage et qu'on sort de la discussion, sinon convaincu, du moins fortement ébranlé.

G. M.

Annales du Midi. Janvier 1906. — *Fragments du cartulaire du monastère de Paumat* (Dordogne), publié par MM. Thomas et Poupardin, d'après le manuscrit 3851 A de la Bibliothèque nationale; il contient la charte (1040-1089) de donation de l'église de Celles à Paumat par Arnaldus de Montcauze (Montchaude), Pontius de Montcauze, Willehaus de Brolio, du vivant du prévôt Hugo et de Fulco, comte d'Angoulême... « Dederunt Deo et Sancto Marciali pro remedio animarum suarum et loco Paluatensi quandam aeclesiam sui juris que vulgariter vocitatur Cella. Est autem predicta aeclesia in pago sanctonico non longe a castro Archiacensi, juxta fluvium quendam qui ab incolis appellatur Ne; qui scilicet fluvius nominis sui heres, aliquoties in modum torrentis ob nimiam siccitatem ad nichilum redigitur. »

Cette pièce a été copiée par Dom Estiennot, d'après un autre manuscrit.

MM. Th... et P... donnent les variantes de cette copie.

Bulletin monumental. 1905, p. 422. — M. de Lasteyrie traite la question si controversée depuis soixante ans : *La déviation de l'axe des églises est-elle symbolique ?*

On sait que les archéologues se partagent en deux camps. La majorité tient cette particularité pour symbolique, c'est-à-dire voulue et établie en conformité d'un texte de l'évangile de Saint-Jean qui apprend qu'en mourant le Christ inclina la tête. Les constructeurs du moyen âge auraient symbolisé l'attitude du Christ expirant sur la croix en brisant l'axe du chevet sur la nef.

Il n'y a guère que deux allemands et Mgr Barbier de Montault qui aient repoussé cette théorie et soutenu que le symbolisme était totalement absent de l'esprit des architectes. « S'il y avait eu symbolisme, disait Mgr Barbier de Montault, dans cette inclination, comment aurait-il échappé à des gens qui, dans leurs livres, (les liturgistes du moyen âge) en mettent partout, beaucoup plus qu'il n'y en avait réellement dans les églises, comme Hugues de Saint-Victor, Sicard, Guillaume Durand et autres. »

« Tout le monde sait, dit M. de Lasteyrie, qu'il est de règle de figurer le Christ expirant sur la croix, la tête penchée sur l'épaule droite, c'est-à-dire du côté gauche par rapport au spectateur qui regarde la croix. C'est donc à gauche, ou vers le nord dans les églises régulièrement orientées que l'axe du chevet devrait toujours incliner pour que l'idée de voir dans cette déviation une préoccupation symbolique fut le moins du monde plausible. Or, il est facile de prouver que la déviation de l'axe est loin de se produire toujours du même côté.

Elle a lieu à droite aussi souvent qu'à gauche, au sud aussi bien qu'au nord.

Ce fait seul suffirait à montrer combien l'interprétation symbolique qu'on a prétendu donner à cette particularité est peu fondée. Mais il y a mieux.

Il est de règle aujourd'hui de figurer le Christ en croix, la tête tombant sur l'épaule droite; mais il n'en fut pas toujours ainsi, bien au contraire. ...au XII^e siècle, la grande majorité des artistes nous montre sur la croix non pas le Christ en proie à l'agonie, le corps affaîssé par la souffrance et la tête penchée sur l'épaule, mais le Christ triomphant, le corps bien droit et la tête haute. Comment concilier cette particularité iconographique avec l'interprétation symbolique de la déviation de l'axe ?

Comment admettre cette interprétation symbolique quand on relève tant d'exemples de déviation dans des églises où l'on n'a même pas eu l'idée de représenter le Christ en croix, car on ne leur a pas donné le plan cruciforme ? C'est le cas des églises sans transept, comme Notre-Dame-la-Grande à Poitiers.

Il n'y a jamais eu la moindre intention symbolique dans la déviation de l'axe.

On possède la preuve que cette intention était éloignée de l'esprit des architectes.

Il existe, en effet, à Metz, une église bâtie par les Célestins, entre 1371 et 1405. Elle présente une inflexion de l'axe très marquée. Or, la chronique manuscrite de Lutange nous apprend que l'architecte qui l'avait bâtie « honteux d'avoir fait son œuvre ainsi tortue, en mourut de deuil et de tristesse. »

Quelle est donc la cause de cette erreur ?

On a accusé les architectes de négligence et de caprice.

« J'estime, répond M. de Lasteyrie, que l'on a beaucoup abusé de cette explication. Dans une foule de cas, un examen un peu attentif permet de reconnaître qu'il n'y a pas eu de négli-

gence, encore moins de caprice, et que ces irrégularités proviennent uniquement des difficultés matérielles auxquelles les maîtres des œuvres se heurtaient lorsqu'il leur était interdit de faire table rase de toutes les constructions élevées antérieurement sur le sol où ils opéraient.

Ces difficultés matérielles ont joué un très grand rôle dans la déviation d'axe qui nous étonnent. »

Il faut ajouter une autre cause: c'est la lenteur de la construction d'une grande église, les reprises successives, et « l'absence des instruments qui permettent aux modernes de se repérer avec précision et de raccorder, malgré tous les obstacles, les lignes les plus compliquées.

M. de Lasteyrie appuie son explication de nombreux exemples. Un seul appartient à la Saintonge. « L'imperfection des procédés dont on disposait pour se repérer a même été la cause de choquantes irrégularités dans bien des cas où le problème à résoudre semble beaucoup plus facile que celui qui consiste à aligner exactement des portions d'édifice séparées par un obstacle quelconque, ou à maintenir dans un même axe des points aussi éloignés les uns des autres que les deux extrémités d'une grande église.

Ainsi, quand on étudie le plan de la curieuse église de Fenioux (Charente-Inférieure), on est étonné de voir qu'elle est flanquée d'épais contreforts qui ne sont pas exactement dans l'axe des piliers intérieurs qu'ils devaient contrebuter. A quoi cela tient-il? Dira-t-on qu'il y a là une préoccupation symbolique? Evidemment non. Est-ce négligence de la part des constructeurs? Pas davantage. Il suffit de regarder l'élégant clocher de l'église ou de sa riche façade, ou sa coquette porte latérale, pour être convaincu qu'on a apporté aux travaux tous les soins possibles. La vraie cause de cette anomalie, c'est que l'église de Fenioux n'est pas un bâtiment homogène. C'était primitivement un édifice à travées étroites; de petits contreforts les contrebutaient; il s'en est conservé cinq sur le côté nord, correspondant à quatre travées assez étroites. Or, on a modifié plus tard cette disposition. A ces petites travées, on en a substitué d'autres sensiblement plus grandes que l'on voulut couvrir avec des coupes. Pour cela, il fallut changer la disposition des piédroits des voûtes. Les anciens furent supprimés et on sépara les travées nouvelles par de gros doubleaux portés par des faisceaux de colonnettes. Mais ces faisceaux ayant à supporter une poussée

beaucoup plus considérable que celle des voûtes primitives, on jugea nécessaire de les contrebuter extérieurement par des contreforts autrement puissants que ceux qui existaient antérieurement. En les construisant, on se trouva embarrassé pour les placer dans l'axe des nouveaux piédroits qu'ils devaient contrebuter, car, pour voir ceux-ci de l'extérieur, il aurait fallu démolir le mur primitif qui formait rideau entre eux et les contreforts.

Or, on tint à conserver ce mur par économie sans doute, et cet obstacle a suffi pour empêcher l'architecte de se repérer exactement et de faire concorder l'axe des piédroits qu'il élevait dans l'église avec celui des gros contreforts qui devaient leur correspondre extérieurement. »

Ce n'est pas seulement Fenieux qui présente des défauts de concordance, Saint-Pierre et Saint-Eutrope de Saintes en offrent d'autres exemples. Du reste, quelle est la cathédrale dans laquelle on n'en observe pas quelques-uns ?

A Tours, à Saint-Gatien, il y a des erreurs bien extraordinaires. La façade est de travers par rapport à l'axe de la nef.

—

Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme, mai-juin 1905. — De M. Weiss, *Un essai de bibliographie d'Agrippa d'Aubigné*. A signaler entre autres, les *Mémoires pour servir à l'histoire de la vie de messire Théodore Agrippa d'Aubigné*, à la Bibliothèque nationale, Ms. Fr. 5769.

—

Le Correspondant du 10 février 1906, p. 449. — Lire une appréciation du talent oratoire de Dufaure par M. Ed. Rousse, de l'Académie Française, dans son article sur *la liberté religieuse en France*.

« M. Dufaure était un bourgeois de vieille race et de grand cœur. Chrétien fervent, républicain malgré la République, par tempérament, par caractère et par loi de nature, par son incorruptible probité, par la sévérité de ses mœurs et la simplicité de sa vie...

De tous les grands orateurs que j'ai connus dans ma vie, aucun, fut-ce Berryer, ne m'a fait sentir plus fortement, je ne dis pas le charme, mais la contrainte et le joug de la parole. Chez celui-ci, la pensée, le langage, l'accent, le geste et la voix s'unissaient comme dans une étreinte et dans une pesée puissante à laquelle rien ne pouvait résister. Le mot était juste, le sens pré-

cis, la langue forte et saine, sans autre ornement que son incomparable clarté. Puis, par instants, dans une subite échappée, sous la détente de l'étai qui tenait et serrait tout le discours, un mouvement qui s'animait jusqu'à la violence, une phrase émue qui faisait trembler ses lèvres épaisses et secouait ses grosses mains velues; un trait acéré, terrible et court, qui allait droit à son but et restait dans la blessure, — avec tout cela, le meilleur des hommes, un chef de famille exemplaire, le plus sûr et le plus tendre des amis. »

Voir encore le *Correspondant* du 25 avril, p. 231.

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XXXIII, p. 52.

M. de Saint-Saud signale une alliance qui fut contractée le 23 mai 1566 au repaire noble de Fontguion en Angoumois, par Joseph de Raneomet, écuyer, seigneur d'Escoire en Périgord et de Poulignac en Saintonge, fils de Catherine de Gimel, avec Catherine de Polignac, fille du seigneur de Fontanier en Saintonge et de Fontguion et de Madeleine de Laporte.

Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure. T. XVII, p. 178. — M. Musset discute l'interprétation donnée à *sepia*, sèche ou oignon. « De toutes ces observations et des textes produits à l'appui, il semble bien résulter que le produit et le commerce de la sèche aux époques que nous avons citées, avaient surtout pour but de fournir un produit à l'alimentation et qu'on mangeait les sèches dans l'intérieur de la France aussi bien que dans nos contrées riveraines de la mer; qu'il y a identification complète la plupart du temps, et sauf de rares exceptions bien caractérisées, entre l'animal appelé sèche dans la langue française et la *sepia* que l'on retrouve dans la majeure partie des textes du moyen âge.

Cet article est suivi d'une note du Dr Giuseppe Nalato, de Venise, sur la pêche des sèches dans l'Adriatique.

Note de M. l'abbé Richard, curé de Saint-Germain de Marennes sur le sens de Maurentianus, Marenccennes ou Morencecennes.

Le médaillier municipal de Saintes (suite), par M. Ch. Dangibaud.

La Révolution française, 1904. De M. E. Gallo, *Les Jacobins de Cognac depuis l'établissement de la République jusqu'à la*

Révolution du 9 thermidor, d'après le registre de leurs délibérations.

La *Revue héraldique*, novembre-décembre 1905. — M. le vicomte de Mazières-Mauléon étudie *Savary de Mauléon, comte d'Essez, prince de Talmont, sénéchal de Poitou, et troubadour*.

Revue archéologique de septembre-octobre 1905. — *Une écluse à sas au XV^e siècle*, par M. Et. Clouzot. Il s'agit de l'écluse de La Roussille, sur la Sèvre Niortaise, à deux lieues en aval du port de Niort, véritable écluse, avec un grenier ou sas pour passer les bateaux, des cabestans et des chaînes pour ouvrir les portes.

Cette écluse n'avait d'analogues que celles sur la Charente et la « rivière d'Estampe ».

Revue du Bas-Poitou, 1905. — *Documents inédits sur Charette et la Pacification*. Ce sont des lettres écrites de Saintes ou d'ailleurs adressées à la citoyenne veuve Porché, réfugiée à Cognac, chez le citoyen Le Brun, près l'arbre de la Liberté. Elles relatent la prise de Charette par oui dire.

La quatrième lettre, datée de Saintes, signée La Brioux, veuve Esnard, parle d'un projet de regagner les Sables par Saint-Savinien. « Je vais partir pour Sin-Savinien pour voir sille ni a point de bâtiment des Sables come il en vien souvent. Ilia le sitoyen Beliar qui vat est vien est même ses jours, ille aumené une partie des effets des sitoyenne d'Orléan est deus de demoiselle, est ille doit retourné. Cet un réfugié, surment sille peut ille peut nous aumené a sont retour nous pourion trouvais une gabarre qui pouret nous conduire à Rochefort, mes ille seret plus agréable pour nous de trouvais à Sint-Savinien unt bâtiment qui nous conduiret aux Sables, car il paret cont peut antrés ou du moint aproché de près surtout après la prise de Charette que vous orés surment aprie..... »

M. Atgier termine sa monographie de l'*abbaye de Ré*. Il donne un dessin de la pierre gravée trouvée en 1880, la tombe d'un abbé du XIII^e siècle, et quatre sceaux d'abbés.

Revue des Etudes anciennes. T. VIII, p. 71. — Observation de M. C. Jullian, professeur au collège de France, sur le camp du Chatelard de M. Delisse-Morin (*Revue*, t. XXV, p. 403.)

« Simples vestiges d'habitations romaines, dit-il, et nullement camp. Quand se résignera-t-on à ne plus voir partout que des camps romains ? Quelle puissance la tradition populaire conserve même sur les érudits ! Et pourquoi cette loi du *folklore* qui attribue aux ruines si souvent la qualité de camps ? Et cela est très vieux, puisque les Grecs voyaient des « camps d'Hercule ». En réalité, je doute qu'il y ait un seul camp romain en Gaule. Il y a des forteresses du temps des Jules et d'autres du Bas-Empire, et c'est tout. Nous nous représentons trop les Romains comme vivent les Français en Algérie. »

Les *Annales du Midi* d'avril 1906, trouvent dans ce même mémoire « des faits intéressants des assertions singulières des conclusions mal assises ».

Revue historique, Juillet-août 1905, — M. L. Halphen résume deux des dernières conférences de M. Molinier sur la « Vie de Saint Maur. »

« Ecrite en 863 par Eude de Glanfeuil, la *Vie de Saint Maur* se présente à nous comme une sorte de mise au net d'une œuvre composée peu après la mort du saint par un autre disciple de Saint Benoît, son compagnon Faustus. Une grande partie de la *Vie* n'est qu'une reproduction textuelle des pages consacrées à saint Benoît dans les *Dialogues* de Grégoire le Grand, et quand on a éliminé tous ces passages d'emprunt, ce qui reste, c'est un récit incohérent, plein de contradiction et de choquantes erreurs chronologiques.

Il n'y a que deux points sur lesquels les assertions d'Eude puissent être serrées d'un peu près: nous voulons parler de ce qu'il dit dans la *Vie de Saint Maur*, de la construction, à l'époque mérovingienne, d'un monastère sur l'emplacement de la villa gallo-romaine de Glanfeuil et de ce qu'il dit dans les *Miracles* des reliques de Saint-Maur.

En effet, les fouilles faites, ces dernières années, à Saint-Maur-sur-Loire par le P. de La Croix, ont permis d'établir qu'il y avait bien eu à Glanfeuil une villa gallo-romaine, puis aux endroits indiqués par Eude un monastère mérovingien; enfin, dans l'église Saint-Martin, à côté de l'autel, on a retrouvé un sarcophage du VI^e ou du VII^e siècle. D'autre part, en ce qui concerne la translation du corps de Saint Maur, rien ne permet de rejeter comme suspect le récit fait par Eude: les détails mêmes qu'il donne sur la cédule qu'on aurait alors découverte

et qui authentiquait les reliques du saint, sont, somme toute, parfaitement acceptables. Mais ce Maur était-il bien le disciple de Saint Benoît ? C'est ce dont il est permis de douter.

Le Père Albertus Poncelet, dans les *Analecta Boilandiana*, t. XXV, p. 118, n'admet pas cette « explication ingénieuse, « mais avec ce que nous savons, avec ce que Molinier lui-même « nous dit des procédés d'Odon, je crains bien qu'elle ne soit « pas même vraisemblable. »

Le même critique sérieusement une autre vie de Saint Maur prise dans *Studien und Mittheilungen aus dem Benediktines und dem cisterciense-orden*, en 1905.

Dans la même livraison de la *R. H.*, M. Ch. Petit-Dutaillis examine le *registre des visites archidiaconales de Josas*, à la fin de la guerre de cent ans, dont les indications peuvent s'appliquer sinon à tous du moins à beaucoup de diocèses en France.

« Quelques érudits ont depuis longtemps remarqué, dit M. Petit-Dutaillis, en étudiant les documents d'archives, l'extraordinaire diminution des revenus du clergé français à la fin de la guerre de Cent ans. Ce fait a été mis récemment en pleine lumière par la publication des suppliques adressées au Saint-Siège au XIV^e et au XV^e siècles et que le P. Denifle a éditées sous le titre de: *La désolation des églises en France*.

L'affaissement de l'Eglise de France à l'époque de la Renaissance, les difficultés qui découragent les efforts des réformateurs isolés, le cumul des bénéfices, la misère du bas clergé, l'anéantissement d'un grand nombre de communautés religieuses, la disparition et la décadence des institutions de charité et d'enseignement qui avaient été l'honneur de l'Eglise au moyen âge, tous ces faits deviennent intelligibles. On avait l'habitude d'en chercher l'origine dans le grand schisme et les abus de pouvoir de la papauté : explication évidemment insuffisante. La vraie cause première de tous ces maux est une cause économique, la ruine matérielle des églises et des monastères.

Au XIII^e siècle, l'Eglise était riche, la guerre de Cent ans la ruina; ce fut l'énorme diminution de ses revenus qui engendra le plus grand nombre des abus dont elle souffrit dès lors et qui poussa plus tard une partie de ses membres dans le camp de la révolution religieuse. C'est un phénomène purement matériel qui a provoqué la désorganisation de la discipline et du culte.

Pourquoi le bas clergé a-t-il fourni tant de recrues au protes-

tantisme ? Parce que la misère l'avait aigri. Pour expliquer la réforme, il est nécessaire d'examiner les résultats matériels de la guerre de Cent ans.

Revue historique, Janvier 1906. — M. Alfred Richard répond à une critique de M. Lauer à propos du nom d'Aliénor.

« Il s'agit du surnom sous lequel Aliénor, duchesse d'Aquitaine, était connue de ses contemporains. Les historiens du temps, écrivant en latin, la qualifiaient d'*Aquila*, mais on ne connaissait pas l'équivalent exact de cette expression en français. » M. Richard le trouve dans l'*Histoire de Guillaume le Maréchal* :

Et la reine Alienor
Qui out le nom d'Ali e d'or

qu'il propose de lire Alié d'or.

Alié ou Aliet, véritable forme française du nom de l'aigle de mer, en latin *Alictus*, en grec *αλιαιετος*.

M. Meyer n'accepte pas cette modification au texte de *Guillaume le Maréchal* (qu'il a publié).

« L'explication que M. Richard a proposée, dit-il, dans le numéro de la *Revue historique* de mars-avril, p. 310, pour le vers 9508 du poème de Guillaume le Maréchal est ingénieuse, mais elle n'a aucune vraisemblance... Le manuscrit porte bien *ali e* en deux mots. A vrai dire, la différence n'est pas grande, et j'accepterais volontiers la correction de M. Richard si elle ne présentait plusieurs difficultés. Mon contradicteur, allant plus loin dans la voie des corrections, propose de lire *Aliet*, qu'il explique par « aigle ». Il se fondait sur ce qu'en latin *alictus* (ou plutôt *haliæetus*), désigne le grand aigle de mer. Il ajoute: « Il ne me semble pas contestable que le surnom donné à Aliénor par ses contemporains ait été celui de grand aigle d'or, d'*aliet d'or* ». Sur quoi je remarque 1° qu'il n'est pas suffisamment établi que tel ait été le surnom de la reine, le texte de Richard le Poitevin n'étant pas une preuve suffisante; 2° qu'*aquila* n'est pas *haliæetus*; 3° qu'*haliæetus* n'a pas été entendu, pendant le moyen âge, au sens d'aigle de mer que les dictionnaires lui attribuent. C'est le mouchet ou émouchet.

Revue celtique, Janvier 1906, p. 118. — M. d'Arbois de Jubainville parlant des *Mémoires de la Société de linguistique de Paris*, écrit :

« Dans le fascicule 6^e, M. Vendryes a donné un fort intéressant article intitulé *Mélanges indo-celtiques*. Naturellement ce qui a de plus attiré mon attention, ce sont les critiques qu'il m'adresse. Dans le nom propre *Eposterovidus*, j'ai en 1891, distingué trois termes *Epo-sterovidus*, doctrine acceptée par M. Whitley Stokes en 1894 (*Urkeltischer sprachschatz*, p. 313); seulement, M. Whitley Stokes n'admet pas le rapprochement que j'ai proposé entre *stero* et le gallois *ysteru* « rendre ardent ». En 1899, le premier fascicule du tome XIII du *Corpus inscriptionum latinarum* a été publié par M. Hirschfeld; sous le n° 1035 p. 137, on apprend que dans l'inscription tracée sur la frise de l'arc de triomphe élevé à Saintes, sous l'empire romain, on lit le nom d'un prêtre de Rome et d'Auguste appelé C IVLIVS et dont le bisaïeul se nommait au génitif EPO... OROUIDI. Voilà ce que Hirschfeld a déchiffré ; le plus probable, à en juger d'après les lectures précédentes, est qu'au milieu du mot il faut suppléer les lettres *s t* et qu'on doit lire par conséquent EPOTSOROVIDI. C'est la lecture de M. Ernault; il l'a donnée dès 1894 dans la sixième livraison de l'*Altceltischer sprachschatz*, col. 1454. Cela rend ma traduction inadmissible; elle reposait sur une mauvaise leçon qui a été citée par M. Hirschfeld au-dessus de sa lecture à lui. Suivant M. Vendryes, *epot* est identique au grec *επωτ* et *soro* serait une déformation du suffixe *tro*. Le plus prudent, me semble être de s'abstenir d'interpréter la partie médiale de ce nom propre où vraisemblablement EPO veut dire cheval et VIDI est le génitif singulier de VIDOS pour *vidos*, « qui sait ».

La Revue des Deux-Mondes, dans son numéro du 15 mars 1906 contient un travail de M. le vicomte d'Avenel sur *Les Riches depuis sept cents ans*, où on trouve, page 291, des éléments puisés dans les publications des *Archives historiques de Saintonge*, notamment dans le *Journal* de Samuel Robert. A la page 294, M. d'Avenel note que « Un sieur Robert achète la charge d'élu et lieutenant particulier d'Angoulême ». Il doit y avoir erreur : il s'agit évidemment de notre Samuel Robert, élu et lieutenant particulier en l'élection de Saintes.

Faisant allusion aux procès qui s'ensuivirent, M. d'Avenel écrit : « Angoulême dépend de Paris au judiciaire ». Saintes, où Robert avait acheté sa charge, dépendait du parlement de Bordeaux, « au judiciaire ». Mais pour être reçu en la cour des

aides à Paris, il avait fallu plaider à Paris. En règle générale, Saintes relevait alors de Bordeaux.

On pourrait faire d'autres observations sur cet article en particulier à propos de la réduction en monnaie actuelle du prix des objets au XVII^e siècle. Ainsi M. d'Avenel, estime à 90.000 francs la maison que Robert possédait. C'est beaucoup. Il n'y a pas aujourd'hui une maison de particulier de ce prix à Saintes.

Le mois littéraire et pittoresque, Avril 1906. — *Comment les huitres deviennent vertes*, par M. Fanton.

The american historical review, 1904, signale de E. Asa Dixi une histoire intéressante de *Champlain*, the founder of New-France.

BIBLIOGRAPHIE

A b c au clergé et aux fidèles de... beaucoup de diocèses, par X..., du diocèse de La Rochelle. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906. In-18, 180 p.

Almanach d'Aunis et Saintonge, pour l'année 1906. La Rochelle, imprimerie Masson et C^{ie}.

Almanach rural de la Charente-Inférieure, pour 1906. La Rochelle, imprimerie Rochelaise. Grand in-8°, 68 p., 0 fr. 10.

Almanach saintongeais illustré, pour 1906. Saint-Jean d'Angély, imprimerie Ch. Renoux.

Annales municipales de la ville de Saintes, année 1904. Saintes, imprimerie H. Chassériaud, in-8°, 284 p. et table non paginée.

Annexes : *Règlement sanitaire municipal*, 15 p. — *Comptes et budget*, 16 p. — *Compte administratif*, pour 1903. In-8°, Saintes, imprimerie Chassériaud, 39 p. — *Budget supplémentaire* de 1904, 19 p.

AUBRAY (Gabriel). *La solution libératrice*, le problème de la loi de séparation. Paris, Bloud, éditeur, 1906, in-16, 64 p.

Il établit par une discussion serrée : non seulement que toute organisation de l'Eglise fondée sur les associations, quelles qu'elles soient, cultuelles ou paroissiales, déclarées ou non, est caduque ; que le terrain de l'association est absolument miné de toutes parts ; mais — ce qu'on n'avait pas vu encore et dit — que du seul fait d'avoir un instant formé une association, libre ou officielle, les catholiques courraient le risque d'être légalement déchus de toutes libertés et du droit même de se réunir ; qu'en fait, si l'association échouait, tout exercice du culte serait, dans 30.000 communes de France au moins, à la merci des tribunaux.

Il montre, au contraire, que la réunion peut remplacer partout l'association, que le terrain du droit de réunion est solide, inattaquable ; et il fait voir, par l'organisation pratique et détaillée d'une paroisse, par la solution des questions vitales : propriété des locaux, budget du culte, traitements du clergé, etc..., que le culte libre sans associations, le seul possible en beaucoup d'endroits, quel que soit le mot d'ordre de Rome, mérite, avant qu'on fasse rien dans aucune paroisse, d'être étudié partout d'urgence, qu'il se concilie d'ailleurs avec tout essai d'acceptation ou de résistance, et qu'aucune espérance ne lui est fermée.

BEAUCORPS (baron A. de). *Après la séparation*, les associations religieuses. Orléans, librairie Gout.

Bulletin annuel de l'association amicale des anciens élèves de l'école Fénelon. Onzième assemblée générale (11 octobre 1905). La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906. In-8°, 48 pages.

BOUCHER (Jean). *De la vente à tempérament des meubles corporels au point de vue économique*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, in-8°, 173 pages.

Catalogue des objets à vendre dépendant de la succession de M. le vice-amiral Pottier. Vente aux enchères publiques à Rochefort-sur-Mer les lundi 11 et mardi 12 décembre 1905, in-16, S. L. N. D.

Catalogue de livres anciens et modernes composant la bibliothèque de feu M. le baron de La Morinerie. Paris, H. Champion, 1906, in-8°, 22 p.

Caléchisme du diocèse de La Rochelle. Tours, imprimerie Mame et fils, in-16, 191 p. avec gravures.

Clouzot (Henri). *Un voyage à l'île de Cordouan au XVI^e siècle.* Niort, 1905, in-8°, 25 p.

Extrait de la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LXVI.

Il s'agit d'un voyage en 1592 fait par La Popelinière pendant que Louis de Foix construisait le phare.

COMBES (Emile). *Une deuxième campagne laïque, vers la séparation.* Préface par l'auteur des discours. Paris, G. Bellais, 1905, in-18, XVIII-549 p.

CUGNAC (Commandant de). *La campagne de Marengo.* Paris, R. Chapelot et C^o, 1904, in-8°, XI-252 p. avec cartes et croquis.

DANGIBEAUD (Ch.). *Déclarations de biens de mainmorte dans l'ancien diocèse de Saintes, sous Louis XIII et Louis XIV.* La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1905, in-8°, 249 p. Extrait du tome XXXV des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*.

DEPONT (Léonce). *Le triomphe de Pan.* Paris, Plon, éditeur, in-18.

DUCHAMEL (Maurice). *Essai sur la littérature bretonne ancienne.* La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1905, petit in-8° de 63 p.

Fouché (abbé C.). *Taillebourg.* (la collégiale: Notre-Dame de Sainte-Croix; le prieuré de Saint-Savin; l'hôpital Saint-Jacques; la léproserie; hommes illustres). Saint-Jean d'Angély, imprimerie Renoux, 1905, in-16, 124 p. avec gravures.

« Cette étude est la préface d'un travail plus considérable sur

notre vieille cité » dont la publication est retardée par des circonstances particulières.

Espérons que l'obstacle disparaîtra et que M. l'abbé Fouché tiendra parole à « ses compatriotes ». Le sujet n'est pas au-dessus de ses forces, de sa patience et de son érudition. Nous lui ferons volontiers crédit pourvu que ses nouvelles fonctions ne lui créent pas un nouvel obstacle insurmontable. En attendant, il nous donne un bon résumé des renseignements recueillis à droite et à gauche, dans nos publications locales. Il y a peu d'inédit. En revanche, il y a une illustration bien pauvre et bien insignifiante. On pouvait trouver mieux.

FAURE (René-Paul). *La liquidation des biens des congrégations dissoutes*. In-8° de 135 p. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1905.

GABORIT (René). *Questions de neutralité maritime soulevées par la guerre russo-japonaise. L'inviolabilité des eaux neutres. L'asile. Le charbonnage en eaux neutres*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 373 pages.

GAZEAU (Luc). *L'évolution des libertés locales en France et en Belgique au cours du XIX^e siècle (de 1789 à nos jours)*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1905, in-8°, 314 p.

Grand almanach de Boyardville-les-Bains pour l'année 1906. Chef-Boutonne, imprimerie de Javarzay, in-8° à 2 col., 63 p. avec gravures.

— *Grand almanach de Chermignac pour l'année 1906* (même éditeur, même format).

— *Grand almanach de Fontenet pour l'année 1906* (même éditeur, même format).

— *Grand almanach de Paizay-Naudoin pour l'année 1906* (même éditeur, même format).

— *Grand almanach de Varaize pour l'année 1906* (même éditeur, même format).

— *Grand almanach du canton d'Aulnay de Saintonge pour l'année 1906* (même éditeur, même format).

Grignon fait son trou. Revue de la 79^e promotion (Ecole nationale d'agriculture de Grignon), représentée à Paris, au théâtre Marigny, le 11 mars 1906. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, in-8°, 115 p.

JOLY (G. de), ingénieur des ponts et chaussées. *Notice sur la vie et les travaux de M. Georges Forestier*, inspecteur général des ponts et chaussées. Paris, E. Bernard, 1905, in-8°, 22 p. et un portrait. *Extrait des Annales des ponts et chaussées*, 1905.

Benoit-François-Georges Forestier né le 7 septembre 1838, à Saintes, où son père, Auguste Forestier, était alors ingénieur ordinaire des ponts et chaussées, est mort le 5 avril 1905. Il entra à l'Ecole Polytechnique en 1857 le dix-septième et en sortit le neuvième en 1859 pour entrer à l'école des ponts et chaussées. Il voyagea en Angleterre, en Belgique et en Hollande. Son premier grand ouvrage est la passerelle de La Roche-Bernard, qui, établie en 1870 pour deux ou trois ans, dure encore, tandis que le pont suspendu construit plusieurs fois à grands frais ne résistait pas plus d'une douzaine d'années.

Le 1^{er} mars 1873, il fut nommé à Rochefort où il resta un peu plus de deux ans. En 1875, il fut envoyé à Saïgon. En 1877, il revint en France, à Poitiers; il s'occupa alors de la ligne du chemin de fer de Niort à Ruffec. Après un nouveau séjour en Cochinchine, il reprit son service à Poitiers. C'est lui qui créa le système d'aduction d'eau potable dans cette ville, en 1889. Il fut promu en 1891, inspecteur général, fonctions qu'il abandonna en 1893 pour le poste de directeur du contrôle des chemins de fer algériens.

En 1895, il devient professeur de l'Ecole des ponts et chaussées. En 1903, il prit sa retraite.

LE CAMUS (Mgr). *Origines du christianisme*. L'œuvre des apôtres. Deuxième partie : Diffusion de l'Eglise chrétienne ; période de conquête. Poitiers, imprimerie Oudin, 1905, 2 vol., petit in-8°, t. II, XIV-407 p.; t. III, 615 p.

-- *Tirer le bien du mal*. Paris, librairie Oudin, 1906, in-8°. 44 p.

La séparation des Eglises et de l'Etat. Loi du 9 décembre 1905,

augmentée de tous les textes législatifs et administratifs visés ou abrogés par la loi. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 53 p.

LE BOURDELLÈS (R.), substitut du procureur général, près la Cour de Paris. *Le droit international public maritime*, d'après le point de vue anglais. Son histoire, sa formation, ses règles directrices. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 31 p.

LEMONNIER (P. abbé). *La propriété foncière du clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Charente-Inférieure*. (Extrait de la *Revue des questions historiques*, janvier 1906). Paris, aux bureaux de la *Revue*, in-8°, 16 p.

MARIE DE GONZAGUE (révérende mère), assistante générale de la congrégation. *Souvenirs des fêtes du pensionnat Sainte-Marie de la Providence de Saintes*. Paris, F. Bletit, imprimerie des orphelins-apprentis d'Auteuil, 1905, in-8°, 256 p. et un portrait.

Se trouve à la Providence de Saintes, et à Paris, chez Bernard Sornin, libraire, 88, rue Bonaparte.

MARY (André). *Les sentiers du Paradis*, poèmes. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-18, 179 p.

MESCHINET DE RICHMOND (Louis). *Les marins rochelais*, notes biographiques. 2^e édition, ornée de portraits tirés hors texte. Niort, G. Clouzot, éditeur, 1906, petit in-4°, V-309 p.

La première édition publiée en 1870, contenait 54 notices, la seconde en renferme 67, plus la matricule des capitaines de vaisseaux marchands de l'amirauté de La Rochelle, de 1700 à 1791.

Rappeler le souvenir de ces marins qui ont fondé en grande partie la puissance et la richesse de La Rochelle, tel est l'objet que s'est proposé M. de R.; son livre vient à son heure, à une époque où l'avenir est de plus en plus à la mer, et où il n'est pas inutile de donner en exemple, aux générations présentes, ces

hommes pleins d'initiative et de persévérance. Toute une partie de l'histoire de La Rochelle défile dans ces biographies alertes, un peu trop succinctes peut-être, puisque 300 pages environ suffisent à l'auteur pour plus d'une soixantaine de marins, souvent même de familles de marins.

Les dernières pages du volume contiennent une liste des marins modernes (avec beaucoup de noms même du XVIII^e et du XIX^e siècle), sur lesquels M. de R., et on le regrette, n'a pu se procurer de renseignements suffisants. B.

MUSSET (Georges). *Les insinuations ecclésiastiques dans le diocèse de Saintes au cours de l'année 1565*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1905, in-8°, 111 p. (Extrait du XXXV^e volume des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*).

— *Sèches ou oignons*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 19 p.

Niox (général). *La guerre russo-japonaise* (chronique). Librairie Delagrave, 1906, in-16, 172 p., avec gravures et cartes.

NOBLET (Gaston). *Histoire de Royan et de ses environs*, précédée d'une histoire générale de la Saintonge. Fontenay-aux-Roses, Louis Bellenaud, 1905, in-16, 282 p.

Dans cent quatre-vingt-deux pages, dont trente-trois consacrées à l'histoire de la Saintonge ...bien sommaire nécessairement ! — quarante (puisées en partie dans la statistique de la Charente-Inférieure de Gautier), aux mœurs, coutumes, soixante-dix à Royan, le reste aux environs, qui s'étendent assez loin, puisque l'on y comprend Corne-Royal et Balanzac. A quelques indications utiles au baigneur sur la topographie, les moyens de communication, les ressources des localités, l'auteur joint des notes historiques permettant au touriste de jeter un regard, parfois bien furtif, sur le passé des lieux qu'il visite.

Xantes, fondée par les Troyens: tradition trop dédaignée, dit M. Noblet: n'insistons pas. — aussi bien que sur l'attribution aux habitants de Mediolanum Santonum par certains auteurs de la fondation de Milan. Quand on parle des « maux lentement destructeurs de l'administration romaine », je me demande s'il

ne serait pas plus juste d'incriminer les vices « de la décadence romaine », car en somme, si la Gaule était devenue une des provinces les plus prospères et resta une des dernières organisées, elle le devait peut-être bien à cette administration sous les premiers empereurs et sous les Antonins.

Il est dangereux de trop généraliser : à Saintes, Foulque Nera attire et emprisonne le comte Herbert, « avec cette loyauté chevaleresque si vantée ».

Nous sommes en 1032; c'est plus tard que se développèrent les mœurs chevaleresques, et le sentiment de la loyauté: il ne faudrait pas juger la chevalerie de Saint-Louis sur les atrocités du chaos barbare qui suivit l'invasion des Normands, et dont la France eût tant de peine à se dégager, pas plus que le peuple sur les brutalités des Jacques. On a certes trop vanté le moyen âge après l'avoir trop déprécié, mais la masse est toujours médiocre : héros ou criminels sont l'exception.

En 1793, dit l'auteur, la proximité de la Vendée n'eut pas pour le département de grandes conséquences : elle contribua toutefois à rendre les inquiétudes plus vives, les soupçons plus défiant, à accroître les réquisitions.

« La paix de 1814 fut reçue avec enthousiasme (à La Rochelle); il faut tâcher de croire à un délire endémique, pour ne pas envelopper les peuples et soi dans un dégoût qui soulève le cœur ! » Sentiment bien généreux, peut-être un peu sévère; au témoignage de nos aïeux, la France était harassée par vingt-deux ans de guerres continuelles, et quelles guerres ! Saignée à blanc. Que doit penser M. Noblet de ses contemporains ? — Les ports de commerce, Bordeaux, Marseille, etc., en particulier, souffraient plus que le reste du pays, ce qui peut expliquer l'enthousiasme qui s'y manifesta pour la Restauration jusqu'au délire.

Enumérant les essences de bois de notre région, on cite « sur le bord des eaux quelques chênes verts », M. Noblet en a vu pourtant dans la forêt de Meschers, il y en a bien d'autres et loin des eaux ! Il eût pu accorder une mention spéciale à l'ormeau fort, si précieux pour le charonnage, et assez répandu dans plusieurs communes.

Ne chicanons pas l'erreur (une coquille sans doute), qui de M. Campet de Saujon fait Compet. M. Noblet plaisante évidemment quand il nous parle de Talmont « ainsi nommé parce qu'il est sur le talon ou frontière de la Saintonge, — *talus mundi* », quand l'itinéraire d'Antonin nous donne *Tannum*.

Notre auteur accompagne ses notes historiques de diverses pièces reproduites des publications des *Archives*, de M. de Richemont, du chartrier de Thouars. Royan était, en effet, une des importantes seigneuries des La Trémouille qui n'y dédaignaient pas les petits profits, puisque le 28 janvier 1580, Georges de La Trémouille afferme à Philippe Vincent, sieur de L'Aubonnière, pour 53 écus un tiers, « la rouzine et aultres choses procédant de ladicte rouzine qui se recueille et provient des bois et pins de la forest de Royan » (Minutes de Bourbeau, notaire à Poitiers). Parmi les pièces ainsi rappelées, il en est beaucoup d'intéressantes : à la page 212, les doléances des gens de Meschers au comte de Laval contre la dame de Théon qui, disent-ils, veut « rendre sa baronnie déserte », nous feraient songer aux vers de Lafontaine :

« De tout temps,
Les petits ont pâti des sottises des grands ».

si l'on était bien sûr qu'il ne s'agit pas de Normands, ...pardon, de Saintongeais tâchant d'intéresser un puissant à leur cause, qu'il nous serait difficile de juger équitablement, n'ayant pas la réponse de la dame de Théon.

Page 233, M. Noblet reproduit, d'après les documents historiques extraits par M. de Richemont du chartrier de Thouars, une pièce de haut goût : les savoureux reproches contre les témoins d'une enquête dans un procès au sujet de Mortagne, au XV^e siècle. Peste ! ils n'y vont pas de main morte, nos bons aïeux, pour discréditer qui les gêne ! On taxe un grave tabellion d'être ...avarié !

On nous représente les témoins de M. de Montberon, juge, notaires, seigneur, prêtre de l'époque, comme une bande de crétins pauvachés de quelques gredins. J'allais crier : « Avis aux *laudatores temporis acti* ». ... il est vrai que ce ne sont que... paroles d'avocat, ou plutôt, grimoires de procureur.

Page 247, en mentionnant l'Abîme de Bouille, à Corme-Royal, on peut ajouter qu'aux environs, aux abords des marais tourbeux, le mot « bouille » est le terme générique qui désigne les fondrières analogues.

Pourquoi paraître attacher la moindre importance à la mauvaise plaisanterie étymologique (?) qui fait dériver Oleron de Larron ?

Est-il bien certain que la parole de l'Enfant prodigue, repro-

duite d'après la statistique de Gautier, soit du patois saintongeais ? Ne serait-ce pas plutôt du poitevin ?

En somme, ce petit livre est un agréable compagnon d'excursions, pour le sportif qui s'intéresse tant soit peu à l'histoire de notre région, aux souvenirs qui se rattachent à la côte saintongeaise, à ceux qui jadis y ont vécu, souffert, travaillé, et lutté parfois glorieusement, mais qui aurait beaucoup gagné à être écrit avec un peu plus de critique.

T. J.

PEDONE (A.). *Annuaire de la magistrature, France, Algérie et colonies, pour 1906*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, in-8°, 230 p.

— *Les justices de paix en France*. Liste par ordre alphabétique indiquant aussi les distances à parcourir pour se rendre au chef-lieu d'arrondissement judiciaire. Supplément à l'*Annuaire de la Magistrature pour 1906*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, in-8°, 63 p.

REGELSPERGER (Gustave). *Les Transpyrénéens. Ce qu'on peut en attendre*. Toulouse, imprimerie A. Trinchant, 1906, in-8°, 28 p. (Extrait de la *Revue politique et parlementaire* du 10 octobre 1905).

« La construction de chemins de fer transpyrénéens répond-elle à une réelle utilité et ne s'abuse-t-on pas sur l'étendue des résultats qu'on en peut attendre ? Entre les deux voies ferrées extrêmes et les routes maritimes de l'Est et de l'Ouest, peut-on espérer qu'une route commerciale nouvelle trouvera un trafic suffisant ?

On peut en douter et il semble probable qu'il s'écoulera un temps assez long avant qu'il existe entre la France et l'Espagne, par le milieu de la chaîne, un trafic très étendu.

Les Transpyrénéens ne paraissent pas, en effet, devoir rendre au commerce international des services sérieux, et, d'autre part, le trafic entre les deux pays n'est pas à lui seul de nature à rendre ces lignes suffisamment productives...

Cette création ne peut se justifier qu'au point de vue des intérêts locaux. »

ROBERT (Clémence). *Les quatre sergents de La Rochelle*. Paris, librairie Calmann-Lévy, in-16, 328 p.

SAHLER (L.). *Notes sur Montbeliard*. (Bernard de Saintes). Montbeliard. Paris, librairie Champion, 1905, in-8°, 160 p.

SANDRICOURT. *Au pays des Firmans*. Histoire d'un gouvernement. Avec une préface par Eugène Marsan. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, petit in-18, 120 pages.

SAUDAU (L.-C.), *Corporations, maîtrises ou jurandes de la Saintonge et de l'Aunis*, 2^e série. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1905, in-8°, 42 p. (Extrait du tome XXXV des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*).

TERRADE (Albert) et ALLORGE (Henri). *Le général Ordonneau (1770-1855)*. Paris, librairie Emile-Paul, 1904, in-8°, 120 p., 6 gravures et 3 cartes.

VATIN. *Notice biographique sur M. Ernest Martineau, économiste et philanthrope*, (ancien président du tribunal civil de La Rochelle).

VAUDOYER (J.-L.). *Les Compagnes du Rêve*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-12, 87 p.

VINCENT (Pierre). *De la responsabilité des notaires en matière de testament*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1905, in-8°, 203 p.

Women that pass in the Night. Reminiscences of the Parisian queens of prostitution. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906. Deux volumes in-8° de 150 et 109 pages, sur papier à bras, caractères Grasset et ornements.

SOMMAIRE DU N° DU 1^{er} MARS 1906

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; Monument Audiat ; Nominations ; Distinctions ; Dons aux musées : Saintes, Rochefort ; Découvertes ; Restaurations de monuments publics ; Situation financière.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL. — I. *Décès* : Colonel Boscal de Réals ; de Guippeville ; Julien-Laferrière ; P. de Lacroix ; de Cathelineau ; Poitou ; Roche ; de Maugras ; Niox ; M^{me} Planty ; Bazinet ; Ed. Charruyer ; Fellmann ; M^{me} Poirault ; M. R. Eschasseriaux. — II. *Mariages* : de Lorial-de la Salle ; Mörch Meyer ; Boubal-Cantaloube.

VARIÉTÉS : *Aventure d'un émigré*, racontée par M^{me} de Bremond d'Ars et M. de la Taste ; *Passage de Napoléon I^{er} à Saintes*, raconté par B. de Laval ; *Quatre mariages saintais dotés par l'Etat en 1810*, par M. E. Guérin ; *Le Clergé de la Charente-Inférieure pendant la Révolution*, par M. l'abbé Lemonnier (suite) ; *Saintes ancienne* (suite), par M. Ch. Dangibeaud.

QUESTIONS ET RÉPONSES : Oléron ou Oleron ; Rhétais ou Rétais ; Boucholeur ou bouchoteur ; Gémozac ou Gemonzat ; Boyveau.

LIVRES ET REVUES : *Armorial du Bordelais*, par M. Meller ; *Le Général Ordonneau* ; *Le Mois* ; *Notes sur Monthéliard* ; *Bernard de Saintes*, par M. Sahler ; *Notice sur Garnier dans le Peuple* ; *Revue des questions historiques* ; *La propriété foncière du Clergé dans la Charente-Inférieure* ; La thèse de M. Wiske sur les *Chansons de Geste*, de M. Gourdon ; *La Revue des Deux-Mondes* ; *Louis XVIII et le Comte d'Artois*.

La *Revue-Bulletin* est adressée gratuitement aux membres de la société, qui paient par an une cotisation de 13 francs.

La *Revue-Bulletin* mentionne ou analyse tout ouvrage composé, imprimé dans la région, ou par un auteur habitant ou né dans la région, ou concernant la région, dont un exemplaire aura été adressé au président, à Saintes.

Les idées ou les opinions émises dans la *Revue-Bulletin* sont personnelles.

On s'abonne à Saintes: 10 francs par an.

MANUELS DESTINÉS A L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

ET DES SCIENCES AUXILIAIRES

STEIN (Henri). *Manuel de bibliographie générale* (Bibliotheca Bibliographica Nova). 1898, 1 vol. 8°, br. (xv-895 p.)..... 18 fr.
— Le même, rel. t., n. r..... 29 fr.

Divisions générales du livre : I. Bibliographies universelles. II. Bibliographies nationales. III. Sciences religieuses. IV. Sciences philosophiques. V. Sciences juridiques. VI. Sciences économiques et sociales. VII. Sciences pédagogiques. VIII. Sciences pures. IX. Sciences appliquées. X. Sciences médicales. XI. Philologie et Belles-Lettres. XII. Sciences géographiques. XIII. Sciences historiques. XIV. Sciences auxiliaires de l'histoire. XV. Archéologie et Beaux-Arts. XVI. Musique. XVII. Biographie.

Chacune de ces divisions donne lieu à des subdivisions parfois nombreuses, indiquées dans l'introduction.

Trois appendices suivent cet indispensable instrument de travail.

1° Liste raisonnée des localités du monde entier qui ont possédé une imprimerie avant le XIX^e siècle.

2° Répertoire des tables générales de périodiques de toutes langues.

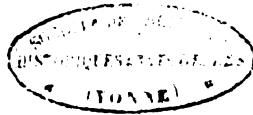
3° Répertoire des catalogues imprimés des principales Bibliothèques du monde entier.

Sous Presse : STEIN (H.). *Bibliographie générale des cartulaires manuscrits et imprimés relatifs à l'histoire de France*.

Les Sources de l'Histoire de France :

PREMIÈRE PARTIE. — DES ORIGINES AUX GUERRES D'ITALIE (1494), par Auguste MOLINIER, professeur à l'École nationale des Chartes. — Fascicules parus :

- I. *Epoque primitive: Mérovingiens et Carolingiens*. 1 vol. in-8° (vii-288 p.). Broché 5 fr.
 - II. *Epoque féodale: les Capétiens jusqu'en 1180*. 1 vol. in-8° (322 p.). Broché 5 fr.
 - III. *Les Capétiens, 1180-1328*. 1 vol. in-8° (248 p.). Broché. 5 fr.
 - IV. *Les Valois, 1328-1461*. 1 vol. in-8° (354-410 p.)..... 5 fr.
 - V. *Les Valois, 1461-1494 et Introduction générale*. 1 vol. in-8° (clxxxvi-204 p.). Broché. 5 fr.
- Chaque volume, relié toile n. r. 7 fr.
La table des matières très détaillée commune au 5 fascicules.



REVUE

DE

SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

DES ARCHIVES HISTORIQUES

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

XXVI^e Volume. — 4^e Livraison.

1^{er} Juillet 1906.



SAINTES

LIBRAIRIE DE M^{me} FRAGNAUD

RUE ALSACE-LORRAINE, 18

1906

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1906

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.
Vice-présidents : Le comte PIERRE DE CROZE-LEMERCIER, au château du Ramet, par Saintes.
CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.
Secrétaire : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.
Trésorier : BERTHELOT, notaire, Cours National, Saintes.
Trésorier-adjoint : M. GATINEAU, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue César-Franck, 9.
Le baron EUGÈNE ESCHASSERIAUX, O. *, ancien député.
MACHET DE LA MARTINIÈRE, archiviste du département de la Charente, Angoulême.
GEORGES MUSSET, I. O., archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.
JULES PELLISSON, A. O., juge au tribunal civil, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AUGUSTE BITEAU, *, A. O., maître principal de 1^{re} classe des constructions navales en retraite, conseiller municipal, rue du Perat, 50, à Saintes.
FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.
EDMOND BOILEVIN, négociant, grande rue, 23, à Saintes.
JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.
ABEL MESTREAU, négociant, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, cours National, 99.
La société publie tous les deux mois un *Bulletin*, *Revue de Saintonge et d'Annis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.
Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs; 11 fr. 50 pour l'étranger; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

REGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1^o de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2^o de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs; 3^o de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° DE JUILLET 1906

AVIS ET NOUVELLES : Séance du Bureau ; Excursion ; Béatification de Mgr de La Rochefoucault ; Vente La Morinerie ; Fouilles aux arènes de Saintes ; Salon.

ERRATA.

NOTES D'ÉTAT CIVIL. — *Décès* : M^{me} Brejon, Mgr Fallières, M. de Vassoigne, M. d'Ornano, M. Thurninger, M^{me} Brédif, amiral Garnault.

Mariages : de Saint-Louvent-de Laportalère ; Renou-Ferrand ; Ravaud-Renaud ; Lacroix-du Poërier ; Barbot-Gallut ; Brillouin-Gronstadt.

VARIÉTÉS : I. M. Mauftras, *Passage de Napoléon à Pons* ; II. Ch. Dangibeaud, *Saintes ancienne (fin)*.

QUESTION ET RÉPONSE : Beurgaud.

LIVRES ET REVUES.

SÉANCE DU BUREAU DU 7 MAI 1906

Le bureau accepte à regret la démission du trésorier, M. De-ruelle, qui ne croit pas pouvoir conserver ses fonctions en raison de l'état de sa santé, et nomme à sa place M. Berthelot, notaire à Saintes.

Il examine ensuite différents projets d'excursion. Il s'arrête au trajet Airvault, Saint-Jouin-de-Marnes, Oiron et Loudun. Les détails de l'itinéraire seront arrêtés ultérieurement.

Les membres de la Société auront le choix entre cette excursion et celle que la Commission des Arts et Monuments organise à l'île d'Oleron.

Le bureau accepte l'échange de ses publications avec celles de la nouvelle Société historique et scientifique de Niort.

La congrégation des Rites est saisie d'une demande de béatification et de déclaration de martyr de Mgr Pierre-Louis de La Rochefoucault, évêque de Saintes.

Notre confrère M. l'abbé Lemonnier, chargé de réunir tous les écrits du prélat : mandements, traités, lettres, etc., serait heureux que ceux de nos confrères qui possèdent des documents

sur Mgr de La Rochefoucault, voulussent bien les lui communiquer.

Les annales du Midi, n° 70 (1906), p. 259, rendent compte du XXXV^e volume des *Archives*. A propos de la constitution de quatre paroisses en comité municipal, M. P. D. (Dognon) écrit : « Le procès-verbal d'une naïveté admirable est un document très curieux sur l'état des esprits à cette époque... »

A la vente de la bibliothèque de M. de La Morinerie (23 et 24 avril), notre confrère, M. Maurice Martineau, s'est rendu acquéreur de plusieurs livres saintongeais, entre autres, du rarissime *Indice du cabinet de Samuel Veyrel, apothicaire de Xaintes*, du non moins rare *De Santonum regione et illustrioribus familiis* d'Alain, et de plusieurs manuscrits et dossiers généalogiques.

D'une manière générale, on peut dire qu'à part certains livres rares étrangers à la Saintonge, les acheteurs ont pu se procurer les ouvrages relatifs à notre département à des prix très modérés, même modiques. Il faut ajouter que ces amateurs de livres saintongeais étaient extrêmement peu nombreux.

Notre confrère M. Balley, architecte à Saintes, est chargé de la construction d'un hôtel de ville et d'un hôtel des postes à Troyes.

Les fouilles aux arènes de Saintes vont être reprises incessamment. Plusieurs églises, monuments historiques, seront restaurées prochainement.

« Il n'y a pas que les faussaires et les *fumistes* dont l'archéologie doive se méfier, dit M. Salomon Reinach, dans la *Revue archéologique*, 1906, I, p. 348 (avril): il y a les archéologues ». Et il transcrit, d'après le *Voyage en Allemagne* dans le *Jules Michelet* de M. Monod, le curieux passage suivant. (Michelet à Luxembourg).

« M. de La Fontaine, gouverneur de la ville depuis un an. Précieuse collection de médailles : *il a fait une voie romaine pour conduire à son jardin et pour la rendre romaine, il y a jeté des médailles romaines !* »

A quoi se fier ? mon Dieu ! pas même à ce que l'on voit.

Le 15 mai, M. Weiss a donné, dans le temple protestant de Saintes, une conférence à propos du 350^e anniversaire de l'église de Saintes.

L'orateur, empêché d'entrer dans de trop longs détails par l'ampleur de son sujet, s'est contenté de retracer l'historique des quatre premiers évangélisateurs de la Saintonge et de dire quelques mots sur deux ou trois pasteurs du XVII^e siècle, notamment sur Merlat.

Le 16 mai 1906, le tribunal de commerce de Saintes, en audience solennelle, et devant un public nombreux, a prononcé la réhabilitation de M. Gustave Martineau, banquier à Saintes.

A cette occasion, M. le président Meignié, dans un discours plein d'élévation et de délicatesse, a félicité M. Martineau du courage et de la persévérance qu'il a déployés pendant trente-quatre ans de labeur, pour reconquérir dans toute sa plénitude une situation qu'il n'avait perdue que par suite des événements malheureux de 1870.

Au Salon des artistes français, on retrouve les noms de MM. Aubain (Gustave-Henri), *L'épave*. — M^{me} Bouguereau (née Gardner), *L'appel d'en haut*. — Callot (H.-E.), *Près du ruisseau; Recueillement*. — M^{lle} Clugnet (El.), *Le sculpteur Nivet*. — Geoffroy (Jean), *Théorie de jeunes filles à la procession de la Fête-Dieu* (hôpital de Beaune); *La joie des petits*. — Gué (Arthur), *La grande place à Uzerche*. — Hyppolyte-Lucas, *Le travail; Quiétude par l'épargne*, panneaux décoratifs, pour la Caisse d'épargne de Saintes (1). — De Joncières, *Jeunesse*. — M^{me} de Lajallet, *Roses trémières*. — Lenoir, *Dans les rêves; Bohémienne*. — Morchain (Paul-Louis), *Avant-port au crépuscule; Soir gris, dans les docks de Dunkerque*. — Rouillet (Gaston), *Port de Venise; Canal de la Guidecca à Venise*. — M^{me} veuve Eug. Diaz, *Etude de fleurs* (aquarelle). — M^{me} Elisabeth Gay, *Dans l'atelier* (aquarelle). — Gué (Arthur), *Petite place à Uzerche* (aquarelle). — Godefroy (J.-H.), *Préfecture de la Haute-Vienne*, architecture (médaille d'honneur). — Couturaud (H.), *Vase camaïeu* (céramique). — Diolot (M^{lle}), *Cycla-*

(1) Ils viennent d'être édités, rognés sur les côtés, en cartes postales.

mens, abat-jour. — Fanty-Lescure (M^{me}), *Les marrons*, cuir ciselé et peint. — Lessieux (Louis), *Dans le parc*, modèle de tapisserie.

Salon de la Société nationale. — MM. Billote, *Crépuscule au boulevard des Batignolles* ; *Le soir au vieux moulin* (Catalogue illustré, p. 137). — Cabrit (J.), *Pays de Saintonge*. — Caillaud (A.), *Nature morte* : Perdrix de Russie et faisans. — Chevalier (E.-J.), *Côte de la baie de Douarnenez* ; *Le moulin de Tréboul* ; *Le fond du port à Tréboul* ; *Kermalou-Tréboul* (Cat. illustré, p. 138) ; *Un menhir* ; *Temps calme*. — Lépine, *Intérieur*. — Meunié, *Fin de journée par temps gris à Saint-Georges-de-Di-donne*. — DESSINS. Billotte, *Clair de lune* (pastel) ; *Neige en Hollande* (pastel). — Chevalier, *Hameau près de Tréboul-Douarnenez* ; *Ferme bretonne* ; *Moulin de Tréboul*. — Daras, *Portrait de M^{me} la comtesse du P. de C.*

ERRATA

Dans l'article sur l'association des chevaliers de Saint-Louis, il faut corriger :

P. 153 : Marie du Bail au lieu de *Moré du Rail*. Au lieu de Jules d'Aunous, il faut lire Jules d'Ounous.

P. 148 : La mère de M. Ordonneau, auteur dramatique, n'est pas une demoiselle de Beaucorps, mais une demoiselle Sarrazin.

P. 210 : (Dernière ligne), il faut lire la *parabole* de l'enfant prodigue et non la parole.

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 15 avril 1906, est décédée à Saintes, M^{me} Gabrielle Claviez, veuve du docteur Ernest Brejon, âgée de 73 ans, mère : 1^o de M. Eugène Brejon, avocat à la Cour d'appel de Bordeaux ; 2^o de M^{me} Gaston Gerain, et grand'mère de Madame Pierre Goguet, femme de M. Pierre Goguet, agent transitaire à Tonnay-Charente.

Mgr Fallières, qui vient de mourir évêque de Saint-Brieuc et Tréguier, le 11 mai dernier, était né à Mezin, dans le diocèse

d'Agen en 1834, mais il avait fait ses études au collège de Pons et au grand séminaire de La Rochelle. Il devint secrétaire particulier de Monseigneur Boudinet à Amiens. Lorsqu'il fut préconisé évêque de Saint-Brieuc en 1889, il tint à se faire sacrer dans la chapelle du collège de Pons.

Le 14 mai, à La Rochelle, ont eu lieu les obsèques de M. René-Michel de Vassoigne, capitaine de frégate en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, âgé de 81 ans.

Le 17 mai est décédé à Paris, M. Gustave Cunéo d'Ornano, député de Cognac, né le 17 novembre 1845 à Rome.

Il représentait l'arrondissement de Cognac depuis mars 1876. (Voir le *Progrès* du 23 mai, qui contient un long article sur la famille d'Ornano).

Le 20 mai 1906, est décédé à La Rochelle, M. Paul-Marie Thurninger, âgé de 28 ans, célibataire, inspecteur-adjoint au Crédit foncier agricole d'Algérie.

Il était fils de M. Thurninger, ingénieur des ponts et chaussées.

Dans la même maison, deux jours après, le 22, sa grand'mère, M^{me} veuve Brédif, née Durand de Coupé, Marie-Clémence, rendait le dernier soupir. Elle était âgée de 77 ans.

Le 24 mai, est décédé à Toulon, dans sa propriété du cap Brun, le vice-amiral Garnault, âgé de 86 ans, grand-croix de la Légion d'honneur, né à La Rochelle.

Il était entré à l'école navale en 1835 : il fut nommé capitaine de frégate le 2 décembre 1854, et contre-amiral le 22 juillet 1870.

Il est l'auteur d'ouvrages très estimés.

Les obsèques ont eu lieu à Toulon, le 28.

MARIAGES

Le 22 février 1906, a été célébré à Albi, le mariage de M. Maurice Formey de Saint-Louvent avec Mademoiselle Taillefer de Laportalière.

Le 18 avril 1906, a été béni à Saintes, le mariage de M. Maurice Renou, docteur en médecine à Saintes, avec M^{lle} Yvonne

Ferrand, fille de M. Ferrand, capitaine d'infanterie en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, conseiller municipal, et de M^{me} née Longueteau.

Mercredi 2 mai 1906, a été célébré à Tesson, le mariage de M. Paul Ravaud, garde principal de 1^{re} classe de la garde indigène de l'Indo-Chine (résidence supérieure d'Hanoï), natif de Saint-Savinien, avec M^{lle} Marie-Amélie-Marthe Renaud, fille de notre confrère, M. André-Accil Renaud, notaire à Tesson, conseiller d'arrondissement, officier d'académie.

La bénédiction nuptiale a été donnée par M. l'abbé Ravaud, curé de Tesson, frère du marié, qui a prononcé une allocution élevée et pleine de cœur.

Le jeudi 10 mai 1906, a été béni à Saint-Pierre de Saintes, le mariage de M. Léon-Charles Lacroix, industriel à Angoulême, avec M^{lle} Marie du Poërier de Portbail.

Le mariage de M. Théobald Barbot avec M^{lle} Marie-Antoinette Gallut, fille de M. Gallut, ancien juge de paix, a été célébré le 21 mai 1906 à Saintes.

Le mariage de M. G. Brillouin, vice-consul de France à Buenos-Ayres, avec M^{lle} Martha Gronstad, a été célébré en mai 1906 à Christiania.

VARIÉTÉS

I

PASSAGE DE NAPOLEON I^{er} A PONS

(Extrait des registres des délibérations municipales).

Communication de M. E. Mauftras.

Aujourd'hui, vingt-neuf juillet mil huit cent huit, sur les deux heures après midi, le conseil municipal de la ville de Pons, réuni au lieu ordinaire de ses séances, M. le maire a donné lecture d'une circulaire à lui adressée par M. le préfet en date du 26 de ce mois, par laquelle ce magistrat prévient les communes qui se trouvent sur la route de Bordeaux à Rochefort, que Sa Ma-

jesté l'Empereur doit honorer ce département de sa présence et qu'en sortant de Bordeaux, il se rendra le 31 du mois à Saintes, où il doit séjourner le lendemain, que dans une occasion aussi solennelle, les communes qui se trouvent sur le passage de Sa Majesté, doivent s'empresser de faire éclater leur zèle et tous les témoignages de respect et de reconnaissance si justement dus à Napoléon le Grand. M. le préfet rappelle en outre, à ce sujet, le décret du 24 messidor an XII, qui prescrit aux maires des communes les devoirs particuliers qu'ils ont à remplir dans une circonstance aussi marquante.

Sur quoi le conseil ayant délibéré, il a été arrêté que, dimanche prochain 31 du mois, sur les huit heures du matin, le conseil se réunira à l'hôtel de la mairie pour de là accompagner M. le maire et les adjoints au lieu de Seugnac, limite de la commune, sur la route de Bordeaux, pour y attendre Sa Majesté et lui rendre là les premiers devoirs que l'inspiration autant que la loi impose à tous les magistrats de l'empire, que dans l'intervalle M. le maire fera les dispositions convenables d'ordre et de police pour faire connaître à tous les citoyens l'heureux événement auquel ils doivent se préparer.

LAURANCEAU, *maire* (1).

Le 31 de juillet, sur les huit heures du matin, le conseil s'étant réuni conformément à son arrêté du 29, M. le maire a exposé que des avis divers avaient répandu que le passage de l'Empereur était retardé et comme, en effet, rien n'annonçait l'arrivée prochaine du souverain, puisqu'on n'avait encore vu ni voiture, ni courriers en avant, M. le maire a proposé de se tenir dans une sorte de permanence, de ne point s'éloigner de la ville et de se rendre à l'hôtel de la mairie au premier signal qui serait donné par le son de la cloche de la tour, ce retardement en outre, faisant espérer qu'on aura le temps de faire pour ce passage quelques préparatifs plus importants. M. le maire a ouvert l'avis de quelques décorations à la voûte de l'hôpital et de figurer par une construction en bois d'une dimension convenable un arc de triomphe placé à l'entrée de la cour du château et faisant face à l'endroit de la grande rue où Sa Majesté doit changer de relai : cet arc de triomphe serait décoré de verdure et de fleurs avec des inscriptions analogues à la gloire de l'Empereur et à

(1) Laurenceau (Jean-François), avocat, député au Conseil des Cinq-Cents, né à Pons le 5 mai 1752, mort à Pons le 11 mai 1833.

la reconnaissance que la nation française lui doit, au milieu et au plus haut de l'ouvrage s'élèverait l'aigle impérial sur un trophée d'armes. Cette proposition ayant été adoptée, il a été arrêté de mettre tout de suite des ouvriers en œuvre pour exécuter ces projets, soit encore pour mettre la cour et les promenades dans le plus grand état de propreté.

M. le maire a ensuite communiqué au conseil le projet d'une adresse à Sa Majesté contenant les doléances de la ville sur l'état affligeant dans lequel elle se trouve par les suites de la Révolution, ayant perdu tous ses établissements de l'ancien régime et n'ayant rien obtenu de ce que le nouveau régime a accordé à presque toutes les autres contrées. Ce projet qui demande principalement la navigation de la Seugne depuis Pons jusqu'à son embouchure, un chef-lieu d'arrondissement pour la ville, et la restitution des revenus qui étaient attachés à l'ancien hôpital, a paru conforme aux intérêts de la commune, il a été convenu qu'il sera signé par tous les membres et que M. le maire tâchera de le présenter à Sa Majesté.

LAURANCEAU, *maire*.

Le deux du mois d'août, le conseil s'étant réuni au son de la cloche de la ville, M. le maire a rendu compte d'une entrevue qu'il vient d'avoir avec M. le préfet, ce magistrat revenant de Mirambeau où il s'était porté pour aller au devant de l'Empereur, a instruit M. le maire que Sa Majesté passait décidément le lendemain 3 du mois, et l'impératrice était du voyage et dans le même train de voiture, circonstance qui l'obligeait à aller à Saintes d'où il retournerait dans la nuit, pour reprendre le poste qu'il avait choisi du côté de Mirambeau. D'après un renseignement aussi authentique, le conseil s'est ajourné au lendemain pour prendre une détermination définitive.

LAURANCEAU, *maire*.

Le trois du mois d'août, sur l'heure de midi, le conseil s'étant réuni à l'hôtel de la mairie et d'après l'instruction donnée la veille par M. le préfet et le passage de plusieurs voitures et de quelques courriers appartenant à l'Empereur, il a arrêté de se porter de suite au lieu de Seugnac, limite de la commune ; en conséquence, M. le maire et les adjoints, et les membres du conseil municipal se sont mis en marche, accompagnés d'un détachement de la garde nationale et d'un corps de cavaliers, composé de plusieurs jeunes gens de la ville qui se sont offerts vo-

lontainement pour augmenter l'escorte du corps municipal. Le maire et son conseil étant ainsi parvenus au lieu de Seugnac, y sont restés jusqu'à neuf heures du soir, alors les avis regus dans cet intervalle donnant la presque certitude que l'Empereur n'était pas encore près d'arriver, on s'est retiré au lieu de l'hôpital pour y passer la nuit, pouvant là, être en mesure et y remplir les premiers devoirs.

Le 4 du mois d'août, à cinq heures du matin, on a été averti que LL. MM. allaient arriver. Aussitôt M. le maire, les adjoints et les membres du conseil se sont mis en ordre bordant la route, soutenus de la garde à pied et à cheval, et à six heures précises Sa Majesté l'Empereur a paru dans sa voiture où était aussi l'Impératrice. Ils ont passé rapidement, le corps municipal n'a pu faire dans ce moment qu'une salutation profonde et respectueuse à LL. MM., qu'elles ont reconnu d'une manière sensible et affectueuse. C'est pourquoi on s'est mis à même de se porter de suite à la place du château, lieu convenu et le plus propice pour se présenter à LL. MM., mais leur cortège étant composé d'un grand nombre de voitures et la rue depuis l'hôpital jusqu'au château n'offrant aucune issue favorable pour abréger la route, de plus LL. MM. ne voulant aucunement s'arrêter et ne donner que le temps nécessaire au changement de relai, M. le maire et ses adjoints, à raison de l'embarras de la rue, de la multitude des habitants qui se portaient en foule et de toute part pour voir les illustres voyageurs, n'ont pu arriver et se présenter à sa voiture qu'à l'instant même de son départ. Cependant, l'Empereur apercevant le maire et les adjoints faisant des efforts pour percer la foule et pour pénétrer à l'endroit si fortement désiré, a bien voulu se prêter à la circonstance et M. le maire est enfin parvenu à se faire entendre. Sa Majesté l'Empereur ayant daigné lui faire quelques questions sur la population, la situation, et les besoins de la ville, le maire y a répondu suivant la vérité et a remis ensuite le mémoire contenant les doléances et les réclamations de la ville dont le conseil avait adopté le projet dans ses précédentes séances. Sa Majesté, après avoir accueilli le mémoire avec beaucoup de bonté et promis de l'examiner, est partie de suite, emportant les regrets d'une population nombreuse privée de n'avoir pu jouir plus longtemps de son auguste présence et accompagnée des acclamations sans cesse répétées : Vive l'Empereur ! Vive Napoléon le Grand ! Vive l'Impératrice !

M. le maire et les adjoints s'étant ensuite retirés à l'hôtel de

la mairie, y sont successivement arrivés les différens membres du conseil que la force des circonstances et les obstacles inséparables de la localité avaient dispersé d'une manière si fâcheuse. M. le maire a rendu compte de ce qui venait de se passer, et que Sa Majesté en prenant de ses mains le mémoire destiné à améliorer le sort de la ville de Pons, avait fortifié l'espérance que l'on doit avoir dans la justice et la sollicitude paternelle d'un prince qui épuise tous les moyens de s'instruire et de connaître par lui-même les besoins de ses sujets.

Fait et arrêté ledit jour quatre août en séance, sur les sept heures du matin.

Signé : F. VAURIGAUD, BABIN, AURIOL, BOUREAU, BOYBELLAUD, JACQUES CLÉMENT, HUTEAU, DUMORISSON, GOUT, CHARROPIN AÎNÉ, BERTIFORT, SELLOT, COTARD, LAURANCEAU, *maire*.

II

SAINTES ANCIENNE

(*Fin*).

LOGIS DES QUATRE-PORTES.

Dans un pré dépendant de ce logis étaient érigées les fourches patibulaires du prieur de Saint-Eutrope.

Ce nom de portes, près de la rivière, éveille l'idée d'écluses. (Cf. *Archives*, XXIX, p. 180, Portes de Champdolent, les trois écluses.) Une autre étymologie a cependant cours. La maison aurait tiré son nom de ce qu'elle avait quatre sorties, quatre fenêtres, et que chaque chambre avait quatre ouvertures. Je mentionne la légende, mais je n'endosse aucune responsabilité à cet égard !

Les protestants y auraient établi leur temple.

QUAIS. (Voir *Palissy*, *Récollets*, *Reverseaux*, *Roches*, *Royal*, *La Rousselle*.)

En l'an II, on parle de construire, du côté de la ville, deux quais ou chemins de hallage « depuis le quai actuellement existant jusqu'à la chaussée dite des Cordeliers, en passant par-dessus (*sic*) le pont d'où les deux quais projetés s'inclineront en forme de talus. »

(*Procès-verbal des séances du conseil général*, an II, p. 28.)

1814. *Journal politique et littéraire de Saintes* :

« On souscrit chez M. Lemaître Bonmifleau, rédacteur, quai ci-devant des Roches, maintenant rue et quai Palissi, ou chez Corinthe, imprimeur, rue de la Préfecture. »

RAZÉE (tour). — « Où les huguenots ont voulu escalader la ville. » (*Documents*, p. 257, 262.)

RÉCOLLETS (quai des), *quai des Patriotes*, *quai de l'Abreuvoir* (plan Lacurie), *quai de la République* (16 décembre 1878). (*Bulletin*, I, 231, p. 391.)

Isaac Garesché, frère du constituant, habitait dans les anciens bâtiments des Récollets. Le 8 ventôse an II, Louis-François Duret, juge à Saint-Jean d'Angély, vend à André Le Bouc et à Mathieu Faure, négociant, le couvent des Récollets à lui adjugé le 7 avril 1792, au prix de 25.000 livres. Les acquéreurs acquitteront le prix et donnent 6.000 livres en assignats. (*Minutes de Bironneau*.) Le banquier Gaudin a refait la façade sur la rue Saint-Pierre.

L'imprimerie Orliaguet (*Impartial et Progrès*) a fonctionné jusqu'en 1902 dans l'ancienne chapelle, devenue salle de concert, de bal et café.

Voir plus loin *Salon*.

L'hôtel de la *Couronne* a été bâti par le père du docteur Menuhier. C'était alors le premier café de la ville.

1696, 24 mars. — Charles de Guérin, écuyer, seigneur de Lestang, conseiller et secrétaire du roi, demeurant à Lestang, paroisse de Chaniers, afferme à François D'Esquières, écuyer, seigneur du Frignan, une maison près des pères Récollets. (*Minutes de Feuilletau*.)

RÉVERSEAU (quai).

Il a été créé par l'intendant, qui a conçu le vaste et beau projet, réalisé plus tard, de larges boulevards, contournant la ville et aboutissant à un pont neuf. (Cf. *Recueil de la Commission*, t. XV, p. 293.) Les arbres du quai auraient été plantés sous René Eschasseriaux, maire de Saintes. Il est certain que les dessins de Tiberge n'en montrent aucun.

Ce quai avait été classé en 1879 par le conseil général comme prolongement du chemin de grande communication de Saintes à Barbezieux jusqu'au pont. Le conseil municipal de Saintes de-

manda le déclassement et fit revendiquer par le ministre des travaux publics cette portion de quai.

ROYAL (quai), *quai Impérial*.

En 1815, on n'y voit que six numéros de maisons, aubergistes, cabaretiers.

« Les pierres de revêtement extérieur (de la chaussée de Saint-James) ont été enlevées au commencement du XIX^e siècle pour servir à la construction des quais de la ville de Saintes... »

(*Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure*, t. IX, p. 180.)

RELIONS (canton des).

Voici une note malheureusement sans date copiée dans les minutes. Je la donne telle quelle, sans pouvoir indiquer le nom du notaire !

Contrat entre Jean Robert, notaire à Xaintes, et Jacques Py-leau, maître maçon, tailleur de pierres, Jean Coultaud et Nicolas Morisset, maître charpentier, demeurant au bourg Saint-Palais, pour la construction d'une maison devant servir à « estable en la place qu'il a acqiz de noble homme maistre Pierre Roy, eschevin de Xaintes, sur la ruelle par laquelle on va du canton appellé de Pantecoste à celui appellé des Relions. »

Relion est le nom d'une famille qui vivait à Saintes au XVII^e siècle.

REMPARTS (rue des). *Rue du Rempart, rue des Murailles* (ordonnance du 16 août 1841). *Rue de la Poste*. Le plan Lacurie indique la rue des Murailles.

Je renvoie le lecteur à la partie de la préface dans laquelle il est traité de la date des remparts gallo-romains. Les différents textes qui établissent l'existence de murs tout autour de la ville, au moyen âge, sont assez connus pour qu'il suffise d'y faire allusion. Il est encore parfaitement dans la mémoire de chacun qu'au début du XVII^e siècle, de Pernes, sur l'ordre d'Henri IV, transforma et augmenta considérablement le système défensif de la ville et détruisit une fameuse tour toute remplie de pierres romaines, statues, bas-reliefs, inscriptions, qu'on les brisa en morceaux ou qu'on les employa dans le parement des murs, sur les instances de Veyrel (voir son *Indice*).

Il ne faut donc pas espérer retrouver dans les plans, même celui de Masse, un dessin fidèle des vieux remparts. Les réparations du moyen âge et celles de 1604-1609-1610 ont apporté trop de bouleversements pour qu'il en soit autrement.

Nous ne pouvons être mieux renseignés qu'en nous adressant à Masse et en rapprochant les uns des autres les différents passages de ses *Mémoires* où il parle des murs de la ville (1).

Il donne à l'enceinte un développement de 640 toises (2) (1.242 mètres). « Ses murs en sont assés ruinés, surtout du costé de la rivière où il y a des brèches considérables. » « Il est incontestable qu'il y a longtemps que cette première enceinte de la citadelle ou ville haute est faite, puisqu'elle n'est flanquée que par de petites tours quarrées et que les tours rondes qui ont été ajoutées depuis, lesquelles ont beaucoup plus de saillie et plus de flanc que les précédentes, sont bâties de pierres de taille et non de démolitions... (3) »

Il parle d'un pan de mur en petit appareil avec trois ou quatre rangs de briques, près la Porte-Aiguière. C'est évidemment un reste de l'ancien rempart romain. Ce détail me porte à croire que celui-ci fut détruit et remplacé par un autre à une époque du haut moyen âge.

Quoiqu'il en soit, tous ces murs étaient en fort mauvais état en 1710, date à laquelle écrit notre ingénieur. Il ne paraît pas satisfait des constructions du XVII^e siècle, mais il ne les a vues qu'en ruines, en grande partie démolies, surtout depuis que les autorités locales permettaient aux maçons d'en extraire les pierres et de s'en servir dans les réparations de monuments municipaux et autres (4).

Si nous acceptons le plan de Masse comme guide (— il est, en bien d'autres points, d'une grande exactitude —) nous comptons entre le coin Ouest du jardin de l'hôpital et le bas du cours, seize tours, rondes ou carrées, plus la Porte-Aiguière. Masse n'en marque pas sur les quais, preuve de profondes transformations et démolitions, puisque des textes établissent formellement la présence d'une tour près du vieux pont et de trois autres entre le pont et la Porte-Evêque (5). Voilà les

(1) Je suis le texte de *Saintes à la fin du XIX^e siècle*, tel qu'il nous a été envoyé par un copiste de Paris, sans me porter garant de son exactitude absolue. J'ai cependant des raisons de le croire correct.

(2) *Loco citato*, p. 18.

(3) *Ibidem*, p. 24.

(4) *Ibidem*, p. 25.

(5) Dangibeaud, *Saintes au XVI^e siècle*, p. 60. — Audiat et Eschasseriaux, *Documents*, p. 271.

« plus de vingt » sur les remparts que mon oncle Dangibeaud signale (1) dans son article sur l'atelier de Bernard Palissy.

Le plan de 1560 en donne vingt et une, sans compter les portes, la tour Montrible et le donjon.

Nous avons les noms de plusieurs de ces tours (2):

Tour Razée, vers le château ; tour de la Joliette ; de l'Espin-gole, à côté de la Porte-Aiguière ; du Meslier, entre la Porte-Aiguière et le coin du rempart de maître Bernard, près le vieux Pont ; du Bourreau, très voisine du vieux Pont, sinon à le toucher ; du Cordier et La Marsaude ; la tour Neuve de l'évêque, près la Porte-Evêque ; tour du Château-Gaillard, sur le quai Reverseaux, je crois. Il faut ajouter la tour de Mauregard, le donjon et muraille Rigault (3). (*Voir ces noms.*)

Les murailles appartenaient à la ville, qui avait la charge de les entretenir sous la surveillance du roi.

1637, 31 mars. — Jacques Coutin, tailleur d'habits, « étant dans la maison qui souloit appartenir à feu Jean Aigron, maître tailleur d'habits, sise en la présante ville, en la ruelle appelée sur les murailles appelée la Brèche. » (*Minutes de Limouzin.*)

1723, 4 février. — Rue qui va de la rue de la Brèche à l'église Sainte-Colombe. (*Minutes de Marsay.*)

1724, 28 mars. — Deux maisons, situées sur les remparts, paroisse Sainte-Colombe, domaine du roi, confrontant du midi à la rue ou vannelle qui va de la rue de la Brèche à la Porte-Eguière, d'autre côté au fossé de la ville, du levant à la maison des pauvres honteux.

1772, 18 février. — Vente d'une maison, située sur les doues de la ville, dans le fonds du roi, confrontant par devant à la rue au-dessus des remparts, par derrière aux doues, d'un côté à la maison qu'occupe M^{lle} Morin, appartenant aux pauvres confiés aux soins des filles religieuses de la Charité, surnommées sœurs grises, paroisse Saint-Vivien, et de l'autre côté à une tour formant une petite maisonnette. (*Minutes de Maillet.*)

REVERSEAUX (rue). — Vis-à-vis la mairie ; elle se prolonge

(1) Dangibeaud, *Saintes au XVI^e siècle*, p. 59.

(2) *Ibidem* et *Documents*, p. 262, 271, 273, 274, 288, 291, 338, 349, 391, 406. *Archives*, t. I, p. 379, 381.

(3) *Bulletin*, XI, p. 24. *Bulletin des Antiquaires de France*, 1889, p. 225.

jusqu'au quai. L'inscription « *rue de la Poste* », gravée sur l'angle Nord de cette rue se rapporte à la rue des Chanoines.

REVERSEAUX (cours).

Nom de l'intendant qui traça le projet de travaux exécutés après lui, ayant pour objet de relier la route de Pons au faubourg Saint-Pallais, sans passer par la ville.

(Cf. *Recueil*, t. XV, *Le Vieux Pont de Saintes*.)

RIGAULT (donjon et muraille).

Ce nom ne nous est connu que par les mss Peiresc. (Cf. *Bulletin de la Société des Antiquaires de France*, 1889, p. 255 ; notre *Bulletin*, XI, p. 24.)

ROCHES (quai des). (Voir *Quai Palissy*.)

ROCHE (rue de LA). *Rue Neuve Saint-Vivien*.

ROUSSELLE (quai de LA).

L'étymologie de ce nom n'est pas connue. A Niort, existait une écluse nommée porte de la Roussille ou Rousselle ; à Barbezieux, une porte-Roussot en 1598 (*Bulletin*, I, p. 363 ; *Revue*, XXVI, p. 197). Le *Bulletin* (II, p. 139) cite à Bordeaux : *Rosella*, *Rocella*, portes de Rosella. (Voir *Quatre-Portes*.)

ROYALE (place). (Voir *Cordeliers*.)

SAINT-AIGNAN.

L'église Saint-Aignan existe déjà à la fin du XI^e siècle.

(Cf. *Cartulaire de Saint-Jean d'Angély*, I, p. 342.)

SAINT-AIGNAN (port). (Voir *Tanneries*.)

Il est nommé dans la cession consentie par Foulques de Matha au prieuré de Saint-Eutrope (1270).

(*Archives historiques de la Saintonge*, II, p. 273.)

SAINT-AIGNAN (porte).

Elle est distincte de la Porte-Evêque. Les deux existaient en même temps. La porte Saint-Aignan n'est pas devenue la Porte-Evêque, ainsi qu'on l'a dit (1). Briand (2) la cite d'après une charte de 1418. On la trouvera dans un acte du 14 avril 1420, au mot *Port des Tanneries*. Le 10 décembre 1574 (3), le corps de ville décide qu'elle sera bouchée. Si elle eût été située où le plan de 1560 nous la montre, c'est-à-dire en avant du boulevard de la Porte-Evêque, l'ordre équivalait à la fermeture de cette dernière, et entraînait l'impossibilité de pénétrer en ville de ce côté-là. Ce n'était pas l'intention de l'échevinage. On voulait dimi-

(1) *Bulletin*, XI, p. 362.

(2) *Histoire de l'église saintonge*, I, p. 227.

(3) *Documents*, p. 258.

nuer les chances de surprises, les charges de surveillance et de défense, on ne cherchait pas à supprimer toute communication entre le faubourg de la Bertonnière et la ville. C'est si vrai, qu'en 1575, le 18 février, deux mois plus tard, on répare la Porte-Evêque et le pont-levis, « l'arche du pont rompue ». Et on a hâte d'achever ce travail.

Le plan de 1560 ne peut donner, à mon avis, aucune indication utile sur ce point ; il est fort mal fait, puisque la Bertonnière n'existe pour ainsi dire pas, et que les arènes touchent la ville. Il est du reste extrêmement difficile, même avec des textes, de se reconnaître dans ce quartier de la ville. On peut affirmer cependant, sans crainte, que la Porte Saint-Aignan est très proche de la Porte-Evêque (*voir ce mot*). Si on place cette dernière vers l'entrée de la Bertonnière, on sera amené à supposer un pan de mur formant coude et appuyé sur le rocher. C'est probablement dans ce pan de mur qu'était percée la porte en question.

Où était-elle placée ? Evidemment près de l'église (dessous ou en face), qui lui a donné son nom. Où était cette église ? La question n'est pas nouvelle.

Saint-Aignan n'a laissé que des traces insignifiantes. Quelques chartes la citent, sans fournir grande clarté sur son emplacement, aucun fragment d'architecture n'est parvenu jusqu'à nous. Le plan de 1560 ne l'indique pas.

L. Audiat voit dans le texte d'une donation de Foulques de Matha au prieuré de Saint-Eutrope, en 1270 (1), une réponse *très nette* à la question posée. Les confrontations citées ne prouvent qu'une chose : c'est le voisinage du cimetière Saint-Aignan et de la « rue qui va à la croix Saint-Macoux », la même, semble-t-il, que la rue de la Cabaudière. « Le cimetière touchait l'église, selon l'usage. » Nous sommes d'accord. D'après cela, Saint-Aignan était situé aux environs de la Cabaudière. En dehors ou en dedans des murailles ? En haut ou en bas ? Audiat ne veut pas mettre une troisième église sur le plateau, l'espace étant trop restreint. D'après lui, le terrain où existent encore des tombes, sous le mur de l'hôpital, serait le cimetière Saint-Frion. Il préfère placer Saint-Aignan à gauche *en sortant* de la ville. Il produit, à l'appui de son opinion, un texte du XVII^e siècle, duquel il résulte très nettement que Saint-Aignan était bâti « sur le rocher qui est à *main gauche* desdites portes (Evêque et Saint-

(1) *Archives*, t. II, p. 272. *Bulletin*, IV, p. 307. *Recueil*, 1883.

Louis) sortant de la ville. » Mais il a amputé le vrai texte d'un membre de phrase très important détruisant le sens qu'il attache à sa citation. Je connais son texte : il sera imprimé plus loin. C'est le titre d'un manuscrit conservé à la bibliothèque de la ville. A la suite de la citation ci-dessus on lit : « *Où est aujourd'hui l'ancien château du roy et l'hôpital Saint-Louis.* » Cette dernière ligne prouve d'une façon péremptoire que Saint-Aignan n'était pas à gauche, mais à droite, en sortant (ou à gauche en entrant), le rocher où s'élève l'hôpital n'ayant jamais changé de place. Le scribe s'est trompé. Il faut corriger sa copie, autrement nous serions conduits à dire, texte en main, que l'église, dont le cimetière était à la Cabaudière, s'élevait sur la place Blair. En réalité, elle était en dehors de la ville, sur une éminence dominant nos maisons de l'entrée de la Bertonnière. Les confrontations de 1357 me paraissent très claires à cet égard.

Une autre indication de l'existence de Saint-Aignan sur un plateau disparu, c'est « la grand'eschalle de Saint-Aygnant (1) », souvent mentionnée, escalier conduisant du bas de la Porte-Evêque sur le terre-plein dominant le faubourg. Il a évidemment pris le nom de l'église vers laquelle il menait.

Gérard, prêtre, donne à l'abbaye de Saint-Jean d'Angély « *dimidium piscatoriam quæ est sub Sancto Aniano* (2) ». Cette désignation sous Saint-Aignan confirme mon hypothèse. Au surplus, cette chapelle devait être très petite, elle pouvait bien tenir sur une sorte d'esplanade, sous le mur de notre hôpital, mais au-dessus de la Bertonnière. Singulière place pour une église ! Je ne le nie pas ; cependant, je crois ainsi parvenir à mettre les textes d'accord entre eux sans les torturer.

Le cimetière Saint-Aignan servait encore en 1648, on l'appelait cimetière de la Porte-Evêque. Jean Fouschier, avocat, y est enterré (3).

1357, mercredi après la Trinité de Notre-Seigneur. —
Universis presentes litteras inspecturis Johannes Fabri,
custos sigilli regii constituti in senescallia Xanctonensis
in terra ducatus de novo acquisita pro domino nostro
rege Francie salutem in domino et presentibus fidem
adhibere. Noverint universi quod in jure coram nobis

(1) *Documents*, p. 406.

(2) *Cartulaire de Saint-Jean d'Angély*, I, p. 312. *Archives de Saintonge*, XXX.

(3) *Archives*, XI, p. 357.

personaliter constituti dominus Helias de Ponte, presbiter canonicus Xanctonensis, ex una parte, et Bernotus de Bello loco Xanctonis commorans ex parte altera : dominus presbiter supponens se et omnia bona sua qua infra scripta iurisdictioni et cohercioni ac execucioni curie dicti sigilli regii non vi non dolo..... circumventus..... concedit..... dicto Bernoto presente capienti..... quandam placeam suam cum solo suo, muris et viridario eidem adjacenti et omnibus aliis pertinentiis suis, sitam Xanctonis prope portum Sancti Aniani Xanctonensis, in dominio domini episcopi Xanctonensis, juxta ruam per quam itur de ecclesia Sancti Aniani Xanctonensis versus fluvium Karantonis, ex uno capite, et juxta douam ville Xanctonensis subtus turrem de Maloregardo, ex alio capite, et juxta placeam et muros et viridarium qui quondam fuerunt Rampulphi Natalis ac viridarium Petri de Molio, ex uno latere, et juxta placeam et viridarium quam idem Bernotus acquisivit a Manissia, relictâ Roberti Mauricii defuncti, ex alio latere, ad annuum et perpetuum censum octo solidorum monete currentis rendalium solvendorum et reddendorum de cetero perpetuo a dicto Bernoto et suis heredibus causam ab eodem in dicta placea et viridario habituris de cetero quolibet anno abbati et conventui de Sabloncellis.....

Michel Paysant, clerc juré et auditor de la cour du scel.
M. (Michel) Paysant audivit.

(*Archives de Saint-Pierre*, cote OO.)

SAINTE-CLAIRE (couvent des), aujourd'hui la prison.

Le couvent des clarisses ou récollètes fut fondé en 1624 (1).

En 1824, on étudie le projet d'installer une caserne de cavalerie dans l'ancien couvent (*Archives de la ville*).

Rainguet y met une prison d'Etat en 1795, et une caserne en 1848. (*Biographie*, v^o Cerizay.) Il est exact qu'en l'an II on enfermait les détenus dans le couvent (*Minutes d'Iurel*), en même temps que dans les autres couvents de la ville (2), mais en 1848

(1) Cf. Briand, *Histoire de l'Église santone*, II, p. 279. *Bulletin*, I, p. 309. Rainguet, *Biographie*, v^o Cerizay.

(2) Voici quelques noms : Jacques-Pierre Vinand, ci-devant prêtre et professeur au collège détenu aux Carmélites : Louis-Ancelin de Lagarde, détenu aux Sainte-Claire (6 pluviôse, an II) ; Marie Aussand, femme de Pierre Massé, chirurgien à Saint-Georges d'Oleron, détenue pour quatre ans à l'ab-

celui des Sainte-Claire était devenu définitivement prison (*voir ce mot*).

SAINTE-COLOMBE (rue) (1852). *Rue Urbain-Loyer* (16 décembre 1878). (*Voir Remparts.*)

J'ai donné dans le *Recueil* (tome XII, p. 70) sur Sainte-Colombe tous les renseignements que je possède sur cette petite église.

Aucune communication directe n'existait entre la Grand'rue et le cours ou mieux la rue du Rempart. Le don Loyer permit d'abattre des bâtiments qui barraient la rue. Il faut dire encore que des alignements ont beaucoup contribué à son élargissement. Enfin on n'oubliera pas que l'entrée de la chapelle actuelle est à l'opposé de la véritable, elle se trouve où était le chœur.

En 1872, M. Loyer, qui habitait la Grand'rue, légua 300.000 francs à la ville. La municipalité reconnaissante donna son nom à la rue Sainte-Colombe.

L'étendue de la paroisse Sainte-Colombe nous est très suffisamment désignée par les confrontations suivantes. Il en résulte qu'elle comprenait la portion de ville comprise actuellement entre le haut de la rue Alsace-Lorraine (Porte-Aiguière), la rue de la Loi, la place de la Fontaine, la rue de la Souche.

1509. — Maison, paroisse Sainte-Colombe, confrontant à la halle.

1612, 9 mai. — Une maison, même paroisse, tenue à rente noble des frères prêcheurs, joignant le grand vitrail de leur église. (*Minutes de Sanson.*)

1613, 9 juillet. — Une maison, même paroisse, confrontant à la ruelle par laquelle on va de la grand'rue qui va de la Porte-Egüière à Saint-Pierre, à la grand'rue qui va de Saint-Michel à Saint-Pierre. (Rue du Piège ?)

1643. — Maison, joignant la halle, même paroisse. (*Minutes de Desmier.*)

baye ; Jeanne-Elisabeth-Floride Montulé, veuve de Charles du Chilleau, détenue aux Sainte-Claire (7 messidor, an II) ; Julie Dexmier de Saint-Simon, femme d'Emmanuel Horric de La Rochetelais, émigré, détenue au couvent de Notre-Dame (*Minutes de Bironneau*, 1793 et an II). Une des plus curieuses détentions est certainement celle de Joseph Loys, prêtre « soumissionné », qui, après sa sortie du couvent des Cordeliers, le 10 avril 1791, fut emprisonné aux Carmélites pendant 25 mois, relaxé, fut de nouveau emprisonné pendant 14 mois aux Notre-Dame. Le 3 fructidor an V, il demeure à Saint-Eutrope, chez François Chailloleau, maçon. (*Minutes d'Huvet*).

1657. -- Laurent Grégoireau, échevin, loue à François de Tallemant, écuyer, sieur de La Pitardière, une maison avec écurie, paroisse Sainte-Colombe, devant l'hôtel de ville, et maison de M. Coudreau, conseiller.

1677, 26 janvier. — Antonin Cosse, prêtre, un des douze vicaires de Saint-Pierre, chapelain de la chapellenie des Coudreaux, afferme à Isaac Drouillard, marchand, une maison, paroisse Sainte-Colombe, confrontant devant à la ruelle qui va de la grand'rue à la maison de la veuve de M. Sablon, vivant président en l'élection de Saintes, d'autre bout, par derrière, aux maisons de M. Grégoireau, d'un côté à la maison de la veuve dudit Sablon, d'autre côté à un masurau de la veuve Emery, appartenant aux héritiers de feu Goussé et Grelaud, veuve du sieur Grégoire. (*Minutes de Gillet.*)

1693, 26 novembre. — Vente d'une maison, confrontant par devant à la grand'rue qui vient du canton des Forges et va à Saint-Pierre, par derrière à la rue de la Souche. (*Minutes de Dalidet.*)

1723. — Une maison, sur les remparts, même paroisse, confrontant au midi à la rue qui va de la rue de la Brèche à l'église Sainte-Colombe, au nord au fossé. (*Minutes de Marsay.*)

1738, 14 février. — Une maison, près de la Porte-Aiguière, même paroisse, confrontant aux douves de la ville et à la tour de la Porte-Aiguière. (*Minutes de Senné.*)

1738. — Maison, près la Porte-Aiguière, canton des Forges, même paroisse, confrontant à la petite rue qui va de la Porte-Aiguière chez les Pères jacobins.

1739. — Maison, rue de la maison de ville, même paroisse, confrontant à l'hôtel de ville.

SAINT-EUTROPE.

1811, 11 avril. — Madame de Bremond, ma sœur et moi, sommes allés revoir l'église souterraine de Saint-Eutrope, que le curé a fait réouvrir depuis quinze jours, et que le maire avait fait murer, après avoir eu la sottise de faire abattre la nef qui la précédait jadis, plutôt que de consacrer 1.500 fr. à réparer la voûte de cet édifice.

(*Extrait des mémoires du comte Pierre de Bremond d'Ars.*)

N'empêche que le curé y laissa fondre des cloches et déposer de grandes échelles !

Dans les registres du présidial de Saintes on lit la note suivante, à la date de 1610 :

Etablissement d'un marché tous les mercredis et de quatre foires par an à Saint-Eutrope.

C'est dans ce même registre que l'on trouve la mention, en 1726, de l'établissement de marchés tous les mercredis et samedis, à Saintes, et *les jours d'exécution*.

SAINT-FRANÇOIS (rue).

Le jour de l'octave de la Fête-Dieu, les religieux de Saint-Eutrope faisaient une procession et s'arrêtaient « *ante hospitium Sancti Francisci* ». L. Audiat (*Archives*, t. II, p. 374), s'est demandé si les Franciscains ou Cordeliers (1) n'avaient pas alors un établissement (*hospitium*) dans le voisinage de Saint-Eutrope, si le nom de la rue Saint-François ne venait pas de ce couvent.

Le plan de 1560 répond déjà non. Les Cordeliers étaient établis près de la Porte-Aiguière, où ils ont toujours été, sauf une interruption d'un siècle causée par la destruction de leurs bâtiments en 1567. Ensuite, *hospitium* signifie plus souvent maison dans le latin des scribes que maison de charité ou couvent. Je prends le mot avec ce sens (2), et même avec le sens d'hôtellerie.

1684, 27 avril. — « Le logis où pend pour enseigne Saint-François ».

1698. — Maison confrontant à la maison de Saint-François, au midi à la rue qui va de La Cloche à Saint-Eutrope. (*Minutes de Prouteau*, 1698, n° 121.)

(Voir les enseignes dans le *Recueil de la Commission*, 1898.)

SAINT-JACQUES (le chemin de). — C'était le chemin de Saintes à Pons.

S'il est vrai que les maladreries se trouvaient généralement sur les routes suivies par les pèlerins, nous aurions au lieu dit la Maladrerie comme un jalon de ce chemin. (Voir *Maladrerie*.)

En 1270, une croix de pierre s'élevait sur le bord de cette route. (*Archives historiques de la Saintonge*, t. II, p. 274.)

SAINT-JULIEN (impasse). (Voir *Enseignes*, loco citato.)

SAINT-JEAN. (Voir *Petit Saint-Jean*).

SAINT-MACOULT (rue).

Elle rappelle l'ancien pricuré détruit pendant les guerres

(1) L'abbé Briand avait déjà exprimé la même idée, *Histoire de l'église saintone*, II, p. 395.

(2) On peut lire, ici même, au mot Triperie, « *duo hospicia seu domos in parochia Sancti Michaelis.....* »

civiles du XVI^e siècle. On a proposé, sans preuve sérieuse, d'y trouver le *Braia apud arcum* où se rencontrent saint Léonce et saint Macoult. (*Recueil*, p. 334.) Le cartulaire de l'abbaye (p. 53) parle du *claustrum beati Macuti* (1138-1174). (Cf. Richard, *Histoire des comtes de Poitou*, II, p. 48.) Le cartulaire de Saint-Jean d'Angély (I, p. 341) d'une *fraternitas sancti Macuti* de Saintes (vers 1075). Dans le tome II des Archives, on lit, page 274, les confrontations suivantes, à la date de 1270 : *Et a dicta cruce (Sancti Macuti) prout ilur per limitem et protenditur in circumferentia ecclesie Petri de Foresta, defuncti, et a dicta ecclesia prout ilur ad riam publicam quæ vulgariter appellatur Rua cara.*

L'église de feu Pierre de Forest ou La Forêt est au moins singulière. N'y aurait-il pas une faute de lecture ?

En 1669 (15 mai), il restait encore des vestiges du vieux monastère : « Déclaration au juge de Saint-Macoul par Mathurin Nadaud : une mote à faire chanvre, contenant douze carreaux, proche les mesures de l'église Saint-Macoul, du midi à l'emplacement de ladite église... » (*Minutes de Marcouiller.*)

Le cimetière existait aussi (9 juin 1667). (*Minutes de Cassoulet.*)

On ne possède aucune donnée certaine sur l'église Saint-Macoult. D'après certains fragments trouvés en 1904 dans le mur du jardin de M. Lavoux, en face du château d'eau, le portail devait être finement décoré d'archivoltes sculptées. (*Voir au musée un chapiteau et un charcoü, l'un et l'autre du XII^e siècle.*)

La croix de Saint-Macoult, qu'il ne faut pas confondre avec celle qui est figurée sur le plan de 1560, au-dessus du vallon des arènes (*voir Croix-Melon*), nommée dans l'acte de 1270 publié dans les *Archives historiques de la Saintonge*, p. 274, où était-elle ? En haut du faubourg, à l'embranchement de la route de Saint-Georges venant de la route de Rochefort, et de la rue qui vient du cours Reverseaux ? Nous y avons connu une croix en pierre, enlevée et changée de place un peu avant 1890, il me semble. Mais il y en avait une autre proche notre champ de foire.

Habitants : 1759. Jean de Chazelles ; 1786. Glimes, médecin.

1667, 9 juin. — Etienne Gautier, tailleur d'habits, demeurant au village des Charriers, paroisse Saint-Eutrope, vend à Simon Hillairet, charpentier, « un masuraud autrefois basti qui fut démolie lors de l'incendie générale des faux-bourgs de Saintes, causée par la malice des

ennemis de Sa Majesté, en l'année 1652, avec un petit jardin joignant le masuraud qui confronte... d'un bout au chemin par lequel on va du fauxbourg de la Bertonnière au cimetière Saint-Macou, d'autre bout à une pièce de terre appelée Sauvagerie, appartenant au sieur Simon de La Gillarderie, lesdits masurau et jardin situés à Saint-Macou, seigneurie du prieuré dudit lieu. (*Minutes de Cassoulet.*)

1697, 10 juin. — Pierre Verdeau afferme à Pierre Fagnéau, voiturier, demeurant au lieu de Saint-Macou, paroisse de Sainte-Coulombe (*sic*), une maison avec jardin, à Saint-Macou, et deux morceaux de terre labourable, l'un desquels joint des deux côtés à Jacques Gaildreau, qui est proche de l'église de Saint-Macou. (*Minutes de Prouteau.*)

SAINT-MAUR (rue). *Rue de l'Evêque, rue Lévêque* (1505), *rue Ça Ira* (1793). (Voir *Croix-Melon*, la transaction de Prahec *ad finem.*)

Elle emprunte son nom d'une ancienne paroisse de la ville, dont l'église, actuellement rue Cuvilliers, toujours très pauvre, informe aujourd'hui, devenue d'abord atelier de tonnellerie, sert de Bourse du travail depuis 1901. La rue fait suite à la rue de l'Hôtel-de-Ville, et commence à l'intersection de cette dernière avec la rue du Collège et la rue du Port-Sô, mais autrefois elle était plus longue et s'étendait depuis Saint-Pierre (1) jusqu'à la Porte-Evêque, ou la Porte Saint-Louis. La partie comprise entre la Porte-Evêque et l'hôpital de la Charité (autrement dit notre rue Saint-Maur actuelle), s'est appelée anciennement rue de l'Evêque ou rue Lévêque, nom dérivé de la Porte-Evêque, à laquelle elle conduisait.

Dès le milieu du XVI^e siècle, celle-ci semble avoir disparu, car, en 1558, nous trouvons « la rue Saint-Maur, par laquelle on va de l'église Saint-Pierre à la Porte-Evesque (2) ». D'autre part, la portion avoisinant Saint-Pierre reçut au XVIII^e siècle le nom de rue des Chanoines.

La petite église Saint-Maur porta primitivement le vocable de Notre-Dame du Puy. Pendant tout le moyen âge et jusqu'au XVI^e siècle, on ne la connaît pas sous d'autre nom. Cette dési-

(1) Sauf un bout qui reçut le nom de rue des Chanoines au XVIII^e siècle.

(2) *Archives de Saint-Pierre.*

gnation tendrait à prouver l'existence à Saintes d'une confrérie semi-dévote, semi-littéraire, analogue à celles de Picardie, de Normandie, de Flandre, sortes d'académies de belles-lettres, composées d'habitants de la ville, qui chaque année récompensaient, à la suite d'un concours, la meilleure pièce de vers en l'honneur de la Vierge Marie. Ce concours était parfois répété à chaque fête de la Vierge. Le mot *puy* n'implique aucune assimilation entre ces institutions et Notre-Dame du Puy en Velay; il désigne à la fois le concours, *puy*, et l'estrade, *podium*, sur laquelle se plaçait le déclamateur (1). Il est à peine besoin d'ajouter qu'à Saintes nous n'avons pas la moindre trace d'une telle confrérie autre que le nom de la chapelle où les affiliés célébraient les fêtes de la Vierge et les anniversaires des confrères décédés.

Une chapelle consacrée à saint Maur dans Notre-Dame du Puy a été la cause de la substitution du nom quand on aura abandonné le vocable primitif par suite de la destruction du monument. Néanmoins, le curé de Saint-Maur, au XVII^e siècle, s'intitule encore curé de Notre-Dame du Puy, autrement Saint-Maur. La confrérie de Notre-Dame du Puy d'Amiens remonte au XIV^e siècle, mais le mot *puy* et ce qu'il signifie remonte au XII^e sinon au XI^e siècle. Notre Saint-Maur ne porte aucun caractère d'une si haute antiquité, bien que Notre-Dame du Puy de Saintes soit très ancienne. Elle passait pour la plus vieille de la ville *intra muros* (2). Une fenêtre indique la fin du XVI^e siècle, mais la chapelle a été reconstruite, je suppose, après les guerres. Notre-Dame est déjà nommée comme paroisse en 1340. *Beate Marie de Puteo* (3). Elle est donc antérieure à celle d'Amiens (1388).

(1) Cf. sur le fonctionnement de ces confréries l'ouvrage de M. Breuil, la *Confrérie de N.-D. du Puy d'Amiens dans les Mémoires des Antiquaires de Picardie*, 1834. Une des difficultés que les poètes devaient vaincre c'était de faire entrer leur nom soit en entier soit par à peu près dans un vers. C'était le *Rébus*. Ainsi, Jehan Mourette, le prince (le vainqueur), en 1548, écrit :

Vierge aux humains la porte d'Amour estes

en 1566, le prince Jehan Gaillard

D'un cœur Gaillard à Dieu suave offrande ..

C'est grâce à cette habitude que l'on connaît un certain nombre de lauréats.

(2) Briand, *Histoire*, II, p. 191. A Figeac, l'église de Notre-Dame du Puy est un édifice de fondation romane (remanié plusieurs fois au cours des siècles), elle se trouve comme la nôtre tout auprès des anciens remparts. Cf. *Bulletin monumental*, t. 37, p. 122.

(3) *Archives*, I, p. 183.

De 1601 à 1669, les Cordeliers (1), faute d'autre maison conventuelle, habitèrent la maison curiale et touchèrent les revenus, plus que médiocres, du reste, insuffisants à subvenir aux frais du culte, au point que l'évêque Bassompierre dit, en 1667, venir au secours de la fabrique, et unir à Saint-Maur la chapelle des Vidoux (2).

Les églises Saint-Michel, Saint-Maur, Saint-Pierre (paroisse), et Sainte-Colombe, furent fermées le 15 avril 1791, sur le rapport de Garnier, parce que la ville proprement dite ne contenait pas plus de 6.000 âmes. La cathédrale devint seule paroisse. Quant aux paroisses suburbaines, on les laissa tranquilles, parce que leurs curés étaient « amis de la loi et de leurs devoirs ».

(Délibération du directoire du département, voir *Archives*, XXXVI, p. 175.)

A l'angle des rues de l'Hôtel-de-Ville et du Port-Sô, autrefois rues Saint-Maur et du Port-Soleil, fut installé le premier couvent des Carmélites (1629).

En face, était l'hôpital ou aumônerie de Saint-Pierre, plus tard de la Charité.

Il faut noter dans la rue Saint-Maur une maison qui attire toujours l'attention, celle de l'ancienne juridiction consulaire, créée à Saintes par édit de 1710. La façade date de Louis XVI seulement, mais la maison fut achetée en 1762 (23 mars) par les juges de la Bourse, à François Mossion de La Gontrie (*acte reçu Maillet*), moyennant le prix de 10.000 livres.

En 1763, les juges consulaires s'y installent. Jusqu'alors ils s'étaient réunis chez les Cordeliers. En 1767, ils louent à Michel Héard, avocat, toute la partie inoccupée de cette maison, c'est-à-dire la maison entière, sauf « deux salles basses où ils tiennent leurs assises, ayant communication l'une avec l'autre ». Le 27 novembre 1775 eut lieu l'inauguration d'une statue qui surmontait la porte. Les *Affiches* de La Rochelle du 8 décembre en ont donné un compte rendu très intéressant, dont voici un extrait se rapportant à la description du portail.

« La façade a trente-six pieds de largeur, ornée de six pilastres d'ordre ionique, les chapiteaux enrichis de guirlandes et de feuillages de laurier, couronnés au-dessus de l'entablement et

(1) Ils n'auraient dû être que deux remplissant les fonctions curiales, mais d'après un acte du 14 juillet 1620, reçu Mareschal, ils étaient plus nombreux.

(2) *Archives de Saint-Pierre*.

finis par un pied d'estal et flammes. Les pilastres, à chaque côté de la porte, sont couronnés et terminés, chacun, par un génie tenant dans ses mains un blason représentant des attributs de justice.

La porte forme une tour creuse, elle est terminée par le haut d'un saint Antoine, au milieu duquel est une cuirasse ouverte qui enveloppe un médaillon représentant la figure du roi, elle est entrelassée d'une guirlande de fleurs et branches de laurier tombant de chaque côté; au-dessous de l'entablement de la porte est une gorge où sont gravés en lettres d'or ces mots : LVDOVICO XVI VIRTVTIS REMVNERATORI.

Sur le couronnement de l'entablement qui est en plein ceintre est le pied d'estal portant la statue de Louis XVI, habillé en guerrier, tenant son sceptre à la main. Au milieu du pied d'estal sont les armes du roi entourées de faisceaux d'armes, l'écu en marbre blanc, avec toutes les pointes des armures, des étendards et des trompettes : elles sont supportées par des canons, bombes, boulets, timbales, tambours, et autres trophées de guerre. »

Cette maison fut occupée par la recette générale sous le premier Empire.

Habitants : Jacques Regnaud, maire (1597). Sa maison communiquait probablement avec la rue Neuve, car on le trouve porté comme habitant cette dernière rue.

Jean Herpin, avocat du roi (1607).

François Hervé, avocat, loué à Jacques Ozias, sieur de Monlabeur, élu, une maison, rue Saint-Maur, où habitait feue Madeleine Hervé, veuve de François Eschasseriau, conseiller du roi, garde des sceaux au présidial (1608, *minutes de Maréchal*.)

Pierre Péraud. Etienne Péraud, avocat du roi (1648).

Jean Raymond, avocat, échevin. (*Documents*, p. 43.)

Claire de Latour, femme de Charles de Brillac, hérite de son oncle, Josias de Latour, chanoine, une maison, rue Saint-Maur, confrontant au jardin et maison du jeu de paume (1675).

Catherine de Belcier, veuve de François de Beaumont (1681).

Auguste Poussard, comte du Vigean, achète une maison, confrontant rue Saint-Maur et rue Neuve (5 mars 1715).

Pierre de Bremond (1741).

Jean-François Mossion de La Gontrie (1742).

Louis de Poncharail, lieutenant des maréchaux (1749).

Pierre Pichon de Saint-Thomas, receveur des décimes (1753).

Jeanne Poussard du Vigean, veuve de Charles Roc Chenel (1755).

Jean Faure, receveur des tailles (1755).

Elie Delage, receveur des tailles, en face le doyenné (1761).

Etienne Guinot de Monconseil.

P. Toussaint, imprimeur (1758-1761).

Anne Brejon, veuve de Michel Perreau, avocat (1763).

Hus et Corinthe (1814).

Le docteur Brideau, auteur du traité sur *la Carotte*, habitait au n° 16.

Le 31 octobre 1781, Henriette Paulin Héard, veuve Pain, et Eulalie Pain, sa fille, pour partie, et le 27 janvier 1783, Marie-Catherine Extradier, veuve Amiet, pour autre partie, vendent à Jeanne-Rose Robert de Rochecouste, veuve d'Antoine de Laulanie, une maison, confrontant rue Saint-Maur, au quai, à M. Faure, M. Ardouin et jardin de M. de Pouliac. Cette même maison est vendue le 14 mars 1830 par les petits-enfants de M^{me} de Laulanie, les époux de Montalembert de Cers, à Flavien Martineau, qui la revendit le 21 janvier 1833 (acte reçu Lesné, notaire au Port d'Envaux), à Benjamin Rulland, dont la fille épousa M. Tortat, juge au tribunal civil de Saintes.

En 1815, la rue Saint-Maur compte trente-huit numéros : Lagarrique, propriétaire ; Corinthe, imprimeur ; Brejon, juge de paix ; Prouteau, pharmacien ; Roussel, greffier ; veuve Chainier-Duchaine, homme de loi ; Deval, inspecteur de l'enregistrement ; Antoine Desfontaine, ferblantier (la maison et le commerce existent encore) ; Toussaint, imprimeur ; veuve de Fonrémis jeune ; M. Dusseutre.

Les ouvriers du dépôt du 11^e dragons, à côté de Desfontaines.

1408, 9 janvier. — Hélies Joffroy, prestre, prévost et procureur des clers du cuer de l'église de Saint-Pierre de Naintes, ... a baillé et octroyé, ceddé, quipté, ... à Pierre Aymeri, comme au plus offrant, à ce présant recevant et acceptant, ... une maison, assise en la ville de Naintes, en la rue appelée la rue à l'Evesque, en la paroiche de Nostre-Dame du Poys, en laquelle maison souloit demorer la dame Dière, tenent d'un costé et d'un chief à la maison que tient Jehan Berchaut, desdits clers, et de l'autre costé au vergier que tient () Micheau de messire Jehan Milher, et de l'autre chief par devant à la rue publique par laquelle l'on va de l'aumosnerie de

Xaintes envers la Porte-Evesque, pour le prix et somme de douze soulx monnoie courante de annuelle et perpétuelle rente. » (*Archives de Saint-Pierre*, cote P.)

(Voir *Rue Monconseil*.)

1571, 3 janvier. — La maison de Mathurin Baudet et de Guillemette Patron, sa femme, en la ville de Xaintes, joignant la maison de Mathurin Tranchaut, d'autre part à la rue publique qui va de la Porte-Evesque au temple de Saint-Pierre de Xaintes, et icelle dite maison adjugée à maître Michel Meschinot, advocat au siège présidial de Xaintes, 840 livres, par acte du 23 février 1566, qui la laissa à André Baudet, fils de Mathurin, auquel appartenait le huitième de la maison. (*Archives de Saint-Pierre*, cote R. R.)

1591, 3 août. — Jean Dunoys, maître pintier, et Perrette Pineau, sa femme, achètent à (*rongé*) Barguenon et () Sénéscal, sa femme, une maison, sise rue Saint-Maur, confrontant par devant à ladite rue, par laquelle on va de Saint-Pierre à la Porte-Evêque, par derrière aux murailles de la ville, d'un costé à la maison de Pierre Bouyer, notaire, de l'autre à celle de Françoise Richer, veuve de Gilbert Bertus, conseiller au présidial, en présence de Guy Denis, procureur au présidial de Poitiers, et Pierre Mahault, procureur au présidial de Saintes. — BARBOT, notaire. (*Couverture du registre de 1722 des minutes de Marsay*.)

1601. — L'an de grâce mil six cens ung, le vingt et unième jour de septembre, entre les habitans de la paroisse de Saint-Maur de la ville de Xaintes, faizant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, qui se sont assemblés pour cest effect et ont soubssigné ces présentes, d'une part, et frères Gilles Chehéré, custode des Cordeliers de Xaintonge, Robert Mareschal, gardien des Cordeliers de laditte ville, docteurs en théologie, Jehan de Baillon et Benoît Plassay, religieux dudit ordre, d'autre part..... ont promis..... que, en considération de ce qu'il n'y a aucun revenu en la cure de laditte paroisse pour la nourriture et entretien du curé, les habitans ne peuvent faire faire et entretenir le service divin qui leur est nécessaire pour l'exercice de leur religion ; que lesdits religieux ont esté retirés puis plusieurs années en la maison de ladite cure, pour ce que leur couvent qui estoit hors

laditte ville a esté durant les guères civiles ruyné et démoly jusques aux fondemens, n'ayant à présent deniers ny moiens suffizants pour le rebastir et s'y loger, et quand bien ils pourroient fournir à la despance qu'il y conviendrait, ledit bastimen seroit toujours en danger d'estre de rechef ruyné, pour estre trop proche et nuizible en temps de guerre de laditte ville. Pour ces causes a esté convenu et accordé affin que lesdits relligieux soient accomodés d'église et logés en laditte ville, et les habitans asseurés de ne manquer dudit service divin ordinaire et distribution des saincts sacremens en laditte église, qu'ils délaisseront, cedderont et transporteront, sous le bon plaisir et permission de nostre Saint Père le pape et de monseigneur l'évesque de Xaintes, leur diocézain..... ausdits relligieux l'église et maison de laditte cure et leurs appartenances, pour y demeurer et establir leur couvent, au lieu du susdit ancien, scitué près laditte ville, réparer et amelliorer pour leur utilité et commodité lesdittes église et maison, ainsi qu'ils adviseront pour le mieux, se réservans toutefois lesdits habitans, pour eulx et les leurs, catholiques habitans de la paroisse, la liberté de l'antrée et les prérogatives qui leur appartiennent, avecq leur sépulture en laditte église et cimetière d'icelle, esquels droits ils ne pourront estre enpeschés pour quelque cause que ce soyt par lesdits relligieux, lesquels, tant pour eulx que leurs successeurs gardiens et relligieux, ont stipulé et accepté laditte cession et transport, promis et juré de garder et conserver auxdits habitans laditte liberté et de faire et continuer perpétuellement ledict service divin en laditte église, visiter et consoller lesdits habitans et ceulx de leur famille en leurs maladies, leur administrer les saincts sacrements soubz l'otorité et permission dudit seigneur révérand évesque et par homme approuvé de luy, au lieu dudict curé, les advertir tous les dimanches au prosne de la messe parrochiale des festes chomables sur sepmaine, jusnes et vigilles, et les accompagner après leur déceps à la sépulture en laditte église du cymetière ; et s'il advient cy-après que lesdits relligieux veullent et puissent bastir leurdit couvent audit lieu ancien ou ailleurs, ils seront tenus de remettre et délaisser auxdits habitans la susdritte église, maison et appartenances en l'estat qu'ils

sont de présent, que s'ils y avoient fait quelques réparations et augmentations, lesdits habitans les rambourseront ou permettront qu'ils les hostent et emportent sans préjudicier à l'estat desdites église et maison, au choix desdits habitans..... (*il sera fait quatre copies des présentes*) et en outre seront engravés en une des pierres du dedans de laditte église, à main droite du grand autel, les mots qui s'ensuivent : « Ceste église et appartenances de maison et autres ont esté délaissés par les habitans catholiques de la paroisse de Saint-Maur de ceste ville aux religieus de l'ordre de Saint-François, qui doibvent et seront tenus de faire le service divin et administrer les saincts sacrements ausdits habitans et ceux de leurs familles, soubz la permission de Monseigneur le Révérend évesque de Xaintes et assister à leurs sépultures qu'ils se sont réservés avecq autres droicts et prérogatives en laditte église et cymetière d'icelle, ainsy qu'il est plus au long contenu par le concordat sur ce faict entre lesdits religieus et habitans, le 21 de septembre 1601. »

CHEHERÉ, custode des Cordeliers de Xaintonge.

MARESCHAL, gardien dudit couvent. DE BAILLON.

FONTENEAU. HUMEAU. BERTON. HERVÉ. BOUR-

DEILLE. PITARD. BOISSET. BIGNON. POICTEVIN.

SYMON. BERTHIN. COMTE. HERPIN. DAoust. []

DUGORRAY. LESCUYER. COYCAUD. SYMON. CHAU-

VEL. BLANC. BARBREAU. COULLAUD. BRISSON.

GARSONNET. GENDRON. PARDEAU.

MARESCHAL, notaire royal.

1624, 17 juin. — Comme ainsy soict que Rollan Leconte, escuier, sieur des Flories, commissaire ordinaire de l'artillerie de France, natif du pays de Coutantin en Normandie, seroit décédé en la présente ville de Xaintes et esté inhumé en la chapelle appelée la chapelle Saint-Maur de la paroisse Nostre-Dame du Puy de ladite ville, et que par son testament de dernière vollonté du second de may dernier, receu par meisme notaire, que ces présentes entre autre chose il aye ordonné et légué à la fabrique de ladicte paroisse la somme de 200 livres, pour estre employées en fons immeubles ou rente constituée à personnes solvables, pour le revenu estre prins et receu par les fabricqueurs de ladicte paroisse annuellement, à la

charge et condition de faire dire et célébrer en ladite esglise par chescune sepmaine annuellement et perpétuellement une messe basse avecq ung *Libera* sur la fosse dudict sieur des Flories, et à son intention, les jours de son enterrement, et de plus auroit voullu l'ouverture de la terre estre payée, le tout prins par préalable sur ce qu'il avoit en sa puissance ainsy qu'il est plus à plain porté par ledict testament et par icelluy Monsieur le marquis de Rothelin, en la maison duquel ledict sieur des Flories seroit déceddé, en ladite ville, auroit esté prié prendre la peine faire exécuter ledict testament, ce que désirant faire, sachant la vollonté du père et mère dudict feu et en ce faisant payer aux fabricqueurs de ladite paroisse ladite somme de 200 livres, en lui baillant discharge et l'obligeant à faire cellébrer ladite messe annuellement et perpétuellement, au désir dudict testament, aussy de payer l'ouverture de la terre, mais qu'il désirait pour les vertus et mérites dudict feu faire mettre une thumbe sur la fosse, avecq ung épitaffe et armoiries, contre la muraille, à l'endroit de ladite sépulture, et ayant pour cest effect envoyé quérir lesdictz fabricqueurs et à iceux faict entendre le contenu dudict testament, lesquels fabricqueurs luy auroient remonstré, de l'adveu des principaux habitans de ladite paroisse, que en sa considération ils auroient permis l'ouverture de la terre au lieu et endroit où ledict feu auroit esté inhumé, qu'ils luy permettoient aussy vollontairement de faire poser une thumbe avec tel épitaffe et armoirie que bon luy semblera, mais qu'ils n'acceptoient ledict legat pour estre plus (*blanc*) que profitable à ladite fabrique, heu égard à la charge dont ils seroient tenus s'ils se contentoient de ladite somme de 200 livres, qui ne sauroit apporter de revenu, soit qu'elle fust employée en fons immeubles ou en rente constituée pour faire cellébrer ladite messe par chescune sepmaine. Ce qu'ayant ledict de Rothelin considéré et voullant faire exécuter la vollonté dudict feu portée par ledict testament, en a faict passer les présentes avecq lesdicts fabricqueurs en la forme et manière que s'ensuit. Est il que ce jourd'huy, datte des présantes, pardevant le notaire royal, est tesmoins bas nommés, ont esté présents et personnellement establis au droit haud et puissant

seigneur messire Léonor d'Orléans, marquis de Rothelin, chevalier du roy, conseiller en ses conseils d'Estat et privé, lieutenant général de l'artillerie de France, estant de présent à Xainctes, pour faire la fonte des canons de la citadelle, Jacques Leconte, escuier, sieur de La Varengerie, dudict pais de Normandie, au nom et comme purement fondé de procuration spéciale de noble homme Anthoine Le Conte, sieur des Flories, et damoiselle Elisabeth de Faulx, son espouse, père et mère dudict feu, ainsy qu'il a faict aparoir du 25^e de may dernier, passée à Varengaierrec (1), audict pays de Normandie, pardevant Regnard et Couillard, tabellions jurés, d'une part ; Jehan Teste, maistre appoticquaire, et maistre Denis Verjat, notaire royal, au nom et comme fabricant de ladite paroisse Sainct-Maur de ladite ville de Xainctes, d'autre ; lequel dict seigneur de Rotellin, du vouloir et consantement dudict sieur de La Varengerie, procureur susdict, sur les deniers qu'il peut avoir en sa puissance délaissé par le déceps dudict feu sieur des Flories, a baillé et delivré présentement ausdictz Teste et Verjat, fabricqueurs, la somme de 250 livres en pistolles monnoyes blanches, qu'ils ont prins et receu, s'en sont contentés, promis seront tenus en ladite quallité de fabricqueurs, mettre et employer ladite somme en fons immeuble ou rente constituée. (*Suivent les clauses ci-dessus, de messes et sépultures.*) Faict et passé en la demeurence dudict seigneur de Rothelin, avant midy, le 17^e juin 1624, présens : Pierre Mareschal, clerc, et François Moreau, à présent demeurant à Xainctes. — Signé au registre : LÉONOR D'ORLÉANS. S. LECONTE. J. TESTE. VERJAT. MOREAU, et de moy, dict notaire, MARÉCHAL. (*Archives de Saint-Pierre, cote B.*)

1626, 24 juillet. — Pierre de Coterousse, docteur en médecine, parlant à Claude Penotier, gardien des Pères Cordeliers, définitiveur de la province de Touraine, frères Jean Savaron, vicaire dudit couvent, Jacques Mony, Mathurin Trapon, Jean Dupin, tous prêtres, frères Michel Rabier, Noël Moyne, Paul Desmoulins, Léon Vachier, Bernard Dacouture, cordeliers, leur expose que François Hervé, avocat, échevin, juge bailli des cours temporelles, a acquis, le 16 mai dernier (1626), par contrat reçu Ver-

(1) Varenguebec ? dans la Manche.

jat, une maison avec jardin, située paroisse Saint-Maur, confrontant pardevant à la rue publique, du couchant aux maisons Marie Dano, femme de Martial Guyard, tailleur d'habits, Jean Teste, apoticaire, jardin du sieur de Saint-Bris-des-Bois, conseiller au présidial, d'autre côté à la maison dudit notaire et à une venelle publique allant de ladite rue aux murs.

Cette maison avait appartenu à feu François Eschasse-riau, garde des sceaux, et à feue Madeleine Hervé, sa femme, qui l'avaient chargée d'une rente annuelle de douze livres en faveur desdits cordeliers pour service d'une messe hebdomadaire. Hervé a dégrevé cette maison de cette charge en la transportant sur la maison où il réside, scituée même rue, paroisse Saint-Maur, n'ayant entre eux deux que celle de M. Lemeusnier, seigneur de Rioux, ladite venelle, la maison dudit notaire et celle de Zacharie Dubouchet, sergent royal, confrontant d'un côté à la maison de la veuve Jean Bruslé, boulanger, d'autre côté à celle du sieur de Rioux, d'un bout à la rue et par derrière aux murs.

Coterousse notifie aux religieux cette « transfération ». (*Minutes de Verjat.*)

1629, 2 octobre. — Christophe Menanteau, agissant au nom de Henry de Montaigne, seigneur de Gayac, conseiller du roi en la cour et parlement de Bordeaux, mari de Marguerite Blanchard, s'est transporté en la rue Saint-Maur, en la maison appartenant audit de Montaigne, en laquelle réside Jean Rousselet, conseiller élu, contrôleur en l'élection, avec sa famille. Il procède à la visite de la maison. (*Rien à noter : il compte les serrures, les targettes, les vitres, etc.*) (*Minutes de Verjat.*)

1641, 3 août. — Louis Bouchard d'Aubeterre, chevalier, seigneur de Saint-Martin, Gemozac, demeurant à Saint-Martin, ressort de Saint-Jean d'Angély (*aliàs* au logis noble d'Orignac, paroisse de Gemozac), vend une maison, confrontant d'un côté à la maison de François Grégoireau, sieur de Patte-d'oix, conseiller au présidial, d'autre côté au jardin appartenant aux héritiers de feu Hélié Regnaud, sieur de Bontiraud, d'un bout à la rue Saint-Maur qui conduit de la Porte Saint-Louis à Saint-Pierre, par derrière aux murs de la ville, y ayant une

porte qui ouvre sur les murs, tenue à rente de l'évêque d'une fourche en pré, lors des fauches. (*Minutes de Maréchal.*)

1644, 3 août. — François Teste, maître apoticaire, emprunte 3.000 livres à Etienne Brigard, prêtre, docteur en théologie, ancien chanoine à Saint-Pierre, et constitue, en sa faveur, 187 livres 10 sols de rente sur ses biens et spécialement sur une maison sise rue Saint-Maur, confrontant d'un côté à François Grégoireau, sieur de Jarlac, conseiller du roi au présidial, d'autre côté aux héritiers de Hélié Régnaud, sieur de Bontiraud, d'un bout aux murailles de la ville, « y ayant une porte qui sort sur icelles », d'autre bout à la rue Saint-Maur, par laquelle on va et vient de Saint-Pierre à la Porte Saint-Louis. (*Minutes de Maréchal.*)

1650, 13 février. — Jean Vedeau, procureur au présidial, procureur de Pierre de Lestonnac, sieur du Parc et du Croc, conseiller au parlement de Bordeaux, mari de Catherine de Mullet, et Olive de Mullet, veuve de Jacques de Lavergne, vicomte de Guilleroque, conseiller au même parlement, héritiers en partie de Marie de Montregnaud, vend à Louis Bruslé, boulanger, une maison, rue Saint-Maur, en laquelle feu sieur de Montregnaud, conseiller au présidial, habitait, confrontant par devant à la rue Saint-Maur, d'un côté à la maison et jardin de feu Jean Richard, receveur des tailles, de l'autre côté à une petite maison qui était au sieur de Montregnaud, qui appartient à la dame de Guilleroque, sœur de la dame de Lestonnac, par contrat de partage ; ensemble à la maison de Pierre Raymond, procureur au présidial, et au jardin de Jean Geoffroy, et par derrière à une basse-cour dépendant d'une autre maison, provenant de ladite succession du sieur de Montregnaud.

1678, 13 juillet. — Jacques Guérinot, architecte, demeurant à Saintes, à la requête de Pierre des Essars (chargé par le roi du recouvrement du huitième denier laïque du royaume), s'est transporté « à un emplacement situé sur les murs de la présente ville, paroisse Saint-Maur, qui avoit cy-devant appartenu au nommé Viaud, maître coustelier, et à rante de l'hôtel de ville dudit Saintes, présentant appartenant à la fabrique dudit Saint-Maur, de

trente à quarante-cinq pieds de longueur sur cinquante pieds de large, servant de simetière à ladite église, où est bastie une petite chambre où réside le segrestin dudit Saint-Maur, que j'ai estimé, en présence et du consantement de M. François Grégoireau, avocat au parlement, et marguiller de ladite église, à la somme de six vingt livres. (*Archives de Saint-Pierre.*)

1682, 1^{er} janvier. — Charles Ozias, seigneur de Saint-Bris, afferme à Pierre Legois, receveur des aides en l'élection, une maison, paroisse Saint-Maur, confrontant d'un côté à la veuve du sieur de Lalache, d'autre côté à la veuve du sieur de Lachambre, par devant à la rue qui va de Saint-Pierre à la Porte Saint-Louis, par derrière au lieu appelé le Grand jardin. (*Minutes d'Arnaud.*)

1695, 29 octobre. — Henry de Suberville, chanoine de Saint-Pierre, afferme à Joseph Dubourg Farnoux, seigneur de Dion, une maison, rue Saint-Maur, devant l'église des frères de la Charité. (*Minutes de Feuilletau.*)

1718, 9 mai. — Jacques de Goullard, chevalier, seigneur de Vervan, Laléard, Saint-Martin, Rouillet, capitaine de cavalerie au régiment de Roussillon, vend à Françoise Chabot de Jarnac, dame de Clam, veuve de Charles-François de La Rochefoucauld, chevalier, seigneur marquis de Surgères, une maison, rue Saint-Maur, confrontant au levant au sieur Boudaud, ancien procureur, au nord à la rue Saint-Maur, au midi au rempart, au couchant à une ruelle ou venelle qui va de ladite rue Saint-Maur à la place apellée le Grand-jardin; avec ses écuries, jardin, remise de carosse..... moyennant 15.000 livres. (*Minutes de Senné père.*)

1732, 5 octobre. — Charles Caillé, prêtre, docteur en théologie, curé de Saint-Maur de Saintes, afferme à Pierre Baudouin, sieur du Fief, conseiller au présidial, la grande maison dépendant du presbitère, confrontant au midi à la cour du presbitère où elle a son entrée, au nord à la rue qui conduit de l'évêché aux maisons canoniales qui sont derrière l'église cathédrale, au levant à la maison occupée par l'abbé de Saint-Front, chanoine, au couchant au jardin de la maison de M. X..., chanoine. (*Minutes de Marsay.*)

1737, 27 mars. — Louis Gaboriaud, procureur fiscal du

comté et ville de Jarnac, au nom de Charles-Annibal de Rohan-Chabot, chevalier, seigneur marquis de Soubran... vend à Etienne Guinot de Monconseil, une maison lui appartenant ainsi qu'à sa femme, sise rue Saint-Maur, venant de la succession de Françoise Chabot, veuve de La Rochefoucauld de Surgères, confrontant à la maison de Denis Chevalier, procureur au présidial, d'autre côté à la ruelle qui va de ladite rue Saint-Maur sur le lieu appelé le Grand-jardin, par devant à la rue, par derrière aux murs de la ville. (*Minutes de Maréchal.*)

1738, 4 mars. — Etienne Guinot de Monconseil achète une maison, rue Saint-Maur, à Denis Chevalier, procureur, confrontant à « autre maison appartenant au seigneur de Monconseil, par devant à la rue qui va de Saint-Pierre à la Porte-Evêque, par derrière aux remparts de la ville, où ladite maison a une porte ». (*Minutes de Maréchal.*)

1764, 15 juin. — Le même loue une maison, rue Saint-Maur, appartenant à l'hôpital Saint-Pierre, venant du maréchal de Senecterre.

1767, 3 septembre. — Etienne, marquis de Guinot, lieutenant général, achète des frères de la Charité une maison appartenant audit hôpital, sise rue Saint-Maur, acquise par eux le 7 septembre 1759, par acte reçu Bouron et Sauvaige, notaires au Châtelet.

D'après un autre acte du 15 juin 1764, cette maison avait été achetée du maréchal de Senecterre et louée à Etienne Guinot. (*Minutes de Senné.*)

Un acte du 19 juin 1779, reçu Rétif, trop long pour prendre place ici, est relatif à la location de la grande maison de la rue Monconseil à Henry-Joseph de Bourdeille par Etienne Guinot de Monconseil, atteint de paralysie depuis huit ans, « réduit à marcher avec l'aide d'un bâton », et sur le point de partir « pour les eaux d'Aix, près Chambéry, en Savoye..... miraculeuses pour la maladie de mondit seigneur... »

SAINT-AURICE.

L'abbé Briand place l'église Saint-Maurice « au bas de la tour du château, à quelques toises des murailles de la cité (1) », c'est-

(1) *Histoire de l'église santone*. I, p. 496.

à-dire entre notre square et le carrefour de la Cloche, mais sur le côté gauche, en montant le cours, tout en haut.

Il lui assigne, en effet, l'emplacement sinon immédiat de l'hôtel de France, du moins très voisin de cet hôtel, puisqu'il ajoute « les colonnes brisées que l'on voyait encore, il y a six à huit ans (l'abbé Briand écrit en 1842 ou 1843), sur le terrain qui a fait partie du champ de foire, au nord de l'ancien monastère des Carmélites, et qui aujourd'hui se couvre de nouvelles constructions, étaient certainement les restes de cette basilique du XII^e siècle et non les ruines, comme on l'a dit fausement, d'un temple païen. » Rainguet (*Biographie*, v^o *Guadrade*), reproduit cette opinion.

Le congrès de 1844 met cette église au milieu de la rue des Notre-Dame (1).

L'abbé Briand et le congrès commettent une erreur l'un et l'autre. Nous savons d'une manière à peu près positive où était le cimetière. « On fera un éperon près du cimetière de Saint-Maurice pour défendre la ville, près la Porte-Aiguière. » (30 septembre 1575 (2). Chaudruc de Crazannes (3) a vu ce cimetière, abandonné au début du XVII^e siècle. Il en parle comme d'une nécropole romaine qui aurait servi au moyen âge et dans les temps modernes.

Mais Chaudruc de Crazannes se trompe étrangement quand il met Saint-Maurice sur le plateau et ajoute : « l'ancien monastère des Carmélites a été construit sur les fondations de son église et de ses dépendances (4). » Il confond Saint-Maurice avec Notre-Dame du Château. Le cimetière se trouvant près la Porte-Aiguière, l'église Saint-Maurice était dans ce cimetière même. Chaudruc parle encore de deux murs parallèles avec piliers butans extérieurs, en petit appareil, de deux en deux mètres (5). Il les appelle murs de clôture ; ses indications trop vagues ne permettent pas d'étayer une conjecture. Des témoignages produits au congrès de 1844 affirment que deux murs, longs de 40 à 50 mètres, se reliaient à des colonnes romaines (6); de Caumont a vu ces colonnes en 1830 et les a dessinées dans son *Cours*. Il

(1) *Séances générales tenues par la Société française*, p. 82.

(2) *Documents*, p. 269.

(3) *Notice sur les antiquités...*, p. 3. *Antiquités*, p. 6.

(4) *Notice*, p. 4, note.

(5) *Ibidem*, p. 8.

(6) *Congrès, Comptes-rendus*, p. 83.

n'est pas impossible que ce soit un temple ou une basilique transformée..... Conjecture sous toutes réserves qui a été déjà écartée par le congrès de 1844.

Le faubourg Saint-Maurice fut incorporé en partie à la paroisse Sainte-Colombe.

1545, 3 février. — Marguerite Relyon, demeurant à Saint-Pierre de Salles en Marennes, vend à Vidaud Orron, marchand, demeurant en la paroisse Saint-Maurice, près et hors les murs de la ville et cité de Saintes, une maison, assise en ladite paroisse de Saint-Maurice, seigneurie de l'évêque, confrontant..... au chemin par lequel on va de la ville à Saint-Macoul, jardins entre deux, et d'un autre bout au cimetière dudit Saint-Maurice. (*Minutes de Perraud.*)

1546, 3 février. — Mérable Horson, veuve de Pierre Bonenfant, armurier, Pierre Villain et Xandre Bonenfant, sa femme, fille de Pierre, vendent à Micheau de Laumosne, Simon Bouhet (ou Bruhet), et Antoine Locquet, prévôt des choristes et organiste de Saint-Pierre, vingt-quatre sous de rente payable auxdits clercs « sur ung leur jardin, assis et situé en la paroisse de Saint-Maurice lès Xaintes, tenant d'ung cousté au jardin de Margarete Gandailhe, vefve de feu maistre Jehan de Camescasse, et d'autre cousté au jardin de maistre Jehan Lebrethon et sa femme, fils de maistre François Lebreton (*sic*), advocat du roy au siège de Xaintes... » (*Archives de Saint-Pierre*, cote W.)

SAINT-MICHEL (rue).

Saint-Michel, une des plus anciennes paroisses de la ville. Elle existe en 1219. (*Archives*, XIII, p. 28.) (Cf. Briand, *Histoire*, II, 390.)

Habitants de la paroisse :

François Moyne de L'Epineuil, lieutenant criminel ; Jean Moyne, sieur de Rouffiac, receveur des consignations ; Jean Regnault, lieutenant criminel en l'élection ; Pierre de La Vacherie, sieur du Pignan, élu ; Jean Huon, médecin ; Elie Toussaint (1646).

Pierre de Gasq (1677) ; Hélie Brisson (1695) ; Isaac de Verdelin (*id.*) ; D'Ilérissou (1706) ; D'Andreau (1711) ; de Guérin (*id.*) ; Renaudet, maire (*id.*) ; Lalemant, chirurgien (*id.*) ; André Renau-

det. chanoine (1762); Louis-Nicolas Lemercier, lieutenant criminel (1786).

En 1815, la rue comprend vingt-huit numéros : veuve Renaud, avocat ; Godet, notaire ; Dangibeaud fils, juge de paix ; Delys, libraire ; Alexis-Xavier d'Abzac ; de Réal ; Savary, procureur du roi ; les autres noms sont ceux de marchands ou d'ouvriers.

1605, 10 février. — François Coudrau, élu pour le roi au siège particulier de Pons, Jean Tercinier, le jeune, marchand, demeurant à Saintes, comme fabricateurs de Saint-Michel, sur l'avis et consentement de nobles messieurs maîtres Henry Moyne, sieur de Lépineuil, conseiller du roi, son lieutenant criminel au présidial de Saintes, Jean Guillebon, conseiller audit siège, Jean Allain, avocat au parlement, conseiller ordinaire de Monseigneur le prince de Condé, Etienne Goy, sieur du Treuil, greffier en chef civil et criminel audit siège, Laurent Queu, écuyer, sieur du Châtellars, paroissiens de Saint-Michel, assemblés au son de la cloche, vendent à Anthoine Gougnon, marchand, « sçavoir est une arcade pour servir de boutique, estant ladite arcade plus proche et joignant la maison dudit Gougnon, et renfermée dedans le devant du pignon de ladite église, près la grande et principale porte d'icelle..... et oultre luy permettent de surhausser sa maison du costé, vers ladite église, de trois à quatre pieds, et non plus assoir la cheminée de ladite maison contre la muraille de ladite église..... moyennant 10 sols de rente. » (*Archives de Saint-Pierre*, cote YY.)

1631. — Daniel Morel, maçon, donne quittance à Fourest, notaire royal, de 130 livres pour réparations à la maison appartenant audit Fourest, qu'il a eu de M. de Montagne, sieur de Gayac, conseiller du roi au parlement de Bordeaux, sise en la paroisse et proche Saint-Michel. (*Minutes de Sanson*.)

1673, 15 mai. — Accord passé entre Madeleine Cothe Rousse, veuve de Pierre Jolly, élu, et Nicolas Grégoireau, maître chirurgien, qui donne, en gage d'une somme empruntée, la maison où il demeure, confrontant du levant à la maison et écurie des héritiers du président Marsaud, par devant, au couchant et midi, à la grand'rue qui va de

Saint-Pierre à Saint-Michel, vers le nord à Pierre Dohet, sieur de Saint-Félix. (*Minutes de Gillet.*)

1678, 5 juillet. — Pierre Dohet, sieur de Saint-Félix, père et tuteur de Elisabeth et de Jacques Dohet, prêtre, fils aîné, et de Louis Dohet, sieur de Fonsèque, paroisse de Saint-Sauvant, ses enfants, et de feu Elisabeth Dubouchet, sa femme, vend une maison, paroisse Saint-Michel, tenue de l'évêque au devoir d'une fourche en pré, confrontant par devant, au couchant à la grand'rue publique par laquelle on va de l'église Saint-Pierre à l'église Saint-Michel, d'un bout, par derrière et d'un côté, au nord, à la maison d'Elie Brisson, procureur au présidial et élection de Saintes, vers le midi à la maison de Nicolas Grégoireau, chirurgien. (*Minutes de Gillet.*)

1679, 6 avril. — Benjamin Dubouchet vend une maison, située paroisse Saint-Pierre, confrontant par devant à la grande rue allant de Saint-Michel à Saint-Pierre, par derrière au logis de M. Rousselet, conseiller garde des sceaux au présidial, au nord à une maison appartenant à Mathurin Aubert, dit La Jeunesse, cordonnier, d'autre côté à une maison où demeure Paul de Messaq, avocat. (*Minutes de Gillet.*)

1679, 6 juin. — Jean Dussau, conseiller assesseur civil et criminel au présidial, s'est rendu verbalement fermier d'un appant qui a servi autrefois d'écurie, appartenant à l'hérédité de Jean Goy, seigneur de La Besne, procureur du roi, et de Anne de Montaigne, sa femme, et à leurs successeurs, joignant l'église Saint-Michel.

1681. Michel Berthus ; François Moyne ; Jean Dussaud ; Louis de Beaune ; Pierre Ocqueteau, conseiller au présidial ; Guillaume Duval, procureur en l'élection ; Toussaint Dangi-beaud, prévôt ; Jean Richard, seigneur de Saint-Antoine, grand maître des eaux et forêts ; Guillaume Paillot, avocat ; Denis Gourdon, avocat ; Daniel Prieur, lieutenant criminel de robe courte de Saintonge et Aunis ; François Tourneur ; Noël Demessac, échevins ; Pierre Paillot ; Daniel Veyrel de Chanteloup.

1695, 7 mars. — Blaise de Gascq, président, vend à Guillaume d'Hérisson, seigneur de La Forest, Lussan, Le Fresne, une maison, paroisse Saint-Michel, confrontant d'un côté à Isaac de Verdelin, écuyer, sieur de Fiefgallet,

d'autre côté à Elie Brisson, par derrière à M. d'Andrau, conseiller au parlement, d'autre bout à la rue qui va de Saint-Pierre à l'église Saint-Michel. (*Minutes de Marechal.*)

1736. Jean-Claude Dangibeaud, conseiller au présidial; Joseph Le Berton, seigneur de Faye; René de Beauchamp, seigneur de Bussac; Pierre-Charles Moine, seigneur de Fléac; Pierre Paillet de Beauregard, élu; Jean Brunet, greffier en chef; Jacques de Lataste.

SAINT-PALLAIS (rue).

Elle est citée dans le cartulaire de l'abbaye, page 55: *Via Sancti Pallalii, juxta cimeterium*. L'abbesse Hersende (XI^e siècle) construisit sur cette rue deux moulins qui donnèrent lieu à de nombreuses contestations, et furent la cause de la création d'un canal passant sur la terre de l'Epineuil. (Cf. *Cartulaire de l'abbaye*, p. 55.)

SAINT-PIERRE (rue). *Rue de la Commune* (an VIII). — Inconnue au plan de Lacurie, qui la désigne sous le nom de *Rue de la Barrière*. Elle est cependant fort ancienne. Le cartulaire de l'abbaye (page 53) parle d'une *platea Sancti Petri*, au XII^e siècle. On y place une boîte destinée à recevoir la monnaie retirée de la circulation.

(Voir *Ballets de Saint-Pierre et place Saint-Pierre.*)

Habitants: Mathieu et Pierre Blanchard (1622-1638).

Marie Giraudon, veuve de Bertrand de Saint-Orens, major au régiment d'Armenonville (1747).

Delys et Toussaint, imprimeurs-libraires (1743-1751). (*Minutes de Senné.*)

Corinthe et Hus (an IX).

Anne Dumas, veuve de Jacques Chaudruc de Crazannes (1789).

1524, 5 février. — Une maison, confrontant par devant à « la rue publique appelée la rue Saint-Pierre ». (*Archives de Saint-Pierre.*)

1624, 21 novembre. — Jacques Huon, procureur, affirme à Marguerite Verger, veuve de Pierre Briseteau, maître sellier, une chambre haute au-dessus des boutiques de sa maison, située au grand canton de Saint-Pierre. (*Minutes de Sanson.*)

1671, 9 mars. — Partage entre Jeanne Fourestier, veuve de Jacques Rangeard, sieur de Fontromand, avocat, Jean, Jacques, Elisabeth, Jeanne Rangeard, leurs en-

fants, Elisabeth, femme de Pierre Gousse, marchand, Jeanne, femme de Jean Vigneau, sieur de La Madeleine, Paul Brejon, juge de Chastenet, procureur de la commanderie des Epaux, mari de Anne Rangeard. Rangeard père est mort dans une maison sise paroisse Saint-Pierre, confrontant par devant à la rue, par derrière à Elie Merlat et François Bourru, avocat, et à Jacques Bourru, huissier, d'un côté à la maison de feu Timothée Legay, et de l'autre à Jean Bertinaud, sieur de Plassay. (*Minutes de Gillet.*)

1678, 19 novembre. — Guillaume Duval, seigneur de La Morinerie, conseiller, procureur du roi en l'élection, Jean Duval, sieur de Varaize, Jeanne Brisson, veuve de Guillaume Duval, écuyer, sieur de Serveau, conseiller, lieutenant en la vice-sénéchaussée de Saintonge, et Marie Guenon, veuve de François Duval, partagent les biens restés en commun depuis un précédent partage, du 26 mars 1676, dépendant de la succession de N. Senné. A Guillaume Duval échoient la maison, borderie..., etc., des Bernardières, paroisse de Chaniers, seigneurie et bailliage de La Chapelle, la maison, proche la place Saint-Pierre, tenue, de l'évêché, au devoir d'une demie-fourche en pré, confrontant, au midi à la place Saint-Pierre et rue qui va de cette place au port du Chapitre, d'autre bout, vers le nord, à la cour des écuries de la maison de la Chanterie, d'un côté, vers le levant, à la maison appelée le Four, appartenant à la demoiselle Guérin, veuve de François Duval, d'autre côté, au couchant, à la petite maison ou corps de logis de ladite Chanterie ; plus une maison, au port Mouclier, tenue à rente du roi au devoir de 4 deniers par an, confrontant au nord, par devant, à la rue qui va de la Poissonnerie à la Brèche, au midi à la maison de (*blanc*), d'un côté, au levant à la rue et emplacement qui va de cette dite rue au port Mouclier, et au couchant à la maison du sieur de Launay... (*Minutes de Gillet.*)

1683, 17 février. — Jeanne Lespine, veuve de Pierre Moreau, maître cellier, donne, par testament, à son fils Charles, deux maisons, l'une rue des Ballais, paroisse Saint-Maur, joignant, d'un bout et d'un côté à (*blanc*) Bourdageau, d'autre côté au sieur Rousselot, chanoine à Saint-Pierre, par devant à la rue publique qui va de la

Porte-Evêque à l'église des Jésuites. — L'autre maison, sise rue Saint-Pierre, près Saint-Pierre, d'un côté à David ou Daniel Bétry, d'autre bout à (*blanc*), par devant à l'écurie de la veuve Goussu, du couchant à la rue qui conduit de l'évêché de Saintes à la Porte-Eguière. (*Minutes de Marcouiller.*)

1697, 28 mars. — Marie Rutin vend à René-Louis Guilotin, échevin, procureur au présidial, une maison, au devant des ballets de Saint-Pierre, occupée par M. de Beaune, conseiller du roi, procureur du roi au présidial, confrontant par les deux côtés aux maisons voisines, par devant à la rue qui conduit desdits ballets à la place Saint-Pierre, d'autre côté au cimetière de Saint-Pierre, une ruelle commune entre deux. (*Minutes de Prouteau.*)

1762, 25 août. — Elie Pichon, écuyer, sieur de Montereau, demeurant rue et paroisse Saint-Pierre, vend à Anne-Françoise Lallement, veuve de Charles Guenon, seigneur de Brives, demeurant rue de l'Hôtel-de-Ville, la maison où il demeure, lui appartenant comme l'ayant reçue de son grand-père, Elie Mallet, qui l'avait acquise de Hugues Cartier, bourgeois de Lyon, par contrat du 8 septembre 1675, reçu Perruchon. Plus une écurie, rue des Chanoines, vis-à-vis l'évêché, confrontant par derrière à ladite maison, par devant à la rue des Chanoines, au levant aux héritiers d'Huon, avocat, au couchant à la maison canoniale de Latache, chanoine.

1766, 27 décembre. — Jean-Jacques-Mélanie de La Guarigue de La Tournerie, chevalier, lieutenant de vaisseau, capitaine aide-major d'artillerie de marine à Rochefort, mari de Suzanne-Anne Sarry, arrente à Louise Massiot de La Motte, veuve de Christophe de Rossel, chevalier, capitaine de vaisseau, chevalier de Saint-Louis, une maison et une écurie: la maison, située paroisse Saint-Pierre, confrontant par devant et au couchant aux rues publique et place Saint-Pierre et Saint-Michel, au levant à la maison de la Chanterie, par derrière aux héritiers Saint-Vincent; l'écurie, située vis-à-vis le couvent des Récollets, rue entre deux, confrontant à la maison de la dame de Raymond, veuve de Châteaubardon. (*Minutes de Senné.*)

1771, 1^{er} mars. — Vente par Pierre Pain, commis à la

recette des tailles de Saintes, mari de Henriette Paulin Héard, à Jacques Chaudruc, seigneur de Crazannes, capitaine de dragons, demeurant à Crazannes, d'une maison, paroisse Saint-Pierre, censive du doyenné, confrontant par devant à la rue Saint-Pierre, par derrière à Mercier, maître en chirurgie... (*Minutes de Senné.*)

SAINT-PIERRE (place). *Place du Centre*, de 1793 à 1801. *Place du Marché*. (Voir *Synode.*)

Le marché couvert, construit par l'architecte Fontorbe en 1861, occupe l'emplacement de la Chanterie.

L'ancien cimetière de Saint-Pierre, d'après un document de 1629, s'étendait à peu près sur toute la place ; il n'était pas clos ; un orme couvrait de ses branches une partie des tombes et servait de point de repère. Cependant, en 1622, on donne le nom de place au cimetière.

1608 [] avril. — Hélie Geoffroy, prêtre, prévôt des clercs du chœur de Saint-Pierre, donne à rente à Guillaume Périer, charpentier, et à Angèle, sa femme, une maison, « sita in villa Nanctonis in dominio episcopi Nanctonensis, in feodo vocato feodo de Bellopodio, contigua, ex uno latere et capite, rue publice per quam itur de ulmo cimetarii Nanctonensis versus putheum de La Limosine, et ex alio latere cuidam viridario quod tenet Guillelmus Firtoli, clericus... » (*Archives de Saint-Pierre*, cote FF.)

1622, 4 octobre. — Mathurin Blanchard, chantre et chanoine à Saint-Pierre, loue à Antoine de Certany, écuyer, sieur du Breuil, conseiller du roi, commissaire (*alias* contrôleur) ordinaire de l'extraordinaire des guerres en Saintonge et Brouage, plusieurs appartements d'une maison lui appartenant, à cause de la Chanterie, et située « vis-à-vis le grand cimetière ou place Saint-Pierre ». (*Minutes de Sanson.*)

SAINT-SALOINE (rue). — Petite rue de Saint-Saloine.

L'église Saint-Saloine est un des exemples d'édifice romain transformé dès l'époque mérovingienne. Un bâtiment des thermes devient un temple chrétien. Longtemps on crut à Saintes (au XVIII^e siècle) que le temple chrétien n'était autre qu'un temple de Minerve. Il n'est pas douteux aujourd'hui qu'il avait été installé dans un corps de bâtiment des bains publics.

Guy Geoffroy l'unit au prieuré de Saint-Vivien en 1076 (1). Il portait alors le nom de Saint-Serène ou Seroine. Au XVI^e siècle on y allait en procession, et Vieuille a connu « les restes d'une église appelée Sainte-Salonic qui étoit la cathédrale (!) autrefois, dont les murailles sont d'un ciment si fort qu'il est plus dur que le caillou (2) ».

Masse en a donné une vue (3).

Tout le monde a connu, vis-à-vis l'angle sud, dans les terrains Moran, aujourd'hui à M. Guillet, au tournant du chemin, un mur formant comme une abside ; elle a été détruite récemment.

Un acte de 1612 parle du cloître de Saint-Saloine. En 1720, il n'y a plus que des mesures, « lieu de débauches ». Un ermite voulut y habiter, les ordres mendiants protestèrent. Cinquante ans plus tard les ruines sont ras terre. Depuis, les bâtisseurs de maisons ont détruit beaucoup de substructions.

1690, 11 février. — Transaction entre Etienne Bichon, imprimeur, et Jean Richard, au sujet de la haie qui sépare les deux pièces de terre qu'ils possèdent l'un et l'autre l'une à côté de l'autre, en la seigneurie de Saint-Crépin, proche le fief de vigne de Saint-Saloine. (*Minutes de Maréchal.*)

La porte du musée lapidaire était dans la rue de la Boule. (Cf. L. Audiat, *Catalogue du musée.*)

SAINT-VIVIEN (rue).

Dans cette rue on voit à gauche en montant, dans l'agglomération de maisons connue sous le nom de cité Dufaur, une façade à fronton triangulaire chargée de sculptures. C'est là qu'était l'école de chirurgie à la fin du siècle dernier (4).

En 1840, on pensa démolir la façade de l'abbaye et la transporter à Saint-Vivien, où on avait le projet, d'ailleurs réalisé, de construire une nouvelle église. (Cf. *Séances générales* tenues en 1840 par la Société française à Niort, p. 79.)

SÉMINAIRE (1644. (Voir *Cordeliers.*) (Cf. *Archives*, t. XIII, p. 392.)

SOUCHE (rue de LA). *Rue du Pigeon-blanc* (Voir ce mot).

Elle est connue par un acte du 26 novembre 1693, reçu Dalidet.

(1) Besly, *Histoire des ducs d'Aquitaine*, preuves, p. 467 ; Richard, *Les comtes de Poitou*, I, p. 346, 442 ; Massiou, *Histoire.....*, I, p. 438.

(2) *Nouveau traité des élections*, p. 155.

(3) Lefrèrre, *L'art en Saintonge* ; Proust et Dangibeaud, *Saintes à la fin du XIX^e siècle*, t. I.

(4) Voir dans les *Archives*. IV, p. 445 et s., le projet de fondation.

Un acte du 15 août 1767 la désigne comme faisant partie de la paroisse de Sainte-Colombe. Ailleurs on la trouve paroisse Saint-Michel. Il est donc probable que cette rue servait de limite aux deux paroisses.

En 1815, elle compte onze numéros de maisons occupées par Métayer, médecin, Laurier, professeur de musique (*aliàs* chanteur à Saint-Pierre), la veuve d'Ardouin, médecin, Carré de Sainte-Gemme.

1615, 20 juillet. — Guillaume Guyet, chapelain de la chapellenie fondée par Etienne Duval à Saint-Pierre, loue à Christophe Dupuy la maison dépendant de la chapellenie sise « au devant la ruhette par laquelle on va de la grand'rue au devant la maison de ladite ville à l'autre grande rue de Saint-Pierre, confrontant d'un côté à la maison de feu Alexandre Soulet, d'autre à l'establie du sieur de Fieffmelin. (*Minutes de Maréchal.*)

Elle est vendue en l'an III par J. Vanderquand à J. Millot. (*Minutes de Bironneau.*)

1693, 26 novembre. — Antoine Audouin, maître serrurier, demeurant à Rochefort, vend à Etienne Herbert, maître orfèvre, une maison, paroisse Sainte-Colombe, ayant sortie par derrière, confrontant par devant à la grande rue qui vient du canton des Forges et va à Saint-Pierre, par derrière à la rue de La Souche. (*Minutes de Dalidet.*)

SYNODE (place du). (Voir *Evêché.*)

Le *Bulletin*, t. I, p. 391, dit que pendant la Révolution cette place reçut le nom de place du Centre, mais c'est une erreur : elle ne fut créée que beaucoup plus tard. Le plan Lacurie indique encore des bâtiments devant Saint-Pierre. Briand nous apprend que la salle synodale et l'évêché furent détruits vers 1842 seulement. (*Histoire...*, t. II, p. 29.)

Cette place du Centre est la place Saint-Pierre.

En 1838, le conseil général accorde à la ville de Saintes les bâtiments de l'ancienne cour d'assises et de l'ancien synode, ainsi que la cour de la fontaine, à condition de les démolir et de faire une place, dans le but d'élargir la rue et de dégager le portail — très admiré — de Saint-Pierre.

Le rapport du préfet parle de la salle du synode et la *chapelle de l'évêché* qui se trouvait à l'angle de la rue, en face de la maison du sacristain adossée à Saint-Pierre. (Cf. *Délibérations du conseil général*, 1838, p. 74 et 108.)

Tous ces bâtiments ont disparu sans laisser trace de leur physionomie. J'en ai trouvé, aux archives de la ville, un plan dans le plan d'ensemble de Saintes non daté.

Il est bon de le comparer avec celui de Cl. Masse. (Voir *Evêché*.)

TANNERIES (port des), parfois appelé *Port de la Porte-Evêque*.

Les tanneries devaient être établies sur le cours du ruisseau des Monards. Elles sont extrêmement anciennes (1). (Voir *Bertonnière et Saint-Agnan*.)

Le port des Tanneries servait de limite au prieuré de Saint-Eutrope sur la rivière. Un arrêt du parlement de Bordeaux, du 15 septembre 1683, décide que le prieuré de Saint-Eutrope jouira de la moitié de la rivière, « depuis le roc de Diconche, en descendant, jusqu'au port des Tanneries ».

A Troyes, l'industrie de la tannerie daterait seulement de la fin du XIV^e siècle ; elle atteignit l'apogée de sa prospérité au commencement du XVI^e siècle. Elle comptait quatre cent cinquante ateliers et jusqu'à cinq cents cordonniers employés à confectionner des chaussures.

N'était pas tanneur qui voulait. « Il fallait commencer par être apprenti, et c'était un rude métier ; payer dix sous au roi pour qu'il vous fut permis de travailler au *cheval de Fust* et de passer au tan seulement trois ou quatre cuirs dans toute l'année. On était alors de la petite tannerie. Mais lorsqu'on était devenu maître, on s'installait dans la grande tannerie et l'on dirigeait de vastes ateliers. Toutefois, on ne pouvait pas mettre de cuirs dans le commerce sans qu'ils fussent contrôlés et timbrés de la marque et du sceau des jurés (2), et s'ils n'étaient pas bien assouplis et bien graissés, il fallait recommencer la besogne tout en payant une forte amende. Les règlements, en ce temps-là, doublaient la conscience des fabricants afin de la rendre et plus ferme et plus sûre. » Le Brun-Dalbaune, *Notice sur les bas-reliefs de Saint-Jean au marché de Troyes*, dans les *Mémoires* lus à la Sorbonne en 1864 (*Bull. archéologique*, p. 118, 119).

Tous les tanneurs de France, au surplus, étaient régis par les mêmes statuts, ceux donnés en 1345 par Philippe le Bel.

1356, 8 septembre. — A tous ceux qui ces lectres verront et orront, Guillaume, sire de Montlemy, chevalier du

(1) A Poitiers, elles existaient au bourg Saint-Saturnin au XI^e siècle.

(2) Le musée de Saintes possède une marque de cuirs de Jarnac.

roy, nostre sire, et son capitaine souverain en tout le pais de Xaintonge, par dessa la Charante, salut. Comme Arnaut Chebrol, taneur, habitant de Xaintes, nous ait humblement supplié et requis que comme, à cause des présentes guerres et pour doubte et péril des ennemis du roy, nostre sire, qui de jour en jour courent et chevauchent jusques devant les portes et closure de la cité et ville de Xaintes (1), et illecques prennent et ocient genz et ont fait cza (?) en arrières par plusieurs fois, il nauze ne puisse bonnement exercer, user, ne fère sondit mestier de tanerie hors de la closure de ladite ville de Xaintes, tant pour les causes ci-dessus dites que pour le péril de son corps, de ses valez, denrées et marchandises, lequel mestier est moult nécessaire à tout le commun profit ; ce que sur ce nous li voulissions donner pover, congié et licence, de par le roy nostre dit seigneur et de par nous par vertu du pover dudit seigneur à nous donné, que dedans la closure de ladite ville en son hostel et domayne il peust et puisse tenir et fère naxx pelanz taneries pour affattier cuyrs et autres choses nécessaires à icelli mestier de tanerie, user, fère et exercer, mesmement, comme en ladite ville de Xaintes il ait, autresfois eu naxx (2) pelanz taneries et taneurs faisanz et usanz ledit mestier de tanerie, et aussi que en plusieurs autres grosses villes du royaume de France, citez et autres l'on fet, use et exerce ledit mestier de tanerie en et dedenz la closure d'icelles. Si comme de tout ce ledit Chabrol nous a souffisement emfourmé. Pour ce est il que eu regard aus choses dessus dites et chascune d'icelles et que par la relation de plusieurs, nous avons trouvé que en ladite ville de Xaintes a

(1) On peut rapprocher de ce passage différents actes où il est parlé de chevauchées analogues, et sur le moyen de les prévenir. En 1391, Louis de Matha fait percevoir 600 francs d'or pour éviter les ravages du Soudan de la Trau. Voir dans les *Documents historiques inédits* de M. de Richemond une pièce curieuse. Cf. encore *Revue des sociétés savantes*, 1882, p. 239. Lettres données le 27 juin 1410 par Charles, duc d'Orléans, pour ratifier les engagements d'abstention de guerre pris en son nom avec ceux qui tiennent le parti d'Angleterre, dans les pays d'Angoulême, Périgord et Saintonge (*Recueil*, t. III, p. 49. *Tableau de la Saintonge pendant la première moitié du XV^e siècle*).

(2) Ce mot ne se trouve dans aucun dictionnaire. Je le crois cependant bien lu. Peut-être signifie-t-il la peau dégraissée. Pelans, pelains, c'est la peau ayant toute sa laine.

eu autreffoiz naex pelanz taneries et autres choses nécessaires à fère ledit mestier, sur tout eu avis, conseil et délibération avec plusieurs sages nobles et autres, par vertu et auctorité du pouvoir à nous donné nous avons donné et ottroïé, donnons et ottroyons par la teneur de ces présentes lectres audit Arnaut Chebrol povoir, congié et licence que il et les siens puissent faire tenir naex pelanz taneries, et autres choses audit mestier de tanerie nécessaire en la closure de ladite ville de Xaintes, en son hostel ou en son propre domayne, et ce nous avons ottroïé et ottroyons de grâce especial audit Arnaut Chebrol et aus siens de par le roy nostre dit seigneur, et de par nous par vertu du povoir à nous donné comme dit est. Mandons et comandons à touz les justiciers, officiers et autres féaulx subgiez et soumis du roy nostre dit seuigneur on dit païs de Xaintonge par deça la Charaute, prions et requérons touz autres que ledit Arnaut Chebrol et les siens de ceste présente grâce et ottroy facent et laissent jouir et user doresnavant paisiblement sans contredit ne empeschement aucun. Donné à Xaintes, souz notre propre scel, le VIII^e jour de septembre l'an mil CCC cinquante et six. (*Pas de signature, pas de sceau.*) (*Archives de Saint-Pierre, cote OO.*)

1401, 16 novembre. — Petrus Guibourgi, clericus, custos sigilli regii supra pontem Xanctonensem pro domino nostro Francorum rege constituti. Noverint universi.... quod.... personaliter constituti Guillelmus Bernardi et Aleadis Chebrolle ejus uxor.... tradiderunt cesserunt, et transtulerunt ac etiam remisserunt.... pure perpetuo et hereditarie.... Guillelmo Cenebrun, presenti stipulanti accipienti et acquirenti.... quoddam solum sive placeam, in quo solo sive placea est taneria sita extra portam domini episcopi in longitudine juxta taneriam Petri Mauricii ex una parte; ab itinere publico per quod itur de Sancto Eutropio versus Carantonem usque ad fossatum ville et ex alia parte juxta taneriam et viridarium Petri Guiburgi a dicto itinere usque ad dictum fossatum, ad perpetuum censsum sive redditum vigenti duorum solidorum rendalium... *Signé de Bosco.* (*Archives de Saint-Pierre, cote OO.*)

1409, 6 décembre. — 1411, 8 décembre.— Jehan Mares-

chal, clerc, garde du scel royal établi aux contraux sur le pont de Xaintes pour le roy nostre sire, salut en notre Seigneur pardurable, savoir faisons que..... ont esté présens personnellement établi Monsieur Jehan Raoux, prestre, d'une partie, et Guillaume Faure, demourans à Xaintes, d'autre partie, lequel messire (sic) Roux (sic), non contraint non deceu non admonesté..... baille quitte livre octroisse, délaisse et transporte..... c'est assavoir une tannerie assise et située en la seigneurie de Révérend père en Dieu Monseigneur l'évesque de Xanctes, en la paroisse de Sainet-Aignant, tenant d'un cousté à la tannerie de Pierre Morice, et d'autre cousté au vergier qui à présent est à Pierre Guibourg, taneur, et d'un bout au grant chemin qui vient de Sainet-Eutrope à la Charante, et d'autre bout au foussé de la ville..... Jehan Chabasse, diacre. Guillaume Robert, Yonnet Bevalet (témoins).

En 1411, 8 décembre, copie en forme.

« Ainsi signé par Monsieur l'accessor Aymar, Guibourg, avec l'autorisation de Jacques de Montbron, chevalier, comte de Sanceurre, seigneur de Maulevrier, conseiller et chambellan du roi, sénéchal de Saintonge pour très hault et très excellent prince Monseigneur le duc de Guienne, dauphin de France. (*Archives de Saint-Pierre*, cote OO.)

1425, 4 décembre. — Procès intenté par Guy Legendre, ancien prévôt des choristes, au sujet d'une tannerie « près le port des Taneries de ceste ville ». (*Mss. aux archives de Saint-Pierre*.)

1471, 25 mai. — A tous ceulx..... Laurent Malier, clerc, habitant de Xaintes, garde du scel établi aux contraictz en la ville et cité de Xaintes, pour très hault et très puissant prince Monseigneur duc de Guienne, comte de Xaintonge, seigneur de La Rochelle, salut ; scavoir faisons que: aujourd'huy, par devant nous... ont esté présens... messire Jehan Arnault, prestre, chanoine de l'église cathédrale de Xaintes, d'une part, et Hélies de Charmignac, taneur et marchand, demourans audit Xaintes, d'autre part, lequel messire Jehan Arnault..... a baillé..... arrenté audit Hélies de Charmignac..... une sienne maison et tannerie, vergier et mayne, avecques les utencilles, appareils et choses nécessaires, estans en ladite maison et tannerie..... assituée près la Porte-Lévesque, hors les murs de

Xaintes, en la terre et seigneurie de R. P. en Dieu l'évesque de Xaintes, tenant d'un bout au chemin par lequel l'on va de ladite Porte-Lévesque envers la Charente et le port de ladite Porte-Lévesque, et de l'autre bout au chemin par lequel l'on va de ladite Charente et port envers la Bertonnaire et le bourg Saint-Eutrope, d'un cousté au long de la tanerie de Regnaud Moyne, marchant, et de l'autre bout au long de la tanerie qui fut de Pérotin Morice, « moyennant 62 sous de rente ». MALIER. (*Archives de Saint-Pierre.*)

1620, 17 septembre. — Christophe Bestermes, docteur en théologie, prieur des frères prêcheurs, achète à Nicolas Seugne, marchand à Jarnac-Charente, sept tonneaux de vin, deux de blanc et cinq de clairer, rendu « plain et ouillé » sur le port de la Porte-Evêque, 51 livres le tonneau. (*Minutes de Limouzin.*)

TAVERNIERS (port des).

Nous le rencontrons dans les *Documents*, p. 257, puis dans les minutes de Maréchal.

1633, 18 juillet. — Elie Nadaud, de Courcoury, vend vingt et une charretées de foin, rendues au port des Tavernes.

TEMPLE PROTESTANT.

La construction d'un temple à Saint-Vivien, en 1603, rencontre une vigoureuse résistance de la part de l'évêque, du maire, du lieutenant particulier, du substitut du procureur général. (Voir *Inventaire des arrêts du conseil d'Etat, règne d'Henri IV*, n° 7466.)

1672, 4 avril. — Dans son testament, Marguerite Eschasseriau, veuve de Denis Tourneur, notaire royal, donne à son fils François la métairie du Puy-Dorin, paroisse de Saint-Georges-des-Coteaux ; à sa fille Marie (femme de Jacques Gourdon, avocat), le fief Fromentin, situé proche les murs de l'abbaye de Saintes, ainsi qu'il lui a été délaissé par son contrat (de mariage) du 29 décembre 1657, pardevant Lestellier, notaire... Elle ajoute que « parce que le lot du Puy-Dorin est de plus grande valeur que le lot des maisons délaissées à Jacques Tourneur (Voir la *Poissonnerie*), je veux que ledit François, son frère, lui donne, une fois payé, 900 livres ; et d'autant que laditte feue Allaire, sa mère, avait constitué mille livres pour dot à Marie Tourneur, je déclare que je luy

ai délaissé pour laditte constitution une maison, avec deux jardins, l'un à côté de l'autre, au devant d'icelle, au lieu appelé le Puy-Gaudin, en Saint-Vivien, un lopin de terre labourable en dépendant, proche le temple de ceux de la R. P. Réformée. (*Minutes de Gillet.*)

Ce temple était situé, je crois, à l'extrémité du faubourg, au delà de la portion que nous appelons le Bas-Médoc.

(Voir *Poste aux chevaux.*)

THÉÂTRE (place du). *Place du Marché au bois.*

Le théâtre a remplacé, en 1852, une halle construite en 1839. Le 9 mars 1851, les travaux furent mis en adjudication sur le prix de 58.062 fr. 37. (*Journal littéraire*, 8 février 1851.)

Lors de la dernière revision des noms de rues on lui a conservé celui de Marché au bois. Pourquoi ? Mystère. Depuis quarante ans, il ne s'est pas vendu une trique sur cette place. *Sicut erat in principio.*

TOUR NEUVE ou de l'EVÊQUE. (Voir *Documents*, p. 406, et *Porte-Evêque.*)

TOURS. (Voir *Remparts, Bourreau, du Cordier, Mauregard, Meslier, Razée, Rigault, Montrible, Neuve.*)

TREUIL DE L'EVÊQUE, à Saint-Pallais.

1371 (ou 1377), 5 juillet. — Guillaume Baschier vend : « une sienne place dézerte, assize au bour de Saint-Palais de Xaintes, tenant par devant à la rue publique par où l'on va du pont de Xaintes à l'église de Saint-Palais, et par derrière à la douhe dudit bour, et d'un cousté aus murs du treuill de monseigneur l'évesque de Xaintes et à la maison de Arnaud Feugon, d'autre..... » Signé: ESTÈVE VIGIER. (RESNIER DU CHESNE, garde du scel royal.)

1408, 4 mai. — Ytherot Baschier vend à Pierre de Losme douze sous de rente que devaient Jean des Roches et sa femme, « pour raison d'une plasse assise et assituée en bourg de Saint-Pallays, en la terre et seigneurie de Révérend Père en Dieu Monseigneur l'évesque de Xaintes, tenant ladite plasse et maison (*sic*), d'une part au treuil dudit Révérend Père en Dieu Monseigneur l'évesque de Xaintes, et de l'autre part à une rue par laquelle l'on va au pré le Roy et devant fiert ladite maison ou plasse à la rue qui vient de Saint-Pallays au pont, et par derrière à la douhe dudit bourg... » PERMENTIER.

1416, 25 juillet. — (Jehan Chabasse, prêtre, garde du

seel roial aux contrais sur le pont), Pierre de Losme vend la maison tenant « au long du troil de mondit seigneur l'évesque, qui est au chief du pont, dix sous de rente... » JEAN DE MONTGAILLARD, notaire.

1440, 1^{er} avril. — (Jean Roux, clerc, garde du seel à Paracoul), Seguin de Losme, fils de Pierre Delosme, assigne aux clercs du cuer de l'église cathédral de Saint-Pierre de Xaintes dix sous de rente annuelle sur une maison et vergier assis et situez en la paroisse de Saint-Palays, en la terre et seigneurie du Révérend Père en Dieu Monseigneur l'évesque de Xaintes, tenant au long du trouilh de mondit seigneur l'évesque, qui est au chief du pont, d'une part, et le long d'une maison que tient à présent Jehan Garnier, dit forte compaignie, d'autre part, et devant à la rue publique..... par darrrière au sentier qui depart du pont en allant par darrrière le troilh... » Rot x. (*Archives de Saint-Pierre de Xaintes.*)

TRIPERIE (La).

1388, 5 juin. — Hélias de La Sauzée, senior, custos sigilli pro domino nostro Francie regi supra ponte Xanctonense ad contractus constituti et auditor curie communis dominorum episcopi decani et capitali Xanctonensium salutem... Noverint universi quod in jure coram nobis personaliter constituti Alayde Chebrolle, relicta Bernardi de Belloloco, ex una parte, et Guillelmo Boern, mercatore, ex altere parte, Alaydis... vendidit titulo pure et irrevocabilis vendicionis inter vivos... eidem Guillelmo Boern, presenti,... duo hospicia, seu domos in parochia Sancti Michaelis Xanctonensis, situatas, unam videlicet in et sub dominio domini episcopi Xanctonensis prope ecclesiam Sancti Michaelis inter ruham publicam quæ itur de dicta ecclesia versus ecclesiam Sancti Petri, ex uno capite (*les autres confrontations personnelles*), aliam sitam in Triparia, in et sub dominio domini nostri regis, inter muros ville Xanctonensis, ex uno capite, et ruam publicam quæ itur de domo Arnaldi Regnaldi, alias le bochier, versus furnum triparie, ex altera parte et viridorium Johannis Bernardini et unam plateam Guillelme Belamie, uxoris magistri Raymundi Seguini, jurisperiti, ex altera..... Il est du « pro dicto prospicio sito in triparia, pro anguillagio preposito Xanctonensi quatuor denarios

censuales seu rendales. (*Archives de Saint-Pierre*, cote G.)

TROIS-MARIES (rue des). *Rue de la Comédie*. (*Voir ce mot*.)

Il y avait aussi, en 1711, le canton des Trois-Maries. Ce nom remplaça celui de Pentecoste.

Le nom de Comédie lui est venu de ce qu'avant la construction du théâtre il y avait une salle de spectacle (comédie) dans une maison, à gauche en descendant, la porte avant l'angle de la rue Saint-Michel.

Je ne saurais dire si le nom des Trois-Maries lui vient d'une enseigne, ou de l'apposition à l'angle d'un carrefour, ainsi que cela se pratiquait souvent, des trois statuettes, de la Vierge Marie, de Marie-Madeleine et de Marie Jacobé. Beaucoup de villes ont eu leur rue des Trois-Maries.

Ce nom est connu à Saintes dans un acte de 1711 (*minutes de Maréchal*) : « Rue qui conduit du canton des Trois-Maries à celui des Forges. »

On a longuement disserté sur la maison de l'apothicaire Samuel Veyrel, antiquaire à ses heures. (*Bulletin*.)

Mais voici une confrontation qui se rapporte à cette question.

Marianne Hommeau, femme de Louis de Montis, seigneur de Viliers, enseigne de vaisseau, demeurant à Saint-Palais-du-Né, au nom de Marie Petit (1), veuve de Philippe Hommeau, seigneur de Fougères, sa mère, héritière de Louis Petit, écuyer, seigneur de Roisay, avocat général au bureau des trésoriers de Bordeaux, vend une maison, rue et paroisse Saint-Pierre, confrontant d'un côté à celle de Veyrel, marchand, d'autre à la rue qui conduit du canton des Trois-Maries au couvent des révérends pères Jacobins, par derrière à la veuve Veyrel, apothicaire, par devant à la rue qui va de Saint-Pierre à l'hôtel de ville, tenue à rente du fief de Lhomme, appartenant à M. Dussaud, assesseur au présidial, à 20 sols de rente noble et 3 livres 15 sols au bas-chœur, à Jean Maigné, cordonnier. (1719. *Minutes de Maréchal*.)

Le 2 1720, Jean Maigné, cordonnier, afferme à Hyacinthe Archambaud, tailleur, une maison, au canton des Trois-Maries, confrontant d'un côté à Veyrel, d'autre à la rue qui conduit du canton au palais royal, par devant à la rue de l'Hôtel-de-Ville à Saint-Pierre. (*Id.*)

(1) Voir canton Pentecote.

On remarque dans quel sens le notaire indique la rue. La maison était placée non pas à l'angle de la rue de la Comédie, mais du côté gauche en montant, près de l'angle.

1643. — Marie Meschinot, veuve de Daniel Boinet et de Jean Corbineau, sergent royal, vend à Jeanne Nivard, veuve de Daniel Coma, maître apothicaire, douze sols de rente sur une maison sise paroisse Saint-Pierre, confrontant d'un côté à la maison de Jean Soulard, avocat, d'autre côté à celle de Claude Coudreau, marchand, par derrière à la maison de Samuel Veyrel, maître apothicaire, d'autre bout, par devant, à la rue par laquelle on va du canton des Forges à Saint-Pierre. (*Minutes de Dermier.*)

1735, 23 juin. — Etienne Gaya, chargé de procuration de Jacques Lambert, fermier général et régisseur des biens des religionnaires fugitifs et réfractaires aux ordres du roi, demeurant en la maison de David, notaire, rue Saint-Maur, et Pierre-Josué Raboteau, sieur de Puigilbaud, disent que Raboteau s'étant rendu bailliste d'une maison située rue des Trois-Maries, et joignant celle de Thomas d'Authon, dépendante des biens attribués à la régie par l'évasion des demoiselles Raboteau, sorties hors du royaume pour fait de religion, ils désirent faire procès-verbal de l'état des lieux.

Procès-verbal de maison acquise par Henri Martin, directeur des aides à Cognac, de Jeanne Guillemain d'Authon, le 16 septembre 1753, située rue et canton des Trois-Maries.

1756, 18 mai. — Henri Martin, directeur des aides en l'élection de Cognac, afferme à Alexis-René-Georges de Saint-Légier de La Sauzaie, enseigne de vaisseau, mari de Anne-Louise Gonde, une maison avec cour d'entrée et écurie, paroisse Saint-Pierre, rue des Trois-Maries, confrontant par devant à ladite rue, d'un côté aux sieurs Raboteau de Puigilbaud, de l'autre à Poittevin, procureur du roi en l'élection. (*Minutes de Senné.*)

1761, 29 mars. — Catherine Vanderquand, veuve de Jean Poirier, contrôleur des actes du bureau de Saintes, et Jean-Jacques de Beaucorps, écuyer, demeurant à Senouches, paroisse de Chaniers, vendent à Jean Joubert, marchand, demeurant au château de Burie, une maison, rue des Trois-Maries, tenue à rente du doyenné. (*Acte reçu Tercinier, notaire royal à Chaniers.*)

1772, 30 mars. — Jacques-Elie Servant, praticien, au nom de François, comte de Latour-Bonlieu, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine de cavalerie, seigneur de La Balme, par milieu, Sainte-Colombe, Dauphiné, Beaupréau, Azay, afferme à Etienne de La Chauvetière, ancien officier au régiment de Dauphiné, écuyer, seigneur de La Cosarmanière, une maison, rue des Trois-Maries, paroisse Saint-Pierre. (*Minutes de Senné.*)

1787, 14 septembre. — Jean-Pierre Joubert, prêtre, curé de Saint-Nazaire de Migron, donne en arrentement à Pierre Poitevin, huissier audiencier au présidial, une maison appartenant audit Joubert et formant son titre clérical, assigné par l'acte qui en fut consenti par Jean Joubert et François Bouyer, ses père et mère, le 28 novembre 1782, reçu Prévaudeau, notaire royal, située à Saintes, rue des Trois-Maries, paroisse Saint-Pierre, relevant de la seigneurie du doyenné, au devoir de trois deniers, confrontant du levant à la maison de Dières-Monplaisir, commissaire aux classes de la marine à Saintes, du couchant à la remise des héritiers Latour, une petite ruelle (1) commune avec le chevalier de Luchet (comme propriétaire de la maison ayant appartenu à Jérémie Mercier, chirurgien) entre deux, du nord où est la façade à la rue des Trois-Maries, du midi à la maison du sieur de Luchet. (*Minutes de Petit, notaire royal.*)

An VI, 13 thermidor. — Pierre Poitevin, huissier au tribunal civil du département de la Charente-Inférieure, nanti de patente sous le n° 181 du registre de l'administration municipale de Saintes, où il demeure, section du centre, cède à Pierre Arnoulat, le père, menuisier, une maison, rue des Trois-Maries... (la ruelle (1) commune avec Picherit, huissier, comme propriétaire de la maison voisine venant de feu Jérémie Mercier, officier de santé. (L'acte de 1787 est visé.) (*Acte reçu Bironneau, notaire à Saintes.*)

1812, 23 juillet. — Eustelle Mossay, veuve de Pierre Arnoulat, Joseph Arnoulat, et Elisabeth Arnoulat, vendent à Louis Planier, receveur des contributions de la

(1) Cette ruelle n'existe plus, elle forme une partie de la cour de la maison portant le n° 7 de la rue de la Comédie. Elle allait rejoindre la rue Saint-Pierre (maison Massiou Perrin).

commune de Courcoury, une maison, située rue de la Comédie, ci-devant dénommée rue des Trois-Maries (1).
(*Acte reçu Michaud, notaire.*)

TROIS-PRINCES (rue des).

Son nom lui vient d'une hôtellerie fort bien fréquentée, qui était moitié sur la rue de la Berthonnière, moitié sur la rue des Trois-Princes. Cet hôtel appartenait en 1788 à Louis-Nicolas Lemercier.

VAUX-HALL.

1786, Vaux-Hall d'hiver, dans la nouvelle salle du sieur Comminges, bal de 4 heures de l'après-midi à 10 heures du soir. Place : 30 sous. (*Affiches.*)

C'est l'ancienne chapelle de l'aumônerie de Saint-Pierre ou hôpital de la Charité. (Voir *Revue*, XXVI, p. 99.)

Le 1^{er} mai 1851, la ville procède à une enquête de *commodo* et *incommodo* pour l'achat du Vaux-Hall, où on a le projet d'installer le marché au poisson. (*Journal littéraire.*)

L'achat eut lieu en 1856 ; il était tout indiqué. Le terrain convenait admirablement à la ville. L'idée malencontreuse du marché au poisson au cœur de la ville ne fut pas exécutée ; elle dut soulever de vives protestations. Le musée lapidaire a remplacé (1888) le vaux-hall, qui était devenu d'abord magasins de la ville (1874).

VARENNE (rue de). (Voir *Rue des Bullets.*)

Habitant : Maume, imprimeur.

VIEILLES-BOUCHERIES (canton des). — Avant 1572, le marché s'y tenait. (Voir *Rue Saint-Pierre.*)

VIEILLES-PRISONS (rue des). *Rue de la Prison, des Prisons*, rue « vulgairement appelée *des Anciennes Prisons* » (1769), *de l'Ancienne Prison, des Jacobins, des Balais* (1623), *Sancerre* (an III), *Samson* (an VII). (Cf. *Rues du Palais, des Jésuites, Juive, de l'Evêché.*)

Où se trouvaient les « anciennes prisons » ? Peu de questions ont, autant que celle-ci, mis les chercheurs en éveil. (Cf. *Bulletin*, I, p. 142, 218, 261, 290, 346, 386. ; II, p. 35; l'excellent article de M. P. Drillon, dans le *Recueil de la Commission*, t. XIII, p. 387.)

L'acte de 1751, transcrit ci-dessous, est la dernière phase de

(1) La maison vendue porte aujourd'hui le n° 7 de la rue de la Comédie.

cette affaire. La vieille prison était au n° 6 de la rue de ce nom ; elle fut transférée en 1750 au palais royal.

Habitants : Dominique du Bourg (1572) (la maison existe encore à l'angle des rues du Palais et de la Vieille-Prison) ; Jean Bichon, imprimeur (1630) ; Angélique Guinot de Boisrond, veuve de Henry de Beaumont, seigneur de Gibaud (1754) ; Marie de Ballu, veuve de Bertrand Comte, sieur de La Contrie (1757) ; J.-Cl. Dangibeaud, conseiller (1765).

En 1815, d'après une liste appartenant à la fabrique de Saint-Pierre, elle comprend vingt numéros : Drillhon fils, avocat ; veuve de Rochecoste ; de Bremond ; les autres sont des marchands ou des artisans.

1650, 17 février. — Mariage de Etienne Ocqueteau, huissier au présidial, fils de François, notaire, et de Isabelle Claveau, avec Marie Nouel, fille de Denis, tailleur d'habits, et de Marie Fleury, laquelle reçoit en dot une des deux maisons que ses père et mère ont, situées à Saintes, paroisse Saint-Pierre, se joignant l'une l'autre, à son choix, l'une confrontant d'un côté à la maison de M. Dubourg, et l'autre confrontant d'un côté à Jean Bichon, imprimeur du roi, et par devant à la grande rue qui va de l'église des Jacobins à la Porte-Evêque, sur main droite. (*Minutes de Limouzin.*)

1674, 30 juin. — Nicolas Arnaud, notaire à Chermignac, afferme à Julien Dignet, peintre, une maison, paroisse Saint-Pierre, un jardin par derrière, confrontant d'un bout à la rue de la Prison, d'un côté à Christophe Chevreuil, procureur, d'autre côté au jardin de M. Lebrethon. (*Minutes d'Arnaud.*)

1678, 12 janvier. — Antoine Frémon, mari de Françoise Cousset, vend à M. Marc Arnaud, procureur au présidial de Saintes, une maison, rue des Prisons, confrontant d'un côté à Christophe Chevreuil, procureur audit siège, d'autre côté à la maison d'Ythier, sergent royal, d'un bout à la rue publique qui va des pères Jacobins à la Porte Saint-Louis, d'autre bout à la maison du sieur Arnaud. (*Minutes d'Arnaud.*)

1679, 24 janvier. — Pierre Ocqueteau, conseiller au présidial, loue à Marie Renard, veuve de M. Dubourg de Ferrand, une maison, sise rue des Prisons. (*Pas de confrontations.*) (*Minutes de Gillet.*)

1693, 16 janvier. — André Mercier, sieur du Pin, demeurant à Saint-Bris-des-Bois, et Charles Eschasseriaux, sieur du Ramet, avocat, mari de Marguerite Mercier, déclarent qu'en qualité d'héritiers de Thomas Mercier, procureur au présidial, ils possèdent par moitié une maison, rue des Prisons, seigneurie des Arennes, chargée d'une rente seconde de 25 sols par an, de 30 sols à la cure de Saint-Pierre et outre la rente seigneuriale au prieur des Arennes. Jugée indivise, Eschasseriau l'achète 200 livres. (*Minutes de Marcouiller.*)

« Aujourd'hui, 28 novembre 1725, après midy, estant en la prison royale du siège présidial de la ville de Saintes, size rue des Ballais de ladite ville, ont comparu Jean Bodin, laboureur à brœufs », déclare que Jean Meslé, « présupposant que le remontrant ait commis quelque excès sur sa personne », celui-ci avait porté plainte au juge de la terre de Faye, « duquel il auroit surpris une provision d'aliment, à défaut de paiement qui est de 25 livres, il l'auroit fait capturer et constituer prisonnier en ladite prison. (*Minutes de David.*)

1733, 9 août. — Jean Bourdeille, conseiller au présidial, reçoit par contrat de mariage une maison, sise au coin de la rue de la Prison, devant les pères Jésuites. (*Minutes de Senné père.*)

1737, 21 février. — Antoine Gellibert, bachelier en droit, demeurant paroisse de Saint-Disant-du-Bois, et Jacques Martin, sieur de La Verrie, avocat, agissant en son nom et pour Madeleine Gellibert, sa femme, vendent à Henri-Alexandre Guiton, aliàs de Maulévrier, chevalier seigneur de Saint-Brice-Charente, Saint-Trojan, enseigne de vaisseaux, demeurant au château de Saint-Brice, une maison, sise rue de la Prison, paroisse Saint-Pierre, acquise par feu Jérôme Gellibert, conseiller au présidial, de Isaac Michel, avocat, « par pollice sous signature privée du 8 novembre 1713 », confrontant du midi aux prisons royales de cette ville, d'autre côté à la maison occupée par la dame Feuillet, dépendante de la chapelle de Mathurin Cochet, du couchant à la rue de la Prison ; tenue à rente de l'évêché. (*Minutes de Marsay.*)

1751, 30 juillet. — Simon-Pierre de Lacoré, seigneur évêque de Saintes, déclare que Sa Majesté ayant jugé à

propos de faire bâtir de nouvelles prisons auprès du palais royal, où s'administre la justice et dans la mouvance directe dudit évêché, de laquelle par ce moyen il sera privé à l'avenir sur le terrain qu'occupent lesdites nouvelles prisons, et à raison de quoy il lui est dû une indemnité proportionnée à la valeur de ladite directe, pour ladite indemnité il consent à prendre en échange, sous le bon plaisir de Sa Majesté, la directe sur les maison et bâtiment où étoient les anciennes prisons, et qui sont enclavées dans le fief dudit évêché, moyennant quoi il déclare abandonner dès à présent, au profit de Sa Majesté, la directe sur le terrain qui est occupé par les nouvelles prisons, et se contenter de cette même directe sur le terrain où étoient les anciennes prisons, à l'entretien de quoi il a obligé tous les biens dudit évêché. Fait et passé au palais épiscopal, en présence de Philippe Penard et Jean-Baptiste Petit, clerc.

SIMON, évêque de Saintes. PETIT. PENARD.
SEXNÉ, notaire royal.

Je ne puis résister au plaisir de copier ici la note vraiment humoristique du comte Pierre de Bremond d'Ars dans ses mémoires.

« 1811, 7 novembre. — J'ai vu l'homme qui veut louer notre maison et à qui je ne la louerai pas parce qu'il veut des *appartements frais*, et que les nôtres ont deux cent quatorze ans de date, mon hôtel ayant été bâti en 1597, par Dominique du Bourg, mon quint-ayeul. »

(Voir pour cette maison, *Bulletin*, I.)

VIEUX-MINAGE (canton du).

1566, samedi 13 décembre. — Condamnation relative à deux sous de rente, établis sur une maison confrontant « par devant à la rue publique qui vient du carrefour du Vieil-Minage et va au port Anguiller ». (*Archives de Saint-Pierre*, cote LL.)

1575, 12 août. — Le minage et marché se tiendra aux faux-bourgs, savoir : pour la Berthonière devant la Croix-Blanche, pour Saint-Pallais au cimetière. (*Documents*, p. 268.)

Le minage se tenait aussi aux halles. Lorsqu'en 1580 on décida la construction d'un palais royal ou de justice pour le présidial, le « lieu le plus commode » parut être la halle. « Le minage qui

se tenait dans ladite halle sera transporté ailleurs ». (*Documents*, p. 322.)

1710, 29 mai. — Ferme du droit de minage revenant à sept deniers par pochée de quelque grain qui se vende au bourg de Saint-Eutrope. (*Archives de Saintonge*, III, p. 59.)

1781, 9 décembre. — Ferme du minage de Saintes par le duc de La Vauguyon. (*Minutes de Petit.*)

URBAIN-LOYER (rue). (Voir *Sainte-Colombe*, *Rue du Loup.*)

En février 1840, la municipalité étudia la création d'une voie de communication entre le cours Royal et la Grand'rue. Il fallait démolir une partie des bâtiments appartenant aux familles Duportal, Loyer, Martineau, Desménard. On recula devant les frais, pourtant peu considérables, puisqu'ils ne s'élevaient qu'à environ 2.000 francs.

..

NOMS DE LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

Nous ne possédons pour Saintes aucune nomenclature des rues de cette époque. Il faut la faire, et c'est très difficile.

Observons que *toutes* les rues ne reçurent pas une nouvelle dénomination ou que l'usage subsista d'employer les anciens noms. Il semble qu'il y ait eu répugnance ou simplement résistance à écrire les noms nouveaux. Les notaires se servirent longtemps des vieux noms en ajoutant le mot *ci-devant*, puis ils mêlent les anciens et les nouveaux : en l'an VII, Vanderquand écrit « rue Saint-Palais » tout court, « Saint-Vivien », ou « section de l'arc de triomphe ci-devant Saint-Palais ». On lit encore (8 floréal an XI-29 avril 1802), dans un même acte : « Les citoyens..... demeurant dans la section du centre, et Thibeau, arquebusier, demeurant près la Porte Saint-Louis ».

Tandis que les noms de section se sont multipliés, les rues paraissent avoir conservé leur dénomination habituelle, sauf au centre de la ville, où nous voyons certaines d'entre elles recevoir des substantifs franchement révolutionnaires. Leur vogue n'a guère dépassé dix-huit mois, encore certains notaires ont-ils résisté à employer certains noms au plus fort de la tourmente. Ainsi, Iluvet n'écrit jamais rue Mirabeau, il n'oublie guère les saints et oublie totalement Xantes.

Voici un placard rarissime imprimé par P. Toussaints, signé de Robert de Rochecoute, maire. C.-A. Gout. Néron. Le Jacque

Canolle. Métayer. Apert, officiers municipaux. Boissard, procureur de la commune. Senné, greffier.

Extrait des registres de la municipalité de la ville de Saintes.

Aujourd'hui, quatre mars mil sept cent quatre-vingt-onze, nous, officiers municipaux de la ville et communauté de Saintes, réunis à la maison commune, lieu ordinaire des séances de la municipalité,

Après la lecture qui nous a été faite par le secrétaire-greffier de l'article premier du titre II du décret de l'Assemblée nationale, des 20, 22 et 23 novembre dernier, concernant la contribution foncière, sanctionné par le roi, le premier décembre suivant, lequel article porte qu'aussitôt que les municipalités auront reçu le décret, et sans attendre le mandement du directoire du district, elles formeront un état indicatif du nom des différentes divisions de leur territoire, s'il y en a déjà d'existantes, ou de celles qu'elles détermineront, s'il n'en existoit pas déjà ; et que ces divisions s'appelleront sections, soit dans les villes, soit dans les campagnes.

Pour nous conformer au susdit article, et d'après les connoissances que nous avons de la consistance du territoire de notre communauté, avons divisé ce territoire en sections, au nombre de vingt, dont la première est connue sous le nom de Saint-Maur.

La deuxième sous celui de la section de Saint-Pierre.

La troisième sous celui de la section de Saint-Michel.

La quatrième sous celui de la section de Sainte-Colombe.

La cinquième sous celui de la section de fauxbourg de Saint-Eutrope.

La sixième sous celui de la section des Roches.

La septième sous celui de la section du Moulin du Trin.

La huitième sous celui de la section des Moulins de Brandet.

La neuvième sous celui de la section des Moulins de Guerry.

La dixième sous celui de la section du fauxbourg de Saint-Palais.

La onzième sous celui de la section des Arciveaux.

La douzième sous celui de la section du Moulin de la Grille.

La treizième sous celui de la section de la Grève.

La quatorzième sous celui de la section du faubourg (sic) Saint-Vivien.

La quinzième sous celui de la section du Barot.

La seizième sous celui de la section des Marsais.

La dix-septième sous celui de la section de Bellivé.

La dix-huitième sous celui de la section de Préans.

La dix-neuvième sous celui de la section d'Arcejac.

La vingtième sous celui de la section de la Prairie de Saint-Vivien.

Et pour que cette division ne puisse être exposée à des variations qui apporteroient la confusion dans les opérations dont elle doit être la base, nous déclarons par la présente délibération que le territoire de notre municipalité demeurera limité et confronté ainsi qu'il suit :

La première section, dite de Saint-Maur, est confrontée au levant à la Charente, au nord à la paroisse Saint-Pierre, au couchant à la même paroisse, au midi au territoire dépendant de Saint-Vivien ; laquelle section comprendra tout le territoire dépendant de la susdite paroisse de Saint-Maur.

La deuxième, dite de Saint-Pierre, confronte au levant à la Charente, au nord à Saint-Michel et Sainte-Colombe, au couchant à la partie dépendante de Saint-Vivien, au midi à Saint-Maur ; comprend toute la paroisse Saint-Pierre.

Saint-Michel confronte au levant à la Charente, au nord à Saint-Vivien, au couchant à Sainte-Colombe, au midi à Saint-Pierre ; comprend toute la paroisse Saint-Michel.

Sainte-Colombe confronte au levant à Saint-Michel, au nord à Saint-Vivien, au couchant à Saint-Vivien, au midi à Saint-Pierre ; laquelle section comprendra non seulement le territoire dépendant de la paroisse de Sainte-Colombe, mais encore celui connu sous le nom de fauxbourg Saint-Macoul, lequel a toujours fait partie de ladite paroisse pour les impositions.

La cinquième section, dite du fauxbourg de Saint-Eutrope, est la portion du territoire de notre municipalité, qui est limitée, savoir : au levant par une portion du territoire dépendant de la paroisse de Saint-Vivien et au fleuve de Charente ; au nord par la portion de la rue ou chemin qui conduit de l'hôtel des Princes à la Cabaudière et à la Croix-Melon ; du couchant par le chemin qui conduit des pierrières de la Croix au chemin de Pisany, et qui renferme le bourg de Saint-Eutrope du nord au midi ; et au midi par le chemin qui conduit du pont des Monards à Cozes ; laquelle section comprendra tout le territoire dépendant du fauxbourg Saint-Eutrope.

La dixième section, dite du fauxbourg Saint-Pallais, est la portion du territoire de notre communauté qui est limitée, savoir :

au levant par le chemin ou sentier qui règne le long des murs du jardin de la pépinière, traverse les grandes routes de Cognac et Saint-Jean d'Angély ; au nord par le chemin, appelé Balanche, qui conduit au bout du Pérat ; au couchant au fleuve de Charente et au chemin qui conduit de la Croix du pont derrière le quartier Saint-Paul, et au midi au Pré le Roi et au chemin qui conduit de cette ville au Moulin de la Grille, longeant les murs de l'abbaye et ceux de la Pépinière.

La quatorzième section, dite du fauxbourg Saint-Vivien, est la portion du territoire de notre communauté qui est limitée au levant par le fleuve de Charente, au nord par le sentier qui passe le long des murs du Séminaire et conduit à Saint-Seroine, au couchant par le chemin qui conduit de Saint-Macoul à Ecurat, et au midi par la portion du territoire dépendante des paroisses Saint-Michel, Sainte-Colombe, Saint-Pierre, Saint-Maur et Saint-Eutrope ; en laquelle section se trouve compris le faubourg de la Bretonnière en partie.

Cette division a persisté, les sections se sont multipliées, les noms ont changé en 1793.

Saintes s'appelle Xantes.

Saint-Palais devient section de l'Arc de triomphe ou des Sans-Culottes.

Saint-Eutrope, des Arènes ou de la Montagne.

Saint-Pierre, du Centre.

Saint-Vivien, du Capitole.

Saint-Macoult, de la Bienveillance.

Voici quelques noms extraits des minutes de 1793 à 1799 qui corrigeront les renseignements déjà fournis et en ajouteront de nouveaux. Certaines rues ont porté deux noms.

Rue Mirabeau ou Grande rue. C'est par distraction que j'ai indiqué la rue Hôtel-de-Ville comme ayant été la rue Mirabeau, après avoir mis ce nom révolutionnaire à la Grande rue. L. Audiat m'a induit en erreur. Cette rue est formellement identifiée avec la Grande rue par le notaire Bironneau, dans un acte du 9 janvier 1793, qui cite « une maison située Grande rue, dénommée actuellement rue Mirabeau, paroisse Saint-Pierre. »

Certains notaires — Huvet, par exemple — ne nomment jamais la rue Mirabeau, ils disent toujours Grande rue.

Rue des Îles (28-29 prairial an II. Bironneau).

Rue Ça Ira (rue Saint-Maur).

Rue du Bon-Pasteur (an II-an III.)

Place de la Liberté (place Blair).

Rue de l'Espérance (rue Hôtel-de-Ville).

An III. — Maison, ayant jour au levant rue du bon Pasteur, et au midi rue de l'Espérance. (*Minutes de Chéty.*)

Rue des Halles. (Voir *Rue de la Municipalité.*)

Rue de l'Ordre du jour.

An II. — Maison des ci-devant sœurs de la Charité, section de la Bienfaisance (Saint-Vivien).

An II. — Place des ci-devant Cordeliers, section de la Bienfaisance (3^e jour complémentaire an III, Bironneau).

An II. — Place Fleurus, place des Justices (place des Cordeliers).

An II. — La Cabaudière, section de la Montagne (Saint-Eutrope).

An II. — Le lieu de Saint-Roch, section de la Montagne (quai des Roches).

An II. — L'église Saint-Pierre s'appelle le Temple de la Vérité.

An II. — Place du Centre (place Saint-Pierre).

An II. — Canton du Centre, section de l'Egalité.

An II. — Canton de Lormeau, section des Sans-Culottes. (Voir *Saint-Pallais.*)

An II. — Faubourg des Sans-Culottes. Rue Potier (Saint-Pallais).

An V. — Quartier Saint-Paul, section de l'Arc de triomphe.

An VI. — Rue de la Municipalité, devant les Halles (1^{er} germinal, Huvet).

An VII. — L'auberge de la Cloche, section des Arènes.

Rue de Varennes. (Rue des Ballets, an III, minutes de Bironneau.) Hôtel de la Déesse de la Liberté. Mathieu-Gabriel Brejon, homme de lois, demeure rue de Varennes.

An III. — Hôtel de l'Egalité (jadis Fleur de lys), faubourg de La Montagne, près le pont des Monards.

An VIII. — Hôtel des diligences, section du Capitole.

An III. — Rue de l'Egalité.

An III. — La Bertonnière, section de la Bienfaisance.

An III. — La Bertonnière, section de La Montagne.

An VI. — Rue du Département (rue du Bon-Pasteur, 1^{er} prairial, Huvet).

An VI. — Rue Basse à Saint-Eutrope (4 germinal, Huvet).

An V. — Hôpital de la Fraternité, plus tard de la Bienfaisance, *aliàs* hôpital général, *aliàs* militaire.

An VII. — La Bertonnière, section des Arènes.

An II. — Quartier de la Citadelle.

An VII. — Faubourg Saint-Vivien, section du Capitole.

An II. — Montée des ci-devant Carmélites.

An VII. — Le Pinier, section du Capitole, ci-devant Saint-Vivien.

An VII. — Le Jeu de boule, section du Capitole.

An VII. — Le Lieu du trésor, section du Capitole.

An VIII. — Rue Samson (rue de la Vieille-Prison, 17 fructidor au VIII. Huvel).

An III. — Rue Sancerre (rue de la Vieille-Prison). (*Minutes de Chéty.*)



QUESTIONS ACCESSOIRES

DENSITÉ DE LA POPULATION. — Elle est difficile à établir. Quand on compare dans les états de répartition d'impôts les attributions faites aux différentes paroisses on n'arrive pas à des conclusions concordantes. Ou les proportions de répartition ont varié, ou la population s'est déplacée. Ainsi :

En 1572 (1), Saint-Palais est un quart plus peuplé que Saint-Eutrope et Saint-Vivien ; la ville et les deux faubourgs de Saint-Maurice et Saint-Macoult sont aussi peuplés que les trois autres paroisses réunies ;

En 1578 (2), le maire, les échevins, la noblesse, taxés à 80 écus sur une somme de 330, laissent libre une somme de 253 écus qui est supportée par la ville, Saint-Maurice et Saint-Macoul pour 134 écus, tandis que les trois autres ne paient que 119 ;

En 1584 (3), ces trois mêmes paroisses (sans les villages) paient 58 écus de plus que la ville.

En 1793, la ville proprement dite ne compte pas 6.000 habitants (voir *Saint-Maur*).

NUMÉROTAGE DES MAISONS. — La maison à l'angle de la rue du Ponceau (Port-Sô) et la rue Hôtel-de-Ville (n° 2) porte encore les anciens numéros 119, 254, 90, 12.

Le n° 9 actuel de la rue de la Vieille-Prison, 148, 41, 16.

Le n° 17, rue de l'Ancien-Palais, 140, 347 qui ont disparu par un grattage de la maison en 1903.

Le 105 était dans la rue des Ballets maison de Thézac.

(1) *Documents*, p. 199.

(2) *Documents*, p. 139.

(3) *Documents*, p. 199.

En l'an VIII,
le défenseur Arnaud demeurait rue de Varennes, 336.

- Arnout demeurait faubourg des Dames, 258.
- Barraud demeurait près la Poste aux lettres, 141.
- Bernard demeurait aux ci-devant Carmélites.
- Billiotte demeurait maison des ci-devant Récollets.
- Boyer demeurait place Fleurus, 544.
- Drillhon demeurait montée de l'Hôpital, 29.
- Forget demeurait maison de l'Ecole centrale.
- Fromentin demeurait faubourg Saint-Vivien, 106.
- Giraudias demeurait près le Timbre.
- Jouanneau demeurait rue Sanson, 342.

Le 21 mars 1851, adjudication du marché du numérotage des maisons et des plaques des rues de la ville. Mise à prix, 2.200 fr.

PAVAGE. — 1272. — Requête des habitants de Saintes à Edouard I^{er}, roi d'Angleterre, pour lui exposer que la ville et les pons étant mal pavés et que n'ayant aucun moyen « de quoy elle puisse les gens contraindre à les refeyre, supplient que au roy nostre senhor, playse autréer le pavage de la ville jusques à quatre ans pour refayre le pavement de ladite ville et les voyes et les pons. Maymement comme li roys de France l'ayt autroïé à ceus de sa partie pour les pons de ladite ville. » (*Annales de la Société des Arts de Saintes*, 1870, p. 87.)

1703, 19 mars. — Marché entre Jean Gautier, adjudicataire du pavé de la ville et faubourgs de Saintes, avec Nicolas et André Jouanneau frères ; Gautier fournit les matériaux rendus sur le chantier. Les Jouanneau recevront 13 sols par toise carrée ; ils sont tenus de toiser tous les samedis et seront payés tous les quinze jours. Ils doivent se tenir à leur chantier avec deux compagnons pendant cinq ans commencées le 5 mars courant. (*Minutes de Dalidet*.)

CH. DANGIBEAUD.

LIVRES ET REVUES

AGATS (Arthur). *Der hansische Baienhandet*. Heidelberg Carl Winter, 1904, in-8°, 120 p., pl.

M. A. Agats s'est proposé de rechercher d'où les « voyageurs de la Baie », « la flotte de la Baie », tiraient le sel qui servait au commerce de Hambourg au XIV^e et au XV^e siècle.

La baie, c'est la baie de Bourgneuf au sud de l'embouchure de la Loire.

Mais la Hanse qui entretenait des agents commerciaux à Bourgneuf, ne tirait pas seulement de ce port et des localités voisines de la Vendée le sel qu'elle revendait ensuite, elle allait en chercher en d'autres points du littoral, à Brouage et à La Rochelle. M. Agats donne même le prix du sel et du vin au XV^e siècle à leur départ du Poitou et à leur arrivée en Flandre, en Angleterre, en Prusse, en Livonie.

Au XVII^e siècle, la Hanse tirait la plus grande partie de ses sels de Brouage, des îles d'Oleron, de Ré et de Guérande.

Dans la *chronique littéraire* du *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* de mars-avril 1906, M. Weiss insère une note sur le nouveau temple de Saintes, dont il loue « l'élégante et sobre (?) façade érigée par les soins de MM. A. Rey et Boinot, architectes ». Il rappelle que la fête d'inauguration a été racontée dans le *Bulletin évangélique de l'Ouest* du 1^{er} mars. Cette note est illustrée d'une reproduction d'une carte postale éditée par M. Prévost, libraire à Saintes. La signature inscrite en blanc, dans un angle, pourrait faire croire que la photographie est de M. Ruck ; il n'en est rien, elle est d'un Saintais.

Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (janvier-février 1906), p. 9. — M. Thomas attire l'attention sur une liste de noms d'animaux due à Polemius Silvius, auteur latin du V^e siècle. Il signale l'emploi d'une vingtaine de termes qui fournissent l'étymologie de mots français, provençaux ou italiens, actuellement employés, notamment Marisopa, le marsouin dit marsoupe sur les côtes du Poitou (1).

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTIONS

N^o 793. — Je voudrais savoir l'origine du mot saintongeais beurgôt ou beurgaud-frélon.

J. M.

(1) Parmi les autres mots qui sont parvenus jusqu'à nous, il convient de citer *darpus* taupe, dite *darbon* dans le sud-est, *lacrimusa*, lézard gris, dit en provençal moderne *lagremuso*, *larmuso* ; sofia, ablette, *soife* à Lyon.

SOMMAIRE DU N° DE MAI 1906

AVIS ET NOUVELLES : Admissions; Distinctions; Loi sur le classement des sites.

ERRATA.

NOTES D'ÉTAT CIVIL. — Décès : P. de Lacroix, Chapron, M^{me} Desazars de Montgaillard, M^{me} de Mornac, M^{me} de Laage, Chapparre, Tessier.

VARIÉTÉS : *Association de chevaliers de Saint-Louis*, par M. d'Olce; *Eugène de Pradel à Cognac et à Angoulême*, par M. J. Pellisson; *La propriété foncière du clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Charente-Inférieure*, par M. l'abbé Lémonnier; *Etude sur la vie et le secret de l'abbé Richard*, par M. le Dr Vigen.

LIVRES ET REVUES : *Chansons de geste; La déviation de l'axe des églises; Dufaure; Camps romains; Saint-Maur; Registre de Josas; Aliénor d'Aquitaine; Inscription de l'arc de Saintes.*

BIBLIOGRAPHIE SEMESTRIELLE.

La *Revue-Bulletin* est adressée gratuitement aux membres de la société, qui paient par an une cotisation de 13 francs.

La *Revue-Bulletin* mentionne ou analyse tout ouvrage composé, imprimé dans la région, ou par un auteur habitant ou né dans la région, ou concernant la région, dont un exemplaire aura été adressé au président, à Saintes.

Les idées ou les opinions émises dans la *Revue-Bulletin* sont personnelles.

On s'abonne à Saintes: 10 francs par an.

MANUELS DESTINÉS A L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

ET DES SCIENCES AUXILIAIRES

STEIN (Henri). *Manuel de bibliographie générale* (Bibliotheca Bibliographica Nova). 1898, 1 vol. 8°, br. (xv-895 p.)..... 18 fr.
— Le même, rel. t., n. r. 29 fr.

Divisions générales du livre : I. Bibliographies universelles. II. Bibliographies nationales. III. Sciences religieuses. IV. Sciences philosophiques. V. Sciences juridiques. VI. Sciences économiques et sociales. VII. Sciences pédagogiques. VIII. Sciences pures. IX. Sciences appliquées. X. Sciences médicales. XI. Philologie et Belles-Lettres. XII. Sciences géographiques. XIII. Sciences historiques. XIV. Sciences auxiliaires de l'histoire. XV. Archéologie et Beaux-Arts. XVI. Musique. XVII. Biographie.

Chacune de ces divisions donne lieu à des subdivisions parfois nombreuses, indiquées dans l'introduction.

Trois appendices suivent cet indispensable instrument de travail.

1° Liste raisonnée des localités du monde entier qui ont possédé une imprimerie avant le XIX^e siècle.

2° Répertoire des tables générales de périodiques de toutes langues.

3° Répertoire des catalogues imprimés des principales Bibliothèques du monde entier.

Sous Presse : STEIN (H.). *Bibliographie générale des cartulaires manuscrits et imprimés relatifs à l'histoire de France.*

Les Sources de l'Histoire de France :

PREMIÈRE PARTIE. — DES ORIGINES AUX GUERRES D'ITALIE (1494), par Auguste MOLINIER, professeur à l'Ecole nationale des Chartes. — Fascicules parus :

I. *Epoque primitive: Mérovingiens et Carolingiens.* 1 vol. in-8° (vii-288 p.). Broché 5 fr.

II. *Epoque féodale: les Capétiens jusqu'en 1180.* 1 vol. in-8° (322 p.). Broché 5 fr.

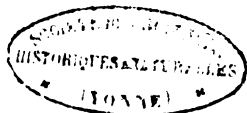
III. *Les Capétiens, 1180-1328.* 1 vol. in-8° (248 p.). Broché. 5 fr.

IV. *Les Valois, 1328-1461.* 1 vol. in-8° (354-410 p.)..... 5 fr.

V. *Les Valois, 1461-1494 et Introduction générale.* 1 vol. in-8° (clxxxvi-204 p.). Broché. 5 fr.

Chaque volume, relié toile n. r. 7 fr.

La table des matières très détaillée commune au 5 fascicules.



REVUE

DE

SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DES ARCHIVES HISTORIQUES

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

XXVI^e Volume. — 5^e Livraison.

1^{er} Septembre 1906.



SAINTES
LIBRAIRIE DE M. PRÉVOST

COURS NATIONAL

1906

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1906

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.

Vice-présidents : Le comte PIERRE DE CROZE-LEMERCIER, au château du Ramet, par Saintes.

CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.

Secrétaire : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.

Trésorier : BERTHELOT, notaire, Cours National, Saintes.

Trésorier-adjoint : M. GATINEAU, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue César-Franck, 9.

Le baron EUGÈNE ESCHASSERIAUX, O. *, ancien député.

MACHET DE LA MARTINIÈRE, archiviste du département de la Charente, Angoulême.

GEORGES MUSSET, I. O., archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.

JULES PELLISSON, A. O., juge au tribunal civil; boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AUGUSTE BITEAU, *, A. O., maître principal de 1^{re} classe des constructions navales en retraite, conseiller municipal, rue du Perat, 50, à Saintes.

FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.

EDMOND BOILEVIN, négociant, grande rue, 23, à Saintes.

JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.

ABEL MESTREAU, négociant, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des *Archives* est à Saintes, cours National, 99.

La société publie tous les deux mois un *Bulletin, Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs; 11 fr. 50 pour l'étranger; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1906.

AVIS ET NOUVELLES : Séance du bureau ; Subventions aux monuments historiques ; Recensement de 1906 ; Eglise d'Haimps, son inscription ; Orthographe des noms de lieux.

NOTES D'ÉTAT CIVIL. — Décès : M. Léaud ; abbé Jaguenaud ; M. Brejon ; M. de Beaucorps ; M. Florentin ; M^{me} Cotard ; M. Picard ; M. Patron ; M. Firino ; M. de Nouhère ; abbé Vignaud ; pasteur Meyer ; M^{lle} Vigier.

Mariages : De Sartre-Cristiani de Tavarant ; prince de Léon-Rohan-Chabot ; Dyonet-Mériot.

VARIÉTÉS : I. Excursion A. O. et M. B., rapports ; — II. J. Pellisson, *Passage de la duchesse d'Angoulême dans la Charente en 1815* ; — III. J. Pellisson, *La misère à Touzac en 1709* ; — IV. J. d'Olce, *Association des chevaliers de Saint-Louis* ; — V. de Croze-Lemercier, *Une lettre de quemandeur* ; — VI. Dyke-Gautier, *Une vieille circulaire en vers* ; — VII. T..., *La Municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud pendant la période révolutionnaire*.

QUESTIONS ET RÉPONSES : Les vieux arbres ; Elhe Brisson ; Beurgaud.

LIVRES ET REVUES.

AVIS ET NOUVELLES

Séance de bureau du 22 mai 1906.

Admission de MM. Daniel Belluteau, négociant à Burie ; Pédézert, ingénieur aux chemins de fer de l'État en retraite.

M. Dangibeaud expose la situation qui est faite à la Société par la demande d'augmentation de tarif présentée par l'imprimeur. M. Bures est chargé de s'occuper de l'affaire.

M. Gatineau présente la situation satisfaisante de l'état financier de la Société.

Le bureau examine ensuite deux projets d'impression des tables générales de matières de tous les volumes publiés par la Société depuis sa fondation. Le manuscrit pourra être livré à l'imprimeur prochainement et formera un fascicule à part.

En tête du prochain volume des *Archives*, entièrement imprimé, se trouvera la liste des membres de la Société. Nos confrères

sont priés d'envoyer d'urgence les modifications qu'il y a lieu d'apporter à leurs qualités, profession, distinctions honorifiques et adresse.

—
M. de Richemond, archiviste du département depuis quarante-quatre ans, prend sa retraite.

—
Notre confrère, M. James Hennessy, a été élu député de Cognac, le 8 juillet 1906, par 10.040 voix.

—
Notre confrère, M. Sander Rang des Adrets, sous-préfet de Vendôme, est nommé sous-préfet de Verdun.

—
Notre confrère, M. Naud, est nommé substitut du procureur de la République, à Bordeaux.

—
Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts a alloué : 75.000 francs pour restaurer la tour de la Lanterne, à La Rochelle ; 9.998 fr. 80 (pourquoi pas 10.000 fr.?) pour l'achèvement de la restauration de la tour Saint-Nicolas, et 4.997 fr. 55 pour divers travaux à l'Hôtel de Ville ; 20.000 fr. aux arènes de Saintes, en 1906, et 9.000 fr. en 1907, auxquels la ville ajoutera 1.000 fr., soit en tout 30.000 fr. ; 10.485 fr. à l'église de Fléac, près Pons ; 1.800 fr. à l'église de Rioux ; 4.000 fr. pour fouiller les thermes de Saint-Saloine, à Saintes ; 3.941 fr. pour travaux à l'église Saint-Eutrope ; 5.000 fr. pour réparations à Saint-Pierre ; 6.250 fr. pour réparations à l'église de Sainte-Gemme ; 51.000 fr. pour le donjon de Pons. (On refait tout le couronnement.)

Le déblaiement des thermes est commencé, les niches qui font face au midi sont débarrassées des terres jusqu'aux fondations. Des hypocaustes, la grande salle, sont à peu près reconnus. On a découvert à l'est plusieurs grands tombeaux en pierre, à couvercle prismatique. Il semble que les bâtiments aient été restaurés et habités à une époque postérieure aux gallo-romains. La *Revue* a déjà signalé cette basse époque. (Voir t. XXIV, p. 57 et 62.) De grands murs, en mauvais appareil, allant en tous sens, ont été mis à nu dans le pré, à l'est des thermes.

Il n'a été recueilli jusqu'à présent, en fait d'objets intéressants, qu'un morceau de pierre gravée, dont nous parlerons dans le prochain numéro.

A Saintes, on va enfin creuser l'arène et dégager le podium. Notre amphithéâtre va reprendre figure.

A La Rochelle, la tour de la Lanterne va revenir à son état primitif. On refait les crochets et on rétablit la tourelle.

A Moëze, la croix du cimetière va être réparée aux frais du budget des beaux-arts.

Une somme de 6.200 fr. est allouée à la restauration de l'église de Pont-l'Abbé.

A Saint-Jean d'Angély, la tour de l'Horloge sera restaurée : coût, 13.006 fr. 54.

Dernier recensement. — Rochefort : population municipale totale, 32.386 habitants ; population flottante, 4.308. En tout, 36.694 habitants, dont 36.577 Français, et 117 étrangers.

RECENSEMENT DE LA VILLE DE SAINTES EN 1906

(Résultats définitifs).

	Maisons	Ménages	Individus	Français	Etrang.
St-Palais	1.594	1.564	5.624	5.614	10
St-Eutrope	579	735	2.430	2.429	1
St-Pierre (Sud)	193	286	1.047	1.039	8
St-Pierre (Nord) . . .	339	479	1.569	1.555	14
St-Vivien (Sud)	219	259	854	852	2
St-Vivien (Nord) . . .	528	629	2.220	2.214	6
Population agglomérée. .	3.017	3.952	13.744	13.703	41
Banlieue Nord	656	699	2.540	2.535	5
Banlieue Sud	327	331	1.153	1.152	1
Population épars	983	1.030	3.693	3.687	6
Report de la population agglomérée	3.017	3.952	13.744	13.703	41
Total général.	4.000	4.982	17.437	17.390	47

Population comptée à part.

Militaires et marins.	1.006			
Maison d'arrêt	25			
Hospice	31			
Elèves internes des collèges communaux	73			
Maisons d'éducation (orphelinat, aveugles, pensions libres, etc.)	121	119	2	
Nomades et hôtes de passage. .	332			
Total.	1.588		2 étrangers	

Récapitulation.

Population agglomérée au chef-lieu.	13.744
Population éparsé.	3.693
Population municipale.	17.437
Population comptée à part.	1.588
Total général de la population de la commune.	19.025
Population en 1901	18.245
Augmentation.	780

L'Etat a mis en vente, le 19 août, la forêt en bordure de la plage du Bureau (Saint-Palais).

A la fin de juin 1906, la toiture de l'église d'Haimps s'est effondrée en partie.

Depuis longtemps elle menaçait ruine. L'église n'a pas de curé résidant, elle est fort pauvre et partant pas entretenue. Qui paiera la réparation ? La question se pose pour la première fois depuis la loi de séparation. Le monument est, du reste, sans caractère : il n'est intéressant que par un chapiteau du transept, très curieux mais très barbare, malheureusement très empâté par le badigeon. Si la toiture l'a atteint en tombant, c'est grand dommage.

La nef était couverte par un tilli : sur une planche, près de la fenêtre, on lit l'inscription trilingue suivante gravée au feu, donnant une phrase signifiant que l'ouvrage a été fait à la gloire des trois personnes de la Trinité :

Μετ[χ] τον Θε8 πατρος και του υι8 (1)
και τ8 πνευματος ανι8 Δ'ο8αν Αμεν

Quæ dedît dom Abelin jac et rec huic templo addita sunt an mdcclxx. Mais l'homme n'a formé que le corps du bâtiment. Soies en seigneur et l'âme et l'ornement. jj f et R.

f. MARTINEAU,
ait (sic).

Le 28 juillet 1906, ont été mis en place les deux panneaux de M. Hippolyte Lucas dans la salle du conseil de la Caisse d'épargne de Saintes.

(1) Les υ sont faits comme les ν. Le signe 8 signifie ου sauf pour l'avant dernier mot.

A Soullignonne, au lieu dit le Château, sur le bord du marais tourbeux, on a trouvé une pièce de Trajan, au revers: S.P.Q.R. OPTIMO PRINCIPI, en bronze. L'empereur à cheval, à droite, terrassant un ennemi.

En démolissant un vieux mur, un cultivateur de Saint-Sulpice a trouvé quelques monnaies d'or d'Henri d'Angleterre.

Henric di grâ. rex Angl. et Fr. Navire au revers portant les écus de France et d'Angleterre.

Le 19 juin, a été inauguré, à Pons, pendant la fête de l'Association amicale des anciens élèves, un buste de William Bouguereau, copie du marbre de Thomas.

Une circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, en date du 14 avril 1905, qui n'a pas été imprimée dans le *Bulletin du ministère de l'intérieur*, mais qui l'est dans le volume LXVI de la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes* (1905, p. 611), est relative à l'importante question de l'orthographe des noms de lieux.

« Le conseil d'Etat a reconnu que l'orthographe des noms de communes doit être fixée d'après l'usage et les titres anciens, et qu'il n'y a pas lieu de recourir à un décret, par application de la loi du 5 avril 1882, article 2, pour rétablir l'orthographe altérée des dénominations communales.

D'autre part, mon administration considère comme seule exacte, jusqu'à preuve du contraire, et comme devant être officiellement suivie, l'orthographe des communes qui figure dans les tableaux de population publiés à la suite de chaque recensement.

Il importe donc que cette orthographe ne soit adoptée qu'après une vérification minutieuse et en s'éclairant, pour les cas douteux, des conseils de MM. les archivistes départementaux. »

NOTES D'ETAT CIVIL

I. — DÉCÈS.

Le 7 mai 1906, est décédé, à Niort, Pierre-Jean-Théophile Léaud, avocat, avoué honoraire, ancien juge suppléant au tribunal civil de Niort, ancien adjoint au maire de Niort, président du

conseil de fabrique de l'église Notre-Dame de Niort, veuf de Mme Délie Chambellant. Il était né le 27 mars 1827, à Thairé (Charente-Inférieure). Peu d'hommes eurent à un aussi haut degré le besoin de se dépenser au profit de ses concitoyens. Il se prodigua partout où il y eut des fonctions gratuites à remplir : bureau d'assistance judiciaire, comité consultatif des juriconsultes, conseil départemental d'hygiène, caisse d'épargne, conseil des prisons, Banque de France, etc. L'énumération serait trop longue. Au milieu de ses travaux judiciaires, il aimait à s'entourer d'œuvres choisies de peintres modernes, et ses goûts de collectionneur, de plus en plus rares en province, lui valurent l'honneur de conserver le musée départemental de peinture pendant de longues années. Ancien président de la Société de statistique, sciences, lettres et arts des Deux-Sèvres, il fut élu dans la même fonction lors de la réorganisation récente de cette société savante sous le titre de Société historique et scientifique. « Ce n'est pas, dit le *Mémorial des Deux-Sèvres*, qu'il fut, en matière d'archéologie ou de sciences, un érudit au sens complet du mot. Ses occupations professionnelles si absorbantes auxquelles il ne se déroba jamais ne lui avaient pas laissé les loisirs nécessaires à certaines études ; mais il apportait partout..... cet équilibre moral qui faisait de lui, grâce à la facilité élégante et spirituelle de sa parole, à l'aménité de son caractère, à son tact parfait, un président idéal. »

Le 12 mai 1906, est décédé, à La Tremblade, M. l'abbé Jaguenaud, curé-doyen, né le 20 juin 1853, à Ecoyeux. (Voir le *Bulletin religieux* du 2 juin.)

Le 1^{er} juin 1906, dans son vieil hôtel de la rue Saint-Maur, au splendide escalier orné de vieilles rampes de fer forgé et de portraits de magistrats et d'hommes de loi des XVII^e et XVIII^e siècles, s'est éteint, dans sa 83^e année, le descendant d'une ancienne famille saintongeaise, Gustave Brejon, né au Port d'Envaux, longtemps secrétaire de la mairie de Saintes, qui, sauf pendant deux ans de son existence, n'a pas cessé d'habiter la ville de Saintes qui lui était chère.

La famille Brejon compte parmi ses membres des notaires royaux, des magistrats, des avocats. Elle est originaire des Epaux, commune de Meursac, où, dès 1540, un Brejon était notaire. D'Ilozier (généralité de La Rochelle, 12 sept. 1701),

attribue à Brejon Isaac, du lieu de Meursac-les-Espaux, les armes « de sable au sautoir d'argent accompagné de quatre molettes de même ». A un moment donné, pour se distinguer les uns des autres, certains membres de la branche cadette ont ajouté au nom patronymique un surnom, tel que « de La Martinière, de La Vergnée, de Grandchamp, du Brizard ». Leurs alliances se sont étendues à Saintes aux familles Boursiquot (1675), Blanc (1720), Gallocheau (1742), Cadereau (1747), Charrier (1751), Garnier et Erables des Barrières (1762), Fourestier (1766), Perreaud (1770), Lavau (1774), Chasseloup de Laubat (1775), Lemer cier (1776), Rondeau (1777), Prouteau (1782), Lévesquot, etc. Ces alliances leur ont donné des liens de parenté avec les familles Gaillard, Claviez, Tortat, Vacherie, Mathé, Vigier, Niox, Lambert, Oudet, etc.

Samuel-Alexandre Brejon de Lamartinière, ex-commissaire du roi près le tribunal du district de Saintes, homme de loi, d'après les Mémoires de M. de Bremond d'Ars, refusa d'adhérer à la condamnation de Louis XVI, et, malade et septuagénaire, se fit porter au palais, où il jura de ne jamais s'y associer. (*Le tribunal de Saintes*, par Piet Lataudrie, *Recueil de la Commission des Arts et Monuments*, 2^e série, t. II, p. 230.)

Une loi du 6 septembre 1792 avait mis le sieur Brejon-Lamartinière en état d'accusation. D'après les souvenirs de la famille, il devait être fils de Samuel et de Jeanne Ardouin, et cousin-germain d'Isaac II, dont il va être parlé, et époux de Catherine-Rose Garnier.

Isaac Brejon, dit La Vergnée, époux de Judith Fauchereau, mort avant 1715, fut père de Brejon Isaac, dit La Vergnée, qui épousa, le 9 janvier 1720, Suzanne Blanc, et d'autres enfants.

Isaac II fut père de Marie-Anne, épouse de Jean Erable, d'Ursule, épouse Bourreau, et de Mathieu Brejon, né le 19 mai 1721, à Meursac, greffier, époux de Thérèse-Rosalie Charrier, le 21 décembre 1751, décédé le 3 mai 1780 ; de ce mariage sont issus Marguerite-Thérèse-Rosalie, morte sans alliance, et Mathieu Gabriel Brejon, né le 21 octobre 1753, qui épousa, le 2 juillet 1782, Anne-Elisabeth Prouteau, et mourut le 23 juin 1830.

Il fut élu par les membres du tribunal, juge à Saintes et installé le 6 vendémiaire an IV au tribunal du district. Il figure comme juge suppléant parmi les juges du tribunal civil de Saintes élus le 25 vendémiaire an IV (17 octobre 1795.) (Piet-Lataudrie, *loc. cit.*)

Il eut deux fils : 1° Laurent-Germain Brejon, substitut en 1811, puis juge en 1816, à Saintes, époux de Caroline Rondeau, décédé le 13 novembre 1821, dont une fille, Anne, épousa le chevalier de Prévost, lieutenant-colonel du 14^e chasseurs à cheval, sénateur, général de division, mort en 1858, représenté par Charles Tiquet, ex-sous-officier de milice au Gabon ; 2° Brejon Mathieu-Elisabeth, dit Aimé, avocat, époux d'Eugénie (ou Madeleine) Lévesquot, et en secondes noces de Joséphine Laisné, décédé le 12 juin 1857, à 63 ans. De son premier mariage, Mathieu-Elisabeth eut deux fils : 1° Gustave Brejon, celui qui vient de décéder ; 2° Ernest Brejon, dont il sera question plus loin.

Gustave Brejon, né le 18 novembre 1823, avait épousé Alphonsine Gaillard, le 29 juin 1852 ; elle décéda le 31 décembre 1902.

Leur fils aîné, Fernand, époux de Laure Bona-Christave, le 20 décembre 1881, médecin de marine, décéda à trente ans, le 15 mai 1884, laissant une fille, Marthe, née le 3 novembre 1882, et un fils, Fernand, né le 18 octobre 1884, avocat près la cour d'appel de Poitiers.

Leur second fils, Henri, né le 12 janvier 1858, épousa, le 18 janvier 1887, à Bordeaux, Odette Deforge, et est inspecteur des contributions indirectes à Versailles.

Le 15 avril 1906, comme l'a annoncé la *Revue de Saintonge*, est décédée, à Saintes, après de longues souffrances supportées avec une patience chrétienne, la belle-sœur de M. Gustave Brejon, veuve du second fils de Mathieu-Elisabeth, le docteur Ernest Brejon, décédé lui-même à 39 ans, le 3 octobre 1867. M^{me} veuve Ernest Brejon, née Gabrielle Claviez, fille de feu M. Claviez, adjoint au maire de Saintes, époux de N. Nathé, a laissé deux enfants :

1° Eugène Brejon, avocat près la cour d'appel de Bordeaux, ancien bâtonnier, veuf de Claire Passemard, père de Marie ;

2° Valérie Brejon, épouse de Gaston Gérain, percepteur de Dompierre-sur-Mer, dont la fille, Andrée Gérain, a épousé, en 1905, Pierre Goguet, agent transitaire à Tonnay-Charente.

(Voir plus loin, page 329.)

B.

M. Edouard Piette est mort le 5 juin 1906, à Rumigny. Âgé de 80 ans. C'est un deuil parmi les archéologues et amateurs de pré-histoire. L'auteur de tant de découvertes n'est plus, mais ses collections, sur le sort desquelles on avait quelque inquiétude, très convoitées à l'étranger, restent en France. De son vivant,

M. Piette en avait fait don au musée de Saint-Germain, et il avait commencé à procéder lui-même à leur installation.

Le 10 juin 1906, est décédé, à Nice, M. Jean-Félix-Gustave de Beaucorps, à qui la propriété de Terrefort a appartenu.

Il était âgé de 82 ans. Son inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pallais de Saintes, le 16 juin. Il était fils de Théophile de Beaucorps et de Delphine Pelletreau, et frère de M^{me} Savary, femme du conseiller, et de M^{me} Ordonneau.

Le 15 juin, ont eu lieu, à Marennes, les obsèques de M. Marie-Jean-François-Adolphe Florentin, âgé de 78 ans, ancien imprimeur, ancien directeur du *Journal de Marennes*, époux de N. Lagord, décédé à La Rochelle, le 12 juin.

Le 21 juin 1906, est décédée, à Saintes, M^{me} Amazeline-Rachel Cotard de l'Isle, veuve de M. Gabriel Lacour, juge au tribunal civil de Saintes, âgée de 59 ans.

Elle laisse deux fils et une fille, mariée à M. Mayrac, médecin aide-major au 6^e de ligne.

M. Alphonse-Gabriel-François Picard qui appartenait à notre Société depuis 1883, est décédé le 22 juin 1906, dans sa 73^e année, après une longue existence, toute de travail et de probité, qui lui avait acquis l'affection de ses confrères, l'estime des érudits et des bibliophiles, l'amitié de ses clients.

Né le 12 décembre 1833, à Paris, rue Saint-Jacques, au centre du quartier de l'Université, Alphonse Picard entra, au début de l'année 1848, chez Auguste Durand, établi libraire rue des Grès (aujourd'hui rue Cujas). Il s'y occupa particulièrement de la commission des livres d'occasion et y resta jusqu'en 1865 : par son goût pour le travail, par les aptitudes professionnelles dont il donnait déjà les preuves, le petit commis s'était rapidement élevé, dans l'honorable maison où il avait fait son apprentissage, à la situation de commis principal, chargé de diriger les achats et les ventes. Sa voie était dès lors tracée ; c'était à la librairie ancienne et d'érudition qu'il devait surtout consacrer sa vie et ses efforts.

Lorsqu'il se sépara d'Auguste Durand, en 1865, il s'associa d'abord avec Charles Porquet, dont le magasin se trouvait sur le quai Voltaire, bien connu pour les ressources qu'il offre aux

chercheurs d'ouvrages anciens. Puis, quatre ans après, le 9 juin 1869, il allait fonder, rue Bonaparte, 82, la librairie dont son activité et son expérience assurèrent et développèrent bientôt la prospérité.

Tout en donnant de préférence ses soins et son attention à la librairie ancienne, Alphonse Picard s'occupa également, pendant quelques années, d'ouvrages classiques ; mais il réserva tous ses efforts à la commission des livres anciens, à l'expertise et aux achats de bibliothèques, à la publication de catalogues où se groupaient des œuvres utiles aux travaux de l'enseignement supérieur et des universités françaises et étrangères, à l'édition d'ouvrages d'érudition. Il avait ainsi retrouvé sa véritable voie, frappé qu'il était de toute l'importance que le commerce de la librairie ancienne et les connaissances bibliographiques pouvaient tirer de la multiplicité, sans cesse croissante, des diverses publications encore augmentée par la variété des modes d'impression due aux progrès et aux découvertes de la science moderne, du désir de remonter aux choses du passé ; de l'attrait qu'offrait à des esprits curieux le groupement d'intéressantes collections. Un mouvement en ce sens s'accusait déjà dans certains pays étrangers ; Alphonse Picard fut un de ceux qui contribuèrent le mieux à le fixer et à l'étendre en France.

Libraire des Archives nationales et de la Société de l'Ecole des chartes, Alphonse Picard réunissait dans sa maison de précieux éléments de recherches pour les études d'enseignement supérieur, notamment par la publication de la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes* (depuis 1870), des *Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, des *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques* (depuis 1874), de la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire* (depuis 1886. 36 vol. parus), etc. En même temps, il éditait, entre autres œuvres, celles de MM. Ulysse Robert, Ach. Luchaire, Ulysse Chevalier, H. Denifle, Doniol, P. Fournier, Enlart, M. Prou, Ch.-V. Langlois, M. Pellechet, H. Stein, Aug. Molinier, C. Sommervogel, etc.

La compétence d'Alphonse Picard en bibliographie était reconnue et appréciée. Grâce à l'ordre qu'il savait mettre dans les multiples renseignements qu'il prenait soin de recueillir, grâce aux recherches actives qu'il conduisait avec méthode et habileté, il était en mesure de fournir aux érudits, aux chercheurs, aux tra-

vailleurs, aux collectionneurs, des renseignements qui devaient faciliter l'accomplissement de la tâche entreprise.

La maison qu'il a fondée continuera sous la direction de son fils aîné, M. Auguste Picard, ancien élève de l'Ecole des Chartes.

PAUL DELALAIN.

Le 28 juin 1906, est décédé, à Jonzac, M. Gaston Patron, avocat, juge suppléant au tribunal civil de cette ville, âgé de 52 ans.

Né à Saint-Léger de Pons, il fit ses études au collège de Saintes. Le 22 juillet 1880 il se fit inscrire au barreau de Jonzac.

Conformément à un usage du barreau de Jonzac, aucun avocat n'a pris la parole sur la tombe du confrère défunt.

Le 10 juillet 1903, est décédé en son hôtel, rue Saulnier, à Cognac, M. Théodore-René Firino, président du conseil d'arrondissement de Cognac, neveu et associé de M. Edouard Martell. A peine âgé de 50 ans, il emporte les regrets de toute la contrée, qui n'oubliera jamais sa droiture, sa bonté sans borne. Sur cette tombe, si prématurément ouverte, M. Comandon, vice-président du conseil d'arrondissement, s'est fait l'interprète des cinq mille assistants éplorés et a rendu un juste hommage à cet homme de bien, à ce parfait chrétien, dont la foi, tout en ne cherchant pas l'ostentation, n'en était pas moins inébranlable et pratiquante.

D'une famille d'origine italienne, nationalisée sous Napoléon I^{er}, et qui a donné notamment un receveur général des Bouches-du-Rhône, le regretté défunt était le fils aîné de M. N. Firino et de M^{me} N. Martell (*Revue*, t. X, p. 357). Son frère cadet, M. Roger Firino, ancien député du département de l'Aisne, a épousé M^{lle} de Roucy de Salles ; leur sœur, le comte des Monstiers-Mérinville.

De son mariage avec M^{lle} Gabrielle-Henriette-Marie Corbel Corbeau de Vaulserre, fille du marquis de Vaulserre en Dauphiné, M. René Firino laisse deux fils, MM. Jean et Maurice Firino, et deux filles, M^{lles} Françoise et Berthe Firino. C.

Le 20 juillet 1906, est décédé à La Tillade, près Gemozac, M. Jean-Baptiste-Ernest Nadault de Noubère, ancien officier de cavalerie, ancien commandant des mobilisés de la Charente, âgé de 75 ans. Il avait épousé M^{lle} N. Lauranceau et était beau-père de M. le comte de Montrognon de Salvart.

Le 30 juillet 1906, est décédé à Saint-Porchaire, dont il était curé-doyen, M. l'abbé Louis-Germain Vignaud, né le 12 novembre 1841, chanoine honoraire, ancien vicaire de Saint-Pierre de Saintes, ancien directeur de l'Ecole Fénelon, à La Rochelle.

Il était frère de M^{me} Lavoux, femme de M. Lavoux, professeur au collège de Saintes.

Le 6 août 1906 est décédé, à Paris, M. le pasteur Jean-Baptiste-Gustave Meyer, fils de M. Louis-Rodolphe Meyer et de M^{me} Henriette de L'Angle, né le 15 avril 1845.

Le 9 août, est décédée à Saintes, à l'âge de 22 ans, M^{lle} Gabrielle Vigier, fille du commandant Vigier et de M^{me} née Mathé : son mariage avec M. Joseph Gaillard, capitaine au long cours, avait été annoncé pour le 24 juillet dernier.

II. — MARIAGES.

Le 15 mai, a été célébré à Royan, le mariage de M. le baron de Sartre, fils du commandant de Sartre et de Madame, née Sorin des Sources, avec M^{lle} Madeleine Cristiani de Tavarant, fille de M. Cristiani de Tavarant, ancien officier de cavalerie, et de Madame, née Deherpe.

Le 11 juin, a été célébré, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, le mariage de M^{lle} Marguerite de Rohan-Chabot de Jarnac, avec son cousin, le prince de Léon, fils du duc et de la duchesse de Rohan.

Le 7 août, a été béni, à Saint-Louis de Rochefort, le mariage de M^{lle} Germaine Mériot, fille du poète et maître relieur rochefortais, avec M. Léon Dyonet, commis des ponts et chaussées, poète lui aussi à ses heures.

M. Dyonet a habité Saintes pendant plusieurs années.

Voir les *Tablettes* du 9 août.



Cliché de Ch. Dangibeaud.

AIRVAULT. — L'ÉGLISE ABBATIALE

VARIÉTÉS

I

L'EXCURSION A AIRVAULT, SAINT-JOUIN, OIRON, LOUDUN, CHINON

I

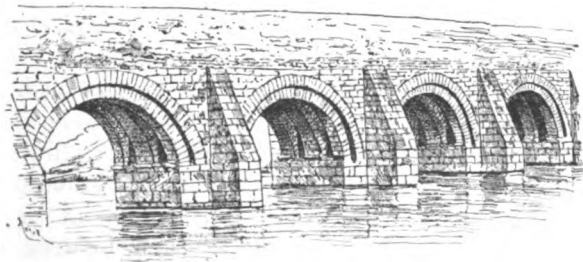
Où se ferait cette année l'excursion annuelle et traditionnelle de la Société des Archives ? Jadis, il y a seulement vingt ans, il aurait paru chimérique de songer à franchir la limite de nos deux départements charentais.

Mais les lignes ferrées se sont multipliées, la vitesse des trains s'est accrue et la curiosité aussi, en même temps que la facilité de la satisfaire, de comparer nos monuments saintongeais à leurs contemporains des régions voisines. N'est-ce pas surtout, par la comparaison que s'acquiert l'intelligence de l'art ?

D'ailleurs, il y a une quinzaine d'années, Louis Audiat avait conduit un groupe de nos confrères à Parthenay et environs ; l'excursion du 16 juin dernier n'a fait que poursuivre l'exploration commencée de cette intéressante région.

En route donc pour le Bas-Poitou et même pour la Touraine. Nous quittons Saintes par un temps à souhait et, après un déjeuner trop rapide (le train ne l'ayant point été assez), au buffet de Niort, nous débarquons à midi à la gare d'Airvault-Ville.

On nous signale à peu de distance de la gare un pont très



ancien, attribué communément à l'époque mérovingienne, en réalité, du XII^e siècle seulement. Sur le conseil de M. Dangi-

beaud, esclave de l'horaire, nous réservons tout notre temps aux objets principaux que nous nous sommes proposé d'étudier et nous nous hâtons vers l'église d'Airvault. La gravure ci-jointe empruntée au *Manuel d'archéologie* (1) de M. Enlart, tiendra lieu de la visite hors du programme.

En traversant la ville nous rencontrons M. le Dr Jaurand, maire d'Airvault, qui nous exprime ses regrets d'être appelé en ce moment près d'un malade et de ne pouvoir nous accompagner dans notre visite aux curiosités de sa ville.

Depuis plus de soixante ans, depuis A. de Caumont jusqu'à nos jours, l'église d'Airvault a été étudiée à fond et minutieusement décrite. Le monument en valait la peine au double point de vue de l'archéologie et de l'art. D'abord c'est un édifice à date certaine ; la construction primitive par Hildéardis, fille de Cadelon, vicomte d'Aulnay, et femme de Herbert 1^{er}, vicomte de Thouars est sûrement du milieu du X^e siècle (960 à 970) ; l'église actuelle refondue et transformée, cent vingt ans plus tard (1080 à 1095), conserve encore dans les lourds piliers du narthex et dans le voisinage de la partie nord du transept, des restes très reconnaissables de la construction primitive.

Une seconde transformation a achevé de donner à l'église d'Airvault l'aspect élégant et imposant qui la distingue, la construction, dans la première moitié du XIII^e siècle, des voûtes de la nef centrale et du chœur.

Nous connaissons peu en Saintonge ce type de voûte aux croisées d'ogives chevauchant les unes sur les autres, aux trois rangs de clefs parallèles, où le savant M. Berthelé voit la fusion de la coupole byzantine du Périgord et de l'Angoumois avec la croisée d'ogives de l'Ile de France.

Ce système de voûtes, connu sous le nom de style Plantagenet, tout en s'écartant de la simplicité du pur style ogival du XIII^e siècle, ne laisse pas de le dépasser en élégance pour les édifices de petite ou moyenne dimension ; mais la mode dont il a été le point de départ n'a pas tardé à multiplier les complications et à produire ces fouillis de nervures et clefs en saillies, cul-de-lampes et pendentifs qui surchargent plus qu'il ne les décorent tant de voûtes d'églises des XV^e et XVI^e siècles.

Cette belle église à trois nefs avec transept et chœur à déam-

(1) Nous devons la communication de ce cliché à l'obligeance de l'éditeur, notre confrère, M. Picard, libraire à Paris.

bulatoire entouré de chapelles absidales est d'un grand effet : après avoir franchi le vaste narthex à trois travées reposant sur les lourds piliers carrés du X^e siècle, on est saisi par l'élégance imposante de l'ensemble. Bien qu'ajoutée après coup, cette voûte richement décorée de nervures, repose avec une grâce hardie sur ses hauts et sveltes piliers.

Ce précieux monument est depuis plusieurs années déjà l'objet de restaurations qui se poursuivront longtemps encore et lui rendront, pour une nouvelle série de siècles sans doute, sa beauté primitive.

M. le curé d'Airvault veut bien nous introduire dans son jardin qui occupe l'emplacement de l'ancien cloître du XIV^e siècle, qui avait sans doute remplacé un plus ancien, contemporain de l'église. Pour construire le dernier, les religieux n'avaient pas hésité à couper par le milieu les contreforts de l'église, vandalisme stupide qui eut pour conséquence l'écartement des murs latéraux sous la poussée des voûtes dont les travaux de réfection aujourd'hui en cours sont seuls capables d'assurer la conservation.

Du cloître, il ne reste que deux arceaux et une petite salle capitulaire, aujourd'hui cave et bûcher du presbytère. Nous admirons les riches voussures, aux combinaisons variées, qui décorent extérieurement les fenêtres du bas côté méridional.

L'étude de tous ces détails pourrait nous retenir longtemps, mais il faut nous hâter vers Saint-Généroux où nous n'avons pas précisément à étudier une belle œuvre d'art, mais à examiner une véritable et rare curiosité archéologique.

Les voitures nous emportent à travers un plateau déboisé, peu fertile et dénué d'intérêt, vers l'un des points les plus pittoresques de la charmante vallée du Thouet, qu'on y franchit sur un beau pont du moyen âge (au XIII^e ou au XIV^e siècle), construit avec un soin et un luxe de solidité qui peuvent lui faire braver encore des siècles nombreux.

L'église de Saint-Généroux appartient certainement, au moins par ses murs latéraux, à l'époque carolingienne et si elle a subi quelques remaniements au XI^e siècle, ils ne lui ont point enlevé son caractère de simplicité rustique et de haute antiquité. Elle est à trois nefs, ce qui en fait déjà une construction importante pour l'époque et pour une église de village. Elle n'a d'autre voûte que sa toiture qui repose ainsi que les murs sur lesquels elle s'appuie sur des piliers carrés, rejoints eux-mêmes par des

arceaux à plein cintre, le tout sans aucun ornement intérieur.

A l'intérieur de la nef principale, les piliers carrés qui précèdent le transept tous reliés par un arc à plein cintre, surmonté jusqu'à la toiture d'un mur ajouré de trois petites arcades séparées par des colonnettes grossières.

Le revêtement extérieur des murs, en partie construit en petit appareil, présente au contraire certains ornements, entre autres des sortes de tympan triangulaires en légère saillie sur la muraille, de petites assises de libes taillées et disposées en feuilles de fougère. Le dessin de ces ornements est accusé par des rangées de briques qui rappellent l'ornementation extérieure de certains édifices gallo-romains, tel le temple Saint-Jean de Poitiers.

Si ce curieux, mais fruste monument du haut moyen âge ne laisse au visiteur le souvenir d'aucune émotion esthétique, en revanche, à deux pas, la délicieuse vallée du Thouet offre aux peintres et aux photographes les plus ravissants tableaux ; nous nous serions attardés à les admirer, malgré la consigne qui nous rappelait à nos voitures, mais la pluie qui nous accompagnera désormais jusqu'au soir, vient assurer, malgré nous, la victoire à l'ordre du jour.

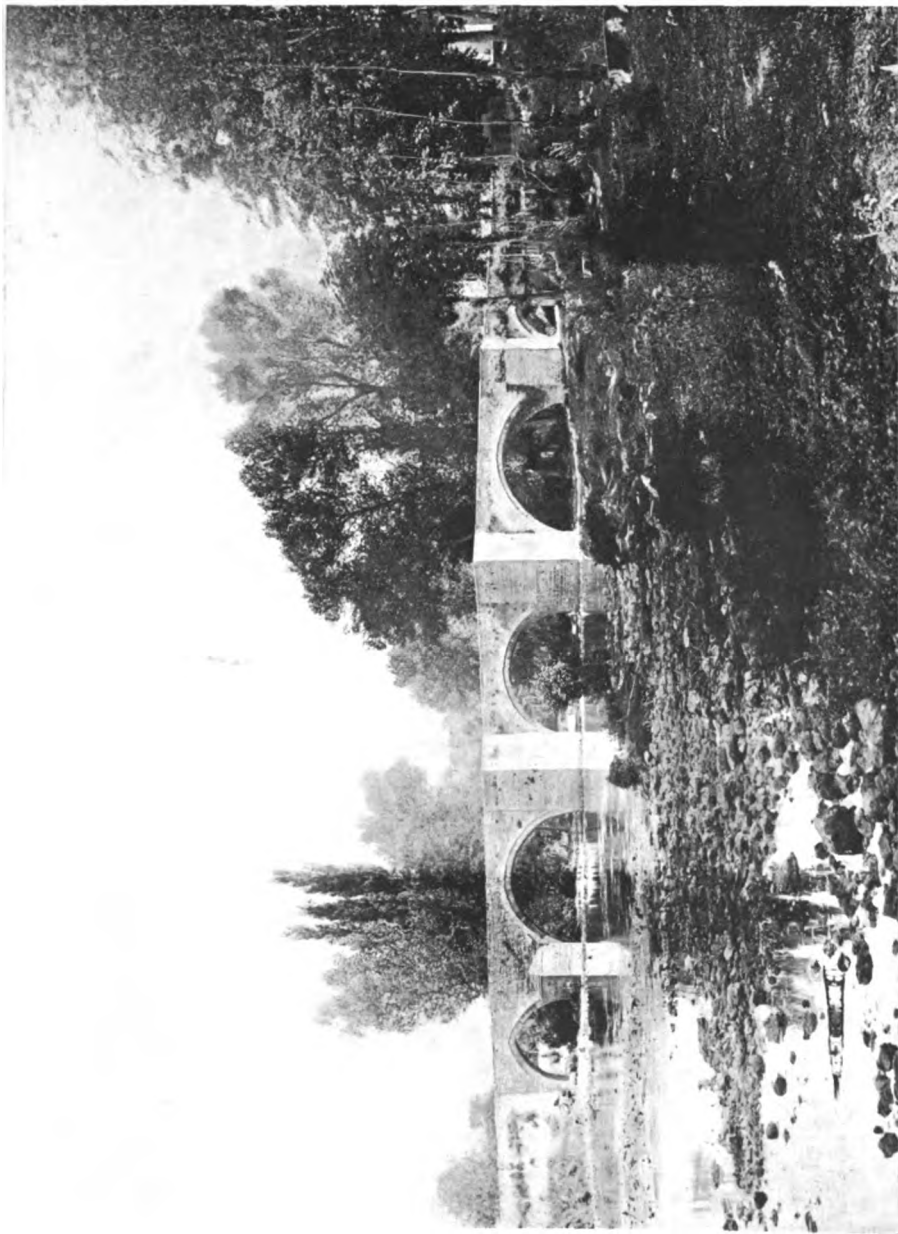
La photographie de notre confrère M. Dangibeaud ne rend qu'imparfaitement le charme de ce site exceptionnel.

Nous nous dirigeons maintenant sur Saint-Jouin-les-Marnes

A Saint-Jouin comme à Airvault, nous nous trouvons en face d'un monument à date certaine ; nous parlons du monument actuel et non de l'édifice ou des édifices qui l'ont précédé sur le même emplacement.

Car depuis que Saint-Jouin (*Jovinus*) de la famille de Silly (*Sigilliacum*), contemporain de Saint-Hilaire de Poitiers et de Saint-Martin de Tours, établit en ce lieu, nommé alors *Ensio*, son ermitage et bientôt après son monastère, jusqu'à la construction élégante, vrai chef-d'œuvre de l'art roman, qu'on admire aujourd'hui, il s'est écoulé plus de sept siècles, au cours desquels les bâtisses gallo-romaines dont les matériaux étaient plutôt empruntés aux forêts qu'aux carrières, proie facile pour l'incendie, durent se renouveler plus d'une fois.

Un passage de la chronique de Maillezais nous apprend qu'en l'année 1095, (la même année que fut achevée l'église haute de Saint-Eutrope de Saintes), Raoul, moine de Saint-Jouin, commença la reconstruction de son monastère. Comme il n'est pas douteux que l'église ait été réédifiée en même temps que l'abbaye,



Cliché de Ch. Dangibraud.

SAINT-GENÈROUX. — LE PONT (XIII^e-XIV^e SIÈCLE)

ce Raoul peut être regardé comme l'auteur ou l'inspirateur du plan remarquable qui a été suivi.

La beauté de la façade consiste surtout dans la manière dont est marquée sa division en trois champs verticaux ; l'ensemble est encadré de chaque côté par un groupe de cinq colonnes au quart engagées supportant un clocheton composé de deux étages d'arcatures, le second étage ajouré, le tout surmonté d'un toit pyramidal à huit pans, en pierre embriquée.

La partie centrale de cette façade, correspondant à la nef principale de l'église, est elle-même délimitée de chaque côté par deux étages superposés de colonnes accouplées, les premières robustes et massives, flanquant le portail d'entrée, les autres plus sveltes accompagnant la grande fenêtre centrale jusqu'à la hauteur de ses arcatures.

Les quatre archivolttes qui couronnent la porte d'entrée, de même que les deux archivolttes et le bandeau qui ornent la grande fenêtre centrale de la façade reposent sur d'élégantes colonnettes et sont décorées avec un luxe qui n'a rien négligé, mais qui a su néanmoins éviter la profusion.

Sans doute, le temps, le salpêtre, dont les calcaires de l'ouest sont rarement indemnes, parfois aussi la malice des hommes ont plus ou moins dégradé cette belle ornementation et un petit effort d'imagination est nécessaire pour lui rendre l'éclat qu'elle avait aux yeux de ceux qui la contemplaient dans son intégrité, il y a quatre ou cinq siècles.

Tout l'extérieur de cette belle construction fut traité avec le même soin. Toutes les fenêtres des bas côtés sont ornées de vousures élégantes reposant sur des colonnettes dont les chapiteaux se relient à un cordon horizontal et l'ornementation des archivolttes varie pour chaque fenêtre. Les colonnes engagées qui accompagnent, à la fois comme contreforts et comme ornements, les fenêtres des trois chapelles absidales qui terminent le chevet de l'église, ne sont pas moins remarquables par la richesse de leurs chapiteaux et des fines baguettes ornées qui courent le long de leurs futs.

Nous n'avons pas ici le loisir de narrer les vicissitudes historiques du monastère de Saint-Jouin ni de rechercher si c'est au XIV^e ou au XVI^e siècle que ses possesseurs eurent l'idée d'en faire une forteresse et mutilèrent dans ce but, extérieurement surtout, une partie du chœur et du transept.

Depuis vingt ans, Dieu merci, la valeur de ce précieux monu-

ment a été pleinement reconnue et la direction des monuments historiques aidant, une restauration d'ensemble se poursuit depuis plusieurs années avec un soin vraiment digne de cette véritable œuvre d'art.

Mais il est temps de pénétrer à l'intérieur de l'édifice dont nous venons de faire le tour.

Le premier aspect est des plus imposants : trois nefs aux voûtes élevées, divisées en dix travées jusqu'au chœur, large transept, chœur avec déambulation et trois chapelles absidales, le tout se déroulant sur 71 mètres de longueur ; les piliers sont composés de quatre colonnes engagées sur des pilastres, disposition simple qui donne une impression à la fois de solidité et de hardiesse. Les voûtes primitives ont été remaniées, celles des bas côtés, du transept et des trois premières travées de la grande nef sont restées romanes, non tout à fait à plein cintre, mais légèrement ogivées et soutenues d'arcs doubleaux ; tout le reste de la nef ainsi que le chœur fut recouvert, non au XV^e siècle, selon M. Bélisaire Ledain, mais au XIII^e, croyons-nous, en même temps que l'église d'Airvault et peut-être par le même architecte, par une voûte de cette combinaison particulièrement ingénieuse et décorative, à nervures entrecroisées et à trois rangs de clefs parallèles, qu'on appelle aujourd'hui style angevin ou plantagenet.

Ce n'est pas, vraisemblablement, le seul désir d'embellir encore un édifice déjà parfait dans son ensemble qui a fait entreprendre, quelques cent cinquante ans plus tard, cette coûteuse et difficile transformation ; il est probable que des lézards s'étaient produites dans la voûte primitive comme dans celle du bas côté de droite et qu'on a voulu surtout assurer la conservation du monument en substituant à la disposition en berceau un système de voûtes à la poussée mieux équilibrée.

Cette diversité de même que la légère différence de niveau avec les parties plus anciennes de la voûte n'enlève rien à l'harmonie de l'ensemble. Cette harmonie se retrouve dans tous les détails de l'ornementation intérieure non moins riche que celle du dehors.

Nous n'en entreprendrons pas la description. Elle a été faite avec beaucoup de soin, il y a plus de vingt ans, par M. Bélisaire Ledain, dont le savant mémoire n'a sans doute pas été étranger à la résolution prise en haut lieu de procurer la restauration complète de Saint-Jouin.

Voilà, du moins, une description utile, celle qui aboutit à la conservation d'un monument précieux, mais celle qui se proposerait de suppléer à la vue de l'objet et de faire éprouver au lecteur, à l'aide de mots tout simplement, même aidés de chiffres, sans aucun dessin ni photographie, quelque chose de l'impression, de l'émotion esthétique que procure la vue de l'œuvre d'art et son étude sur place, à quelle impuissance ne se sent-elle pas condamnée ! D'ailleurs, Saint-Jouin et Airvault se ressemblent beaucoup, Airvault avec plus de richesse intérieure que Saint-Jouin, Saint-Jouin avec plus de richesse extérieure qu'Airvault. La photographie de l'intérieur de l'église d'Airvault qui accompagne ce compte rendu donne une idée des deux églises.

Disons donc seulement comme résumé et conclusion de cette partie de notre promenade archéologique, que ceux qui ont du goût pour l'art de l'architecture et, en particulier, pour cette période qui s'appelle l'art roman, dont notre province de Saintonge renferme de si nombreuses productions, ne peuvent se faire une idée exacte de la puissance d'expression, du degré d'élégance et d'harmonie que peuvent atteindre les combinaisons de cette forme de l'art, s'ils n'ont pas visité Airvault et Saint-Jouin. Nous admirons dans la sacristie un superbe lutrin en bois sculpté du XVIII^e siècle, que nous reproduisons, et une statuette d'évêque en bronze qui a été trouvée pendant les réparations, sous le toit, enfouie dans des gravats, peut-être à la Révolution. On lui a donné le nom de Saint-Jouin.

Notre caravane va maintenant se séparer. La minorité va regagner Saintes, la majorité nullement découragée par la pluie, qui nous a accompagné tout l'après-midi, se dirige vers Oiron, Loudun et Chinon. Toutefois le déjeuner sommaire de Niort est loin et le dîner sera tardif pour tout le monde ; mais l'organisateur a tout prévu et une substantielle collation nous réunit dans ce qui reste de l'ancien cloître de Saint-Jouin. Ce repas, quasi champêtre est assaisonné par la gaieté de nos jeunes confrères qui tiennent à faire contraster leurs joyeux propos avec les vieux et graves souvenirs qui nous entourent.

A. O.

II

A Saint-Jouin-de-Marnes, devait avoir lieu la séparation en deux groupes des excursionnistes ; une partie, les plus pressés ou les moins intrépides, les plus occupés, se contentant d'une journée de voyage, et regagnant le soir même, directement

Saintes ; le gros de la troupe, continuant le programme prévu, par Oiron, Loudun, Chinon.

Elle fut triste cette séparation, comme il convenait du reste, quand on quitte d'aussi sympathiques confrères que notre vaillant président, M. Oudet, et que MM. Charrier, Berthelot et Rouyer.

Mais ne nous faisons pas plus sentimentaux qu'il ne convient, et reconnaissons, pour rendre hommage à la vérité, que la pluie, une pluie fine, grise, triste, et hélas ! persistante, y était pour beaucoup. Certain d'entre nous, sous l'appréhension d'une bronchite, envie alors hautement ceux qui rentrent à Saintes. Mais le culte du beau soutient le courage de notre confrère. Le dieu de l'archéologie veille sur lui et récompensera son zèle. Le lendemain, le fâcheux coriza aura disparu.

Aussi, de Saint-Jouin-de-Marnes à Oiron, le trajet fut-il plutôt morne. La verve elle-même de notre excellent confrère B..., si étincillante sous les voûtes du cloître de Saint-Jouin-de-Marnes, n'y résiste pas. Le paysage est également peu fait pour nous reconforter. Nous traversons en ce moment, toute une partie de la plaine poitevine, la moins gaie à coup sûr, avec ses champs plats couverts à perte de vue de maigres céréales, ne pouvant certainement pas supporter la comparaison avec les splendides mers de blé de la Beauce ou de la Brie. On a l'impression d'un pays relativement pauvre, aux habitations disséminées, nous faisons des kilomètres, sans rencontrer de villages ; aussi nous nous serrons silencieusement sous la pluie, attendant avec impatience, l'arrivée à Oiron. Et, il faut la brusque apparition d'une petite outarde, *vulgo canepetière*, pour nous tirer de notre somnolence. Ces grandes plaines peu habitées, sont devenues le dernier asile de ces oiseaux méfiants. Nous sommes en voiture, aussi nous laisse-t-elle approcher à quelques pas. Son cerveau rudimentaire n'a pu encore arriver à ce raisonnement que les hommes ne lui étaient pas moins redoutables, qu'ils fussent en voiture ou à pied. Aussi est-ce en voiture maintenant qu'on a l'habitude, à cause de cette particularité, de chasser l'intéressant volatile.

Cependant dans le lointain commence à émerger de la plaine confuse un village, avec, derrière, deux masses sombres, c'est Oiron dit notre conducteur. Avec une vraie joie nous arrivons devant l'église, où nous allons quitter pour un instant nos véhicules, si peu confortables sous la pluie.



Cliché de E. Pronst.

SAINT-JOUIN-DE-MARNES

LUTRIN ET STALLES EN BOIS SCULPTÉ

Deux choses à voir : l'église et le château, se touchant presque, puisqu'une des portes de l'église signalée comme la plus belle, ouvre directement dans le parc du château.

L'église, en effet, a été construite en même temps que le château, et par le même propriétaire, Claude Gouffier, grand écuyer de François I^{er}, et neveu de l'amiral Bonnivet, dans la première moitié du XVI^e siècle. Elle est intéressante. Nous remarquons d'importants tombeaux en marbre blanc des membres de la famille de Claude Gouffier, des Montmorency, et des Bonnivet, une vieille tribune en bois, etc...

Comme nous ne pouvons user de la porte privée de l'église, donnant directement sur le parc, force nous est d'y accéder par la voie ordinaire. La concierge du château nous attend. M. le vicomte d'Oiron, à qui nous adressons nos sincères remerciements, a bien voulu la prévenir de notre arrivée, et la mettre à notre disposition, pour nous faire visiter le château.

C'est une construction considérable, d'époques différentes, se composant d'un corps de logis principal du XVII^e siècle, flanqué de deux pavillons sur lesquels s'appuient deux ailes en retour, dont une du XVI^e. L'impression générale, que mon rôle d'historiographe de l'expédition me fait un devoir de traduire, n'est pas des plus favorables.

Malgré les proportions énormes du château, on n'a pas réussi à faire véritablement grand, ce que l'on cherchait, ni, à plus forte raison, à faire élégant, ce que l'on ne cherchait pas. La décoration extérieure, comme l'intérieur du reste, est lourde, surchargée de détails prétentieux.

A vrai dire, le monument est assez en harmonie avec le lieu. Un de nos confrères demandait comment il avait pu venir à quelqu'un l'idée de faire construire un château de cette importance dans ce site si dépourvu de charmes. Il ne faut pas oublier non plus, que nous sommes dans un pays relativement pauvre, resté très longtemps en dehors de toute voie de communication, presque inaccessible avec ses routes qui se détrempent sous la pluie, nous en avons fait l'expérience, un pays resté pour cela, en dehors de la civilisation plus brillante qui s'épanouissait depuis longtemps, déjà, en des régions de la France mieux favorisées. Or, nous croyons, comme Taine, et certains disciples de Le Play, l'école de la science sociale, à laquelle nous nous rattachons, que l'œuvre d'art, quelle qu'elle soit est en rapport intime, avec l'état social, avec le milieu qui l'a pro-

duite. Sans doute, il y a la part de l'individu, la part du génie, mais qui suivant les époques, suivant le milieu, a manifesté de telle ou telle façon. Ce n'est point uniquement par un résultat du hasard que les constructions de telle partie de la France, se font remarquer par leur élégance, ailleurs par leur hardiesse, ailleurs encore par leur grandeur, leur force, leur majesté.

Cela permet d'expliquer pourquoi Oiron, au milieu de ce pays peu développé, arriéré même, présente les caractères que nous indiquions. Et cette idée, nous la vérifierons mieux encore, le lendemain, avec Loudun, cette transition entre le fruste Bas-Poitou et les élégantes provinces de la Touraine dont nous aurons un charmant aperçu par Chinon.

La pluie fut probablement pour quelque chose dans la mauvaise impression que nous laissa Oiron. Un peu de soleil aurait peut-être animé cette masse morte, fait disparaître la gaucherie de certains détails. Une demi-heure de séjour de plus à Oiron, et notre opinion se modifiait peut-être un peu ; en effet, à peine avions-nous repris nos véhicules, que notre cocher d'un œil exercé, contemplant le firmament, nous pronostique un beau temps pour le soir, ou tout au moins pour le lendemain. Et effectivement le reste de notre trajet en voiture, c'est-à-dire d'Oiron à Pas-de-Jeu, où nous allons prendre le train pour Loudun, s'effectue dans de bonnes conditions.

A Pas-de-Jeu nous quittons définitivement les voitures de l'hôtel du Chêne Vert qui nous avaient bravement promenés depuis Airvault, et une demi-heure à peine après, nous arrivons à Loudun.

Nos chambres sont retenues à l'hôtel de France qui donne précisément sur la place où fut brûlé Urbain Grandier. Cette circonstance comble d'aise notre confrère B., que passionne l'histoire d'Urbain, et qui va pouvoir immédiatement situer ses lectures.

Après un diner tardif, mais réconfortant, le beau temps nous engage à faire une rapide excursion dans la vieille ville, aujourd'hui si abandonnée sans notre chef de file qui dort. Dans ces rues désertes, on a la sensation que le contenant est beaucoup trop grand pour le contenu. Loudun qui a actuellement 4.600 habitants environ, en avait plus de 12.000 avant la révocation de l'édit de Nantes. La ville fut autrefois un centre assez important de transactions pour les produits agricoles, les céréales, et surtout son vin. Aujourd'hui le com-

merce est bien mort. Au passage, nous remarquons quelques vieilles maisons en bois, quelques restes de maisons renaissance, mais qui n'ont pas encore certes, la délicatesse de celles que nous verrons le lendemain à Chinon. Puis, sur les 10 heures et demie, nous allons prendre un repos bien gagné.

Le programme du lendemain dimanche comprenait la visite de Loudun, dans la matinée, avant le déjeuner, puis dans l'après-midi, celle de Chinon.

Le dimanche matin, un soleil clair et gai nous réveillait ; bref, le vrai beau temps, vite en route, par les rues escarpées de Loudun. Notre confrère D., plus matinal que nous, a déjà eu le temps de prendre deux ou trois vues de la ville. Nous traversons d'abord l'esplanade de l'ancien château-fort démantelé sous Richelieu, il n'en reste plus que l'immense tour bien connue. Nous embrassons d'un rapide regard les côteaux d'alentour que l'on surplombe, et nous descendons à l'église de Martray, où nous attend, un aimable Loudonais, M. B., qui veut bien nous en faire les honneurs.

Après avoir examiné une intéressante verrière et la porte d'entrée, qui a beaucoup souffert du temps et des hommes surtout, nous pénétrons à l'intérieur où notre guide nous fait remarquer les restaurations importantes qui ont été apportées à l'église dans ces derniers temps. Pendant le ministère de l'abbé Galland, qui fut longtemps curé de l'église de Martray, et un peu grâce à lui, toutes les voûtes de l'église ont été refaites avec cette innovation unique — blâmée par quelques-uns — de grandes statues de saints et d'anges à la retombée de chaque arc, mais il reste beaucoup à faire hélas ! et l'église a bien besoin d'être restaurée. Au passage, nous voyons un joli tableau sur bois du XV^e siècle probablement, représentant la Vierge et l'enfant Jésus, qu'une offre de cent vingt billets de mille francs n'a pas peu contribué à consacrer chef-d'œuvre d'un primitif *inconnu* ! Par une porte latérale nous pénétrons dans une chapelle de l'ancien couvent des Carmes où fut jugé et condamné Urbain Grandier, elle a été dans ces derniers temps rattachée à l'église.

Nous sortons de l'église, et notre guide nous indique à quelques mètres, les derniers restes des fortifications de Loudun, la porte du Martray. Loudun était autrefois entouré de murailles et douves, aujourd'hui détruites ou comblées, seule cette porte subsiste. Elle est fort jolie du reste. M. B. qui est né à Loudun, en a vu abattre deux autres semblables depuis son enfance. Un sort

identique menacerait, paraît-il, celle-ci. Elle gêne la circulation des voitures. Gêner la circulation des voitures dans la rue escarpée du Martray, voilà qui nous paraît étrangement ironique pour la bonne raison qu'il n'y a circulation, ni de voiture, ni même de piétons. Aussi, à cette idée de suppression, protestons-nous bruyamment avec l'espoir que les habitants nous entendront. Nous sommes passés une dizaine à la fois, et la circulation est si peu habituelle, que les habitants sont aussitôt sortis à leur porte pour nous voir. Pussions-nous leur avoir fait comprendre qu'ils ont une jolie porte, et qu'ils doivent la garder !

Après une courte station à l'église Saint-Pierre, où il n'y a guère de remarquable qu'un portail Renaissance, nous cherchons à découvrir par-dessus les murs la base du donjon, sans y réussir d'ailleurs ; après un envahissement du petit musée municipal, qui conservera longtemps le souvenir d'une telle affluence de visiteurs, nous regagnons notre hôtel par la principale rue au centre de la ville, rue marchande, étroite, tortueuse, aux vieilles maisons. Elle est animée en ce moment-ci, et amusante à voir, c'est l'heure du marché ; en sortant de la messe, les belles dames de Loudun, vont faire un tour à Sainte-Croix, une très belle église romane transformée en halles, puis aux petits boutiquiers.

Mais il faut nous hâter, l'heure du départ pour Chinon est arrivée.

Chinon, « petite ville, grand renom », on connaît le proverbe. Grands souvenirs, en effet, mais, pourrait-on ajouter aussi, charmants souvenirs. Nous sommes ici en pleine France. Nous voulons dire dans la contrée qui représente le mieux le caractère moyen de la nation française, de la gaieté, de l'humour, un léger scepticisme qui n'empêche pas l'enthousiasme, un amour de ce qui est clair, gai, net, comme ces beaux paysages qui se déroulent devant vous sans cesse dans cette Touraine, patrie de Rabelais, et de Balzac. Ailleurs, nous avons pu éprouver des émotions archéologiques et artistiques intenses, mais elles étaient un peu austères, un peu graves, ici c'est la sensation si particulière de la Touraine, du joli, du pittoresque, du charme apaisant du jardin de France.

Après un excellent repas, à l'hôtel de France, repas que nous nous crûmes obligés, pour la couleur locale d'arroser de Bourgueil et de Vouvray, ces vins légers, chantés par Rabelais, nous commençons la visite de Chinon.

Du château proprement dit, que nous visitons tout d'abord na-

EXCURSION DE 1906



Cliché de Ch. Dangibeaud.

CHINON. — VIEILLES MAISONS, RUE VOLTAIRE

turellement, il ne reste presque rien d'intact, sauf deux tours qui ont été restaurées, le reste n'est que ruines, un écriteau précise la salle où Jeanne d'Arc reconnut Charles VII. Mais même ces ruines permettent de se rendre compte de ce qu'il pouvait être autrefois (1). Quand on a successivement franchi les deux douves profondes qui formaient de l'ensemble des constructions comme trois châteaux-forts totalement distincts, s'étendant sur une longueur de plus de 900 mètres, quand on a parcouru ces grandes salles de garde, montées sur ces tours immenses, on a une idée de l'importance du monument. Du haut des tours, nous comprenons son admirable situation stratégique au sommet de cette colline d'où l'on découvre si loin la vallée de la Vienne. Toute une partie de l'histoire de France, celle de la féodalité guerrière devient tangible en quelque sorte, avec ces ruines. Voilà une visite à faire faire à nos enfants. En quelques instants, mieux que les longs discours des meilleurs professeurs, elle leur fera comprendre l'histoire du moyen âge.

Après le spectacle de ces ruines qui reste un peu sévère, malgré la délicatesse, le charme du paysage, la ville allongée au pied du château, ces prairies ombragées de peupliers qu'arrose mollement la Vienne, le spectacle aimable nous attendait avec les vieilles rues de Chinon. Nous nous engageons au hasard, à la découverte, dans la rue Voltaire, et c'est un émerveillement pour tous. D'un bout à l'autre de la rue, ce ne sont que choses intéressantes à voir : vieux toits pointus, maisons de bois, (une d'elles est encore ornée d'un beau relief représentant le martyr de saint Etienne (XV^e siècle), portes Renaissance, fenêtres à meneaux. A chaque pas de charmants détails d'architecture nous arrêtent. Dans la rue Rousseau, qui fait suite à la rue Voltaire, même profusion de détails. A y signaler une svelte tourelle du XVI^e siècle (nous sommes en Touraine, et les architectes de l'époque les ont largement distribuées dans les châteaux d'alentour). Rue Rousseau, la société des Amis du Vieux Chinon a installé un musée. L'idée est excellente. Nous y avons vu de vieilles gravures, d'anciens documents rendant les plus grands services aux étrangers voulant visiter utilement une ville qu'ils n'ont pas spécialement étudiée. On sent, de suite ici, que les gens sont fort amoureux de leur ville, qu'ils ne négli-

(1) Au musée, fondé il y a quelques mois, on peut en voir une restitution très complète.

gent rien pour conserver ces restes de la Renaissance qui en font le charme. Et il faut le reconnaître, ils le font très intelligemment. Nous avons vu, notamment, une maison soigneusement restaurée, dans une rue adjacente à la rue Voltaire, qui fit notre admiration. Pourquoi la municipalité de Chinon éprouve-t-elle, — hélas ! comme tant d'autres, — le besoin de débaptiser ses rues, et de leur donner des noms de gens étrangers au pays. Pourquoi nommer rue Voltaire, rue Rousseau ces vieilles rues, ou rien ne rappelle ni Voltaire, ni Rousseau ? Pourquoi ne leur avoir pas conservé leurs vieux noms si pittoresques, comme celui de rue de La Lamproie qui existe encore ? Pourquoi priver inutilement les passants de ce qu'ils viennent chercher ici la sensation du passé, et d'un joli passé ? Ah ! quand aurons-nous sur ce point la sagesse des Anglo-Saxons, et quand comprendrons-nous que le respect du passé n'est pas exclusif de l'amour du présent, ni du très vif désir des progrès modernes.

Mais tout a une fin, même les excursions archéologiques les plus agréables et les plus attachantes, et il nous faut songer au retour. Une dernière chose nous reste à faire, aller au milieu du pont, pour avoir une vue d'ensemble de Chinon et de son château. Malgré la chaleur, nous n'hésitons pas, et nous ne le regrettons pas, les guides ont raison, le spectacle est superbe.

Le retour nous parut bien un peu long, partis de Chinon à 4 heures et demie, nous n'arrivâmes à Saintes qu'à 11 heures et demie, mais ce n'est pas de notre faute, s'il n'y a pas d'express sur la ligne de Tours à Niort à cette heure-là. Nous étions trop contents, du reste, de l'excursion qui avait été vraiment fort agréable pour nous plaindre beaucoup. Nous en étions si satisfaits même que nous nous promettons de recommencer l'année prochaine et peut-être même de faire deux excursions au lieu d'une. Il faut ajouter ce qui a bien son importance, que grâce aux concessions obtenues dans les hôtels, grâce aussi à la réduction des deux tiers qu'avait bien voulu accorder à la Société la compagnie des Chemins de fer de l'Etat, l'excursion a pu être faite dans des conditions très confortables et cependant très peu onéreuses, sans manquer le train nulle part. Aussi, en gare de Saintes, nous serrons-nous la main en disant tous très sincèrement : à bientôt.

M. B.

II

PASSAGE DE LA DUCHESSE D'ANGOULÊME DANS LA CHARENTE EN 1815

Dans mon article *Napoléon à Barbezieux* (*Revue*, tome XXI, page 186), j'ai signalé le passage dans cette ville de la duchesse d'Angoulême sans pouvoir préciser s'il eut lieu pendant la première ou la seconde Restauration. Je serai plus heureux aujourd'hui sur la date de son séjour à Angoulême, grâce à l'obligeance de mon ami M. Louis-Philippe Couraud, le collectionneur de Cognac, dont les cartons sont riches en autographes charentais. Voici deux lettres qu'il me communique. Sur la première les armées impériales sont oblitérées à la plume.

DÉPARTEMENT
de
LA CHARENTE

Cognac, le 26 février 1815.

~~~~~  
ARRONDISSEMENT  
de  
COGNAC

*Le Maire de la commune de Cognac*

*A Monsieur Auguste Martell.*

Chargé par Monsieur le sous-préfet d'inviter MM. les habitants comme pouvant le mieux représenter cet arrondissement en qualité de garde d'honneur à cheval auprès de Madame la duchesse d'Angoulême, lors de son passage à Angoulême, j'ai jeté les yeux sur vous dans l'espoir que vous serez charmé de partager cet honneur, vous avez ci-bas l'uniforme qu'il faudra vous procurer, il est essentiel que vous soyez prêt pour le dix de mars.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération,  
J.-B.-A. OTARD.

Uniforme : habit bleu de roi, passepoil écarlatte, colet écarlatte, revers blancs retroussés par petits boutons de chaque côté et de la longueur des habits de chasseurs à cheval, les retroussis porteront des fleurs de lys brodés en argent, pantalon de cazimir bleu, bottes à la hussarde, l'éperon tiendra à la botte et sera plaqué en argent, giberne noire ornée d'un filet et d'une fleur de lys en argent, porte-giberne en buffle blanc verni, sable

de chasseur, la coëffure sera le chapeau à la française panache blanc.

DÉPARTEMENT  
de  
LA CHARENTE  

---

---

SOUS - PRÉFECTURE  
DE COGNAC

Cognac, le 4 mars 1815.

J'ai l'honneur de vous annoncer, Monsieur, que le détachement des gardes nationales à cheval de l'arrondissement que je vous ai appelé à commander, et qui est formé temporairement pour le passage de Madame Royale à Angoulême, sera sous les ordres supérieurs de M. le maréchal de camp baron de Lacroix, désigné par M. le préfet, et qui a accepté le commandement en chef des gardes à cheval du département.

Je compte, Monsieur, sur le très bon esprit dont vous êtes animé, j'y trouve la certitude que vous accepterez la mission honorable qui vous est confiée, et qui est de nature à ne vous détourner que très peu de jours de vos occupations.

Madame arrivera à Angoulême le 14 et en partira le 15, j'espère qu'il suffira que le détachement soit réuni le 12 à Angoulême. Je vous en ferai connaître la composition aussitôt que j'aurai reçu les listes des maires des chefs-lieux.

J'ai l'honneur de vous saluer, Monsieur, avec une considération très distinguée,

*Le sous-préfet,*  
CAMINADE-CHATENET.

M. Auguste Martell,  
Négociant.

Je fais appel à nos collègues d'Angoulême pour nous renseigner plus amplement sur le séjour dans leur ville de la fille de Louis XVI. Le *Journal de la Charente*, feuille hebdomadaire qui paraissait alors, et les archives municipales doivent donner des détails intéressants.

On pourrait d'ailleurs résumer dans une note les incidents des voyages de la princesse à travers les deux Charentes. Sur son passage à La Rochelle en 1823, on lit sous le n° 201 du *Correspondant du collectionneur*, édité par Prévôt à Paris, 19<sup>e</sup> année, n° 26.

« *Curiosité.* Bonbonnière en marqueterie, rayures jaunes et

noires, sur le dessus de laquelle est une magnifique impression en relief et cuivre doré sous verre avec cercle, représentant le passage à La Rochelle de S. A. R. Madame la duchesse d'Angoulême le 16 septembre 1823. *Hommage des Rochellois*. Très belle pièce, 30 fr. » (1)

JULES PELLISSON.

---

### III

#### LA MISÈRE A TOUZAC EN 1709

L'hiver de 1709 tient une grande place dans l'histoire des calamités qui s'appesantirent sur la France pendant les dernières années du règne de Louis XIV. Il en est question partout, dans les mémoires et les correspondances du temps, dans les livres de raison, dans les registres paroissiaux. Voici quelques extraits des mémoires de Saint-Simon :

« Il prit subitement la veille des Rois, et fut près de deux mois au-delà de tout souvenir. En quatre jours, la Seine et toutes les autres rivières furent prises, et, ce qu'on n'avait jamais vu, la mer gela à porter le long des côtes. Les curieux observateurs prétendirent qu'il alla au degré où il se fait sentir au-delà de la Suède et du Danemark. Les tribunaux en furent fermés assez longtemps. Ce qui perdit tout, et qui fit une année de famine en tout genre de production de la terre, c'est qu'il dégela parfaitement sept ou huit jours, et que la gelée reprit subitement, aussi rudement qu'elle avait été : elle dura moins ; mais, jusqu'aux arbres fruitiers, et plusieurs autres fort durs, tout demeura gelé.....

« L'hiver, comme je l'ai déjà remarqué avait été terrible, et tel que de mémoire d'homme, on ne se souvenait d'aucun qui en eût approché. Une gelée qui dura près de deux mois de la même force avait, dès les premiers jours, rendu les rivières solides jusqu'à leur embouchure, et les bords de la mer capables de porter des charrettes, qui y voituraient les plus lourds fardeaux. Un faux dégel fondit les neiges qui avaient couvert la terre

---

(1) C'est la médaille bien connue qui, au droit, montre la duchesse en voiture, arrêtée devant l'écluse du Pont-Neuf, haranguée par un personnage officiel, et au revers le port de La Rochelle.

pendant ce temps-là ; il fut suivi d'un subit renouvellement de gelée aussi forte que la précédente trois autres semaines durant. La violence de toutes les deux fut telle que l'eau de la reine de Hongrie, les élixirs les plus forts et les liqueurs les plus spiritueuses cassèrent leurs bouteilles dans les armoires de chambres à feu et environnées de tuyaux de cheminées, dans plusieurs appartements du château de Versailles, où j'en vis plusieurs ; et soupant chez le duc de Villeroy dans sa petite chambre à coucher, les bouteilles sur le manteau de la cheminée, sortant de sa petite cuisine, où il y avait grand feu, et qui était de plain-pied à sa chambre, une très petite antichambre entre deux, les glacons tombaient dans nos verres. Cette seconde gelée perdit tout. Les arbres fruitiers périrent ; il ne resta plus ni noyers, ni oliviers, ni pommiers, ni vignes, à si peu près que ce n'est pas la peine d'en parler. Les autres arbres moururent en très grand nombre, les jardins périrent, et tous les grains dans la terre. On ne peut comprendre la désolation de cette ruine générale. Chacun resserra son vieux grain ; le pain enchérit à proportion du désespoir de la récolte. Les plus avisés ressemèrent des orges dans les terres où il y avait eu du blé, et furent imités de la plupart : ils furent les plus heureux et ce fût le salut. »

La correspondance de Boileau et de Brossette n'est pas moins instructive. Le 30 avril 1709, Brossette écrit de Lyon à son ami :

« Je me retranche, comme vous voyez, Monsieur, aux bagatelles, et aux nouvelles particulières ; car de vous parler des malheurs publics, je ne l'oserois ; et puis n'en êtes-vous pas assez informé, vous qui voyez la misère au milieu de votre ville, comme nous la voyons dans la nôtre ? »

Boileau répond le 5 mai :

« Nous nous sentons à Paris de la famine aussi bien que vous et il n'y a point de jour de marché, où la cherté du pain n'y excite quelque sédition ; mais on peut dire qu'il n'y a pas moins de philosophie que chés vous, puisqu'il n'y a point de semaine où l'on ne joue trois fois l'Opéra avec une très forte abondance de monde, et que jamais il n'y eut tant de plaisirs, de promenades et de divertissement. »

Une histoire générale du paupérisme en France ne saurait manquer de s'étendre longuement sur ce terrible hiver et la misère qui en résulta. Pour en conjurer autant que possible les effets, les Parlements prirent les mesures d'ordre qui étaient dans leurs attributions. Comment furent exécutées les prescrip-

tions de l'arrêt du parlement de Paris du 19 avril 1709 dont il va être question ? (1) Où trouver dans une paroisse déterminée les détails du fonctionnement de l'assistance publique, la liste des pauvres et celle des habitants qui furent appelés à leur fournir des subsides ? Ces catalogues deux fois séculaires de la misère publique ont été détruits presque partout dès qu'on n'eut plus besoin de s'y référer et il n'y a qu'un hasard tout à fait

---

(1) Je ne possède pas le texte de cet arrêt ; mais voici, à titre d'analogie, le dispositif d'un arrêt rendu le 17 janvier 1770 par le Parlement de Bordeaux « pour remédier aux besoins pressans des pauvres du Limousin et du Périgord. » Il est dit dans le préambule « qu'on a vu dans le Limousin les paysans, aussi pauvres que les artisans des villes, attaquer sur les chemins les passans qui n'étaient pas en force pour leur résister, afin de leur arracher par la violence ce qu'ils ne pouvaient pas obtenir par la compassion que leur état doit naturellement inspirer.

« La Cour, toute la Grand'Chambre assemblée, faisant droit du réquisitoire du procureur général du roi, ordonne que le premier jour de dimanche ou de fête, après la publication du présent arrêt, il sera fait, dans chaque ville, bourg, paroisses, ou autres lieux que besoin sera, des provinces de Limousin et de l'érigord, à la diligence des officiers de justice et de police, ou du curé dans les lieux où il n'y aura pas de semblables officiers, une assemblée de paroisse ou de communauté, où seront invités de se trouver les seigneurs et les curés de chaque lieu, et les plus notables et principaux paroissiens et habitants, en plus grand nombre qu'il se pourra pour, par eux et entre eux, être conjointement délibéré et pris les mesures les plus efficaces pour subvenir à la nourriture et subsistance des pauvres habitants ou originaires du lieu et de leurs femmes et enfans qui ne seront point en état de gagner leur vie par leur travail ; et seront lesdites assemblées de communauté ou de paroisses, continuées de quinze en quinze jours, même plus souvent si le cas et les nécessités des pauvres le requièrent, pour remédier à leurs besoins les plus pressans, laquelle nourriture et subsistance sera fournie auxdits pauvres, à commencer le lendemain de la première assemblée, jusques au quinze du mois de juillet prochain, sans préjudice de pouvoir être prorogée après ce délai, s'il y a lieu et suivant les circonstances. Comme aussi, ordonne que toutes personnes privilégiées ou non privilégiées, sans aucune distinction, même les communautés séculières et régulières, les abbés, prieurs commendataires, bénéficiers, décimateurs, les curés (autres néanmoins que ceux qui sont réduits à la portion congrue) et généralement toutes autres personnes qui posséderont des biens-fonds, dîmes ou autres revenus, contribueront pendant le temps ci-dessus prescrit, à la nourriture et subsistance des pauvres des paroisses esquelles leurs biens, dîmes ou autres revenus se trouveront situés ou perçus, et ce à proportion des revenus et facultés d'un chacun et ainsi qu'il sera réglé par lesdites assemblées de paroisse ou de communauté, sans qu'il puisse être allégué aucun prétexte, de quelque espèce qu'il puisse être à l'effet d'être dispensé de ladite contribution ; et sera ce que chacun devra supporter, payé et remis de bonne foi et sans retardement, es-



extraordinaire qui puisse en faire découvrir un spécimen. C'est ce qui m'est arrivé en feuilletant un vieux volume ayant appartenu à Paul Texier, juge prévost royal civil et criminel de Bouteville. J'en ai retiré les curieux documents dont voici la teneur :

I

Estat des pauvres de la paroisse de Tousac, à quy les aumones de laditte paroisse doibvent estres distribuée de deux en deux jours par les personnes nommées en notre roolle de ce

---

maines de la personne qui aura été choisie pour faire la recette desdites contributions, sinon y seront contraints sur l'ordonnance des juges des lieux, ou autres officiers de police ; lesquelles ordonnances seront délivrées gratuitement et sans frais, et exécutées nonobstant et sans préjudice de l'appel, sauf toutefois d'augmenter ou de diminuer le taux de chaque contribuable, eu égard à l'augmentation ou diminution des pauvres et de leurs besoins.

Déclare ladite Cour les propriétaires et possesseurs de la qualité ci dessus, ne pouvoir être exemptés ni dispensés des aumones et contributions, sous prétexte qu'ils seront absents et que leurs biens ou revenus sont affermés ou saisis au bail judiciaire ; ordonne que les régisseurs, fermiers ou baillistes parfourniront, sur les revenus desdits biens ou revenus, la quote-part à laquelle ils auront été taxés, sauf à se faire rembourser par les propriétaires des biens ou revenus dont ils feront la régie ou le précompter sur le prix de leurs fermes ou baux judiciaires ; à ces fins, que tous les propriétaires et possesseurs, que les commissaires généraux aux saisies réelles, passeront en compte, sur le prix desdits fermes et baux judiciaires, tout ce que lesdits régisseurs, fermiers ou baillistes auront, en cette qualité, payé ou fourni à titre d'aumône ou contribution charitable, en par eux justifiant de ladite remise. Pareillement, déclare qu'aucun appel desdites taxes ou ordonnances décernées par les officiers de police, pour le paiement du contingent desdites contributions charitables, sous prétexte d'excès de ladite taxe ou autrement, ne seront reçus que l'appellant ne justifie par préalable qu'il a payé ladite taxe ; et seront lesdites appellations jugées en la sénéchaussée du lieu, sommairement et sans frais. Moyennant ce, enjoint à tous les pauvres mendiants de l'un et de l'autre sexe, de se retirer, trois jours après la publication du présent arrêt, dans le lieu de leur habitation ordinaire ; leur fait inhibitions et défense de vaguer et demander l'aumône, après le délai ci-dessus, aux peines portées par les ordonnances et fixées par l'arrêt du 14 février 1718.

Ordonne en outre que le présent arrêt sera envoyé aux sénéchaussées du Limousin et du Périgord que besoin sera pour y être lu, publié et enregistré à la diligence des substitués du procureur général du roi esdits sièges, lesquels seront tenus d'en certifier la cour dans le mois.

Fait à Bordeaux en Parlement, toute la grand'chambre assemblée, le dix-sept janvier mil sept cent soixante-dix.

Monsieur Leberthon, premier président.

Collationné. Signé : Féger. »

jourd'huy, à commencer jeudy prochain, vingt-trois du présent mois, ledit estat fait en présence de monsieur le curé et des autres habitans contribuables auxdittes aumônes.

|                                                        |     |
|--------------------------------------------------------|-----|
| Jean Martin, une aumonne .....                         | 1   |
| Jean Boutinet, deux .....                              | 1 1 |
| Pierre Andron, deux .....                              | 1 1 |
| Antoine Julien, deux .....                             | 1   |
| Léonard Vidaud, deux .....                             | 1   |
| La veuve Fouchier et Pierre Desvergne, deux .....      | 3   |
| Jacques Baudoin .....                                  | 1   |
| Paul Baudoin, deux .....                               | 2   |
| Maturinne, veuve Jullien .....                         | 1   |
| Pierre Martin des Veaux, deux .....                    | 1   |
| Jean Devergnès, deux .....                             | 2   |
| Isaac Couprie .....                                    | 1   |
| Jean Fournier, deux .....                              | 2   |
| Margueritte Fournier, deux .....                       | 2   |
| Paul Fouchier, une .....                               | 1   |
| Pierre Brugère, une .....                              | 1   |
| Jeanne Guimbelot, une .....                            | 1   |
| Daniel Brureau, une .....                              | 1   |
| Marguerite Paules .....                                | 1   |
| Jean Guérin, pour sa mère, une .....                   | 1   |
| Pierre Chaillou .....                                  | 1   |
| Marie Pigeard, femme de Rigallou.....                  | 1   |
| La Morlande .....                                      | 1   |
| Pierre Régnier, une .....                              | 1   |
| La femme de Moyze Ballet, une .....                    | 1   |
| Gabriel Motard, une .....                              | 1   |
| Jean Pasquereau .....                                  | 1   |
| La femme de Chaillou .....                             | 1   |
| La veuve d'Anthoine Guimberteau et son fils, deux..... | 2   |
| Jean Texier, une .....                                 | 1   |
| Hélye Bodet, 1 .....                                   | 1   |
| Margueritte Dumeteau .....                             | 1   |
| Pierre Giraud, deux, 1 .....                           | 2   |
| Moyze Jarrousseau, trois, 1 .....                      | 3   |
| Morice Gallet, deux, 1 .....                           | 2   |
| Pierre Beaudeau, une, 1 .....                          | 1   |
| Jean Relau, 1 .....                                    | 1   |
| Jean Babin, 1 .....                                    | 2   |

|                                                                                                  |   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| Guillaume Matté, une                                                                             | 1 |
| La mère de Jean Rousseau, une, 1                                                                 | 1 |
| Pierre Figerou, une, 1                                                                           | 1 |
| Jean Rocher, 1                                                                                   | 1 |
| Lafontaine Pigeard père et fils, 1                                                               | 2 |
| La petite Ménadière, une, 1                                                                      | 1 |
| Léonnard Vigier, une, 1                                                                          | 1 |
| Jean Phelipaux, une, 1                                                                           | 1 |
| Jean Guillot et le marchand, deux, 1                                                             | 2 |
| La femme de Fert, 1                                                                              | 1 |
| Pierre Roy, 1                                                                                    | 1 |
| Pierre Lalandes                                                                                  | 1 |
| mêlye Guillot, deux, 1                                                                           | 2 |
| Jean Pigeard, une, 1                                                                             | 1 |
| Moyze Jullien, une, 1                                                                            | 1 |
| La veuve de Pierre Bouet, autrement Angélique Sabourin,<br>et sa sœur, veuve du cordier, deux, 1 | 2 |
| La veuve de Jacque Lavergne, une, 1                                                              | 1 |
| La veuve de Lévêque, chez Martelos, 1                                                            | 1 |
| Jean Maquemaquin, une, 1                                                                         | 2 |
| Marie Valleteau, une, 1                                                                          | 1 |
| La veuve de Daniel Germain, une, 1                                                               | 1 |
| Moyze Barreau, deux, 1                                                                           | 2 |
| Pierre Boucherye, une, 1                                                                         | 1 |
| Jean Imbert, une, 1                                                                              | 1 |
| Isaac Mesnard, une, 1                                                                            | 2 |
| Marie Nadaud, 1                                                                                  | 1 |
| David Matignon, 1                                                                                | 1 |

Montant le nombre des aumônes si-dessus (*mots en blanc*).  
Faisons deffances aux autres habitans de laditte paroisse de se  
mettre du nombre des si-dessus nommés jusqu'à ce que par  
délibération ils ayent esté jugés dignes dy participer. Fait le  
dix-neuf may mil sept cent neuf.

TEXIER.

## II

Roolles des habitans de la paroisse de Touzac qui doivent  
contribuer à la subsistance des pauvres de ladite paroisse jus-  
qu'au premier juillet prochain, sof à continuer dans la suite et  
auguementen dans les taxes en cas de plus grande nécessité. Fait

par nous, Paul Texier, conseiller du roy, juge prévost royal civil et criminel de Bouteville. En exécution de l'arrest de nos seigneurs de la cour de parlement, du dix-neuf avril dernier, estant au-devan de la porte de l'église de Touzac, à yssue de messes, en présence du sieur Dumergue, curé de laditte paroisse, de Daniel Monneros et Pierre Texier, habittans de laditte paroisse, et de Jacques Duport, sindicq, laquelle subsistance sera fournie, en pain suivant les cottes cy-après. Et à l'égard de ceux quy ont des fermes, leurs cottes sera faite en argent :

**Premièrement.**

|                                                                                  |       |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Monsieur de Luxembourg .....                                                     | 30 l. |
| Messieurs du chapitre d'Angoulême, gros décimateurs de<br>laditte paroisse ..... | 30 l. |
| Monsieur Dupuy de Neufville, en pain, 50 l. ....                                 | 35 l. |
| Pierre Texier, chez Lévesque, en pain .....                                      | 30 l. |
| Daniel Monneros .....                                                            | 20 l. |
| Pierre Monneros, archier .....                                                   | 6 l.  |
| La Gagnerette .....                                                              | 4 l.  |
| Pierre Texier, sieur de Boisseguin .....                                         | 12 l. |
| Maitre Jean Vaux, notaire royal, douze livres.....                               | 12 l. |
| Isaac Foucherye, le jeune, huit livres .....                                     | 8 l.  |
| Jean Bateau .....                                                                | 8 l.  |
| Pierre Cours et Bruneteau, chez Coutin .....                                     | 8 l.  |

**La Brande.**

|                         |       |
|-------------------------|-------|
| Isaac Texier .....      | 40 l. |
| Pierre Jean .....       | 8 l.  |
| Mathieu Perrochon ..... | 8 l.  |
| Daniel Vaux .....       | 4 l.  |
| André Le Cours .....    | 7 l.  |
| André Rullier .....     | 5 l.  |

**Les Brois.**

|                                      |       |
|--------------------------------------|-------|
| Pierre Texier, chez Robin .....      | 4 l.  |
| Paul Trouiller .....                 | 8 l.  |
| Jean Texier, chez Bourgeois.....     | 20 l. |
| Jean Chancheau, chez Damouroux ..... | 8 l.  |
| Jean Joubert .....                   | 30 l. |
| La Nanne .....                       | 3 l.  |
| Jeanne Moindron .....                | 6 l.  |
| André Mesnard .....                  | 4 l.  |

|                                              |       |
|----------------------------------------------|-------|
| Le petit Martin .....                        | 4 l.  |
| Jean et Isaac Vaux .....                     | 25 l. |
| Henry Tincendeau et Jean de la Brousse ..... | 12 l. |

*Vacheresse*

|                                    |       |
|------------------------------------|-------|
| Jean Duret et son gendre .....     | 30 l. |
| Jean Brung et son gendre .....     | 10 l. |
| Jean Martin, du petit Village..... | 7 l.  |
| La veuve Lagrave .....             | 4 l.  |

*Ches Phelipaux*

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| Isaac Filhon .....               | 30 l. |
| Pierre Bernard .....             | 25 l. |
| Ilélie Loquet et son fils .....  | 6 l.  |
| Isaar Foucherie .....            | 6 l.  |
| Jacques Monneros .....           | 6 l.  |
| Jean Puteau .....                | 8 l.  |
| Paul Faucherye du Plésac .....   | 6 l.  |
| Puvir Jullien .....              | 6 l.  |
| Pierre Martin .....              | 25 l. |
| Pierre Téziat .....              | 6 l.  |
| Pierre Rullier, chez Piget ..... | 10 l. |
| Jean Trouillier .....            | 10 l. |
| Le Camus .....                   | 6 l.  |
| Chevalier .....                  | 3 l.  |

Montant le tout à 698 l. par semaine. Au payemen de laquelle seront les redevables chacun en droit soy contrains par toutes les voyes portées [*par*] ledit arrest, à commencer jeudi prochain, vingt-trois du présent mois, entre les mains de Daniel Monneros et de Margueritte de Lafon, sa femme, que nous avons nommés pour faire la distribution desdittes aumones pendans huit jours, aux pauvres y contenus dans l'état par nous fait, que luy avons délivré entremains cejourd'huy, dix-neuf may mil sept cent neuf.

TEXIER.

Dans la liste des pauvres on voit en marge de chaque nom des traits de plume au nombre de six, sauf deux exceptions, où il n'y en a que trois et deux. Ils indiquent très probablement les distributions de pain qui furent faites en exécution de l'arrêt; les distributions moins fréquentes s'appliquent peut-être à des gens qui moururent au cours de ces opérations. *La statistique du département de la Charente*, publiée en 1818, par Quénot, donne

à la commune de Touzac 787 habitants. Quand on songe qu'en 1709 la population était beaucoup moins nombreuse ; quand on voit que les familles à qui il fallut donner du pain furent au nombre de 66, on est véritablement effrayé des calamités engendrées par ce célèbre hiver.

Je signale à titre de rapprochement curieux ce vœu des habitants de Touzac, en 1789, lors de la rédaction des cahiers :

« La paroisse de Touzac demande que chaque paroisse nourrisse ses pauvres et que les mendiants étrangers soient conduits à un hôpital que la province formera à ses frais pour ces sortes d'individus. » (Chancel, *L'Angoumois en l'année 1789*, p. 467.)

JULES PELLISSON.

---

#### IV

##### ASSOCIATION DES CHEVALIERS DE SAINT-LOUIS

L'association paternelle de chevaliers de Saint-Louis, dont il a été question dans le précédent numéro de la *Revue*, était une section d'une grande association qui embrassait toute la France.

D'après l'*Almanach* de 1816, page 409, cette association, instituée avec l'agrément du roi, avait pour but de secourir les veuves et les enfants de chevaliers malheureux ; elle avait fondé à cet effet deux maisons d'éducation pour les enfants et se proposait d'en établir une pour les veuves.

Le comité général d'administration avait pour présidents : le duc de Coigny et le marquis de Gontaud-Biron ; les vice-présidents étaient : le maréchal duc de Reggio, le prince de Montmorency, le comte de Béthisy et le duc d'Aumont. Il y avait un comité central au chef-lieu de chaque département.

Voici des renseignements sur les groupes de notre département, que M. le docteur Vigen a bien voulu me communiquer. Il devait y avoir un groupe par arrondissement, les membres cités dans la *Revue* sont tous de celui de Saintes. Le président du groupe de Jozac était Jean Grégoire de Saint-Légier d'Orignac (1758-1831). En 1821, le comité central de la Charente-Inférieure était ainsi composé : chevalier de Meynard, président ; chevalier de Cairon-Merville, secrétaire ; Guyot-Duclos, chevalier Aly, chevalier d'Averton, baron de Nagle, comte d'Adhémar, Emy, Boussac, Boumard, chevalier de Mutrécy.

La recette générale de l'association fut de 200,536 fr. en 1817, et de 178.240 fr. en 1820. En 1817, elle entretenait 76 pupilles à Senlis et 55 demoiselles à Versailles.

J. D'OLCE.

V

UNE VIEILLE CIRCULAIRE EN VERS.

(Communication de M. Dyke-Gautier, négociant à Cognac.)

Barcelone, 18 avril 1787.

En octobre dernier nous avions dans la ville  
De vieux poissons en tout des quintaux seize mille,  
Lesquels ont nui beaucoup au débit des nouveaux,  
Dont nous avons reçu par différents vaisseaux  
Quarante mille quintaux stockois et morue,  
Tous (avec dix de plus) de Norvège venus,  
Vingt-six mille aussi pêchés par les Anglois  
Et huit mille quintaux de chez les Zélandois ;  
Ce qui fait en total dix millions de livres ;  
Mais c'est trop, en effet, de ces sortes de vivres,  
Qu'il ne faut, en ce lieu, pour la consommation ;  
Sur quoi les chargements dans cette profusion  
Qu'on a vendus à bord, n'ont produit l'un dans l'autre,  
Que cinq piastres le cent, le quintal poids du vôtre ;  
Il est vrai qu'à ce prix tout fut payé comptant,  
Le reste est presque aussi vendu dans ce moment  
Parce qu'avons manqué sardines de Galice  
Dont la pêche n'a pas été guère propice ;  
Aussi tout le poisson qu'avons en magasin,  
C'est trois mille quintaux, dont nous verrons la fin  
Dans le courant de juin, sans nul débit extrême.  
Ainsi donc il paroît hors de tout doute même  
Que ce commerce-là va briller cet hyver  
Et que les chargemens arrivés les premiers  
Trouveront de bons prix, trouvant vide la ville.  
Les récoltes aussi (surtout celle de l'huile)  
Soutiendront ce marché, toutes jusqu'aujourd'hui  
Promettent abondance et viennent à l'appui  
De notre invitation, le moment efficace  
Doit vous porter, Messieurs, d'essayer notre place

•

Dans vos expéditions, en chargeant vos amis  
De Marseille qu'il faut nous mander leur avis ;  
Aux maîtres de vaisseaux d'aller vers Alicante,  
Où la morue non plus n'est pas très abondante,  
Et là de consulter notre sieur Arabet  
Qui, comme nous, ayant à cœur votre intérêt,  
Se déterminera, d'après les circonstances,  
A vendre vos poissons, ou, par sa prévoyance,  
Les envoyer chez nous, à Marseille s'il faut,  
Enfin où il verra que le prix est plus haut ;  
Et par là vous aurez de trois places la chance,  
Dont nous profiterons, et de plus l'assurance  
Qu'en cas que nous vendions ici vos cargaisons,  
Où chez notre dit sieur, qu'alors nous soignerons  
Vos intérêts comme s'ils étoient les nôtres.  
Les biens de nos amis nous sont tels que nos propres,  
Et nous vous remettrons après le produit net  
Et ne négligeant rien pour procurer le fret  
Le plus avantageux, que vous puissiez attendre,  
A tous vos bâtimens, qu'ici viendront se rendre,  
Nous vous prouverons par là que nous sommes, Messieurs,  
En toute occasion vos humbles serviteurs.

ARABET, GAUTIER et MANNING.

---

## VI

### UNE LETTRE DE QUEMANDEUR

A UN DE SES JUGES.

(Communication de M. le comte de Croze-Lemercier).

---

ANNALES DRAMATIQUES OU DICTIONNAIRE GÉNÉRAL DES THÉÂTRES (1)

Paris, ce 7 décembre 1816.

A Monsieur le comte Le Mercier, pair de France,

Monsieur le comte,

Chargé en partie de la distribution de cet ouvrage et de le  
faire connaître aux personnages distingués par leur rang et leur

---

(1) Cet ouvrage en 9 vol. in-8°, de 500 pages, petit romain, contient avec l'analyse des pièces des théâtres grec et romain, celle de tous les ouvrages



amour pour les lettres, je prends la liberté de vous en proposer l'acquisition et si, par hasard, elle ne tombe pas dans vos vues, au moins j'aurai eu occasion de vous rappeler l'existence et la respectueuse gratitude d'un personnage vraiment historique, l'infortuné Maguier, capitaine de sapeurs (trop célèbre sous l'ancien sobriquet de Brutus). Oui, Monsieur le comte, je vis encore et, en cessant d'être fameux depuis dix-neuf ans (époque où vous m'avez jugé au tribunal de Saintes), je n'ai pas cessé d'être malheureux.

Je ne vous ferai pas l'histoire de ma vie depuis que vous m'avez perdu de vue : il vous suffira de savoir deux points importants : le premier c'est qu'ayant spontanément demandé au directoire à être honorablement ostracisé, j'obtins d'être employé à la Guyane et que ma conduite douce, prudente et résignée (sincère surtout), m'attira l'estime de MM. Barbé-Marbois et Lafond-Ladebat et de tous les infortunés prêtres déportés, en même temps qu'elle me fit persécuter encore par un farouche proconsul. Le deuxième, c'est que, quoique absent de la France, je fus encore officiellement classé sur la liste des déportés au 18 brumaire ; ce qui prouve encore qu'on juge toujours les hommes, non selon leurs œuvres, mais *sur l'étiquette du sac*. Depuis mon retour en France, j'ai essayé de plusieurs vocations, rien ne m'a réussi faute de fortune et de *bonne renommée* : je vois qu'à quarante-cinq ans, il me faut recommencer *ma* carrière de fond en comble, j'y suis résolu et je pars pour la nouvelle colonie d'Afrique. La société coloniale philanthropique qui daigne m'employer exige, afin de n'être pas obligée de me confondre avec des artisans ou de paraître me donner une préférence arbitraire, que je prenne au moins deux souscriptions de la troisième classe, ce qui, avec les accessoires indispensables pour moi, demande à peu près 300 francs. Je n'ai que huit jours pour me procurer cette somme et je n'ai de ressource que dans une généreuse cotisation des personnes sensibles. J'ose vous appeler à cette bonne œuvre, Monsieur le comte, il s'agit d'un exil volontaire, honorable et perpétuel : la politique le commande autant que l'humanité. Si j'avais agi depuis dix-huit ans

---

dramatiques, tragédies, comédies, opéras, etc., représentés sur la scène française depuis Jodelle jusqu'à ce jour ; les règles et observations des grands maîtres sur l'art ; des notices sur les auteurs, compositeurs, acteurs, actrices, etc. ; avec des anecdotes intéressantes sur tous les personnages dramatiques. Prix : 34 francs. (Note de Maguier).

selon mon ancienne renommée (qui, au surplus, fut toujours exagérée), ce serait à la police et à mes ennemis que j'aurais recours.

Remontez, Monsieur le comte, à quelques souvenirs *pittoresques* (c'est aujourd'hui le mot pour ce qui me concerne) et daignez descendre à favoriser par un petit sacrifice mon nouvel ostracisme. J'ai une femme et deux enfants qui partageront ma reconnaissance. La souscription que j'ai ouverte porte expressément que les sommes seront recouvrées par un commissaire de la société philanthropique et seulement quand elle sera complète : ainsi on ne peut soupçonner de voie détournée. Cependant, s'il vous déplaisait de figurer sur une liste, un seul mot de réponse me tiendrait lieu d'assurance (et sous les mêmes conditions) ; je vous le demande au nom de l'humanité, cet honorable mot de réponse, votre cœur vous fournira la première récompense.

J'ai l'honneur d'être avec le plus respectueux dévouement, Monsieur le comte, votre très humble et très obéissant serviteur.

MAGUIER,

homme de lettres, rue Grenier Saint-Lazarre, n° 10.

L'ancien capitaine Pamson est retraité à Paris, il vous prie aussi d'agréer ses respectueux hommages.

---

## VII

### LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-SATURNIN DE SÉCHAUD PENDANT LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE.

(31 janvier 1790 — 30 prairial an VIII).

#### *Notes et extraits.*

Il n'est pas sans intérêt d'étudier les répercussions des événements politiques d'une des périodes les plus agitées de notre histoire sur le petit monde ordinairement calme et monotone d'une commune rurale.

On a sommairement analysé, dans les pages qui suivent, trois registres de la municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud, aujourd'hui commune de Port d'Envaux : le premier commence le 31 janvier 1790, finit le 30 pluviôse an II ; le second commence le 12 pluviôse an II, finit le 19 germinal an VII ; le troisième commence le 20 brumaire an IV, finit le 30 prairial an VIII ; la

fin des premier et deuxième registres contient surtout des certificats.

On y a ajouté quelques documents puisés à un registre d'enregistrement de certificats de vie et autres, commencé le 20 messidor an VIII, et l'analyse d'une délibération de la municipalité prise dans un cinquième registre qui va du 6 brumaire an IX au 31 mai 1818.

Les trois premiers registres contiennent des procès-verbaux d'élections, délibérations, fêtes, des arrêtés du « conseil général de la commune », puis du « conseil général de la municipalité du canton » au troisième registre, souvent précédés de réquisitions du syndic ou du commissaire du directoire, des enregistrements de lettres du directoire du district ou de réquisitions de denrées diverses, et des réponses du conseil.

Pour simplifier et abrégér, en parlant de chaque municipalité successive, on a distribué les matières sous quelques rubriques : *élections, dépenses communales, justice de paix, garde nationale, recrutement, instruction publique, église, fêtes, suspects*, etc. Sous chacun de ces titres on a résumé de suite les principales mentions qui les concernent pendant la durée de la municipalité dont il s'agit. Quelques passages ou phrases caractéristiques ont été reproduits textuellement entre guillemets. Nous avons compris sous la même rubrique la municipalité cantonale première élue (4<sup>e</sup> municipalité) et celle qui la renouvella jusqu'à la fin des municipalités cantonales.

## T.

### *Première municipalité.*

#### *Elections ; dépenses communales ; démissions ; remplacements.*

31 janvier 1790. — Les habitants de la paroisse de Saint-Saturnin de Séchaud, assemblés au parquet de La Tour, en exécution des lettres patentes rendues sur le décret de l'Assemblée nationale de décembre 1789 et autres lettres patentes de janvier 1790, sur le rapport du rôle des tailles de la paroisse, montant à 450 feux ou environ, estiment qu'à raison de cinq âmes par feu, il peut y avoir 2.250 âmes, et décident, pour se conformer auxdites lettres patentes de nommer un maire et cinq membres formant la municipalité.

Gaillard, notaire, est élu président de l'assemblée par 14 voix contre 10 à Héard, 7 à Videau, 1 à Chouet, 2 à Yonnet ; Lévesquot, Girardin, Violleau. Boucherit en obtiennent chacun une.

Girardin est élu secrétaire par presque tous les votants.

Jacques Boucherit, marchand de bois à Saint-James, est élu maire par 23 voix sur 43 votants, et prête serment ; l'assemblée est close à 6 heures.

Le lendemain, à 8 heures du matin, élection des officiers municipaux : Etienne Yonnet, 12 voix sur 54; Pierre Videau, bourgeois et fermier de Saint-James, 7 sur 29 ; Saturnin Violleau, marchand, 10 sur 28; Pierre Piocheau, dit Le Biou, laboureur à bœufs, 14 sur 27; Jean Vignaud, charron, 25 sur 52 ; ils prêtent serment « de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et de bien remplir leurs fonctions »; tous signent.

Election de Gaillard, procureur-syndic, 29 voix sur 59; et de douze notables : François Lévesquot, curé ; Héard, avocat en parlement ; Louis Lévesquot, négociant ; Pierre Coumilleau, dit Basse-Marée, carrier ; Michel Glemein, cordonnier ; Louis Piocheau, meunier boulanger; Jean Gelinaud, marchand; Pierre Menet, boulanger ; Jean Bertrand, Jean Lévesque, Joseph Mallet, Nicolas Piochaud, laboureurs à bœufs, qui acceptent et signent, ainsi que plusieurs des votants.

Le 19 février, la municipalité choisit comme greffier Pierre-Joseph Girardin ; comme trésorier, Louis Lévesquot, et comme membres du bureau, Pierre Piocheau, Jean Vignaud, le maire Boucherit, qui prêtent serment.

« Aujourd'hui 21 février 1790, sur les neuf heures du matin, messieurs les officiers municipaux ayant manifesté le désir de prêter authentiquement le serment civique, en présence de tous les habitans et du bataillon national, se sont rendu au champ de foire, où étoit rassemblé sous les armes le bataillon national qui s'est formé en bataillon carré, dont messieurs les officiers municipaux et un grand nombre d'habitans occupoient le centre ; alors, M. Gallocheau, commandant dudit bataillon, s'est avancé vers messieurs les officiers municipaux et a prononcé le discours suivant :

« Messieurs,

« Les officiers municipaux que vous avez choisis se présentent aujourd'hui pour prêter authentiquement le serment d'exercer avec zèle et fidélité les fonctions importantes que vous leur avez confiées. Le choix que vous avez fait de leurs personnes est aussi honorable pour vous que pour ceux qui en ont été l'objet. Dignes de votre confiance par leurs lumières, leur probité et leur vertu,

vous feront jouir, par une sage administration, de tous les avantages dont est susceptible une société bien organisée. Les impôts, par leurs soins, seront répartis avec égalité, les travaux publics, dirigés avec intelligence, ne seront plus un sujet de vexation du plus grand nombre pour l'utilité de quelques-uns et les plaintes des opprimés ne seront plus étouffées par la voix impérieuse d'un despotisme subalterne. Les Français ont brisé leurs chaînes; libres désormais et soumis à la loi seule, nous ne verrons plus la balance de la justice pencher en faveur de l'homme puissant, tandis que son glaive s'appesantissoit sur le foible. Tels sont, Messieurs, les heureux effets d'une constitution fondée sur les droits de l'homme et l'égalité politique. Ouvrons nos cœurs à la reconnaissance envers les législateurs éclairés à qui nous sommes redevables de ce monument immortel de la raison et de la sagesse humaine, envers un monarque juste et bienfaisant qui vient de jurer solennellement d'en être le plus ferme appui. Qui de nous, Messieurs, a pu entendre sans la plus vive émotion la lecture du discours sublime et attendrissant qu'il a prononcé à cette occasion ? Empressons-nous d'imiter un si grand exemple, jurons d'être fidèles à la nation, à la loi et au roy ; jurons de maintenir une constitution qui doit faire le bonheur de tous et qui nous offre, pour la première fois, les jouissances inestimables de la liberté.

Mais gardons-nous, Messieurs, de corrompre les doux fruits de la plus mémorable de toutes les Révolutions. Jouissons d'une sage liberté, mais ne la laissons jamais dégénérer en licence ; ce serait le moyen de la perdre bientôt et de voir renaitre le despotisme le plus absolu du sein des divisions et de l'anarchie. Souvenez-vous que les sucres bienfaisants des fruits les plus délicieux peuvent, par une exaltation extrême, se transformer en un poison mortel. Ne perdons jamais de vue que nous ne sommes réunis en société que pour nous porter des secours mutuels et pour concourir, selon nos facultés, au bonheur commun. C'est là le centre où doivent tendre toutes nos actions, tous nos desirs, et par une répercussion naturelle, c'est du sein même de la félicité publique que rejaillira notre bonheur particulier.

Pour vous, Messieurs, qui devez à votre mérite les places distinguées auxquelles vous avez été élevés, c'est de vous surtout que nous attendons l'exemple de toutes les vertus patriotiques. Placés sur une éminence, vous attirerez sans cesse les regards de vos concitoyens, et votre sage conduite peut avoir la

plus heureuse influence sur les mœurs publiques. Les fonctions dont vous êtes revêtus ne sont pas exemptes de peines ; peut-être même l'ingratitude et les désagréments passagers pourraient vous faire regretter d'y avoir été portés ; mais songez, Messieurs, que nous devons tous à la patrie le tribut de nos connoissances, de nos facultés, de nos vertus, et que le sentiment intérieur qui naît de l'accomplissement de ses devoirs et du bien qu'on a fait en est la plus belle récompense. »

Immédiatement après ce discours, messieurs les officiers municipaux ont prêté le serment d'être fidèle à la nation, à la loi et au roy, et de maintenir la constitution de tout leur pouvoir ; ensuite, le bataillon a défilé devant eux, tambours battans ; il a été formé un détachement qui est allé accompagner Monsieur le maire à sa demeure et assister à la plantation d'un met qui a été planté au coin de sa maison.

Fait et arrêté le présent procès-verbal le jour et an que dessus, au lieu ordinaire des délibérations de la municipalité.

JACQUES BOUCHERIT. E. YONNET. VIDEAU. VIOLLEAU.  
P. PIOCHEAU. VIGNEAUD. GALLOCHEAU, *colonel de la garde nationale*. GIRARDIN. »

Le 21 mars, la municipalité fixe le salaire du greffier à 90 livres, payables moitié à la Saint-Jean, moitié à la Saint-Martin, et demande au ci-devant syndic Menet de rendre ses comptes. Cette reddition de comptes donna lieu à des difficultés qui ne furent solues que par un jugement du tribunal du district de Saintes, du 15 messidor an III, condamnant Menet à payer 1.378 livres 15 sols.

Le 6 janvier 1791, on décide, sur une lettre du directoire du district, du 27 décembre, qu'il sera payé pour logement de la municipalité 20 livres, au secrétaire 120 livres, pour la prison 12 livres, encre et plumes 6 livres, papier (deux rames) 16 livres, garde-messier 200 livres, bois 12 livres, lumière 3 livres, entretien des fossés du communal 100 livres, à justifier par quittances. On nomme, le 2 janvier 1791, garde-messier, Jean Roulland, ancien garde des ci-devant seigneuries de La Tour et Panlois ; il aura les amendes des flagrants délits, outre ses 200 livres.

Le 26 septembre 1790, Jean-Baptiste Héard-Fondclair, avocat, donne sa démission de notable, « fatigué de lutter sans cesse contre l'inexpérience et les vues d'intérêt particulier de M. le maire », qu'il accuse d'avoir cherché à lui nuire auprès du pu-

iblic, et est imité, le 13 octobre, par Michel Glemein, autre notable, mécontent du maire.

Le 14 novembre 1790, les citoyens actifs assemblés au nombre de 29, remplacent les deux démissionnaires et deux officiers municipaux, Violleau et Videau, et cinq notables, François Lévesquot, Piocheau, Coumailleau, Lévesque, Bertrand, éliminés par la voie du sort, par Jean Lévesque et Jean Bertrand, élus officiers municipaux, et Saturnin Yonnet, Pierre Ferret, charpentier, François Nouraud, Pierre Menet, et enfin Jacques Chasériaux, Jean Douhaud, Pierre Charrier (trois meuniers), élus notables ; le 12 décembre, Yonnet est élu procureur de la commune, à la place de Gaillard, nommé juge de paix ; Ferret, élu officier municipal ; le 9 mai 1791, Jean Roulland remplace comme secrétaire, Girardin, nommé greffier de la justice de paix.

La municipalité agit parfois comme tribunal : le 7 août 1791, elle condamne à 3 livres d'amende au profit de la garde nationale un individu d'Echillais et un autre de Geay, après les avoir fait détenir trois heures en prison, pour avoir remis un « billet de facture pour un assignat » ; le 21 août suivant, elle exclut de son sein et chasse de la salle avec défense d'y reparaitre un notable qui a nié sa signature apposée au bas d'un billet souscrit à un particulier. Le 23 janvier 1791, elle ordonne de citer à la salle municipale des délinquants : les amendes de 7 sols 6 deniers par tête de bétail en délit seront au garde.

Le 8 juillet 1790, elle explique que c'est à tort que Piocheau, un de ses membres, a annoncé que le droit de terrage était supprimé ; il l'a confondu avec le droit de *triage* mentionné aux lettres patentes du 6 mai 1790, qui seront publiées de nouveau avec cette délibération.

#### *Assemblée cantonale.*

Le registre contient un acte étranger à la municipalité : c'est le procès-verbal de la réunion des paroisses de Crazannes, Geay, Plassay, Lemung, Les Essards, Ecurat, Saint-Vaize, Saint-Saturnin de Séchaud, rassemblées, le 5 mai 1790, dans l'église de cette dernière, chef-lieu du canton du Port d'Envaux, à 7 heures du matin, pour « l'établissement des assemblées administratives de département et de district ». La séance est ouverte par Pierre Marsay, laboureur à bœufs, au Grand Chevalon à Geay, assisté des scrutateurs, messire Jean de la Tour, seigneur de Geay, Pierre Videau et Violleau, tous « plus anciens d'âge ». 739 ci-

toyens actifs avaient été requis ; on ne trouve que 603 votants, nombre insuffisant, et on renvoie au lendemain, où, sous la présidence de Charles Gaillard, on nomme par scrutin de liste double, huit électeurs, savoir : Antoine Mollet, des Essards, élu par 123 suffrages sur 135 votants ; Benjamin Berton, négociant, au Port Lapierre, 117 voix ; François Germain, notaire à La Touche de Crazannes, 113 ; Louis-Charles Coudreau, de La Devauderie de Plassay, 111 ; Louis Lévesquot, 110 ; Jean Denéchaud, bourgeois de Geay, 106 ; Jean-Baptiste Héard-Fonclair, avocat, de Peuvolant, 79 ; Guillaume Chouet, chirurgien à Saint-James, 109, qui acceptent et promettent de s'acquitter convenablement de leur mission. Suivent 95 signatures, parmi lesquelles celle de Jean Bigois, maire de Saint-Vaize, qui proteste contre le changement de canton de sa municipalité, vu la difficulté du passage et les fréquents débordements de la Charente.

#### *Fêtes. — Eglise.*

Le 14 juillet 1790, à midi, réunion de la municipalité, des troupes nationales et autres citoyens actifs, assemblés, en exécution de la proclamation du roi et du décret de l'Assemblée nationale du 21 mars, sous la halle du Port d'Envaux, où a été dressé un autel.

La messe, dite par M. Lévesquot, curé, après le chant du *Te Deum*, du *Domine Salvum fac regem*, et du psaume *Laudate Dominum omnes gentes*, Héard, colonel de la troupe nationale, « a fait un court exposé à ses soldats, sur la nature du serment et les causes de ce serment, en leur persuadant de se rendre dignes de la liberté que leur a acquise leurs frères vainqueurs de la Bastille. » Gaillard, procureur de la commune, fait un discours : « Messieurs, frères et amis : C'est aujourd'hui le grand jour que (où) se célèbre le plus imposant spectacle qui jamais ait été donné dans l'univers. C'est aujourd'hui que vingt-cinq millions d'hommes, devenus libres, se réunissent à Paris par leurs représentants, pour faire un pacte fédératif d'union, de patriotisme et de civisme : ils vont jurer sur l'autel de la liberté de soutenir et de défendre la première constitution d'un empire que la philosophie a dictée aux hommes et qui, nous osons l'assurer, pour l'honneur de la France, et de Paris en particulier, deviendra la constitution de l'univers. Ainsi, chers frères et amis, réunissons notre âme, notre cœur et nos sentiments à ceux de ces bons et braves citoyens, jurons et promettons, de concert



avec eux, de soutenir et défendre la première constitution de cet empire, qui deviendra, j'ose le croire, la constitution de l'univers. Et jurons et promettons de nouveau d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et de soutenir et maintenir de tout notre pouvoir la nouvelle constitution du royaume. » La municipalité ayant fait le serment sur l'autel fédératif, la garde nationale l'imite, jurant de n'agir que sur la réquisition des corps administratifs, les soldats jurant de n'abandonner jamais leur drapeau et d'observer la discipline, les citoyens actifs prêtent le serment aux cris de : « Vive la Constitution ! Vive la Loi ! Vive le Roy ! Vive la Liberté ! Vivent nos frères ! Vivent tous nos bons amis ! » « suivis d'embrassements réciproques, spectacle d'autant plus doux que les embrassements des citoyens s'est mêlé avec celui des filles et femmes présentes à ce spectacle. » « Fait et clos sur l'autel fédératif, et ont signé tous ceux qui l'ont su faire. » (*Vingt-quatre signatures.*)

« Cejourd'hui (*raturé* vingtiesme) trante janvier mil sept cent quatre-vingt-onze, à midy, issue de la messe paroissiale, en exécution du décret de l'Assemblée nationale du vingt-sept novembre dernier, sanctionné par le roy le vingt-six décembre dernier, le conseil général de la commune de la paroisse de Saint-Saturnin de Séchaud s'est assemblé et s'est présenté en la sacristie de l'église paroissiale dudit Saint-Saturnin, où il y auroit trouvé le sieur François Lévesquot (1), curé de cette paroisse, qui sortoit

---

(1) Pierre André Levesquot, fils de Pierre et de Blanche Gagné, originaire de Barbezieux, huissier, s'établit comme négociant au Port-d'Envaux en 1746, y acquit la propriété de la famille Faure. D'un premier mariage avec Marie Massé, il eut une fille, Marguerite-Philippe, mariée en 1777 à Jacques ou François Arsonneau, d'Aumagne, représentée plus tard par une famille Chèze, et un fils, Louis ; sa seconde femme, Elisabeth Martin, épousée en 1746, mourut le 30 janvier 1777.

Louis Levesquot, négociant au Port-d'Envaux, époux en 1756 de Madeleine Chaudron, mourut avant sa femme décédée en 1813. Le 21 juillet 1790, il avait été élu un des administrateurs du district de Saintes. Ils eurent trois filles : 1<sup>o</sup> Victoire-Élisabeth, épouse de Mathieu Voie, dit Milord, dont la fille, épouse Niox, eut pour descendants la famille Niox actuellement représentée ; — 2<sup>o</sup> Marie, épouse de Laurent Prouteau ; — 3<sup>o</sup> Thérèse, épouse de Louis-Joseph Viaud, de Saint-Genis ; et cinq fils : 1<sup>o</sup> André-Louis-François, dont il est ici question, curé de Saint-Saturnin de Séchaud, déporté en Espagne ; 2<sup>o</sup> Mathieu, dit Labrousse, époux de Claire Couturier, emprisonné comme son père à Saintes, puis à Brouage ; — 3<sup>o</sup> Etienne, dit Lessart, marié à une jeune fille de Champagnolles ; — 4<sup>o</sup> Pierre, dit Lagroix, qui à vingt-trois ans épouse, devant le curé assermenté de Saint-Georges des Coteaux, le 5 juin

de célébrer la sainte messe dans ladite église, et à leur réquisition se seroit aussi présenté sieur Jacques Saurin, vicaire de la présente paroisse, et auxquels sieur curé et vicaire ils auroient (*raturé* : demandé s'ils vouloient) fait donner lecture du susdit décret, par le secrétaire de cette municipalité, et d'après cette

---

1792, Suzanne Baudry, fille de Joseph, fermier à Romefort, et de feu Eustelle Vivien : duquel mariage sont issus un fils, Alexandre, époux de N. de Coffin, père de Samuel, dont postérité; et trois filles, Marie-Anne, dite Adéline, morte en 1880; — Magdelaine ou Eugénie, épouse de Mathieu Gabriel ou Élisabeth Brejon (mère de : 1° Gustave, secrétaire de la mairie de Saintes, qui de son mariage avec Alphonsine ou Léontine Gaillard eut : Fernand, époux de Laure Bona-Christave, médecin de marine, décédé, père de Fernand, avocat à la cour d'appel de Poitiers, et de Marthe; et Henri, époux d'Odette Deforges, inspecteur des contributions indirectes à Versailles; — 2° Ernest, médecin, époux de Gabrielle Claviez, père : 1° d'Eugène, ancien bâtonnier des avocats à Bordeaux, époux de Claire Passenaud, père de Marie; — et 2° de Valérie, épouse de Gaston Gérain, percepteur à Dompierre, père de Andrée, épouse de Pierre Goguet); — Rosalie, dite Lydie, troisième fille de Pierre Levesquot-Lagroix, épousa Benjamin Rulland, fut mère d'Ursule Anaïs, épouse d'Emile-Auguste-Léon Tortat, juge à Saintes; — 5° André, dit d'Anville, le cinquième fils de Louis Levesquot, émigra à dix-huit ans, séjourna à Lausanne, à l'armée de Condé, rentré en France, épousa N. Gobineau Desvillers, de Saint-Jean d'Angély, fille d'une Audouin de Saint-Jean ou du Poitou, dont un fils, Louis, mort jeune, cinq filles: Louise, Hippolyte, Alexandrine, Zoé, mortes sans postérité; Augustine, épouse de Léon-Jean, dit Rogé, mère de Clémence; veuf, le 4 mai 1811, d'Anville, épousa Eugénie-Angélique Constantin, âgé de 21 ans qui éleva la famille.

Mathieu Levesquot figure dans la liste des détenus de Saintes « proposés pour Brouage » par le directoire du district le 28 messidor an II; les listes de Brouage ne portent que « Lévécot, négociant à Saintes » (*Revue Poitevine*, 1891, p. 229). Louis, d'après sa famille, y aurait été aussi envoyé et leurs femmes allaient à cheval leur porter une nourriture indispensable vu l'exécration régime des prisons; on ajoutait que Louis avait été sauvé de la fureur de quelques personnes par Girardin qui « étendit son sabre sur sa tête ». En tout cas Louis fut emprisonné; on racontait que son fils Pierre, en buvant avec des gens qui leur étaient hostiles, aurait fini par obtenir leur liberté qui fut accordée par le comité de sûreté générale le 22 brumaire an III. Mathieu, anémié, mourut à Saintes le 22 nivôse suivant.

Vu l'émigration d'André Levesquot, la famille dut partager avec la nation et racheta la propriété de la prévôté de Saint-Saturnin de Séchaud, acquise en 1788 de Bidé de Maurville par le prêtre déporté; le 25 frimaire an III, son père est renvoyé, par le district, à la réunion des créanciers de l'abbé, comme créancier de 15.000 livres de ce chef.

Le 5 nivôse an III, la mainlevée du sequestre n'est accordée par le district qu'à Mathieu, les biens du père restant sequestrés à cause de l'émigré. Le 8 fructidor an III, la veuve de Mathieu est en instance de partage avec la nation, vu l'émigration de son beau-frère.

lecture ils leur auroient demandé s'ils vouloient s'y conformer, et de faire en présence du public qui étoit encore dans ladite église, le serment qui leur est prescrit au susdit décret, et auroit demandé en outre audit sieur Lévesquot s'il persistoit dans la déclaration qu'il avoit faite pendant sa messe, étant à l'autel et en adressant la parole à tout le peuple, laquelle déclaration est (*les seize mots suivants ont été surchargés de telle façon qu'il est impossible de les lire. Le texte très lisible, continue par les mots suivants*): « Mes frères, j'ay fait le serment d'être fidèle à la nation, à la loi et au roy, de maintenir de tout mon pouvoir la constitution du royaume, dans tout ce qui ne sera pas contraire à la religion ; on veut (*raturé* : nous forcer ; *en interligne* : exiger de nous) de faire un autre (*en interligne* : serment) que je crois contraire à la (*raturé* : religion; *en interligne* : discipline de l'église), je ne peux pas le faire. » Ledit sieur Saurin, vicaire, a aussi persisté dans le refus de prêter ledit serment, et ont l'un et l'autre déclaré être prêt à répéter le même serment qu'ils ont précédemment fait devant nous, mais qu'ils entendent (*raturé* : persister ; *en interligne* : protester) dans (*raturé* : la protestation faite) tous ce qui seroit contraire à la religion catholique, apostolique et romaine. De tout quoi nous, maire et officiers municipaux, assisté du conseil général de notre commune, en avons dressé le présent procès-verbal. Fait, clos et arrêté le présent procès-verbal le jour, mois et an que dessus (*raturé* : et a ledit), et ont lesdits sieurs Lévesquot et Saurin signé avec nous. »

LÉVESQUOT, *curé*. SORIN, *vicaire*. BOUCHERIT, *maire*. LÉVESQUE.

VIGNEAUD, *Procureur*. E. YONNET, *procureur de la commune*. S. YONNET, *secrétaire*.

« Aujourd'huy, seize avril mil sept cent quatre-vingt-onze, nous, maire et officiers municipaux de Saint-Saturnin de Séchaud, nous sommes transportés en corps en la maison presbytérale de Saint-Saturnin, où étant, nous y avons trouvé le sieur Lévesquot, cy-devant curé de cette paroisse, lequel nous avons sommé de nous remettre les clefs tant de l'église que de la maison presbytérale dudit Saint-Saturnin ; à notre interpellation et sommation, ledit sieur curé nous a répondu que s'il remet les clefs de l'église ainsi que celles du presbytère, ce n'est que pour obéir à la loi, et qu'il n'entend nullement se désister de sa cure et qu'il veut toujours se conserver la juridiction sur les âmes de

la présente paroisse, et à l'instant, ledit sieur Lévesquot nous a remis les clefs à luy requises et luy avons donné acte de la remise d'icelles ; fait et arrêté les jour et an que dessus, et a ledit sieur Lévesquot (*sic*).

BOUCHERIT, *maire*. PIOCHEAU. LÉVESQUE. BERTRAND. VIGNEAUD.  
FERRET. E. YONNET, *procureur de la commune*. GIRARDIN. »

« Aujourd'huy dimanche, dix-sept avril mil sept cent quatre-vingt-onze, sur les dix heures du matin, en exécution du procès-verbal de l'assemblée électorale du district de Saintes, pour la nomination des curés aux cures vacantes par le défaut de la prestation du serment de ceux qui étoient en places, en exécution de la loi du trante janvier dernier sur le décret de l'Assemblée nationale du vingt-sept du même mois, et lequel procès-verbal nous ayant été tout présentement remis par M. Ouvrard, cy-devant curé de la paroisse de Saint-Sulpice d'Arnould, par lequel il nous est apparu que le cinq du présent mois, messieurs les électeurs du district de Saintes, pour ce assemblés en l'église cathédrale, l'auroient nommé à la présente cure et paroisse de Saint-Saturnin de Séchaud, ce qui nous a paru être certifié par un extrait en forme de l'original, est il rapporté, du procès-verbal, signé Godet, secrétaire du district de Saintes, et du visa accordé audit sieur Ouvrard par M. Robinet, évêque du département de la Charente-Inférieure, en datte du douze du courant, qu'il nous a représenté être (?) (et ce ?) signé Chassériaud, prêtre vicair du département de la Charente-Inférieure, Martineau, vicair, Gouin, vicair, et Vinet (?), vicair dératulé (?), et ledit visa portant son institution de la susdite paroisse ;

En conséquence, nous, maire et officiers municipaux de la présente paroisse, à la réquisition dudit sieur Ouvrard, et après le serment prescrit par la loi, qu'il a tout présentement fait dans la susdite église de Saint-Saturnin, le peuple assemblé pour y entendre la messe, nous l'avons reçu et recevons par ces présentes, curé fonctionnaire public de ladite paroisse ; pour cet effet l'avons mis en possession, saizine réelle et actuelle tant de la susdite église que du presbitère ; de tout ce que dessus le sieur Ouvrard nous en a requis acte que, à sa réquisition, luy en avons octroyé acte.

Fait, clos et arrêté ces présentes étans dans la susdite église de Saint-Saturnin de Séchaud, sur les dix heures et demie du

matin, les jour, mois et an que dessus ; et a le sieur Ouvrard signé avec nous.

Ouvrard, curé de Saint-Saturnin de Séchaud. BOUCHERIT, maire. PIOCHEAU. VIGNAUD. BERTRAND. LÉVESQUE. FERRET. E. YONNET, procureur de la commune. »

### *Plainte de la commune.*

Le 14 août 1791, le conseil général de la commune donne pouvoirs à Boucherit, maire, Ouvrard, curé, Chouet, Gaillard, Glémain et Gaudin, nommés par la paroisse commissaires, « pour faire les poursuites nécessaires et convenables où bon leur semblera afin de justifier la commune injustement lésée par la plainte du sieur Lévesquot » ; les premiers frais de l'affaire et autres dépenses nécessaires seront pris sur les fonds de la commune. La délibération ne spécifie pas de quoi il s'agit ; une délibération du directoire du district n'est guère plus explicite (1) ; rien n'indique les suites de l'affaire.

---

(1) *Délibération du directoire du district de Saintes. Archives du département de la Charente-Inférieure, t. 99, l. 264, p. 42 verso.*

« Séance du matin, 6 août 1791.

Les habitants de la paroisse de Saint-Saturnin de Séchaud,

Le directoire assemblé, qui a vu le mémoire présenté à l'administration par le commissaire représentant le général des citoyens de la paroisse de Saint-Saturnin de Séchaud, pour être autorisée de poursuivre la réparation des inculpations répandues par ledit le sieur Levesquot contre la commune dans un mémoire présenté aussi par ce dernier, le trois de ce mois, ensemble toutes les pièces y relatives. Oûï, le procureur syndic,

Déclare qu'il est infiniment douloureux pour des administrations qui n'ont d'autre passion que celle du bien et de la tranquillité publique, de voir leur bonne foi compromise, et s'élever dans une communauté le mécontentement le plus manifeste à la place de la paix qu'ils ont cherché à y soutenir. Le directoire doit rappeler ici qu'ayant eu sous les yeux le mémoire du sieur Levesquot, rappelé plus haut, croyant à la vérité des faits qui y sont énoncés, faits soutenus par ledit Levesquot, présent au directoire, dont l'air affligé, épouvanté, les larmes mêmes excitèrent la sensibilité des administrateurs et les persuadèrent que ce citoyen couroit les plus grands risques, il fut écrit la lettre contre laquelle les citoyens de Saint-Sorlin réclament aujourd'hui ; le directoire observera que, dans les circonstances pénibles où nous nous trouvons, il est infiniment essentiel de porter les remèdes les plus prompts aux désordres que les ennemis de la chose publique s'efforcent de toute part d'introduire parmi les meilleurs citoyens et que par une suite de leur confiance dans l'assertion d'un homme revêtu d'un caractère public, honoré sensiblement de la confiance de ses concitoyens, les administrateurs qui ont signé la lettre crurent pouvoir se dispenser de prendre, dans un moment critique, des renseignements qui eussent laissé peut-être l'inter-

*Garde nationale.*

En exécution d'un arrêté de la municipalité du 29 juillet 1791, le dimanche 31 juillet, sur les quatre heures du soir, la garde nationale se rassemble dans la cour du château de La Tour, en ordre de bataille, drapeau déployé. La municipalité s'y transporte : on forme le bataillon carré, et le maire et le procureur de la commune y entrent pour recevoir le serment du commandant. Après une harangue du maire, « analogue à la grandeur de la cérémonie et propre à soutenir le courage des soldats pour le bon ordre et le salut de la chose publique.... discours dont le souvenir doit demeurer à jamais gravé dans le cœur de la troupe, » la garde nationale jure « d'être fidèle à la nation, à la loi et au roy, de maintenir de tout mon pouvoir la constitution du royaume décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roy, de ne jamais employer ceux qui seront sous mes ordres contre aucuns citoyens, si ce n'est sur la réquisition des corps administratifs et municipaux, de combattre avec force et courage les ennemis de la Nation et ceux de l'Etat, de vivre libre ou mourir, et enfin je jure de reconnoître pour seule et légitime évêque de ce département M. Isaac-Etienne Robinet et tous les curés constitutionnellement élus comme luy. »

M. Rivoal, propriétaire, commandant nommé par ladite garde nationale, les officiers, bas officiers et soldats ont répété le même

---

vale le plus dangereux (en présumant toujours la vérité des faits) ; que cette lettre ne contient aucune inculpation particulière et rappelle seulement des principes dont la publicité et la propagation ne peut être que très salutaire ; mais le directoire, considérant que la commune a été justement sensible aux remontrances de l'administration, dans un tems où il ne s'étoit pas manifesté dans son sein le moindre mouvement qui put faire craindre ledit Levequot, pour sa tranquillité ; considérant qu'il est essentiel de rappeler un citoyen au devoir de ménager assés l'autorité des administrateurs pour ne pas affaiblir dans leurs administrés une confiance qu'ils s'efforcent chaque jour de mériter par leurs veilles et leurs travaux, en invoquant cette autorité pour servir quelquefois un ressentiment particulier,

Est d'avis que les citoyens de Saint Sorlin soient autorisés à poursuivre les réparations des fausses inculpations dont ils se plaignent contre ledit Levequot ; mais que pour la régularité, ils se pourvoyent devant la municipalité et le conseil général de la commune qui délibérera sur la nécessité de telle action et charge le procureur de la commune de faire à cet égard les poursuites nécessaires dans l'intérêt des réclamans.

Le reste de la séance a été employé à diverses opérations de détail jusqu'à midy qu'elle a été levée.

DUBOIS, ARDOUIN, ESCHASSERIAUX, GODET, secrétaire.

serment aux cris de : *Vive la Nation ! Vive la Constitution !* Vive M. le commandant ! et au son des tambours et des fifres. Le commandant « a fait un discours analogue à cette cérémonie. »

Signatures : RIVOAL, *commandant de la garde nationale.*

BERTON, *capitaine des grenadiers.* PIOCHEAU, *capitaine des chasseurs.* FORGET, *lieutenant des grenadiers.* NOUREAU, *lieutenant.* BAUDRY, *sous-lieutenant.* S. SAUVIGNON, *sous-lieutenant des grenadiers.* P. QUÉRÉ, *capitaine.* FRANÇOIS MICHAUD, *lieutenant.* BOUCHERIT, *maire, etc.*

#### *Fête de la Constitution.*

Le 16 octobre 1791, le maire dépose la Constitution française et l'arrêté du département du 11, prescrivant aux municipalités de faire des feux de joie et des illuminations. Le conseil arrête : 1° qu'il sera fait, à 3 heures, dans la plaine de Saint-Sorlin un feu de joie auquel sont convoqués la garde nationale en armes et les citoyens patriotes ; 2° que M. Ouvrard, curé, sera prié d'y chanter un *Te Deum*, à la fin duquel le feu sera allumé ; 3° que les habitants du bourg de Saint-Sorlin, du Port d'Envaux, de Saint-James, les villages du Breuil, de Port-à-Clou, Dreux, les Commailleaux, Panloy, Gibran et Mouillepiec sont sommés d'illuminer leurs domiciles ce soir, à 6 heures et demie ; 4° qu'il sera fait par la garde nationale une patrouille toute la nuit pour maintenir l'ordre au Port d'Envaux, à Saint-Sorlin et à Saint-James. Le sergent de patrouille sera chargé de faire illuminer dans lesdits lieux et de prendre par écrit tous ceux qui s'y refuseraient. Les hameaux sont libres d'illuminer ou non ; 5° que cet arrêté sera lu à l'issue de la messe paroissiale, afin que personne n'en prenne cause d'ignorance, où il sera fait lecture de la Constitution.

Le 20 octobre, on ordonne qu'à la diligence du commandant de la garde nationale, Michel Glémein, cordonnier, sera détenu vingt-quatre heures à la prison municipale, pour avoir tenu de mauvais propos contre le maire et la municipalité, au cimetière, au moment où elle était assemblée pour accompagner le sieur curé au feu de joie.

#### *Biens nationaux.*

Le 13 août 1790, la municipalité déclare être dans l'intention d'acquérir les domaines nationaux suivants :

1° Le prieuré de Saint-Saturnin de Séchaud, soit un journal de très mauvais pré, 20 journaux de bois-taillis, rapportant annuellement cent trente livres, 1<sup>re</sup> classe, cinquante-une livres neuf sols neuf deniers en 36 parcelles, 20 journées d'homme, 2 de bians à bœufs, 3 boisseaux de froment, 1 d'avoine, de rente noble, 2<sup>e</sup> classe ; — un droit d'agrière, année commune de 2 pochées de tout grain, 2 barriques de vin, qu'on estime 176 l. 19 s. 9 d. Le tout affermé, compris les dixmes, 810 l. (acte de Huvet, 22 septembre 1789), à L. Lévesquot. Ledit prieuré consiste en bâtiment d'exploitation des revenus, 6 journaux de prés, 4 de terres labourables, arrentés 15 livres, comprises dans les 51 l. 9 s. 9 deniers susdits ;

2° Le prieuré de Saint-James, 2<sup>e</sup> classe, maison du prieur et servitudes presque ruinées, 26 journaux et demi de terre labou-  
rable, 45 journaux de prés gras, 40 journaux de bois médiocre, le tout porté à 800 livres ; — 2<sup>e</sup> classe, un droit d'agrière au septain des fruits et 100 l. de rente en censif, porté à 200 l. ; — conformément au bail fait à Videau, devant Gaillard ;

3° Le domaine de Dreux, métairie de Port à Clou et autres objets dans cette municipalité, appartenant aux dames de Sainte-Claire, régis par elles, terres, prés, bois, vignes, bâtiments, estimés annuellement à 1.750 l., 1<sup>re</sup> classe ; — le droit d'agrière et censif, estimé 301 l. — Pour parvenir à l'acquisition dudit lieu de Dreux, régi par lesdites dames et non affermé, la municipalité se soumet à payer le prix suivant les décrets et instructions de l'Assemblée nationale des 14-31 mai, 25 et 29 juin derniers, choisissant pour expert Baudry, fermier de Romefort, consentant à tierce expertise en cas de désaccord avec l'expert du directoire du district, le tiers expert à nommer par le département ou son directoire ; offrant de payer à la caisse de l'extraordinaire ou du district l'acompte déterminé par les décrets, et le surplus au terme fixé par eux.

#### *Biens communaux.*

Le 27 juin 1790, adjudication des foins des Renfermis, pour 350 l. à 4 habitants, qui s'en associent 56 autres ; — le 26 septembre on décide, malgré le maire, de rendre fauchables les prés de la commune tombés en vaine pâture. (Cet acte précède la démission du notable Héard.) Le 26 avril 1791, en l'absence du maire, on les remet à l'état de pâchage ; — le 1<sup>er</sup> mai, on fixe l'ouverture du pâchage au 2, et le droit à payer à 20 sols par tête de



cheval, 15 pour tous autres bestiaux, sauf les veaux de lait. Le 3 octobre, défense aux bouchers de faire pâquer dans la prairie de Saint-Sorlin, avant le 11 novembre, date fixée pour tous ; le 23 octobre, on menace les contrevenants de les faire emprisonner.

### *Impôts.*

Le 2 avril 1790, maintien à 8 l. 16 s. par cent de l'imposition principale, accessoire et capitation, attribuée aux privilégiés pour 1789, sauf à vérifier la sincérité des déclarations. Le 26 septembre, on décide de vérifier les rôles expirés pour faire rendre compte aux collecteurs des rejets ou remises depuis trente ans et en distribuer le produit aux individus imposés ; le 28 août 1791, nomination d'Yonnet receveur des contributions, malgré son refus ; le 18 septembre, de commissaires pour faire les états de section très avancés.

### SECONDE MUNICIPALITÉ.

*Elections, démissions, dépenses communales.* — Le renouvellement de la municipalité paraît avoir donné lieu à des difficultés dont il est impossible de percer l'obscurité.

Un procès-verbal du 13 novembre 1791, signé par Boucherit, maire, Vigneaud, Bertrand, Lévesque, officiers municipaux, Lévesquot, et Girardin, greffier, rapporte que, le 6 novembre, la municipalité avait convoqué les citoyens actifs à la maison commune, le 13, à l'issue de la messe, pour renouveler la municipalité ; que le sieur Ouvrard, curé, qui a annoncé cette réunion à son prône, ce jour, « est venu à la porte de l'église déclarer publiquement qu'il entendoit que la commune s'assemblasse dans l'église » et non dans la maison commune, et, après plusieurs propos, « s'est permis de dire que sy la municipalité persistoit à vouloir tenir l'assemblée dans la maison commune, qu'il protestoit contre toute nomination » ; que, pour apaiser le tumulte considérable excité par ses propos, on s'est conformé au vœu du curé, et que le maire « a dit et déclaré à haute et intelligible voix que tous les citoyens actifs eussent à se rassembler de suite dans l'église » pour l'élection ; on a fait sonner les cloches.

Au moment où plusieurs habitants ont été rendus, à environ 2 heures du soir, comme l'assemblée était sur le point de procéder à ce renouvellement, le sieur curé s'est présenté et a dit « qu'il vouloit que l'assemblée fut dissoute, attendu qu'il avoit un

baptême à faire, et que sy la commune vouloit s'assembler dans l'église, elle étoit libre de le faire à l'issue des vêpres. » Sur ces propos, la municipalité « luy a observé que les habitans étoient rendus et qu'ils se rendoient de suite en grand nombre et que si l'on ne procédoit de suite à ce renouvellement de la municipalité, les citoyens qui ont des occupations chez eux, tant pour leurs besoins que pour autres affaires intéressantes (*sic*) (1). Le sieur curé a persisté à ce que l'assemblée fut dissoute et a dèssendu aux citoyens assemblés de s'assembler dans la maison commune. » Le maire a invité les citoyens à se rendre à la maison commune pour l'élection, la municipalité a levé la séance « avec toute protestation de fait et de droit » et s'est retirée à la maison commune, « où elle a dressé le présent procès-verbal ».

Il n'est pas dit qu'on y ait fait d'élection. La mention qui suit est datée du 21 novembre et constate l'arrêt et paraphe du registre par Baron, commissaire, pour être remis à la nouvelle municipalité.

L'extrait suivant des registres de directoire du district ne fournit pas beaucoup de lumière sur la réalité des faits.

*(Délibération du directoire du district de Saintes. Archives du département, p. 72. Séance du soir, 19 novembre 1791....*

« Délibération portant nomination d'un commissaire au sujet de troubles dans la municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud.

Ensuite, le directoire, qui a pris communication d'un procès-verbal à lui adressé par la municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud, en date du 13 de ce mois ; ensemble de la pétition de cette municipalité motivée sur les causes résultant dudit procès-verbal, et d'un mémoire en forme de déclaration présenté par les habitans de cette paroisse à l'encontre des procès-verbal et pétition de ladite municipalité. Sur ce ouï le procureur-syndic,

Déclare qu'il est bien douloureux pour des administrateurs continuellement occupés du soin de maintenir l'ordre et la paix parmi leurs administrés, de voir s'élever entre eux des troubles et des orages, dans un tems où le plus grand calme devoit régner ; que ces dissensions, fomentées sans doute par les ennemis secrets de la constitution, sont d'autant plus affligeantes qu'elles subsistent entre une municipalité et les citoyens même qu'elle représente, et qu'elles éloignent des opérations essentielles et précieuses dont le moindre retard peut entraîner des

---

(1) Tout ce passage, obscur, est textuel.

inconvenients funestes pour la chose publique ; que, dans ces circonstances, le directoire eut désiré de pourvoir sur-le-champ au rétablissement de l'union et de la tranquillité dans cette contrée.

Mais considérant que les faits établis tant dans le procès-verbal de la municipalité que dans le mémoire des habitans de Saint-Saturnin, sont diamétralement opposés, et que par conséquent il lui est impossible de statuer sans éclaircissements préalables, et s'être assuré de la vérité, le directoire commet M. Baron, administrateur du district, pour se transporter, dimanche prochain, au bourg de Saint-Saturnin, à l'effet de prendre tous les renseignements possibles relativement aux troubles qui agitent les habitans de cette paroisse et leur municipalité, entendre les uns et les autres, sur leurs réclamations respectives dont il sera nanti, dresser du tout procès-verbal, pour iceluy rapporté, être délibéré par le directoire et pris tel parti qu'il appartiendra. »

VEAU. SARRAZIN. ARDOUIN. LÉRIGET. GODET, *secrétaire.*)

A la suite de la clôture du registre de la municipalité, et sur le même registre, on lit, à la date du 21 novembre (un surcharge le mot *deux*), le procès-verbal d'installation et prestation de serment, devant le commissaire du district, du maire, des deux officiers municipaux et de six notables élus « suivant le procès-verbal d'hier et de ce jour ». Cet acte est signé Ouvrard, président, curé et président de l'assemblée, Baron, commissaire, et des élus, sauf Marsais.

Suit, à la date du 22 novembre 1791, la constatation de la remise devant le commissaire Baron, à la nouvelle municipalité, des registres de l'ancienne, et du rôle d'acompte de l'impôt foncier pour 1791, « auquel il n'y a que 273 numéros où les cotes du 20<sup>e</sup> sont établies », alors qu'il aurait dû être en recouvrement, avec invitation à la nouvelle municipalité de hâter ce travail, à l'ancienne de rendre ses comptes dans la quinzaine ; la nomination du greffier Abraham Jean de Dieu, Gouyneau, la décision de chercher un local municipal moins cher, la chambre où l'on siège servant souvent à loger des étrangers, ce qui oblige le secrétaire à emporter les registres chez lui, et le propriétaire de l'immeuble exigeant 50 l. de loyer pour retirer le lit et donner une clef ; la nomination par voie d'adjudication au rabais (6 deniers pour livre) du receveur municipal Joseph, « l'ancien ayant été illégalement nommé », enfin une exhortation du commissaire

à l'oubli des dissensions, au rappel des esprits égarés par les voies de douceur, à la surveillance de ceux qui chercheraient par des discours séditeux à troubler l'ordre, et, le cas échéant, on en préviendrait les corps administratifs ; enfin, la copie collationnée du procès-verbal de l'assemblée paroissiale des 20 et 21 novembre 1791, qui a élu la nouvelle municipalité, le 20, à dix heures du matin, à l'église, en présence de Jean-Jacques-Fabien Baron, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, administrateur du directoire du district de Saintes (qui l'a nommé commissaire pour faire procéder paisiblement et conformément aux décrets de l'Assemblée nationale à cette élection), et lequel a prononcé un discours. On a « applaudi à ce commissaire conciliateur ». Sous la présidence provisoire de Desrentes du Peux, doyen d'âge, assisté des scrutateurs Guillaume Chouet, chirurgien, Louis Lévesquot, commerçant, René Desrentes, marchand, François Marsais, marin, on élit président de l'assemblée le curé Ouvrard : « l'assemblée en a donné des preuves éclatantes de satisfaction », et secrétaire, Joseph (Girardin ?), instructeur du bourg de Saint-Saturnin.

A deux heures, après le serment prêté, M. Ouvrard prononce un discours « suivi de beaucoup d'applaudissements ». Chaque électeur prête serment. Gaudin, Videau, Violleau, nommés scrutateurs, Gaudin est nommé maire par 43 voix sur 79 votants, Pierre Menet, 41 voix, François Michaud, 40 voix, officiers municipaux. (A suivre.)

---

## QUESTIONS ET RÉPONSES

---

### QUESTIONS

N° 794. — M. Changeur, dans le *Bulletin de la Société pour la protection des paysages de France*, du 15 janvier 1906, demande qu'on recherche combien il reste d'arbres ou de bois plantés à l'occasion de la naissance du roi de Rome, et qu'on fasse le même travail pour les « Sullys », les ormes plantés sur l'ordre du ministre d'Henri IV.

En existe-t-il dans la Charente-Inférieure ? En consultant les registres des délibérations des conseils municipaux, peut-être trouverait-on réponse à la première partie de la question.

N° 795. — Dans le dernier fascicule du *Bulletin des Archives*

(juillet 1906), il est question d'un nommé Elie Brisson, procureur au présidial et élection de Saintes (*Saintes ancienne*, p. 252).

Pourrait-on savoir si ce procureur appartenait à la famille de Barnabé Brisson, premier président du Parlement de Paris, originaire de Fontenay-le-Comte.

E. D.

---

#### RÉPONSES

N° 793. — Le mot beurgôt ou beurgaud, bregaud, frêlon, (et non b'rgaud comme l'écrivit Jonain), n'a guère de Saintongeais que sa prononciation ; il paraît dériver du gaulois *becos*, abeille, qui a tout naturellement évolué dans le sens de guêpe, puis du frêlon, grosse guêpe.

Béko signifie guêpe à Saint-Dizier (Creuse) et en Limousin on a *biêko*, *biêgo* dans le même sens.

*Bego*, *bergo*, *brego*, sont des transformations à peine sensibles du mot primitif. On a d'ailleurs *burgodo* dans la Creuse, *burno* dans le Puy-de-Dôme, *burdo*, *burd* dans les îles d'Aurigny et Serq, pour tous insectes de la taille de l'abeille et munis d'aiguillon.

Du reste, sur cette question, on peut consulter l'*Atlas linguistique* de MM. Gilliéron et Edmont (cartes 1 et 672), et surtout un article dans *Romania*, XXXV, p. 139. L'*atlas* n'indique pas notre *beurgaud*.

CH. D.

---

#### LIVRES ET REVUES

---

*Bulletin de la Société Neuchâtoise de géographie*, tome XVI, 1905. — *Proverbes, légendes et contes Fang*, par le P. H. Trilles, missionnaire au Congo français. Très curieux pour les folkloristes.

---

M. J. Silvestre publie dans le *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, 1906, un article très intéressant sur les monnaies de la Chine.

« .... Les monnaies anciennes sont douées de mille vertus merveilleuses, mais elles sont aussi parfois dangereuses ; ainsi ceux qui les frottent au moyen d'une poudre ou sur une pierre exposent leurs descendants à des maladies innombrables ;

ceux qui les trouvent ou les coupent seront victimes de blessures. »

Il paraît que ces croyances ont contribué à conserver les pièces de l'antiquité chinoise, assez rares toutefois. Avouez que ces naïvetés et superstitions, qui nous font sourire, ont du bon. Elles assurent le respect scrupuleux de l'état des pièces trouvées. Il serait à souhaiter qu'elles se répandissent chez nous, parmi nos découvreurs de monnaies romaines de façon à les empêcher de passer les pièces dans le vinaigre ou l'eau de cuivre et les frotter au sable jusqu'à ce qu'elles reluisent comme des sous neufs.

---

*L'intermédiaire* du 10 juin 1906 publie (p. 885), le *Procès-verbal dressé sur le séjour de Napoléon à l'île d'Aix, en 1815*, par Corties, major de cavalerie commandant la place de l'île d'Aix, faisant fonction de sous-intendant militaire en 1801.

Cf. sur le même sujet le numéro du 30 juillet.

Note dans le numéro du 10 juillet 1906 sur le septième garçon ou septième enfant. Le correspondant dit qu'aujourd'hui encore en Saintonge le septième garçon est regardé comme jouissant d'un pouvoir guérisseur. Il cite une famille, habitant à trois kilomètres de Saintes, où le septième garçon a quitté l'école après sa première communion et fut placé chez un guérisseur connu pour qu'il y apprenne les formules, passes et autres pratiques très en vogue chez les rebouteux et guérisseurs.

Cf. sur le même sujet le numéro du 30 juillet.

---

*Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*, t. XVII (livraison de janvier-avril 1906). — *Hôpital et aumônerie Saint-Thomas de Marans*, par M. Fleury. « Les premières traces de l'existence d'une aumônerie à Marans se rencontrent dans le *Précompte de la terre de Marans*, dressé en 1484, après la mort de Louis I<sup>er</sup> de La Trémoille. « L'aumônerie dudit lieu de Marans toutefois et quantes qu'elle est vacante est en leslection et présentation des habitants et institutions dudit seigneur de Marans... » Cet hôpital aurait subsisté jusqu'en 1726, époque à laquelle il fut réuni à celui de La Rochelle.

M. Fleury donne une série de documents tirés des minutes de notaires.

Note de M. Musset sur une découverte sensationnelle faite dans la *Revue des Charentes*. Il s'agit de l'église d'Echillais et

du monument de Moëze, et surtout d'une critique ironique d'un article de M. de Lannoy (A. Pawlowski). Bibliographie relative à ces deux monuments.

Note de M. l'abbé Clénet sur *Monseigneur Sagot du Vauroux*.

Procès-verbaux de l'Académie des belles-lettres de La Rochelle, de la Société littéraire de La Rochelle, et de la Société des sciences naturelles de la Charente-Inférieure.

Nouveau procédé pour enlever les taches jaunes sur les gravures.

---

*Revue du Bas-Poitou*, 2<sup>e</sup> livraison, 1906.— Un amiral vendéen, Louis-Charles, comte du Chaffaut. — Le Congrès archéologique de Poitiers (1903), par notre confrère Ed. du Trémond.

---

*Revue numismatique*, 1906.— A la Société française de numismatique, M. Bordeaux a donné connaissance d'une lettre (1) du garde de la monnaie de La Rochelle, G. Lambaudière, datée du 5 janvier 1576, adressée à la cour des monnaies de Paris, énonçant qu'à partir de fin juillet 1574, Nicolas Ryvette a été nommé maître de la monnaie de cette ville et que les pièces frappées pendant sa maîtrise ont porté son différent qui était une étoile. Il succédait à Jean Disnematin, décédé en 1573.

Lambaudière déplore « que le temps n'a permys que ayons receu de vous l'ordonnance, matrice et poinçons de nostre Roy et Prince, et que, nosseigneurs, je désire qu'il vous plaise nous envoyer. » Cette absence de poinçons officiels de Henri III explique pourquoi les graveurs de La Rochelle ont composé des coins avec des effigies à col élevé d'un genre distinct, en s'inspirant d'un portrait du roi qu'ils étaient parvenus à se procurer malgré la difficulté des temps.

Lambaudière ajoute : « Nous avons cloz les boëstes de l'an 1574 en laquelle y a 27 deniers douzains, 7 deniers escuz sols et 9 deniers gros et demy gros testons, et celle de ceste année dernière 1575 contenant aussy 53 deniers testons et 80 deniers d'or... »

Il apprend enfin que le 22 juillet 1573, il a résigné son état de garde à son gendre Jean Blandin ; qu'il a révoqué cette rési-

---

(1) Archives nationales Z 1, B 376. Liasse des règlements de janvier à mars 1576.

gnation mais qu'il a le projet de solliciter la nomination de ce même Blandin.

*Romania*, avril 1906. — M. Thomas donne tout entier l'article dont nous avons déjà signalé un extrait dans notre dernier numéro sur le vocabulaire zoologique roman de Polemius Silvius.

Voici son commentaire sur Marisopa : « Nom de poisson inconnu aux textes de l'antiquité. On ne peut hésiter à l'identifier avec le poisson dont parle la biographie de Saint-Filibert, que M. Poupardin vient de rééditer et qu'il attribue dans la forme qui nous est parvenue au début du IX<sup>e</sup> siècle : « Cum territorium Pictavense cepisset gravis inedia angustiare ...multitudo piscium, quos marsuppas vocant, venerunt in alveo, quæ ducentæ trigenta et septem recedente mari remanserunt in sicco. » Le même mot figure, sous la forme *marsupa* dans le cartulaire de Redon et dans un acte de 1190 du cartulaire de Saint-Jean d'Angély. Les Bénédictins ont eu raison d'y reconnaître le marsouin, qui portait encore, au XVI<sup>e</sup> siècle, le nom de *marsoupe* sur les côtes du Poitou et d'Aunis. Mais j'avoue que je suis incapable de déterminer l'origine de ce nom de marisopa, dont il est permis cependant d'affirmer que le *p* devait être un *p* double, puisque dans le cours des siècles il a conservé sa valeur d'explosive sourde... »

Polemius cite encore l'alburnus, l'aubour de Béarn, l'aubourne de Saintonge (Cf. *Romania*, XXXIII, 139).

*Mémoires de la Société historique du Cher*, tome XX, 1905. — Contribution à l'histoire de la vie privée et de la cour de Louis XI, étude très documentée par M. A. Gandilhon.

*Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. XXXIII. — M. Villepelet a extrait des livres des comptes de la ville de Périgueux en langue romane, commençant à l'année 1314, différentes mentions concernant *los penhedon*, c'est-à-dire les peintres de bannières.

Le peintre Mondotz reçoit 100 sols pour la façon de la bannière qui fut portée à Saintes, en 1330, lorsque Charles de Valois, comte d'Alençon et le sénéchal ordonnèrent une levée de sergents d'armes à conduire à Saintes. Le mercredi avant la mi-



carême, les sergents du consulat parcourent la ville et les faubourgs pour ajourner « *tota la gen per for las cirvens anar à Sanctas* ». On équipe ces sergents d'armes qu'on expédie sous la conduite de deux notables, André de Valreyal et Jean de Born.

---

*Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, tome LXVI, (1905), p. 655.

M. Louis Halphen croit à une rédaction ignorée de la chronique d'Adémar de Chabannes.

---

*Revue des questions historiques*, avril 1906. — *Les origines de la colonisation et formation de la Société française à Saint-Domingue*, par M. Pierre de Vaissière.

---

*Mémoires de la Société historique et scientifique des Deux-Sèvres*, 1905. — De M. C. de Saint-Marc, *Armoiries des ducs d'Aquitaine et des comtes du Poitou* (1190-1453), étude historique, très courte, de sigillographie héraldique à propos de carreaux de faïence (de terre ?) vernissée du XIII<sup>e</sup> siècle, provenant de l'abbaye des Chateliers. — De M. Léo Desaivre, *Les signes lapidaires du château Salbar*, marques de tâcherons. — De M. Henri Clouzot, *L'Hôtel Chaumont à Niort*, avec documents inédits. — De M. Léo Desaivre, *Les aquitaneufs et les chants de quête de la Grèce*. — De M. H. Gelin, *Une famille poitevine d'écrivains illustres* : Agrippa d'Aubigné, M<sup>me</sup> de Maintenon, M<sup>me</sup> de Caylus, le comte de Caylus. — De M. C. de Saint-Marc, *Liste des émigrés du Poitou et des anciens gouvernements d'Angoumois, Aunis et Saintonge*. C'est un extrait de la liste imprimée en l'an V de la République, sous le titre : *Liste générale par ordre alphabétique des émigrés de toute la République*. Elle contient les noms, prénoms et souvent une longue énumération des titres et qualités des émigrés, avec certains détails.

---

## SOMMAIRE DU N° DE JUILLET 1906

AVIS ET NOUVELLES : Séance du Bureau ; Excursion ; Béatification de Mgr de La Rochefoucault ; Vente La Morinerie ; Fouilles aux arènes de Saintes ; Salon.

### ERRATA.

NOTES D'ÉTAT CIVIL. — *Décès* : M<sup>me</sup> Brejon, Mgr Fallières, M. de Vassoigne, M. d'Ornano, M. Thurninger, M<sup>me</sup> Brédif, amiral Garnault.

*Mariages* : de Saint-Louvent-de Laportalière ; Renou-Ferrand ; Ravaud-Rensaud ; Lacroix-du Poërier ; Barbot-Gallut ; Brillouin-Gronstadt.

VARIÉTÉS : I. M. Maufras, *Passage de Napoléon à Pons* ; II. Ch. Dangibeaud *Saintes ancienne (fin)*.

QUESTION ET RÉPONSE : Beurgaud.

LIVRES ET REVUES.

---

La *Revue-Bulletin* est adressée gratuitement aux membres de la société, qui paient par an une cotisation de 13 francs.

---

La *Revue-Bulletin* mentionne ou analyse tout ouvrage composé, imprimé dans la région, ou par un auteur habitant ou né dans la région, ou concernant la région, dont un exemplaire aura été adressé au président, à Saintes.

---

Les idées ou les opinions émises dans la *Revue-Bulletin* sont personnelles.

---

On s'abonne à Saintes: 10 francs par an.

## MANUELS DESTINÉS A L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

ET DES SCIENCES AUXILIAIRES

STEIN (Henri). *Manuel de bibliographie générale* (Bibliotheca Bibliographica Nova). 1898, 1 vol. 8°, br. (xv-895 p.)..... 18 fr.  
— Le même, rel. t., n. r..... 29 fr.

*Divisions générales du livre* : I. Bibliographies universelles. II. Bibliographies nationales. III. Sciences religieuses. IV. Sciences philosophiques. V. Sciences juridiques. VI. Sciences économiques et sociales. VII. Sciences pédagogiques. VIII. Sciences pures. IX. Sciences appliquées. X. Sciences médicales. XI. Philologie et Belles-Lettres. XII. Sciences géographiques. XIII. Sciences historiques. XIV. Sciences auxiliaires de l'histoire. XV. Archéologie et Beaux-Arts. XVI. Musique. XVII. Biographie.

Chacune de ces divisions donne lieu à des subdivisions parfois nombreuses, indiquées dans l'introduction.

Trois appendices suivent cet indispensable instrument de travail.

1° Liste raisonnée des localités du monde entier qui ont possédé une imprimerie avant le XIX<sup>e</sup> siècle.

2° Répertoire des tables générales de périodiques de toutes langues.

3° Répertoire des catalogues imprimés des principales Bibliothèques du monde entier.

*Sous Presse* : STEIN (H.). *Bibliographie générale des cartulaires manuscrits et imprimés relatifs à l'histoire de France*.

### Intermédiaire des Provinces de l'Ouest.

Nous recevons le deuxième numéro de l'« *Intermédiaire des Provinces de l'Ouest* » revue bi-mensuelle, publiée sous la direction de notre confrère *La Briantais*.

On sait que les fondateurs de cette revue se sont proposé d'en faire pour les provinces de l'Ouest, et pour des sujets plus limités, ce qu'est pour le monde entier « l'*Intermédiaire des Chercheurs et Curieux* » de Paris, et nul doute que cette feuille qui vient bien à son heure, mise précieuse de documents pour tous les amateurs de Folklore, n'obtienne un légitime succès.

Notre confrère nous prie d'annoncer qu'il se fera un plaisir d'envoyer gratuitement un numéro spécimen à ceux de nos lecteurs qui en feront la demande (57, rue Saint-Clément, Nantes), en se recommandant de notre *Revue*.



# REVUE

DE

## SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

### DES ARCHIVES HISTORIQUES

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

*XXVI<sup>e</sup> Volume. — 6<sup>e</sup> Livraison.*

1<sup>er</sup> Novembre 1906.



SAINTES

LIBRAIRIE DE M. PRÉVOST

COURS NATIONAL

1906

# ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1906

---

## BUREAU

*Président* : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.

*Vice-présidents* : Le comte PIERRE DE CROZE-LEMERCIER, au château du Ramet, par Saintes.

CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.

*Secrétaire* : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.

*Trésorier* : BERTHELOT, notaire, rue de l'Aire, 17, Saintes.

*Trésorier-adjoint* : M. GATINEAU, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

## COMITÉ DE PUBLICATION

GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue César-Franck, 9.

MACHET DE LA MARTINIÈRE, archiviste du département de la Charente, Angoulême.

GEORGES MUSSET, I. O., archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.

JULES PELLISSON, A. O., juge au tribunal civil, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

AUGUSTE BITEAU, \*, A. O., maître principal de 1<sup>re</sup> classe des constructions navales en retraite, conseiller municipal, rue du Perat, 50, à Saintes.

FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.

EDMOND BOILEVIN, négociant, grande rue, 23, à Saintes.

JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.

ABEL MESTREAU, négociant, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

---

Le siège de la société des Archives est à Saintes, cours National, 99.

La société publie tous les deux mois un *Bulletin*, *Revue de Saintonge et d'Annis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs; 11 fr. 50 pour l'étranger; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

---

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1<sup>o</sup> de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2<sup>o</sup> de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs; 3<sup>o</sup> de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

# REVUE

## DE SAINTONGE & D'AUNIS

### BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

#### SOMMAIRE DU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

AVIS ET NOUVELLES : Distinctions honorifiques ; Changement de nom ; Découvertes ; Musées ; Découvertes des sources ; Commission des sites.

NOTES D'ÉTAT CIVIL. — *Décès* : M<sup>me</sup> Prouhet ; M<sup>me</sup> Coutanceaux ; M. Corbier ; M. Regnault ; M. Larade ; M. le baron Eschasseriaux ; M<sup>me</sup> des Mesnards ; M<sup>me</sup> de La Broue ; M. Drilhon ; Mgr Le Camus ; M<sup>me</sup> David ; M<sup>me</sup> Beaussant ; M. de Dampierre ; M. Vaillard.

*Mariages* : Berthelot-Dutard ; Jannet-Hervé ; Peteau-Limage.

VARIÉTÉS : I. Fleury : *Passages à Marans de L. A. R. le duc et la duchesse d'Angoulême* ; — II. Dangibeaud : *Moule mérovingien* ; — III. Pellisson : *Le mobilier d'un mendiant* ; — IV. T... : *La municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud* (suite).

QUESTIONS ET RÉPONSES.

LIVRES ET REVUES : *Orthographe de Fénelon* ; *l'Angelus* ; *La Pallice* ; *L'union de l'abbaye de Saint-Jean d'Angély*.

BIBLIOGRAPHIE.

**A partir de 1907, la REVUE paraîtra les 1<sup>ers</sup> février, avril, juin, août, octobre, décembre.**

#### AVIS ET NOUVELLES

Notre confrère, M. Daniel Bethmont, est nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Notre confrère, M. Réveillaud, nous prie d'annoncer qu'il prépare une nouvelle édition de son discours à la Chambre sur la Séparation des Eglises et de l'Etat, et une histoire politique et parlementaire des départements de la Charente et de la Charente-Inférieure, depuis la Révolution jusqu'à nos jours.

On souscrit chez l'auteur.

Le lundi, 13 août 1906, a été fêté au château de Thenac, le vingtième anniversaire de la nomination de M. Edmond Maguier, officier de l'instruction publique, chevalier du mérite agricole,

comme suppléant de la justice de paix du canton sud de Saintes et de délégué cantonal. Un grand nombre de personnes étaient venues donner à notre distingué confrère un témoignage de sympathie.

M. Guérin, juge de paix, se faisant l'interprète des sentiments de tous les assistants, a, dans un discours très littéraire et plein de courtoisie aimable, fait l'éloge du magistrat, du poète et de l'ami.

M. Brunet, maire de Thenac, au nom de ses collègues, et M. Lauraine, député, ont aussi adressé à M. Maguier l'assurance de leur sympathie et leurs compliments.

M. Edmond Maguier a remercié en termes émus, et cette fête charmante, toute d'intimité, s'est terminée par un lunch et une joyeuse sauterie.

A.

---

Par décret en date du 11 août 1906, la commune de Saint-Séverin, canton de Loulay, s'appellera Saint-Séverin-sur-Boutonne.

---

Le prochain congrès des Sociétés savantes se tiendra à Montpellier pendant la semaine de Pâques 1907.

---

Un cimetière barbare à Saint-Germain de Marencennes, au lieu dit La Barrière — Pré-Chétif et Groin sur le cadastre — en rase campagne, a été reconnu par M. Gabriel Richard. Les tombes sont des auges en pierre d'un seul morceau, couvertes par une pierre plate. Le mobilier est modeste : les vingt-sept pièces signalées, proviennent d'une seule tombe, et consistent en perles de terre ou de verre et de quatre fibules plates, rondes ou à peu près, ornées d'annelets et de cabochons.

---

Un cultivateur a trouvé, il y a déjà plusieurs années, dans les mottes de Ransanne, commune de Soullignonne, au pied du château, une lame en bronze effilée, à deux tranchants, renflée au milieu, longue de 53 centimètres, large de 4 centimètres au milieu, et pesant 531 grammes.

Elle appartient à M. le percepteur de Saujon.

---

Le 8 septembre, une cavalcade historique, ayant pour thème l'entrée de Du Guesclin à Aulnay, a parcouru les rues de la ville.

Elle avait été organisée avec beaucoup de soin et de souci du côté historique. Voir *Le Bloc* du 23 septembre 1906.

---

*L'Illustration* du 9 septembre publie une description de la maison de Pierre Loti à Rochefort par M. G. Mauberger avec des photographies de M. C. Gozzi, amateur photographe.

---

M. Ernest Cognacq, de Paris, a acheté pour 12.000 francs les collections de feu M. Phelippot, du Bois, et en a fait don à la ville de Saint-Martin de Ré.

---

Un décret du 30 septembre 1906 accorde la personnalité civile aux musées du Louvre, Versailles, Saint-Germain et du Luxembourg. Les musées départementaux ou communaux pourront aussi l'obtenir si les départements ou les villes la demandent.

---

*L'Echo de Paris* du 4 juillet 1906, publiait la curieuse information suivante de son correspondant particulier :

*La baguette magique. — Les sources d'eau dans l'Afrique allemande. — Brême est indigné.*

Berlin, 3 juillet.

La nouvelle que l'on cherche des sources d'eau dans l'Afrique du Sud-Ouest allemand avec l'aide d'une baguette, et que ces recherches sont couronnées de succès, a déchainé dans la bonne ville de Brême une véritable explosion d'indignation.

Sur la proposition du géologue Wolff, le gouverneur du Sud-Ouest africain a été blâmé de se laisser aller ainsi aux préjugés d'autrefois.

J'ai assisté moi-même à la découverte de sources avec l'aide d'une baguette, dans le Midi de la France, et je puis assurer, qu'ils soient sorciers ou non, que ceux qui savent découvrir des sources rendent de grands services à l'agriculture.

---

La commission officielle des sites naturels de caractère artistique est ainsi composée : le préfet, l'ingénieur en chef, l'agent voyer en chef, le chef des services des eaux et forêts, MM. Guillaud, archéologue et professeur à la Faculté de médecine de Bordeaux, Marchand, maire d'Aunay, conseillers généraux, Corbineau, architecte, Pierre Loti, Pédézert, ingénieur en



retraite, W. Augereau, maire d'Aujac-Champagne, collectionneur, Fugère, artiste lyrique, collectionneur à Royan.

Par une première délibération, elle a classée l'allée des maronniers du château de Surgères, menacée d'une destruction prochaine.

---

## NOTES D'ETAT CIVIL

---

### DÉCÈS.

Le 19 août 1906, est décédée à La Mothe-Saint-Héraye, âgée de 61 ans, Madame Marie-Alphonsine Prouhet, femme de M. Eugène Giraudias, notaire et maire de La Mothe, conseiller général des Deux-Sèvres. Elle était mère de notre confrère, M. Louis Giraudias, M. André Giraudias, de MM. Emile et Etienne Giraudias.

---

Le 20 août 1906, est décédée à Courbiac, Madame Justin Coutanceaux, née Menut, âgée de 60 ans.

---

Le 17 août, est décédé au Mans, M. Albert Corbineau, âgé de 47 ans, substitut du procureur de la République, originaire de Saint-Jean d'Angély.

---

M. Jean-Baptiste-Antony Regnault, juge honoraire au tribunal civil de La Rochelle, âgé de 70 ans, veuf de N. Lambert, est décédé subitement à La Rochelle le 26 août 1906. Il avait été substitut à Saintes en 1868. Il fut nommé juge à La Rochelle, en 1871.

---

Le 27 août 1906, est décédé, à Ternant, à l'âge de 68 ans, M. Hippolyte Larade, avocat, ancien maire de Ternant, neveu de feu M. Hippolyte Larade, qui fut conseiller général

---

M. le baron (1) René-François-Eugène Eschasseriaux, membre de notre comité de publication, ancien député, ancien président du conseil général, officier de la Légion d'honneur (2), est décédé

---

(1) Le titre de baron a été donné à Joseph Eschasseriaux le 3 décembre 1809. Le décret le gratifie de « notre ministre plénipotentiaire près notre chère et bien aimée sœur la princesse de Lucque et de Piombino.

(2) Chevalier le 30 décembre 1854, officier le 14 août 1868.

à Thenac, le 31 août 1906, à l'âge de 83 ans. Il a été enterré à Thenac le 3 septembre.

Il était né aux Arènes de Thenac, le 25 juillet 1823, fils de *Camille* Eschasseriaux, ancien député de Saintes, et de *Marie-Eugénie* Eschasseriaux. Il épousa, à Agen, le 1<sup>er</sup> août 1846, M<sup>lle</sup> *Jeanne-Joséphine-Géraldine-Agathe-Lydia* Barsalou, née à Agen, le 25 février 1827, fille de *Rotch* Barsalou, ancien banquier, ancien député de Nérac (de 1839 à 1842) et de *Agathe* Dumon.

De ce mariage sont nés deux enfants : 1<sup>o</sup> *Jeanne-Marguerite-Marie* Eschasseriaux, née à Agen, mariée le 5 juin 1866 avec *René-Charles-Marie*, baron de *Chaubry* de Troncenord, né à Paris le 3 décembre 1831 ; 2<sup>o</sup> *Pierre-Marie-René* Eschasseriaux, né à Agen le 11 mai 1850, décédé à Paris le 20 février dernier, marié le 17 décembre 1880 avec *Marianne* Raoul-Duval, née à Nantes le 20 novembre 1857 dont une fille unique.

Avec lui s'éteint la branche principale des Eschasseriaux, (voir plus loin la généalogie), car la terrible fatalité a voulu que le fils, *M. René* Eschasseriaux, précéda son père dans la tombe.

• • •

*M. Eschasseriaux* a fait ses études à Saintes, à la pension Amouroux, où son père, élu député en 1831, le plaça quand il partit pour Paris, et au collège comme externe pendant les trois dernières années. Il habitait alors avec sa mère rue des Chanoines. Reçu bachelier en 1840 (ce qui était rare alors), il commença ses études de droit à Paris. En 1844 il passait sa licence.

En 1845, il visita l'Italie, et l'année suivante il se mariait. Il allait bientôt entrer dans la vie politique, c'est-à-dire continuer la tradition de sa propre famille, qui a donné quatre députés à la Charente-Inférieure pendant le cours du XIX<sup>e</sup> siècle et suivre l'exemple qu'il trouvait dans la famille de sa jeune femme.

Le 20 août 1848, en effet, *M. E. Eschasseriaux* reçut son premier mandat : il fut élu conseiller général, contre *Fédora* Gaudin, à vingt-cinq ans et un mois, pendant un voyage dans les Pyrénées. Le 22 juillet 1849, il fut nommé député de Saintes-Jonzac par 27.120 voix. Quarante-quatre années durant il conserva ces deux mandats et pendant cinquante-trois ans il resta maire de sa commune. Il résignera de son plein gré ses fonctions de député en 1893 et de maire en 1904 (1).

---

(1) Élu conseiller le 15 septembre 1850, maire le 22 jusqu'au 16 septembre

Je me persuade que si ce n'est pas un *record*, c'est une belle carrière. Mais j'admire moins la persistance des succès électoraux que l'activité de l'élu et son assiduité à remplir par lui-même ses fonctions. Chaque jour, nous voyons un député, un sénateur à la fois maire de sa commune, conseiller général de son canton, se décharger de la besogne journalière municipale sur son ou ses adjoints et n'apporter aux affaires départementales que l'attention nécessaire à ne pas compromettre sa réélection. M. Eschasseriaux avait trop de confiance dans ses électeurs, il savait trop bien leur plaire par les services rendus, pour redouter d'être « renvoyé à ses chères études ». Il a été un député remuant, très averti des intérêts de sa circonscription et du département, un conseiller général très au courant des affaires du pays et un maire très soucieux de ne pas abandonner à un autre l'administration de sa commune. Il a même été secrétaire du conseil général pendant de longues années, rédigeant ses procès-verbaux et quelquefois les rapports de ses collègues.

La caractéristique du tempérament de M. Eschasseriaux a été, en effet, d'abord, un grand amour de sa petite patrie, il a été saintongeais dans la force du terme : une grande activité ensuite, une grande tenacité dans ses idées politiques, particulières et administratives. Il aimait à tout faire, tout voir par lui-même. Il marchait volontiers de l'avant, entraînant les timides et les indécis, mais savait au besoin se dissimuler. Je lui demandai un jour (l'an dernier), comment il avait été amené à se lancer à la suite du prince président. « Oh ! c'est bien simple ! me dit-il. Tout le monde criait contre le gouvernement ; tout le monde en avait par dessus la tête, tout le monde déclarait qu'il fallait agir et personne ne « bougeait ». Comme les chœurs de l'Opéra qui chantent « marchons, courons » pendant un quart d'heure et n'avancent pas d'une semelle, les électeurs se contentaient de maudire le gouvernement : personne n'osait se mettre à la tête d'une opposition. J'ai marché ! »

Cet homme décidé et autoritaire a incarné, dans la Charente-Inférieure, pendant un demi-siècle, la politique bonapartiste : il a été le chef incontesté du parti ; à la Chambre, il fut président du groupe de l'Appel au Peuple. Travailleur infatigable, doué d'une mémoire prodigieuse, esprit méthodique, essentiellement

---

1870, date de la dissolution des conseils municipaux. Réélu du 18 mai 1871 au 17 mai 1901.

pratique et classificateur, il atteignit une grande force dans ses luttes et ses polémiques par son organisation intellectuelle et matérielle. On jugera de l'étendue de ses moyens d'action quand on saura que pendant cinquante ans pas une seule lettre adressée au député ou au conseiller général n'a été jetée au panier, pas une lettre n'a été écrite sans laisser trace du contenu ou une copie, pas un rapport n'a été rédigé sans que la minute soit conservée à côté du texte définitif, et tout cela classé, emballé, annéé par annéé, sous des rubriques différentes, les journaux reçus en double ou triple exemplaire, dépecés et chaque article (souvent annoté) mis au dossier spécial, et chaque dossier étiqueté. Sur les listes électorales tenues au courant, chacun avait une mention qui le rangeait dans telle ou telle nuance, un signe indiquait s'il était solide ou chancelant, bon ou douteux, de telle sorte qu'au moment précis, le chef avait sous la main tous les documents utiles pour ou contre un candidat, pour ou contre telle ou telle affaire, connaissait jour par jour l'état mental du corps électoral.

Une organisation mise sur ce pied constitue une force. M. Eschassériaux a été une véritable force. Il était devenu la personnalité politique la plus considérable, la plus écoutée du département, mais aussi le point de mire de toutes les attaques contre son parti. Nul, dans la Charente-Inférieure, n'ignorait M. le baron ! Il n'y avait qu'un M. le baron : inutile d'ajouter le nom... M. le baron !... chacun savait de qui il s'agissait. Ses adversaires l'avaient surnommé le grand électeur, ses amis lui abandonnaient toute direction. Personne, en effet, n'a jamais fait preuve d'autant d'adresse à manier les électeurs avec cet air bon enfant et dominateur à la fois qui lui était personnel. à appuyer, soutenir une élection, sans crainte pour le résultat final (1).

---

(1) « Cette bataille électorale (de 1885), dit-il dans ses *Notes biographiques*, a constitué, après celle de 1869, ma plus grande lutte dans le département. On m'en avait laissé la direction la plus absolue, et c'est à cette liberté d'action et à l'autorité politique prépondérante que j'avais dans le département qu'était dû ce succès » (tome XII, p. 413).

Il écrit ailleurs : « nous sortons d'une lutte effroyable ». Puis il raconte par quelles tranches passa Boffinton qui, à Thenac, ne recevait que des dépêches alarmantes pour sa candidature. Eschassériaux ne perdait nullement courage... « Je le rassurai en lui disant que nous étions en face du résultat des villes et des chefs-lieux de canton munis du télégraphe et que les résultats des communes rurales qui nous étaient favorables et qui arri-

Il obtenait toujours personnellement une grosse majorité (1), avec des programmes qui nous paraissent aujourd'hui assez pâles. Il ne fit jamais beaucoup de promesses (2), sauf à la grande bataille de 1869. Deux fois seulement, au cours de sa longue carrière, il eut l'émotion de jouer une très forte partie : le minuscule Dupont faillit « tomber » le géant Eschasseriaux (1881).

M. A. Huvet lui infligea sa première défaite, en 1892, au renouvellement du conseil général. Tel ce chef d'armée qui, au moment de livrer bataille, dit à son état-major : « Messieurs, vous allez voir comment on se fait battre ! », tel le « baron » affronta le scrutin, résigné au résultat qu'il soupçonnait. Les calculs étaient douteux. Le vieux lutteur, cependant, ne voulut pas reculer devant la crainte d'un échec encore problématique. Il

---

vaient par la gendarmerie ne figuraient pas dans ces premiers chiffres. Enfin, à une heure du matin, Émile Eschasseriaux, qui était au télégraphe, est venu nous apporter une dépêche donnant 35.000 voix à Boffinton et 31.000 à son adversaire, et, avant de lui faire connaître le contenu, il le salua comme député et lui donna l'accolade. Enfin à deux heures et demie du matin nous connaissions le résultat total... C'était pour nous et le parti un magnifique triomphe qui effaçait les dissentiments qui s'étaient produits dans le parti de l'ordre en 1869, 1870 et 1871... »

(1) Le 22 juillet 1849, circonscription de Saintes-Jonzac : 27.120 voix contre 18.829 au général Piré et 16.063 à Mareschal ; le 29 février 1852, 25.361 sur 29.236 votants ; le 21 juin 1857, 22.450 voix sur 23.139 votants ; le 1<sup>er</sup> juin 1863, 27.294 voix ; le 23 mai 1869, 23.795 contre 6.314 à A. Lemerrier et 4 527 à Gaudin, avocat ; le 8 février 1871, 50.970 (scrutin de liste) ; circonscription de Saintes, le 20 février 1876, 6.662 voix contre 5.415 à M. Mestreau ; le 14 octobre 1877, 7.254 voix contre 5.817 à M. A. Bisseuil ; le 21 août 1881, 9.725 voix contre 9.290 à Dupont ; le 18 octobre 1885, 62.395 voix ; le 22 septembre 1889, à Jonzac, 10.504 voix contre 7.692 au Dr Larquier.

(2) « Je ne viens point vous apporter ces nombreuses promesses, si peu pratiques, dont les programmes électoraux sont toujours prodigues : mais je vous offre, comme garantie de l'avenir, quatorze années de dévouement et d'efforts consciencieusement consacrés au service de vos intérêts. » *Circulaire de 1863.*

« Je n'ai jamais rien promis, mais j'ai tenu tout ce qu'on était en droit d'attendre d'un mandataire exact, consciencieusement, fort de tous ses droits, fidèle à tous ses devoirs.

« Avec la France entière je veux la paix. Le temps des conquêtes est passé sans retour..., oui, un mouvement général nous emporte vers la paix, les économies, l'allègement des impôts, l'instruction des masses, la liberté des consciences et des cultes, l'amélioration de la classe pauvre et la conquête du bien-être moral et matériel par le travail. Le second empire représente ces grands intérêts... » 1869.

se devait à ses fidèles électeurs. Au premier tour il arriva en ballottage avec 63 voix de minorité sur son concurrent. On l'expliqua par des causes diverses peut-être vraies. On souhaitait qu'il affrontât de nouveau la lutte. Il ne voulut rien écouter que sa conscience politique. Il se retira. On ne peut pas lui reprocher d'avoir manqué de coup d'œil, il avait même le droit de compter sur un succès, puisque son siège fut regagné sur son heureux concurrent cinq ans après.

Il faut lire dans ses *notes biographiques* les réflexions que ce grave événement lui suggéra, à quelles considérations il obéit, en abandonnant la lutte et quelles conséquences il en déduisit. Elles l'honorent hautement.

Le résultat total me donnait 1.403 voix alors que dans mes premières prévisions je m'en étais attribué 1.409, mais M. Huvet, auquel j'avais donné 1 485 voix, arrivait avec 1.466 à un résultat à peu près semblable, comme pour le mien au chiffre de mes premières prévisions. Ce double résultat confirmait l'exactitude aussi rigoureuse que possible de mes premiers calculs et indiquait que ma première pensée de retraite était un acte de prudence.

La majorité relative de 63 voix que M. Huvet avait sur moi m'imposait la résolution de me retirer de la lutte quelles que fussent les circonstances qui eussent influencé le premier tour. C'était chez moi un principe absolu de respecter les décisions du suffrage universel qu'il eût été trompé ou qu'il fut resté inconscient de son abstention ou indifférent aux appels que je lui avais faits.

En octobre 1871 et en 1880 j'avais subi un ballottage et je m'étais résolument présenté au scrutin parceque j'avais au premier tour une majorité relative incontestée et qu'il était de mon devoir, respectueux que j'étais du verdict du suffrage universel, de faire maintenir et affirmer le mandat que je venais de recevoir, mais tel n'était plus le cas aujourd'hui. Le reproche que j'avais fait jadis à mes concurrents, MM. Mestreau et Grand, d'être les vaincus du premier tour et de s'insurger contre le suffrage universel dont ils ne savaient pas reconnaître la volonté, se serait retourné contre moi d'une façon ignominieuse. Je ne pouvais pas me transformer en un candidat ambitieux qui, malgré l'arrêt du pays, veut s'accrocher à un mandat qui lui échappe. Ma résolution fut définitivement prise et j'envoyais, dès le matin, à M. Troche ma lettre lui annonçant que je renonçais à la lutte.

1<sup>er</sup> août. — Dans l'après-midi j'ai vu arriver à Thenac, Guillet, Georges Vallein et Troche pour faire une tentative auprès de moi afin de m'amener à renoncer à ma résolution.

Leurs raisonnements n'étaient pas de nature à me faire revenir sur ma résolution. J'étais guidé par des considérations basées sur le respect de mes principes et sur ma dignité personnelle. J'avais trop le sentiment de la situation élevée et incontestée que j'avais occupée si longtemps au Conseil général et qui m'était indispensable, comme chef de parti, pour garder désormais un mandat législatif moralement affaibli.

Hors du Conseil général, je me sentais dans l'impossibilité de suivre les

affaires départementales, de prendre part à leur direction et de défendre les intérêts de ma circonscription.

Il manquait désormais à ma position, à mon mandat législatif, la base première et indispensable. Ne pouvant plus parler à mes électeurs de leurs intérêts, dont presque tous, et les plus importants, se décidaient au Conseil général, n'étant plus en situation de les soutenir avec efficacité, devenant le seul des députés et des sénateurs exclu de l'Assemblée départementale après en avoir été le président et le doyen avec Roy de Loulay, et l'un des chefs, il ne me restait plus qu'à me résigner et à préparer ma retraite.

A l'inverse de bien des ambitieux que les échecs ou les scrupules n'arrêtent guère, je me suis soumis aux avertissements du suffrage universel, loin de les méconnaître. J'ai compris que je ne pouvais me représenter à Jonzac, diminué, amoindri, n'ayant plus à offrir à mes électeurs le même crédit, la même influence qu'autrefois. Sentant mieux qu'eux ma faiblesse et me rendant mieux compte des conséquences de l'échec moral et politique que je venais de recevoir, il m'était impossible d'aller leur réclamer, au milieu d'une lutte acharnée et d'un déluge d'injures du sieur Dupon, un nouveau mandat qu'on eut considéré comme un acte d'ambition sénile.

Par égard pour mes anciens électeurs, je me suis retiré. A un autre point de vue, j'ai délié et rendu à leur liberté une foule d'amis qui me suivaient par honneur et fidélité, mais que la persistance de la lutte gênait, fatiguait, embarrassait quelquefois au point de vue de leurs intérêts ou de certaines combinaisons de famille.

Je me décidai donc résolument avec la conscience d'avoir fait mon devoir pendant quarante cinq années de mandat électif, à entrer dans le recueillement final qui précède l'éternel repos. *Notes biographiques*, t. XVI, p. 427.

\* \* \*

L'œuvre politique de M. Eschasseriaux échappe à toute analyse. Elle est faite de petits morceaux annuellement juxtaposés, qui indiquent les préoccupations du moment, mais constituent cependant une œuvre d'ensemble compact. Il n'a attaché son nom à aucune loi retentissante, à aucune réforme sociale, économique ou religieuse (en religion il a été longtemps indifférent). Esprit pratique et positif, il s'est particulièrement consacré à développer le réseau des chemins de son département, grands et petits ; la création de bureaux de postes et télégraphes l'a beaucoup intéressé : il a suivi attentivement les questions vinicoles et viticoles des deux Charentes. Il a signé, en collaboration avec les amis de son groupe, quantité d'amendements ou de résolutions ; on retrouve son nom, sa main partout, mais rarement en première ligne, bien qu'il fut souvent le promoteur du projet, car c'est une des faces de son tempérament d'avoir beaucoup fait sous le couvert de l'anonyme ou caché derrière un ami. Il se contentait d'inspirer, il aimait à laisser à d'autres le soin d'agir tout en les dirigeant. Le défaut de cette modestie est aujourd'hui

évident. Il est difficile d'établir son rôle réel. Il ne pensait évidemment pas à cela, mais un jour la vérité apparaîtra : M. Eschasseriaux a raconté dans des mémoires manuscrits, tous ses actes et réuni une quantité de documents qui contribueront à mettre en leur vraie lumière les événements et les hommes de notre temps. Le jour est encore lointain où il sera permis de les lire et de les utiliser.

Il nous en a donné comme un extrait sur un sujet spécial, dans ses *Voies ferrées*. Notons un détail : il est assez curieux de voir exécuter aujourd'hui un tracé, préconisé par lui dès 1863, pour l'adoption duquel il a lutté énergiquement. Là, comme en beaucoup d'autres circonstances, passées et présentes — peut-être futures ! — l'intérêt général a été sacrifié à des considérations politiques. M. Eschasseriaux voulait une *ligne directe* de chemin de fer entre Saintes et Saint-Jean d'Angély, avec un prolongement éventuel sur Royan. Il a raconté comment ce projet échoua (1). Il nous importe seulement de signaler avec quelle clairvoyance agissait alors le député de Saintes, et qu'avant de mourir il a eu la joie de voir son tracé en cours d'exécution... quarante-deux ans plus tard.

Il ne serait pas moins curieux de rappeler comment la concession du chemin de fer des Charentes fut obtenue et avec quelle adresse M. Eschasseriaux manœuvra en cette occurrence pour forcer la main au gouvernement qui lanternait.

Il a raconté (2) comment, irrité des lenteurs du ministre à présenter le projet de loi autorisant la création de la compagnie, voyant la session du corps législatif sur le point d'être close, il rencontra Chasseloup-Laubat, ministre de la marine, à une réception aux Tuileries, le prit à part et lui déclara qu'il était résolu à refuser de voter le budget et de motiver sa conduite à la tribune si la loi n'était pas présentée. Il fit allusion au passage à l'opposition de M. Lemer cier, il engagea le ministre à aller sur l'heure trouver l'Empereur et à lui porter ses revendications. Chasseloup-Laubat s'exécuta avec d'autant plus de bonne grâce qu'il avait les mêmes intérêts que la députation de la Charente-Inférieure. Il revint au bout d'un moment avec la promesse que le projet serait déposé avant la fin de la session.

---

(1) *Origines des Voies Ferrées de la Charente-Inférieure*, p. 25 et suiv.

(2) *Ibidem*, p. 11.



. . .

Les travaux législatifs, la création des chemins vicinaux, des chemins de fer, la défense des intérêts vinicoles et viticoles de la Saintonge n'ont pas suffi à l'activité de cet homme d'intelligence plus déliée qu'il ne paraissait à première vue. Il ne s'est pas spécialisé. *Mens sana in corpore sano*, surtout *mentis acies*. Cette grande vigueur corporelle et intellectuelle, M. Eschasseriaux l'a encore appliquée à des œuvres qui dureront plus longtemps que les chemins. Saintonguais de race, saintonguais de cœur, saintonguais d'allure et de tournure d'esprit, il a eu le culte de sa petite patrie et de sa famille. Rien de ce qui touchait à l'histoire de l'un ou de l'autre ne lui échappait. C'est ainsi qu'il a constitué une bibliothèque saintongaise considérable, qu'il a réuni toutes les œuvres de ses père, grand-pères et alliés, qu'il a publié ou aidé de ses deniers à publier un certain nombre d'ouvrages (1) relatifs à l'histoire de notre région, qu'il a rédigé une monographie de sa commune en trois volumes manuscrits.

Non content de cela, il se mit en tête de fouiller un énorme tertre lui appartenant, le fameux Peu-Richard, où il a découvert un des plus grands camps préhistoriques connus. C'est à lui ou plutôt à son initiative que la ville de Saintes doit de posséder l'amphithéâtre de Mediolanum, le plus considérable et le mieux conservé de tout le Sud-Ouest. En 1859, il présenta au conseil général une proposition tendant à « prendre en main la cause de l'histoire et des arts et de conserver aux générations qui suivront de précieux souvenirs ». Il voulait classer, restaurer et fouiller les monuments. Il a donné l'exemple en poussant la ville à faire

---

(1) Liste des principaux ouvrages de M. Eschasseriaux : *Proposition présentée au Conseil général sur la conservation des monuments historiques* (1859). — *Assemblées électorales. — Rapport sur le projet de loi fixant la taxe des dépêches télégraphiques privées* (1868). — *Mémoire contre MM. Petit et Robert* (1869). — *Utilité de l'abaissement de densité des moutons* (1867). — *Rapport sur l'équipement des mobiles et mobilisés de la Charente-Inférieure*, le 21 mars 1873. — *Comment M. Combes a exercé son mandat* (1879). — *Rapport à la Commission départementale de la Charente-Inférieure sur l'Exposition universelle en 1867* (1899). — *La vicinalité dans la Charente-Inférieure en 1867* (1899). — *Le camp du Peu-Richard* (1883). — *Le camp néolithique du Peu-Richard* (1882). — *Stations préhistoriques de Thenac* (1884). — *Une élection départementale. — Souterrain-refuge des Lourdines* (1897). — *Thenac. Le passé et le présent* (1905). — *Six mois de dictature municipale à Thenac* (1905). — *Origines des Voies Ferrées de la Charente-Inférieure* (1900).

l'acquisition des arènes. C'est à lui que L. Audiat s'adressa quand il voulut imprimer ses notes sur les familles du pays et celles de mon oncle prises dans les registres, aujourd'hui perdus, des délibérations de l'échevinage.

Ce n'est pas tout encore, j'ai dit que l'activité du baron Eschasseriaux était prodigieuse !

Il s'est fait chroniqueur. Ce détail est trop peu connu. En 1871, sous les pseudonymes de Carlet, Bouly, D. et X., il envoya au *Progrès*, qu'il venait de fonder à Saintes, une correspondance très curieuse datée de Bordeaux, de Versailles, de Paris, sur les événements du jour et les bruits de couloir. Comme il était admirablement placé pour être renseigné de première main, ces lettres, quoique écrites à la hâte, souvent la nuit, ont toute la valeur d'un document, dont les historiens futurs de cette époque douloureuse devront tenir compte. A côté de cette correspondance, et dans les mêmes colonnes, il y a une série d'articles non signés et de lettres sur les affaires de l'arrondissement (1).

Le jour où, fidèle à sa doctrine de soumission absolue au suffrage universel, fatigué d'ailleurs de la vie politique à laquelle il se mêla peu de 1889 à 1893, écœuré des compromissions qu'on lui demandait (2), incompatibles avec la rigidité de sa foi bona-

---

(1) La collection du *Progrès*, avec tous les articles au bas desquels M. Eschasseriaux a mis sa signature manuscrite, existe à la bibliothèque de Saintes.

(2) « C'est le samedi 14 octobre 1893 qu'expirait la législature de 1889. C'est le dernier jour de ma carrière de député qui avait commencé le 22 juillet 1849.

J'ai quitté sans regrets la vie politique actuelle, si différente de celle que j'avais connue dans la première partie de ma carrière. Dans le cours de cette dernière législature, j'avais déjà souffert de me trouver associé à une droite si dépourvue de sens politique, si faible dans ses résolutions, si prompte aux compromissions, si préoccupée de sa réélection et si aveugle sur le sort de ses concessions et de ses platitudes à l'égard d'un gouvernement qu'elle s'était engagée, devant ses électeurs, à combattre sans merci. J'assistais avec dégoût à ces capitulations de conscience individuelles qui paralysaient toute action d'ensemble et faisaient le jeu des ministres. Je me souvenais du rôle prépondérant au 24 mai 1873 et toujours important qu'avait joué dans l'Assemblée de Versailles le petit groupe de l'Appel au peuple, si bien doué d'esprit politique, qu'il sera de mon honneur d'avoir présidé dans ces temps de vaillantes luttes. Il m'était pénible d'assister plus longtemps à la débandade morale d'un groupe de Droite de cent quatre-vingts personnes sur lequel les honnêtes gens avaient reposé leurs dernières espérances. Dans nos propres rangs, d'ailleurs, les fidélités les plus enracinées jadis vacillaient ; les

partiste, il abandonna sans regret son mandat (1893) et se retira sous sa tente, au Grand-Logis, résolu cependant à ne pas se condamner à l'oisiveté, au seul plaisir de voir pousser ses vignes. Le temps lui aurait paru trop long. Au lieu de passer ses journées à récriminer, à exalter le passé, à lire des journaux en les assaisonnant de réflexions plus ou moins aigres, il se met résolument à l'ouvrage, il reprend ses mémoires commencés depuis dix ans déjà et y « épanche son cœur » et sa prodigieuse mémoire, aidée. il faut bien le dire, de notes rédigées chaque fois sur un calpin *ad hoc*.

Il compulse ses dossiers, ses vastes collections de lettres, les relit toutes, en conserve quelques-unes, brûle les plus insignifiantes ou les plus compromettantes pour ses correspondants, aujourd'hui transfuges, rassemble ses souvenirs et dicte — il avait la vue très fatiguée — à son fidèle secrétaire, M. Vieuille, vingt volumes de 490 pages chacun, soit 18.500 pages grand in-8°, bourrées de documents (1) et de confidences, sans la con-

---

énergies d'autrefois s'affaiblissaient, devenaient défaillantes. mes meilleurs collègues du voisinage, ceux de la Charente, en se ralliant à la République, ébranlaient et perdaient le bonapartisme dans la Charente-Inférieure. La lutte devenait inutile. Je me détournais par dégoût d'une telle capitulation qui eût été pour moi la honte. Il ne me restait qu'à vivre dans mes souvenirs d'un passé d'honneur politique, de vaillance et de dévouement à la chose publique et à comparer les temps heureux que la France et les honnêtes gens avaient connus avec le régime qui nous conduit à la désorganisation morale et matérielle.

Dans cette ère de platitudes, de défection et de honte qui s'ouvre, je me rappellerai quelquefois, non sans un certain orgueil, notre vaillance d'autrefois, de ces temps héroïques, temps disparus, où l'on croyait à l'avenir, où l'on se combattait sans trêve ni merci, où l'on préférait l'honneur avec les vaincus aux profits faciles avec les victorieux. (*Notes biographiques*, p. 310, année 1893, vol. XVII).

(1) 31 décembre 1890. *Mon genre de vie*. Depuis l'élection de 1889 que je considérais comme devant être vraisemblablement le couronnement de ma carrière législative, je ne prenais plus une part active aux travaux de la Chambre. Je circonscrivais mon attention aux affaires départementales... J'étais décidé à ne suivre que de loin les agitations de la politique, à me renfermer le plus possible dans mon intérieur, à veiller au soin de mes affaires trop négligées pendant ma longue carrière parlementaire et à me consacrer à la reproduction, sur des notes rapides, des principaux actes de ma vie politique de près d'un demi siècle... Ce travail, auquel je me livrais pour résumer ma vie et rappeler mes souvenirs à travers les événements auxquels j'avais été mêlé, était destiné à soulager mon cœur au milieu des misères morales....

Je le poursuivis avec ardeur dans le cours de cette dernière législature,

naissance desquels il sera impossible d'écrire l'histoire politique définitive du département pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et surtout d'apprécier et de juger le rôle de M. Eschasseriaux. Ces vingt volumes font suite à la vie de Joseph Eschasseriaux (1 volume), de René Eschasseriaux (1 vol.), de Camille Eschasseriaux (1 vol.), et de Gaspard Monge (5 vol.), qu'il a pareillement dictée.

Le paysan — un vieux fidèle — qui le lendemain de la mort de M. Eschasseriaux me disait : « le baron ! o n'était pas un faignan ! », avait donc cent fois raison.

Je ne puis terminer cette esquisse très rapide de la vie du baron Eschasseriaux sans parler d'un de ses plus beaux ouvrages, je veux dire la transformation ou plutôt l'achèvement de la transformation de sa propriété du Grand-Logis, car sa mère, M<sup>me</sup> Camille Eschasseriaux, l'avait déjà commencée.

Cette propriété portait autrefois le nom de Monconseil et appartenait à Guinot de Monconseil, gouverneur d'Alsace, le même qui possédait Tesson et l'hôtel de Saintes sur le quai. C'était alors la maison d'habitation de la grande métairie du Logis de Thenac. Elle passa en 1776, par voie d'achat, à Charles Roudier, riche bourgeois, lequel s'empressa de reconstruire la maison et lui donna au moins l'apparence extérieure que nous voyons. Heureux de son œuvre, il grava sur le fronton de la porte principale :

MONCONSEIL RENOMMÉ PAR TON ANTIQUITÉ  
CHARLES ROUDIER TE REND TA PREMIÈRE BEAUTÉ  
L'AN 1783

inscription prétentieuse que M. Eschasseriaux a couverte de mortier (1).

Cette maison assez basse d'étage, élevée sur caves, devint la propriété de Joseph Eschasseriaux le 30 octobre 1812 (2), mais la famille Eschasseriaux ne l'habita définitivement qu'à partir

---

afin de profiter des facilités que je trouvais à la bibliothèque de la Chambre pour la recherche des documents et des renseignements qui m'étaient nécessaires. (*Notes biographiques*, t. XV, p. 387).

(1) Il existe un reste d'inscription du premier logis portant une partie de la devise de Monconseil PRO DEO.

(2) Il l'acheta avec les terres en dépendant 70.000 livres, de Louise Elisabeth Roudier, femme de Charles-Laurent Bousquet, jadis négociant à Castres, habitant alors Toulouse. (Acte reçu Mouchet, notaire à Saintes).

de 1838. Jusque-là elle vivait surtout aux Arènes de Thenac. Dès 1826, M<sup>me</sup> Eschasseriaux commença certaines améliorations dont Charles Roudier n'avait pas compris la nécessité, notamment le déplacement de chemins passant sous les fenêtres du logis. Camille Eschasseriaux, en 1840, entreprit la transformation de l'ancien jardin potager en jardin anglais, embrassant de vieux chênes séculaires, et allant jusqu'à la pièce d'eau, puis entoura le nouveau jardin de murailles. Son fils, Eugène Eschasseriaux, ne s'en contenta pas. En 1855, il conçut le projet de créer un immense parc clos de murailles, de déplacer les chemins gênants, de planter de nouveaux arbres d'essences nouvelles et un bois tout entier. Il appela à son aide Buhler fils, un des auteurs des travaux du bois de Boulogne et du Parc de Lyon. Il s'arrangea avec la commune pour changer, à ses frais, certains chemins, et construisit, de ses deniers, la mairie de Thenac en récompense.

Je ne crois pas qu'il existe dans la Charente-Inférieure un plus beau parc, aussi étendu (trente-trois hectares !), mieux dessiné, renfermant d'aussi beaux arbres. J'en connais de plus accidentés, dominant de plus vastes et de plus riants horizons, il n'y en pas de plus agréables. On peut lui reprocher, à bon droit, d'encadrer une maison trop petite. Mais M. Eschasseriaux avait le culte des dieux lares. Il avait grandi dans cette maison, tous les siens y avaient vécu, il se trouvait heureux au milieu de ces appartements, quoique manquant d'étage (surtout pour sa haute taille), meublés à la mode de l'Empire ou de la Restauration, au milieu d'une longue série de portraits de famille aux costumes si pittoresques. Cet homme si attaché aux souvenirs domestiques aurait été dépaycé dans une grande construction moderne.

Il a vieilli dans la maison de son enfance et en 1905, date à laquelle j'ai pénétré dans cet intérieur, tout paraissait avoir vieilli ensemble et s'harmonisait.

Ah ! le beau tableau que je vis certain jour de fin d'octobre 1905, le jour où le baron Eschasseriaux nous promena dans ce grand parc, M. Babinot et moi ! Nous étions venus au Grand-Logis, invités par lui à prendre connaissance de la belle bibliothèque politique et saintongeaise que, mu par un sentiment de générosité inattendue, il venait d'offrir à la ville de Saintes. Après déjeuner, notre hôte nous mena dans le pavillon renfermant les livres saintongais. Il fallait aller à l'extrémité du parc

pour voir l'autre bibliothèque occupant une salle des bâtiments de servitude. Nous aurions dû prendre au plus court. M. Eschasseriaux tournant, au contraire, à droite, nous conduisit par un long détour à travers le parc. Le tour du propriétaire, c'est parfois bien long et bien ennuyeux ! Celui-là restera gravé dans ma mémoire comme un de mes plus agréables souvenirs ! Quelle merveille et quel régal pour les yeux !

La journée était superbe, une belle journée d'automne, ensoleillée, légèrement brumeuse. Une allée de très vieux chênes chenus, beaux malgré leur grand âge, datant de Monconseil et peut-être de plus loin, a été respectée. C'est l'un des attraits du parc (1). Les arbres, d'où la sève se retirait lentement, apparaissaient chamarrés d'or pâle, d'or brun, vert, rouge, jaune, ou déjà chauves, éclairés par une lumière sans chaleur, imprégnés de cette légère humidité qui présage une gelée blanche pour le lendemain. Sous la voûte de leurs branches tordues, dans cette atmosphère douce et ce paysage chaudement coloré, le vieux baron portait allègrement ses 82 ans, toujours droit, ingambe, vigoureux, coiffé d'un chapeau à larges bords, s'appuyant à peine sur sa grosse canne, accompagné de son grand chien Terre-neuve (Yalou), causant de Roudier et de Monconseil. Il prit à mes yeux un aspect tout nouveau ; il paraissait faire corps avec la nature, il s'harmonisait avec elle, l'un et l'autre semblaient s'endormir ensemble du dernier sommeil à la même heure.

C'est près de là, quelques semaines plus tard, en effet, qu'il devait tomber frappé d'une congestion à laquelle il résista d'ailleurs plusieurs mois, tant la vitalité était forte en ce corps d'athlète.

CH. D.

*Discours de M. Maurice Marchand :*

MESSIEURS,

« Les grandes douleurs sont muettes ». C'est vous dire que je serai très bref.

Je ne retracerai pas la vie politique du baron Eschasseriaux.

Avec le baron Eschasseriaux disparaît une grande figure.

---

(1) Le peintre Cabié a passé un hiver (en 1897 ?) à travailler devant ces arbres séculaires, dont un énorme (près de cinq mètres de circonférence).

Dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, il est resté fidèle aux convictions de toute sa vie (1), il ne fut jamais un courtisan, mais un ami sûr et dévoué, sachant, chose rare, dire la vérité à ses amis, sacrifiant tout à la cause qu'il défendait, son temps, son travail, sa fortune.

C'est sans bruit qu'il s'est retiré de la vie publique et simplement qu'il est rentré dans la vie privée le jour où il a pu constater qu'il ne pouvait plus rendre aucun service à ses concitoyens et ce pour des causes que vous savez tous.

Ami de mon père, il m'a honoré de son amitié et j'aime à m'en glorifier, il a guidé mes premiers pas dans la vie publique; pendant 20 ans au Conseil général je me suis efforcé de le seconder dans la mesure de mes facultés.

Aussi, c'est le cœur brisé, tant en mon nom qu'en celui de ses anciens collègues et amis du Conseil général, que je viens saluer une dernière fois le grand citoyen que nous pleurons tous, ravi trop tôt, malgré son grand âge, à l'affection de sa famille et de ses nombreux amis.

Des hommes comme le baron Eschasseriaux ne devraient jamais mourir; mais quand ils viennent à disparaître, leur œuvre subsiste et transmet leur mémoire aux générations suivantes.

Sachons puiser dans l'exemple qu'il nous laisse la force d'accomplir l'œuvre qui nous incombe ici-bas.

#### *Discours de M. Jules Guillet :*

MESDAMES, MESSIEURS,

Deux fois en quelques mois, la mort vient de frapper une famille estimée de tous. En présence de ces coups répétés, j'ai peine à maîtriser mon émotion; mais une affection ancienne pour l'ami de mon père et ma reconnaissance envers l'homme éminent que nous accompagnons à sa dernière demeure me font un devoir d'élever la voix en ce moment, et interprétant les sentiments qui animent cette nombreuse assistance d'exprimer les regrets profonds que laisse autour de lui ce bon citoyen, arrivé au terme d'une longue existence, après une vie d'un labeur incessant, spécialement consacré à la prospérité de son pays.

. . . . .

---

(1) Tous les journaux républicains ont rendu hommage à cette fidélité.

Le baron Eugène Eschasseriaux a dignement continué les traditions de ses ancêtres ; ses goûts le portant vers la politique, il se prépara de bonne heure à la vie publique. Dès que son âge le rendit éligible, il entra au Parlement : c'était en 1849. Depuis lors, il est constamment réélu, quel que soit le mode de scrutin, quel que soit le courant politique du moment.

Le suffrage universel sachant apprécier en son élu l'homme d'action, le représentant aux principes inébranlables, travailleur, dévoué, répondant à tous, serviable, au courant des véritables intérêts de la région, lui resta toujours fidèle pendant 45 ans, jusqu'au moment où l'intrépide lutteur, sentant le poids des ans, jugea à propos de prendre un repos bien gagné.

Les exemples d'un si long contrat ininterrompu entre l'élu et le suffrage populaire, si inconstant, sont bien rares. Une semblable série de réélections, n'est-ce pas le meilleur éloge que l'on puisse faire de celui qui sut mériter pendant près d'un demi-siècle une telle fidélité de la part de ses électeurs, surtout si l'on songe que le baron Eschasseriaux a exercé son mandat sous des gouvernements bien différents, à des époques fortement troublées de notre histoire nationale ?

Vous tous qui m'écoutez, vous savez ce que fut le député, le politique avisé, aux conseils toujours précieux et recherchés par ses amis, l'organisateur remarquable de nombreuses victoires électorales, le lutteur infatigable, veillant à tout, le chef estimé, honoré, écouté. Ses coreligionnaires du Parlement, rendant justice à ses grandes qualités, le jugèrent digne de diriger les travaux de leur groupe : mission de confiance dont il s'acquitta avec distinction . . . . .

Les travaux parlementaires n'absorbèrent pas complètement l'activité du baron Eschasseriaux ; tout ce qui concernait sa chère Saintonge le passionnait et l'on peut dire qu'il lui consacra jusqu'au dernier jour toutes les forces de sa belle intelligence et de sa robuste constitution.

Et maintenant, la mort inexorable a fait son œuvre. Cet homme de bien, ce bon citoyen, ce défenseur inlassable des principes éternels qui font les nations fortes et les peuples prospères n'est plus : mais son exemple restera pour montrer aux générations futures comment la persévérance, la fidélité au devoir, permettent de surmonter les difficultés en toutes circonstances.



Son souvenir ne périra pas dans ce pays témoin de ses bienfaits et de son œuvre.

Qu'il me soit permis d'offrir, au nom de tous, notre respectueuse sympathie à la digne et dévouée compagne de sa vie, à sa famille doublement en deuil, et de leur assurer que les services rendus ne seront jamais oubliés.

Plus d'un des obligés du regretté défunt demande au Dieu tout puissant, le maître des hommes et des choses, de consoler ceux qui restent et de donner à notre ami la récompense éternelle réservée aux bons.

Adieu, ou mieux, au revoir !

*Discours de M. Amédée Oudet, président de la Société des Archives.*

MESDAMES,

MESSIEURS,

De dignes hommages viennent d'être rendus à l'homme politique considérable qui disparaît aujourd'hui, au terme d'une longue carrière.

On vous l'a montré travailleur infatigable, dans les hautes fonctions où la confiance de ses concitoyens l'avaient élevé, et où leurs sympathies persévérantes et leur fidélité courageuse l'ont maintenu durant près d'un demi-siècle.

On vous l'a montré incessamment préoccupé des intérêts qui lui étaient confiés et sachant mettre en œuvre, pour les servir, et toujours avec succès, les hautes et nombreuses relations que la droiture et la fermeté de son caractère lui avaient créées et qui lui demeurèrent fidèles jusqu'au bout à travers tous les orages de la politique.

J'oserais, me reportant aux souvenirs de mon adolescence, ajouter un trait à cette peinture. Le jeune député de Saintes, conseiller général du canton sud, avait été, dès l'abord, élu secrétaire du Conseil, et je me souviens encore d'avoir entendu ses collègues aussi bien que les employés de la préfecture exprimer leur admiration pour l'ardeur qu'il apportait à ses nouvelles fonctions. Tous les procès-verbaux des séances étaient rédigés par lui seul et recopiés de sa main ; il consacrait à ce travail la plus grande partie de ses nuits pendant les dix ou douze jours que durait la session annuelle et unique des Conseils généraux de ce temps.

La nature de son esprit, éminemment précis et positif, n'avait aucune tendance à s'absorber dans les généralités, à la fois vagues et passionnées, où se complaisent tant de politiciens.

Son attrait comme son attention se reportait sans cesse à la terre natale, à la Saintonge, à la Charente-Inférieure dont il ne se lassait pas d'étudier en détail, en même temps que les besoins et les intérêts actuels, le passé politique, administratif, économique, biographique.

C'est surtout le siècle écoulé depuis les assemblées préparatoires aux élections pour l'Assemblée nationale de 1789 qui a été l'objet de ses recherches, de ses travaux et de la précieuse collection de documents rassemblés, classés, analysés par lui avec la précision qu'il apportait à toutes choses et que, généreusement oublieux de légitimes froissements, il vient de donner à la bibliothèque de la ville de Saintes.

Et c'est bien justice de rappeler ici la part considérable d'initiative, d'encouragements et de collaboration qui lui revient dans le travail accompli par nos Sociétés savantes sur le terrain de l'archéologie et de l'histoire locale.

Notre Société des Archives, en particulier, avait trouvé près de lui, dès la première heure, l'appui le plus sympathique et le plus efficace.

Combien cette douloureuse circonstance me fait regretter plus vivement la perte encore récente du président-fondateur de la Société ! Avec quel accent d'affectueuse reconnaissance et avec quels détails intéressants Louis Audiat se fût complu à rappeler tout ce que l'histoire de notre Saintonge doit aux travaux du vénéré défunt et aussi à ses généreuses libéralités qui seules, ont rendu possible la publication de précieux documents, tel le volume des *Documents sur Saintes* et le travail du juge Dangi-beaud sur les registres de l'ancien échevinage de la ville, etc. !

Le prochain volume publié par notre Société sera comme un hommage rendu par elle à la mémoire de notre illustre confrère, car il sera entièrement rempli par les délibérations du directoire du département, recueillies et annotées par lui.

Lorsque les premières découvertes des instruments de l'industrie des primitifs habitants de notre sol commença d'attirer l'attention du monde savant, il s'intéressa et bientôt se passionna pour cette étude ; sa terre du Peu-Richard fut pour lui comme une mine d'outils préhistoriques et bientôt son musée des Arènes

devenait l'une des plus remarquables collections pour l'étude de cette lointaine époque.

Pour moi, je ne saurais oublier ces entretiens auxquels il me fut donné maintes fois de prendre part, dans le cabinet du bibliothécaire, l'après-midi des jours de foire (1), où, à propos des sujets les plus divers, le baron Eschasseriaux, admirablement documenté sur l'histoire de son temps, nous racontait avec une piquante sobriété d'expressions des anecdotes aussi curieuses que caractéristiques.

Ceux qui auraient pu surprendre ces conversations eussent été bien étonnés d'entendre le vieux chef politique, mêlé à tant de luttes ardentes, apprécier ses adversaires de la veille avec l'impartialité sereine d'un spectateur désintéressé.

A mesure que sa volonté, d'accord avec les événements, le détachait davantage des nombreux intérêts publics dont le soin avait rempli la meilleure partie de son existence, il aimait à reporter sa pensée, toujours active, vers les réalités supérieures du monde moral et religieux et à y chercher le soutien et le réconfort contre les épreuves qui ne manquent jamais à une longue vie ; et ce dernier souvenir restera sûrement pour la noble compagne de sa vie et pour tous ceux qui le pleurent, comme une consolation plus précieuse encore que tous les honneurs rendus à sa mémoire.

*Discours de M. Georges Vallein :*

MESSIEURS,

MES CHERS AMIS,

J'hésite à vous demander une plus longue attention après les discours que vous venez d'entendre, mais je ne saurais résister au désir d'adresser un dernier adieu à celui qui m'honora de son amitié, qui fut mon confident et mon conseiller et auprès duquel j'ai été m'inspirer si souvent.

Je tiens aussi à ce qu'un mot soit dit au nom de cette population qui l'approchait journellement et qui lui accorda sa confiance absolue pendant plus d'un demi-siècle.

Ensemble nous devons rendre hommage à cet homme de bien.

---

(1) M. Eschasseriaux avait en effet l'habitude de venir à Saintes tous les jours de foire, d'entrer à la bibliothèque se reposer et causer un moment. Il a conservé cette habitude tant qu'il a pu faire le voyage de Saintes.

à ce travailleur qui fut toujours préoccupé de vos intérêts et dont les œuvres apparaissent partout autour de vous.

Saluons la dépouille mortelle de ce noble et beau vieillard resté l'un des derniers survivants de cette génération bientôt disparue et dont il fut, dans notre département, pendant si longtemps, le chef incontesté.

Et vous, habitants de Thenac, gardez pieusement le souvenir de celui qui fut votre maire pendant 53 ans. Que sa disparition ne soit pas l'occasion de rivalités fâcheuses, mais plutôt un motif d'union et de concorde en souvenir de ce nom respecté.

Les traditions du passé vous les maintiendrez et la présence, en tête de ce cortège, de l'honorable successeur du baron Eschasseriaux et du Conseil municipal, vous en donne l'assurance.

Cette mort fait un grand vide parmi nous ; n'était-il pas tous, ici, notre plus grand appui, notre guide le plus sûr ?

Jusqu'à ses derniers moments, il a été un modèle pour nous. Lui, dominé toute sa vie par les soucis de la politique et en apparence indifférent aux choses de la religion, son esprit juste et droit lui permit de céder, sans peine, aux exhortations de la pieuse compagne dont les pratiques religieuses l'avaient touché maintes fois et avant de quitter la vie il lui a donné, ainsi qu'à sa famille croyante, cette suprême consolation de mourir en chrétien.

Ce tombeau, dans ce moment entr'ouvert, contient les dépouilles mortelles de quatre députés (1) qui furent l'honneur du pays. Qu'il me soit permis d'exprimer un regret, c'est qu'il y ait une place vide, celle destinée à René Eschasseriaux que la mort nous a ravi si prématurément. Nous aurions voulu le garder parmi nous ; mais si nous devons nous incliner devant les droits supérieurs aux nôtres, que les noms de ces deux chers morts restent confondus dans notre souvenir, dans notre affection pour cette grande famille du pays.



« Nul ne connaissait mieux ce département, a écrit M. R. de Grieu dans *La Croix de Saintonge* ; il avait pour ainsi dire

---

(1) Garesché. Pierre-Isaac ; Joseph Eschasseriaux ; René Eschasseriaux ; Il contient en outre les tombeaux de Françoise-Jeanne Aliès, femme de Garesché ; Marianne Garesché, leur fille, femme de R. Eschasseriaux ; Marie-Eugénie Eschasseriaux, fille de René, femme de Camille ; Marie Catherine-Amélie Eschasseriaux, fille de Camille, femme de M. Pl. Gaillard.

l'obsession de ses affaires et de ses intérêts. Son influence y fut longtemps prépondérante.

C'était un chef d'une énergie irréductible, conscient tout à la fois de sa force et de sa responsabilité.

Metternich se vantait un jour d'avoir été, en Europe, le *rocher de l'ordre*. On pourrait dire aussi de M. Eschasseriaux qu'il était le rocher de l'ordre au milieu de nous. Dès que la société lui parut menacée, sans renoncer à ses préférences personnelles, il fit appel à tous les éléments de l'opposition conservatrice, pour lutter en commun contre l'anarchie envahissante. .... Nous avons été vaincus ensemble, ce qui est un honneur pour tous.

Lui, il est tombé, la tête haute, pour avoir voulu rester fidèle à son parti et aux engagements pris avec ses alliés ; et cela valait mieux que de se perdre obscurément dans le vide d'évolutions successives. »

RENÉ DE GRIEU.

#### GÉNÉALOGIE

(Dressée d'après les notes recueillies par M. le baron Eschasseriaux, elle rectifie et complète celle insérée dans les *Documents relatifs à la ville de Saintes*.)

#### Noms isolés.

Jehan Eschasseriau, notaire à Saintes (1520-1528) (1).

Micheau Eschasseriau, marié à Jacqueline Donas (décembre 1527) (2).

Jacques Eschasseriau, notaire à Saintes (16 juillet 1538) (3).

François Eschasseriau, sieur de Conteneuil, avocat, conseiller au présidial, garde du scel, échevin (1560-1592) (4).

Marie Eschasseriau (13 juillet 1560) (5).

Eschasseriau, notaire à Saint-Eutrope (1598) (6).

Daniel Eschasseriau, notaire à Saintes (1597). mort en 1639 (7).

Denis Eschasseriau, mort en 1609.

---

(1) *Archives de la préfecture*.

(2) *Archives de Turpin*, notes de MM. Th. de Bremond d'Ars et de La Morinerie.

(3) *Archives de la Société*, t. XX, p. 273-277.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 286 ; IV, p. 136, 139 ; XXXV, p. 339 ; *Etudes et Documents*, p. 75.

(5) *Archives*, t. IV, p. 136.

(6) *Archives*, t. VIII, p. 425-427.

(7) *Etudes et Documents*, p. 423.

Eutrope Eschasseriau, clerc (1615) (1).

Pierre Eschasseriau (1641) (2).

Henri Eschasseriau, sacristain de Toizy (1619-1638) (3).

François Eschasseriau, marchand à Saintes (4).

Joseph Eschasseriau, avocat au présidial (1665), avait épousé Jeanne Guenon.

### § I.

#### *Branche du Ramet (5) (protestante).*

JACQUES ESCHASSERIAU, sieur du Ramet, avocat, frère cadet de François Eschasseriau, sieur de Conteneuil, fut marié trois fois :

1° avec Jeanne Hérissé ou Héricé, du logis noble de Magezie ;  
2° avec Jeanne Guenon ; 3° avec Marie Mogue, dame de Saint-Sorlin du Coudray.

Du premier mariage il eut une fille, Rachel, née le 8 octobre 1571.

GUY ESCHASSERIAU, sieur du Ramet, avocat, peut-être son fils, marié avec Suzanne Johanneau, eut :

a) Françoise, baptisée au temple de Bussac, le 19 mars 1607 ;

b) Jeanne, née le 10 août 1609.

CHARLES ESCHASSERIAU, sieur du Ramet, avocat, dont le père n'est pas connu, marié avec Marie Marchais (6), d'où :

a) Marie, demoiselle du Guillonet, baptisée le 30 novembre 1626 ;

b) Moyse, qui suit ;

c) Charles Eschasseriau, sieur du Petit-Pré, avocat, marié avec Eléonore Gourdry, de Saint-Jean d'Angély ;

d) Pierre, sieur des Vallés, auteur des branches de La Brassade, La Jard, Lucera, Thenac.

MOYSE ESCHASSERIAU, sieur du Ramet, né vers 1629, mort à Saint-Savinien le 19 août 1692, marié le 16 décembre 1663, au Ramet (7), avec Anne Ponvert, d'où :

---

(1) *Archives*, t. VI, p. 268

(2) *Etudes et Documents*, p. 439.

(3) *Registre de l'état civil de Saintes*, paroisse St-Eutrope, 10 janvier 1629.

(4) *Archives*, t. XII, p. 389.

(5) Le Ramet, dans les Gonds.

(6) Sœur de Moïse Marchais, sieur de Boisgiraud, en 1641, procureur du roi en l'élection de Saintes.

(7) Son père lui cède Le Ramet moyennant 12.000 livres, dont moitié lui est constituée en dot.

- a) Charles, qui suit ;
- b) Marie, née à Saint-Savinien le 12 septembre 1666 ;
- c) Marianne, née à Saint-Savinien le 21 janvier 1668 ;
- d) Moyse, sieur du Ramet, né en 1674, marié à Saint-Savinien le 31 janvier 1700, avec Elisabeth Giraud. La descendance a continué dans la famille Deschamps de Saint-Savinien.

CHARLES ESCHASSERIAU, sieur du Ramet, né à Saint-Savinien le 15 février 1605, avocat, décédé le 15 février 1725, marié à Saintes le 7 février 1689, avec Marguerite Mercier, d'où :

- a) Anne, décédée en décembre 1765, mariée en février 1731, en premières noces, avec Louis Le François, conseiller au présidial, et en secondes noces avec Henri Réveillaud, capitaine au régiment d'Artois-infanterie ;
- b) Pierre-André, né à Saintes le 14 mai 1691, décédé aux Gonds le 27 octobre 1691 ;
- c) Louis-Charles, sieur du Ramet, décédé à Saint-Bris-des-Bois le 8 mai 1758 ;
- d) Marie, baptisée à Préguiillac le 4 mai 1698 ;
- e) Louise, mariée avec Pierre Pelletreau, en février 1744, à Saintes.

## § II.

### *Branches de La Brassade, Lucera et La Jard.*

PIERRE ESCHASSERIAUX, sieur des Vallés (1), né en 1636, mort le 26 août 1691, marié avec Elisabeth Thibaud, d'où :

PIERRE ESCHASSERIAUX, chirurgien, marié trois fois :

- 1<sup>o</sup> Avec Catherine Poulverel, morte sans postérité ;
- 2<sup>o</sup> Avec Renée Jullineau, le 7 janvier 1699 ;
- 3<sup>o</sup> Avec Jeanne Bourdois, de qui est descendue la branche de Thenac (§ III).

De son second mariage il a eu :

- a) Anne ;
- b) Marie ;
- c) FRANÇOIS ESCHASSERIAUX, sieur de La Brassade, né vers 1707, mort aux Gonds le 20 mars 1748, à l'âge de 41 ans, marié avec Catherine Rateau, née le 9 février 1717, d'où :
  - a) Jean, né vers 1735, mort aux Gonds le 20 avril 1806, âgé de 71 ans, marié avec Catherine Georgeon ;

---

(1) Archives, t. X, p. 420. Vallez, Vallais, Valay.

b) Pierre, qui suit ;

c) Marie.

PIERRE ESCHASSERIAUX, né en 1741, décédé le 12 juillet 1789, âgé de 48 ans, marié en novembre 1762, avec Marguerite Guesdon, de Berneuil, d'où :

a) Jean, né le 1<sup>er</sup> novembre 1763, aux Gonds, mort aux Gonds le 25 novembre 1763 ;

b) Guillaume, né le 20 octobre 1765, décédé le 18 avril 1771 ;

c) Jean, souche de la branche de La Jard.

JEAN ESCHASSERIAUX, maître de postes, né le 4 septembre 1747, mort à La Jard le 11 novembre 1813, marié le 22 mai 1786, avec Madeleine Nouveau, née à La Jard le 1<sup>er</sup> janvier 1766, morte le 13 septembre 1831, d'où :

a) François, qui suit ;

b) Pierre, né à La Jard le 8 vendémiaire an III (29 septembre 1794), décédé le 10 décembre 1836, à Lucera (auteur de la branche de Lucerat, éteinte quant au nom de famille).

FRANÇOIS ESCHASSERIAUX, né à La Jard le 31 janvier 1788, mort à La Jard le 1<sup>er</sup> février 1863, marié le 24 pluviôse an XIII (13 fév. 1805) avec Marguerite Coussot, née le 29 mars 1785, décédée à La Jard le 16 avril 1867, d'où :

a) Rose-Justine, mariée avec Gabriel Delany ;

b) François, qui suit ;

c) Marie-Rose-Angélique, mariée avec Pierre Billiard (descendance à Chadenac).

François, né le 27 juillet 1810, décédé à La Jard le 2 mai 1860, marié, le 22 avril 1832, avec Céline Baron, née le 24 janvier 1813, décédée le 29 juillet 1872, d'où :

a) François-Emile, né le 12 mai 1833, décédé à La Jard le 22 novembre 1887, sans postérité, marié à Landes, le 11 juillet 1866, avec Lœtitia Regnaud, née en 1832 ;

b) Amédée-Louis.

AMÉDÉE-LOUIS ESCHASSERIAUX, né le 19 octobre 1839, mort à La Rochelle le 9 avril 1888, marié, à Caen, le 9 août 1876, avec Clémentine Daviaud, d'où :

a) Henri-François, né à La Rochelle le 14 décembre 1877 ;

b) Emile-Pierre, né à La Rochelle le 10 juillet 1879, marié à Versailles, le 28 mai 1903, avec Marie-Nicole de Bernardon de Bouville, dont Jacqueline-Françoise, née à Ault (Seine-Inférieure), le 3 août 1904 ;

c) Maurice, né à La Rochelle le 19 juin 1882.



§ III.

*Branche de Thenac.*

PIERRE ESCHASSERIAUX (§ II), chirurgien, marié en troisièmes noces à Jeanne Bourdois (morte vers 1732), eut :

1° PIERRE ESCHASSERIAUX, né aux Gonds le 3 mars 1715, mort au Gua le 19 décembre 1782, marié le 10 avril 1752 à Françoise Rigollet (née à Châlon-sur-Saône en 1725, morte à Corme-Royal le 10 septembre 1776), d'où :

a) *Joseph* Eschasseriaux, qui suit ;

b) *René* Eschasseriaux, né à Corme-Royal le 27 juillet 1754, mort aux Arènes de Thenac le 6 novembre 1831, marié à Lussac, le 27 octobre 1801, avec Marianne Garesché (née à La Rochelle le 15 octobre 1763, morte à Saintes le 24 février 1844), dont : *Marie-Eugénie*, née à Saintes le 20 décembre 1802, morte au Grand-Logis le 16 juillet 1887, femme de Camille Eschasseriaux ;

c) *Louise-Marie-Magdeleine* Eschasseriaux, née à Corme-Royal le 23 décembre 1755, mariée avec Léonard Veillon. (Elle est aujourd'hui représentée par M. E. Lombard, lieutenant-colonel d'infanterie à Langres, né à Marennes.)

JOSEPH ESCHASSERIAUX, né à Corme-Royal le 29 juillet 1753, mort aux Arènes de Thenac le 24 janvier 1823, marié, à Paris, le 1<sup>er</sup> novembre 1797 (2 brumaire an VI), à *Louise-Françoise* Monge (1), née à Mézières le 30 juin 1779, morte à Paris le 25 janvier 1874, d'où :

a) *Lucile-Eugénie* Eschasseriaux, née à Paris le 1<sup>er</sup> août 1798, morte à Castelvieu, commune de Feugarolles, le 25 décembre 1867, mariée le 4 juillet 1818, à Paris, avec *Marc-Antoine* de Guilloutet, né le 10 novembre 1777, à Port-Sainte-Marie, mort à Castelvieu le 18 septembre 1864, dont : *Joseph-Louis-Adhémar*, né le 6 avril 1819, décédé à Lubbon le 10 novembre 1902, marié à Saintes le 27 janvier 1843, avec *Caroline* Eschasseriaux, dont postérité ;

b) *Camille* Eschasseriaux, né à Paris le 7 septembre 1800, mort aux Arènes le 2 juin 1834, marié à Paris, le 17 mars 1821, avec *Marie-Eugénie* Eschasseriaux, sa cousine, d'où :

---

(1) Fille du grand Monge. C'est ainsi que M. Eschasseriaux avait dans sa bibliothèque tous les manuscrits, lettres et cahiers de calculs, etc., de l'illustre mathématicien.

a) Marie-Caroline, née à Saintes le 5 février 1822, morte à Lubbon (Landes), le 22 octobre 1883 ;

b) René-François-EUGÈNE ESCHASSERIAUX, né aux Arènes de Thenac le 25 juillet 1823, décédé à Thenac le 31 août 1906, marié à Agen, le 1<sup>er</sup> août 1846, avec Jeanne-Joséphine-Géraldine-Agathe-Lydia Barsalou, née à Agen le 25 février 1827, dont : 1<sup>o</sup> Jeanne-Marguerite-Marie, née à Agen le 3 juin 1847, marié à Paris (VIII<sup>e</sup> arr.), le 5 juin 1866, avec René-Charles-Marie, baron de Chaubry de Troncenord, né à Paris le 3 décembre 1831, d'où postérité ; 2<sup>o</sup> Pierre-Marie-René Eschasseriaux, né à Agen le 11 mai 1850, décédé à Paris le 20 février 1906, marié, à Notre-Dame de Vaudreuil (Eure), le 17 décembre 1880, avec Marianne Raoul-Duval, née à Nantes le 29 novembre 1857, dont une fille unique, Gabrielle-Eugénie, née à Paris (XVI<sup>e</sup> arr.), le 9 janvier 1883.

#### § IV.

##### *Branche de Jonzac.*

Jacques Eschasseriaux, sieur de Mondrolay, marchand au bourg de Jonzac (9 juillet 1593) (1), dont Guy (1544) (2).

André Eschasseriaux (1537) (3).

Mathieu Eschasseriaux (1544), à Jonzac (4).

Nicolas Eschasseriaux (1537), à Jonzac (5).

Guy Eschasseriaux, sieur de La Fenestre (1<sup>er</sup> déc. 1603), protestant, condamné à mort avec les principaux protestants de Jonzac (6).

Sara Eschasseriaux, mariée à Dominique Cotu, demeure à Jonzac le 24 avril 1641 (7).

M. Eschasseriaux croyait Jacques Eschasseriaux de Mondrolay très proche parent de François, sieur de Conteneuil, et de Jacques, sieur du Ramet.

---

(1) *Archives*, t. XX, p. 291 et 300. *Bull.* 1903, t. CCCCXI.

(2) *Ibid.*, p. 291.

(3) *Ibid.*, p. 291.

(4) *Ibid.*, p. 292.

(5) *Ibid.*, p. 287 et 292.

(6) *Ibid.*, p. 344.

(7) *Ibid.*, p. 367 et 368.

Le 8 septembre 1906, est décédé, à Montplaisir, près Mirambeau, M<sup>me</sup> Charlotte-Marie-Louise Thomas-Boisgiraud, mariée avec M. Etienne Guenon des Mesnards, âgée de 38 ans. Elle laisse quatre enfants : Henri, Inès, Gisèle et Irène.

L'inhumation a eu lieu aux Ménards, commune du Douhet.

---

Le 11 septembre 1906, est décédée, à Saintes, M<sup>me</sup> Marie-Cécile-Philippine du Boulet de La Broue, veuve de M. Eugène de La Broue, âgée de 76 ans.

---

Le 14 septembre, est décédé, à Bordeaux, M. Albert Drilhon, inspecteur des contributions indirectes, fils aîné de feu M. Drilhon, notaire à Saintes.

---

Mgr Le Camus, Emile-Paul, évêque de La Rochelle, est décédé le 28 septembre 1906, à 5 heures du soir, à sa propriété de Malvirande, à Castelnaudary. Il était né à Paraza (Aude), le 24 août 1839. Elève du séminaire de Carcassonne, puis de Saint-Sulpice, il suivit les cours de Franzelin et Carbo, à Rome ; docteur en théologie, co-directeur de l'école de Sorèze, chanoine de Carcassonne, il avait fondé en 1875 le collège Saint-François-de-Salles, à Castelnaudary, et s'était consacré à des travaux d'exégèse et de prédication.

Il fut nommé évêque de La Rochelle le 18 avril 1901 et consacré dans la cathédrale de Carcassonne par le cardinal Lecot, archevêque de Bordeaux, le 2 juillet suivant. Il a été enterré le 4 octobre, à La Rochelle, dans le caveau de la chapelle de la cathédrale, à côté des fonts baptismaux, destiné aux évêques. Il n'avait pas été fait d'inhumation depuis 1826 dans ce caveau ; le dernier prélat qui y a été déposé est Mgr Gabriel-Laurent Paillou, décédé le 15 décembre 1826, à l'âge de 92 ans. Depuis lors, tous ses successeurs furent promus à des sièges archiépiscopaux. Mgr Bernet était devenu archevêque d'Aix ; Mgr Villecourt alla résider à Rome comme cardinal ; Mgr Landriot quitta La Rochelle pour Reims ; Mgr Thomas passa à Rouen ; Mgr Ardin occupa le siège archiépiscopal de Sens, et Mgr Bonnefoy celui d'Aix.

La cérémonie a été présidée par Son Eminence le cardinal Lecot, archevêque de Bordeaux. La messe pontificale a été chantée par Mgr Ricard, évêque d'Angoulême.

Ont assisté aux funérailles : Mgr Pelgé, évêque de Poitiers ; Mgr Rouard, évêque de Nantes, et des représentants de l'archevêque d'Albi, M. Birot, vicaire général ; des évêques d'Agen, M. Maurin, vicaire général ; de Luçon, M. Simon, vicaire général ; de Grenoble, M. Lhuillier, vicaire général.

Mgr Le Camus a été surtout un prédicateur et un écrivain de grande valeur.

Dès sa jeunesse il montra un goût très prononcé pour les travaux d'exégèse. Il refusa toutes les cures qui lui furent offertes pour se consacrer à la prédication. On le trouve à Avignon, à Lyon, à Montpellier, à Paris.

Son premier ouvrage : *Préparation exégétique à la Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ*, lui valut d'être emmené au concile par Mgr Las Cases, en qualité de théologien. Mgr Le Camus aimait à rappeler qu'il était un des rares ecclésiastiques français qui put dire : « Je fus au concile ! »

Les talents dont il fit preuve pendant sa co-direction à Sorèze lui méritèrent le plus vif encouragement à créer un collège analogue à Castelnau-dary. C'est cet établissement qu'il dirigea pendant douze années (1875-1887). Les soucis d'une pareille entreprise ne l'empêchèrent pas de mener à bien la publication de sa *Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ* (1883), qui fut « presque une nouveauté en France ». Relevé de ses fonctions, il parcourut l'Orient, la Palestine, la Syrie, l'Asie-Mineure, l'Égypte, la Grèce. De ces voyages sont nés le *Voyage aux Pays bibliques*, les *Sept églises de l'Apocalypse*, les *Enfants de Nazareth* (1900). En même temps, il préparait l'*Œuvre des Apôtres*.

Nous ne pouvons que citer ses autres ouvrages : *La Théologie populaire de Notre-Seigneur Jésus-Christ* ; *Vraie et fausse Exégèse* (1903) ; *Fausse et mauvaise Exégèse* (1904) ; sa fameuse lettre si discutée réglant la réorganisation des *Études ecclésiastiques dans le grand séminaire de La Rochelle* (1901).

---

Le 12 octobre est décédée à Saint-Cybardeaux, M<sup>me</sup> veuve David, mère de M<sup>me</sup> Abel Mestreau, âgée de 64 ans.

---

M. le comte Guillaume de Dampierre, époux de M<sup>lle</sup> Léger, de Cognac, est décédé en octobre 1906, au château de Nieul (Charente).

---

Le jeudi 18 octobre ont eu lieu à La Rochelle les obsèques de Madame Ernest Beaussant, née Marthe Clouseau-Duplanty, femme de M. Beaussant, ancien préfet, ancien conseiller général, notre confrère, âgée de 66 ans, décédée au château de La Bodinatière, commune de Saint-Hilaire-de-Voust (Vendée).

Elle laisse un fils, M. René Beaussant, lieutenant de vaisseau.

M. Raoul Vaillard, lieutenant de vaisseau, chevalier de la Légion d'honneur, est décédé à Philippeville (Algérie), âgé de 42 ans.

#### MARIAGES

Le 11 septembre 1906, a été béni, à Meursac, le mariage de M. Jean Berthelot, notaire à Saintes, trésorier de notre Société, avec M<sup>lle</sup> Isabelle Dutard, fille de M. Emile Dutard, ancien notaire.

Le 29 septembre 1906, à Saint-Jean d'Angély, mariage de M. Marie-Joseph-Maurice Jannet, capitaine d'artillerie coloniale, domicilié au Pont de Jarnac, commune de Gondeville (Charente), fils de M. Jean Jannet, médecin-vétérinaire, et de M<sup>me</sup> Marie-Eugénie Hervé, demeurant au même lieu, avec M<sup>lle</sup> Marthe-Elisabeth-Marguerite-Marie Rabault, fille de M. André-Joseph-Prudent Rabault, maire de Saint-Jean d'Angély, et de M<sup>me</sup> Marie-Joséphine-Blanche Himbourg, demeurant à Saint-Jean d'Angély.

Les témoins étaient, pour le marié : MM. le docteur Marianelli, Emile, maire de la ville de Rochefort, chevalier de la légion d'honneur, et M. Conty, William, officier de la légion d'honneur, gouverneur des colonies ;

Pour la mariée : M. Jean-Baptiste Himbourg, ancien maire de Varaize et conseiller d'arrondissement, son aïeul, et M. Emile Lécullier, propriétaire à Villeneuve-la-Comtesse, son oncle.

Le 10 octobre 1906, M. Marie-Edouard-Louis Peteau, lieutenant au 6<sup>e</sup> de ligne, fils de M. Peteau, ancien économe de l'hospice de Saintes, a épousé M<sup>lle</sup> Limage Eugénie-Jeanne-Marie, à La Rochelle.

## VARIÉTÉS

---

### I

#### PASSAGES A MARANS DE L.A.R. LE DUC ET LA DUCHESSE D'ANGOULÊME EN 1814 ET 1823.

Pour aider à compléter l'histoire des différents voyages de M. le duc et de M<sup>me</sup> la duchesse d'Angoulême dans les Charentes, suivant le désir exprimé par M. J. Pellisson, nous avons mis à contribution, une fois encore, les archives communales de Marans, et, dans les délibérations du conseil municipal, de même que dans les registres de copies de lettres, nous avons été assez heureux pour retrouver, avec quelques détails, la narration des fêtes organisées, en 1814 et en 1823, lorsque le prince et la princesse, venant de La Rochelle et se rendant en Vendée, traversèrent notre petite ville au milieu d'un enthousiasme dont les récits de l'époque ne peuvent nous donner qu'une idée très affaiblie. Les discours prononcés dans ces circonstances sont vibrants. Nous comprenons mal aujourd'hui ce style quelque peu emphatique et ampoulé qui n'est plus celui de nos harangues officielles.

Le loyalisme dont est empreint notamment celui de 1814 s'explique toutefois par la lassitude qui s'était emparée des populations pendant les guerres incessantes de l'Empire, par suite des appels continuels d'hommes et des réquisitions journalières d'animaux et de produits agricoles dont notre contrée était l'objet. L'annonce d'une prochaine levée en masse avait mis le comble à la mesure et la proclamation d'un régime nouveau avait été très favorablement accueillie. Aussi, joignant à ces différentes raisons la perspective d'un spectacle auquel notre pays n'était pas habitué, tout concourait pour donner à ces fêtes officielles un éclat tout particulier.

Nous n'accompagnerons d'aucuns commentaires le récit des cérémonies auxquelles elles donnèrent lieu et nous nous contenterons de copier les différents procès-verbaux en respectant avec soin le cachet spécial auquel ils doivent leur saveur.

A neuf ans d'intervalle, le duc d'Angoulême, seul, puis la

duchesse, seule également, se sont arrêtés quelques heures à Marans où ils furent reçus avec les témoignages de la plus respectueuse curiosité et du plus sincère attachement.

Au reste, nous laissons la parole aux textes. Ils sont suffisamment éloquentes par eux-mêmes.

PAUL FLEURY.

C'est dans les termes suivants que nous trouvons trace du premier voyage :

Aujourd'hui, 1<sup>er</sup> juillet 1814, nous, maire de Marans (1), en vertu de la lettre de M. l'auditeur au Conseil d'Etat, sous-préfet de cet arrondissement du 26 juin dernier, qui nous informe que son A. R. le duc d'Angoulême est attendu du 2 au 3 de ce mois à La Rochelle et nous invite à ne rien négliger pour que le prince reçoive à son passage en cette commune, s'il y a lieu, tous les honneurs dus à son rang et de la circulaire de M. le préfet du 25 du même mois, insérée au n° 25 du Bulletin administratif, qui nous rappelle les dispositions de la loi sur les honneurs à rendre aux princes français voyageant sur l'avis des ministres.

Avons dès ce jour réuni le conseil municipal de cette ville, à l'effet de prendre des mesures pour nommer une députation auprès du prince, afin de l'assurer des sentiments de l'attachement des habitants à l'auguste famille des Bourbons et de notre dévouement à notre monarque Louis le désiré.

Le conseil réuni, M. le maire a ouvert la séance par la lecture des lettres précitées et a dit : Messieurs, depuis longtemps nous soupirions après le retour de l'auguste famille des Bourbons sur le trône de ses ancêtres et il n'est pas un de nous qui n'ait à gémir du sacrifice du meilleur des rois et de l'interruption de sa dynastie.

C'est ici le moment si désiré d'épancher dans le sein d'un de ses dignes rejettons cette effusion de sentimens pour un si bon prince.

J'ai l'honneur de vous proposer à cet effet de nommer une députation auprès de son A. R. pour l'assurer de la fidélité des habitants de la commune à la personne sacrée de notre monarque et de son auguste famille (2).

---

(1) J.-P. Rolland le Jeune qui, sauf une très courte période en 1815, resta maire de la ville de Marans de l'an IX à 1826.

(2) *Registre des délibérations*, n° 6 (arch. municipales).

Conformément au désir exprimé par le maire, on procéda. séance tenante, à la nomination d'une commission chargée de rédiger une adresse au prince et de la députation qui devait représenter la ville dans cette circonstance.

MM. Fournier-Dubreuil, adjoint, Lombard, Rodier, Nourigeon, Roblain, Simon Toutant, conseillers municipaux, furent désignés à cet effet, et on leur adjoignit MM. Veyret, Jeanneau-Doutière et Garnier-Delincé, notables commerçants.

Le passage du duc d'Angoulême, annoncé tout d'abord vers le 3 ou le 4 juillet, fut retardé jusqu'au 7 pour des raisons que nous ne connaissons pas.

Ce jour-là, dès 6 heures du matin, le maire, entouré des délégués du conseil municipal et du commerce, et précédé de la garde nationale en armes, se porta à 250 pas en avant des limites de la commune (1) pour attendre l'arrivée de l'auguste voyageur qui n'eut lieu qu'à midi.

En présence de cette manifestation de sympathie, le duc d'Angoulême donna l'ordre d'arrêter sa voiture et le maire, « après le cérémonial voulu par la loi », lui donna lecture de l'adresse qui avait été rédigée.

En voici le texte tel que nous l'a conservé le registre des délibérations du conseil municipal de l'époque :

A SON A. R. LE PRINCE D'ANGOULEME,  
GRAND AMIRAL DE FRANCE.

MONSEIGNEUR,

Après une révolution homicide, après une longue tyrannie, retrouver ses princes légitimes, revoir les descendants du Bon Henry, se presser autour d'eux, c'est un bonheur, c'est un besoin pour tous les François ! Tous nos princes nous sont également chers, mais nous n'oublirons jamais, Monseigneur, que vous fûtes pour notre département le précurseur du bonheur et de la liberté.

Nos côtes, nos villes étaient en état de siège, les fortunes et la population épuisées, la levée en masse étoit annoncée, l'orage grondait et le volcan étoit près d'éclater ! déjà l'étendard de la guerre civile étoit levé, les royalistes s'étoient donné le mot d'ordre et le signe de ralliement : il falloit mourir ou triompher.

---

(1) Il s'agit plutôt de la ville même, la commune qui compte 8.000 hectares, étant très étendue de ce côté vers Andilly.



O patrie ! o dieu des françois ! un Bourbon entre en libérateur dans la ville de Bordeaux, et la Renommée proclame le duc d'Angoulême, l'époux de l'illustre fille de Louis XVI... les acclamations des habitans du midy retentissent au fond de nos cœurs, et le lys devient le palladium des amis de la Royauté ! dès lors vos proclamations consolantes deviennent les lectures favorites ; elles nous font jouir par anticipation des douceurs de la paix, et chaque famille veut.....

Mais, Monseigneur, en cherchant à vous peindre tout ce que votre entrée en France nous a fait éprouver, nous oublions que nous abusons du précieux moment de votre Altesse royale. Monseigneur, organe des habitans de la ville et commune de Marans, nous nous enorgueillissons d'être admis à l'honneur de vous présenter l'hommage de leur profond respect et de leur attachement pour la personne de votre Altesse royale.

Nos limites joignent celles du département de la Vendée, et comme les Vendéens, nous nous sommes honorés dans tous les tems, de la qualification de royalistes que nous donnoient à titre d'injures les prétendus patriotes. C'est aussi à ce titre que nous vous supplions, Monseigneur, de vouloir bien déposer au pied du trône, l'hommage de notre amour, de notre fidélité, de notre dévouement absolu pour le meilleur des rois et pour son auguste famille.

Heureux individuellement de pouvoir contempler les traits d'un prince que nous chérissons et de lui exprimer des sentimens que nous partageons vivement, nous l'aurions déjà serré dans nos bras si nous avions cédé à l'impulsion de nos cœurs : mais en nous renfermant dans le cercle de la vénération qui entoure la famille de nos rois, nous osons vous supplier, Monseigneur, de nous accorder une faveur, bien précieuse, celle de permettre au maire de la ville de Marans, de baiser respectueusement la main de votre Altesse Royale.

Nous sommes avec le plus profond respect, etc.

Le prince fit à cette adresse la réponse suivante :

« Monsieur le Maire, je suis très sensible aux sentimens que vous m'exprimez au nom de vos administrés.

« J'ai été trop heureux de précéder le roi dans les départemens pour le bonheur des françois. »

Nous lui avons ensuite adressé la parole en lui disant :

« Mon prince, j'ai une faveur à solliciter de votre A. R. C'est la décoration du Lys pour la députation, le conseil municipal

« de la ville et les officiers de la garde nationale, ce signe de  
« raliment des bons françois. »

Le prince a répondu :

« Oui certainement, M. le Maire, je vous l'accorde avec plai-  
« sir. »

Nous avons de nouveau adressé la parole au prince en ces termes :

« Mon prince, mon premier devoir secondant le vœu de mon  
« cœur rempli, j'ai à supplier de votre Altesse Royale de dai-  
« gner m'accorder au dehors de la ville un moment d'audience  
« pour lui présenter des requêtes dans l'intérêt de ma com-  
« mune. »

« Monsieur le Maire, je vous l'accorde. »

Le procès-verbal de la cérémonie rapporte que « l'air reten-  
« tit des cris de Vive le Roi ! Vive le duc d'Angoulême ! Vive  
« la famille des Bourbons ! qui ont été répétés par la députa-  
« tion, la garde nationale et tous les habitants des fermes et des  
« hameaux de la commune qui s'étoient portés sur son pas-  
« sage. »

Le duc d'Angoulême partit alors, accompagné par la députa-  
tion et son escorte de gardes nationaux, jusqu'au relais de poste  
où il fut invité à descendre de voiture, pour se rendre dans les  
appartements disposés pour le recevoir et dans lesquels on avait  
préparé un repas et des rafraîchissements « convenables ». Le  
prince, tout en se montrant très sensible aux marques d'affection  
qu'on lui témoignait, consentit à mettre pied à terre, mais ne  
voulut rien accepter sous prétexte qu'il n'avait aucun besoin.

Causant alors très familièrement avec la députation « avec  
cette bonté si naturelle aux Bourbons », il posa différentes ques-  
tions sur la population de la commune et s'enquit de l'époque à  
laquelle avait été établie à Marans la maison de charité confiée  
aux filles de Saint-Vincent de Paul. Ces dernières furent alors  
introduites auprès du prince pour lui présenter leurs doléances  
et le maire profita de cette circonstance pour rappeler les grands  
services rendus par cet établissement depuis la disparition de  
l'hôpital Saint-Thomas aux pauvres du pays et aux soldats de  
toutes armes qui venaient y chercher du soulagement à leurs  
misères ou la guérison de leurs blessures.

L'entretien terminé, le duc d'Angoulême fit donner l'ordre de  
départ. La population tout entière l'accompagna jusqu'aux

limites de la commune aux cris de « Vive le Roy, prince si désiré, Vive le duc d'Angoulême, Vive la famille des Bourbons. »

\* \*

Ce fut par la réquisition de vingt-sept chevaux adressée le 12 sep'tembre 1823 au maître de poste, sans désignation de date, que M. J.-P. Rolland, le jeune, maire de Marans, auquel elle avait été officieusement communiquée, eut tout d'abord connaissance du prochain passage en cette ville de S. A. R. Madame la duchesse d'Angoulême.

Dans son désir de ne pas se laisser prendre au dépourvu, le maire écrivit aux membres du conseil municipal pour leur faire part de cet événement et il ajouta : « Comme je pense que ce « jour de bonheur pour la commune est très proche, je vous « invite à vous réunir ce matin à onze heures précises à la mairie, afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour la « réception de S. A. R. à son arrivée en nos murs... » (1)

Il envoya en même temps un ordre de service à M. Toutant fils, capitaine commandant la compagnie de pompiers pour la réunion de sa compagnie et la revue des armes afin que « par « sa belle tenue elle puisse rivaliser avec les troupes de ligne. » Il l'autorisait aussi, pour augmenter l'escorte, à admettre « jusqu'à la concurrence de casques et de briquets que vous avez « à votre disposition, tous les jeunes gens qui par la pureté de « leurs mœurs et leur bonne conduite ont mérité les suffrages de « l'administration. » Il terminait sa lettre en faisant un appel à son zèle et à son dévouement pour la famille des Bourbons.

Par lettre du même jour, le maire demandait à M. le comte de Nugent, préfet de la Charente-Inférieure, l'autorisation de faire toutes les dépenses nécessaires pour « donner à la réception de « S. A. R. tout l'éclat et la pompe dues à l'illustre et seul rejeton qui nous reste de notre infortuné monarque Louis XVI. roi martyr. » Il le priait aussi d'accepter l'inscription au budget d'une somme de 400 francs destinée à acheter des casques et des briquets pour coiffer et armer la compagnie de pompiers de la ville.

Le 14 septembre, le conseil municipal se réunit extraordinairement à la mairie pour entendre lecture de la lettre de M. le préfet et prendre les mesures nécessaires. Le maire était avisé

---

(1) Copie de lettres n° 7 (Archives municipales).

que la duchesse d'Angoulême arriverait à La Rochelle le 16 et traverserait la commune sans s'y arrêter dans la journée du 17, et on le priaît « de faire toutes les dispositions nécessaires pour « recevoir l'auguste princesse avec tous les honneurs dus à son « rang, à pavoiser les maisons sur la route et à appeler à ses « pieds la masse entière de la population, s'il est possible, pour « l'offrir aux regards de son Altesse Royale... »

Le conseil décida en conséquence les mesures suivantes :

1° Il sera élevé un arc de triomphe sur la grande route de chemins vicinaux qui conduisent de ce point aux communes de Saint-Jean de Liversay et Charron.

2° Toutes les maisons de la ville seront parées du drapeau blanc, pavoisées et ornées d'emblèmes en signe de réjouissance.

3° Le corps de pompiers sera appelé à accompagner le cortège partout où il se transportera.

4° M. le maire est invité au nom de ses administrés, à adresser un discours à l'auguste princesse dans lequel il lui fera connaître tout leur amour et leur dévouement sans bornes à leur monarque bien aimé et à l'auguste famille des Bourbons.

Le 17 septembre, jour fixé pour le passage de la princesse dont l'arrivée avait été annoncée dans la matinée, le conseil municipal se réunit dès six heures et le maire donna lecture du discours qu'il avait préparé pour la circonstance. Nous le reproduisons textuellement.

#### MADAME.

En 1814, lors du passage en nos murs de votre auguste époux, son Altesse royale Monseigneur le duc d'Angoulême, il manquoit à notre bonheur d'y voir son héroïque compagne.

Le Tout-Puissant que nous invoquions depuis si longtemps vient enfin d'exaucer nos vœux.

C'est avec les sentiments du plus profond respect, Madame, que je viens accompagné des notables de ma commune, déposer aux pieds de votre Altesse Royale les hommages de mes administrés, leur amour, leur dévouement sans bornes à notre monarque bien aimé et à son auguste famille, les vœux qu'ils ne cessent d'adresser au ciel pour perpétuer votre dynastie sur notre belle patrie et pour conserver à la France son libérateur qu'elle est impatiente de voir rentrer dans son sein couvert des lauriers de la victoire apportant à l'Europe l'olivier de la paix.

Le conseil, invité par le maire à faire à ce discours les chan-

gements qu'il croirait utiles ou convenables, l'approuva dans tous ses termes, satisfait qu'il était « des expressions d'amour, « d'attachement et de dévouement sans bornes développées dans « ce discours qui sont le langage du cœur des habitants de cette « commune pour la famille Royale et il témoigna à M. le maire « toute sa reconnaissance des justes hommages qu'il rendoit à « la pureté de leurs principes et de leur attachement bien sincère au meilleur des Roys. » (1)

Par courrier de nuit, le maire avait été avisé officiellement par le préfet du passage à Marans de la duchesse d'Angoulême et il avait reçu en même temps notification de l'acceptation du crédit de 400 francs demandé pour parfaire l'équipement de la compagnie de pompiers. Seule, la demande des fonds nécessaires à l'érection d'un arc de triomphe n'avait pas reçu de réponse, par oubli sans doute.

Nous trouvons dans le rapport adressé le 18 septembre au préfet, M. le comte de Nugent, le détail complet des incidents qui marquèrent la fête de la veille. Nous le transcrivons (2) dans son entier :

Il est de mon devoir de vous faire connaître la réception qui a été faite à S. A. R. Madame la duchesse d'Angoulême à son passage en cette ville.

Arrivée à huit heures quinze minutes, à deux cent pas en dehors de l'arc de triomphe élevé à l'entrée des murs, après avoir été saluée par deux mille âmes au moins qui se prolongeoient à cinq cent toises au-delà de ce point, l'auguste princesse y a été reçue par les autorités, les notables de la commune, les fonctionnaires publics et le corps des pompiers dans la plus belle tenue.

L'affluence du peuple qui s'y est portée et celle des campagnes qui accouroit de toute part, les cris sans cesse répétés de Vive le Roy. Vivent nos princes, Vive la duchesse d'Angoulême. Vivent les Bourbons, ne me laissant ainsi qu'à S. A. R., un seul instant pour lui faire ma harangue, elle s'est rendue sous l'arc de triomphe où s'étant arrêtée et désirant lui faire mon discours dont elle n'a pu entendre les premiers mots, elle m'a prié d'y renoncer en m'invitant à lui remettre : à peine ai-je pu répondre à quelques questions qu'elle a daigné me faire dans sa bonté.

Elle s'est rendue ensuite au relais, les chevaux au pas, là, en

---

(1) *Reg. des délibérations, n° 6 (Arch. municip.).*

(2) *Copie de lettres, n° 7 (Arch. municip.).*

me témoignant toute la peine de la fatigue et des difficultés que j'éprouvois pour me trouver auprès d'elle, elle a daigné m'assurer qu'elle étoit très sensible aux sentimens que lui exprimoient la masse du peuple dont le dévouement lui paroissoit sans bornes, et a paru très surprise que la population de ma commune ne fut que de 4.000 âmes, d'après la masse innombrable dont elle étoit suivie, entourée et précédée et qui se trouvoit pressée sur une étendue d'au moins quinze cent toises dans toute la largeur de la route.

Je pense et la plus part des personnes qui se trouvoient portées à diverses distances de cette étendue assurent qu'il y avoit de 6 à 7.000 âmes sur la route.

L'accueil gracieux dont elle a honoré toute la population en inclinant constamment la tête à tous, a fait une telle impression dans tous les cœurs qu'elle a emporté leurs regrets et leurs vœux pour la conservation de ses jours et ceux de son auguste famille.

Je ne dois pas également oublier de vous dire, M. le comte, qu'elle a été frappée de la beauté et de l'élégance de notre arc de triomphe où la plupart des maisons aisées de la ville avoient tout donné pour son ornement (1) et de la belle tenue du corps des pompiers. J'ai appris depuis le départ de l'auguste princesse de cette ville de M. le capitaine de gendarmerie de votre département qui l'a accompagné jusqu'au delà de ses limites, qu'elle étoit très satisfaite de l'accueil qu'elle avoit reçu de ma commune, qu'elle étoit bien éloignée de croire présenter une telle population.

En effet, M. le comte, jamais enthousiasme ne fut plus grand, il égalait au moins celui qui se manifesta en 1814 au passage en nos murs de son auguste époux, S. A. R. Monseigneur le duc d'Angoulême.

Au reste, il n'est pas d'expressions assez fortes pour vous prouver tout le dévouement de mes administrés dans cette heureuse circonstance à jamais mémorable pour leurs enfans.

J'ai l'honneur, etc...

Nous avons vu plus haut que le maire n'avait pu parvenir à lire son discours, empêché qu'il en fut par les cris de joie de

---

(1) Les frais à la charge de la commune s'étaient élevés à la somme de 261 fr. 60.

la population. Déférant au désir exprimé par la duchesse, il le lui fit parvenir en l'accompagnant de la lettre suivante :

Madame la duchesse d'Angoulême,  
à Bourbon-Vendée (1).

En m'honorant de la demande que votre A. R. a daigné me faire du discours contenant l'expression des nobles sentimens de ma commune pour votre auguste famille. L'un de messieur mes adjoints qui étoit porteur de sa copie n'ayant pu me trouver en ce moment, l'un des membres du conseil m'a remis un écrit que j'ai eu l'honneur de déposer à vos pieds, mais qui n'est que la pétition d'un particulier.

Je m'empresse, Madame, de réparer cette erreur par la voye de la poste.

---

## II

### MOULE MÉROVINGIEN EN PIERRE TROUVÉ A SAINTES.

La pierre gravée, dont la découverte a été annoncée dans le précédent numéro de la *Revue*, est un fragment d'un de ces moellons taillés employés au revêtement des édifices gallo-romains. Elle a été ramassée dans le terrain actuellement fouillé, touchant l'extrémité est des substructions des thermes, à 60 centimètres de profondeur, auprès d'un squelette, non orienté, et d'un grand tombeau monolithe orienté (2). à couvercle prismatique. Elle provient donc d'un cimetière de date très ancienne, avoisinant l'église dédiée à saint Saloine à une époque très reculée et installée dans une salle transformée des thermes.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'au nord de ce même terrain on a recueilli, en 1880, la fameuse épitaphe d'Oronce de notre musée (VII<sup>e</sup> siècle) (3).

Notre petite pierre, en calcaire de Saint-Vaise, mesure 0.12 sur 0.10 cent. en façade, et 0.09 d'épaisseur. Sur une face (probablement retaillée), un ouvrier a creusé un carré, arrondi sur les deux angles supérieurs, de 0.075 millimètres sur 0.050 milli-

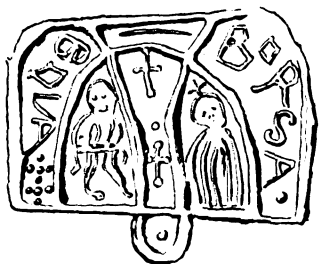
---

(1) Aujourd'hui La Roche-sur-Yon, chef-lieu du département de la Vendée.

(2) De même forme que celle des tombeaux de Neuvicq découverts en 1863. Cf. *Recueil de la commission*, t. I, p. 89, 426, 484.

(3) Cf. *Bulletin*, II, p. 151.

mètres, de manière à obtenir une surface plane plus basse de deux ou trois millimètres que la face de la pierre. Sur ce petit carré, circonscrit par un trait en biseau assez profond, il a tracé, avec un trait de même forme et de même profondeur, un arc qu'il a coupé par deux gros traits allant en s'évasant de la base au sommet, et se continuant en-dessous en un demi-cercle, toujours de la même profondeur et de la même largeur. Il avait ainsi cinq compartiments qu'il a meublés de différentes façons.



Au milieu, il a simplement mis deux croix dont chaque branche se termine par un point ; à droite et à gauche, il a dessiné un personnage, et à l'entour il a écrit deux mots à l'envers, dont l'un est suivi de deux croix formées de cinq points chacune.

Le premier mot est facile à lire : BORSA, avec O en losange (1), un point sur les angles. Le second, composé de quatre lettres (les deux dernières liées), présente une difficulté. L'état dégradé de la première lettre crée un réel embarras de lecture (2). Si on n'hésite pas sur les trois dernières, ONA, (O en losange avec points sur les angles) on ne sait quelle lettre reconnaître dans la première.

Avant de discuter les hypothèses qui se présentent à l'esprit pour lire, expliquer ou compléter ce mot, il est bon de déterminer l'âge et la destination de notre petit monument.

Le caractère des lettres indique l'ère mérovingienne. Le nom de BORSA confirme cette attribution et permet même de rétrécir le cercle des années auxquelles il est possible de reporter cette gravure. BORSA est un nom de monétaire, et on a BORNA,

---

(1) C'est la même forme que dans les noms des tombeaux de Neuvicq. *Recueil*, L. Audiat, *Epigraphie*, p. 78.

(2) La photographie reproduit exactement l'état de la pierre. La lumière a seulement altéré un peu l'O qui n'est pas douteux et très net.



monétaire de Dagobert ; par conséquent, notre graveur devait vivre au VII<sup>e</sup> siècle ou environ.

La pierre paraît destinée à servir de moule (1) d'un ex-voto peut-être.

La faible cavité intentionnellement creusée par l'ouvrier, les traits en biseau, les lettres gravées à rebours viennent à l'appui de cette conjecture. L'appendice en forme d'anneau de suspension placé en dessous de l'image au lieu d'être au-dessus est une anomalie qu'une distraction ou un oubli réparé du graveur peut expliquer.

Je crois qu'il ne faut pas espérer trouver aujourd'hui un sens précis à la scène que les deux personnages représentent. La relation existant entre eux m'échappe, aussi j'abandonne volontiers à des confrères plus habiles le mérite — et la responsabilité — de découvrir le sujet de ce dessin, parfaitement obscur grâce à l'inexpérience de son auteur.

Une constatation est cependant certaine : le personnage drapé de droite est un saint. La croix mise au-dessus de sa tête le démontre. On possède d'ailleurs des exemples de croix placées de la sorte désignant des saints, voire le Christ, notamment la pierre gravée, donnée comme byzantine, dans le *Dictionnaire d'archéologie chrétienne* de D. Cabrol, au mot *Anneau*, col. 2206, fig. 738, sur laquelle on prétend reconnaître la résurrection de Lazare.

Ce personnage serait-il une femme comme plusieurs personnes le supposent ? J'en doute. En tout cas, aucun signe ne le laisse deviner.

Quant au personnage de gauche, il sera bien difficile de déterminer nettement son identité jusqu'à ce que l'on ait découvert un monument similaire plus explicite. Il me semble nu....., avoir les jambes nues tout au moins..... et une corde passée en double autour des reins. C'est tout ce que j'en dirai.

Cependant, j'ajouterai une observation. Je suis frappé de la différence de tracé entre les deux figures. Dans la première il y a un certain *réalisme*, le dessinateur a essayé de figurer deux yeux obliques, un nez, une bouche ; il s'est sûrement très « appliqué »..., a épuisé toute sa science, fort mince, d'ailleurs, à rendre une réalité. Dans la seconde, il s'est contenté de faire deux trous à la place des yeux et d'un trait d'outil il a ouvert une bou-

---

Nous n'en avons que la moitié ; l'autre pierre fermant le moule manque.



Cliché de M. Ch. Dougrieaud.

**MOULE MÉROVINGIEN TROUVÉ A SAINTES (1906).**



che. Pas de nez. C'est un homme quelconque, mais dans une situation particulière, car l'épreuve donne deux petites boules saillantes à la place des yeux. En langage vulgaire on dirait que les yeux lui sortent de la tête. La naïveté enfantine du dessin contraste un peu avec la science relative — oh ! très relative ! — qui a dirigé la gravure des lettres de l'inscription. On devine que l'ouvrier est plus habitué à graver des lettres que des personnages. Cette constatation, les numismatistes la font sur les triens. Notre graveur n'est ni plus ni moins inhabile que les monétaires ses contemporains.

Ceci posé, nous arrivons à nous demander quelle signification il convient de donner aux deux mots inscrits autour des personnages. Est-ce le nom de chacun d'eux ? Est-ce deux noms propres.

BORSA, placé à côté du personnage drapé, je l'ai dit, est un nom d'homme. Il est infiniment plus difficile de lire d'abord le second mot complètement, de l'interpréter ensuite.

Aucune hésitation sur les trois dernières lettres. On lit facilement ONA. Mais quelle lettre les précède ? Est-ce un B, comme plusieurs l'assurent ? A première vue, il semble qu'ils ont raison. Mais en y regardant de près on voit un bourrelet entre deux boucles séparées l'une de l'autre, appuyées sur une barre. Cette forme de B, comparée à celle de BORSA, diffère tellement de cette dernière, que je doute de l'intention du graveur de tracer cette lettre, bien que je n'ignore pas l'emploi, dans les inscriptions mérovingiennes des lettres cursives mêlées à des majuscules.

Serait-ce une lettre double, un D barré ? un L E ? On aurait, dans ce cas, THONA ou THEONA, LEONA. C'est très discutable.

En tout cas, ces noms de BONA, THEONA, LEONA ne pourraient être que des noms d'homme, malgré leur terminaison féminine. BONA existe comme nom de lieu, mais je ne vois pas qu'il serait à sa place ici. Un nom de femme me semble tout à fait improbable. S'il y a une femme dans la scène religieuse — je persiste à la croire religieuse — elle est dans le personnage drapé. Il faudrait admettre une intervention de noms, une nouvelle faute du graveur, qui se serait trompé de côté. Voilà beaucoup de suppositions à la fois, avec d'autant moins de vraisemblance que rien n'indique une femme.

Quel que soit le nom, il paraît raisonnable d'admettre que

c'est celui du personnage à côté duquel il est gravé. C'est du moins l'hypothèse qui rallie actuellement le plus d'adhésions. Toute autre ne rencontrerait que des incrédules. On avait pensé à lire un M oncial et MONA, soit comme abréviation de monetarius, parce que MONA est une abréviation connue de ce mot, soit de MONACHVS.

Malheureusement, on ne cite pas d'exemple de MONA pour monachus, et l'hypothèse, séduisante, je ne le cache pas, de monetarius, signataire du moule, est trop risquée faute de points de comparaison.

En résumé, il est acquis que notre pierre est chrétienne, qu'elle appartient au VII<sup>e</sup> siècle environ et qu'elle a servi de moule. Elle porte un nom d'homme certain et un autre prêtant à discussion.

CH. DANGIBEAUD.

---

### III

#### LE MOBILIER D'UN MENDIANT SAINTONGEAIS.

1721, 2 juin. — Extrait de l'inventaire dressé après le décès de François Bellaud, de Broue, paroisse de Sainte-Souligne (1). *Original sur papier, conservé dans les minutes de M<sup>e</sup> Salabert, notaire à Barbezieux.*

Le fils du défunt, voulant se soustraire aux poursuites des créanciers, déclare que lors du décès de son père, remontant à six ou sept ans, tous les meubles et effets qu'il laissait consistaient dans :

Une mauvaize ballasse quy est presque pourrye, qui a esté estimée par ledit remontrant et mize à prix à dix sols seulement;

Un méchant banlain de toille d'estoupe quy est troué, sur lequel il couchait, et un autre dans lequel il fut ensevely, quy a esté estimé dix sols ;

Plus un mauvais coffre sans ferrure avecq une ardivelle quy ne ferme point, quy a esté prizé et estimé quinze sols ;

Plus une mauvaize tranche et un serseau, quy a esté prizé et estimé le tout à quinze sols ;

Plus un bissat de toille d'estoupe fort uzé, duquel ledit feu Bellaud se servait pour mandier sa vye, allant journellement

---

(1) Canton de Brossac, arrondissement de Barbezieux.

dans le temps de son déceps à l'aumonne et charité, estimé cinq sols.

Cet inventaire fut reçu par Banchereau, notaire à Barbezieux. Il m'a rappelé la description que Béranger nous a laissée du mobilier de Roger Bontemps :

« Possédait dans sa hutte  
Une table, un vieux lit,  
Des cartes, une flûte,  
Un broc que Dieu remplit,  
Un portrait de maitresse,  
Un coffre et rien dedans.  
Et ! gai, c'est la richesse  
Du gros Roger Bontemps ».

On trouverait dans les vieilles minutes des notaires des inventaires qui, pour n'être pas versifiés, n'en sont pas moins réjouissants. Inventorier le bissac d'un mendiant, n'était-ce pas déjà le comble du réalisme ?

JULES PELLISSON.

---

#### IV

##### LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-SATURNIN DE SÉCHAUD PENDANT LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE.

(Suite).

Le 21, à neuf heures, les cloches sonnées, 45 électeurs élisent les notables : Noureaud, maçon, 25 voix, René Desrentes, 22, Baudri de la Pommeraie, 18, Mathieu Cochet, marin, 16, Fruger, menuisier, 11, François Marsay, menuisier, 9, à la place des six sortants. « Et à l'instant s'est présenté dans laditte assemblée M. Boucherit, cy-devant maire, avec un morceau de papier à la main, qu'il a présenté au sieur Lévesquot, qui le l'a signé, ensuite ils se sont coalisés ensemble et demandé des signatures de quelques individus et ont surpris celle du nommé Piochaud, cy-devant officier municipal, qui s'est rétracté après. Messieurs les président et commissaire de l'assemblée s'étant aperçus de cela ont rappelé lesdits Boucherit et Lévesquot à l'ordre et leur ont fait observer l'irrégularité de leur conduite et leur ont reproché leurs mauvais procédés ; sur quoi ils ont observé que c'était une pétition qu'ils voulaient faire à M. le commissaire, contre les

nominations et élections faites par ledit procès-verbal ci-dessus et des autres parts. Messieurs les commissaire et président leur ont observé que ce n'était pas de la manière qu'ils devaient les faire, qu'ils avoient manqué grossièrement à l'assemblée et qu'ils protestoient de ce pourvoir contre leur manière d'agir. » Après le serment des élus, le commissaire clôt le procès-verbal à huit heures du soir sur « le registre de la municipalité ».

Il semblerait bien qu'il y a un original perdu, car la copie que nous avons sous les yeux est signée Gaudin, maire, Gouyneau, secrétaire greffier, et indique que les signatures à l'original sont suivies des mots : « Je soussigné, proteste contre toutes les nominations qui ont été faites et dénommées qu'elles sont au présent procès-verbal : signé, Girardin. » La copie qui nous reste est dite faite et collationnée le 22 novembre 1791. Probablement l'acte original fut porté par Baron au district ?

Le 1<sup>er</sup> décembre, Menet est nommé membre du bureau ; l'ancien maire remet les décrets et instructions de l'Assemblée nationale, 644 pièces, et la déclaration du don patriotique et autres pièces. Le compte de l'ex-maire (recettes, 910 l.; dépenses 957 l. 19 s. 6 d.) sera examiné ; le loyer de la chambre municipale chez M<sup>lle</sup> Viollaud, veuve Berthon, et d'une armoire et clef, est stipulé 40 l.; les dépenses municipales fixées à 675 l. 10 s. (réparation de l'église, 17 l.; cure, 175 l.; le reste comme à la précédente évaluation).

Le 1<sup>er</sup> janvier 1792, après examen d'une réponse de l'ex-maire, probablement relative à sa reddition de comptes, on écrit : « Disons qu'il est plus honnête de mépriser les ballivernes de Boucherit que di répondre, et qu'il n'est question que de répondre sur le fond des contestations. » On lui réclame le prix du fermage du passage, 41 l. qu'il a reçues pour un atelier de charité, un don fait par le sieur Mareschal, mourant, aux pauvres et qu'il a dû retirer des mains de Lévesquot, curé destitué. A quoi, le 8 janvier, il réplique qu'il n'est pas obligé de dire aux mains de qui la somme est déposée : on décide de l'actionner.

Le 4 mars 1792, sous la présidence de Jacques-François Ouvrard, curé, Michel Glémein est élu procureur de la commune à la place d'Yonnet, démissionnaire. (Le procès-verbal est dit « copié sur l'original ».) Le 8 juin, Joseph Girardin est nommé greffier à 120 l. de traitement.

Le 7 octobre 1792, en présence des citoyens rassemblés, la municipalité, le curé, Gaillard, juge de paix, Girardin, greffier,

Gouyneau, huissier, greffier municipal, prêtent le serment prescrit par la loi du 15 août, « d'être fidèle à la nation et de maintenir de tout son pouvoir la liberté et l'égalité ou de mourir à son poste ».

*Recrutement.* — Le 15 août 1792, Girardin, capitaine de la garde nationale, commissaire nommé par le directoire du district pour faire une levée de douze hommes, dont six pour les troupes de ligne, six pour compléter le 2<sup>e</sup> bataillon de volontaires du département, assisté de deux commissaires de chacune des communes du canton, réunit au Champ-de-mars la garde nationale et, à l'issue de la messe, lit la proclamation du roi du 20 juillet sur les dangers de la patrie, et les arrêtés du département et du directoire du district des 28 juillet et 1<sup>er</sup> août ; il ouvre quatre registres dont un destiné à inscrire les citoyens désirant concourir à former une compagnie à cheval pour le service de la légion (lettre du district du 9). « Et après avoir excité les citoyens à se faire inscrire, il ne s'y est trouvé personne. »

*Fêtes.* — Le 22 juin 1792, comme « il est d'usage usité depuis plusieurs siècles de faire le feu nouveau la veille de la Saint-Jean-Baptiste », on arrête que ce feu sera fait sur le Champ-de-Mars (probablement le communal de Saint-James), au lieu du champ de foire, à 7 heures, au frais de la commune : 20 gardes nationaux seront requis.

*Suspects.* — Le 24 avril 1792, on délivre un certificat de résidence chez son père à l'ex-curé Lévesquot pour toucher son traitement.

Le présent registre ne contient aucune mention d'un fait révélé par un procès-verbal bien postérieur du 28 vendémiaire an III, motivant le refus par la municipalité de l'an III d'un certificat de civisme à Louis Lévesquot, alors détenu à Saintes, et ainsi conçu :

« Considérant que Lévesquot père a un fils émigré et un autre qui étoit prêtre et qui est déporté ; considérant que lors de l'institution des curés constitutionnels, Lévesquot fils, cy-devant curé de Saint-Sorlin, refusa son serment et se retira chez son père, qui le reçut dans sa maison et lui permit de dire la messe dans une chambre, à laquelle assistoit plusieurs femmes idolâtrant les prêtres et leurs maximes ; considérant que, le 29 avril 1792, la municipalité fut instruite que plusieurs personnes s'étoient rassemblées chez ledit Lévesquot pour y entendre la messe de son fils, arrêta qu'elle se transporterait de suite chez



ledit Lévesquot pour prendre connoissance des faits qui lui étoient dénoncés ; qu'en effet, la municipalité si transporta en corps avec une garde suffisante, et, d'après une perquisition exacte dans sa maison, trouva la chambre dans laquelle son fils réfractaire disait la messe, le surprenant dans ses fonctions ; on y trouva quelques femmes. La municipalité fit une recherche exacte jusque dans la cheminée de ladite chambre, dans laquelle on découvrit les jambes d'un homme que l'on croyoit ramoner la cheminée. Mais quelle surprise ! L'ayant tiré dehors de cette cheminée, on reconnut que c'étoit un calotin, fils de Baudry, de la commune des Coteaux, et beau-frère d'un des fils dudit Lévesquot père (1). »

Le 9 septembre 1792, sur la réquisition du procureur de la commune Glémain, informé qu'il se faisait un rassemblement de prêtres devenant suspect dans la maison du sieur Lévesquot, au Port d'Envaux, la municipalité y fait des perquisitions avec vingt hommes et n'y trouve que « la famille ordinaire dudit sieur Lévesquot ».

*Biens nationaux.* — Le 26 février 1792, le conseil déclare « qu'il y a eu de revente effectuée » des domaines nationaux situés dans la paroisse : Dreux, vendu à Lafaye 120.700 livres, le prieuré de Saint-James, à Gobeau, 43.000 livres, celui de Saint-Sorlin, à Lévesquot, 5.100 livres, les prés de la cure à Ouvrard, 730 livres. Il reste à vendre un droit de douzain des fruits sur le champ Foucher, de deux journaux et demi, évalué 30 livres, pareil droit sur la Combaudière, cinq journaux, évalués 60 livres, un journal de pré et cinq de bois de la cure, évalués 650 livres, le bois Foucher, deux journaux et demi, évalué 250 livres ; tous ces domaines contigus sur le chemin de Saint-Saturnin à Fondmorte.

Le 30 mai, sur l'ordre du district, on inventorie et on transporte dans l'église de Saint-Saturnin les objets trouvés dans la chapelle de Saint-James : une cloche pesant environ 45 livres, une vieille chaire pourrie, un vieux tabernacle en très mauvais

---

(1) Claire Couturier, femme de Mathieu Lévesquot, belle-sœur du curé, allait dérober à l'église la pierre sacrée de l'autel et l'apportait, cachée sous son tablier, au Port d'Envaux, chez son beau-père, pour la célébration de la messe. Des prêtres y furent cachés dans un tillis dont la porte était dissimulée par un tableau. L'abbé Lévesquot, l'abbé Couturier, et peut-être Baudry, furent déportés en Espagne, descendant la Charente sur un des navires du père du curé, dit-on ; ils étaient invectivés par des riverains.

état, un devant d'autel en bazane pourrie, un marchepied, une croix de noyer.

*Biens communaux.* — Saisie de moellons extraits par des inconnus au cimetière des Nouvelles-Mariées (dit canton des Nouvelles-Mariées), qui est considéré comme terrain vague communal, près le chemin des Vinets à la Prère ; le 19 avril, ouverture au 1<sup>er</sup> mai du pâchage de la Plaine, à raison de 20 sols par tête de cheval, 15 pour bête à corne, sauf les veaux ; 24 juin, vente des coupes de prés de la cure et des Renfermis, pour 434 livres ; 6 juin, fixation du droit d'extraction du sable à la petite plaine de Saint-James, à 10 sols la charretée, 20 en cas de fausse déclaration et pour les étrangers.

*Impôts.* — Le 1<sup>er</sup> décembre 1791, nomination de 16 commissaires pour évaluer les immeubles pour la répartition de l'impôt foncier ; le 21 mai 1792, personne n'ayant fait sa déclaration pour la matrice de l'impôt mobilier de 1791, la municipalité et les douze notables se transporteront dans les quartiers à eux assignés. Une lettre du directoire du district (octobre ou novembre 1792) fixe la quote-part d'impôt foncier de la commune pour 1792 à 11.000 l., à répartir, à laquelle on ajoutera au marc le franc la somme destinée aux charges locales par la municipalité.

*Accaparement.* — Le 9 octobre 1792, averti que des particuliers « se permettent de vendre leur grain à des étrangers qui vraisemblablement le transporteront ailleurs », on arrête que la municipalité, avec une garde, ira chez tous les récoltants constater la quantité récoltée et savoir celle qu'ils gardent pour leur provision, faire un état de ce qu'ils ont à vendre, et défendre de le vendre sans que l'acheteur soit muni d'un certificat de la municipalité. La paroisse ne produisant que la quantité nécessaire pour nourrir les habitants la moitié de l'année tout au plus, les malheureux de la paroisse ne pourraient subsister ou seraient obligés de payer un prix exorbitant si on en permettait l'enlèvement ou accaparement.

*Ban de vendange ; gardes-messiers.* — Le 15 janvier 1792, sur plaintes des dégâts causés aux bois par les bestiaux, on nomme second garde Bâtard, qui aura la moitié distraite du traitement du premier ; le 30 août, on leur enjoint d'empêcher même les propriétaires de vignes situées dans les fiefs communs de les visiter en passant par celles d'autrui ; défense d'y vendanger avant le ban de vendange.

### TROISIÈME MUNICIPALITÉ JUSQU'À SON ÉPURATION

*Elections. Dépenses communales.* — Le 2 décembre 1792, l'an I de la République, à 9 heures du matin, assemblée électorale à l'église ; président d'âge provisoire, Joseph, receveur, président élu, Ouvrard, curé ; élection du maire, Gaudin à la majorité sur 48 votants ; puis, par 55 votants des officiers municipaux, François Micheau, Jean Levesque, Pierre Ferret, Mathieu Cochet, puis par 40 votants, Jacques Boucherit ; puis, du procureur de la commune, Michel Glemein ; de douze notables : le curé Ouvrard, Pierre Tamizier, Jean Machefert, Louis Nouveau, Pierre Fruger, Pierre Charrier, André Bertrand, Pierre Commaillieu, Joseph Mallet, Jacques Carlopeau, François Marsay, Nicolas Piochaud. — Prestation de serment : le 8, nomination de Joseph Girardin, greffier, le 25, de Micheau, comme officier public de la paroisse ; le 29 janvier 1793, Ouvrard, et trois autres sont nommés commissaires « pour recevoir les billets de confiance » ; le 17 février, ils remettent 356 l. 3 s., montant des billets reçus.

Le 14 juillet 1793, on fait convoquer l'assemblée primaire au dimanche suivant pour l'acceptation de la Constitution.

Le 18 août 1793, à 8 heures, le conseil s'assemble et délibère « sur les moyens à prendre pour prévenir plusieurs propos et inculpations faites au corps municipal par plusieurs citoyens », qui prétendent « que la municipalité cache les lettres que le citoyen envoyé à Paris de l'Assemblée primaire a écrit, ou dû écrire ainsi que son devoir lui prescrit. Arrêté, sur ce ouï le procureur de la commune, que pour justifier la municipalité de ces imputations, qu'il sera fait une adresse aux citoyens de cette commune, sur la conduite qu'a tenue le citoyen Chouet à l'égard de ses commettans. »

*(Le feuillet 80 du registre, qui suit, a été arraché et a disparu ; le feuillet 81 contient la fin d'une nomination de commissaires pour un recensement. Chouet jouera plus tard un rôle assez important).*

Le 14 frimaire an II, Gaudin donne sa démission de maire, vu ses occupations de syndic des gens de mer, le décret du 20 juillet leur enjoignant de rester à leur poste et les appointant, il ne peut cumuler les deux charges.

Le 30 frimaire an II, dans le Temple de la Vérité, assemblée électorale : président d'âge provisoire, Charles Allenet, 86

votants ; Ouvrard est élu président ; — 91 votants, Ouvrard est nommé maire et accepte. (Il n'a pas dû exercer). Le 23 nivôse an II, le conseil, par 9 voix sur 11 lui refuse un certificat de civisme.

Le 30 nivôse an II, nouvelle élection : président d'âge, Gallocheau, 45 votants ; Gallocheau fils, nommé président ; — 77 votants, Pierre Colas élu maire « ici présent, a déclaré ne vouloir accepter. » Cependant, le 3 pluviôse an II, il requiert son installation, prête serment et est proclamé maire. Le 19 pluviôse le traitement du secrétaire est accru de 80 livres.

*Garde nationale.* — Le 9 mai 1793, un officier de la garde nationale ayant défendu à un adjudant d'obéir à une réquisition de la municipalité qui, dit-il, doit d'abord les prévenir, ce refus étant incivique, « ils seront dénoncés au juge de paix comme perturbateurs ; invitons en conséquence le citoyen juge de paix de poursuivre cette affaire sérieusement et comme elle l'exige. »

*Armée.* — Le 24 février 1793, adjudication (sur lettre du district), de la fourniture de 50 piques pour la commune, à 7 l. 10 sols ; — 12 mars, commande de 12 paires de souliers requis par le district ; — 1<sup>er</sup> juin, commande de réparations de 54 fusils pour armer les volontaires.

*Brûlement de titres.* — Le 23 du second mois de l'an II, à midi, sur la place publique, a lieu le brûlement des titres, papiers reconnaissifs et constitutifs de droits féodaux remis par les citoyens Gaillard, notaire, la veuve Sauvignon, régisseur de la veuve Cairon Merville à Gibran, Gallocheau, veuve Héard, Levesquot, la citoyenne Saint-Dizant ; envoi du procès-verbal avec deux plans, l'un du domaine de La Touche (Tour ?), l'autre de la terre de Gibran, au directoire du district, sur l'invitation de son procureur syndic.

*Eglise.* — Le 18 janvier 1793, le curé Ouvrard remet en treize cahiers, les actes de baptêmes, etc. Le 17 mars, il déclare que le bordereau des recettes et dépenses n'est pas fait et demande un délai, mais dit ne rien devoir, ayant fait déjà des dépenses, parce qu'il n'y a pas de fabrique : tous les revenus sont le prix des bancs et il n'a pas été payé de la majeure partie. — La municipalité les fera payer, lui en remettra l'argent pour subvenir aux frais du culte, sauf à en recevoir compte d'emploi, promettant de fournir le surplus.

Le 4 frimaire an II, la municipalité ayant délibéré « sur le besoin dans lequel la République pouvoit se trouver et sur les

secours que toute commune comme tout citoyen doit s'empres-  
ser de lui offrir, inviolablement attachés à ses intérêts », se  
transporte dans la ci-devant église, aujourd'hui le Temple de la  
Vérité, et en enlève les vases sacrés : deux calices, un ciboire,  
un encensoir, une navette, une petite custode et un  
soleil, le tout en argent, six grands chandeliers en cuivre, une  
croix argentée, un porte-bénitier en cuivre, deux burettes et le  
bassin argenté, qui seront envoyés demain au district pour ser-  
vir à leur destination.

Le 23 nivôse an II, refus d'un certificat de civisme au curé  
Ouvrard ; — et vu l'arrêté de Lequinio, du premier, portant que  
« les ci-devants curés sortiront des maisons presbytérales, pour  
être édifiées en maisons de communes et maisons d'institutions »,  
on décide de se transporter chez lui et au temple pour retirer  
tous les linges et autres effets de la ci-devant église. — Vu son  
absence, le 19 pluviôse, on réitère la délibération et on réclame  
le compte de Videau, fabriqueur de la ci-devant église.

*Suspects.* — Le 6 janvier 1793, une lettre informe le conseil  
qu'il doit y avoir, ce jour, une prétendue assemblée de commerce  
sans qu'il l'ait autorisée ; on l'interdit. — Le 13, sur avis que  
le citoyen Rocher, marchand, s'est permis de faire un rassem-  
blement à la porte de l'église, on le mande par le garde. Il refuse  
de comparaitre, disant qu'il va dîner ; avis en sera donné au dis-  
trict, pour qu'il soit réprimé, ce rassemblement étant suspect.

Le 3 février 1793, le citoyen Louis Levesquot demande au con-  
seil l'enregistrement d'un certificat constatant la résidence à  
Amsterdam depuis décembre 1791, de son fils André d'Anville,  
daté du 11 janvier dernier, reçu par Dominicus Van Viaum,  
notaire, visé par Gustave-Adolphe Duranti Lironcourt, ancien  
capitaine de vaisseau de l'état, commissaire national de la Répu-  
blique pour la marine et le commerce en Hollande, le 14 jan-  
vier. — Considérant que ledit Danville Lévesquot est parti en  
1791, a été compris dans le tableau des émigrés et cru tel par  
son père qui a versé selon la loi, au district, la somme fixée pour  
l'entretien de deux gardes nationaux ; ouï le procureur de la  
commune, on refuse l'enregistrement sans l'ordre préalable du  
directoire du département, auquel sera envoyée copie de l'ar-  
rêté (1).

---

(1) Ce n'était pas sans raison que la municipalité considérait André Leves-  
quot comme émigré. Aux archives nationales, 4<sup>e</sup>, n<sup>o</sup> 24235, existe un dos-

Le 4 février, Vanderquand et Gautret, administrateurs du directoire du district, répondent « Vous avez agi prudemment ; ce n'est pas avec de telles pièces qu'on élude la loi, etc. », et renvoient le certificat pour être remis à M. Levesquot.

Le 17 mars, vu une requête de Louis Levesquot au directoire du district, communiquée le 2 au conseil général de la commune, on répond que le fils Levesquot est parti à l'époque indiquée dans ladite requête, n'a pas obtenu de certificat de la municipalité pour aller à Amsterdam, n'a jamais, dans la présente paroisse embrassé de commerce. Le 29 avril 1792, interpellé sur la résidence de son fils, le père a dit qu'il le croyait à Poitiers à faire

---

sier d'après lequel, le 15 frimaire an IX, il demande, de Saintes, sa radiation de la liste des émigrés, prétendant être allé en août 1791 à Amsterdam dans une maison de commerce, être rentré en France en février 1792, n'avoir pu faire entendre ses réclamations, s'être retiré à Saint-Lézin (Maine-et-Loire), et il produit un passeport du général J.-B. Darnaud, commandant la Mayenne, plus un certificat d'habitants de Saint-Lézin du 2 messidor an VIII, attestant qu'il a résidé dans cette commune, maison nommée La Gauterie, appartenant à Barreault « depuis dix-sept mois (sic) 1792 jusqu'au 22 ventôse an VIII », certificat affiché pendant six jours. Il est amnistié par arrêté du 18 frimaire an XI, ayant prêté serment de fidélité le 30 floréal an X.

Or, au ministère de la guerre, archives administratives, dossier 14289. 1341, sous le prénom d'Amédée, on trouve, ne pouvant s'appliquer qu'à lui, un extrait du dixième tableau d'avancement, infanterie, émanant d'une commission créée par l'ordonnance royale du 31 mai 1814, pour l'examen des réclamations des anciens officiers ; ordonnance du 15 mai 1816, séance du 1<sup>er</sup> février 1816 de la commission présentant ses observations sur les pétitions examinées, « Levesquot d'Anville, sous-lieutenant à Saintes (Charente-Inférieure). Emigré le 1<sup>er</sup> octobre 1791. M. L. d'Anville a fait la campagne de 1792 à l'armée des Princes et celles de 1794 à 1797 dans l'infanterie noble de l'armée de Condé, états de services, 1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre 1797, six mois (sic), campagnes 5, total 11 ans et 2 mois de services y compris cinq campagnes. Sous-lieutenant le 1<sup>er</sup> novembre 1791 ; du 1<sup>er</sup> novembre 1791 au 1<sup>er</sup> novembre 1796, campagnes 3, susceptible d'obtenir le brevet de lieutenant le 1<sup>er</sup> novembre 1796. Du 1<sup>er</sup> novembre 1796 au 31 décembre 1797, campagnes 2. Demande le grade auquel il a droit et des lettres de noblesse. La commission est d'avis, que d'après l'ordre, M. Levesquot d'Anville est susceptible d'obtenir le brevet de lieutenant en date du 1<sup>er</sup> novembre 1796 et a six ans de grade, trois ans et deux mois de services y compris deux campagnes. »

Le 1<sup>er</sup> avril 1793, le directoire du district de Saintes rejette la pétition de Levesquot tendant à obtenir pour son fils André la permission de rentrer en France et l'exclusion du nombre des émigrés et pour lui même la restitution des 883 livres 18 sols payés à raison de cette émigration : avis motivé sur le départ du fils (qui n'exerçait pas de commerce) sans passeport ni avis de son départ, article 6 de la loi du 18 avril 1792. (*Archives de la Charente-Inférieure, L. 99, 265 bis, p. 250 verso.*)

ses études et quelque temps après a dit ne savoir où il était. Il l'a regardé comme émigré, ayant payé la somme fixée au receveur du district. On conclut que la pétition tendant à obtenir la permission de rentrer en France et la remise de la somme payée soit déclarée nulle.

Le 29 mars, le maire expose que le 24, Levesquot père et son fils (Mathieu), ont déclaré que ce jour le fils était allé à Saintes, « et que eu égard à l'événement survenu dans le département de la Vendée et Loire-Inférieure », les gardes nationaux à Saintes arrêtaient tous les étrangers ne justifiant pas d'un passeport et d'un certificat de civisme. Ils ont demandé ce certificat à la municipalité qui, « considérant que lesdits Levesquot, depuis l'exportation de son fils et frère le prêtre, n'ont tenu aucun propos incivique et qu'ils ont assisté aux cérémonies du culte catholique duquel ils font profession » et qu'on entendait « seulement leur favoriser leur libre passé dans les lieux où ils ont des affaires intéressant leur commerce », le leur a délivré.

Mais ils connaissaient l'arrêté du département du 22, ignoré de la municipalité, prescrivant d'arrêter tous les suspects, et ont surpris sa bonne foi. L'article 2 de l'arrêté dit que les personnes qui veulent être exceptées de l'article 1<sup>er</sup>, doivent obtenir un certificat de civisme du conseil général de la commune, dûment convoqué. Ces formalités n'ont pas été observées, c'est le corps municipal seul qui a délivré le certificat de son propre mouvement. On vote de suite pour savoir s'il sera accordé ou refusé par le conseil général. Un notable dit que les Levesquot ont été chez la majeure partie des notables « pour leur subtiliser leurs signatures en disant qu'ils ne pouvoient s'y refuser attendu que les officiers municipaux avaient signé. »

Les treize votants refusent unanimement le certificat, et les requérants sont déclarés compris dans les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du département.

Signé : GAUDIN, LÉVESQUE, COCHET, FERRET, MICHAUD, MARSAY, OUVRARD, PIOCHEAU, MALLET, COUMAILLEAU, BERTRAND, GIRARDIN.

Le 1<sup>er</sup> avril, le maire dit qu'en exécution de l'arrêté du 21, les municipalités sont autorisées à arrêter les pères, frères, enfants mâles des émigrés et chargées de surveiller les suspects, et les arrêter au besoin. Il est à sa connaissance que les Levesquot père et fils sont dans le cas de l'article 1<sup>er</sup>, que leurs épouses et

leur fille et sœur sont devenues suspectes par les marques d'incivisme qu'elles ont montrées jusqu'à ce jour, et que les nommées Ambroise Deschamps, Panier mère et fille, Marie-Anne Chassériaud, Seguin, épouse Sautron, ont aussi marqué beaucoup d'incivisme, ainsi que la nommée Paquet, épouse du nommé Renoulleaud. On décide leur arrestation et celle de Madeleine Garnier, servante de Levesquot. Le père et le fils seront conduits au district.

Le 2 avril, à deux heures du matin, la municipalité escortée de vingt hommes commandés par Girardin, capitaine, perquisitionne dans les maisons des suspects. On conduit à la maison d'arrêt de la municipalité lesdites Deschamps, Chassériaud, Seguin, Panier, Paquet, Renoulleau. — Perquisition infructueuse chez Levesquot où on n'arrête que la Garnier. On y établit une garde extérieure de dix hommes, aux frais des Levesquot, jusqu'à ce qu'ils se soient rendus dans la maison d'arrêt. Magdelaine Chaudron, épouse de Louis Levesquot, interpellée de déclarer où sont son mari, son fils, sa bru et sa fille, répond qu'ils sont absents et qu'elle ne sait où ils sont. Un second transport est fait pour l'apposition des scellés dont elle est constituée gardienne : on saisit un fusil à deux coups et un autre à un coup.

À la suite d'une mention datée du 4 avril, on lit :

« Réponse du conseil général à la requête présentée aux administrations du département par le sieur Levesquot.

« Citoyens,

« Il ne nous parait du tout étonnant que les personnes ou plutôt que les ennemis du bien public, fasse auprès de vous des démarches pour leur justification, aux fins peut-être d'ourdir de nouvelles machinations pour détruire notre liberté. Les insensés ignorent-ils qu'il existe pour nous un génie tutélaire qui préside à notre conservation et qui nous donnera plutôt la force de périr que de nous laisser vaincre.

« Vous êtes pénétrés de nos sentimens, ce sont les vôtres sans doute et ils vous sont connus.

« Répondant maintenant à l'espèce de requête du sieur Levesquot, entrons dans tous ses détails afin de vous faire connaître l'inutilité de sa pétition : il dit 1° qu'il a éprouvé de la part de la commune, des rigueurs bien contraires à la justice et à l'humanité ? Sur quoi fonde-t-il cette plainte ? La commune, à son égard, ou plutôt s'il avait mieux raisonné, la municipalité qui représente cette même commune, n'a jamais agi que d'après la



loi et si elle avait un reproche à se faire, c'est d'avoir peut-être mis trop de douceur et de pacification dans ses procédés.

« 2° Il attribue toutes ces vexations au prétexte de l'émigration de son fils. Quels reproches ne doit-il pas se faire de regarder notre conduite comme vexatoire, n'est-ce pas désavouer la loi ; n'est-ce pas censurer la conduite des représentans qui l'ont créé, puisque nous n'avons agi que d'après cette loi. D'après l'arrêté du département, article 1<sup>er</sup>, faudroit-il donc épargner tous les traitres, justifier leur conduite au milieu du crime, les regarder d'un œil de bienfaisance et leur donner par là la facilité de nous plonger le poignard dans le sein.

« 3° Les officiers municipaux menaçaient, dit-il, sa liberté, même celle de son épouse, filles et autres enfans. Quel trait d'ignorance ou plutôt quelle injure ? Est-ce menacer la liberté que de faire son devoir en se conformant dans tous les points aux articles d'un arrêté qui a (été ?) préparé par la sagesse et la sagacité d'une administration éclairée. Comment d'ailleurs, le requérant auroit-il pu connoître nos dispositions, être instruit de notre arrêté puisqu'il n'étoit point chez lui lors de notre visite et d'ailleurs nos délibérations se font surtout dans la circonstance dans le plus grand silence et celui qui dévoileroit nos intentions ne pourroit qu'être ennemi du bien public et parjure. Nous n'avons jamais menacé la liberté d'un vray citoyen, mais nous surveillons et nous prenons nos sûretés envers nos ennemis.

« 4° Il se plaint ensuite qu'on a déclaré à ses domestiques qu'ils abandonneroient sa maison ; cet allégué est faux, nous avons seulement recommandé à un de ses domestiques qui n'étoit point natif de notre commune, de se retirer dans le lieu de son domicile et si nous avons suivi à la rigueur l'article 6 de l'arrêté à cet égard, nous aurions put les renvoyer tous, mais nous avons cru que nous pouvions, en attendant vos conseils, interpréter un peu favorablement pour lui l'article cy-dessus dénommé. C'est donc à tort qu'il prétend que sa maison deviendra au pillage. La surveillance exacte de la municipalité ne le permettra jamais et les domestiques qui lui restent pourront pourvoir à ses affaires.

5° Il prétend que les rigueurs qu'on lui fait éprouver sont d'autant plus injustes qu'il est muni d'un certificat de civisme ? Il n'est que trop vray à son désavantage, qu'il a à cet égard surpris la bonne foi de la municipalité en se présentant à nuit close chez plusieurs, sous prétexte de faire signer un passeport. La muni-

cipalité est revenue sur ses pas, et dans un conseil général, a fait ressortir son indignation sur la conduite du requérant. Le procès-verbal qu'il a fait à ce sujet vous a été présenté et détruit sans peine tous ses raisonnements. Lorsqu'un citoyen, dans sa position mérite des égards, on ne doit se servir de moyens odieux et contraires à l'honnête homme, pour obtenir ce que l'on demande. Nous finissons sans de plus longs détails, parce qu'il serait ennuyeux et d'aucune importance, en vous assurant que nous serons toute la vie les amis du bien et de la loi.

Vos concitoyens :

GAUDIN, *maire* ; BOUCHERIT, *officier municipal* ; LEVESQUE, *officier municipal* ; J. MARSAY, *notable* ; COCHET, *officier municipal* ; MICHAUD, *officier municipal* ; FERRET, *officier municipal* ; GIRARDIN, *procureur de la commune*.

(A suivre.)

---

## QUESTIONS ET RÉPONSES

---

### QUESTIONS.

N° 796. — Pourrait-on m'identifier Jean-Philippe Dubuc des Marnières, convoqué pour la sénéchaussée de La Rochelle en 1789, dans l'ordre de la noblesse.

M. de La Morinerie, dans son savant ouvrage sur ce sujet (p. 245), ne sait rien.

Merci d'avance.

SAINT-SAUD.

---

## LIVRES ET REVUES

---

*Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, mai-juin 1906. — P. 194 : Reprise de la vieille discussion de l'orthographe *vraie* du nom de l'archevêque de Cambrai. Doit-on écrire Fénélon ou Fénelon ? Il y a bien — hélas ! — quelque quarante ans que j'ai entendu pour la première fois cette dispute, au collège de Saintes, en classe de rhétorique ! Il semble que la signature de Fénelon ne portant d'accent que sur le premier e, toute hésitation devait disparaître. Et cependant de temps à autre elle renait.

P. 215: Henri Bertin, intendant de Lyon, achète, le 6 avril 1720, les fiefs et seigneuries de La Foucauderie et du Breuil, paroisse de Saint-Séverin en Saintonge (minutes de Devaux, à Bourdeille, aux *Archives départementales*).

—  
*Les Contemporains.* — Le numéro 718, du 15 juillet 1906, est consacré aux trois d'Orbigny : Charles-Henry, Charles-Marie, Alcide.

—  
*Dictionnaire d'archéologie chrétienne*, publié par le R. P. dom F. Cabrol. — Où l'*Angelus* a-t-il pris naissance ? A Saintes, vous répondront les Saintais après L. Audiat, qui avait fait de cette question un de ses sujets d'étude de prédilection. Il tenait absolument à ce que Saintes ait été le lieu d'origine de l'*Angelus*. (Cf. *Revue*; II, p. 172; IV, 195; XI, 385; XIV, 320.)

M. W. Henry n'est pas aussi convaincu.

Un des éléments de la prière populaire, l'*Ave Maria*, ne paraît pas antérieur au XII<sup>e</sup> siècle, par conséquent l'*Angelus* ne peut remonter plus haut. Cependant, on ne trouve aucun document positif qui se rapporte à la récitation de l'*Ave* avant le XIII<sup>e</sup> siècle, et cette pratique semble s'être établie en Italie, car il n'est pas du tout certain que les coutumes de saint Denis, rédigées au XIII<sup>e</sup> siècle, prescrivant qu'après complies un prieur sonne à trois reprises une cloche et que tous disent ensemble *les prières*, s'appliquent à l'*Angelus*. C'est à la Hongrie qu'appartient jusqu'ici la plus ancienne attestation prescrivant la récitation de l'*Ave Maria* du soir au son de la cloche. Mais le premier document pontifical authentique qui atteste cette pratique remonte à Jean XXII, en 1318, le 13 octobre ; c'est celui qui approuve la coutume adoptée dans le diocèse de Saintes et accorde dix jours d'indulgence à ceux qui, le soir, réciteront trois *Ave Maria*, à genoux, quand ils entendront le son de la cloche.

L'origine de l'*Angelus* du matin ne diffère pas de celle de l'*Angelus* du soir. Mais il est extrêmement difficile de fixer une date à l'*Angelus* de midi. Cette dévotion a probablement commencé au XV<sup>e</sup> siècle seulement. On la trouve en Allemagne ; elle avait pour but d'obtenir la paix du royaume et de l'Eglise. Elle devint générale après que le pape Callixte III eut ordonné, en 1456, par la bulle *Cum his superioribus annis*, une croisade de prières de toute la chrétienté contre les invasions des Turcs. Il prescrivait qu'on tintât par trois fois la cloche tous les jours,

entre none et vêpres. En 1472, Louis XI ordonna par tout le royaume, à l'heure de midi, la récitation de l'*Ave Maria* pour obtenir la paix du royaume.

---

*Revue des Etudes anciennes*, n° 2 de 1906. — M. Dangibcaud publie une correspondance relative aux *fouilles de Famars* en 1824, extraite de la collection de lettres de M. le comte A. de Bremond d'Ars.

Le même publie dans le n° 3 (juillet), trois notes succinctes sur trois *Monuments gallo-romains inédits* de Mediolanum, avec deux planches : l'autel trouvé dans un jardin près de la Société vinicole, appartenant aujourd'hui à M. Léridon, armateur à La Rochelle, une statuette en bronze de Mercure et une tête de même métal, appartenant au musée de Saintes.

---

*Revue de Paris*, 15 juillet 1906. — Les Ports de France. *La Rochelle-Pallice*, par M. des Rousiers.

« A La Pallice, le port est en avance sur le trafic. Un bassin de 11 hectares et demi où l'on accède par un vaste avant-port et par une rade très sûre, peut recevoir les plus grands paquebots existants et permettre leur évolution ; l'activité commerciale est restée jusqu'ici insuffisante pour en tirer complètement parti.

« Cette constatation n'est pas une critique des grands travaux accomplis. Le coût de ces travaux a été souvent exagéré si l'importance de leur résultat a été grossie par les Rochelais. La Pallice est loin d'être le plus grand port sur notre littoral atlantique. Saint-Nazaire et Penhoët ont une superficie presque triple.

« La légende d'après laquelle l'Etat aurait créé un immense port modèle sur un point dépourvu de tout trafic ne doit pas être acceptée. L'histoire vraie est beaucoup plus simple.

« La création de La Pallice a été sollicitée par les Rochelais, qui se trouvaient trop à l'étroit dans leur vieux port. Elle a été inspirée par des considérations techniques. La dépense nous a valu un port en eau profonde plus vaste que ne le réclame actuellement l'activité du commerce sur cette partie de notre côte. »

Suit un exposé de l'état ancien et présent du commerce rochelais, d'après le livre de M. J. Périer, attaché commercial à l'ambassade de France à Londres, *La prospérité rochelaise au XVIII<sup>e</sup> siècle et la Bourgeoisie protestante* (Firmin Didot), et les documents officiels, *Tableau général du commerce et de la navigation*.

*Revue Mabillon*, mai 1906. — *Etude sur le Journal de Dom Claude de Vic*, compagnon du procureur général de la congrégation de Saint-Maur à Rome (1703-1715), et sur une partie de sa correspondance. Ce journal fait partie du manuscrit latin de la Bibliothèque nationale, n° 12790.

Dom de Vic eut à s'occuper d'une affaire importante en 1713-1714, intéressant l'abbaye de Saint-Jean d'Angély. Elle n'eut d'ailleurs pas de suite. (Cf. *Bulletin de la Société*, VI, p. 290; *Archives*, XXXIII, p. cxv.) Voici quelques passages du *Journal* qui précisent les détails et les dates de cette affaire.

(l'in 1713). — Le R. P. vicaire général nous donne avis que les missionnaires de Saint-Lazare ont obtenu du roi l'union de deux de nos abbayes, savoir : celle de Saint-Jean d'Angély pour l'hôpital de La Rochelle, et l'autre de Saint-Pierre-le-Vif de Sens... Le R. P. vicaire général, de l'avis de son conseil, présente un placet à M. (le chancelier) de Pontchartrain, afin qu'il présente au roi les dommages et les suites fâcheuses de ces unions, où le roi se réserve la collation des prieurés et cède à ces missionnaires celle des cures. Ce ministre conseille à notre vicaire général de s'adresser, pour cela, au confesseur du roi... Cependant, les missionnaires font agir et sollicitent eux-mêmes, avec les banquiers, les bulles de l'union. Nous aurions pu nous servir de l'autorité du neveu du Pape (Alexandre Albani), fort dévoué d'inclination à notre congrégation, mais on ne crut pas le devoir employer, à cause de son attachement à la nation et à M. le cardinal ministre (La Trémoille), qu'il n'aurait pas voulu désobliger, ce qui nous oblige d'aller nous-mêmes au Pape, pour le supplier de vouloir soutenir et sauver les droits et les bénéfices de ces maisons ou abbayes.

(Février 1714). — On nous donne avis, de Paris, que les missionnaires, après avoir obtenu un second brevet du roi pour l'union de l'abbaye de Saint-Jean d'Angély, se préparent, pour presser cette union, à Rome, et prétendent l'obtenir sans le consentement des parties. Le R. P. procureur, sur cet avis, fait un mémorial raisonné.....

(20 mars 1714). — La veille de saint Benoît, Mgr Bechetti, sous-dataire, fit appeler notre R. P. procureur général, pour lui annoncer la congrégation consistoriale qui devait se tenir le même jour et pour lui demander s'il n'avait rien à opposer contre l'union... Le R. P. procureur lui ayant répondu qu'il ne pouvait s'opposer à l'union sans offenser le roi qui la voulait absolument,

et contrevenir à ses ordres, demanda qu'on voulut attendre de demander le consentement des religieux, à quoi Mgr le sous-dataire lui répliqua que l'abbé ayant donné son consentement, celui des religieux ne paraissait pas nécessaire, parce qu'il ne s'agissait que de la suppression de la mense abbatiale et non de la conventuelle. Sur l'avis de ce prélat, le R. P. procureur fit un mémoire qu'il présenta à Mgr Rivière, secrétaire de la congrégation consistoriale, dans lequel il demanda qu'on voulut ne pas préjudicier à la mense conventuelle et conserver aux religieux leurs droits, leurs privilèges, les prieurés possédés actuellement par les religieux, et enfin le droit de demander aux missionnaires de Saint-Lazare l'ornement de l'église que tous les abbés sont obligés de donner à leurs églises.

Le secrétaire lut ce mémorial à la congrégation, composée de plusieurs cardinaux et prélats, qui résolurent de différer cette union jusqu'à ce qu'on eut reçu des informations des droits, privilèges et bénéfices du monastère de Saint-Jean d'Angély.

(Les lazaristes font des démarches auprès du R. P. procureur, avouent que ses demandes à cette union étaient fort justes, mais redoutent pour lui l'indignation du roi.)

(Mai 1714). — Notre R. P. procureur ayant reçu des mémoires de nos pères de Saint-Jean d'Angély, en fait un extrait et compose un mémorial raisonné dans lequel, après avoir marqué les services que nos pères rendent à la ville et l'attestation de tous les habitants et officiers de justice en leur faveur, il demande qu'on veuille établir un *quindennium* pour la sûreté du paiement des ornements que tous les nouveaux abbés sont obligés de donner. Il demande, de plus, qu'on unisse les six prieurés dont ils jouissent avec la cure de Saint-Jean d'Angély et autres bénéfices... Il demande surtout qu'on veuille empêcher que les missionnaires n'aient aucun droit honorifique dans l'église, pour prévenir les bruits et scandales que causent ordinairement ces sortes de préséances dans une même église.

---

*Revue Celtique*, avril 1906. — M. E. Ernault, traitant de l'étymologie bretonne, étudie le mot *Patern*, arrive à *badern*, baderne, « tresse de vieux cordages servant à garnir les mâts, vergues, etc., pour les préserver du frottement. » De là il passe au sens figuré et dit : « Jal, *Glossaire nautique*, s'exprime ainsi : « Les marins français ont fait du mot *baderne* un terme de mépris. Comme, en général, les badernes sont faites du vieux fil

de caret, comme une vieille baderne n'est plus bonne à rien qu'à être réduite en une méchante étoupe, d'un homme de mer usé, d'un officier ou d'un matelot sans énergie, sans vigueur, sans valeur réelle, on dit que c'est une baderne, une vieille baderne. » Ceci me paraît plus exact que l'explication de *baderne* f., « personne incapable, abrutie, dont l'esprit est affaîssé » par le « même radical celtique » que *badehé*, badaud, niais (breton, *bad*, stupeur, ébahissement, *bader*, badaouer, sot, niais, bavard...), donnée par M. Eveillé, *Glossaire saintongeais*, bien que les deux familles aient pu se mêler quelquefois. Cf. *baderlo*, badaud badaude, dans le Tarn (Mistral).

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

ARDOUIN-DUMAZET. — *Voyage en France : Charentes et Plaine poitevine*, 2<sup>e</sup> édition. Nancy-Paris, Berger-Levrault, éditeurs, 1905, in-16, 381 p., 26 cartes ou croquis.

— *Les Iles de l'Atlantique*, 2<sup>e</sup> édition, 1903, 240 p., 21 cartes ou croquis.

---

ARNOUX (Alexandre). — *L'Allée des Mortes*, poèmes. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-18, 120 p.

---

ATGIER (Emile). — *L'Abbaye de Ré*. Vannes, imprimerie Lafoleye frères, 1906, in-8°, 55 p., eau-forte de M. Couneau. (Extrait de la *Revue du Bas-Poitou*).

---

AUBRAY (Paul). — *Trois satires politiques : Je me raidis ; Monsieur Combes ; Goujats ? ... Oui, goujats (vers)*. Lagny, imprimerie Colin et C<sup>ie</sup>; Paris, librairie Paire, in-8°, 8 p.

---

BLIARD (Pierre). — *Le conventionnel Prieur de la Marne en mission dans l'Ouest (1793-1794)*. Paris, Emile-Paul, 1906, in-8°, VII-450 p.

Nous avons déjà eu l'occasion (*Revue*) de signaler les passages de cette étude qui se rattachent à la Saintonge.

---

BONNEAU (Henri), juge de paix à La Jarrie. — *La Réforme*

*administrative fiscale judiciaire*. La Rochelle, 1906, librairie Foucher.

—  
BREMONT D'ARS (Anatole de). — *Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou* (compte rendu). Vannes, imprimerie Lafolye frères, 1906, in-8°, 8 p.

—  
BRUTAILS (J.-A.). — *Guide illustré dans Bordeaux et les environs, Arcachon..., le Médoc et Royan*. Bordeaux, imprimerie Gounouilhou, 1906, in-18 jésus, 122 p., grav. et plan.

—  
CABANÈS et BARRAUD (D<sup>rs</sup>). — *Remèdes de Bonne Femme*. Buzançais, imprimerie F. Deverdun. Paris, Maloine, éditeur, 1907, in-16, 391 pages.

Notre confrère, le D<sup>r</sup> Barraud, énumère d'abord les pratiques grotesques, répugnantes parfois, souvent nuisibles que l'on rencontre parmi les gens du peuple, en ville ou à la campagne, puis il enregistre les résultats heureux de certaines formules de la thérapeutique populaire. « Le procès de l'empirisme ne pouvant être équitablement instruit, qu'en reconnaissant ce que lui doit l'art de guérir, qui s'est trop souvent enrichi de ses dépouilles sans se reconnaître son débiteur ». La conclusion est qu'il ne faut pas condamner en bloc la médication populaire. Il faut distinguer. C'est à quoi s'attache notre confrère. Mais combien peu de pratiques raisonnables à côté d'aberrations abominables. Il faut qu'un être humain soit bien attaché à la vie, ou bien crédule ou dépourvu de sensibilité pour consentir à l'emploi de certains remèdes. Le tableau ne serait-il intentionnellement pas poussé un peu au noir ?

—  
CŒUILLE, commissaire de police de la ville de Paris. — *Manuel du Gardien de la Paix*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-16 de 412 p.

—  
CLOUZOT (Henri). — *Maîtres et Apprentis dans la corporation du Livre*. Paris, H. Leclerc, éditeur, 1905, in-8°, 8 p.

—  
DANGIBEAUD (Charles). — *Les fouilles de Famars en 1824*. Bordeaux, imprimerie Gounouilhou, 1906, in-8°, 4 p. sans titre.  
(Extrait de la *Revue des Etudes anciennes*.)

— *Monuments gallo-romains inédits* (du musée de Saintes).



Bordeaux, imprimerie Gounouilhoul, 1906, in-8°, 4 p., avec deux planches. (Extrait de la *Revue des Etudes anciennes*.)

— *Saintes ancienne, le Pont, les Rues, les Enseignes*. *Saintes*, imprimerie Hus, et *La Rochelle*, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1904-1906, in-8°, 373 p. et 23 non paginées. (Articles parus dans le *Recueil de la Commission des Arts* et la *Revue de Saintonge et d'Aunis*, réunis.)

—  
DARLEY (D. Etienne). — *Fragments d'anciennes chroniques d'Aquitaine*. Tours, imprimerie Deslis. Bordeaux, librairie Feret, 1906, in-8°, 78 p.

—  
*Discours prononcés le 23 mars 1906 au banquet offert à Emile Combes*, ancien président du conseil, par Henri Brisson, Thomson, Destieux-Junca, Jules-Louis Breton, Camille Pelletan, Jean Codet, Claude Rajon, Emile Combes. Auxerre, imprimerie Galot, 1906, in-16, 39 p.

—  
DOIRIER (Léon). — *La Revanche du Sportman*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8° carré, 47 p.

—  
FEUILLETTE (Paul-G.). — *Automne*, poème. La Rochelle, imprimerie Boulangé et C<sup>ie</sup>, 1906, in-16, 12 p.

—  
FEUILLOY (René). — *Les Enchantements*, poésies. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-18, 179 p.

—  
FRAINEAU (chanoine), aumônier de Lafond-La Rochelle. — *Gemme et Colombe*. Tours, imprimerie Mame (S. M.), in-4°, 223 p.

—  
FUNCK-BRENTANO (Claudine) (M<sup>me</sup> de Pavloff de Tannenberg). — *Les Appels*, poésies. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier ; Paris, librairie Sansot et C<sup>ie</sup>, in-18 jésus, 190 p.

—  
GIGON (S.-C.). — *La Révolte de la Gabelle en Guyenne (1548-1549)*. Paris, librairie H. Champion, 1906, in-8°. Voir l'annonce de l'éditeur au dos de la couverture.

—  
GILLES (F.). — *Manuel théorique et pratique des actes sous*

*seing privé*, 10<sup>e</sup> édition. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, in-8° de 96 p.

GRASILIER (Léonce). — *Par qui fut livré le général Pichegru*, d'après des documents entièrement inédits. Paris, librairie Lucien Dorbon, 1906, in-8°, 14 p.

Leblanc, de son vrai nom Blanc-Montbrun, seul accusé jusqu'ici d'avoir provoqué l'arrestation du général Pichegru, n'est qu'un agent secondaire. Le véritable auteur de cet acte de police est un nommé François-Xavier-Désiré Joliclerc.

*Guide illustré des Bains de Mer de l'Océan* (chemins de fer de l'Etat), stations balnéaires de la Loire à la Gironde et principales villes du réseau. Itinéraires et notices. Les Sables-d'Olonne, Tours, Paris, librairie Mayeur, 1906, petit in-8° oblong, 128 p.

GUILLEMET (G.), député. — *Au pays Vendéen*. Niort, imprimerie et librairie Clouzot, 1906, in-4°. IV-390 p., avec gravures par J.-L. Giraudeau-Laurent, G. Fraipont, A. Duplais-Destouches.

H... AUX ELECTEURS. *Combes et son fils Edgard ; La chute de Combes ; Jaurès*, trois satires, par H. Lettre d'Ed. Drumont, compliments de F. Coppée, illustrations de A. Lemot. Paris, librairie Antisémita, 1905, in-12, 47 p., fig.

HESSE (Raymond). — *La Réforme de l'internat dans les lycées et collèges*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier ; Paris, librairie Pedone, 1906, in-8°, 32 p.

Institut de France. Académie des Beaux-Arts. — *Notice sur la vie et les travaux de M. Bouguereau*, par M. F. Flameng. Paris, Firmin-Didot, 1906, in-4°.

JARRY (A.). — *Par la Taille*, un acte comique et moral. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier ; Paris, librairie Sansot, 1906, in-18, 36 p.

— *Ubu sur la Butte*, réduction en deux actes d'*Ubu Roi*, d'Alfred Jarry, représentée en 1901 au Guignol des Quat's-Arts.

La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier; Paris, librairie Sansot (S.M.), in-18, 63 p.

---

JOANNE. — *Royan, Pontailiac, Saujon, Saint-Palais, Saint-Georges-de-Didonne, Meschers, Soulac, Montalivet-les-Bains, Ronce-les-Bains, Saint-Trojan, Ile d'Oleron*. Coulommiers, imprimerie Brodard; Paris, librairie Hachette et C<sup>o</sup>, 1906, petit in-16, 55 p., 11 grav. et 5 cartes.

---

KEIM (Albert). — *Cinq Contes hypothétiques*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-12, 86 p.

---

LABADIE (E.). — *Additions et rectifications à la bibliographie de quelques écrivains agenais*. (Fl. de Raymond, Bl. de Monluc, A. de La Pujade et Cortete de Prades). Agen, Imprimerie Moderne, 1906, in-8°, 59 p.

Extrait de la *Revue de l'Agenais*.

---

LAGRÉSILLE (Georges), avocat à la cour d'appel de Paris. — *L'article 4 et l'article 8 de la Loi de Séparation*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 16 p.

---

LE CAMUS (Mgr). — *Tirer le bien du mal*. Considérations sur la suite à donner au régime de la séparation. La Rochelle, imprimerie Rochelaise; Paris, librairie Oudin, 1906, in-8°, 44 p.

---

LEMONNIER (abbé). — *La propriété foncière du Clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Charente-Inférieure*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, in-8°, 16 p. (Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*, avec deux appendices ajoutés.)

---

LE PAULMIER. — *Manuel pratique des Accidents du Travail*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, in-8°, 123 p.

---

*Littoral de l'Océan*. Stations balnéaires de Nantes à Bayonne (Guides routiers Baroncelli). Librairie de Paris, Firmin-Didot, 1906.

---

LUGUET (Marcel). — *Irlis*, roman. Lagny, imprimerie Colin et C<sup>ie</sup>; Paris, librairie Tallandier, in-18 jésus, 319 p.

---

MICHOUD (L.). — *Une organisation légale des Associations culturelles catholiques*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 35 p.

---

MUSSET (G.). — *Catalogue de la Bibliothèque de la ville de La Rochelle*, 4<sup>e</sup> supplément. La Rochelle, imprimerie Masson, in-8°, XIII-927 p.

---

— *Une découverte sensationnelle*. Echillais et Moëze. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 7 p. (Extrait du *Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure*.)

---

ORDONNEAU (Maurice). — *Les Filles Jackson et C<sup>ie</sup>*, opérette à spectacle en trois actes. Musique de Justin Clérice. Paris, P.-V. Stock, éditeur, 1906, in-18, 138 p.

Représenté pour la première fois à Paris sur le théâtre des Bouffes-Parisiens, le 29 novembre 1905.

— *Madame Sherry*, opérette en trois actes. Musique de Hugo Félix. Paris, P.-V. Stock, 1905, in-18, 133 p.

Représenté au Théâtre-Royal des Galeries Saint-Hubert en 1905.

---

PAWLOWSKI (Auguste). — *Les plus anciens hydrographes français (XVI<sup>e</sup> siècle)*. Jean Fonteneau dit Alfonse. Ses collaborateurs. Paris, Imprimerie nationale, 1902, in-8°, 19 p. (Extrait du *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1905.)

— *Les transformations du littoral français*. L'île d'Oleron à travers les âges. Paris, Imprimerie nationale, 1906, in-8°, 24 p. (Extrait du même *Bulletin*, 1905.)

---

PELLISSON (Marcelin), avocat à la cour d'appel de Bordeaux. — *Des Sociétés civiles à formes commerciales*, thèse pour le doctorat. Bordeaux, imprimerie V. Cadoret, 1906, in-8°.

De nos jours, l'association coule à pleins bords. En dépit de l'individualisme ombrageux et étroit qui domina l'esprit des législateurs de la Révolution française, la nature des choses a continué et continuera, même en France, malgré les lois oppressives, à pousser les hommes à grouper leur activité et leurs ressources pour la poursuite d'un but commun, dans l'ordre matériel, intellectuel ou moral.

Le siècle écoulé a vu se former d'innombrables sociétés : banques, chemins de fer, navigation, assurances, etc., dont quelques-unes sont devenues de puissants éléments de la vie nationale.

Les découvertes scientifiques qui caractérisent si particulièrement le XIX<sup>e</sup> siècle et leur application à d'immenses entreprises de transport et de fabrication industrielle, ont nécessité la mise en commun de capitaux énormes qui ne pouvaient être réunis que par des sociétés à formes commerciales.

Les règles tracées par le Code civil et même celles du Code de commerce, n'ont pas tardé à se trouver insuffisantes en présence des associations variées qui surgissaient de toutes parts, et dans des conditions que n'avait pu prévoir le législateur d'il y a cent ans.

Le remède à cette insuffisance impliquait un double problème. D'abord, il ne fallait pas mettre d'obstacles à la formation de sociétés nouvelles, car c'eût été porter une grave atteinte au progrès industriel du pays ; mais, d'autre part, il devenait urgent de protéger les économies des citoyens contre les rapines des aventuriers de la finance et, pour cela, de préciser et sanctionner les responsabilités des fondateurs et administrateurs de sociétés anonymes. Tel fut l'objet de la loi du 24 juillet 1867.

Mais la loi de 1867 ne s'expliquait qu'aux sociétés ayant un caractère commercial : les sociétés civiles par actions continuaient d'échapper à ses sanctions et l'épargne publique, sollicitée sous cette forme, restait sans protection contre tous les pièges de l'escroquerie. Il a donc fallu songer à compléter la loi de 1867 et il y a été pourvu par celle du 1<sup>er</sup> août 1893 qui impose le caractère commercial, avec toutes ses conséquences, aux sociétés civiles en commandite par actions ou anonymes.

Et cependant, tant il est difficile, en cette matière singulièrement variée et compliquée, de légiférer d'une façon complète et définitive, qu'il reste des sociétés civiles divisant leur capital par actions, sans se soumettre aux prescriptions des lois de 1867 et de 1893, et sur la validité desquelles la jurisprudence se prononce encore en des sens divers et même contradictoires.

C'est à élucider et à préciser les délicates questions que soulève cette matière ardue, que M. Marcelin Pellisson, fils de notre honoré confrère et très apprécié collaborateur, M. Marcel Pellisson, a consacré sa thèse de doctorat, soutenue le 16 juin dernier, devant la Faculté de Bordeaux.

Les rares survivants de ceux qui fréquentèrent les facultés de droit, il y a cinquante ans et plus, ne peuvent se défendre d'un regret en songeant que de leur temps, les législations étrangères étaient chose aussi inconnue des professeurs que des étudiants. Et cependant, quoi de plus instructif, de plus suggestif que les comparaisons que suscite leur étude ?

M. Marcelin Pellisson n'a eu garde de négliger d'éclairer son sujet en puisant largement à cette source tant au point de vue de la doctrine qu'à celui des textes législatifs.

J'aime à signaler dans ce consciencieux travail une pensée développée à la page 52 et suivantes et qui reparait dans la conclusion. L'auteur, après avoir constaté la tendance qui s'accuse, depuis quelques années, dans la théorie et la jurisprudence, à reconnaître la pleine personnalité juridique à toutes les sociétés légalement constituées, applaudit à cet esprit libéral et émet le vœu que la personnalité civile et le droit de propriété qui en découle soit étendu dans une mesure de plus en plus large, à toutes les collectivités et à tous les groupements à buts légitimes.

À ce vœu, je me permets d'en ajouter un autre qui le complète, celui de voir disparaître au plus tôt des lois récentes qui réglementent le droit d'association, ces exceptions odieuses et barbares qui nous reportent aux guerres religieuses du XVI<sup>e</sup> siècle et qui excluent du droit commun des catégories entières de citoyens à raison de leurs opinions et de leurs croyances.

A. O.

---

PILON (Edmond). — *Portraits français* (XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles), 2<sup>e</sup> série. Le voyage de La Fontaine. Pitton de Tournefort. Jeunesse de Robespierre. Pyvert de Senancourt. Henry de Latouche. La mort de Rouget de Lislé. Les muses plaintives du romantisme. La vie de M. Paques, etc. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier ; Paris, librairie Sansot et C<sup>e</sup>, 1906, in-18 jésus, 272 p.

---

PRADIER-FODÉRÉ (P.), conseiller à la cour d'appel de Lyon. — *Traité de Droit international public européen et américain, suivant les progrès de la science et de la pratique contemporaines*, tome VIII<sup>e</sup>. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 965 p.

---

RICHARD (Alfred). — *Rapport sur une découverte de monnaies*

*des comtes de Poitou*. Poitiers, imprimerie Blais et Roy, 1906, in-8°, 12 p., une planche. (Extrait du *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*.)

ROME (Fernand), substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris. — *Le contrat collectif et les syndicats professionnels*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier ; Paris, librairie Pedone, 1906, in-8°, 40 p.

SCHNEEBERGER (A.-R. — *La Dame aux Songes*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier ; Paris, librairie Sansot et C<sup>ie</sup>, 1906, in-16, 68 p.

Social studies of the century series. — *When a child loves and when she hates* a tale of birch and bed by a Gentleman. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier. Edition en caractères Grasset, avec ornements.

TALNOW (Henri). — *Cloches et Grelots*, poésies. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-18, 118 p.

TESSIER (Jean). — *La valeur sociale des biens communaux en France*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 372 p.

VIAUD (Pierre Loti). — *Les Désenchantés*, roman des harems turcs contemporains. Paris, Calmann-Lévy, éditeur, 1906, in-18.

VIGEN (D<sup>r</sup> Ch.). — *L'abbé Richard, hydrogéologue*. Etude sur sa vie et son secret pour la découverte des sources. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1906, in-8°, 52 p. et un portrait. (Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.)

M. Vigen a ajouté un chapitre inédit sur l'*hydroscopie sensitive et la baguette*, qui contient un paragraphe intitulé : *Particularités inédites sur quelques sourciers du pays* : François de Beaucorps, abbé M. Brodut, Chassigne, vicomte de Cougny, Victor Dubuy, Marie Durand, A. Lefebvre, Michel Cadet dit Beaurameau, Jean Migran, Louis Moquet, Pillet, Jules Rullier.

## SOMMAIRE DU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1906.

AVIS ET NOUVELLES : Séance du bureau ; Subventions aux monuments historiques ; Recensement de 1906 ; Eglise d'Haimps, son inscription ; Orthographe des noms de lieux.

NOTES D'ÉTAT CIVIL. — Décès : M. Léaud ; abbé Jaguenaud ; M. Brejon ; M. de Beaucorps ; M. Florentin ; M<sup>me</sup> Cotard ; M. Picard ; M. Patron ; M. Firino ; M. de Nouhère ; abbé Vignaud ; pasteur Meyer ; M<sup>lle</sup> Vigier.

Mariages : De Sartre-Cristiani de Tavarant ; prince de Léon-Rohan-Chabot ; Dyonet-Mériot.

VARIÉTÉS : I. Excursion A. O. et M. B., rapports ; — II. J. Pellisson, *Passage de la duchesse d'Angoulême dans la Charente en 1815* ; — III. J. Pellisson, *La misère à Tonzac en 1709* ; — IV. J. d'Oice, *Association des chevaliers de Saint-Louis* ; — V. de Croze-Lemercier, *Une lettre de quemandeur* ; — VI. Dyke-Gautier, *Une vieille circulaire en vers* ; — VII. T..., *La Municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud pendant la période révolutionnaire*.

QUESTIONS ET RÉPONSES : Les vieux arbres ; Élie Brisson ; Beurgaud.

LIVRES ET REVUES.

---

La *Revue-Bulletin* est adressée gratuitement aux membres de la société, qui paient par an une cotisation de 13 francs.

---

La *Revue-Bulletin* mentionne ou analyse tout ouvrage composé, imprimé dans la région, ou par un auteur habitant ou né dans la région, ou concernant la région, dont un exemplaire aura été adressé au président, à Saintes.

---

Les idées ou les opinions émises dans la *Revue-Bulletin* sont personnelles.

---

On s'abonne à Saintes: 10 francs par an.

---

Le Gérant : NOËL TEXIER.



**Librairie H. CHAMPION, éditeur, 5, quai Malaquais, Paris.**

**VIENT DE PARAÎTRE**

**CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE L'IMPOT  
SOUS L'ANCIEN RÉGIME**

# **LA RÉVOLTE DE LA GABELLE EN GUYENNE**

1548-1549

Par S.-C. GIGON

*Fort vol. in-8°. — Il a été tiré 200 exemplaires seulement.*

*Prix : 7 fr. 50. — 6 fr. plus le port pour les membres de la Société des Archives.*

Cette monographie met en lumière un point assez mal connu de l'histoire de France au XVI<sup>e</sup> siècle, l'insurrection des populations de la Guyenne en 1548. Les historiens généraux et particuliers ont raconté cette révolte avec si peu de documentation que leurs récits sont généralement remplis d'erreurs de dates et de faits. L'étude très minutieuse de M. S.-C. Gigon met en œuvre non seulement les récits des historiens contemporains, mais aussi de nombreuses pièces inédites de la Bibliothèque Nationale, les documents originaux des archives françaises et étrangères qui les complètent et souvent les rectifient : ce travail définitif établit le rôle réel d'Henri II et de ses coopérateurs, Montmorency et d'Amale.

Il nous présente un tableau de l'état économique de la Guyenne, expose les origines de la révolte dans la Saintonge et l'Angoumois et comment l'insurrection gagna le Bordelais, la révolte de Bordeaux suivie bientôt d'une terrible répression militaire. L'auteur nous fait connaître enfin les relations de la révolte avec les puissances étrangères, l'Espagne et l'Angleterre. Le livre se termine par une série de curieuses notes sur les effectifs militaires et une intéressante collection de pièces justificatives nombreuses.

Au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle la richesse moindre, l'injuste répartition des charges, l'exploitation à outrance du paysan par les agents de la Royauté permet à peine de concevoir l'horrible misère du petit peuple.

La révolte de la Gabelle est surtout une contribution à l'étude à peine ébauchée de la misère sociale : elle est d'actualité pour tous ceux qui recherchent la vérité sous le décor de l'histoire politique.

---

La Rochelle. Imprimerie Nouvelle Noël-Texier.









This book should be returned to  
the Library on or before the last date  
stamped below.

A fine is incurred by retaining it  
beyond the specified time.

Please return promptly.

Widener Library



3 2044 100 877 315